Université Panthéon-Assas - Paris II

L'ORGANISATION DES FRERES MUSULMANS

EVOLUTION HISTORIQUE, CARTOGRAPHIE

ET ELEMENTS D'UNE TYPOLOGIE (I)

Sous la direction de Xavier Raufer

Fabrice Maulion

Diplôme universitaire de 3è cycle

Département de Recherche sur les Menaces Criminelles Contemporaines

Décembre 2004

L'ORGANISATION DES FRERES MUSULMANS

EVOLUTION HISTORIQUE, CARTOGRAPHIE

ET ELEMENTS D'UNE TYPOLOGIE

VOLUME I

PREMIERE PARTIE

Les Frères musulmans, une stratégie à long terme, une organisation conquérante.

Etude du développement dans le contexte français et ses connexions européennes

L'Egypte, berceau de l'Organisation des Frères musulmans

Sommaire général

VOLUME I

PREMIERE PARTIE

Introduction

I. Les Frères musulmans, une stratégie à long terme, une organisation conquérante. Etude du développement dans le contexte français et ses connexions européennes.

II. L'Egypte, berceau de l'Organisation des Frères musulmans.

A. Premier développement de l'Organisation/Confrérie des Frères musulmans, de sa fondation à la mort de Hassan al-Banna.

B. De la résurgence à la destruction de l'Organisation.

C. 1955-1966, l'Idée des Frères survit et se radicalise.

D. Le retour des Frères musulmans sur la scène politique égyptienne.

VOLUME II

DEUXIEME PARTIE

TROISIEME PARTIE

L'Organisation internationale des Frères musulmans

PREMIERE PARTIE

Introduction

Nous présenterons ici, l'Organisation des Frères musulmans dans les différents contextes nationaux où leur idéologie, "l'Idée", a pris racine et s'est développée. Nous décrirons sa structure, les modes de son action, sa conception du monde et la manière dont elle s'est intégrée ou non aux scènes politiques nationales. Nous verrons que cette dernière question trouve moins sa réponse dans une stratégie des Frères adaptée aux mentalités des régimes en place, ce qui explique les affrontements armés dans certains contextes (Egypte des années 1940-1950 et 1970, Syrie des années 1960 à début 1980) que dans l'adéquation pré-établie des systèmes d'idées en vigueur chez chacune des parties (Jordanie, Yémen, Koweït). En revanche, la pérennité de l'Organisation et de ses branches est sans conteste due à une flexibilité doctrinale acquise au cours du temps ou plutôt au gré des revers. De nos jours, la mouvance "frériste" est bien décidée à faire avancer ses idées au prix de compromis politiques.

Dans un premier temps, nous étudierons l'implantation française de l'Idée et nous tenterons d'éclairer quelques unes des connexions qui existent avec la mouvance des Frères musulmans.

Dans un deuxième temps, nous aborderons sur le Nil et nous étudierons avec quelque détail la matrice égyptienne de l'islam politique et son objectivation, l'Association ou Organisation des Frères musulmans, de sa fondation à nos jours.
Enfin, un troisième temps sera consacré à l'étude des émanations ou branches de l'Organisation égyptienne, fruits de son expansion à travers les mondes arabe et musulman, ainsi qu'à l'Organisation internationale, dont on tentera de retracer l'évolution et de décrire la structure et le fonctionnement.

L'Egypte berceau des Frères musulmans

L'Organisation des Frères musulmans est née en 1927, sous le nom d' "Association pour la commanderie du bien et le pourchas du mal", dans le contexte de l'Egypte sous mandat britannique, c'est-à-dire de la domination militaire et économique d'une puissance étrangère.

Dix ans après sa création, les membres de l'Organisation expliquent : "L'Egyptien se sentait étranger chez lui, - d'autres profitaient des biens de son pays- méprisé, des étrangers tiraient gloire de l'exploitation des ressources du pays. Voilà les sentiments qui nourrissaient excellemment et largement le Message des Frères. (...) Puis nous sommes allés prêcher (...) (le) Message s'empara des cœurs des croyants et n'eut de cesse de pénétrer dans toutes leurs pensées et tous leurs sentiments, devenant ainsi le modèle des grandes espérances, la plus précieuse incitation à se dévouer et à se sacrifier ! (...) Les sections des Frères se répandirent avec une rapidité surprenante dans tous les coins de l'Egypte, depuis Assouan jusqu'à Alexandrie, Port Saïd, Suez, Tanta, le Fayoum, Bani-Sueïf, Minia, Assiout, Qenah,(...) puis au-delà des frontières de l'Egypte, jusque dans la portion sud de notre bon pays, le cher Soudan, puis jusqu'aux autres parties de la patrie musulmane : à l'Est dans les différentes portions de la Syrie, et au Maghreb... Naguère, nous poussions le Message (...) désormais, c'était lui qui nous précédait (...) Chaque groupe qui se formait, agissait selon les besoins de l'endroit en créant son club, en possédant souvent sa maison en pleine propriété, en fondant aussi, parfois, des entreprises de bienfaisance, des entreprises économiques ou

sociales en activité continuelle et toujours efficaces[1]... On trouve dans cette extrait quelques uns des éléments constitutifs et constants de la stratégie de pénétration des Frères : les activités sociale, caritative et économique, conçues comme la première étape d'une stratégie à long terme de réislamisation de la société par étapes en commençant par l'individu ; la création d'un réseau national et international d'influence ; et la contextualisation de l'activité des Frères en fonction des besoins locaux.

Ici, il n'est pas fait explicitement mention d'activité politique, pourtant certaines des prérogatives dévolues aux activismes idéologico-politiques sont présentes dans le discours et l'action des Frères : la revendication nationale face à l'occupation britannique ; les activités socio-humanitaires et économiques. Il nous est donné à voir ici, les bases de la légitimité populaire et représentative, donc politique, qui portent encore aujourd'hui les Frères ?

En effet, soixante-quinze années plus tard les Frères sont une force incontournable dans les régions mentionnées et par delà. Forts de leur assise populaire, ils sont devenus des acteurs politiques puissants.

Les Frères musulmans détiennent les clés de la société égyptienne

En Egypte, tout au long de l'année 1995, des centaines de membres de la confrérie des Frères musulmans sont arrêtés pour "appartenance à une organisation illégale cherchant à renverser le régime". Aucune preuve concrète n'est cependant apportée pour étayer l'accusation. Il n'empêche, quatre-vingt d'entre-deux seront traduits devant la Haute cour militaire et cinquante-quatre condamnés à des peines de travaux forcés et d'emprisonnement. Parmi les personnes arrêtées, on compte quasi exclusivement des professeurs d'universités, des médecins et des ingénieurs. Ils sont les forces vives du mouvement, représentants des classes moyennes de la société égyptienne, membres des syndicats professionnels et, pour certains, anciens parlementaires. Les arrestations interviennent quelques mois avant les élections législatives qui doivent se tenir à l'automne 1995, élections auxquelles 16 des accusés

[1] O. Carré et M. Seurat, *Les Frères musulmans (1928-1982),* Réédition de l'ouvrage paru en 1983 aux Editions Gallimard/Julliard, éd. L'Harmattan, Paris, 2001, p. 19

et condamnés ont annoncé leur participation[2]. Cette offensive du régime contre les membres de la Confrérie se renforce après la tentative d'assassinat sur le Président égyptien, Hosni Moubarak, le 26 juin 1995, alors qu'il se rend à une réunion de l'Organisation de l'Union Africaine (OUA), à Addis Abeba, Ethiopie[3]. La tentative d'assassinat est revendiquée par une faction des Gamaa islamiyya.

Parallèlement, le gouvernement prononce la dissolution de plusieurs conseils d'administration de syndicats professionnels contrôlés par les Frères, dont le conseil des ingénieurs et des avocats, et suspend leurs activités. Cette offensive du régime contre les syndicats commence en 1993 au lendemain du vote par le Parlement de la loi n°100. Celle-ci vise à contrer la domination croissante des Frères sur les syndicats professionnels en imposant un quorum minimal de votants pour les scrutins des premier et second tours et un contrôle plus strict du ministère de l'Intérieur sur la préparation des élections. Le résultat escompté n'est pas au rendez-vous et l'initiative du régime est désavouée. Le syndicat des journalistes, qui procède aux élections de son conseil d'administration selon les termes prescrits par la loi, voit doubler le nombre de représentants des Frères alors qu'ils y sont peu influents auparavant[4].

La campagne d'arrestations des Frères qui siègent dans les conseils d'administration des organisations professionnelles, se double d'un discours officiel de dénigrement visant à ternir leur image de probité : les Frères médecins, membres du syndicat et de son conseil d'administration, sont accusés de soutenir et de former des jeunes à perpétrer des actes terroristes par le biais des organisations humanitaires qui en dépendent ; les conseils des syndicats des avocats et des ingénieurs sont accusés de fraudes fiscales.

Le régime de H. Moubarak entend atteindre deux objectifs : premièrement, réduire l'influence politique des Frères dans le pays, dont le président Moubarak est convaincu que les syndicats professionnels sont le moteur[5]. Privés de parti politique, les Frères ont investi les institutions de la société civile et en ont fait des structures de

---

[2] Impact international, *Lawlessness in the Nil Basin, who runs Egypt, Mubarak or the Mafia ?*, November 1995

[3] 26.06.95, *Moubarak-attentat*, Le Caire, AFP

[4] Wahid Abdel Meguid, *La politique du régime égyptien à l'égard des mouvements islamistes,* in Les Etats arabes face à la contestation islamiste, (dir.) Bassma Kodmani-Darwish et May Chartouni-Dubarry, éd. IFRI, Armand Colin/Masson, Paris, 1997, p. 110

mobilisation ; deuxièmement, désorganiser les services sociaux des Frères dont certains syndicats sont les prestataires de services. Lors du tremblement de terre du Caire, au printemps 1993, l'Ordre/syndicat des médecins mobilise, en une matinée, un million de Livres égyptiennes pour venir au secours de la population sinistrée. Les secours de l'Etat, quant à eux, mettent plusieurs jours à arriver sur les lieux[6].

Cette offensive du régime contre les Frères englobe de nombreuses autres mesures qui confinent à la déconstruction des appareils de leur influence dans la société égyptienne : lieux de culte, éducation, services sociaux, lesquels vecteurs de l'influence des Frères n'existent que grâce à la stratégie passée du régime à l'égard de la mouvance islamiste "modérée".

Parallèlement au développement de la Confrérie dans le contexte national égyptien, celle-ci a essaimé dans les pays avoisinants en vertu du fonds culturel commun qu'elle entend sauver et continuer à faire vivre au XXè siècle et grâce à sa capacité de mobilisation contre les ingérences étrangères. Ainsi, les Frères, très tôt engagés en Palestine, s'y sont installés durablement. C'est la dimension sociale et humanitaire, à l'exclusion de toute autre, qu'elle soit politique ou militaire, qui est privilégiée jusque la fin des années 1970. Les dimensions politique et militaire, développées tardivement, se sont trouvées bien assises sur les dividendes de l'activisme social et humanitaire.

La Palestine, au cœur du monde musulman

Le 10 juin 2003, la maison du numéro 2 du Hamas, Abdel Aziz Rantissi est la cible d'un raid aérien de Tsahal. Le 6 septembre 2003, c'est le cheikh Ahmed Yassin, le "Guide spirituel" du Hamas, qui est visé par un raid et quelques jours plus tard, le 10 septembre, c'est au tour de Mahmoud Zahar, le porte-parole du Hamas, d'être pris pour cible.

L'année suivante, à un mois d'écart, en mars et avril 2004, Israël réussit à éliminer le cheikh Yassin et son successeur, Abd al-Aziz al-Rantissi. L'organisation

---

[5] 01.05.95, *Moubarak renews attack on muslimbrotherhood*, Cairo, Kayhan
[6] A. Basbous, *L'islamisme, une révolution avortée ?*, éd. Hachette Littératures, Paris, septembre 2001, p. 234

islamiste ennemie est momentanément décapitée et le martyrologe palestinien se trouve allongé de deux illustres noms, symboles de la résistance palestinienne. C'est indéniablement un succès pour l'Etat hébreu qui réduit le Hamas à l'impuissance. Mais pour combien de temps ?

Le cheikh Yassin est considéré comme un saint homme et son aura dépasse les frontières palestiniennes. Les condamnations de son assassinat viennent de toute part et les appels à venger le martyr sortent même des bouches les moins habituées à tenir des propos vengeurs, comme le recteur de l'Azhar, le cheikh Sayyid al-Tantaoui. La figure du cheikh Yassin, passé définitivement à la postérité, alimentera pendant longtemps encore l'imaginaire des jeunes palestiniens.

Né en 1936, il se réfugie avec sa famille à Gaza, en 1948. Etudiant à l'université du Caire, il milite au sein du mouvement des Frères et en devient un des principaux représentants dès son retour à Gaza. Fondateur de la Mujamaa al-Islami, le Rassemblement islamique, en 1973, il organise les services sociaux de la branche palestinienne des Frères, en même temps que Gaza et la Cisjordanie se couvrent de mosquées. Après un bref passage dans les prisons israéliennes en 1984, il est de nouveau arrêté en 1989, un an après le début de l'Intifada et la fondation du mouvement Hamas. En 1997, le roi Hussein de Jordanie profite qu’une opération d'assassinat ciblé du Mossad sur la personne de Khaled Mechaal, porte-parole du Hamas à Amman, tourne au fiasco pour faire libérer le cheikh malade et déclinant.

En 1998, le cheikh Yassin effectue un voyage en Egypte pour des raisons médicales. Le voyage en Egypte se prolonge et se transforme en tournée régionale. Il est reçu à la Mekke par le roi Fahd et en Iran par Khatami. Son tour l'emmènera au Qatar, aux Emirats Arabes Unis, au Koweït, au Yémen, au Soudan et en Syrie. Tous contribuent financièrement à la cause palestinienne en alimentant les caisses du Hamas. L'Arabie du roi Fahd verse vingt-cinq millions de dollars[7], un peu plus du tiers du budget annuel du Hamas, estimé à soixante-dix millions de dollars par an. Le cheikh Yassin qui semble avoir trouver un nouveau souffle, se plaît à répéter : "Le premier

---

[7] 12.04.98, M. Colvin, Sunday Times

quart du prochain siècle verra l'élimination de l'entité sioniste et l'établissement d'un Etat palestinien sur l'ensemble de la Palestine[8]."

La patience, un concept central en Islam

Au Maroc, le leader de l'association Al-Adl wal-Ihsan, la Justice et la Bienfaisance, le cheikh Abd al-Salam Yacine, déclare au sortir de dix ans passés en résidence surveillée, le 16 mai 2000 : "Nous ne sommes pas pressés. Un jour, quand le pays sera dans l'impasse, nous serons le recours spirituel, moral et politique[9]."

Fin septembre 2002, les islamistes du Parti de la justice et du développement (PJD) de Abd al-Ilah b. Kirane remporte 38 des 325 sièges du Parlement, faisant trois fois mieux qu'en 1997[10]. L'association du cheikh Abd al-Salam Yacine, fondée en 1980, bien qu'illégale est tolérée tant il est vrai que le travail qu'elle effectue, dans les domaines social et humanitaire, grâce à son réseau de plus de 700 associations[11], comble les carences des services de l'Etat. Mais, le vrai chantier de l'association Al-Adl wal-Ihsan, dont le financement est en grande partie assuré par l'Arabie Saoudite[12], reste la prise en charge et l'éducation de la jeunesse[13].

De la Palestine au Maroc, du Liban au Yémen, en passant par l'Egypte, l'Organisation des Frères musulmans occupe le terrain. Un message clair à référent religieux qui participe de l'identité des populations arabes et musulmanes ; un enracinement profond dans le pays grâce à des services sociaux performants et à une action concrète, orientée vers la jeunesse ; enfin un terreau fertile au développement d'un groupe de ce type : la corruption et l'incurie des Etats. Ces facteurs et conditions ont permis et catalysent encore aujourd'hui le développement de l'Organisation des Frères. Ces derniers ont pris une sérieuse avance dans la conquête des cœurs et des esprits d'aujourd'hui et de demain. Qu'on en juge...

---

[8] 11.06.98, L. Hockstader, Washington Post Service
[9] 23.05.00, Le Monde
[10] 26, 29 et 30.09.02, Reuters World
[11] 13.03.00, Le Figaro
[12] Abdal Rahman Ghandour, *Jihad humanitaire, enquête sur les ONG islamiques,* Flammarion, Paris, 2002, p. 255

Les islamistes s'avancent en Europe : la Turquie première étape

Les islamistes turcs ont réussi à s'emparer du pouvoir. Le parti de Erdogan a remporté les élections législatives du 3 novembre 2002 avec 36% des votes. Erdogan, chef du parti AKP, justice et développement, est devenu le Premier ministre d'une Turquie gouvernée par des islamistes, le 14 mars 2003. Majoritaire au Parlement, il a pu former un gouvernement homogène, composé des membres de son parti[14].

Erdogan a fait ses classes dans les rangs des sections étudiantes, puis du parti de Necmettin Erbakan, le Refah. Erbakan est le promoteur de l'islamisme turc depuis les années soixante-dix. Déjà nommé ministre en 1974, il devient Premier ministre d'un gouvernement de coalition avec la gauche, au lendemain des élections législatives du 24 décembre 1995, avec 21% des votes. En 1997, il est débarqué par l'armée et l'année suivante le Refah est dissout. Erbakan, convaincu de pratiques anti-laïques par la Cour constitutionnelle, est déclaré inéligible pour cinq ans[15]. Necmettin Erbakan est un proche des Frères musulmans et il n'hésite pas, lors d'une visite officielle du Président Moubarak en Turquie, en juillet 1996, à plaider en faveur de la réconciliation entre le pouvoir égyptien et les Frères[16].

Erbakan et Erdogan, en plus de leur inclination politique islamiste, ont ceci en commun : la réputation d'honnêteté et leur qualité d'administrateur dont ils ont fait la preuve dans les grandes villes du pays, Istanbul et Ankara notamment. Aujourd'hui, Erdogan se présente plus comme un conservateur que comme un islamiste et milite en faveur de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Pour en finir avec les évidences, il s'est dit favorable à l'intervention américaine en Irak[17]. Cette voie moyenne, qu'Erdogan semble avoir trouvée, est celle que certains jeunes Frères égyptiens, à l'origine d'un parti politique au programme résolument moderniste, le parti Wasat, disent vouloir suivre. On peut penser qu'il en est de même au Maroc, avec le parti de la Justice et du Développement de Abd al-Ilah b. Kirane, homonyme de l'AKP.

---

[13] 06.03.97, Le Figaro ; 16.01.98, Comtex newswire
[14] T. Kjeilen, Lexicorient
[15] Médi@cité 2002, 24.09.03. T. Kjeilen, Lexicorient
[16] 16.07.96, Turkish Daily News
[17] 10.03.03, *Turquie : un islamiste pro-américain bientôt Premier ministre,* I.Kurt, Infosud, revue de presse en ligne

La France, bastion avancé de l'islamisme dans le monde occidental

En France, la fédération d'associations islamiques, l'Union des Organisations de l'Islam de France, fait le bonheur des médias. Depuis 1989 et "l'affaire du foulard" des jeunes musulmanes du collège de Creil, véritable coup médiatique qui sort cette organisation de l'anonymat, il y a eu d'autres affaires du foulard, d'autres revendications, aussi surprenantes qu'improbables dans une république laïque, et maintes occasions d'agiter le spectre de l'islamisme fondamentaliste.

Après "l'affaire du foulard" et la demande d'autoriser les jeunes filles à se couvrir le chef à l'école, en parti accordé par le Conseil d'Etat sous certaines conditions, il faut s'attendre à ce que d'autres revendications de ce type s'invitent sur la place publique. Que des horaires de piscine spéciaux pour les femmes soient accordés à Lille, que l'on réclame des séances de cinéma non-mixtes et pourquoi pas des tenues islamiques "total look" dans les rangs de l'UOIF, a le don de provoquer l'ire de Soheib B. Cheikh, le mufti de Marseille. Celui-ci se demande à voix haute, "Où avance-t-on de telles réclamations et où essaie-t-on de faire admettre qu'un professeur homme ne puisse pas interroger une fille musulmane à l'oral d'un examen, si ce n'est en Arabie, en Iran et... en France"[18]. Intéressante comparaison et mise en relation qui concerne certainement d'autres activités que les faits mentionnés.

L'UOIF, qui revendique quelques deux cent cinquante associations affiliées et une cinquantaine de lieux de culte en propre[19], autant de lieux de propagande, est sur une pente ascendante. Cette fédération qui vient de remporter 11 présidences de régions sur 25, à l'issue des élections des membres des conseils régionaux du culte musulman, devenant ainsi la première force représentante de l'Islam de France, assure aussi la vice-présidence du Conseil français du culte musulman[20]. L'UOIF profite de la liberté dont jouit tout un chacun dans une république digne de ce nom pour : tester le seuil de tolérance de la société française et de l'Etat ; faire progresser ses revendications et engranger les acquis ; enfin, apparaître comme le représentant d'une

---

[18] 10.09.03, Le Canard enchaîné
[19] 21.11. 02, *l'argent de l'Islam en France,* B. Lahouri et B. Thiolay, Les dossiers de L'Express
[20] 17.06.03, *L'UOIF domine les instances régionales du culte musulman*, X. Ternisien, Le Monde,

communauté musulmane qui reste en vérité à construire, si tant est que cela soit possible. L'exercice lui réussit plutôt bien jusqu'à présent, à tel point qu'un Thami Breze, le président de l'UOIF, se permet de lancer dans Le Parisien du 12 février 2003 : "Le Coran est notre Constitution"[21]. Mot d'ordre bien connu des Frères musulmans égyptiens et de ceux qui s'en revendiquent, il est tout à fait incompatible avec une dynamique d'intégration et, a fortiori, avec la république laïque et la démocratie à l'occidentale.

Les Frères musulmans, une organisation internationale

L'éparpillement des Frères est important. De l'Europe de l'Ouest au Moyen-Orient, où bat le coeur de la Confrérie, du Maroc à l'Egypte, en passant par l'Algérie. Du Soudan au Koweït, en passant par le Yémen, et cela sans parler d'autres branches des Frères, non-officielles, pour lesquelles l'action clandestine est recommandée. Face à une telle dispersion, il faudrait pouvoir coordonner ses actions. L'Organisation internationale des Frères musulmans remplit cette fonction, mais loin d'être une structure rigide et clairement constituée, dont la situation géographique serait par exemple définie, elle est plutôt une structure souple dont les instances dirigeantes se rassemblent à intervalles irréguliers. Le pélerinage annuel à la Mecque est un moment et un endroit propice. Le fait est que l'on dispose de peu d'informations sur cette instance de direction internationale des Frères dont le bureau politique est situé à Londres et dirigé par Kamal al-Helbaoui. Il semble que le véritable moteur de cette structure internationale soit son bras financier, la banque des Frères, "Al-Taqwa Bank".

La banque Al-Taqwa est désormais célèbre puisqu'elle s'est vue accuser de participation financière aux attentats du 11 septembre 2001. La banque, créée dans les années 1980, appartient à deux Frères égyptiens, Youssef Nada et Khaled Himmat, de l'aveu de Moustafa Machhour lui-même, ex-guide suprême des Frères égyptiens, décédé le 14 novembre 2002. Les deux hommes vivent en occident. Al-Taqwa, qui est une banque islamique, gère l'épargne de ses clients selon l'éthos musulman et les règles coraniques, interdiction de l'usure et obligation de la zakat, garanti par un bureau

[21] 06.09.03, *Les pièges de l'UOIF*, M. Tribalat, Le Figaro magazine

de contrôle religieux dirigé par Youssef al-Qardaoui. Ce dernier, d'origine égyptienne et vivant au Qatar, est un membre éminent de la mouvance des Frères ; il est considéré comme le théoricien de la finance islamique internationale.

La brillante enquête menée par R. Labévière nous éclaire sur les activités de la banque, son mode d'action et le réseau de ses cadres dirigeants. La banque a pour vocation de récolter des fonds, de les investir, puis de répartir les bénéfices selon les intérêts stratégiques des Frères dans le monde. Le Hamas est par exemple une des priorités de la banque Al-Taqwa, dont elle gère directement le plus riche portefeuille. A la veille des élections de 1995 en Algérie, la banque finance massivement le parti de Mahfoud Nahnah pour augmenter ses chances de succès aux élections.

La Banque est avant tout une nébuleuse de sociétés financières et commerciales, dont un des dirigeants et principaux actionnaires est le Consul honoraire du Koweït à Milan, membre des Frères musulmans koweïtiens, Nasreddin Ahmad Idriss. La Banque finance en outre un certain nombre d'organisation humanitaire dont les Frères koweïtiens assument la direction centrale. Jassem Muhallal al-Yassin, l'un des chefs de la branche koweïtienne des Frères, est le président de l'ONG Mercy international, ONG suisse fondée en 1989 et bras humanitaire de l'Organisation internationale.

Mercy International s'est fait connaître dans les Balkans où elle est très présente en Bosnie, en Albanie et au Kosovo. Le syrien, Kaldoun Dia Eddine, coordinateur des activités de Mercy dans les Balkans, gère une des principales filières de livraison d'armes à destination de l'Armée de libération du Kosovo. Khaldoun Dia Eddin a été salarié de la banque Al-Taqwa et représentant de Nasreddin Ahmad Idriss à la Gulf Office, impliquée en 1994 dans le financement des GIA[22]. On constate ici qu'une nébuleuse d'organisations, alliant le financier et l'opérationnel, est dirigée par des membres des Frères musulmans de différentes nationalités, oeuvrant à l'échelle internationale en faveur des branches de l'Organisation, de communautés musulmanes en conflit, voire de groupes islamistes radicaux violents.

[22] R. Labévière, *Les dollars de la terreur, les Etats-Unis et les islamistes,* éd. Grasset & Fasquelle, Paris, 1999, p. 156-160

La solidarité musulmane, stimulée efficacement par les Frères, constitue la démonstration concrète que la solidarité islamique fonctionne, illustrant par la preuve le slogan de la Confrérie : "l'Islam est la solution".

Les Frères musulmans, une stratégie à long terme, une organisation conquérante. Etude du développement dans les contextes français et européen

Si l'existence de mouvements islamistes dans les pays arabes et musulmans peut se comprendre, avec son corollaire, le respect de la norme et la revendication d'un Etat islamique, en revanche, on est surpris par la teneur du combat mené par l'UOIF dans un pays comme la France, par le caractère rétrograde que prennent souvent ses revendications, en décalage par rapport à la société dans laquelle elle évolue, voire en infraction avec ses règles les plus fondamentales. Organisation proche des Frères musulmans, elle propage une vision étriquée de l'Islam et fait le lit du fondamentalisme extrémiste, bien qu'elle s'en défende et se présente comme le plus efficace rempart contre ce fléau. Le registre de ses revendications est purement religieux et, loin de prôner des accommodements avec la laïcité, elle joue la provocation, cherchant à apparaître comme la gardienne d'une orthodoxie sacrifiée.

Si l'on s'intéresse au profil des leaders de l'UOIF, on constate qu'ils n'ont rien de religieux, autre que leur origine musulmane. Diplômés de troisième cycle des universités françaises, ils ont fait la preuve de leur confiance en la rationalité. Pourtant à les entendre revendiquer, au nom de la religion, un statut d'infériorité pour la femme, faisant ainsi de l'homme un être plus inférieur encore, qu'il faut protéger de ses propres instincts, on est tenté de questionner le projet de ces hommes et de ces femmes qui entendent ramener toute une population des lumières du libre arbitre à l'obscurité de la détermination divine.

1. Saïd Ramadan, le pionnier de l'islamisme européen

Les Frères sont bel et bien présents dans le contexte européen, loin de l'environnement culturel qui les a vus naître. Le parcours qui mène de l'Egypte à l'Europe et à la France peut paraître irrationnel et il l'est en partie. En effet, l'implantation de l'idéologie des Frères sur le continent européen est le fruit de l'Histoire et de la vision d'un homme, Saïd Ramadan.

L'Organisation des Frères musulmans qui a vu le jour en Egypte, a très vite essaimé, mais aussi très vite dérangé et par conséquent, elle a été combattue. L'assassinat en 1949, de son fondateur et premier « Guide suprême », H. al-Banna, en est une preuve. La répression nassérienne qui s'abat sur les Frères à partir de 1954, en est une autre. C'est précisément à cette époque que Saïd Ramadan, gendre de H. al-Banna, propose aux Saoudiens, chez qui il s'est réfugié, d'assurer la prédication de l'islam en direction de l'Europe. Cette initiative correspond à deux impératifs : celui de réorganiser la Confrérie à partir d'un lieu exempt de tracasseries et de persécutions policières ; et celui d'étendre, à un terrain vierge, la prédication. Après une première expérience couronnée de succès à Munich en Allemagne, où le centre islamique devient rapidement important, les Saoudiens conseillent à S. Ramadan de s'installer en Suisse. Ainsi, sont regroupés, en un même endroit, les instruments politiques et financiers. La prédication et le financier se lient en un pacte valide encore aujourd'hui. S. Ramadan fonde en 1961, avec l'aide généreuse du roi Fayçal d'Arabie Saoudite, le Centre islamique des Eaux-Vives, l'antenne politique de la Confrérie des Frères musulmans

pour l'Europe. A partir de Genève, il peut rayonner sur les communautés musulmanes du Vieux-Continent et poursuivre un travail de structuration internationale.

1.1. *La France, au centre d'une communauté musulmane européenne à construire*

S. Ramadan est décédé en 1995[23] et ses fils ont repris le flambeau de la prédication en Europe. Le Centre islamique des Eaux-Vives est dirigé par Hani Ramadan dont le discours sur la lapidation de la femme est désormais connu. Plus subtilement, il déclare : « l'avantage de notre présence en Europe, c'est de pouvoir profiter des espaces de liberté des régimes démocratiques[24]. » Jeu subtil que son frère Tariq Ramadan pratique avec plus ou moins de bonheur. Les deux frères sont, chacun à leur tour, interdits de territoire français. Nonobstant, les frères Ramadan continuent le travail commencé par leur père, à savoir : augmenter leur influence sur les communautés musulmanes d'Europe et créer des relais d'influence dans les médias, les milieux universitaires et intellectuels en contrepartie d'un financement en provenance des riches monarchies du Golfe, Arabie Saoudite en tête. Le second objectif, de loin le plus ambitieux, est la construction d'une communauté musulmane européenne, dont la France serait le centre névralgique tant il est vrai qu'avec quatre millions de musulmans, elle est le premier pays musulman d'Europe.

2. L'UOIF ou la branche française des Frères musulmans

La structure de l'UOIF et le mode de son action : une fédération d'associations travaillant à une réislamisation par le bas, c'est à dire au plus près des individus, et englobant tous les aspect de la vie sociale, économique et politique des musulmans ; la qualité de son discours, à la fois politique et religieux ; enfin ses références idéologiques, ne laissent aucun doute sur l'inspiration Frères musulmans de l'UOIF. L'islamisme a pour matrice la confrérie égyptienne des Frères musulmans et l'idéologie qui le sous-tend est fournie par/se trouve intégralement dans le texte sacré du Coran et la tradition du Prophète Muhammad, la Sunna, ce que confirme H. Ramadan : « H. al-

[23] Impact International, September 1995
[24] R.Labévière, op. cité, p.164

Banna n'a fait qu'interpréter scrupuleusement le Coran. Toute sa doctrine est enracinée dans les sources de l'islam… [25]». Les Frères, à la fois précurseurs et références, ou comme le fait remarquer Rached Ghannouchi, émir des islamistes tunisiens et ami de l'UOIF : « avec les Frères musulmans, qui restent la plus importante organisation islamique dans le monde arabe, il n'y a pas de rupture mais une évolution… [26]». Cette évolution, elle est en marche aujourd'hui en France, dans le dernier pays du monde où elle aurait dû prendre racine en vertu des valeurs que ce pays incarne. Voilà qui laisse rêveur quant à l'habileté politique des épigones de H. al-Banna.

2.1. *L'UOIF, véritable représentant de l'Islam de France ?*

Les élections des membres des 25 Conseils régionaux du culte musulman (CRCM[27]) ont confirmé la suprématie de l'UOIF sur l'islam de France. L'Union remporte avec ses alliés, 11 présidences de conseil, contre 10 à la Fédération nationale des musulmans de France, une à la Mosquée de Paris et une aux Turcs, les deux restantes allant à des indépendants. L'UOIF qui assume la vice-présidence, en partage avec la FNMF, du Conseil français du culte musulman, dispose en outre de 14 membres sur 41 au conseil d'administration du CFCM[28], ce qui fait d'elle le pivot de l'islam de France[29].

Là où l'UOIF est déjà présente, dans les villes de Bordeaux, Poitiers et Nantes, elle remporte la présidence des CRCM. L'Union conquiert en outre des régions comme la Champagne-Ardennes, la Bourgogne, la Basse-Normandie ou les Pays de la Loire[30]. Mais les vrais grands succès de l'UOIF sont ses victoires en Ile-de-France centre qui comprend Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, en Alsace et en PACA.

En Ile-de-France, le conseil sera présidé par Lhaj Thami Breze, le président de l'UOIF. Il fera un peu figure de « représentant en second » de l'Islam de France après

[25] R. Labévière, op. cité, p.163
[26] A. Sfeir, *Les réseaux d'Allah, les filières islamistes en France et en Europe,* éd. Plon, Paris, 2001, p.25
[27] Les CRCM ont vocation à donner aux pouvoirs publics des interlocuteurs au niveau régional, en ce qui concerne l'organisation du culte musulman : l'abattage rituel pour l'Aïd al-Kébir, les carrés musulmans dans les cimetières, les aumôneries dans les hôpitaux et les prisons et la construction de mosquées.
[28] Le CFCM traitera des questions nationales touchant le culte et surtout de la formation d'imams français pour la direction des lieux de culte et de la prière.
[29] 19. 04. 2003, Le Point
[30] 10. 06. 2003, *Succès électoral de l'UOIF au conseil musulman d'Alsace*, Le Monde

Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, désigné président du CFCM[31]. La lutte pour prendre la direction de l'Islam de France est déjà entamée et elle s'objective à l'échelle des régions.

L'Alsace fournit un bel exemple du combat politique qui se joue et permet d'entrevoir les enjeux à long terme : un islamisme européen et transnational. En effet, dans cette région, l'UOIF et le Milli Görüs s'associent et créent une liste commune sous la direction de Thomas Abd Allah Milcent, un français converti proche de l'UOIF. Le Milli Görüs, émanation du parti islamiste turc de Erbakan[32], le Refah, est très présent en Allemagne et contrôle le plus grand lieu de culte strasbourgeois, la mosquée Eyub Sultan. Cette association franco-allemande et turque suscite une telle polarisation que les votes de la liste de la Mosquée de Paris, emmenée par Banaïssa Djenad et rattachée à la mosquée Al-Nasr de Mulhouse, se reportent sur le candidat de l'UOIF à la présidence du CRCM, Abd al-Haq Nabaoui, pour le faire élire[33].

En région PACA, le jeu des alliances n'est pas moins judicieux. Là, c'est le candidat indépendant, Mourad Zerfaoui, imam de la Mosquée al-Islah, le plus grand lieu de culte de Marseille, qui est élu avec l'appui de l'UOIF[34].

La victoire eut été totale, le conseil de la région Rhône-Alpes passait-il entre les mains de l'UOIF. Associée à l'Union des jeunes musulmans de Lyon, l'UOIF a bien failli gagner aussi la présidence de ce conseil. L'UJM, qui est très active dans les banlieues lyonnaises, mobilise ses troupes, et les alliés marocains de l'UOIF tentent de résister aux pressions de l'ambassade du Maroc. Kamel Kabtane, recteur de la mosquée de Lyon, affiliée à la Mosquée de Paris, est finalement élu président du CRCM de la région Rhône-Alpes et l'UOIF s'attribue les postes de vice-président, secrétaire général et trésorier du CRCM[35]. En revanche, à Lille, le recteur de la mosquée de la ville, Amar

[31] 05. 04. 2003, *Les musulmans élisent leurs premières instances représentatives*, X. Ternisien, Le Monde et 17. 06. 2003, *Les succès intégristes inquiètent l'islam de France*, C. Gabizon, Le Figaro
[32] A. Sfeir, *op.cité*, p. 100
[33] 07. 04. 2003, *Les musulmans d'Alsace mobilisés*, Y. Baldeweck, Le Figaro et 10. 06. 2003, *op. cité*, Le Monde
[34] 17. 06. 2003, *op. cité*, Le Figaro
[35] semaine du 09 au 15. 06. 2003, *Complot manqué pour l'élection du président du Conseil du culte musulman en Rhône-Alpes*, X. Ternisien, Le Monde

Lasfar, l'un des principaux cadres de l'UOIF, ne remporte pas, contre toute attente, la présidence du conseil régional du culte[36].

La victoire écrasante et inattendue de l'UOIF dans ces élections des instances représentatives du culte musulman de France, illustre d'une part la faible audience au niveau régional de la Mosquée de Paris, et d'autre part l'enracinement de l'UOIF dans le tissu social des musulmans de France, son activisme militant, sa capacité à mobiliser ses troupes et enfin la victoire d'un islam de France par opposition à un islam qui serait rattaché aux pays d'origines, Algérie, Maroc ou Turquie. Il semblerait, en outre, que l'UOIF, bien en cour chez les grands argentiers des pays du Golfe, ait acheté des votes en remettant à des délégués d'associations en mal de financement, des tazkiya ou lettres de recommandation qui leur permettront de recevoir la zakat en provenance de ces pays[37]. L'UOIF, au sortir de ces élections, paraît donc en bonne position pour remporter dans deux ans la présidence du CFCM.

Si l'Union réussit à s'emparer de la direction du Conseil français du culte musulman, elle réalisera, de l'avis d'A. Sfeir, les trois objectifs des associations musulmanes présentes en France : devenir les interlocuteurs privilégiés, donc incontournables, des pouvoirs publics dans les pays d'accueil ; tirer argument de cette reconnaissance pour s'imposer au sein de la communauté musulmane dans ces mêmes pays d'accueil ; enfin, cette double représentativité lui permettra d'être la bénéficiaire quasi-exclusive des subventions publiques de l'Etat ou des généreuses donations en provenance de l'étranger[38].

Mais que de chemin parcouru pour l'UOIF depuis 1983, date de sa création, alors qu'elle n'est qu'un « regroupement famélique de quatre associations à la représentativité confidentielle », comme nous l'explique Nicola Beau dans son livre : *Paris, capitale arabe*.

3. L'UOIF : naissance et développement, structures et financement

[36] 17. 06. 2003, *op. cité*, X. Ternisien, Le Monde
[37] *ibid.*
[38] A. Sfeir, *op. cité*, p.24

L'UOIF voit le jour en 1983 à Nancy, en Meurthe-et-Moselle. Cette association loi 1901, est créée par Abd Allah b. Mansour, un étudiant tunisien, et par Mahmoud Zouhair, un ingénieur Irakien. La libéralisation de la loi sur les associations étrangères installées sur le sol français, à partir de 1982, a créé les conditions de la multiplication des associations de type identitaire. La création d'associations musulmanes s'accompagne d'une forte demande de réislamisation des musulmans de France, signe de l'influence de l'idéologie islamiste. Leur nombre toujours plus grand entraîne des regroupements au sein des grandes fédérations à partir de la deuxième moitié des années quatre-vingt[39].

Aujourd'hui, l'UOIF est la fédération d'associations musulmanes la plus puissante du pays. Elle tire sa force de son réseau d'associations, environ 250, classées en partenaires, amies et sympathisantes, et de mosquées. En 2002, l'UOIF se déclare propriétaire d'une trentaine de lieux de culte et en contrôle environ 200, soit l'équivalent de la Mosquée de Paris. En 2004, son président annonce, lors du rassemblement annuel du Bourget, que l'UOIF a fait l'acquisition d'une dizaine de nouveaux lieux de culte en 2003[40]. Son influence s'étend à l'ensemble du territoire français qu'elle a découpé en huit régions, à la tête desquelles un délégué chapeaute les associations et lieux de culte[41].

En amont, l'UOIF dépend de l'Union des organisations européenne (UOIE). L'UOIE est assistée d'un "Conseil européen pour la fatwa et la recherche". Cet organisme, composé de 29 savants musulmans et présidé par Youssef al-Qardawi, est chargé d'émettre des avis juridiques sur les questions liées au statut des musulmans en Europe, ce qu'il appelle « la jurisprudence de minorité ».

3.1. *L'affaire du foulard, un tremplin pour l'UOIF…*

Le tournant historique, qui va porter l'UOIF sur le devant de la scène, se produit avec l'affaire du foulard des collégiennes de Creil en octobre 1989. L'UOIF s'empare de l'affaire et entame une série d'actions. Ses dirigeants vont, avec l'aide des association turcs du Milli Görüs, obtenir du père des jeunes filles qu'elles reviennent sur leur

---

[39] *ibid.*, p. 151
[40] 18. 06. 2004, *Le temps des "mosquées cathédrales" semble révolu*, X. ternisien, Le Monde
[41] 12. 12. 2002, X. Ternisien, Le Monde

décision d'ôter le foulard[42]. Abdallah b. Mansour et Mokhtar Jaballah, deux dirigeants de l'Union, se rendent auprès du principal du collège pour qu'il réintègre les jeunes filles, mais en vain. Ahmed Jaballah, alors président de l'UOIF adresse une lettre ouverte au premier ministre pour lui signifier que le port du voile est une obligation coranique et Thomas Abd Allah Milcent commet un manuel, « le foulard islamique et la République française : mode d'emploi » qui explique comment imposer le voile à l'école en s'appuyant sur la loi[43].

A la reconnaissance médiatique succède la reconnaissance des pouvoirs publics. Abd Allah b. Mansour et Amar Lasfar sont intégrés, en 1990, au Conseil de réflexion sur l'islam de France créé par Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et des cultes, pour faire émerger une instance représentative de l'islam de France.

3.2. *Et l'occasion d'un repositionnement stratégique*

Enfin, l'affaire du foulard suscite une réorientation idéologique de l'UOIF. La direction de l'Union prend conscience de l'enracinement de la religion musulmane en France, en tant que religion pratiquée par des Françaises et des Français, enfants de l'immigration maghrébine des années soixante et soixante-dix. C'est sur ce thème que l'on débat au troisième rassemblement annuel de l'UOIF au Bourget en 1990. Afin d'illustrer la nouvelle orientation, l'Union se rebaptise Union des organisations islamiques *de* France, en lieu et place d'Union des organisations islamiques *en* France[44].

Le processus de francisation ne s'arrête pas là. La direction de l'UOIF, qui est alors composée d'un noyau dur de tunisiens, proches du mouvement an-Nahda de Rached Ghannouchi, change au profit des marocains qui ont, semble-t-il, plus de facilité à obtenir la nationalité française à l'époque. En 1993, Abd Allah b. Mansour démissionne du secrétariat général de l'UOIF. Il est remplacé par le « clan des Bordelais » : Lhaj Thami Breze devient président de l'Union et Fouad Alaoui son nouveau secrétaire générale. Lhaj et Alaoui sont diplômés du troisième cycle qu'ils ont

[42] A. Sfeir, op. cité, p. 153
[43] 18. 04. 2003, *Musulmans de France, les frères ennemis*, A. Zemouri, Le Figaro Magazine
[44] X. Ternisien, *La France des mosquées,* éd. Albin Michel, Paris, 2002, p.140

accompli en France, le premier est titulaire d'un DEA en sciences politiques tandis que le second est docteur en neuropsychologie[45].

1995 est une nouvelle date cruciale pour l'UOIF et l'occasion d'une révision de la stratégie. Le Conseil d'Etat autorise le port du voile dans les écoles, à condition que cela ne s'apparente pas à du prosélytisme et qu'il ne soit pas prétexte à demander des dispenses pour certains cours[46]. Comble du paradoxe, le Conseil européen pour la fatwa et la recherche considère comme un péché mineur de ne pas porter le voile. Selon ce dernier, la communauté musulmane pourrait tolérer qu'on ne le revête pas. Toujours est-il qu'à partir de l'arrêté rendu par le Conseil d'Etat qui lui est favorable, l'UOIF semble vouloir calmer le jeu et met fin à son militantisme revendicatif pour miser sur la « citoyenneté digne et responsable ». L'Union qui juge que la crise de la laïcité française rend l'entrisme plus payant que l'affrontement, préfère « rassurer et tranquilliser la société en évitant de provoquer des crises ». On prône le respect de la loi, tout en recherchant des compromis favorables pour la faire évoluer au nom de la liberté et de la lutte contre les discriminations[47].

3.3. *L'UOIF, une fédération d'associations*

La force de l'UOIF repose sur son réseau d'associations, oeuvrant dans tous les domaines de la vie sociale, sur l'ensemble du territoire et fonctionnant sur un mode pyramidal. Ces associations sont de véritables intermédiaires sociaux, culturels, économiques et politiques, disposant à ce titre d'un certain contrôle idéologique sur les populations concernées par leur assistance. A. Sfeir note que la surenchère le dispute souvent à la démagogie, faisant de l'islam un enjeu de pouvoir et de « l'identité islamique » un cheval de bataille[48]. Pour s'assurer d'un avenir, l'UOIF travaille auprès de populations stratégiques pour la construction d'une communauté musulmane de France. « La cible première est constituée par les étudiants ; à travers cette filière elle est essentiellement présente dans les domaines sociaux et culturels[49] ». L'association Etudiants musulmans de France (EMF) en est l'exemple. Cette dernière, présidée par

[45] *ibid.*, p. 141
[46] 22. 04. 2003, *Un voile sur le succès de l'UOIF*, C. Gabizon, Le Figaro
[47] 18. 09. 2003, *la laïcité face à l'islam*, B. Lahouri et E. Conan, Les dossiers de L'Express
[48] A. Sfeir, op. cité, p. 154

Fethi Belabdelli, a obtenu 7% des voix aux élections des représentants étudiants du Conseil national des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de décembre 2002[50]. Ils ont ainsi accès à l'attribution des chambres universitaires ou un droit de regard sur la qualité des repas dans les restaurants universitaires. Ce succès relatif d'EMF est, nous explique son président : « le résultat de douze ans de travail de terrain. En un an, nous sommes passés de sept à onze sections. Nos activités concernent aussi bien les secteurs culturel, sportif, social, syndical ». Et de citer l'organisation de tournois de sport, l'aide alimentaire aux étudiants en situation de précarité ou encore des opérations de prévention du suicide[51]. Le succès d'EMF tient à ce travail social de proximité accompli au jour le jour dans les facultés auprès de populations en situation difficile ce qui les rend plus sensibles au discours des islamistes.

L'Union des Jeunes Musulmans de Lyon (UJM), proche de l'UOIF, est un autre exemple de l'activisme associatif orienté vers la jeunesse. L'UJM privilégie une réislamisation « par le bas » en favorisant la construction communautaire de proximité et de vie quotidienne[52]. L'alliance UJM-UOIF contre Kamel Kabtane, le recteur de la mosquée de Lyon, a bien failli payer lors des élections des représentants du CRCM pour la région Rhône-Alpes et empêcher le représentant de la Mosquée de Paris de se faire élire à la présidence dudit conseil[53].

Mais les populations concernées par l'activisme associatif des islamistes ne se limite pas aux seuls étudiants. Les femmes ont leur association avec la Ligue des femmes musulmanes, présidée par la femme d'Ahmad Jaballah, la référence religieuse de l'UOIF. La secrétaire générale de la Ligue, Catherine Mizza al-Souli, est une des rares candidates à l'élection des CRCM, en 2002 ; elle figure sur la liste parrainée par l'UOIF en Alsace[54].

Dans le secteur humanitaire on trouve la branche française du Secours islamique et le Comité de bienfaisance et de secours à la Palestine, tandis que l'association Avicenne rassemble les médecins.

---

[49] *ibid.*, p.40
[50] 18. 04. 2003, *Le complot musulman remis au goût du jour*, C. Coroller, Libération
[51] X. Ternisien, op. cité, p.149
[52] R. Labévière, *op. cité*, p.166
[53] Semaine du 09 au 15. 06. 2003, *Complot manqué pour l'élection du président du Conseil du culte musulman en Rhône-Alpes,* X. Ternisien, Le Monde

Les cadres religieux quant à eux appartiennent à l'association les Imams de France et disposent d'un centre de formation depuis 1990 avec l'Institut européen des sciences humaines de Saint-Léger-de-Fougeret. Cet établissement, dirigé par Mahmoud Zuhair, est le seul à former des cadres religieux en France. Depuis sa création cent-vingt diplômés sont sortis de l'Institut et un tiers exercent leur ministère en France.

Si l'Institut ne survit que grâce à l'argent de grandes banques islamiques, par l'entremise notamment de Y. al-Qardaoui[55], l'Union n'en entretient pas moins un fichier de dix mille donateurs[56] où se côtoient, au dire d'A. Sfeir, riches Koweitiens et Saoudiens et la République islamique d'Iran via son ambassade à Paris[57]. Cette association qui n'est pas aussi incongrüe qu'elle en a l'air, a aussi le mérite de révéler l'intérêt des puissances musulmanes pour le marché de l'Islam de France. En outre, l'UOIF qui déclare un budget annuel de un million et demi d'euros, se fait fort de développer une source de revenus en propre.

3.4. *L'UOIF sur la voie de l'auto-financement*

Le processus d'autonomisation financière qu'a engagé l'UOIF est une nécessité stratégique. On s'accordera pour dire que dépendre financièrement de l'extérieur réduit la marge de manoeuvre impartie au mouvement, mais plus important, atteindre l'autonomie financière garantit une certaine pérennité au mouvement.

Ainsi, l'UOIF a investi le marché du halal. Celui-ci constitue un bon moyen de générer du *cash* tant sur le marché français qu'à l'export[58]. Le marché du *halal* représenterait officiellement plus d'un milliard de chiffre d'affaire par an, officieusement cinq fois plus. Il a en outre un potentiel de développement, tant la liste des produits déclarés licites s'allonge.

A l'international, le bureau de contrôle et de certification religieuse de la viande *halal* permet l'exportation. Là encore une connexion commerciale et financière se fait

---

[54] 07. 04. 2003, *op. cité*, Le Figaro
[55] 01/07/03, *L'institut de formation de l'UOIF, le seul de France, traverse "une mauvaise passe"*, X. Ternisien, Le Monde
[56] 21. 11. 2002, *L'argent de... op. cité*, Les dossiers de L'Express
[57] A. Sfeir, op. cité, p.225
[58] 18/04/03, *op. cité*, Le Figaro magazine

jour avec les pays du Golfe. L'UOIF bénéficierait du quasi-monopole de l'exportation vers ces pays[59].

Enfin, et à plus long terme, les dirigeants de l'Union misent sur l'acquisition en vingt ans d'un patrimoine immobilier de onze millions d'euros qui pourrait générer cent six mille euros de dividendes mensuels[60].

Le jour où une organisation telle que l'UOIF atteint l'autosuffisance financière par la collecte auprès de ses coreligionnaires et les dividendes de ses placements, pourra-t-on dire qu'elle a réussi à construire la communauté musulmane de France ? La question reste en suspens. En revanche, on peut dire que l'UOIF a patiemment et habilement procédé à un maillage du tissu social des musulmans de France. Elle propose un encadrement socioculturel adapté aux besoins des catégories sociales les plus défavorisées, oeuvre dans les domaines qui correspondent aux attentes de ce public et n'oublie pas les réalités transnationales de la solidarité musulmane. L'Islam, en France, est restauré comme système de référence, c'est à dire comme lieu et rythme de vie. Cette organisation de l'islam de France correspond à une vision globalisante de la religion musulmane, conforme à l'idéologie des Frères musulmans, conforme au dessein de construction communautaire, sans nuance, voire totalitaire.

La victoire de l'UOIF et de ses alliés dans les élections pour la représentation de l'islam aux niveaux régional et national, illustre d'une part l'efficacité de l'activisme associatif de l'UOIF et d'autre part la disposition de cette fédération d'associations pour l'action politique en profondeur.

4. L'UOIF, une organisation politique

L'objectif à long terme de l'UOIF est de construire cette communauté des musulmans de France. Cette communauté une fois construite, dans un futur plus ou moins lointain, elle agira naturellement au niveau politique. On peut se demander, quelles sont les références idéologiques de l'UOIF et comment celle-ci compte parvenir à construire cette communauté ? Dans un premier temps, le travail social de proximité et

[59] *ibid.*
[60] 21. 11. 02, *op. cité*, Les dossiers de L'Express

le rappel sans cesse des racines culturelles, et bien sûr l'éducation : la formation d'imam dans le contexte français est une réalité et les premiers établissements scolaires privés musulmans ouvrent leurs portes, à Lille d'abord[61], en banlieue parisienne aussi et à Marseille dans un avenir plus ou moins proche[62]. Ce travail de construction s'accompagne de la prise de conscience de l'appartenance à une minorité, des tentatives de dépassement de la condition de minoritaire et de l'appel à contourner, voire transgresser, les règles et références qui permettent le vivre ensemble. Tous les moyens sont bons pour créer une sentiment d'appartenance communautaire et se positionner comme son représentant.

4.1. <u>*Les références idéologiques de l'UOIF*</u>

La première référence est Hassan al-Banna, le fondateur de la Confrérie des Frères musulmans en Egypte, au début du XXè siècle, et la seconde, Sayyid Qotb, dont la production littéraire des années cinquante et soixante légitime le recours à la violence des jeunes islamistes des années soixante-dix et ce jusqu'à nos jours.

L'UOIF se fait fort de promouvoir cet héritage idéologique contestable et diffuse auprès de ses jeunes sympathisants le livre de H. al-Banna, « A la source du rappel ». Ce qui est plus grave pour le développement d'une pensée islamiste exempte de toute tentation à recourir à l'anathème, c'est le discours équivoque exposé dans une brochure de l'UOIF intitulée « critères pour une organisation musulmane en France », extrait d'une conférence de Mohsen Ngazou, l'un des responsables de l'Union : « Une organisation musulmane digne de ce nom est celle qui adopte d'une manière critique, intelligente et lucide l'ensemble de l'héritage musulman. Aujourd'hui, il y a des gens qui trouvent du plaisir en dénigrant Ibn Taïmiyya, Ibn Abd al-Wahhab, Sayyed Qotb[63],

---

[61] 18. 07. 2003, *Un lycée musulman à Lille*, J.C, Le Point 1609

[62] 18. 06. 2004, *Le temps des "mosquées cathédrales" semble révolu*, X. Ternisien, Le Monde

[63] Sayyed Qotb est l'un des phares de la pensée des Frères musulmans. Jeté en prison par le régime nassérien en 1954, il y restera jusqu'à son exécution par pendaison le 26 août 1966. Copieusement torturé et de santé fragile, il passe la plupart de son temps à l'infirmerie où il peut écrire et remettre au goût du jour les concepts de jihad et de takfir. Le jihad est conçu comme une obligation individuelle et le takfir redéfinit les frontière de l'impiété. Ces développements trouvent leur origine dans les écrits et fatwa du théologien-juriste du XIII-XIVè siècle, Ibn Taymiyya.
Sayyed Qotb et Ibn Taïmiyya sont les références idéologiques des groupes islamistes violent, le groupe At-Takfir wal Hijra, le Tanzim al-Djihad et les Gamaa islamiyya égyptiens ou les GIA algériens. S.Qotb développe également le concept de hakimiyya qui ne reconnaît qu'à Dieu la légitimité du gouvernement

Youssef al-Qardawi[64] ou Fayçal Maoulawi… A quoi sert de détruire la mémoire musulmane ? A quoi sert de démolir ces références musulmanes ? A moins que ce ne soit la politique de la terre brûlée pratiquée par des gens haineux, ignorants ou hérétiques ! Respecter nos savants sans les sacraliser, les suivre et les écouter sans leur prétendre infaillibilité, tels sont notre devoir et notre tradition. » Si l'auteur de cet exposé prône une démarche critique, il ne condamne pas des intellectuels dont la production a fourni au mieux, les bases idéologiques d'une interprétation rigoriste et rétrograde de l'islam, et au pire, la légitimation théorique d'une radicalité violente dont on vit aujourd'hui encore les conséquences. De telles références et un accès direct à des populations en difficulté, à la recherche d'une identité, est certainement un danger à long terme pour la stabilité de la République et de ses institutions. On comprend aussi mieux pourquoi, les détracteurs de l'UOIF l'accusent de double discours et de faire le lit de l'islamisme radical. Sans aucun doute, l'activisme social constitue le vecteur idéal de toute idéologie et le premier échelon de l'action politique.

4.2. *L'activité associative comme premier échelon de l'action politique*

De fait, l'UOIF qui rassemble de nombreuses associations, effectue un travail assidu depuis plus de quinze ans dans l'ensemble des régions et des quartiers concentrant des populations de culture musulmane. Depuis le début des années 1990, les associations se tournent vers les municipalités pour « sortir l'islam des caves ». En échange, de façon plus ou moins explicite, elles s'engagent à assurer la paix dans les cités. Les municipalités, en particulier dans les banlieues, commencent alors à financer ces associations mi-religieuses et mi-culturelles, et à mettre des locaux à leur disposition. « Aujourd'hui, les élus, les institutions n'hésitent pas à faire appel à l'imam du coin pour éviter les dérives », affirme Michèle Tribalat, qui dénonce les « effets pervers » de cette délégation du contrôle social et le double jeu de certains imams[65]. Safia, une militante du mouvement « ni putes ni soumises », raconte « cela fait des

---

sur Terre. Ce dernier concept est quant à lui inspiré de la pensée du Pakistanais Al-Maoudoudi. On reviendra sur tous ces points dans la suite de l'exposé.

[64] Y. al-Qardaoui qui préside le Conseil européen de la fatwa, le conseil religieux de la banque At-Taqwa et est une des références de l'islamisme, se distingue dans son livre « le licite et l'illicite » en expliquant comment battre sa femme. 21/08/02, *Pourquoi traiter avec les intégristes*, A. Del Valle et R. Kaci, Le Figaro

années que, tout en aidant les familles, les islamistes distillent leurs préceptes dans les banlieues. Aujourd'hui, de nombreuses jeunes filles trouvent anormal de se promener en jupe, de flirter et n'assument plus leur sexualité ». Pour l'islamologue Malek Chebel, il s'agit là des « prémices d'une gestion morale du comportement des musulmans » que visent les fondamentalistes [66].

A Marseille, le Cime, un conseil d'imams, rassemble autour de la mosquée al-Islah de nombreux responsables de lieux de culte. Inspiré par l'UOIF et par le Tabligh, le Cime, dirigé par des hommes cultivés et bien organisés, mène une action tant théologique que sociale et politique qui séduit de plus en plus de jeunes. Mais l'autre vérité, nous explique Naceria b. Marnia, présidente de l'Association des femmes musulmanes, c'est que : « … les gens du Cime, sont les seuls présents sur le terrain[67]. » Action sociale et théologico-politique, c'est bien là le créneau des Frères musulmans. Toutefois, cette réalité ne peut exister que parce que l'Etat ou les collectivités locales leur laissent le champs libre par manque de moyens ou par inconscience.

Pour Dalil Boubakeur, le recteur de la Mosquée de Paris, comme pour Bettoule Fekkar Lambiote qui dit avoir démissionné « pour défendre l'islam républicain[68] », le danger est la montée de l'islamisme, c'est à dire la « religion politisée… ce qui à minima se traduit par de l'entrisme, du soutien scolaire, de l'action sociale, et peut aller jusqu'à la formation d'un parti politique islamique en France[69]. » Former un parti politique n'est pas à l'ordre du jour, en revanche, il n'est pas interdit de discuter, voire de contester, les principes républicains au nom de l'éthique religieuse dans une société démocratique ou ouverte.

C'est là une des missions dévolues au grand rassemblement de l'UOIF, organisé sur trois jours, depuis 1988, au Bourget. Des dizaines de milliers de sympathisants affluent de toute la France et même d'Europe pour entendre des savants musulmans conférer sur les conditions de la pratique religieuse en France et sur la manière dont

---

[65] 21. 11. 2002, *op. cité*, Les dossier de L'Express
[66] 17. 06. 2003, *op. cité*, Le Figaro
[67] 07. 02. 2003, *Marseille : une grande mosquée de la discorde*, T. Portes, Marseille, Le Figaro
[68] 08. 02. 2003, *Bettoule Fekkar-Lambiotte : "Je démissionne pour défendre l'islam républicain"*, T. Portes, Le Figaro
[69] 17. 06. 2003, *op. cité*, Le Figaro

l’Islam doit être vécu dans une société occidentale. Ce grand raout de l’islam de France permet à l’UOIF de mesurer son audience, sa force, de renforcer le sentiment d’appartenance à une communauté et de faire passer des mots d’ordre. Selon Fouad Alaoui, à l’occasion du rassemblement «… on passe un message aux musulmans et à la société… Le but est de faire connaître à la société les positions des musulmans sur différentes questions et aux musulmans comment ils doivent se comporter. »[70] Partant de là une stratégie de l’action peut se mettre en place pour imposer progressivement son point de vue.

4.3. *Les multiples entorses aux principes de la citoyenneté et de la République*

« Les islamistes cherchent à se positionner en France pour déstabiliser notre modèle de société », affirme R. Kaci[71]. Cela commence par des tentatives de semer la confusion et de jeter le doute dans les esprits, comme on peut le constater de la part du président de l’UOIF, Lhaj Thami Breze, sur la question du voile : « cette question me laisse perplexe : comment la République peut-elle accepter la construction de mosquées et n’accepte pas des bouts de tissu ? [72]» Plus pure démagogie s’il en est. Il ne faut point s’étonner ensuite d’être confronté à des revendications de type individuel, énoncées au nom d’une communauté virtuelle qui se définit selon des critères religieux en contravention avec les principes républicains. Ainsi, au cours de l'été 2004, "l'UOIF invite les musulmans à ignorer la loi..."[73] votée par le Parlement français interdisant les signes religieux ostentatoires à l'école. C'est l'affaire du foulard, commencée en 1989, qui ne cesse de resurgir ; et n'allons pas dire que l'UOIF ne fait qu'exploiter un phénomène dont les retombées médiatiques sont confortables pour sa popularité et son image. Non, c'est une vraie question philosophique qui se pose par le truchement de ces "bouts de tissu", celle spontanément posée par la jeune strasbourgeoise Manèle : "Pourquoi je leur montrerais mes cheveux ?[74] Sans apporter de réponse à cette question, une autre strasbourgeoise, Cennet, a inauguré une voie inédite pour concilier

[70] Confluence, n°46, Eté 2003, S. Amghar
[71] 28-29. 06. 2003, *Rachid Kaci : "Faire émerger des interlocuteurs indépendants"*, A. de Larminat, Le Figaro
[72] 25. 04. 2003, *Les mystères de l'UOIF*, S. Joahny, Le Journal Du dimanche
[73] 03. 07. 2004, *L'UOIF invite les musulmans à ignorer la loi interdisant le port du voile à l'école*, L. Bronner, Le Monde

exigence de cacher ses cheveux et interdiction du voile islamique dans les écoles : elle s'est rasée la tête[75]. La capacité à innover et à multiplier les sujets de contentieux ne s'arrête évidemment pas là. Le principe de la laïcité est copieusement attaqué et par ricochet ceux d'égalité et de liberté d'opinion.

Les cellules d'alerte sur le communautarisme, mises en place dans chaque rectorat par le ministère de l'Education, font état de multiples dilemmes vécus par les enseignants : des parents qui interdisent à leur fille d'aller à la piscine, un élève qui se met à faire sa prière au beau milieu d'un examen, un mari qui veut accompagner son épouse à un examen ou un devoir de philo expliquant que la « raison appartient à Allah » et qu' « il faut se débarrasser de tous les judéo-croisés ».

Les pressions les plus fortes concernent le rejet de la mixité. Les bureaux de poste qui veulent contrôler l'identité de leurs clientes voilées, prennent le temps de vider une pièce de toute présence masculine pour l'obtenir. Hôpitaux et cliniques sont de plus en plus confrontés à des demandes de maris, de pères et de frères qui exigent que leur femme, fille ou sœur ne soit examinée que par des médecins de sexe féminin. Sinon, ils veulent les accompagner. « L'une des conséquences est que beaucoup de ces femmes ne peuvent jamais s'entretenir seules de leurs problèmes avec un médecin ».

Mais, il est des infractions bien plus graves qui bénéficient de la collaboration des pouvoirs publics. A Niort, dans les Deux-Sèvres, la municipalité refuse, à la demande du consulat du Maroc à Bordeaux et d'une centaine de manifestants, qu'un Français, qui l'a expressément demandé, soit incinéré. Le refus, produit des pression, se fonde sur l'origine marocaine de la personne défunte et sur le fait que l'Islam interdit la crémation. L'atteinte à la liberté de la personne est patente. Et la liste de s'allonger. Ainsi dans différentes villes de la métropole lilloise, certaines municipalités ont accepté d'aménager des horaires de piscine spéciaux pour les femmes et de mettre en place un personnel exclusivement féminin pour ces créneaux horaires. Le Porte-parole de l'UMP, François Baroin, s'insurge contre « … cette attitude irresponsable, qui ouvre une brèche terrible dans le pacte républicain en autorisant le développement d'un véritable

---

[74] 21. 10. 2004, *Khouloud, 12 ans : "Ils viennent de détruire ma vie"*, M. Larouche, Le Monde
[75] 02. 10. 2004, *Une jeuneTurque, faute de pouvoir porter le voile dans un lycée de Strasbourg, s'est rasée la tête*, X. Ternisien, Le Monde

communautarisme » et s’inquiète des atteintes qui sont ainsi porter au principe de l’égalité[76].

Enfin, comme pour bien prouver l’efficacité du militantisme islamique, mais aussi sa duplicité, montrer la prégnance de la religion dans toute les catégories sociales de cette société qui se veut laïque et moderne, remettre en cause la place la rationalité cartésienne et signifier que les principes républicains n’auront plus désormais la préséance sur la religion, ces jeunes femmes qui revendiquent le droit de porter le foulard sur leur lieu de travail, alors même qu’elles officient dans la fonction publique, constituent le fer de lance du mouvement islamiste militant et de réislamisation des musulmans de France et vivant en France. Celle-ci qui veut prononcer son serment d’avocate le chef couvert d’un foulard "islamique". Celle-là, assistante sociale qui, depuis qu’elle est titularisée, se couvre d’un foulard et refuse de serrer la main des hommes qu’elle est censée aider à se réinsérer[77]. Et pour finir, cette autre jeune fonctionnaire qui se démène pour exercer voilée son métier de contrôleur à Lyon. Cette dernière affaire fait office de test pour le nouveau CRCM de la région Rhône-Alpes. La réaction est loin de répondre aux attentes légitimes placées en cette institution naissante par les pouvoirs publics. Au lieu de rappeler que la loi interdit tout signe religieux aux fonctionnaires au nom de la neutralité du service public, K. Kabtane, recteur de la mosquée de Lyon et président du CRCM concerné, défend la position de la jeune fonctionnaire « discriminée » et réclame un « débat national » : « On va réunir une commission nationale musulmane avec des théologiens et des juristes musulmans pour réfléchir sur cette question et adopter les réponses adéquates », proclame-t-il.

Ainsi, c’est au nom des droits de l’individu, des valeurs de liberté et d’égalité propre aux sociétés libérales que les islamistes contestent le principe de laïcité. Le philosophe Karl Popper dans la « Société ouverte et ses ennemis » expliquait déjà comment les minorités dans une société démocratique peuvent retourner les valeurs de cette dernière à leur bénéfice. Il semble que T. Ramadan ait connaissance de ces faiblesses et celui-ci d’expliquer : « La laïcité n’est qu’une simple étape de la tradition française enfantée par une Histoire à laquelle les musulmans n’ont pas pris part » or « la

[76] 17. 06. 2003, *op. cité*, Le Figaro
[77] 22.10. 2003, Le Monde

loi ne reconnaît aucune prérogative à ceux qui seraient citoyens depuis plus longtemps ou qui seraient culturellement majoritaire ». Ce propos de T. Ramadan marque en outre une continuité avec ceux de H. al-Tourabi, personnalité éminente des Frères musulmans soudanais, lors du premier Congrès populaire arabe islamique en 1991 à Khartoum, et avec ceux de son père, S. Ramadan.

H. al-Tourabi énonce un point de méthode crucial à l'intention des militants islamistes en immersion occidentale : "sans jamais rien concéder sur le fond, éviter les affrontements directs et faire preuve d'attitudes accommodantes ; transmettre un message positif fondé sur la primauté de la justice"[78]. Quant à S. Ramadan, lors de son séjour en Allemagne, à la fin des années cinquante, il soutient une thèse de doctorat en droit à l'université de Cologne. On peut y lire : "toutes les idées religieuses qui modèlent l'imaginaire et le contenu de l'esprit humain et qui déterminent l'action de la volonté humaine… doivent chercher à imposer leurs propres valeurs et leurs propres règles à toutes les activités et toutes les institutions sociales, des écoles primaires à la loi et au gouvernement"[79]. L'objectif est fixé : imposer ses valeurs dans tous les secteurs de la vie sociale. L'énoncé de la phrase dénote le caractère inéluctable de la confrontation ; la méthode préconisée : retarder le plus possible la confrontation en se prêtant à des accomodements et en recourant à la loi. La faille, pointée par T. Ramadan, n'a plus dorénavant qu'à être exploitée. Et c'est ce que font les militants islamistes, chacun à son niveau.

Ce constat étant fait et l'action étant portée chaque jour par les individus eux-même, l'étape suivante est tout naturellement celle de l'action politique organisée[80]. T. Ramadan est encore à l'avant-garde de l'action.

4.4. *<u>L'islamisme en passe de devenir un mouvement politique français ?</u>*

Comme on vient de le rappeler, représenter une minorité n'empêche pas d'influer sur la politique, bien au contraire. Les leaders islamistes en sont bien conscients, T. Ramadan le premier : « Si d'un point de vue quantitatif, nous pouvons effectivement être considérés comme une minorité en Europe, ce terme ne peut pourtant être admis en

[78] R. Labévière, op. cité, p. 87
[79] R. Labévière, *op. cité*,p.162
[80] 18. 09. 2003, *op. cité*, Les dossiers de L'Express

tant que tel étant donné qu'une minorité peut avoir un pouvoir décisionnel important alors qu'une majorité peut être mise en marge »[81]. Et c'est bien ce qui semble s'être produit à Montpellier au cours des législatives de 2002 et est en préparation en vue des élections régionales de 2004. En effet, des universitaires, dont des français convertis, adeptes de T. Ramadan, se sont réunis pour organiser la défaite de G. Frêche, maire socialiste de Montpellier et candidat à la présidence de la région Languedoc-Roussillon. Peu avant les dernières législatives, ils forment spécialement un petit groupe appelé le « Comité pour le recherche et l'innovation » et se mobilisent en faveur de l'adversaire UMP de G. Frêche, J. Domergue ; ils menent campagne en sa faveur dans les zones à forte concentration musulmane. Le candidat UMP remporte les élections et depuis le Comité se targue de lui avoir donné « sa victoire la plus médiatique ». En 2004, ils veulent faire échouer Frêche aux élections régionales ainsi que trois de ses conseillers généraux dans des cantons montpelliérains à forte population musulmane. L'argent ne manquera pas, au moins 15 000 euros sont prévus, et consigne est donnée d'arrondir la cagnotte auprès des épiceries de nuit et des boutiques qui vendent des cartes de téléphone pour les communications longues distances. Quant à négocier une contrepartie auprès de l'UMP, décision a été prise de montrer d'abord sa force et de parlementer ensuite[82]. La stratégie du Comité n'a pas fonctionné aux régionales mais le principe du groupe de pression est devenu une réalité objective qui fera certainement jurisprudence.

L'UOIF et leurs alliés islamistes entendent donc agir dans le champ de la politique au niveau local. Ils disposent pour ce faire de plusieurs atouts : un dispositif associatif qui leur permet de se créer une clientèle d'obligés ; une résonnance médiatique qui les fait apparaître comme les défenseurs et représentants des musulmans ; et l'aide indirecte des pouvoirs publics lorsque ceux-ci cèdent à leurs pressions.

Mais l'UOIF n'est qu'un élément, certes important, d'un réseau européen et international. Elle est une filiale de l'Union des organisations islamiques d'Europe dont l'ambition est la construction d'une communauté musulmane européenne. L'affluence

---

[81] T. Ramadan, Actes du colloque international des musulmans de l'espace francophone-CIMEF-Abidjan, 2000, cité par M. Tribalat in, *Les pièges de l'UOIF*, Le Figaro Magazine du 06. 09. 2003, p.46

[82] 02. 10. 2003, *Des islamistes contre Frêche*, J.F. Picard, L'Express

européenne au rassemblement du Bourget, organisé par l'UOIF, peut être comprise dans ce sens. Cette ambition s'illustre aussi dans l'alliance, lors des élections du CRCM en Alsace, entre l'UOIF et les Turcs du Milli Görüs. Cette organisation rassemble la majorité des Turcs musulmans immigrés en Allemagne. Elle est liée, en outre, au parti de Necmettin Erbakan, islamiste turc de renom et membre de la branche internationale des Frères musulmans. Par cette alliance, l'UOIF et le Milli Görüs jettent les bases d'une coopération transnationale des organisations islamistes européennes et, semble-t-il, approuvée par l'Organisation internationale des Frères. On est donc ici, en présence d'un système de structures d'intervention dans les domaines culturel et cultuel, social et économique, aux fins de constituer une communauté et d'acquérir un poids politique, premièrement au niveau national, puis européen, enfin international.

5. L'UOIF, au centre d'une communauté musulmane européenne en construction et un chaînon du réseau international des Frères musulmans

Ainsi, S. Ramadan qui commence le travail de dissémination de l'islam politique en Europe, à la fin des années 1950, voit son oeuvre se poursuivre et s'étoffer grâce à la pugnacité des Frères. Les institutions qui se mettent en place depuis cette époque, fédèrent et encadrent les musulmans d'Europe, et forment les dirigeants de demain. En attendant cette relève, les instances de l'islam européen s'inscrivent dans un réseau international de personnalités et de strucutres de l'islam politique activiste.

5.1. *L'UOIF, au centre géographique d'une communauté musulmane d'Europe à construire*

En effet, on constate, si l'on considère les instances de l'islam de France, que celles-ci dépassent le cadre national. Le seul établissement qui a vocation à former des imams dans le contexte français indique par sa dénomination même son ambition européenne : l'Institut européen des sciences humaines de Saint-Léger-de-Fougeret. De même, il semble que le rassemblement du Bourget, organisé par l'UOIF, attire de plus en plus d'européens. Enfin, les alliances transfrontalières d'organisations islamistes,

alliances économiques d'abord et politiques ensuite, doivent être perçues comme un pas supplémentaire vers une construction cohérente d'un islam politique européen par des organisations islamistes conquérantes.

L'existence, aujourd'hui en Europe, à Londres exactement, d'une instance européenne de l'islamisme à la façon des Frères musulmans : l'Union des Organisations Islamiques d'Europe, assistée d'une direction idéologique, le "Conseil européen pour la fatwa et la recherche", confirme ce mouvement. Ainsi, de l'Angleterre à l'Allemagne, où les communautés musulmanes sont bien représentées et constituées, en passant par la France, où la communauté gagne en cohérence, l'islamisme européen, en tant que mouvement de société et groupe de pression politique, se fait sa place.

Si le travail de structuration et d'encadrement des musulmans au niveau européen a indéniablement avancé, toutes ces institutions dépendent idéologiquement, organiquement et financièrement de personnalités et structures qui s'inscrivent dans un contexte international, démontrant la poursuite d'un dessein hégémonique politique transnational à long terme.

5.2. *L'UOIF, un chaînon du réseau international des Frères musulmans*

Si l'on reprend ces mêmes institutions, on constate qu'elles sont dirigées et parainées par des personnalités appartenant à la mouvance des Frères musulmans et à son appareil international.

Ainsi, parmi les références religieuses de l'UOIF citées plus haut : le cheikh Fayçal al-Mawlaoui, actuel guide spirituel de la branche libanaise des Frères musulmans, les Jamaa islamiyya libanaises, est aussi la première référence religieuse de l'UOIF à sa création. Depuis, c'est Ahmad Jaballah qui assure ce rôle. Ce dernier, ancien président de l'UOIF a fréquenté la prestigieuse université théologique de Tunis, la Zeituna. Il est aujourd'hui le directeur de l'antenne parisienne de l'Institut de Saint-Léger-de-Fougeret. Mis à part Jaballah, toutes les références religieuses de l'UOIF se trouvent à l'étranger et sont liés à la branche internationale des Frères. On trouve : Rached Ghannouchi, leader du parti An-Nahda tunisien, proche des Frères musulmans égyptiens et syriens. Condamné à mort par Bourguiba, il vit dans la capitale européenne de l'islamisme et ne craint pas de déclarer : « Notre mission est l'islamisation de

l'Occident… » car à ses yeux « l'Islam est supérieur aux autres courants de pensée »[83] ; feu le cheikh Mahfoud Nahnah, décédé le 19 juin 2003 dans son village natal de Blida en Algérie, est le fondateur du Mouvement pour la société et la paix, ex-Hamas, ou la branche algérienne des Frères musulmans. Il est en outre membre de la branche internationale des Frères musulmans et siège au conseil d'orientation de l'Institut européen des sciences humaines de Saint-Léger-de-Fougeret[84]. Le conseil d'administration dudit institut est quant à lui dominé par les Frères musulmans et islamistes assimilés originaires du Proche et du Moyen-Orient : Libanais, Irakien, Syriens et Tunisiens[85]. Ce sont ces même personnalités qui déplacent les foules à l'occasion du Rassemblement annuel du Bourget.

Enfin, élément essentiel de cette machinerie islamiste à l'échelle européenne et internationale : le cheikh Youssef al-Qardaoui. Intellectuel proche des Frères musulmans, il est une référence idéologique incontestée des islamistes au niveau international. On a vu que le "Conseil européen pour la fatwa et la recherche" est placé sous son autorité théologique et juridique.

De même, en qualité de "théoricien de la finance islamique international", qui se développe à partir du milieu des années 1970 dans les pays arabes, le cheikh préside ou a présidé un certain nombre de "bureaux de contrôle religieux" de grandes banques islamiques. Il est notamment à la tête du bureau de contrôle religieux de la désormais célèbre banque des Frères, At-Taqwa[86]. Ce mélange des genres entre religion et finance internationale, dont il est un des architectes, se retrouve actualisé en France à travers sa personne. En effet, c'est Y. al-Qardaoui qui supervise le système de la *tazkiya*[87], dont Dalil Boubakeur accuse l'UOIF de s'être servi pour exercer des pressions sur les petites associations en mal de financement. Ce système permet de lever des fonds auprès des grands argentiers des pays du Golfe en conférant à cette opération une légitimité religieuse. Le système de collecte de la z*akat* est en outre particulièrement opaque car il n'est pas centralisé et peut s'opérer par débit automatique

---

[83] A. Sfeir, *op. cité*, p.44-45.
[84] 20. 06. 2003, Islam online & news agencies
[85] A. Sfeir, op. cité, p.41
[86] R. Labévière*, op. cité*, p.146
[87] tazkiya en arabe, signifie s'acquitter de l'aumône légale, purifier les biens qu'on possède en prélevant sur eux une partie. Dictionnaire arabe-français, A. de B. Kazimirski

des comptes des donateurs qui sont hébergés dans ces banques dites islamiques. Ce système de distribution de l'impôt religieux implique une activité de marketing auprès des populations potentielles de donateurs et directement auprès des établissements financiers. De plus en plus souvent ce sont les responsables des banques qui déterminent l'attribution des fonds au titre de la zakat[88]. Y. al-Qardaoui, étant donné sa renommée, son statut et ses relations, constitue un précieux sésame pour l'UOIE et partant pour l'UOIF.

Ainsi, cette dernière est-elle bien intégrée à une structure internationale par des liens idéologiques, fonctionnels, financiers et commerciaux. D'ailleurs, Fouad Alaoui admet qu'il rencontre souvent le Syrien al-Howaïdi, "sorte d'ambassadeur itinérant des Frères musulmans"[89]. Or, cet "ambassadeur itinérant" préside aux destinées de l'organisation syrienne des Frères, jusqu'en 1996, avant de ceder la place à son compatriote al-Bayanouni et d'être nommé à la tête de l'Organisation internationale des Frères. Ainsi, des liens informels, presque clandestins, existent entre les diverses parties qui constituent le mouvement des Frères à l'échelle internationale. Ce dernier point rappelle un passage de l'historique auto-hagiographique des Frères égyptiens, élaboré à la fin des années trente : « la relation entre le Bureau général d'une part, ses branches et ses différents organes d'autre part, n'était pas du tout une relation de commandement ni de simple administration ni de seul contrôle doctrinal, c'était une relation bien supérieure : relation spirituelle avant tout, relation de membre d'une même famille […] les Frères prédicants visitant les autres Frères, se mêlant à eux, prenant connaissance des choses les plus importantes de leur vie privé et publique[90] ». On a dans cet extrait la description du type de relations que les différentes branches des Frères entretiennent entre eux : une relation lâche, organique et fiable, qui fait la part belle à l'initiative religieuse, sociale, économique et politique en fonction du contexte, dans le cadre d'une idéologie religieuse, extrapolée du texte sacré et de la tradition prophétique, et qui relie dans une fraternité spirituelle tous les éléments de la communauté.

---

[88] J. Bellion-Jourdan cité par B. Lahouri et B. Thiolay dans, *L'argent de l'Islam en France,* l'Express, 21/11/02
[89] 12. 12. 2002, Le Monde
[90] O. Carré et M. Seurat, les Frères musulmans (1928-1982), *op. cité*, p. 20

La déclaration, comme un défi aux valeurs de la République française, de Lhaj Thami Breze, au quotidien Le Parisien, le 12 février 2003 « Le Coran est notre Constitution », mot d'ordre bien connu des Frères musulmans[91], termine de dissiper les doutes, s'il en subsiste, quant à la filiation spirituelle et organisationnelle de l'UOIF.

<u>Essai d'analyse prospective et nécessité d'un retour au source de l'islamisme pour saisir les implications de son implantation en Europe</u>

Nous avons observé la progression de la branche française des Frères musulmans, l'UOIF. Du début des années 1980 à nos jours, nous avons souligné les grandes lignes d'une progression constante et précisé les moments décisifs. De l'acquisition/création de nouveaux lieux de cultes à la fondation d'écoles privées musulmanes, une nouvelle étape sera bientôt franchie lors des prochaines élections du CFCM, dans le courant de l'année 2005. En effet, celle-ci devraient voir l'UOIF assumer un rôle toujours plus central dans l'Islam de France et ses institutions[92]. Toutefois, à l'instar des Frères égyptiens ou marocains, attendons nous à ce que l'UOIF s'auto-régule, c'est à dire qu'elle présente un nombre limité de candidats de manière à éviter un raz-de-marée en sa faveur. De cette manière, elle évite une contestation trop concentrée qu'elle serait seule à affronter. Voilà pour la France.

En ce qui concerne le cadre européen et international, nous avons vu que la France se situe au centre géographique d'un projet européen de construction d'une communauté musulmane. Celle-ci qui semble donnée comme acquise par ses promoteurs est encore largement virtuelle. Toujours est-il que nous avons cru déceler les linéaments d'un projet d'axe franco-allemand de l'islamime qui allierait l'UOIF et le Milli Görüs. Cette dernière organisation est aussi présente dans la capitale alsacienne. L'alliance conclue par l'UOIFdépasse le cadre européen, du moins pour l'instant, et nous emmène jusqu'en Turquie. C'est donc un axe transnational français-allemand-turc qui se

---

[91] 06. 09. 2003, *Les pièges de l'UOIF*, M. Tribalat, Le Figaro Magazine, p.46

[92] 13.11.2004, *La tentation de la sédition saisit le Conseil du culte musulman, à l'invitation de l'Union des organisations islamiques de France, 20 représentants des conseils régionaux sur 25 se sont réunis, jeudi 11 novembre, pour protester contre le refus de la Mosquée de Paris de participer aux élections prévues en avril 2005, X. Ternisien, Le Monde ; et voir le Figaro des 2-3 octobre 2004, Villepin tente d'apaiser les querelles au CFCM*, C. Gabizon

met en place, sous l'égide de l'Union des Organisation Islamique d'Europe, organisation au sein de laquelle Youssef al-Qardaoui, un proche de l'Organisatisation internationale, exerce son magistère.

Afin, de saisir la portée du phénomène qui gagne la France et l'Europe, il faut impérativement se pencher sur la génèse et le développement de la matrice de l'islamisme : les Frères musulmans égyptiens. On s'interessera en particulier aux techniques déployées et aux moyens dont ils disposent pour servir leur objectif politique : un Etat islamique ; ainsi qu'à la substance des réformes préconisées et donc à son idéologie : l'islam politique.

De même, afin de saisir l'ampleur du phénomène, on étudiera dans un deuxième temps, les émanations ou branches ou antennes des Frères musulmans égyptiens à travers les mondes arabe et musulmans, essentiellement réparties en trois aires géographique : le Proche-Orient ; le sud du Moyen-Orient, à savoir la Péninsule arabique et la Corne de l'Afrique ; et le Maghreb.

On finira cette étude par l'Organisation internationale des Frères, censée chapeauter l'ensemble des branches, fédérer les énergies et présider à la stratégie politique globale du mouvement.

II. L'Egypte, berceau de l'Organisation des Frères musulmans

A. Premier développement de l'organisation/confrérie des Frères musulmans, de sa fondation à la mort de Hassan al-Banna

Nous nous interesserons dans un premier temps à la personnalité qui est à la source de la Confrérie des Frères musulmans. L'évolution et le développement de l'organisation sous sa direction, de la création de l'Association des Frères musulmans à l'apogée de sa puissance, au moment de l'assassinat de son fondateur en février 1949, seront ensuite abordés de manière relativement détaillée.

1. Hassan al-Banna, fondateur de la Confrérie des Frères musulmans, entre mythe et réalité[93]

Hassan al-Banna naît en octobre 1906, dans la petite ville de Mahmoudiyya, dans la province de Bouhaïra, à une centaine de kilomètres au nord-ouest du Caire. Son père, le cheikh Ahmad Abd al-Rahman al-Banna, dit al-Saati parce qu'il répare la fine mécanique des montres et horloges, a suivi le cursus religieux de la mosquée-université

[93] Richard P. Mitchell, *The Society of the Muslim Brothers*, 1ère édition, 1969, Oxford University Press, 1993, p.1-9

Al-Azhar, du temps du réformiste Mohammad Abdouh. Muezzin, imam et enseignant à la mosquée locale, il a aussi produit quelques écrits : sur l'imam Chafii, inspirateur de l'école juridique Chaféite en vigueur en Egypte ; et sur Ibn Hanbal, à l'origine de l'école juridique hanbalite, en vigueur chez les sunnites d'Irak notamment, et surtout source principale du wahhabisme. Le père de Banna, allie donc modernité et tradition. C'est cette piété, cette culture religieuse classique en même temps qu'une certaine familiarité avec le monde moderne dont hérite Hassan al-Banna.

1.1. *Hassan al-Banna, un militant en herbe*

Hassan, l'aîné de cinq enfants, commence son éducation à l'école coranique à l'âge de huit ans, sous la direction du cheikh Mohammad Zahran. Ce dernier, issu lui aussi d'al-Azhar, aura une grande influence sur le jeune Banna.

A l'âge de douze ans, Hassan entre à l'école primaire et rejoint un des nombreux cercles religieux auxquels il consacrera sa vie. C'est son professeur, autre influence formatrice, qui organise et dirige le cercle, "l'Association pour la bonne conduite morale"[94]. L'objectif de cette association est de sensibiliser ses membres aux offenses morales par le biais d'un système d'amendes. Les jeunes membres de ce cercle, souhaitant aller plus loin, forment une nouvelle association "pour le combat contre le mal". La principale de leurs activités consiste à menacer par lettre ceux qu'ils considèrent comme ne vivant pas selon les enseignements de l'islam.

Les préoccupations du jeune Banna pour les bonnes moeurs s'illustrent dans un récit, probablement apocryphe et qui participe de sa légende, selon lequel le jeune Banna, âgé de dix ans, fait saisir et détruire par la police égyptienne, une statue "obscène" de femme nue qu'arbore un des bateaux sur le fleuve.

A cette époque, le jeune Banna entre en contact avec la conférie mystique soufi Hassafiyya dans laquelle il s'engage pour les vingt ans à venir et devient un disciple du cheikh de la confrérie. Avec ses nouveaux compagnons, il crée l'association Hassafiyya

[94] Selon O. Carré et M. Seurat, op. cité, p.14, c'est à l'âge de huit ans que Hassan al-Banna entre à l'école primaire et devient "président" de l'Association pour la bonne conduite sociale

"pour la bienfaisance" dont l'objectif est double : combattre pour la préservation de la moralité islamique et s'opposer à l'avancée des missionnaires chrétiens dans la ville. Banna en est le secrétaire général et Ahmad al-Sukkari son "président". Les deux adolescents, qui se sont rencontrés au sein du cercle de la Hassafiyya, s'inspireront de cette expérience pour former l'Association des Frères musulmans.

La dernière année de Banna à l'école primaire coïncide avec la première révolte populaire, en 1919, contre l'occupation anglaise de l'Egypte. Il participe activement aux manifestations et traduit son sentiment patriotique en rédigeant et récitant des textes et poèmes nationalistes. Il se rappellera avec amertume l'occupation de sa ville par les troupes britanniques.

A l'âge de quatorze ans, il intègre le premier cycle de l'école normale à Damanhour, à quelques kilomètres de sa ville natale, et, à l'âge de seize ans, il devient un membre actif de la confrérie Hassafiyya dont les enseignements soufis imprègnent sa vision du monde. Il a en outre, à cette époque, médité l'éminent juriste et théologien Abou Hamid al-Ghazzali (1058-1111). Un des aspects de la pensée de Ghazzali, rassemblée dans son célèbre ouvrage "Ihya ouloum al-din", "vivification des sciences religieuses", énonce que l'apprentissage scolaire doit être limité à ce qui est nécessaire "pour remplir ses devoirs religieux et gagner sa vie". Ceci contredit l'amour du jeune Banna pour la science et le savoir, et sa conviction qu'il est bénéfique pour l'individu et la société. Il ne manquera pas de répercuter, dans son enseignement à ses premiers sectateurs, sa conviction du nécessaire équilibre entre théorie et exigence de l'action.

1.2. *La nécessité de l'action*

Passant outre ces contradictions et poussé par ses professeurs, Hassan al-Banna poursuit ses études et entre, en 1923, à la moderne "Maison des sciences", "Dar al-Ouloum". Fondé en 1873, cet établissement est le premier du genre en Egypte à dispenser un enseignement supérieur moderne. Le grand réformiste Mohammad Abdouh (m. 1905) et son disciple Rachid Rida (m. 1935) lui ont donné ses lettres de noblesse.

L'arrivée de Banna au Caire coïncide avec cette période d'intense débat intellectuel et politique qui caractérise les années 1920 en Egypte. Son "oeil de

villageois religieux" repère ce qui lui semble constituer les maux de la société égyptienne : la bataille pour le pouvoir, après la révolution de 1919, entre les partis politiques, le Wafd et le parti Constitutionnaliste libérale, et la désunion qu'elle engendre ; les orientations de l'après-guerre vers "l'apostasie et le nihilisme" qui submergent le monde musulman ; les attaques contre la tradition et l'orthodoxie religieuse, dont la révolution kémaliste est le fer de lance, et qui sont orchestrées en Egypte par le mouvement de "l'émancipation intellectuelle et sociale" ; les courants "non islamiques" au sein de l'université égyptienne qui semble penser que "l'Université ne peut être considérée comme telle qu'à la condition qu'elle se révolte contre la réligion et combatte la tradition sociale qui en découle" ; les "salons littéraires", les cercles et les partis séculiers et liberaux ; et "les livres, journaux et magazines" qui propagent ces idées dont le seul but est "d'affaiblir l'influence de la religion".

Au Caire, Banna se met en contact avec la Hassafiyya et la seconde année s'agrège à l'Association islamique pour la noblesse de caractère qui organise des séminaires sur la culture islamique. Rapidement, le jeune Banna se convainc que ce mode d'action est inadéquat pour enrayer le phénomène du sécularisme qui gagne l'ensemble du monde musulman, à l'exclusion de la péninsule arabique. En effet, Ibn Saoud qui s'appuit sur la doctrine puritaine de Mohammad Abd al-Wahhab, père du wahhabisme, reconstruit autour de sa famille l'entité politique et religieuse qui devient en 1932 le royaume d'Arabie Saoudite. Ce haut fait d'arme est salué avec ferveur par les articles de Rachid Rida dans la revue Al-Manar que Hassan lit régulièrement avec son père depuis son enfance. Dans le recueil de ses correspondances, Banna écrit en 1938 : "dans l'histoire moderne, (...) qui aurait pu imaginer que le roi Abd al-Aziz al-Saoud, dont la famille était presque éteinte, et son pouvoir brisé, reviendrait avec une vingtaine d'hommes et deviendrait l'un des espoirs de renaissance et de réunification du monde musulman ?"[95].

Ainsi, persuadé que "la mosquée seule ne suffit plus" pour promouvoir la foi, il décide de passer à l'action et organise un groupe d'étudiant d'Al-Azhar et de la Dar al-Ouloum pour la propagande religieuse. Ils proposent leurs services aux mosquées et,

[95] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.15 ; pour plus de détails sur l'épopée de Ibn Saoud voir le "Ibn Séoud, ou la naissance d'un royaume" de Benoist-Méchin

de manière originale, portent la bonne parole sur les lieux de la sociabilité populaire, notamment les cafés. Cette dernière initiative aura un succès retentissant. Certains de ces étudiants, après leur apprentissage au Caire, continueront de propager le message de l'islam et parfois même celui de l'Association des Frères musulmans. Ainsi en est-il d'Ahmad al-Sukkari à Mahmoudiyya, du cheikh Hamid Askariyya à Zagazig, du cheikh Ahmad Abd al-Hamid à Kafr al-Dawar[96].

1.3. *Énoncé de la méthode de réislamisation par Hassan al-Banna*

Dans sa dernière dissertation, en guise de conclusion à sa formation de maître à la Dar al-Ouloum, le jeune Banna expose son projet d'avenir. Pour le futur fondateur de l'Association des Frères musulmans "les meilleurs des hommes sont ceux qui... réalisent leur bonheur en rendant les autres heureux et en les conseillant". Cela est réalisable de deux manières : 1° "par la voie soufi qui implique la sincérité et le travail pour le bien de l'humanité" ; 2° "par la voie de l'enseignement et du conseil, qui est similaire à la précédente en ce qu'elle recquiert sincérité et travail, mais qui se distingue par son implication directe avec la population". "Je crois, ajoute-t-il, que mon peuple, en raison des changements politiques et sociaux qu'il traverse, de l'impact de la civilisation occidentale... la philosophie matérialiste et les traditions étrangères, s'est écarté des objectifs de sa foi". En conséquence, les jeunes ont hérité d'une foi "corrompue" ; "le doute et la perplexité" les ont envahis et "en lieu et place de la foi, on trouve l'apostasie". Dans ce contexte, Banna se fixe pour mission de renverser cette tendance. Il deviendra un "conseiller et un professeur", le jour pour les enfants, la nuit pour leurs parents, afin de leur enseigner "les objectifs de la religion et les moyens de leur bien être et de leur bonheur dans la vie". Il accomplira cette mission avec "persévérance et sens du sacrifice" et avec son âme qu'il a "vendue à Dieu".

Diplômé en 1927, à l'âge de 21 ans, il sera maître d'école jusqu'à sa démission en 1946. Son premier poste dans l'enseignement public l'emmène à Ismaïliyya sur le canal de Suez, symbole de l'occupation militaire, administrative et économique occidentale.

---

[96] *ibid.*, p.16

1.4. *Ismaïliyya, berceau des Frères musulmans*

Dès ses débuts à Ismaïliyya, il met en pratique l'engagement qu'il a pris envers le peuple égyptien et Dieu, et se mèle à la vie sociale de la communauté de la ville à travers la mosquée et l'école. De plus, à l'instar de sa première expérience de prédication au Caire, il utilise les cafés pour susciter des discussions et se créer une audience. De cette manière, il repère ceux qui sont le plus affectés par son message avant de les attirer en petit comité et d'en faire les vecteurs. Cette technique, très simple et directe au demeurant, continue encore aujourd'hui d'être appliquée pour recruter des membres et des acteurs de la diffusion du Message.

De même, Banna tente de sensibiliser et d'influencer les détenteurs de l'autorité à Ismaïliyya et dans la société égyptienne : les oulama ; les cheikh des innombrables confréries soufis en Egypte ; la classe des dirigeants et notables ; ainsi que les regroupements sociaux et religieux.

Tout en étant concentré sur son nouvel environnement, il n'oublie pas ses amis du Caire et les cercles religieux auxquels il a appartenu. Ainsi, il reste en contact avec les intellectuels musulmans rassemblés autour de Rachid Rida à la Librairie Salafiyya[97]. Il soutient la création, en 1927, de l'Association de la jeunesse musulmane, un rassemblement au Caire de plusieurs sociétés religieuses, et devient le correspondant à Ismaïliyya de la nouvelle revue "Majallat al-Fath" éditée par Muhib al-Din al-Khatib. Ce dernier est le directeur de la Librairie et l'un des fondateurs de l'Association sus-mentionnée. Banna, qui considère que la nouvelle association n'est pas assez ambitieuse dans ses objectifs et n'embrasse pas de manière adéquate les problèmes de la société égyptienne, n'hésite pas à fonder son propre cercle en mars 1928[98], à Ismaïliyya.

2. L'acte de naissance de la Confrérie

Le travail de Banna dans les mosquées et les cafés est payant puisque des ouvriers, employés par les britanniques, viennent le trouver et lui demandent de les

[97] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.17, parlent de la "Bibliothèque fondamentaliste" (salafiyya) au lieu de la Librairie Salafiyya mentionnée par R. P. Mitchell
[98] selon O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.11, la date exact serait mars 1927

guider dans leur action pour sortir de leur misérable condition, eux, les égyptiens et la nation musulmane. S'il est impossible de vérifier ce qui s'est réellement dit à cette occasion, le compte rendu de l'entrevue est instructif à plusieurs égards : premièrement, il donne une idée de l'inspiration du mouvement, religieuse certainement mais surtout imprégnée d'un esprit caractéristique du soufisme, voire de l'ismaélisme ; deuxièmement, en vertu de cette orientation soufi et ismaélite, le texte proposé contient plusieurs niveaux de lecture et on y distingue le type de relations qui prévaudra entre Banna et les futurs membres du nouveau cercle.

Ecoutons la relation que fait de cette rencontre Hassan al-Banna : "Au mois, de Dhu-l-qi'da 1347, autant que je me souvienne, je reçus chez moi la visite de six Frères (...). Tous avaient été marqués par les études et les conférences que je faisais alors (...) ils disaient : "nous avons entendu, nous avons pris conscience, nous sommes marqués, mais nous ne savons quelle voie pratique suivre pour fortifier l'Islam et améliorer les musulmans. Nous méprisons cette vie, vie d'humiliation et d'esclavage ; les Arabes et les musulmans, ici dans ce pays, n'ont pas de place ni de dignité, et ils ne font rien contre leur état de salariés à la merci de ces étrangers.

Eh bien, nous autres, nous ne possédons que ce sang qui coule dans nos veines, bouillant de force, que cette âme qui brille de foi et de dignité, et nos vies, et ces quelques dirham pris sur la nourriture de nos enfants. Nous ne pouvons pas voir comment agir, toi tu le vois. Nous ne savons pas que faire au service de la patrie, de la religion, de la nation musulmane. Toi tu le sais. Voici ce que nous voulons aujourd'hui : nous fournissons tout ce que nous avons pour nous libérer de cette dépendance, entre les mains de Dieu, et c'est toi qui sera le responsable auprès de lui, responsable de nous et de notre action, bref d'une communauté dévouée, qui s'engagera auprès de Dieu à vivre selon sa religion, à mourir pour lui, à ne chercher que lui, bref qui méritera la victoire malgré le petit nombre et la faiblesse de ses moyens de lutte".

Ces paroles sincères exercèrent sur moi une impression si décisive(...) Alors je leur dis, avec une émotion profonde : "Dieu merci, vous voici, et qu'il bénisse votre si sincère intention !" Nous nous mîmes d'accord pour agir comme il plaît à Dieu et au service des hommes. "A nous l'action, à Dieu le succès. Faisons un serment

d'obédience à Dieu, selon lequel nous serons des soldats du message de l'Islam, lui qui contient la vie de la patrie et la force de la nation musulmane".

L'un d'entre eux dit : "Comment nous appellerons-nous ? serons-nous officiellement une association, un club, une confrérie, un syndicat ? Rien de tout cela dis-je. Gardons-nous des formalités et des choses officielles ! Notre groupement, ce sera en premier et foncièrement une Idée(...) Nous sommes des frères au service de l'Islam, donc nous sommes "les Frères musulmans""[99].

Ce texte comporte au moins deux niveaux de lectures, à l'instar des textes du chiisme et de la mystique soufi. Un premier niveau exotérique qualifié du terme de zahir ou l'apparent, et un deuxième niveau ésotérique qualifié de batin, littéralement l'intérieur, le message sous-jacent.

2.1. *Mystique de l'acte fondateur de l'Association des Frères musulmans*

Le texte se présente en trois parties : 1° le but de la mission ; 2° le rôle de Banna ; 3° le caractère divin de la mission et le type de relation qui présidera à la cohésion de la communauté.

Le but avoué de la mission est la fortification de l'Islam, l'amélioration des qualités morales des musulmans et l'émancipation du joug de l'étranger. Ces hommes qui se présentent devant Banna sont la preuve que la prédication permet de ramener les musulmans dans le sein de l'islam, ce qui mécaniquement leur restituera leur place et leur dignité, et les libèrera de la domination étrangère.

Le rôle de Banna est celui d'un guide investi d'un pouvoir temporel et spirituel. Il doit conduire cette avant-garde de combattants musulmans dans leur action terrestre selon les principes qui plaisent à Dieu. Banna joue le rôle d'interface entre le divin et le terrestre et le caractère sacré de cette mission s'exprime par le serment d'obédience à Dieu que prête ce premier cercle de croyants et de combattants pour l'Islam, prêts au sacrifice. Ainsi, vient de se former le premier noyau d'une confraternité.

Les moyens de parvenir à l'objectif sont la prédication auprès des musulmans et le combat contre la domination étrangère ou jihad.

[99] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*,p.11

A un niveau que l'on peut qualifier d'ésotérique, il est fait référence aux temps mythique du Prophète Mohammad, à la relation particulière des Arabes avec Dieu et au rôle particulier de Banna en temps que lieutenant de Dieu sur terre. En effet, ces hommes, au nombre de six, qui viennent trouver Banna, n'ont-ils pas été envoyés par Dieu pour distinguer Banna et révéler le caractère sacré de sa mission ? D'ailleurs ne remercie-t-il pas Dieu de les lui avoir envoyés ? La suite du texte et le rôle imparti à Banna confirment les hospices divins et le caractère sacré de la mission qui se dessine.

Le nombre des visiteurs, six[100], constitue la première manifestation du sacré dans ce texte. En effet, l'incomplétude de la valeur du nombre six indique l'avènement de la valeur sept[101], chiffre sacré s'il en est. Celui-ci indique le couronnement d'un développement et signifie le début d'un nouveau cycle. Ces nombres six et sept ont une très forte valeur symbolique dans les traditions religieuses orientales, notamment les trois monothéismes. En Islam en particulier, cette articulation entre le six et le sept, la reconnaissance par les six visiteurs de Banna en tant que septième, couronnement, centre et point de départ d'un nouveau développement, replace le récit de cet évènement dans la tradition chiite ismaélienne, ou du moins suppose un empreint à cette tradition. En effet, cette tradition majeure de l'islam chiite institue une chaîne de sept imams, successeurs légitimes et directs du Prophète Mohammad par sa fille, Fatima, et indirects par le cousin du Prophète, Ali, mari de Fatima. Le septième imam, Mohammad b. Ismaïl b. Jaafar al-Sadiq, entre en période d'occultation dans la deuxième moitié du VIIIè siècle, en 795, et doit réapparaître en tant que Mahdi à la fin des temps[102]. Notons que les ismaéliens sont à l'origine du royaume Fatimide d'Egypte, fondateurs de la ville du Caire et de la mosquée-université d'Al-Azhar, en 969. Après un siècle d'intense propagande ou daawa à travers l'ensemble du monde musulman, entre la deuxième moitié du IXè siècle et la deuxième moitié du Xè, les ismaéliens réussissent à prendre le pouvoir au pays du Nil. La daawa, nom qu'ils donnent à leur campagne de propagande et à leur mouvement politico-religieux[103], est orchestrée depuis le quartier général de l'imam, un descendant de Ali et Fatima par leur fils Husayn, et confiée à des

[100] Encyclopédie des symboles, éd. Le Livre de Poche, coll. Encyclopédies d'aujourd'hui, la Pochothèque
[101] *ibid.*
[102] Pour en savoir plus sur l'Ismaélisme et ses traditions, cf. Farhad Daftari, *Les ismaéliens, histoire et traditions d'une communauté musulmane*, éd. Fayard, 2003 (370 p.), p.68-69

propagandistes ou daï. On verra que ce même procédé et cette même appelation sont utilisés pour la diffusion de l'Idée des Frères. Les étudiants arabes et musulmans, qui étudient dans les université égyptiennes, ne jouent-ils pas le rôle de daï en rentrant dans leur pays, en y diffusant l'Idée et en y créant des branches des Frères musulmans égyptiens ? En 1976, sous le régime de Sadate, le cercle qui se forme autour de Omar al-Telmessani ne lance-t-il pas un journal appelé al-Daawa ? Mais revenons au texte fondateur et tentons d'éclairer ses implications.

Ces hommes qui déplorent que "les Arabes et les musulmans ne font rien" dans ce pays pour sortir de leur misère, n'indiquent-ils pas : 1° que les Arabes, terme qui désigne une race, ont un caractère supérieur sur les autres races qui forment la communauté des musulmans ; 2° que la participation des Arabes est absolument nécessaire pour atteindre l'objectif. Ce thème du rôle primordiale des Arabes en tant que fer de lance de l'islam est récurrent chez Banna et les islamistes. Dieu n'a-t-il pas communiqué aux Arabes et en langue arabe Son Message ?

Ces hommes qui ont choisi Banna et se présentent devant lui, prêts au sacrifice de leur vie pour la gloire de Dieu et de son message, ne représentent-ils pas cette communauté de croyants qui s'agrégea autour du Prophète ? Banna n'est évidemment pas l'égal du Prohète Mohammad, ni un nouveau prophète, puisque Mohammad est le dernier, selon la tradition musulmane. En revanche, il présente ici toutes les caractéristiques des quatre premiers Califes, successeurs de l'envoyé de Dieu et représentants d'une période mythique de l'histoire musulmane. Les quatre Califes "bien dirigés"[104] sont choisis par la communauté[105] et intronisés lors d'une séance d'allégeance, la baïa. Ils détiennent les pouvoirs temporels et spirituels à l'instar du Prophète et sont réputés pour leur piété. Banna, en tant qu'il est choisi pour diriger l'action de ses affidés et en sera responsable devant Dieu, partage ces caractéristiques. L'allégeance prêtée à Banna par ces hommes et le serment d'obédience à Dieu qu'il leur propose, positionnent clairement Banna en tant qu'accès privilégié au Seigneur. Cette conception du Califat, direction spirituelle et temporelle de la communauté dans

---

[103] F. Daftari, *op. cité*, p.74-75

[104] Les quatre Califes dits "bien dirigés" sont par ordre chronologique Abou Bakr, Omar ibn al-Khattab, Othman, et Ali, le cousin du Prophète Mohammad

les premiers temps de l'Islam, sera reprise et reformulée par l'imam al-Sadiq. Ce dernier, cinquième imam de la communauté chiite et père d'Ismaïl, fondateur éponyme de la branche du chiisme ismaélien, théorise l'institution de l'imamat.

L'analogie avec la première communauté des croyants est encore présente par ce serment qu'ils font de vivre par les principes qui plaisent à Dieu, ce qui, malgré leur petit nombre et la faiblesse de leurs moyens, devrait leur assurer la victoire. En effet, le Prophète et les premiers musulmans qui s'exilent à Médine, ne remportent-ils pas, en 624, la bataille de Badr[106] face à l'armée levée par les commerçants Mekkois, en dépit de leur petit nombre ? Le ratio des combattants est alors de 1 pour 3. La bataille de Badr revêt une importance symbolique aux yeux des islamistes qui s'y réfèrent à diverses reprises.
Enfin, plus proche d'al-Banna, Ibn al-Saoud n'a-t-il pas repris des mains des Turcs avec une quarantaine de bédouins, modestement armés mais imprégnés d'une foi implacable, la capitale du Nejd, Ryadh[107] ?

Car c'est la foi et l'Islam qui permettront aux peuples musulmans, menés par les Arabes, de recouvrer leur indépendance et de renouer avec leur suprématie. C'est l'islam qui contient la force de la nation musulmane et des peuples qui la composent.

Ce texte permet donc : 1° d'affirmer que Banna est investi d'une mission à caractère sacré ; 2° que celle-ci doit se déployer au niveau national, mais aussi à l'échelle de la communauté musulmane, c'est à dire à l'échelle internationale ; 3° de rappeler la place de l'Islam en tant que religion et système de vie, relation à Dieu et principe directeur de la société ; 4° de donner une idée de la structure du groupe qui se forme, celle d'un ordre confrérique, et, par extrapolation, de la structure politique idéale, voire naturelle, de la communauté musulmane nationale et transnationale. En effet, Banna, désigné du terme de "Guide", se situe en haut de la pyramide hiérarchique et de sa personne émane la source de l'autorité temporelle et spirituelle pour la communauté. Il s'inscrit donc dans la droite ligne des premiers temps du Califat ou de l'imamat des

---

[105] A l'exception d'Abou Bakr, le successeur immédiat de Mohammad, qui a été désigné par le Prophète lui-même. Il a toutefois été approuvé par la communauté.
[106] muhammad saïd al-ashmawy, *L'islamisme contre l'islam*, traduit de l'arabe par richard jacquemond, éd. La Découverte, Paris, éd. Al-Fikr, Le Caire, 1989, p.90-91
[107] Benoist-Méchin, *Fayçal, roi d'Arabie. L'homme, le souverain, sa placedans le monde*, éd. Albin Michel, Paris, 1975, p.13

chiites, tel que théorisé par l'Imam Jaafar al-Saadiq. Ce dernier, définit l'imamat comme direction temporelle ou politique et spirituelle. A l'imam, il incombe d'assumer cette direction, de servir de "Guide" à la communauté des croyants. Toutefois, al-Sadiq ne fait pas de la direction politique une condition sine qua none de l'imamat ; preuve que ce clerc et pieux personnage est un pragmatique qui entend consolider le mouvement politico-religieux des alides ou chiisme et ne pas prendre le risque de mettre en concurrence le fragile mouvement naissant avec le pouvoir politique en place[108].

Les Frères reprennent ces conceptions politico-religieuses, cherchant dans un premier temps à consolider leur assise sociale par un travail de propagande en profondeur via le prêche, l'éducation, le travail social et caritatif avant de prôner une direction englobante, à la fois politique et religieuse.

3. Le monde du politique est inscrit dans l'Islam

On a vu comment, autour de Hassan al-Banna, s'agrège les premiers militants du cercle, de l'association, de la confrérie, du mouvement ou encore de l'organisation des Frères musulmans. Hassan al-Banna est donné comme un "Guide", voire un "prophète", celui qui détient les clés de la libération nationale et du renouveau de la nation grâce à une lecture renouvelée du message religieux de l'Islam. Autour de Banna se forme donc une association religieuse à but politique.

La doctrine préconisée, que l'on décomposera, à l'instar de Maxime Rodinson, en credo et code[109], demeure fondamentalement inchangée par rapport à celle qui est admise dans la société égyptienne et la communauté musulmane.

Le credo "est éminemment la condensation de l'idéologique : c'est l'ensemble des "vérités" professées qui organisent la conception du monde qu'a adoptées la société", soit le premier des cinq piliers de l'Islam : "Il n'est de Dieu que Dieu, et Mohammad est son prophète". Ce premier des cinq piliers se divise en deux : 1° le Tawhid ou principe d'Unicité, réinvesti dans la pratique politique pour nier les différences, doctrinales,

[108] Farhad Daftary, *op. cité*, p.63
[109] Maxime Rodinson, *De Pythagore à Lénine, des activismes idéologiques*, Librairie Arthème Fayard, 1993, p.25

politiques ou de classes, 2° l'affirmation du caractère divin du message de Mohammad et le principe de l'élection de la nation arabe.

Le code c'est "un ensemble de prescriptions, de pratiques recommandées, ordonnées ou interdites, légitimées par le credo", soit, principalement mais non exclusivement, les quatre autres piliers de l'Islam : les cinq prières quotidiennes, le jeûne du mois de Ramadan, la zakat ou aumône et le pélerinage à la Mekke.

L'originalité doctrinale du Message de Banna réside dans la place du politique par rapport au religieux : on préconise de soumettre le monde du politique au monde du religieux. C'est la soumission de la gestion des sociétés humaines, globales, dans leur fonctionnement quotidien, dans leur saisie et leur utilisation du passé, dans leurs aspirations et leurs projets pour l'avenir, dans leurs relations entre elles, à la doctrine religieuse.

3.1. *L'originalité doctrinale des Frères*

Banna n'est pas une météorite arrivée de nulle part. On a vu que certaines de ses conceptions présentent des liens idéologiques avec le chiisme, en tant que doctrine théologico-politique, et avec l'ismaélisme au niveau organisationel ; mais plus concrètement, Banna se fait le continuateur d'un mouvement intellectuel, né à la fin du XIXè siècle en Egypte, et dit "réformiste". Les maîtres à penser et initiateurs sont le persan Jamal al-Din al-Afghani[110] (m.1898), l'égyptien Mohammad Abdouh[111] (m.1905) et le syrien Rachid Rida[112] (m.1935).

La faiblesse du monde musulman, révélée par l'expédition napoléonienne de 1798 et qui ne cesse de s'accentuer jusqu'au XXè siècle, nécessite selon eux un sursaut de l'Islam, c'est à dire une renaissance politique, sociale et économique dont la substance en serait la religion musulmane. Pour cela, il faut retourner à la source : le Coran et la tradition du Prohphète. Méditer le corpus sacré pour en déduire le système de gouvernement le plus juste et le plus parfait.

[110] Henry Laurens, *L'Orient arabe, arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, éd. Armand Colin, 1993, p.90
[111] *ibid.*, p.94
[112] *ibid.*, p.96

Si le père de Banna a suivi l'enseignement de Mohammad Abdouh, Hassan al-Banna, pendant ses études au Caire dans les années 1920, est en contact suivi avec le cercle de Rachid Rida, ancien disciple de Abdouh et animateur de la savante revue al-Manar. Il existe donc une continuité des premiers réformistes à Banna. En 1923, Rachid Rida publie son livre "Le Califat et l'imamât suprême". Il s'en prend à la fois aux oulama conservateurs et aux partisans de l'occidentalisation à outrance. Entre ces deux extrêmes, il préconise de former une nouvelle classe de religieux aptes à pratiquer l'ijtihad, l'interprétation évolutive des textes sacrés en fonction du contexte. Ces derniers seraient capables en conséquence de produire un cadre légal pour le fonctionnement de la société, culturellement intrinsèque à celle-ci. Ces clercs ou moujtahid nommeraient un des leurs pour assumer la direction de ce "gouvernement islamique", néologisme inventé par Rachid Rida[113]. La question du gouvernement et de l'Etat islamique trouve là son premier développement. Banna s'en saisira pour continuer la réflexion et après lui les nombreux intellectuels du mouvement des Frères musulmans, dont les plus connus, Sayyid Qotb et Mohammad Ghazali. La clé de voûte qui régit l'Idée des Frères pour un gouvernement islamique : l'Islam est un système complet de vie.

3.1.1 *L'Islam contient le pouvoir politique*

Dans ses mémoires, Banna explique que "L'Islam dans lequel croit les Frères musulmans voit dans le pouvoir politique l'un de ses "piliers". L'application effective est pour lui aussi importante que l'orientation de principe. Le Prophète a fait du pouvoir politique l'une des racines de l'Islam. Et dans nos livres de Droit musulman, le pouvoir politique est compté parmi les articles du dogme et les racines du Droit, et non pas comme un élément des élaborations juridiques, comme l'une des branches du Droit. Car l'Islam est à la fois l'injonction et l'exécution, tout comme il est la législation et l'enseignement, la loi et le tribunal, pas l'un sans l'autre"[114].

On retrouve dans ce petit texte plusieurs aspects déjà éclairés de la pensée de Banna ; cette nécessité de l'action déjà évoquée est contenue dans le texte sacré car l'Islam est un système complet, englobant. L'exercice du pouvoir politique est un des

[113] *ibid.*, p.211
[114] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.37

fondements de l'Islam, un de ses piliers. Banna en veut pour preuve le Prophète lui-même. Ce dernier n'a-t-il pas constitué une communauté dont il a assuré la gestion tout en lui délivrant son Message, en justifiant par le Message la moindre de ses actions et décisions. Dès lors, gestions spirituelle et temporelle se trouvent étroitement liées et nous en déduisons qu'il n'est de pouvoir politique légitime qu'adossé à/prenant sa source dans l'Islam. Nous retrouvons la conception chiite du califat idéal, l'imamat de Jaafar al-Sadiq ou l'imamat suprême de Rachid Rida.

En poussant plus loin la réflexion, on en vient à considérer la question de l'Etat. Il apparaît, selon la conception des Frères, que celui-ci n'existe pas à côté de l'Islam, mais en est un des véhicules, une des émanations : l'Etat devient religion. Autrement dit, l'Islam authentique régit le système politique. Le juriste Abd al-Qadir Awda, bras droit du successeur de Banna, éclaire fort bien ce point de vue : "(...) Le Coran contient des règles générales, des dispositions générales de gouvernement et d'administration, laissant aux gouvernants le soin de les appliquer par des lois positives. Ces dernières, étant humaines, doivent être contrôlées par les gens du Conseil (Churа) afin qu'elles ne contredisent pas les dispositions générales de l'Islam. Mais à la vérité, ces codes ne sont que l'écho et l'ombre du Coran et diffèrent du tout au tout des codes humains, qui émanent de vues humaines, de passions, d'intérêts (...)"[115]. Il en découle qu'il n'est de bon gouvernement que celui qui applique les principes de l'Islam. On reconnaît là, le gouvernement islamique de R. Rida ou l'imamat des chiites.

Si la tête de l'Etat est aux mains d'un pouvoir politique musulman, dès lors l'Islam s'appliquera à tous les domaines de la vie sociale, en particulier l'éducation et la justice. Ces deux sphères de l'activité sociale assureront l'islamité de la société et en retour la légitimité islamique de l'exécutif.

La principale qualité de la société islamique ainsi refondée, selon Banna, sera son équité envers les membres de la société.

3.1.2. *L'Islam, un pouvoir politique socialisant*

Partant du constat qu'il existe en Egypte des disparités sociales exagérées, d'un côté la pauvreté et face à elle des fortunes scandaleuses, ce qui exclut la réalité d'une

[115] O. Carré et M. Seurat, *op. cité,* p.93

classe que l'on dirait "moyenne", Banna explique qu'il ne faut rien attendre des systèmes capitalistes, socialistes ou communistes qui, tout en ayant des qualités manifestes, sont étrangers à la culture égyptienne et islamique : "(...) nous possédons, dit-il, dans les directives de notre Islam, le système parfait qui conduit à une réforme totale. L'esprit de l'Islam et ses règles fondamentales sur l'économie nationale nous obligent à reconsidérer l'organisation de la propirété privée en Egypte. Il faut diminuer les grands domaines, mais accorder de justes compensations à leur propriétaires, et respecter au mieux leur intérêt et celui de la société. Il faut encourager les petites propriétés (...) Il nous faut distribuer aussitôt les biens du gouvernement à ces petits pour qu'ils grandissent (...)"[116]

En matière de fiscalité, appliquée à son dessein socialisant, Banna constate que : "L'Islam consacre entièrement la zakat à des dépenses sociales. Il s'en sert pour aider les insolvables et les indigents (...) et rendre la société plus pure et plus intègre (...).
Il faut donc à tout prix veiller à établir des impôts sociaux par paliers, en tenant compte de la fortune et non des bénéfices. Les pauvres, naturellement, en seraient dispensés. Les impôts ne seraient levés que sur les riches, et consacrés par tous les moyens à élever le niveau de vie. Dans les fioretti de Omar (le deuxième Calife "bien dirigé"), nous lisons qu'il imposait lourdement le raisin, car c'est le fruit des riches, et presque pas du tout les dattes, car c'est la nourriture des pauvres. Il fut le premier à remarquer, entre tous les gouvernants et les princes, cette signification sociale de l'impôt"[117].

Grâce à une lecture rigoureuse du corpus sacré de l'Islam, Banna peut étayer son projet politique social de références qui font autorité et donner l'image d'une société forcément juste. En outre, en préconisant l'intervention de l'Etat afin de faire de la zakat un impôt étatique, Banna modernise cette institution coranique et pose les bases d'un système étatique et islamique de redistribution des richesses.

Observons, à présent, les effets de la propagande et de la mobilisation des Frères dans la société égyptienne des années 1930 à la fin des années 1940.

---

[116] *ibid.*, p.45
[117] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.46

4. Développement de l'Association et contextes politiques national et international

Le groupe qui vient de se former autour de Hassan al-Banna est officiellement enregistré comme une "Association religieuse ayant pour but la commanderie du Bien et le pourchas du mal"[118]. L'Association est en outre instituée comme une branche de la confrérie Hassafiyya dont le but est la bienfaisance. Préoccupés par l'élargissement des effectifs de l'Association, Banna et ses premiers affidés parcourent le pays et diffusent le Message : dans les mosquées, aquérant ainsi un certain prestige ; dans les maisons, les associations, les cafés et tous les lieux de rassemblement publique se gagnant de cette manière l'appui direct de la population, soit la légitimité populaire.

Dès le milieu des années 1930, les Frères entrent en politique. Ils savent jouer des rivalités entre factions et partis, et de la vacuité programmatique des gouvernants pour venir se poser en alternative. Alternative d'autant plus puissante que son mot d'ordre est simple, directement issu du fond culturel commun à l'ensemble de la nation : "l'Islam est la solution" ou le "Coran est notre Constitution". Le contexte économique et social, particulièrement difficile au lendemain de la deuxième guerre mondiale, ne fait qu'accentuer l'emprise des Frères sur la société.

La conjoncture internationale et régionale est elle aussi mise à profit. La question palestinienne prend une tournure dramatique à partir de la grande révolte de 1936-1939 et atteint son paroxysme avec la défaite des Arabes et des musulmans pendant la guerre de Palestine de 1948, appelée significativement Nakba ou "la catastrophe". A ces deux occasions, les Frères montrent leur solidarité avec les Palestiniens et en tirent un grand prestige. Ils sont perçus comme des héros par les égyptiens, tandis que le gouvernement est accusé de faiblesse, voire de trahison. Le chaos qui règne dans le pays depuis la fin de la deuxième guerre mondiale est alors à son comble, la militarisation accrue des Frères et les atteintes à la vie des représentants de l'Etat qui se multiplient, conduisent à la dissolution de l'organisation des Frères musulmans le 8 décembre 1948 et à l'assassinat de Banna le 12 février 1949.

4.1. *La période d'Ismaïliyya*

[118] *ibid.,* p.17

Dès ses débuts, le dynamisme de l'Association suscite la curiosité. Le quotidien égyptien officieux Al-Ahram évoque le groupe à plusieurs reprises. En janvier 1929, on y voit la photographie des douze "fondateurs" et, en février, on y annonce la création des quatre antennes ou sections d'Assiout, du Caire, de Nag Hammadi et de Benha. Cette publicité qui est faite à l'Association dénote des appuis officiels. Si l'appui de la couronne égyptienne, à cette date, n'est pas certain, celui des Anglais, par le truchement de dons de la Compagnie du Canal, est avéré[119]. On peut ici saluer l'opportunisme, le pragmatisme et la flexibilité doctrinale de Banna qui, tout en ayant pour objectif de bouter hors du pays les Anglais, accepte leur aide financière afin d'y mieux parvenir. Il signifie en outre sa conscience de la faiblesse de l'Association qui ne peut pour l'heure s'affronter à l'occupant.

A Ismaïliyya, l'Association installe bientôt son quartier général dans une ancienne maison. Grâce aux dons de la Compagnie et à des emprunts contractés auprès des commerçants de la ville, l'Association se dote, dès 1930, d'une mosquée. Une école pour garçons et un club, puis une école pour filles viennent compléter le complexe de la section d'Ismaïliyya[120]. Toutes les autres sections, à travers le pays, suivent ce schéma de développement. A l'installation du quartier général succède la création d'une mosquée ou salle de prière, d'une école, d'un club, d'une association de bienfaisance ou/et d'une entreprise économique, en fonction des besoins de la communauté. Les relations entre les différentes branches sont assurées par les Frères prédicants qui rendent visite aux autres Frères et prennent connaissance des choses les plus importantes de leur vie privée et publique[121].

On cerne ici, les linéaments du projet de Hassan al-Banna : occuper les espaces sociaux laissés vacants par le pouvoir et développer une alternative au système déjà existant. En somme, il s'agit de construire une société parallèle, en compétition avec l'ordre de la société déjà existante, ou une contre-société. L'action de l'Association s'applique dans plusieurs champs d'activités de la société civile afin de palier aux manques et d'attirer de nouveaux militants : éduquer les plus jeunes ; prêcher aux adultes et recruter des membres et militants ; créer un réseau d'associations sociales et

---

[119] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.17
[120] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.9
[121] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.20

caritatives, ainsi que des entreprises économiques au service du peuple et qui fonctionnent par le peuple.

La période d'Ismaïliyya prend fin à l'été 1932, lorsque Banna obtient un poste d'enseignant au Caire. Ce transfert sera l'occasion d'une fusion entre l'organisation des Frères et l'Association pour la culture islamique, dirigée par l'un des frères cadets de Banna, Abd al-Rahman al-Banna. La première branche des Frères musulmans au Caire trouve là son origine et devient de fait le centre de commandement de l'Organisation. L'année suivante paraît le premier organe de presse des Frères, l'hebdomadaire "Majallat al-Ikhwan al-Mouslimin" ou "Magazine des Frères musulmans". Rien ne distingue encore les Frères des nombreuses autres associations religieuses.

4.2. *Les Frères dans le jeu politique national*

L'intéret pour la politique est ouvertement déclaré par Banna en mai 1938, lors de la parution du premier numéro d'al-Nadhir, l'Avertisseur[122]. Mais, l'entrée dans le jeu politique est antérieure, comme en atteste la manifestation d'allégeance des unités scout des Frères, sous les fenêtres du palais Abidin, le jour de l'intronisation du jeune roi Farouk en juillet 1937[123]. Comme en atteste aussi l'ire du premier ministre wafdiste, Moustafa Nahhas, contre le bloc extra-parlementaire composé de Ali Maher, alors conseiller du palais, du roi Farouk, du cheikh Moustafa al-Maraghi, recteur de l'Azhar, et des Frères musulmans[124]. C'est l'activisme des Frères à l'intérieur et à l'extérieur du pays, en Palestine pendant la "grande révolte" 1936-1939, qui impressionnent Maher et Maraghi. Face au Wafd, qui est la force politique du pays depuis la première guerre mondiale, le Palais et l'Azhar cherche un soutien populaire. Or, la vision politique des Frères s'accorde parfaitement du système monarchique. En outre, le jeune roi Farouk apparaît comme particulièrement religieux. Un système politique islamiquement éclairé, n'est-ce pas ce que souhaite les Frères ? Ils accordent donc leur soutien à un pouvoir politique coupé des masses et développent en parallèle leur stratégie d'islamisation de la société.

[122] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.16
[123] *ibid.*, p.16
[124] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.38

Les espoirs suscités par le roi Farouk vont être rapidement déçus. Les années de la seconde guerre mondiale ont un impact négatif décisif sur la crédibilité de la monarchie égyptienne tandis que l'Organisation gagne en prestige. En effet, le Palais tout comme le Wafd se déconsidèrent par leur attitude trop conciliante vis-à-vis des Anglais ; les Frères apparaissent en contre-point comme la seule force politique de contestation à l'ordre établi. Les Anglais ne s'y trompent pas qui demandent, en 1942, au premier ministre Nahhas d'interdire aux Frères de se présenter aux élections législatives[125]. A l'issue de la guerre, la fraude organisée par le Palais lors des élections législatives de 1945, après le renvoi du gouvernement wafdiste par le roi Farouk, prive les Frères de tout siège parlementaire pour leur première participation électorale[126]. Les Frères ne jouissent plus du soutien royal et commence amors la valse des gouvernements dits "de la minorité".

Le marasme économique de l'après-guerre, la frustration persistante de l'indépendance, le manque de légitimité populaire des gouvernements qui se succèdent qui n'a dégal que leur absence de vision politique, constituent les conditions idéales pour que se développe l'opposition. La contestation s'organise. Les Frères et le Wafd s'affrontent pour le titre de représentant du peuple égyptien, tandis que les gouvernements successifs tentent d'instrumentaliser les Frères contre le Wafd et les communistes. Ce jeu à trois se traduit par des largesses du pouvoir à l'égard des Frères : ils sont autorisés à renouer avec leurs activités de presse et publient, à partir de mai 1946, le journal des Frères musulmans, Jaridat al-Ikhwan al-Mouslimin ; les scouts peuvent disposer des infrastructures gouvernementales, bénéficient de prix négociés sur l'achat de l'uniforme national des scouts et se voient octroyer des terrains à la campagne ; enfin, à travers le ministère de l'Education et celui des Affaires sociales, auprès duquel les activités caritatives et sociales des Frères sont enregistrées comme une branche indépendante, le gouvernement contribue financièrement au fonctionnement de l'Organisation.

D'un autre côté, la presse des Frères et du Wafd ne tarissent pas de critiques à l'égard des gouvernements successifs en matière de politique économique et sociale, et

---

[125] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.27
[126] *ibid.*, p.33

en ce qui concerne la question de l'indépendance et les nécessaires négociations avec les Anglais. Les Frères et le Wafd sont en lutte pour le contrôle du mouvement national qui passe par la question de l'indépendance mais aussi le contrôle des institutions de la société civile, étudiantes et ouvrières. En février 1946, les étudiants de l'université du Caire qui manifestent pour l'ouverture des négociations avec l'Angleterre sont violemment dispersés par la police. Le leader des Frères pour les universités, Moustafa Moumin, évoquent dès lors, le "martyre de ceux qui sont tombés sous les coups de la police égyptienne contrôlée par les Anglais"[127]. De même, du côté des ouvriers, des grêves à répétition commencent en septembre 1945 dans le quartier des industries textiles du Caire, Choubra al-Khaïma. Fin février 1946, la grêve organisée à Choubra, tourne au bain de sang alors que les manifestants se heurtent à la police et aux forces armées anglaises encore stationnées au Caire. Ces grêves et manifestations, emmenées, pour commencer, par les wafdistes-communistes, reçoivent jusqu'en mars 1946, l'appui des Frères étudiants de l'université du Caire, des ouvriers de la zone de Choubra et du syndicat des tramways que les Frères dominent[128]. Après mars 1946, la direction des Frères marque sa différence par rapport aux wafdistes-communistes et organise de son côté des manifestations, principalement au Caire et à Alexandrie. Cette décision accroît le tension entre les deux factions de l'opposition. Le Wafd accuse les Frères de collusion avec le gouvernement. Accusations en partie fondées puisque les unités scout des Frères servent à épauler des manifestations en faveur du Palais[129].

Ce procédé, qui consiste à participer aux côtés de forces politiques adverses à quelque manifestation, est un grand classique des Frères que l'on retrouvera par la suite. Il dénote la faiblesse relative du groupe et un état transitoire. La faiblesse une fois surmontée se signale par une prise de distance et une indépendance marquée du groupe. Les chiffres des effectifs de l'Association, rapportés par O. Carré et M. Seurat, montrent l'accroissement exponentiel du nombre de militants : en 1945, les Frères sont estimés à un demi-million de membres actifs et en 1946, ils seraient un million[130], soit

[127] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.44
[128] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.46
[129] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.28
[130] *ibid.*, p.21

une augmentation de 100%. A ces chiffres, il faut ajouter la masse des sympathisants au moins aussi nombreux.

L'Association est en pleine expansion et sait se positionner par rapport aux évènements et en tirer profit. Ainsi, lorsque le gouvernement annonce le début des négociations avec les Anglais, les Frères s'efforcent d'apparaître comme le porte-parole de la nation. Afin d'appuyer le verbe, les Frères descendent régulièrement dans les rues des grandes villes pour rappeler au gouvernement ses obligations envers son peuple et organisent des réunions publiques massives. A Alexandrie, la fin du mois de mai 1946 et les débuts du mois de juin sont marqués par des incidents. Les forces de l'ordre procèdent à des arrestations et les réunions publiques sont empêchées en juillet et août ; les prières du vendredi sont surveillées ; les scouts sont momentanément interdits. La crise, générée par des négociations qui n'aboutissent pas, atteint son paroxysme fin novembre 1946. Une révolte éclate dans tous le pays : on se livre à des autodafés de livres en anglais ; on brûle des arbres, des magasins ou des tramways. Depuis plus d'un mois, les Frères appellent au "boycott culturel" des Anglais. L'appel au boycott culturel qui dégénère en autodafé, illustre les tensions extrêmes qui existent entre l'occupant et le peuple égyptien, de même et surtout, il montre le registre sur lequel les Frères de Hassan al-Banna joue leur partition politique.

Finalement, en janvier 1947, le gouvernement égyptien décide de porter l'affaire devant le Conseil des Nations Unies. A noter que les Frères préconisent ce recours aux instances internationales dépuis 1946[131]. En septembre 1947, le Conseil de sécurité n'a toujours pas tranché la question égyptienne, en revanche, il vote le 29 novembre la partition de la Palestine. Cette dernière décision entraîne son lot de manifestations violentes au Caire et à Alexandrie et les Frères se mobilisent pour aller combattre en Palestine.

4.3. *Contextes régional et international : la récurrente question palestinienne*

A l'instar de la grande révolte palestinienne de 1936-1939, pour laquelle les Frères organisent des collectes d'argent et des manifestations de soutien à leurs frères

[131] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.51

Arabes [132], et interviennent par le biais des unités scout, la mobilisation de 1948 est vigoureuse[133]. Dès l'annonce de la partition, l'appel au jihad est lancé. Un bureau de recrutement sous l'égide des Frères et de la Ligue arabe est mis sur pied pour mobiliser l'opinion arabe et musulmane. Les unités scout et l'Appareil militaire secret de l'Organisation sont les premières unités de volontaires arabes à s'affronter aux milices sionistes dans le Néguev.

L'élan de solidarité est rapidement contré par les réticences du gouvernement égyptien qui sent la situation lui échapper. Tandis que les attentats contre les intérêts juifs et anglais se multiplient à l'intérieur du pays, le pouvoir commence à s'inquièter de la militarisation accrue des partisans des Frères. En janvier 1948, dans les collines de Mouqattam, à proximité du Caire, des armes et des explosifs sont saisis dans un camp d'entraînement des Frères. Ces derniers sont accusés de fomenter un coup d'Etat. La saisie ne se fait pas sans mal et les forces de sécurité doivent affronter les jeunes militants. En février, le coup d'Etat au Yémen, soutenu par les Frères, semble confirmer la dangerosité de l'Organisation et les intentions qu'on lui prête. En mars, le juge Ahmad Khazindar Bey est assassiné par deux membres de l'Appareil secret pour avoir condamné un jeune Frère. Ce dernier s'était attaqué à des soldats britanniques à Alexandrie[134]. Cette condamnation est perçu comme une trahison des intérêts de la nation égyptienne. Cette "trahison" s'ajoute à la capitulation du pouvoir égyptien dans le conflit en Palestine. En effet, le gouvernement refuse d'envoyer des renforts pour soutenir l'effort de guerre, alors que les futurs israéliens sont entrain de gagner la partie. La direction des Frères perd alors le contrôle sur ses activistes armés et les incidents se multiplient.

En octobre, une cache d'armes est découverte chez le cheikh Mohammad al-Farghali, chef des Bataillons des Frères pour la Palestine, et en novembre, c'est l'existence de l'Appareil militaire secret qui est révélé aux yeux du public par l'arrestation de certains de ses membres. Ce dernier épisode est connu comme "l'affaire de la jeep". Le 4 décembre, une manifestation étudiante à l'université du Caire tourne à l'affrontement avec les forces de l'ordre. Le commandant en chef de la police du Caire

---

[132] i*bid.,* p.15
[133] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.28
[134] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.162

est tué[135]. Le gouvernement réagit alors fermement et, le 8 décembre, le ministre de l'Intérieur, Noqrachi, décrète la dissolution de l'organisation des Frères musulmans. Le Quartier général est immédiatement cerné par la police et tous ses occupants sont arrêtés, à l'exception de Banna, et les biens de l'Organisation sont confisqués[136].

Banna, qui reste en liberté, met en garde le gouvernement contre les dangers qui le guette et demande la libération des chefs de l'appareil secret. La chaîne de commandement est rompue, dès lors les militants sont livrés à eux-même. Banna a perdu le contrôle de l'aile militaire et tente par des condamnations publiques des actes terroristes et ses mises en garde au gouvernement de limiter les dégâts. Rien n'y fait. Le 28 décembre, Noqrachi, qui se rend au ministère, est assassiné par balle. L'assassin, Abd al-Majid Ahmad Hassan, âgé de 23 ans, est étudiant en troisième année de médecine vétérinaire. Membre de l'Organisation des Frères musulmans depuis 1944, il est passé par les unités scouts, après quoi, sa formation accomplie, il devient membre de l'appareil secret. L'enquête judiciaire révèle que le jeune homme a agit en complicité avec un jeune cheikh de l'université d'al-Azhar, al-Sayyid Sabiq, et un jeune officier de police, un leader de deuxième rang de l'appareil secret des Frères, Ahmad Fouad[137]. On constate ici la profondeur de l'emprise des Frères sur les mentalités des futurs représentants de l'autorité dans la société.

Banna, qui n'a pas été incarcéré, à la différence de ses collaborateurs, est assassiné de la main de la police politique du roi Farouk, le 12 février 1949. La disparition du fondateur marque la fin d'une ère mais non la fin des Frères. L'Organisation est dissoute au sommet de sa puissance. On compte quelque 2000 antennes réparties à travers tout le pays et environ deux millions de Frères militants en 1948-1949[138].

Si, le succès de l'Association des Frères musulmans tient en premier lieu à l'Idée, l'islamisation de la politique, la mise en oeuvre de cette Idée n'en est pas moins responsable.

---

[135] *ibid.*, p.65
[136] *ibid.*, p.67
[137] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.74
[138] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.21

5. Structure de l'Organisation des Frères musulmans[139]

La Confrérie qui se construit par la base, se transforme rapidement en une Organisation performante et très ramifiée qui se dote des instances spécialisées nécessaires à une action efficace. La structure pyramidale et ramifiée de l'Organisation assure une communication efficaces, des instances dirigeantes à la base. Les organes spécialisés mettent en forme les politiques décidées par la direction et les adaptent aux milieux qui doivent les objectiver.

La structure de l'Association des Frères musulmans se compose de deux grandes parties : l'administration centrale avec ses instances exécutives, consultatives, administratives et ses organes spécialisés ; et l'appareil de terrain avec ses instances administratives et d'encadrement, les "branches" et les "familles". Grâce à cette structure en cascade les décisions prises par la direction sont relayées jusqu'aux militants qui évoluent au sein des "branches". Celles-ci qui consistent en un regroupement de "familles", ne sont pas limitées à l'exécution des directives de l'administration centrale mais ont toute latitude pour entreprendre dans le cadre de l'Idée.

5.1. *Al-mourchid al-amm*

La plus haute position est celle de mourchid al-amm ou Guide général ou encore Guide suprême. Pour être désigné à cette fonction, il faut avoir été membre du Conseil consultatif pendant au moins cinq ans et être âgé d'au moins 30 ans. Le Guide est élu parmi et par les membres du Conseil consultatif lors d'une réunion rassemblant au moins les 4/5 de ses membres et approuvé par au moins les 3/4 des présents. Ces conditions ne sont valables que lorsque la conjoncture politique le permet : le successeur de Banna, Hassan al-Hodaïbi, n'a jamais été membre du Conseil consultatif. Ce sont les conditions qui imposent à l'Organisation de se choisir un Guide au-dessus de tout soupçon. Les débordements des activistes et les assassinats perpétrés par l'Appareil secret à partir de 1948, suscitent la méfiance des gouvernants. Le juge Hassan al-Hodaïbi apparaît comme un faire valoir de bonne conduite ; la période

[139] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.163-175

nassérienne voit l'élimination des Frères et de toute organisation. La résurgence à partir des années 1970 se critallise autour des leaders des Frères des prisons comme Omar al-Telmessani, Moustafa Machhour, Maamoun al-Hodaïbi ou Mohammad Mehdi Akef et les militants de la première heure. Ils occupent les postes à responsabilité et se passent le flambeau de la direction par ordre d'ancienneté quand bien même dans les années 1980, le respect du règlement est possible. La passation de pouvoir ne se produit donc jamais selon le règlement mais se fait le jour même de l'enterrement du précédent guide par acclamation de la foule endeuillée. En 2004, la succession du Guide, Mamoun al-Hodaïbi, descendant/fils de Hassan al-Hodaïbi, incombe au Conseil de l'orientation[140]. On se rapproche des conditions prescrites par les statuts de l'Organisation. C'est la contestation grandissante des jeunes militants issus des rangs du mouvement étudiant des années 1970 qui obligent les anciens à négocier la succession en 2004. Le risque de perdre les forces vives de l'Organisation égyptienne est réel. Depuis 1996, certains d'entre eux, emmenés par Abou al-Ula Madi, ont fait sécession et tentent de créer leur propre parti[141]. L'élection de Mohammad Mehdi Akef au poste suprême en 2004 se devait de tenir compte de l'avis des factions des jeunes de l'Organisation. D'où ce poste de Vice-Guide dédoublé qui échoit à deux personnalités au militantisme actif, représentants de ce courant des quadragénaires et quinquagénaires, Khayrat al-Chater et Mohammad Sayyid Habib. Si ce n'est pas le Conseil consultatif, qui procède à l'élection du Guide mais le Conseil de l'orientation, cela est dû à la tension extrême qui règne avec le gouvernement de Hosni Moubarak. Les conditions de sécurité ne permettent pas de rassembler la centaine de membres du Conseil consultatif.

Le Guide suprême détient effectivement le pouvoir exécutif entre ses mains. Assisté de quelques personnes qu'il choisit parmi la quinzaine de membres du Conseil de l'orientation, il dirige le bureau exécutif ou Centre général[142].

5.2. *Majlis al-irchad*

---

[140] 11. 01. 2004, E. Salaheddin, Cairo, Reuters world report

[141] 19. 01. 1996, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood youths apply to set up political party*, text of report by Muhammad Jamal Arafah and Khalid Yunis ; published by Egyptian nexspaper al-Sha'b on 12th january

[142] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.23

Le Conseil de l'orientation est l'instance administrative la plus haute. Il est en charge de la politique du groupe et de son administration et est présidé par le Guide. Il est formé légalement de 12 membres, 9 du Caire et 3 des provinces, mais le Conseil peut compter jusqu'à 20 membres. Les membres du Conseil de l'orientation doivent avoir au moins 30 ans et avoir été membre du Conseil consultatif depuis au moins 3 ans. Ils sont élus par l'ensemble des membres du Conseil consultatif par vote secret.

Parmi les 9 membres du Caire sont choisis un délégué du Conseil de l'orientation, un secrétarie général et un trésorier. Les conseillers sont élus pour deux ans et rééligibles.

Concernant les décisions du conseil de l'orientation, les avis divergent quant aux modalités de leur validation. D'après O. Carré et M. Seurat[143], les décisions au Conseil de l'orientation sont prises à l'unanimité, quant à R. P. Mitchell, les décisions sont prises, selon lui, à la majorité absolue et s'imposent à tous les membres du Conseil. Une fois la décision prise et adoptée légalement, il n'est plus possible de la critiquer ou de s'y opposer. Toutefois, un débat peut être envisagé après trois mois ou avant si les conditions l'imposent.

Le Conseil décide des opérations de l'Organisation, supervise son administration, façonne et met en oeuvre sa stratégie.

5.3. *Majlis al-Chura*

Le Conseil consultatif est composé de 100 à 150 membres. Les membres doivent être des "membres actifs", troisième des quatre niveaux qualitatifs qui définissent le statut du militant au sein de l'Organisation, avoir au moins 25 ans et être membre de l'Organisation depuis au moins 5 ans. Chaque année 10 nouveaux membres sont élus pour siéger au Conseil et représenter leur régions.

Les prérogatives du Conseil consistent dans la supervision générale des programmes de l'Organisation et l'élection des membres du Conseil de l'orientation. Le Conseil, présidé par le Guide ou non, se réunit une fois par an au cours du premier mois de l'année hégirienne. L'ordre du jour de la réunion comprend : le rapport d'activités du Conseil de l'orientation pour l'année à venir ; le rapport d'activité de l'année passée ; le

[143] *ibid.*

budget pour l'année à venir ; et l'élection des nouveaux membres. Encore une fois, les modalités d'approbation ou non de la politique générale ne sont pas claires. R. P Mitchell explique qu'une majorité absolue des membres constitue un quorum mais ne précise pas le ratio des votes nécessaires à la validation ou son contraire. Cela renforce son caractère purement consultatif.

Des instances administratives chargées de la gestion technique de la politique du Conseil de l'orientation, les comités et les sections, viennent compléter le dispositif. Ils ont pour fonction de mettre en forme la politique du Conseil de l'orientation à destination des militants sur le terrain.

5.4. *Les comités*

Les comités sont chargés du fonctionnement administratif de l'organisation des Frères et directement reliés au Conseil de l'orientation. Ils sont au nombre de six : le comité financier dépend du trésorier ; le comité légal est chargé de défendre les Frères ; le comité politique étudie "les courants politiques, leur organisation interne et leur stratégie" dans le but de "définir la politique des Frères vis-à-vis d'eux" ; le comité des services s'occupe des besoins des Frères et de la manière de les satisfaire financièrement et matériellement ; le comité des fatwa ou opinions légales, fait connaître la position islamique des Frères ; le comité des statistiques tient un rapport d'activités des Frères et présente trois fois par an un rapport au haut commandement ; le comité de presse et de traduction s'occupe : 1° de la publication des journaux et magazines des Frères ; 2° de la collecte et de l'archivage de tout ce qui concerne les Frères dans toutes les langues ; 3° de la collecte et de la traduction de tout ce qui interresse le message.

5.5. *Les sections*

Les sections jouent un rôle majeur en terme de cohésion et de ferme engagement envers le mouvement des Frères. Celles-ci sont directement impliquées dans l'orientation psychologique des membres par le biais de leur endoctrinement idéologique.

Les sections s'attachent à développer spécifiquement l'Idée à l'usage des catégories sociales de la société égyptienne ou de groupes humains spécifiquement

formé pour servir l'Idée : c'est le travail d'objectivation de l'Idée en fonction du milieu social et de l'activité ou mission. A cet égard, la direction d'une section constitue un vrai pouvoir à l'intérieur de la structure du fait de l'influence sur les membres et sur la politique de l'Organisation.

Le deuxième volet de la fonction des sections, tout aussi important, est la propagation de l'Idée au delà des frontières et la recherche de partenariat au niveau international.

5.5.1. *Section de propagation du Message*

La section de propagation du Message a pour fonction l'organisation de la propagande à travers : les prêcheurs qui sont spécialement préparés pour les réunions publiques ; les publications de nature scientifique et culturelle ; la formation spirituelle, mentale et physique des Frères par le biais de conférences, publications et activités physiques organisées.

5.5.2. *Section de liaison avec le monde islamique*

La section de liaison avec le monde islamique est chargée : 1° de répandre le message de l'Islam et de la Confrérie à travers le monde islamique, par le biais des organisations nationales et islamiques existantes dans les pays musulmans ; 2° d'étudier les problèmes du monde musulman à la lumière des différents courants de pensée politique en coopération avec le comité politique ; 3° d'organiser une réunion annuelle avec les leaders et représentants du "mouvement islamique" dans le monde musulman, que ce soient des branches des Frères ou des organisations islamiques indépendantes, afin de chercher des moyens d'unifier les règles et les fonctionnements des diverses organisations. La section mènera sa mission en cherchant au préalable des informations sur les pays concernés et les actions menées par les différentes organisations participantes, en envoyant des missionnaires dans les différents pays et en accueillant des envoyés à son tour.

L'importance de cette section se traduit par la création de plusieurs comités chargés d'une zone géographique en particulier : l'Afrique du nord ; l'Afrique de l'Est et du Sud-ouest (Ethiopie, Somalie, Nigéria et Sénégal) ; la zone du Croissant Fertile

(Syrie, Palestine, Liban, Jordanie et Irak) ; la péninsule arabique (Arabie Saoudite, Yémen et les monarchies du Golfe) ; la Turquie, l'Iran, le Pakistan et l'Afghanistan ; l'Inde, Ceylan, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Chine. Un septième comité s'occupe des minorités islamiques des USA, de l'ex-URSS et de l'Europe.

Il ne se passe pas une semaine sans que des représentants d'organisations et des dignitaires de l'ensemble du monde musulman n'assistent à des réunions et ne prennent la parole. Les activités de cette section constituent en outre un pôle d'attraction pour les centaines d'étudiants du monde musulman, qui étudient à Al-Azhar ou dans quelque autre université égytienne. En tant que potentiels propagandistes et missionnaires pour la cause, une fois retournés dans leurs pays, ils sont chaleureusement accueillis et poussés à prendre part aux activités de la Confrérie. Ainsi, les étudiants syriens des années 1930 qui fondent peu après les premières sections des Frères en Syrie, de même pour les étudiants soudanais des années 1940, et les étudiants yéménites des années 1950 et 1960. Il en est d'autre bien plus célèbres, tel que Arafat ou le cheikh Yassine, membres des Frères pendant leurs études au Caire des années 1940 à 1960. Notons que, bien que dissoute, en 1948 et à nouveau en 1954, l'Organisation n'en continue pas moins de fonctionner et de faire des émules.

C'est l'ébauche d'un mouvement islamiste à l'échelle mondiale qui se dessine avec cette section. On comprend mieux d'où vient l'inspiration de Saïd Ramadan, dont on a évoqué le rôle pionnier pour la diffusion de l'islam militant en Europe et dont on rapellera, plus avant dans cet exposé, la contribution à la construction de l'Organisation internationale des Frères.

5.5.3. *Section des ouvriers et paysans*

La section des ouvriers et paysans, dans leur environnement respectif, fermes et campagnes, usines et villes, est chargée de susciter la création des conditions d'une atmosphère islamique ; de pousser les travailleurs à s'engager dans les syndicats pour défendre leurs droits ; d'organiser la coopération entre les travailleurs et les paysans ; d'étudier les problèmes de ces deux catégories sociales et les solutions éventuelles ; d'étudier les conditions d'exploitation de la terre et la production industrielle afin de promouvoir un système islamique ; de dispenser un enseignement aux paysans et

ouvriers afin d'élever leur niveau d'éducation, leur condition morale, sociale et sanitaire ; de former techniquement les leaders.

5.5.4. *Section des professions*

La section des professions a pour but de promouvoir, dans les actes et les paroles, une atmosphère islamique chez ses membres. La section est divisée en comités pour les docteurs, les ingénieurs, les avocats, les professeurs et enseignants, les commerçants, les agriculteurs, les travailleurs sociaux les journalistes et les fonctionnaires. Deux comités revêtent une importance particulière, celui des professeurs et enseignants, et des fonctionnaires, du fait de leur représentation numérique supérieure aux autres professions et du fait de leur capacité à façonner les opinions et à se faire les promoteurs d'une nouvelle génération de musulmans. Là encore, ce sont les années 1980 qui verront les Frères assumer un contrôle croissant des syndicats professionnels grâce à cette génération d'étudiants des années 1970, arrivée à maturité dans les années 1980.

5.5.5. *Section des étudiants*

La section des étudiants est responsable de la promotion d'une atmosphère islamique dans le système scolaire égyptien, selon les mêmes termes que pour les travailleurs agricoles et ouvriers ; et chargée d'aider les étudiants à tirer un profit maximum de leurs études académiques et de leur loisir, en particulier les vacances d'été. Aider les étudiants à optimiser leur apprentissage académique et à se préparer aux examens, et fournir des activités extra-scolaires sont des constantes des mouvements islamistes, dans la droite ligne de la politique des Frères.

Les années 1970, de la présidence de Sadate, sont propices à la manipulation de la masse des étudiants, générée par l'époque nassérienne. Ces derniers, confrontés au chômage et à la frustration d'un quelconque rôle politique, sont sensibles aux thèses des islamistes et aux solutions concrètes que ceux-ci leur apportent. Tout au long de l'histoire des Frères, les étudiants joueront un rôle de premier plan. Ainsi, le représentant de l'Organisation à l'université du Caire, Moustafa Moumin, mène les

manifestations étudiantes de 1946[144] ; en juillet 1947, il se rend au siège des Nations unies, à New York, et se manifeste au nom des Egyptiens pour l'indépendance de son pays[145] ; en novembre 1947, après le vote du Conseil de sécurité de l'ONU, c'est M. Moumin qui représente les Frères au "Comité de la Vallée du Nil", formé pour soutenir financièrement et matériellement les Palestiniens et lever des unités combattantes[146] ; enfin, après la dissolution de l'Organisation en 1948, c'est encore lui qui négocie avec le ministre de l'Intérieur du gouvernement wafdiste, Siraj al-Din, pour obtenir le rétablissement des activités des Frères fin 1951[147]. Le rôle de plus en plus important joué par Moustafa Moumin, représentant des Frères à l'université et de ce fait leader de la composante étudiante de l'Organisation, destine ou du moins prédispose celui-ci aux plus hautes fonctions. Les autres prétendants à la succession de Banna ne s'y sont pas trompés, notamment Saïd Achmaoui, chef de l'organisation militaire secrète, qui le fait évincer et le prive de tout espoir de postuler au poste de Guide suprême.

De la même manière, les leaders étudiants des Gamaa islamiyya, dans les années 1970, se retrouvent au plus haut niveau de l'organisation des Frères musulmans dans les années 1980 et 1990 ; pour ne citer que les plus connus, que l'on retrouvera plus avant dans cet exposé : les médecins Essam al-Din al-Aryane, aujourd'hui membre du Conseil de l'orientation, Abd al-Mounim Abou-l-Foutouh, et Ibrahim al-Zaafarani.

5.5.6. *Section d'entraînement physique et des scouts*

La section d'entraînement physique et des scouts est séparée en deux sections indépendantes bien que leur objectif soit le même : l'entraînement physique en plus de la formation spirituelle et intellectuelle. Toutefois, les prérogatives des sections scouts et l'engagement de ses membres constituent un échelon supérieur de dévotion à l'Organisation.

Les unités scouts sont peut-être la plus ancienne institution créée par Banna et intégrée à l'Organisation. L'idée trouve sa source dans la Tradition prophétique selon laquelle un corps sain est inséparable d'un esprit sain. Dès les premières années, à

---

[144] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.46
[145] *ibid.*, p.51
[146] *ibid.*, p.56
[147] *ibid.*, p.81

Ismaïliyya, Banna organise des excursions de groupe pour l'entraînement physique et pour développer les capacités de survie. En mars 1935, l'organisation du mouvement scout est calquée sur le modèle du mouvement national des scouts égyptiens et il est conçu comme un bras du quartier général des Frères. Une direction, chargée de superviser et d'unifier les différentes unités locales, est nommée à sa tête[148].

A partir de 1939, c'est un officier de l'armée à la retraite, Mahmoud Labib, qui prend en charge l'entraînement des unités scout. La nouvelle politique de l'Organisation consiste à les doter d'une direction spécialisée. Pour cela, des éléments sont choisis et soumis à un entraînement spécifique déstiné à les préparer à assumer ces fonctions. Chaque branche est désormais tenue de former des unités scouts d'au moins dix hommes qui seront entraînés pendant trois ans. A la tête de la désormais institution scout, un Haut-comité de sept personnes, présidé par Banna et secondé par Mahmoud Labib, supervise les activités des unités. Les années de la seconde guerre mondiale voient un accroissement important des effectifs et l'Organisation dispose bientôt des groupes de jeunesse les plus efficaces et les plus puissants de l'ensemble des forces politiques. Banna qui est resté jusque là à l'écart du mouvement national scout, décide d'enregistrer les Frères scouts officiellement auprès du ministère. Cela leur permet de bénéficier d'avantages non négligeables tels que l'achat d'uniformes à un coût réduit ou l'utilisation des infrastructures du mouvement national. En outre, cela ouvre la possibilité d'une influence idéologique et politique au niveau du Conseil national scout[149].

La conception du scoutisme selon Banna a plusieurs facettes : les activités traditionnelles que sont la marche et le camping ; la protection de l'Organisation et des manifestations publiques ; mais aussi et surtout le service de l'intérêt public.

5.5.7. *Section des Soeurs musulmanes*

La section des Soeurs musulmanes voit le jour dès les débuts du mouvement à Ismaïliyya. H. al-Banna fait savoir la place qu'il accorde aux femmes dans le processus de réforme islamique, car pour que ce processus ait du succès, il doit commencer par l'individu dans le contexte familliale. La mère est donc un instrument premier de la

---

[148] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.201
[149] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.202

réforme. En 1933, la création de l'Institut pour les mères des croyants à Ismaïliyya constitue la première branche des Soeurs musulmanes. Mais le mouvement féminin n'a jamais connu l'essor de son homologue masculin. Il faut attendre 10 ans pour voir émerger une direction et c'est en 1944 qu'est fondé un quartier général. En 1948, à l'apogée de la puissance des Frères, les Soeurs musulmanes compte 5 000 membres. Elles s'illustreront lors des procès de 1948-1950 par leur soutien aux familles des accusés et emprisonnés. Elles seront une force non négligeable dans les programmes éducatifs et médicaux de l'Organisation. Le problème majeur des Soeurs musulmanes en dehors du fait qu'elles n'arrivent pas à se développer, est qu'elles n'attirent pas les classes éduquées et sont perçues comme un retour à la tradition du harem.

5.6. *L'appareil de terrain*

La transmission des programmes élaborés par les sections incombe à l'appareil administratif de terrain chargé de faire le lien avec les militants. Ces derniers sont regroupés au sein du système dit des "branches" divisées en "familles". Les unités administratives de terrain sont les canaux par lesquels la voix du haut-commandement est transmise aux membres opérationnels. Elles assurent la cohésion entre ces derniers et la direction.

Il existe un bureau administratif pour chaque province selon le même découpage que celui adopté par l'Etat. Chaque province est ensuite divisée en districts pour lesquels il existe autant de bureau administratif. Chaque district est divisé à son tour en branches qui sont divisées en familles. C'est ce système en cascade qui permet la transmission efficace des directives de la direction centrale dans le cadre d'une communication continue et suivie entre l'appareil central et les structures d'encadrement sur le terrain.

5.6.1. *Les bureaux administratifs de terrains*

Ceux-ci sont gérés par un conseil composé d'un président, d'un délégué, d'un secrétaire, d'un trésorier et d'un représentant du Conseil de l'orientation. Les membres du conseil sont nommés/approuvés par le Conseil de l'orientation. Les bureaux du district sont, de la même manière, gérés par un conseil composé d'un président,

généralement celui de la branche la plus importante du district, sinon un membre désigné par le Conseil de l'orientation, des chefs des branches du district, des chargés des activités les plus importantes dans le district, d'un secrétaire et d'un trésorier désignés par les chefs des branches.

5.6.2. *Le système des branches*

Les branches constituent les premiers regroupements de membres et les unités administratives de base. Les affaires des branches sont prises en main par un conseil d'administration. Celui-ci, à l'exception de son président, désigné par le Quartier général du Caire, est élu par une assemblée générale, composée des membres des branches dûment enregistrés et qui se sont acquités du paiement de leur adhésion. L'assemblée générale se réunit une fois par an et élit tous les deux ans les membres de son conseil d'administration.

Les branches peuvent être considérés comme un quartier général en miniature. Elles sont libres d'élaborer leur propre programme selon un schéma identique à celui du Quartier général. En effet, les branches comprennent une section de propagande du message, une section pour les scouts et selon leur moyen, une pour les étudiants, les travailleurs agricoles ou les ouvriers et les professions libérales. Chaque branche doit avoir une bibliothèque sinon une salle de lecture pour encourager et appuyer les programmes d'éducation. Dans les branches les plus importantes, on peut trouver un service de dispensaire, voire une clinique.

La division en branches concernent aussi les universités[150]. Le chef de la branche des universités est celui qui est reconnu par les Frères des universités. Cette position est l'assurance d'accéder aux plus hauts échelons de la hiérarchie comme on l'a illustré plus haut. Le leader de cette branche joue en outre un rôle important vis-à-vis du pouvoir en place. Moustafa Mumin dirige la branche des universités de 1946 à 1948. Son successeur Hassan Duh, à partir de 1951, soutien dans un premier temps la révolution des Officiers libres avant de s'y opposer. Il sera l'un des premiers leaders des Frères à subir les attaques de Nasser.

[150] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.180

Les leaders des facultés sont directement responsables devant le leader des universités. Les facultés sont ensuite divisées en groupes, représentants chacune des quatre années de scolarité. Les leaders de chacun de ces groupes sont à leur tour responsables devant le leader de leur faculté. Ce système en cascade constitue une organisation efficace des Frères des universités en unités suffisamment petites pour être rassemblées rapidement et en nombre suffisamment important pour mener des actions dans les différentes facultés. Les communications entre les facultés incombent au leader des universités. Cette capacité de communication centralisée est un des atouts majeurs des Frères dans les facultés.

5.6.3. *Le système des familles*

Le système des familles est perçu par l'Organisation comme la réalisation effective par les membres du sens de l'Islam et conçu comme un instrument éducatif fondamental. Les "familles" se composent de 5 à 10 individus et visent à renforcer objectivement les liens entre les membres et à accroître le dévouement aux objectifs de l'Organisation. C'est à partir du système des "familles" que Banna tente de mettre sur pied les "bataillons des partisans de Dieu" en 1936-1937[151]. Le procédé sera progressivement amélioré et les "familles" constitueront le réservoir des unités scouts et de l'appareil secret. La chaîne de commandement décrite plus haut, la capacité opérationnelle et les idées qui sont transmises aux membres constituent le vrai pouvoir de l'Organisation. Avec les scouts et l'organisation secrète, le système des "familles" est l'instrument qui doit permettre de réaliser la vision du futur.

Le haut-commandement du système des familles ou Section des familles siège au quartier général des Frères et emet les directives les concernant. Celles-ci se répartissent en trois catégories : individuelle, sociale et financière. Les tâches individuelles consistent en l'accomplissement strict des devoirs religieux ; l'interdiction des jeux d'argent, de la boisson alcoolisée, de la pratique de l'usure ou de l'adultère ; l'effort constant pour islamiser le contexte familiale ; et la réaffirmation incessante de la loyauté et du dévouement à l'égard de l'Organisation, ses principes et ses chefs. Socialement, les Frères doivent se réunir impérativement une fois par semaine en

---

[151] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.196

dehors du quartier général de la branche dont ils dépendent, par exemple à tour de rôle chez l'un des membres ; se réunir au moins une fois par mois en plein air, partager un repas et passer la nuit ; prier ensemble à la prière du Vendredi et si possible durant la prière du matin et du soir. Financièrement, les membres des familles doivent contribuer à une caisse commune. 20% de celle-ci revenant à la Société de l'assurance social islamique.

En matière d'endoctrinement ou d'islamisation la littérature mise à disposition des membres tend à faire apparaître une personnalité islamique qui doit s'exprimer aussi bien en matière de religion, d'éthique, de société, d'économie que de politique. C'est la conviction que la réforme de l'Egypte et de la nation islamique passe par celle de l'individu. Cette vision de la réforme du monde islamique est qualifiée "d'islamisation par le bas". L'objectif visé est l'établissement d'un Etat islamique régi par la norme islamique tirée de l'étude des textes sacrés.

6. Mise en oeuvre des différents ascpect de l'Idée

La faiblesse des mondes arabe et musulman est manifeste en ce début de XXè siècle. La colonisation, britannique ou française, en est la manifestation la plus évidente et humiliante. Cette faiblesse tient, selon les réformistes, au fait que l'on s'est écarté du Message du prophète Mohammad. Dès lors, la première mesure qui s'impose, sur la voie de la renaissance, est la ré-islamisation des mentalités, un retour aux sources de l'Islam pour un retour à la pureté du Message. Il ne suffit toutefois pas de ré-islamiser les mentalités. La renaissance souhaitée doit s'appliquer à tous les domaines de la vie de la société : politique, social et économique. Les moyens de cette renaissance passent par l'éducation ou islamisation des mentalités, le travail social et humanitaire, et l'action armée. Cette stratégie tout en étant de conquête est simultanément de nécessité. Ecoutons Banna faire le constat des réalités vécues par l'Egyptien pour n'en suggérer que mieux les moyens du changement : "(...) Plus de 60% des Egyptiens vivent dans des conditions inférieures à la vie des animaux, ils ne trouvent leur nourriture qu'en s'éreintant, l'Egypte est menacée de famine mortelle, exposée à des

problèmes économiques qui n'ont de solutions qu'auprès de Dieu. Il y a en Egypte plus de 320 sociétés étrangères qui monopolisent les ressources publiques (...) Le commerce et l'industrie, et toutes les entreprises économiques, sont entre les mains des étrangers usuriers qui spéculent sur la richesse foncière qui, à la vitesse de l'éclair, s'échappe des mains des nationaux. L'Egypte est le pays du monde où il y a le plus de maladies contagieuses et de tuberculose, et plus de 90% des Egyptiens sont exposés à des déficiences osseuses, à la perte de la vue (...) ; et jusqu'à aujourd'hui l'Egypte est analphabète, les scolarisés ne représentent qu'un cinquième de sa population (...) Et tous ces maux se trouvent dans tous les pays musulmans. Aussi est-ce votre objectif d'agir pour réformer l'enseignement, lutter contre la pauvreté, l'ignorance, la maladie, la criminalité et pour établir une société modèle se référant à la Loi islamique"[152].

Le constat est sévère. Il paraît claire, du moins pour Banna et ses adeptes, que les systèmes d'idées importés en Egypte et par delà dans tous les pays musulmans, ont échoué. Ils sont de plus corrompus, relativement au système de valeur des musulmans qui condamne l'usure. Le seul remède est donc un système de gestion de la société qui trouve ses racines dans l'Islam.

Le mérite des Frères est bien de se donner les moyens d'agir et de venir en aide concrètement aux Egyptiens, selon la devise du fondateur : "A nous (les Frères) l'action, à Dieu la gloire "[153]. Les Frères sont les agents de la gloire de Dieu. Afin de remplir leur mission et d'honorer leur contrat, ils mettent au point des politiques sociale, humanitaire et économique adaptées aux besoins, ainsi qu'une organisation militaire pour combattre l'occupant.

6.1. Education et information

Comment combattre les maux de l'Egypte sans passer par l'éducation et l'information des égyptiens ? L'éducation pour former les générations futures de musulmans conséquents et l'information pour éduquer l'opinion publique et l'instruire de l'action des Frères. Dans le programme de réforme social des Frères, l'éducation occupe donc une place prépondérante. Les efforts constants pour recruter des

---

[152] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.46-47
[153] O. Carré et M. Seurat*, op. cité*, p.12

professeurs et des étudiants sont naturellement liés à la perception qu'entre leurs mains réside le "futur de la culture en Egypte".

Pour Sayyid Qotb : "la renaissance islamique ne peut se faire seulement par le biais de la loi (...) ou par l'établissement d'un système social sur la base de la philosophie islamique. Cette démarche n'est qu'un des deux pilliers sur lesquels l'islam doit toujours s'appuyer pour se construire. L'autre consiste à produire un état d'esprit imprégné de la théorie islamique de la vie pour assurer la permanence de forces extérieures conduisant à cette forme de vie et la cohérence de la législation sociale, religieuse et civile... La méthode pour établir cette philosophie réside naturellement dans l'éducation"[154].

6.1.1. *Enseigner les sciences profanes et religieuses*

Sécularisation et incohérence du système scolaire égyptien, un niveau d'éducation très bas et le manque d'infrastructures, sont les principales préoccupations des Frères. Ils tentent d'y remédier de deux manières : 1° en faisant de la propagande et en manifestant pour demander des réformes du système éducatif ; 2° en créant des structures d'enseignement supplémentaire, voire alternatives.

Dès 1935, les Frères organisent des réceptions pour les parlementaires et envoient des délégations auprès du Premier ministre et du ministre de l'Education. Ces occasions visent à promouvoir la réintroduction de la religion dans les écoles publiques, prélude à une réforme de fond de l'éducation nationale sur des bases nationale et islamique. Les Frères s'élèvent en particulier contre le fait que le gouvernement égyptien, dont la religion officielle est l'islam, accepte que les écoles missionnaires chrétiennes fonctionnent librement, tandis qu'il interdit l'enseignement de l'islam dans les écoles d'Etat et qu'on y enseigne l'histoire européenne plutôt qu'islamique.

En 1938, le ministre de l'Education, Mohammad Husseïn Haïkal, propose au recteur d'al-Azhar un programme pour unifier l'éducation religieuse et profane. Les Frères se joignent au débat public ainsi généré. Une lettre au ministre de l'Education expose le point de vue de l'Organisation, dont la substance sera source d'inspiration pour le futur. L'irruption de l'enseignement séculier occidental à côté de l'enseignement

---

[154] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.284

traditionnel du type de celui d'al-Azhar a créé une situation de conflit entre deux groupes. Celle-ci est dangeureuse pour une nation qui cherche à "renaître" puisque c'est "d'unité culturelle" dont elle a le plus besoin. La voie choisie par l'Iran et la Turquie, et que les sécularistes dans ce pays appellent de leurs voeux, ne peut être empruntée en raison des liens indestructibles qui existe entre l'islam et l'Egypte. Les "gens religieux" se trompent s'ils croient qu'ils peuvent se débarrasser des démons du sécularisme en les ignorant. Ce dernier ne pourra être neutralisé que par la maîtrise des domaines de la "science et de l'enseignement".

En conséquence Banna propose que l'éducation ne soit ni exclusivement islamique ni totalement laïque, mais qu'elle mélange harmonieusement un caractère religieux et moral, et un enseignement scientifique afin qu'il n'y ait plus ce clivage qui veut que "ceux qui ont étudié la religion ne dirigent pas, et ceux qui dirigent ne connaissent rien à la religion".

Ces idées exprimées par Banna demeurent, après sa disparition, le coeur du message des Frères concernant l'éducation. Toutefois, le côté islamique est quelque peu dilué et en 1952 les suggestions s'expriment en terme "d'éducation pour tous" afin de susciter une "nouvelle génération" imprégnée d'un "esprit religieux, moral et patriotique". En outre, un effort doit être fait afin de reécrire l'histoire nationale et en "éliminer les influences impérialistes et orientalistes". Dans un deuxième temps, et en cohérence avec la mèthode prescrite par Banna, les Frères soutiennent les "instituts et universités" dans leurs besoins en "bibliothèques, laboratoires et instruments de recherches" afin que l'Egypte se dote des moyens d'une "renaissance scientifique" qui soutiendra sa "renaissance économique et sociale"[155].

6.1.2. *Occuper les espaces laissés vacants par l'Etat en matière d'enseignement*

En cohérence avec leurs préoccupations concernant les activités éducatives missionnaires et pour aider, dans la mesure de leurs moyens, à lutter contre l'illétrisme, les Frères organisent un système éducatif. A Ismaïliyya, après avoir fondé une mosquée, la jeune organisation ouvre une école pour les garçons puis une autre pour les filles. Avec le développement de l'Organisation, ce schéma se répète partout.

[155] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.286

Ce n'est pourtant qu'après la deuxième guerre mondiale qu'un réel système scolaire peut être mis en place, non seulement en raison de l'afflux d'adhérents qui en ont besoin, mais aussi de ceux qui sont capables de dispenser un enseignement, les professeurs et les étudiants. En mai 1946, l'Organisation crée "le comité pour la fondation d'écoles primaires et secondaires pour les garçons et les filles". Le mois suivant c'est, "le comité pour la culture" qui voit le jour. Celui-ci doit soutenir les activités du "comité pour l'éducation" déjà existant. Ces trois instances sont chargées des activités éducatives de l'Organisation.

6.1.2.1. *Financement de l'action éducative*

Les écoles sont financées de différentes manières. Les branches auxquelles elles sont rattachées assument, dans la mesure de leurs moyens, l'entretien des locaux, c'est l'arrangement de base. Celui-ci se voit complété par des donations. Des membres de l'Organisation ou non, contribuent de manière importante à l'effort de l'Organisation. Le journal des Frères musulmans, jaridat al-Ikhwan al-Mouslimin, daté du 25 juin 1946, rapporte la nouvelle d'une contribution de 5 000£E, assortie d'une promesse de 1 000£E supplémentaires toutes les dix nouvelles écoles ouvertes par l'Organisation[156].

L'Etat constitue, par période, une source de contributions. A partir de l'automne 1946, le ministre de l'Education, Mohammad Hassan al-Achmaoui, engage l'administration de l'Etat dans le soutien à un programme de l'Organisation pour lutter contre l'illétrisme. l'Etat prend en charge chaque étudiant éduqué par l'Organisation à hauteur de 75 piastres et fournit les livres et le matériel ; un premier tiers est payé une fois qu'il a été vérifié que : l'étudiant à entre 12 et 18 ans, qu'il assiste régulièrement à la classe, que l'école est située dans un lieu sain et qu'il y a des enseignants. Le ministère paie le restant de la somme promise lorsqu'il est constaté que les écoles fonctionnent de manière satisfaisante. L'étudiant est enregistré, renseignements divers et photo à l'appui, par l'Organisation et le ministère. Le fait que le ministre soit un ami proche de l'Organisation et qu'il partage ses idées a probablement contribué à cette coopération.

Enfin, les activités commerciales et entrepreunariales des Frères permettent de créer une nouvelle source de financement par la vente de participations au capital. En

[156] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.287

1946, une société à capitaux illimités est créée au Caire pour aider au financement des écoles. Dès la première promotion pour la vente des 8 000£E de capital en actions de 2£E, la moitié du capital est souscrite. En 1948, une société similaire est fondée à Alexandrie et dotée d'un capital de 4 000£E. Lorsque l'Organisation est dissoute fin 1948, la société alexandrine en question a ouvert un jardin d'enfants, une école primaire et une école secondaire[157].

6.1.2.2. *Un enseignement ciblé*

L'enseignement proposé par les Frères est adapté aux besoins. Les premières années de l'école primaire, l'enseignement se concentre sur la religion à l'instar des traditionnelles kuttab. Les années suivantes, les fondamentaux, lecture et écriture, sont dispensés.

Des cours du soir sont organisés pour les travailleurs. Dans les campagnes, ce sont les étudiants en agriculture qui distillent quelques bons conseils, tandis que les étudiants en économie instruisent les ouvriers des subtilités syndicales. Les jeunes entrés très/trop tôt dans la vie active se voient proposer des formations aux métiers du commerce ou de l'industrie. Les écoles pour les "mères des croyants" complètent le dispositif. Ces dernières illustrent l'idéal des Soeurs musulmanes : les mères sont la source première du caractère et de l'apparence de l'enfant ; et les femmes qui comprennent vraiment leur religion seront vraiment des musulmanes et seront par conséquent vraiment émancipées. Les enseignantes sortent des rangs des Soeurs. Enfin, les Frères, qui cherchent à influencer les futurs cadres du privé comme de l'Etat, organisent une préparation aux examens de la fonction publique et un tutorat pour ceux dont la réussite universitaire est en jeu. Pour tous ses services, l'Organisation fait appel à ses membres, professeurs d'université, enseignants du primaire et du secondaire, ainsi qu'à des étudiants. Ces intervenants contribuent bénévolement à la lutte contre l'illétrisme et à la promotion des idées de l'Organisation.

Peu d'informations sont disponibles sur la nature du curriculum des écoles de l'Organisation. Globalement, il suit celui du système national égyptien en insistant sur

[157] *ibid.*, p.288

les matières islamiques et l'héritage égyptien. L'anglais est la première langue étrangère enseignée.

De même, il existe peu de données concernant le nombre d'étudiants passés par les écoles de l'Organisation ou le nombre d'écoles. En 1948, Banna prétend que chacune des 2 000 branches de l'Organisation dispose de plusieurs écoles. En 1953, un étudiant de l'Organisation qui enquête sur la zone du Caire-Giza, dénombre 31 écoles, principalement des jardins d'enfants et des cours du soir, pour 3 500 étudiants. Ces chiffres doivent être replacés dans le contexte de l'après 1948 et de la dissolution de l'Organisation. Mais, tous les quartiers ne sont pas aussi mal lotis, même après 1948. Dans le quartier de Abbasiyya au Caire, les jeunes des écoles de l'Organisation portent un uniforme et ont droit à un service de bus scolaire[158].

6.1.3. *L'Information*

Banna connaît l'utilité de la presse à la fois pour diffuser son message et répondre aux défis de ses adversaires. Il pense très tôt à doter l'Organisation d'un organe de presse. En son temps, la presse apparaît en outre comme une des possibilités d'économie islamique ; il devient alors le deuxième plus grand projet entrepris par l'Organisation.

6.1.3.1. *"La voix du Message de la vérité, de la force et de la liberté"*

Les débuts éditoriaux des Frères sont modestes. Ils commencent par une "Lettre d'information", "La Lettre du Guide général", éditée à deux reprises en décembre 1932 et janvier 1933. Quelques mois plus tard, en mai 1933, Banna s'associe avec Muhibb al-Din al-Khatib, propriétaire de la librairie Salafiyya et éditeur du célèbre Majallat al-Manar, "le Phare", de Rachid Rida, pour produire un hebdomadaire, le Majallat al-Ikhwan al-Mouslimin, le magazine des Frères musulmans. Premier véritable organe de presse de l'Organisation, on peut lire, sur le haut de la couverture, ces mots : "La voix du Message de la vérité, de la Force et de la liberté". L'hebdomadaire paraît pendant quatre ans et est remplacé, en 1938, par un hebdomadaire politique, al-Nadhir, l'avertisseur.

[158] Zaki, *Ikhwan*, p.150-151, cité par R. P. Mitchell, p.289

6.1.3.2. *La presse au service du combat politique*

Cet hebdomadaire signe, selon Banna, l'entrée dans le combat politique, à la fois avec les forces politiques en présence dans le pays mais aussi en interne. En effet, en 1939, se produit une scission au sein de la Confrérie avec l'apparition des Jeunesses de Mohammad, dont Muhib al-Din fait parti, emmenant avec lui le magazine. Le magazine n'est de toute manière pas une entreprise rentable, il ne compte qu'un petit nombre d'abonnés et ne suscite pas l'enthousiasme des lecteurs.

L'Organisation ne reste pas longtemps sans organe de presse puisqu'elle hérite bientôt de la voix de la Salafiyya, la revue al-Manar. Après la mort de Rachid Rida en 1935, trois numéros sortent jusqu'en 1939, puis sous la houlette de Banna se sont six de plus qui voient le jour jusqu'en 1941 avant que le gouvernement, qui cherche à contrer l'Organisation, ne lui retire sa licence de publication[159]. Dans le même temps c'est un magazine hebdomadaire provincial, al-Taarruf, l'informateur, en passe de devenir une autre voix officielle de la Confrérie, qui est interdit.

Dans le cadre des accords passés avec le gouvernement wafdiste qui arrive au pouvoir en 1942, les Frères peuvent reprendre partiellement leurs activités de presse. En août 1942, un magazine hebdomadaire d'information appelé simplement al-Ikhwan al-Mouslimin paraît comme le principal organe de presse des Frères, durant les quatre années suivantes. A partir de mai 1946, c'est un quotidien, Jaridat al-Ikhwan al-Mouslimin, le journal des Frères musulmans, qui prend sa place jusqu'en décembre 1948, date à laquelle l'Organisation est dissoute. Le quotidien constitue l'aboutissement de la maturation des Frères. En novembre 1947, commence à paraître le Majallat al-Chihab, le Météor, un mensuel. Perçu comme l'organe de presse de Banna, il se veut plus intellectuel, sur le modèle d'al-Manar, et expose des points de vues islamiques.

6.1.3.3. *Périodes de crises et activités de presse clandestines*

Entre 1948 et janvier 1954, l'Organisation n'a plus d'organe de presse officielle. C'est en mai 1954, après les crises internes à répétition et celles qui suivent la révolution de 1952 avec la junte militaire, que l'Organisation reprend ses activités

---

[159] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.186

éditoriales de presse avec un journal hebdomadaire, le Majallat al-Ikhwan al-Mouslimin. Cet hebdomadaire qui paraît jusqu'en août 1954, compte un total de 12 numéros. La tension qui grandit entre le gouvernement militaire et les Frères ne permet plus une activité normale.

Entre 1953 et 1954, avant la parution de son hebdomadaire Majallat al-Ikhwan, l'Organisation communique avec ses membres à travers des lettres d'information, intitulé Ila al-Ikhwan, "Aux Frères" ; et tout au long de son histoire, l'Organisation, lorsque la crise est à son comble avec le régime, utilise des publications secrètes, en 1948-1949 et en 1954.

L'activité journalistique des Frères sert plusieurs fonctions : la pure information, mais surtout la propagande en direction de l'opinion publique, le compte rendu de la politique de l'Organisation pour ses membres et la diffusion de ses idées, la communication entre les différentes organisations.

Si l'illétrisme et l'information sont deux paramètres de l'équation pour la renaissance de l'Egypte, ils peuvent aussi jouer un rôle plus concret dans le combat contre les problèmes sociaux et de santé. En matière de santé, le problème est aussi bien de nature structurelle, qu'il manifeste un manque d'éducation et d'information. C'est à partir du début des années 1940 que les scouts commencent à servir la politique caritative et sociale du mouvement. Ainsi, à partir de 1943, les scouts contribuent-ils à mettre en oeuvre dans les campagnes un programme d'actions caritatif, social, sanitaire et éducatif.

6.2. Les activités humanitaires

Celles-ci résultent des préoccupations sanitaires et caritatives de Banna. Les Frères mettent en place des programmes d'intervention, se lancent dans la construction d'infrastructures et le recrutement de personnel. Ces initiatives ont tendance à bénéficier aux urbains, milieu dont les Frères tirent la masse de leurs militants, au détriment des campagnes.

6.2.1. *Le rôle essentiel des scouts*

Les scouts sont chargés d'instruire les populations en matière de santé et d'hygiène, et d'apporter une aide médical dans les campagnes. Ils s'occupent de maintenir la propreté dans les rues des villages, poussent les villageois à profiter des services hospitaliers et sont capables de dispenser les premiers soins. Ces activités sont un des aspects du programme social dont sont chargés les scouts, à partir de 1943, dans les villes et villages. Bien que ce type d'activités passent progressivement sous la responsabilité de la section médicale de l'Organisation, les scouts demeurent les médiateurs les plus adéquats pour évoluer en milieu rural et prendre en charge ses problèmes de santé.

Ce sont eux qui en 1945 et 1947 contribuent à enrayer les épidémies dans les zones sinistrées, en collaboration avec les services du ministère de la santé. En effet, lors des épidémies de malaria et les inondations de 1945, phénomènes récurrents sur les bords du fleuve, notamment dans la région du Delta, les scouts assistent les autorités auprès des populations. De même en 1947, lors d'une épidémie de choléra en Haute-Egypte. Cette collaboration, avec le gouvernement wafdiste des années de la seconde guerre mondiale, se fait sous l'impulsion de l'aile conservatrice du Wafd, emmenée par Fouad Siraj al-Din. Celui-ci, alors ministre de l'Agriculture du gouvernement de Nahhas, imposé par les Anglais au début de l'année 1942, contribue au développement du mouvement des Frères dans les campagnes, notamment pour contrer le communisme[160].

6.2.2. *La section médicale*

L'initiative des Frères qui prend de l'ampleur pousse, en novembre 1944, les médecins membres de l'Organisation à créer une section médicale. Les objectifs consistent à ouvrir des dispensaires, des cliniques et des hôpitaux, à intensifier le programme d'information en matière d'hygiène et à accroître le niveau de la santé publique. Le premier dispensaire ouvre ses portes à cette époque, dans les bureaux d'un des docteurs et membre de l'Organisation les plus éminents, Mohammad Ahmad Soleïman, avant de se transférer un mois plus tard dans les locaux du Quartier général au Caire. En 1946, le dispensaire dispose d'un local propre, séparé du Quartier général,

[160] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.27

et doté d'une pharmacie dirigée par un pharmacien agréé. Le dispensaire devient rapidement un petit hôpital dans lequel 21 677 patients sont traités en 1945, 29 039 en 1946 et 51 300 en 1947. Au moment de son ouverture, de plus petites cliniques ouvrent leurs portes et en 1948, le budget annuel de la section est de 23 000£E.

Entre 1948 et 1950, les cliniques doivent cesser leurs activités. En 1953, on affrme que chaque province d'Egypte dispose d'un dispensaire et que soixante cliniques au Caire ont traité 100 000 patients. En janvier 1954, le gouvernement de la révolution prend la direction de toutes les cliniques en activité[161].

6.2.2.1. *Services socio-caritatifs*

La section médicale, bien que conçue de manière indépendante, est rapidement intégrée à la section des services sociaux, créée en 1945, en remplacement du bureau d'assistance sociale en accord avec la loi n°49 de 1945. Cette loi place les activités socio-caritatives des Frères sous la supervision du ministère des Affaires sociales. La nouvelle section est dotée de sa propre hiérarchie, indépendamment de l'Organisation, afin de bénéficier des subventions de l'Etat. Dans le même temps Banna crée un cadre légal plus apte à protéger ces activités contre les alléas de la politique. Le succès est au rendez-vous : en 1946, l'Organisation enregistre 102 branches de la section des services sociaux auprès du ministère des Affaires sociales, et en 1948, on compte 500 branches à travers toute l'Egypte.

A côté de ses activités médicales, la section d'assistance sociale apporte un soutien en argent et en nature aux familles désargentées, en particulier celles qui ne comptent pas de travailleurs en leur sein, les personnes âgées, les sans abri et les orphelins. Dans certaines branches, la caisse d'assurance sociale, qu'alimentent mensuellement les membres de l'Organisation, contribue à soutenir ces activités. L'aide fournie prend la forme de distribution de nourriture, de vêtements et de savon pendant les vacances religieuses.

6.2.3. *La renaissance des campagnes égyptiennes*

[161] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.290

Bien que ces initiatives bénéficient en premier lieu aux membres de l'Organisation en milieu urbain, elles sont initialement destinées aux populations rurales dans le cadre du programme de "renaissance" des villages égyptiens. Le travail que les scouts y effectuent en est une des facettes. Un autre aspect que Banna cherche à promouvoir, c'est la participation de l'Etat à l'organisation, l'éducation, le "comfort" et le développement des campagnes. La presse des Frères rapportent régulièrement et de manière exhaustive tout ce qui touche au programme de "réforme des villages" et s'attarde en particulier sur les problèmes de reconstruction et son aspect architectural, d'infrastrucutres routières, d'eau courante et potable, d'éclairage public et la création d'une industrie villageoise.

Un autre aspect de la question des campagnes et des villages concerne la représentation locale du gouvernement en la personne du maire. Un article paru dans la presse de l'Organisation insiste sur : le sens des responsabilités du maire et préconise qu'il soit supervisé constamment afin de s'assurer qu'il sert les besoins économiques et sociaux de la communauté ; sa formation académique qui doit inclure des compétences en matière d'agriculture et d'élevage ; les programmes des instituts et écoles de formation à l'agronomie qui doivent aussi instruire leurs étudiants en administration et sociologie ; les conseils qui doivent assister le maire et l'aider à gérer sa communauté.
Ces mesures visent essentiellement à optimiser l'exploitation des campagnes mais aussi à changer le système fait d'excès et d'abus.

Les programmes sociaux et éducatifs mis en oeuvre par l'Organisation sont certes un élément important de leur action mais non suffisant. Les Frères entendent aussi se donner les moyens de combattre les Anglais afin de retrouver la pleine maîtrise de leur destin.

6.3. Les armes économique et militaire contre l'impérialisme britannique

L'aspect combattant des Frères est voué à lutter contre l'occupation. Or celle-ci est double, militaire et économique. Les moyens de lutte contre cette double occupation s'appliqueront donc aux domaines économique et militaire.

6.3.1. La lutte pour l'indépendance économique

La lutte pour l'indépendance économique commence par la réappropriation des moyens de production, si ce n'est des matières premières. Simultanément, celle-ci passe par l'instruction et la défense des travailleurs, indispensable agent de la production, enfin par la création d'entreprises.

L'intérêt de l'Organisation pour la catégorie sociale des travailleurs est compréhensible. Les Mémoires de Banna donnent de multiples exemples de l'intérêt porté à cette classe sociale. Les motivations sont plus pragmatiques qu'idéologiques. Certes, il faut réformer l'âme musulmane corrompue du travailleur égyptien mais il faut surtout travailler à déprendre l'économie égyptienne du contrôle de l'Etranger et lutter contre les injustices. Le contexte économique de l'après-guerre fournit les occasions de se faire le champion des droits et intérêts des travailleurs, dans la continuité d'un travail de mobilisation commencé depuis longtemps.

6.3.1.1. *Les Frères, défenseurs des travailleurs*

Dès 1932, à Ismaïliyya, les Frères, en la personne du cheikh Mohammad Farghali, n'hésitent pas à affronter la direction d'une entreprise de production de figue, "à la demande des travailleurs" qui souhaitent qu'il devienne leur "imam et enseignant". Son arrivée pousse les employés à demander une mosquée à la direction, ce qu'ils obtiennent. Peu de temps après, pour des raisons non-spécifiées, mais qui semblent être dues à la détérioration des relations entre les employés et la direction, celle-ci demande au cheikh de partir. Banna est obligé d'intervenir pour éviter un affrontement avec la police et arrive à un compromis : le cheikh quitte les lieux mais un nouveau cheikh affilié à l'Organisation sera nommé.

Cet épisode est le début d'une politique délibérée de la part de l'Organisation de protection des travailleurs égyptiens. Les Frères se font l'écho des nombreux cas auxquels il se trouvent confronter et insiste sur l'aspect nationaliste, économique et social de leur démarche.

Ainsi, un compagnie anglaise d'extraction de phosphate sur les côtes de la mer Rouge est-elle accusée de fournir des conditions de travail inhumaines sous-terre, de sous-payer ses employés, de fournir de l'eau de manière inadéquate (les rations d'eau et son coût sont tels qu'ils forcent le travailleur à choisir entre "mourir de faim ou mourir de soif et de crâsse"), un lieux de prières, un abri, un lieu de repos ou de loisirs.

A une compagnie italienne de phosphate, installée à Suez, contre laquelle les mêmes griefs sont formulés, on demande : une assurance santé pour se protéger des risques du travail ; des journées de six heures ; un salaire journalier minimum de 25 piastres, au lieu de 8 piastres payé ; un comité d'officiels du gouvernement, de travailleurs et de membres de la direction pour trancher les différents ; une contribution de la direction à la nourriture des travailleurs, telle que prescrite par le ministère des Affaires sociales ; la construction d'une mosquée et d'une école ; la garantie de pouvoir prendre ses vacances, religieuses ou officielles, et un jour complet de repos par semaine ; enfin, de l'eau gratuite pour boire et se laver, et de l'eau supplémentaire à la demande pour un prix raisonnable.

La Compagnie du Canal est elle aussi particulièrement surveillée notamment en ce qui concerne la proportion d'étrangers employés. La loi de 1947, louée par la presse des Frères, fixe un quota d'employés étrangers autorisés à travailler dans les compagnies non-égyptiennes.

Mobiliser et instruire les travailleurs

Les années de guerre sont particulièrement favorables à l'amplification du phénomène. La fermeture des entreprises étrangères et l'augmentation du coût de la vie, due à l'inflation, sont les problèmes majeurs à l'origine des adhésions massives à l'Organisation. L'opportunité est mise à profit et les Frères jouent un rôle important de mobilisation dans les années d'après-guerre. Les travailleurs sont invités à se rassembler à la section des travailleurs du Quartier général pour critiquer la politique du gouvernement en activité, organiser des pressions par le biais d'un "comité des chômeurs" qui vient d'être créé et proposer des solutions. L'une des solutions porposées par la section et approuvée par le Conseil de l'orientation, consiste à organiser un "comité préparatoire" chargé d'examiner, en collaboration avec le ministère

du Commerce et de l'Industrie, les besoins et potentialités industriels du pays ; de fonder un "nombre limité de compagnies cotées en bourse" avec le capital des "riches" pour subvenir aux besoins industriels ; de déduire du salaire des travailleurs sur une base hebdomadaire, une somme suffisante pour à la fois racheter la compagnie et rembourser le capital de départ à l'investisseur. Grâce à ces mesures deux problèmes majeurs trouvent une solution : le chômage et le conflit permanent entre la direction et les travailleurs. La section fournit en outre des services concrets : des avocats spécialistes du droit du travail sont contractés afin de défendre les travailleurs ; des offres d'emplois sont disponibles grâce aux contacts entretenus entre avec des entreprises privées ; et des cours d'instruction au droit du travail sont dispensés aux travailleurs.

L'action des Frères en faveur des travailleurs qui se poursuit tout au long des années 1940 aboutit à la formation de simili-syndicats, en tout cas de regroupements ouvriers. Dans la deuxième moitié des années 1940, les succès sont manifestes dans les secteurs des transports et des textiles dans les principales grandes villes, et plus mitigés parmi les travailleurs du secteur public et dans les raffineries de la zone du Canal.

Mobiliser et instruire les travailleurs n'est qu'un aspect de l'action des Frères en faveur des travailleurs et de l'Egypte. Créer des entreprises vient compléter l'éventail des actions menées par l'Organisation.

6.3.1.2. *Créer des entreprises économiques*

L'objectif premier des éntreprises économiques de l'Organisation consiste dans le développement de l'économie nationale. Banna n'est pas à l'origine de cette stratégie. Il fait la distinction entre l'activité économique et l'Idée des Frères : "le message est une chose, observe-t-il, la finance et l'économie une autre". Il s'en accommode toutefois et perçoit ce domaine d'activité comme un moyen de contribuer aux biens du pays et d'entamer, voire de détruire, le contrôle des étrangers sur l'économie du pays. Les premières entreprises économiques viables voient le jour à partir de l'installation au Caire.

Mise en pratique d'un système de production "islamique"

En 1938, l'Organisation crée sa première entreprise économique, la Compagnie de transactions islamiques. Les premières annonces concernant la Compagnie déclarent vouloir faire de celle-ci la preuve de la possibilité de réaliser des gains en respectant les principes islamiques. La capitalisation initiale est de 4000£ égyptiennes divisé en 1000 parts de 4£E.

Le conseil de direction est composé d'un directeur, d'un trésorier et de sept autre membres. Ceux-ci doivent avoir au moins cinq parts de la compagnie, le directeur et le trésorier au moins dix. L'Organisation s'octroie 2.5%/an du capital et des profits au titre de la zakat. La Compagnie doit s'engager dans des activités d'investissement lorsque les fonds dus à la vente des parts le permettent, acheter à des "prix de gros" et revendre à un "prix approprié" en accord avec les principes des Frères. Les profits sont distribués annuellement selon un barème préétabli : 10% pour le directeur ; 20% pour la réserve de fond ; et 50% pour les actionnaires, en fonction du capital investi.

Les 1000 premières parts une fois écoulées, la recapitalisation est montée à 20 000£E en 1945 ; en 1946, une nouvelle émission d'actions fixe le capital à 30 000£E. En 1947, la Compagnie combine ses activités avec la Compagnie arabe des mines et carrières, dont le capital s'élève à 60 000£E. Les diverses activités des deux compagnies comprennent transport, dépannage et réparation automobile, et la production de ciment, de tuiles et de cuisinières à gaz. En 1947, la division des carrières décide de moderniser ses techniques traditionnelles et commande des équipements en Europe pour couper et polir le marbre. L'équipement arrivé au Port d'Alexandrie y reste et s'y déterriore en raison de la crise de 1948 avec le gouvernement et la dissolution de l'Organisation. Après son retour à la légalité en 1950, l'Organisation poursuit l'Etat en justice et demande réparation pour les pertes subies[162].

La Compagnie de publication

Une entreprise de plus grande taille, d'inspiration plus ancienne mais qui fructifie plus tardivement, est la compagnie de publication de l'Organisation. C'est en 1933 que les Frères décident la création d'une entreprise dédiée aux activités de presse de

[162] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.275

l'Organisation. La période avant-guerre ne voit pas cette entreprise devenir rentable, en grande partie à cause des problèmes de distribution. La croissance de l'Organisation durant les années de la guerre change la donne et l'après-guerre inaugure une période plus propice. En 1945, l'activité de publication est séparée de l'activité de la presse. Deux compagnies sont fondées : la Compagnie de publication et la Compagnie de journalisme des Frères. Leurs capitalisations respectives s'élèvent à 70 000£E et 50 000£E. La Compagnie de journalisme s'occupe de la production du quotidien de l'Organisation, fondé en 1946, et procure des revenus conséquents ; la Compagnie de publication est handicapée par manque d'équipement, commandé à l'étranger mais qui n'arrive pas avant la dissolution de 1948.

Le succès de la Compagnie de journalisme est apparemment lié à l'établissement de la Compagnie de publicité arabe en 1947. Selon Heyworth-Dune, le capital de cette dernière s'élève à 100 000£E et il la décrit comme "une rivale de la société orientale de publicité". La Compagnie des Frères inclue dans ses activités la promotion des journaux et du cinéma, la couverture de livres et de magazine, et la confection d'enseignes pour les entreprises commerciales et économiques[163].

Des PME contre le chômage

Afin de pallier au sous-emploi et au chômage généralisés dans la période après-guerre, l'Organisation crée de petites et moyennes industries. Ainsi, la Compagnie de filage et tissage des Frères musulmans, fondée en 1947 avec une capitalisation de départ de 8 000£E dont 6 500£E souscrites à son entrée en action. Tous les employés de l'entreprise en sont des actionnaires. Les dix premiers mois de fonctionnement écoulés, la compagnie déclare avoir dépensé 2 700£E de salaire pour ses soixante employés et avoir fait un profit de 1 400£E. L'Organisation, très fière de cette entreprise, la donne en exemple pour faire "revivre le socialisme islamique", "libérer l'économie nationale" et "élever le niveau de vie des travailleurs égyptiens". L'usine se trouve dans le quartier industriel du Caire de Chubra al-Khayma, très touché par la dépression économique d'après-guerre et théâtre des manifestations ouvrières. Les stocks d'usine sont écoulés par la branche de Chubra et la section des travailleurs du Quartier général.

[163] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.276

A Alexandrie l'Organisation crée la Compagnie de commerce et d'ingénieurie dont l'activité englobe construction immobilière, production de matériaux de construction et formation de travailleurs aux métiers de plombier, d'électricien et de charpentier. La capitalisation initiale s'élève à 14 000£E divisée en 3 500 parts. Une autre entreprise, la Compagnie des agences de commerce, créée à Suez fait rapidement son chemin dans les domaines de la publicité et du transport[164].

Le coup fatal de 1948

Ces entreprises ne se remettent pas de la crise de 1948, bien que leur saisie soit annulée par le Conseil d'Etat à la suite de la procédure en justice lancée par l'Organisation en 1950 et 1951. Un comité est nommé en 1952 pour évaluation des stocks des différentes entreprises mais rien n'a pu être fait avant la nouvelle dissolution de 1954.

Seule une entreprise se crée en 1952 à Mahalla al-Kubra et fonctionne jusqu'en 1954, la Compagnie de commerce. Fin 1952, l'entreprise a vendu pour 8 000£E de son capital en actions et en février 1953, celle-ci se propose d'augmenter son capital à 25 000£E. L'entreprise produit des textiles, du mobilier, de l'habillement (prêt-à-porter pour hommes et des accessoires, dont des cravate et des écharpes), des fournitures scolaires et de bureau et des équipements électriques. Tout est confisqué suite à la dissolution de 1954.

6.3.2. L'aspect militaire de la lutte contre l'occupation

Banna qui crée les unités scouts pour mettre en action l'Idée des Frères, va rapidement chercher à utiliser ces mêmes unités pour remplir l'aspect militaire combattant de l'Organisation. Si les unités scouts sont potentiellement à même de fournir les premiers éléments d'un système de combattants disciplinés et entraînés physiquement, il faut perfectionner le système de mobilisation et d'entraînement. Dans les années 1940 se crée à la faveur de rencontres décisives, un appareil militaire secret, plus spécialisé et encadré par des officiers de l'armée. Les unités scouts et l'appareil

[164] *ibid.*, p.277

militaire secret trouvent, avec le conflit entre sionistes et Palestiniens en 1948, leur premier terrain de coopération dans un contexte de guerre.

Cette évolution, des scouts en unités militaires combattantes, nécessite une préparation psychologique. L'Islam fournit les outils conceptuels nécessaires à justifier le combat, en l'occurence le jihad. Le concept de jihad développé par Banna, en droite ligne des conceptions d'Ibn Taïmiyya, est promis à un grand avenir avec la radicalisation de l'islamisme à partir des années 1970, sous l'influence des écrits de Sayyid Qotb.

6.3.2.1. *Le concept de jihad et ses modalités*

Dès 1935, Banna explicite le concept de jihad dans son enseignement général, il fait du militantisme et du martyre deux vertus centrales de l'éthos des Frères : "Je vous ai montré que les chercheurs en science musulmane, de même que les premiers traditionnistes et leurs successeurs, sont d'accord unanimement pour affirmer que le jihad est une obligation collective de la nation musulmane pour diffuser le Message, et une obligation individuelle quand il faut se défendre face à l'aggression des incroyants contre elle. Il est évident qu'aujourd'hui les musulmans sont soumis à l'étranger et gouvernés par des incroyants. Leur territoire est foulé au pied, leur dignité est bafouée, leurs ennemis les gouvernent, les pratiques religieuses sont abolies dans leurs agglomérations, outre que la prédication de l'Islam dans le monde leur est interdite. Aussi est-ce un devoir individuel, sans dispense, que chaque musulman s'organise et se prépare intérieurement, et s'équipe en matériel en vue de la guerre, pour le moment favorable lorsque Dieu aura décidé de passer à l'action". Le jihad est donc ici défini comme un concept à double face, l'une intellectuelle : "(...) le jihad est une obligation collective de la nation musulmane pour diffuser le Message(...)", et l'autre physique : "(...) et une obligation individuelle quand il faut se défendre face à l'aggression des incroyants contre elle (...)"[165]. On a là un avant-goût des obligations qui incombent à chaque Frère musulman car ils ont une mission. Banna répète constamment à ses troupes qu'ils sont "l'armée de la libération, qu'ils portent sur leurs épaules le message de la libération ; qu'ils sont les bataillons de la salvation de la nation affligée par les calamités". Et ceux qui minimise "l'importance du combat et la préparation pour

[165] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.44

l'affronter" n'ont pas la vrai foi. "Dieu accorde une vie faite de noblesse" à cette nation qui "sait comment mourrir d'une noble manière"[166]. On est là au coeur de l'éthos des combattants Frères musulmans : le sacrifice de soi.

Le martyre, une valeur centrale et noble

Cette notion du sacrifice de soi pour la patrie, que ce soit l'Egypte ou la oumma, la communauté des croyants, est progressivement inculquée aux Frères dans le cadre de leur éducation. La glorification des grands évènements de l'histoire musulmane est particulièrement prisée pour servir cet objectif. La bataille de Badr représente à elle seule l'esprit du jihad. La Tradition prophétique et les mots du Prophète Mohammad peuvent être de même convoqués : "celui qui meurt sans avoir participé à une razzia et ne s'est pas résolu à combattre, est mort comme du temps de la jahiliyya". Le mouvement ne peut gagner, insiste Banna, sans s'appliquer cet aspect du jihad. Ainsi, a-t-il laissé en lègue cette petite phrase assassine qui glorifie la mort, le sacrifice de soi et le martyre : "l'art de la mort" ou "la mort est un art"[167].

Le caractère individuel et obligatoire du jihad, on le verra par la suite, est directement tiré des conceptions du théologien et juriste, Ibn Taïmiyya, qui connaîtront un nouveau développement avec Sayyid Qotb.

Les premiers récipiendaires de l'idéologie du jihad et de son pendant sacrificiel sont les unités scouts. A partir de 1936-1937, l'acroissement des effectifs, en particulier en provenance de l'université, permet d'augmenter le nombre d'unités scouts. La simple verbalisation d'un serment de loyauté devient insuffisante pour créer des liens solides entre les membres et entre les membres et l'Organisation. C'est à cette époque que Banna conçoit le système dit des "Bataillons des partisans de Dieu".

6.3.2.2. *Le système des bataillons*

Le système des bataillons découle de l'expérience concluante des unités scouts et constitue, en somme, un renforcement de cette première institution. Le système des bataillons est avant tout conçu pour accroître la cohésion entre les membres des unités

[166] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.207
[167] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.207

scouts et leur engagement vis-à-vis de l'Organisation. C'est, en outre, un système qui permet de mobiliser plus rapidement et efficacement les unités scouts, puis celles de l'appareil militaire secret.

C'est l'accroissement des effectifs, à partir de 1936-1937, qui rend cette initiative possible et nécessaire. Les unités sont composées de 10 membres dont certaines sont instruites par Banna lui-même. Le système des bataillons commence à prendre forme et les membres, en plus du serment d'allégeance au Guide, doivent montrer un dévouement physique, intellectuel et spirituel à l'Organisation, ses idées, ses objectifs et ses membres.

Première formalisation

A l'automne de 1937, les Bataillons des partisans de Dieu sont lancés. On en compte trois, composés de 40 membres, un pour les travailleurs, un pour les étudiants et un pour les fonctionnaires et commerçants[168]. Chacun des groupes se réunit une nuit par semaine pour l'entraînement. Celui-ci comprend une garde de nuit, un minimum de sommeil et un maximum de prières collectives et individuelles et de la méditation. Losrque Banna pourvoit à l'instruction, des sujets aussi variés que le sex et la pratique du soufisme sont abordés. Le dévouement des membres se résume dans son essence à trois mots : action, obéissance et silence.

Cette première expérience est un demi succès, la formation n'arrivant pas à son terme. L'échec partiel de cette première expérience d'incarnation des idées de l'Organisation montre son caractère prématuré. C'est la seconde guerre mondiale qui produit l'impulsion décisive.

Le système des "familles" réservoir des bataillons

L'Organisation enregistre un nombre croissant d'adhésion pendant la guerre et le système des bataillons peut être mis en place. Celui-ci s'appuit sur un développement supplémentaire de la structure de l'Organisation avec le système des familles. Celles-ci sont en réalité des cellules d'endoctrinement à vocation opérationnelle. Rattachées aux branches, les familles comptent cinq membres dont un responsable, désigné par ses

---

[168] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.196

confrères. Elles fournissent la structure de base des unités scouts et de l'appareil militaire secret : quatre familles forment un clan, cinq clans, un groupe, et cinq groupes, un bataillon. L'Organisation est prête pour assumer un rôle militaire actif. On compte quelque 20 000 scouts en 1943 et 40 000 en 1948, dont un millier en arme[169] ; la précison n'est pas superflue si l'on veut faire la distinction entre les unités scouts et l'appareil militaire.

La structure opérationnelle, formalisée en cellules, et les idées qui sont transmises aux membres constituent le vrai pouvoir de l'Organisation. Ils permettent à la direction de transmettre efficacement ses instructions à travers une chaîne de commandement bien défini.

La mission principale de ces unités scouts "mutantes", en sus de la mise en oeuvre et de la supervision des programmes socio-caritatifs et éducatifs, devient la protection de l'Organisation et de ses manifestations publiques. Durant les années 1940, l'Organisation qui est en compétition féroce avec le Wafd, fait systématiquement appel à ses scouts pour prendre la tête des manifestations et assurer la sécurité pendant les réunions publiques. Le Wafd et les autres partis demandent à plusieurs reprises la dissolution des unités scouts des Frères. Ils les considèrent comme une façade à des troupes en uniformes. Pendant la crise de 1948-1949 avec le gouvernement, la majorité des Frères arrêtés sont membres des unités scouts. L'assassin de Noqrachi est un membre de l'appareil secret qui est passé par les unités scouts. Durant son procès, le système des scouts est décrit comme la véritable source du pouvoir des Frères et l'instrument de la révolution qu'ils entendent mener. La formation spirituelle et l'entraînement militaire dispensés aux jeunes sont considérés comme une prime à la violence.

Les unités scouts jouent donc de plus en plus un rôle assimilable à celui d'une milice. La mobilisation, rendue plus rapide et efficace grâce au système des familles, modulables en bataillons, permet à l'Organisation de former les premiers bataillons de volontaires pour la guerre de Palestine de 1948. En outre, ces unités sont une réserve en hommes entraînés pour l'appareil militaire secret de l'Organisation.

---

[169] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.28

6.3.2.3. *L'appareil militaire secret*

L'appareil secret est une institution périphérique qui s'alimente du système des familles et des unités scouts. Ces deux institutions sont l'instrument majeur pour l'organisation des membres et leur endoctrinement. Elles seules sont capables de créer un véritable tissu social cohérent, basé sur la fraternité entre les membres. Le contenu intellectuel et spirituel de l'enseignement dispensé au sein des familles, complété par l'entraînement physique des scouts, ouvre la voie à l'appareil secret. La relation historique entre les Frères et les futurs "Officiers libres" parfait la formalisation de cette institution particulière de l'Organisation.

Caractère d'une organisation secrète

L'appareil secret est caractérisé par une nature informelle et organique, partant il est difficile d'en savoir quoique ce soit d'absolument certain. Toutefois, des éléments ont été rendus publics à diverses occasions, notamment lors de l'instruction de "l'affaire de la jeep" et du procès de l'assassin de Noqrachi, la même année 1948. Ainsi, on peut dire que : 1° il existe un ou plusieurs leaders ; 2° des membres sont enrôlés et formés pour accomplir des tâches allant de l'espionnage à la commission d'attentats ; 3° une relation existe entre l'Appareil et l'Organisation ouverte à travers des leaders dont le contrôle sur l'Appareil s'est avéré en 1948 et 1954 peu fiable ; 4° un certain nombre de règles, symboles et autres ont été institués de façon à s'accorder avec sa nature clandestine. Une fois sélectionné, l'impétrant suit une formation intellectuelle qui inclue religion, histoire et droit, et une formation technique qui comprend secourisme, communication en milieu urbain, armement et entraînement militaire. Cette formation une fois complétée, l'individu est admis dans le cercle des initiés après avoir prêté serment "d'obéissance et de silence" sur un Coran et un pistolet[170].

Les tâches qui incombent à cet appareil militaire secret, espionnage dans une certaine mesure, et surtout commission d'attentats, armement et entraînement militaire, impliquent une formation et un encadrement militaires.

6.3.2.4. *Les Frères et l'Armée royale égyptienne*

---

[170] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.206

Les contacts entre l'Organisation et les Officiers libres, nous ramènent à la deuxième moitié des années 1930. C'est vraisemblablement à la suite de l'implication des Frères dans la révolte arabe palestinienne que de jeunes officiers égyptiens prennent contact avec eux. Ces contacts ont peut-être même été autorisés par le pouvoir, par le biais des éminences grises du jeune roi Farouk, Ali Maher et le cheikh d'al-Azhar, Maraghi. Ainsi, dès la deuxième moitié des années 1930, les unités scouts des Frères sont-elles entraînées et équipées par des officiers de l'Armée royale[171].

Par l'intermédiaire des relations que Banna entretient avec les hommes au pouvoir, Maher et le grand nationaliste arabe, le général Aziz Ali al-Misri, les Frères sont proches du palais et du pouvoir. Rappelons qu'en 1937, les scouts défilent sous les fenêtres du palais Abidin du jeune roi Farouk, tout juste couronné, et qu'une alliance objective unie les Frères au palais, contre le parti Wafd. Par ailleurs, Banna est en relation avec un groupe de jeunes officiers au penchant révolutionnaire. Ceux-ci, isolés, cherchent des appuis dans les hautes sphères, aussi s'adressent-ils à Banna pour qu'ils les mettent en contact avec al-Misri.

Banna et Misri entretiennent une relation d'amitié depuis 1937. Misri est un héros du nationalisme arabe et un spécialiste des organisations secrètes. Au début du XXè siècle, il fonde al-Qahtaniyya, à Costantinople ou Istanbul, pour soutenir la révolution des Jeunes-Turcs de 1908[172]. Puis vers 1913, il crée al-Ahd qui recrute parmi les officiers arabes de l'armée ottomane. Il est arrêté en février 1914 et condamné à mort. C'est l'intervention de l'Angleterre qui le sauve de la peine capitale et il rentre en Egypte[173].

Les Frères, les officiers révolutionnaires et l'appareil militaire secret

Banna accepte de servir d'intermédiaire et la rencontre entre Misri et le représentant des jeunes officiers révolutionnaires, futurs Officiers libres, Anwar al-Sadate[174], a lieu fin 1940, dans la clinique du Dr Ibrahim Hassan, membre de la direction des Frères aux côtés de Banna.

---

[171] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.28
[172] H. Laurens, *op. cité*, p.128
[173] *ibid.*, p.134
[174] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.24

C'est sur cette base que les relations entre Sadate et Banna se poursuivent. Les contacts entre les deux hommes sont réguliers et bientôt s'instaurent la confiance. Banna informe bientôt Sadate qu'il a commencé à amasser des armes grâces à ses affidés dans les rangs de l'armée. En août 1942, Sadate est arrêté et c'est Abd al-Mounim Abd al-Raouf, un proche de Sadate et de Misri, membre du groupe des officiers révolutionnaires depuis 1939, qui prend le relais. Contrairement à Sadate, Abd al-Raouf devient rapidement un membre de l'Organisation et commence à recruter des officiers de l'armée pour qu'ils se joignent à l'Organisation. Abd al-Raouf est assisté dans son travail de recrutement par Mahmoud Labib. Labib est retraité de l'armée depuis 1936. Il rencontre et commence à travailler avec Banna à partir de 1941. Les tâches entre Abd al-Raouf et Labib se répartissent de la manière suivante : le premier présente les nouvelles recrues au second qui les instruits du Message. Lorsque cette première étape est conclue de manière satisfaisante, les impétrants prètent serment. Celui-ci marque l'entrée des officiers dans l'appareil secret[175].

Le principal contact de Labib avec les Officiers libres est Nasser lui-même qu'il rencontre en 1944. Cette rencontre entre les deux hommes est décisive, Labib suggère à Nasser de " (commencer) à organiser au sein de l'armée, des groupes qui ont foi en ce que nous (les Frères) croyons...". Labib ne verra pas le résultat de sa contribution à la construction d'une force révolutionnaire militaro-populaire, puisqu'il meurt le 18 décembre 1951.

Le travail de Mahmoud Labib et de Abd al-Raouf est d'une redoutable efficacité, si l'on en croit un rapport de 1950 qui notifie au roi Farouk que 33% de ses officiers sont liés aux Frères[176]. En effet, Nasser après la rencontre avec Labib, se met au travail et crée une organisation secrète au coeur de l'armée. Il semble, de l'avis des spécialistes, que l'appareil militaire secret voit formellement le jour en 1943-1944[177]. Toujours de l'avis des spécialistes et chercheurs, il existe, à partir de 1944, une organisation secrète, noyau des Officiers libres, au sein de l'armée. Nasser en est le principal responsable. Il semble que l'appareil militaire secret des Frères et celui qui niche au coeur de l'Armée royale soient en fait le même. Hassan al-Achmaoui, membre de l'exécutif des Frères et

---

[175] R.P.Mitchell, *op. cité*, p.98
[176] *ibid.*, p.100
[177] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.97 et O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.29

ami proche de Nasser, est formel sur ce point. Les deux organisations militaires secrètes sont, jusqu'en 1948, une seule et même organisation. Elles se séparent après la guerre de 1948 en Palestine et la dissolution de l'organisation des Frères, mais coopèrent en 1951 pendant la guerre du Canal qui les opposent aux forces armées anglaises et pendant le coup d'état militaire du 23 juillet 1952, orchestré par Nasser.

C'est l'engagement en Palestine qui constitue, pour les Frères et les Officiers libres, la première expérience d'engagement militaire conjoint.

6.3.2.5. *1948, la guerre de Palestine*

Les Frères musulmans égyptiens s'impliquent dans le conflit israélo-palestinien depuis la grande révolte de 1936-1939. Dès 1935, le frère de Banna, Abd al-Rahman rend visite au mufti de Jérusalem, Hajj Amin al-Husseïni. Et, les Frères lèvent des fonds pour soutenir les Palestiniens[178]. D'après O. Carré et M. Seurat, ils s'impliquent même militairement par le biais des unités scouts.

Les Frères, les Officiers libres et la Ligue arabe

En novembre 1947, lorsque l'ONU adopte la résolution consacrant la partition de la Palestine, les Frères sont prêts à intervenir. Dès octobre 1947, Banna demande aux branches de se préparer au jihad, c'est à dire de mobiliser leurs bataillons. La mobilisation est rapide. Les premiers bataillons de combattants mobilisés sont ceux des unités scouts et de l'appareil militaire secret. C'est la Ligue arabe qui finance la campagne de ces volontaires Frères musulmans et organise un réseau de recrutement à travers l'ensemble du monde arabe, l'Afrique du Nord compris. Le président de la Ligue arabe à l'époque, Azzam Pacha, est un ami de Banna de longue date. En outre, Labib est nommé, en 1947, responsable des affaires militaires pour l'Organisation et envoyé en Palestine pour entraîner et recruter des volontaires[179]. Durant le conflit, il est responsable technique des unités de volontaires et le représentant de Banna pour les affaires relatives à la guerre. Les Frères, contribuent non seulement en hommes mais aussi en matériel. On a vu que Banna amasse des armes depuis 1942. Ils sont, en

---

[178] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.55
[179] *ibid.*, p.98

outre, encadrés et parfois armés par les officiers de l'armée, membres de l'appareil militaire secret. Nasser est très présent dans la coopération avec les Frères pendant l'épisode de la guerre de Palestine, de même de Kamal al-Din Husseïn, un autre personnage important des Officiers libres. Tout deux iront au front avec les volontaires. Nasser est d'ailleurs mis aux arrets à son retour, au début 1949, pour sa collaboration avec les Frères. L'Organisation vient juste d'être dissoute.

Les Frères, ces héros de Falouja

Le 25 avril 1948, des semaines avant le début de la guerre officielle, le premier bataillon de volontaires part pour la Palestine encadrés par les Officiers libres. Les bataillons engagent le combat dans le Neguev et tentent de prendre des positions sionistes sans succès. En mai, la guerre est officiellement déclarée et les Frères s'illustrent dans la défense de Jérusalem et de Bethlehem, ainsi que dans l'action de leurs médecins menés par Mohammad al-Malt. Celui-ci est décédé le 15 mai 1995, à l'âge de 79 ans[180].

L'autre grand fait d'arme est l'assistance qu'ils apportent à l'armée égyptienne assiégée à Falouja à partir d'Octobre 1948. La crise de Falouja atteint son paroxysme en novembre. Les Frères et d'autres forces politique font pression, au Caire, sur Noqrachi pour qu'il envoie des renforts, mais celui-ci refuse. Le piège de Falouja n'est désséré qu'en février 1949, après l'armistice[181].

La "trahison" des politiques

Au début du mois de décembre 1948, l'organisation des Frères est dissoute et leurs volontaires en Palestine sont consignés dans les camps. Le commandant en chef des forces armées égyptiennes donne le choix aux Frères de rester dans les rangs de l'armée ou de déposer leurs armes et rentrer au Caire. Nombreux sont ceux qui choisissent de rester par dévotion pour la cause palestinienne et encouragés par un message de Banna. Mais, il semble que certains combattants poursuivent leur combat

[180] 17. 05. 1995, BBC-SWB-MO, *MuslimBrotherhood deputy leader dies,* Text of report by the iranian news agency IRNA, Athens, 15th May
[181] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.99

de manière autonome et s'infiltrent même jusqu'au Canal, en totale illégalité et en rébellion de fait contre leur Guide.

Le meurtre de Noqrachi intervient dans le contexte tourmenté de 1948. Son refus d'envoyer des renforts et sa décision de prononcer la dissolution de l'Organisation, conduisent à son assassinat. L'enterrement de Noqrachi est marqué par les appels à l'assassinat de Banna. Celui-ci intervient le 12 février 1949.

B. De la résurgence à la destruction de l'Organisation

C'est en octobre 1951 que l'Organisation retrouve le chemin de la légalité. Ce retour est le fruit des négociations menées par Moustafa Moumin avec le ministre de l'Intérieur, Siraj al-Din, et d'un compromis entre les différentes tendances qui se sont faites jour au sein de l'Organisation. Pour reconquérir la "confiance" du gouvernement et des partis politiques, les Frères décident de remplacer Banna par une personnalité respectable, sans lien avec les activités militaires de l'Organisation : Hassan al-Hodaïbi.

Le retour des Frères sera de courte durée. En effet, après avoir participé à la guérilla contre les Anglais en 1951 et à la Révolution de juillet 1952, les différends entre l'homme fort de la Révolution, Nasser, et les Frères poussent celui-ci à dissoudre à nouveau l'Organisation en 1954. Hassan al-Hodaïbi et ses plus fidèles soutiens sont emprisonnés, et certains sont exécutés. D'autres réussiront à prendre la fuite, comme Saïd Ramadan, Youssef Nada ou Hassan al-Achmaoui. D'autres encore trouveront leur place au sein des institutions nassériennes.

L'Organisation ne reverra jamais le jour sous une forme légale, en revanche, les Frères qui auront survécu aux prisons nassériennes seront relâchés par Sadate après la mort de Nasser en septembre 1970 et l'Idée des Frères refleurira sur les bords du Nil.

1. <u>Hassan Ismaïl al-Hodaïbi, nouveau Guide suprême</u>

La succession est difficile et lente, du fait de la clandestinité et de la division du mouvement à la mort de Banna. Trois tendances se dégage : la tendance conservatrice du père de Banna, Abd al-Rahman ; la tendance médiane inspirée par le cheikh Hassan

al-Baquri, membre du Conseil de l'orientation et futur ministre de Nasser, et par l'Officier libre, Kamal al-Din Husseïn ; enfin, la tendance activiste, animée par Salih Achmaoui, chef de l'organisation secrète armée. Celui-ci est perçu comme le successeur de facto de Banna. C'est lui qui maintient, dans la clandestinité avec le cheikh Baquri, l'Organisation en mouvement, de février 1949 à octobre 1951[182].

La nomination de Hassan al-Hodaïbi obéit à plusieurs obligations et contraintes qui pèsent sur les Frères. Hassan al-Hodaïbi est juge depuis vingt-cinq ans, sa nomination au poste de Guide suprême vise donc avant tout à changer l'image des Frères, ternie par les assassinats du juge Khazindar et du ministre Noqrachi. La santé de Hodaïbi que l'on dit fragile donne à penser qu'il n'occupera pas le poste pour longtemps. Salih Achmaoui, successeur naturel de Banna, accepte la transaction et Hassan al-Hodaïbi, bien qu'il ne soit pas membre du Conseil consultatif, est officiellement désigné au poste suprême, en octobre 1951, par le Conseil de l'orientation.

Al-Hodaïbi ne se comporte pas comme l'auraient souhaité ceux qui l'on nommé au poste de Guide. Il introduit des changements dans la strucutre de l'Organisation et dans son règlement, ce qui n'a pas l'heur de plaire aux dirigeants de fait. Il nomme notamment, Représentant général de l'Organisation, le jeune juriste formé en France, Abd al-Qadir Awda, en contravention du règlement intérieur. Afin, de ne point trop s'aliéner la vieille-garde, il créé un poste de Vice-Guide, qu'il confie à un de ses représentants, le responsable de la branche de Mansourah[183], Mohammad Khamis Humaïda. Au bureau de l'orientation toutes les tendances sont représentées : S. Achmaoui, l'activiste, Mohammad al-Ghazali, le nouveau doctrinaire socialisant, Abd al-Rahman al-Banna, le conservateur, et le cheikh Baquri, le modéré.

En outre, Hodaïbi qui est totalement opposé à la violence s'attaque au règlement et à la structure de l'Organisation, afin d'empêcher formellement le retour de la violence dans les rangs des Frères. Pour ce faire, il s'inscrit en faux contre la prééminence donnée à l'entraînement physique et sportif sur la formation intellectuelle et spirituelle.

---

[182] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.34

[183] Mansourah, la "Victorieuse", a été baptisée ainsi pour comémorer la victoire de l'armée des Ayyoubides, descendants de Saladin, en 1221, contre les croisés emmenés par le Cardinal espagnol Pelage, voire A. Maalouf, *Les croisades vues par les Arabes*, Editions J'ai lu, 1983, p.271

Ainsi, le nouveau règlement de 1951, ne mentionne pas la section des scouts. En revanche, une section d'activité physique fait son apparition, et la formation intellectuelle et spirituelle est confiée aux familles, dont les prérogatives sont élargies en cette matière. Il crée en outre, des centre de formation spéciaux pour les chefs de familles. Hodaïbi procède à un découplage de l'entraînement physique et de la formation spirituelle. Ces deux mesures : réorganisation administrative et réorientation idéologique doivent enrayer le système des scouts et de l'appareil secret, du moins formellement. En supprimant la section des scouts, il met fin à la principale réserve en hommes de l'appareil secret. Comment son slogan : "Pas de secret dans le service de Dieu. Pas de secret dans le Message, ni de terrorisme en religion" et ses réformes se traduisent-ils dans la réalité ? Les unités scouts aussi bien que l'appareil secret continuent d'exister et leur action se révèlent décisive dans la guerre du Canal et la Révolution de 1952.

2. Sur le chemin de la Révolution

Le contexte politique est caractérisé par la valse des gouvernements due à l'antagonisme persistant entre le Palais et le Wafd, ainsi que par l'impuissance des gouvernements égyptiens à se débarrasser de l'occupation britannique par les armes ou par la négociation. Les Frères comme à leur habitude sont à la pointe de l'action et soutiennent effectivement le gouvernement dans sa lutte contre les Anglais.

2.1. *Les bataillons de la libération*

Le 8 octobre 1951 Nahhas Pacha annonce publiquement l'intention de l'Egypte d'abroger de manière unilatérale le traité anglo-égyptien de 1936. Le jour suivant le magazine des Frères al-Daawa, créé en janvier par Salih Achmaoui, déclare son soutien à l'initiative et se joint à la clameur générale appelant à la lutte armée et au jihad. Le 17 octobre, après les premiers affrontements entre Egyptiens et forces armées britanniques, les Frères d'Ismaïliyya appellent au jihad. Hodaïbi est officiellement proclamé Guide le 18 octobre.

L'appel au jihad est suivi d'effet puisque les Frères commencent à organiser, dans les universités, des bataillons dits de la libération. Ils sont entraînés par des officiers de l'armée, dont certains sont membres du groupe des Officiers libres, dans les

camps installés sur les campus universitaires et dans les lycées. Le quartier général des Frères combattants est situé à Ismaïliyya, sous la responsabilité du cheikh Mohammad Farghali.

Quelque 300 volontaires, dont certains de l'appareil militaire secret, s'introduisent dans la zone du Canal, à partir de décembre 1951, et animent la campagne de guerilla contre les Anglais. Pourtant, L'abrogation du traité de 1936 et l'action des bataillons de la libération ne change pas significativement la situation et les Anglais semblent déterminés à rester.

Fin janvier 1952, après un affrontement entre forces armées britanniques et forces de police égyptiennes, qui fait plus de 40 morts, les quartiers modernes et occidentalisés du Caire sont mis à sac. Dans le même temps, une force composée de policiers, d'étudiants, de soldats et d'officiers assiège le Parlement et lui demande de déclarer la guerre à l'Angleterre. Le gouvernement wafdiste de Nahhas Pacha est pris de court. Le roi appelle l'armée, déclare la loi martiale et renvoie le gouvernement. Ali Maher est nommé pour former un nouveau gouvernement le 26 janvier. 4 gouvernements se succèdent jusqu'au 22 juillet 1952, la veille du coup d'état.

Lorsque le 22 juillet le nouveau premier ministre annonce la composition de son cabinet et la nomination d'un proche du roi au commandement des armées, l'heure est venue pour les Officiers libres de passer à l'action. Le 23 juillet, ils prennent possession des lieux stratégiques de la ville et du pays, et mettent fin au règne de la dynastie de Mohammad Ali. Les Frères jouent un rôle important dans le déroulement de la Révolution.

2.2. *Les Frères dans la Révolution des Officiers libres*

Concernant la participation des Frères aux opérations de la Révolution de juillet, trois noms émergent en tant qu'agents de liaison entre les deux groupes : le premier, Salah Chadi, chef de la police égyptienne et membre de l'Organisation et le deuxième, Hassan al-Achmaoui, avocat. Ces deux personnalités ont en commun d'être des amis proches de Nasser et des partisans de Hodaïbi ; le troisième, Abd al-Rahman al-Sanadi, proche de Nasser, est le nouveau chef de l'appareil secret en remplacement de Salih Achmaoui.

Le rôle des Frères dans le déroulement de la Révolution consiste à prendre en charge la protection des étrangers et de leurs infrastructures ; des quartier d'affaires et des ambassades ; des minorités religieuses, de leurs maisons et leurs lieux de culte ; ainsi que des centres stratégiques de communication dans la ville. Les Frères doivent en outre, mettre en place un réseau d'informateurs parmi les mouvements égyptiens susceptibles de trahir et au cas où le soutien populaire ne serait pas au rendez-vous, les Frères doivent le susciter en descendant en masse dans les rues. Si la police refuse de coopèrer avec l'armée, les Frères doivent déployer leurs unités scouts pour appuyer d'éventuels combats et maintenir l'ordre. Enfin, si le coup d'état vient à échouer, les Frères devront couvrir les Officiers libres dans leur fuite. C'est Hassan al-Achmaoui qui est chargé de cette tâche en particulier. Un dernier point concerne une éventuelle intervention britannique. Afin de l'empêcher, Chadi est chargé de placer des hommes en armes sur la route venant de Suez qui interdiront toute interférence de troupes anglaises venant de la zone du Canal.

Après le 23 juillet et la réussite du coup d'état, des membres de l'Organisation se rappellent avec fierté leur participation au maintien de l'ordre et de la sécurité, durant les premiers jours de la Révolution. L'Organisation en vient même à considèrer la Révolution comme "sa Révolution". D'ailleurs, D. Peters, un observateur sur place à l'époque, n'écrit-il pas que "sans le soutien enthousiaste des Frères musulmans, l'initiative de Mohammad Néguib eût déjà connu le sort des gouvernements qui l'ont précédé en cette année 1952. La Confrérie à participé pleinement au coup de Néguib de l'été dernier et le succès rencontré jusque là peut être attribué dès lors à ... leur soutien".

3. Vers la dissolution de 1954 et la persécution des Frères

En moins de deux ans, les dissensions qui se font jour entre les Frères et les Officiers libres sont telles, que l'Organisation est non seulement à nouveau dissoute, en janvier 1954, mais totalement détruite et ses militants pourchassés, incarcérés et torturés. Pourtant, les Frères semblent sur le point d'atteindre leur objectif avec l'aide de leurs compatriotes et coréligionnaires du groupe des Officiers libres.

Plusieurs jours après la Révolution, une centaine de Frères se réunissent au Caire et élaborent une déclaration programmatique signée par le Guide et remise aux nouveaux maîtres. Ils se félicitent du succès de la Révolution et qualifient le coup de force de "putsch béni". Ils y voient le prélude à la renaissance tant attendue de l'Egypte par le biais de l'application effective et conséquente de l'Islam. De même, la question de l'indépendance, dont le départ des troupes anglaises est le corollaire indispensable, n'est plus qu'une affaire de temps[184].

Pourtant, entre le groupe des Frères et le groupe des Officiers libres, qui se sont constitués en Conseil du Commandement de la Révolution (CCR), des désaccords importants se font jour quelques mois après le coup d'Etat. Aux divergences sur la forme s'ajoutent rapidement des divergences doctrinales et la rivalité entre Nasser et Hodaïbi.

3.1. *Les Frères et le nouveau régime s'opposent sur les réformes agraires*

Le premier projet du CCR, la réforme agraire, est déjà sujet à l'opposition de Hodaïbi.

Selon, R.P. Mitchell, Hodaïbi trouve l'appui du premier ministre, Ali Maher, contre le CCR, et ils proposent, pour des raisons "techniques et économiques", une limitation de la propriété foncière à 500 feddans plutôt que 200 souhaités par les officiers.

Selon O. Carré et M. Seurat, les Frères souhaitent limiter la propriété foncière à 100 feddans tandis que les Officiers, plus modérés, placent la limite maximale de la propriété foncière à 200 feddan par personne.

Cette première opposition se solde par la démission/renvoi du premier ministre Ali Maher, remplacé par le Général Néguib, héros de la Révolution, le 7 septembre 1952.
Ce premier accroc à la collaboration entre les Frères et le CCR n'est que le début d'un mouvement d'opposition.

3.2. *Les Frères refusent d'entrer au gouvernement*

La Révolution a besoin du soutien populaire incarné par les Frères, Nasser leur propose alors d'entrer dans le nouveau gouvernement, placé sous la direction de

[184] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.50

Néguib. Le témoignage de Hassan al-Achmaoui, publié en 1977, permet d'observer de l'intérieur ce qui s'est passé : "Le colonel Néguib fut désigné, le 7 septembre 1952, président du ministère (...). Au milieu de la nuit de ce 7 septembre 1952, Nasser (...) m'annonça qu'il voulait me rencontrer (...). Lors de cette rencontre (...) il me proposa que les Frères participent au ministère, à condition toutefois que je sois l'un des ministres (...) je laissais la question (concernant l'entrée des Frères au ministère) à la décision du Bureau de l'orientation qui, d'ailleurs, devait refuser cette participation. Comme l'un des Frères, le cheikh Ahmad al-Baquri, était entré dans ce ministère, il dut démissionner de l'Association des Frères, afin de ne pas entrer en contradiction avec leur refus arrêté de partager le pouvoir. Cette décision provoqua une immense colère chez Nasser (...) J'étais encore plein de confiance en Nasser, je croyais qu'il travaillait pour l'Idée, et non pas pour sa gloire personnelle. Aussi mon avis personnelle était-il (...) de soutenir le ministère Néguib par l'entrée de certains Frères afin d'exercer une influence sur la marche des affaires (...)[185].

Plusieurs versions de ce même épisode existent. Il semble que ce soit Nasser l'instigateur de l'intégration des Frères aux affaires de l'Etat. Le CCR propose que trois Frères rejoignent le gouvernement, l'un d'eux devant être le cheikh Hassan al-Baquri, membre du Conseil de l'orientation. Hodaïbi accepte et propose deux autres candidats, Hassan al-Achmaoui et Mounir al-Dilla. Leurs candidatures sont rejetées. Al-Achmaoui et al-Dilla ont le défaut d'être des partisans fidèles de Hodaïbi.

Une autre version de ce même épisode est intéressante car elle propose plus franchement une hypothèse. Selon cette version, le CCR présente à Hodaïbi une liste de trois noms pour approbation : Baquri, Salih Achmaoui et Abd al-Qadir Awda. Hodaïbi refuse la candidature des deux derniers qui le challengent au sein de l'Organisation, en particulier Salih Achmaoui. L'offre du CCR, lui apparaît comme une tentative de destabilisation. Hodaïbi fait une contre-offre avec Mounir al-Dilla et Hassan al-Achmaoui, ces deux là ont l'avantage d'être des amis de Nasser et des partisans loyaux de Hodaïbi. C'est au tour du CCR de refuser.

Finalement, Hodaïbi, convoque une réunion du Conseil de l'orientation pour débattre de la proposition faite par le CCR. Celui-ci rejette à l'unanimité la proposition.

[185] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.52

Baquri qui a déjà été nommé officiellement est démis de ses fonctions au sein de l'Organisation.

3.2.1. *Les raisons pratiques et idéologiques à ce refus*

Les raisons données par le Conseil sont de deux ordres : 1° pragmatique ; 2° idéologique. 1° derrière chaque ministre se tient un officier qui possède les réels pouvoirs. De plus avec seulement trois ministres, les Frères seront toujours en minorité lors des prises de décision et se retrouveront à prêter leur nom à des décisions contraires à leur éthique[186]. 2° l'éthos des Frères serait remis en question s'ils participaient au gouvernement. En effet, la "philosophie de la Révolution" est non islamique[187].

La Soeur musulmane, Zaynab al-Ghazali, affirme en 1977 : "les Frères étaient de tout coeur avec le putsch militaire et de même les "Femmes musulmanes". Mais (...) je sentis que les choses n'étaient pas du tout la révolution que nous attendions pour couronner les efforts antérieurs de ceux qui avaient travaillé à sauver le pays (...). Dès lors, poursuit-elle "quand on proposa des postes de ministre à certains Frères, j'exposai nettement mon avis dans la Revue des Femmes musulmanes : il était impossible à quelque Frère que ce soit de prêter serment à un gouvernement qui ne gouvernait pas selon la Révélation de Dieu, et si un Frère acceptait, il devait se séparer de l'Association (...)". Pourtant, l'antagonisme entre les deux formations, les Frères et le CCR des Officiers libres, est encore d'un ordre qui autorise une collaboration discrète et après tout, soutenir la révolution même passivement, interdit le retour à l'ordre ancien. La franchise de Zaynab al-Ghazali fait les frais de ces considérations et : "le martyr Abd al-Qadir Awda me rendit visite pour me demander d'ajourner ce que j'avais écrit sur ce sujet et il saisit deux numéros de ma revue... Puis (...) il m'apporta un ordre écrit exprès du Guide général m'interdisant d'écrire à ce propos (...)"[188].

La Soeur Zaynab al-Ghazali a bien senti que cette révolution n'est pas celle que les Frères attendent. Elle n'est pas la seule. Le 14 octobre 1952, Rashad Mouhanna, l'une des personalités centrales des Officiers libres et leader d'un groupe d'officiers qui

---

[186] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.108
[187] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.54
[188] *ibid.*, p.53

se joint à celui de Nasser, est démis de ses fonctions au sein du nouveau régime. Le CCR refuse les arguments et les demandes réitérées de Mouhanna pour la promulgation d'une Constitution islamique. Plusieurs fois arrêté, il est condamné à la prison à vie, le 30 mars 1953, pour avoir fait, une fois de plus, campagne en faveur d'un Etat islamique et de l'abrogation de la Constitution de 1923. Il apparaît ici que le gouvernement révolutionnaire n'a aucunement l'intention de mettre en pratique un gouvernement islamique, plus, il est disposé à se débarrasser des opposants trop gênants. Mouhanna ne semble pas avoir été soutenu par les Frères, il est donc isolé et facile à écarter[189].

3.3. *Les Frères refusent de participer au parti unique de Nasser*

Le témoignage de H. al-Achmaoui confirme l'opposition qui va grandissante : "Les Frères n'étaient pas d'accord avec les Officiers au sujet des deux lois que le gouvernement Néguib venait de décréter, lois de réforme agraire et d'abolition prochaine des partis (en septembre 1952). Divergences sur le détail des lois, non sur leurs substance. (...) en janvier 1953, il fonda un parti... "Le Rally de la Libération"... Nasser voulut pour l'organisation de ce parti et l'élaboration de son programme, faire appel (et il insistait) au professeur Sayyid Qotb, l'un des écrivains des Frères et leur conseiller idéologique et chef de la section de la propagande(...)"[190].

Le 16 janvier 1953, le gouvernement ordonne la dissolution de tous les partis politiques. Notons que la mesure ne concerne pas les Frères. Et, le 23 du mois, le gouvernement annonce la création du parti de masse "Le Rally de la Libération". C'est l'exigence d'union nationale qui sous-tend la fondation de ce parti. En cela, Nasser est en accord avec les principes des Frères depuis H. al-Banna. Ce dernier ne demandait-il pas, dès le début des années 1930, l'abolition des partis politiques qui divisent la nation ? Pourtant, cette initiative est loin de remporter l'adhésion des Frères les plus influents. Ce dont les Frères se méfient, c'est moins du principe que de son promoteur, Nasser. Plus grave, l'islam n'en est pas l'idéologie et eux-mêmes n'en sont pas les idéologues.

[189] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.109
[190] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.54

Sayyed Qotb refuse de participer à l'encadrement et à la propagande du parti, en accord avec Hodaïbi. En revanche, deux Frères prestigieux adhèrent, à partir de 1953 au Rally et au gouvernement : le cheikh Baquri, ministre des Waqf et des affaires de l'université islamique d'al-Azhar ; le cheikh al-Bahi al-Khuli, membre de l'Organisation et favorable au gouvernement, agent de liaison entre le Rally et l'Organisation, chef de la section religieuse et directeur de "l'orientation religieuse" du nouveau parti unique. Le mouvement des Frères est pratiquement divisé.

3.4. *Janvier 1954, dissolution de l'Organisation*

La participation aux côtés de Nasser de Frères importants, tels que Baquri et al-Bahi, lui permet de toucher de nombreux membres de la base. En outre, à l'intérieur de l'Organisation, il bénéficie de relais anti-Hodaïbi en les personnes de Salih Achmaoui et Mohammad al-Ghazali. Ceux-ci exigent la participation des Frères à toutes les institutions nassériennes.

Fin novembre, des membres de l'appareil secret tente d'obtenir la démission de Hodaïbi mais échouent, grâce au soutien des militants de base et de dirigeants de premier rang à leur Guide. Le 9 décembre, trois membres dirigeants de l'Organisation et de l'appareil secret, Salih Achmaoui, Mohammad Ghazali et Abd al-Aziz Jalal sont expulsés. Derrière ces événements et conflits se tient Abd al-Rahman al-Sanadi, chef de l'appareil secret militaire, mais aussi le gouvernement qui a tenté de déposer Hodaïbi. La victoire de Hodaïbi devient la défaite du gouvernement, l'élimination de l'adversaire politique est dès lors nécessaire. L'occasion se présente le 12 janvier, lorsque les Frères se rassemblent sur les campus pour célébrer le "jour des martyrs". Des provocation d'hommes du Rally dégénèrent en affrontements sanglants et le 13 janvier 1954, le gouvernement déclare la dissolution de l'Organisation.

3.5. *Nasser cristallise la haine des opposants*

La dissolution de l'Organisation contribue à mobiliser ses militants et l'appareil militaire secret des Frères est bientôt réactivé sous la houlette de Abd al-Raouf pour se débarrasser de Nasser. Celui-ci qui à l'issue d'une manoeuvre de grand jeu en trois

actes cumule les fonctions de chef du CCR, de Premier ministre, de ministre de l'Intérieur et de chef de l'armée. Bientôt, l'appareil militaire secret passe à l'action.

Dans le même temps communistes et Frères musulmans se rapprochent dans la lutte commune contre le dictateur. En juin 1954, le journal communiste clandestin, Rayat al-Chaab, "les avis du peuple", déclare que "les deux forces politiques qui combattent la Révolution sont les Frères et les communistes" et recommande qu'une action commune soit entreprise pour "faire tomber le gouvernement de Gamal Abd al-Nasser". L'offre est réitérée en juillet et acceptée par certains Frères. La coopération n'ira pas plus loin que la distribution de brûlot contre le nouveau régime.

Des Frères sont arrêtés, dont Sayyid Qotb, chef de la section de propagation du Message, éditeur du journal de l'Organisation et principal rédacteur des pamphlets.

3.5.1. *Re-activation de l'appareil secret pour l'assassinat de Nasser*

Dès janvier 1954, Abd al-Raouf et Salah Chadi remettent sur pied l'appareil secret. Les premières missions consistent à distribuer des pamphlets anti-gouvernementaux. En mars, une nouvelle structure hiérarchique est mise en place avec à sa tête un Haut comité présidé par Mohammad Farghali, membre du Conseil de l'orientation. Au second rang, on trouve un délégué pour les opérations civiles, un pour la police, Salah Chadi, et un pour l'armée. Rapidement Abd al-Raouf, veut mettre au point un plan pour assassiner Nasser. On propose par exemple qu'un membre, muni d'une ceinture de dynamite, s'approche de Nasser et se fasse exploser. Aucun volontaire ne s'avance.

Début octobre, la décision d'assassiner Nasser semble prise. Mahmoud Abd al-Latif est sélectionné pour accomplir la mission, c'est un tireur d'élite de la section d'Imbaba, au Caire. Le chef de la section est l'avocat, Hindaoui Duwaïr. Le 19 octobre, le jeune Frère accepte la mission. C'est le jour où Nasser signe avec l'Angleterre un nouveau traité, abrogeant celui de 1936 et prolongeant encore l'occupation britannique, considéré comme une trahison par le jeune Abd al-Latif.

Le 26 octobre, alors que Nasser fait un discours devant la foule rassemblée à Alexandrie, Mahmoud Abd al-Latif tire huit fois sans toucher sa cible. Et Nasser de continuer son discours. Le lendemain, Nasser est accueillit triomphalement au Caire et

les foules se déchaînent contre le quartier général des Frères avant d'y mettre le feu. Le 30 octobre Hodaïbi est arrêté.

3.5.2.*Tentative d'assassinat ou mise en scène ?*

H. al-Achamoui : "(...) nous apprîmes que celui qui avait tiré le coup de feu était Abd al-Latif , qu'il avait avoué que c'était Hindaoui Duwaïr, l'avocat d'Imbaba qui l'y avait incité. Je connaissais personnellement Abd al-Latif depuis l'époque où il participait aux combats du canal de Suez en 1951, je savais qu'il était, lui aussi, membre de l'Organisation secrète. Je connaissais son adresse exceptionnelle pour atteindre sa cible au tir au revolver(...)"[191]. Les Frères sont surpris par cette tentative d'assassinat. Subrepticement al-Achmaoui, introduit une question : Comment Abd al-Latif, qui est un tireur d'élite, qui a combattu dans la zone du Canal en 1951, a-t-il manqué sa cible, lui, dont l'adresse au tir au revolver est exceptionnelle ?

O. Carré et M. Seurat ont semble-t-il cherché à en savoir plus et s'appuyant sur les révélations et les Mémoires qui ont pu être publiés depuis 1974, ils constatent que la thèse d'une mise en scène pure et simple est sérieuse. Afin de s'en convaincre, les témoignages de deux hommes alors tout proche de Nasser.

Boghdadi, l'un des premiers Officiers libres : "Nasser s'empara alors des sensibilité du peuple, de son admiration, à la suite de cet attentat. Tandis que la plupart des gens le regardaient, depuis la crise de Néguib (en mars), avec méfiance, aussitôt après cet attentat la situation s'inversa du tout au tout (...) de foules allaient à sa rencontre(...) pour l'accueillir comme un héros (...) au Caire. Ce fut un pas décisif contre les Frères : l'attentat fut le motif de la dissolution de leur Association et de l'arrestation de Hodaïbi (...)".

Quant à Touhami, le "senior aid" de Nasser et haut responsable du Service des renseignements intérieurs, ajoute à ce témoignage une mise en cause explicite : "A cette époque, le plus célèbre spécialiste du monde pour la propagande se trouvait en Egypte et il proposa, entre autres choses qui ne concordaient guère avec nos habitudes de pensée, la chose suivante : fabriquer une tentative d'assassinat par balle contre Nasser. Le succès de cet artifice, selon la logique des sensibilités populaires,

[191] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.60

entraînerait un accroissement de la populairté de nasser et soutiendrait son pouvoir de masse (...) Il arriverait ainsi au plus vite à un pouvoir populaire absolu. De notre point de vue, cet attentat devait y aider seulement. Il eut lieu quelques mois après avoir été suggéré. Son effet nous surpris énormément".

En ce début des années 1950, il semble qu'un certain nombre de spécialistes de la manipulation médiatique et de la répression soient présents en Egypte : James Eichelberger, du Department d'Etat américain, spécialiste en science politique, et Josef Buenze, un Allemand nazi réfugié au Caire qui propose régulièrement à Nasser un plan de répression très précis.

Qu'il s'agisse d'un attentat ou d'une mise en scène, c'est l'occasion pour Nasser de réduire l'adversaire politique, dernier obstacle à son pouvoir absolu.

3.6. *Le procès des Frères*

Le 2 novembre le Tribunal du peuple se prépare à juger les Frères. Anwar al-Sadat est un des deux assistants du Président du tribunal.

Hindaoui Douwaïr s'est rendu, Houmaïda est arrêté le 11 novembre. Tous les membres du Conseil de l'orientation sont arrêtés ainsi que les partisans de Hodaïbi. Seuls Hassan al-Achmaoui, Abd al-Mounim Abd al-Raouf et le responsable de l'appareil secret pour l'armée, parviennent à s'enfuir, tandis que Néguib, qui a été écarté dès la fin mars, démissionne de la présidence de la République.

Le 4 décembre le tribunal du peuple rend son jugement. Sept membre du Conseil de l'orientation, tous conseillers et partisans de Hodaïbi, sont condamnés aux travaux forcés à vie, parmi eux : Houmaïda et Mounir al-Dilla. Deux autres de ses membres sont condamnés à 15 ans, dont Omar al-Talmassani, qui jouera un rôle important avec le retour des Frères à la vie publique, à l'ère sadatienne. Abd al-Rahman al-Banna est acquitté, ainsi que al-Bahi.

Sept membres sont condamnés à mort : Hodaïbi, Mahmoud Abd al-Latif, Hindaoui Douwaïr, le cheikh Mohammad Farghali, Abd al-Qadir Awda, Ibrahim al-Tayyib, le chef du bureau régional du Caire, et Yousouf Talat, chef de l'appareil militaire, nommé par Hodaïbi pour ramener dans le droit chemin cette structure déviante, de l'avis

du Guide. La peine capitale pour Hodaïbi est commuée en prison à vie avec travaux forcés.

Lorsque le 9 décembre, les sentences sont mises en application, des manifestations ont lieu en Jordanie, en Syrie et au Pakistan. A Damas, Moustafa al-Sibaï, leader des Frères syriens, fait promettre à la foule des croyants qui écoute son prêche de "venger les martyrs".

C. 1954-1966, l'Idée des Frères survit et se radicalise

Suite à la tentative d'assassinat d'octobre 1954, des milliers de Frères sont arrêtés, jugés sommairement et enfermés dans des camps de concentration. Ils y resteront, à quelques exceptions près, jusqu'au début des années 1970.

Sous l'impulsion de Zaynab al-Ghazali, qui dirige l'Association des Femmes musulmanes, et de Abd al-Fattah Ismaïl, un dirigeant des Frères, des cercles se reconstituent clandestinement. A l'intérieur des camps, c'est Sayyid Qotb, le chef de la propagande des Frères depuis 1951, qui est chargé par Hassan al-Hodaïbi, en 1959, de diriger les Frères-des-prisons[192]. Grâce à Zaynab, les Frères de l'extérieur et des camps sont en contact et reçoivent les écrits de Qotb. Plus, autour d'elle doit se former cette avant-garde musulmane, militante et sincère, sans laquelle le gouvernement de Dieu, par la Loi de Dieu, ne semble pouvoir se réaliser.

Alors que les cercles s'organisent et que les Frères retrouvent une certaine unité, à nouveau le clivage entre activites prônant la violence, et militants préconisant le travail de fond, se fait jour et conduit à la répression.

1. Reconstitution clandestine de cercles Frères musulmans

L'Association des Femmes musulmanes de Zaynab al-Ghazali joue un rôle essentiel auprès des sympathisants des Frères musulmans qui sortent de prisons. Totalement démunis ceux-ci bénéficient de la solidarité confrérique par le biais d'un organisme officieux d'entraide et de secours aux familles. Bientôt, Zaynab entreprend la

[192] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.76

reconstitution d'un cercle de Frères. En 1957, elle accomplit le pélerinage à la Mecque, où se retrouvent les exilés avec l'aval des dirigeants saoudiens qui encouragent l'opposition au régime de Nasser. C'est à cette occasion qu'elle rencontre, Abd al-Fattah Ismaïl, un dirigeant des Frères, et qu'ils décident d'unir leurs efforts.

Tandis que Zaynab organise des séminaires de reflexion sur l'Idée et les causes de l'épreuve de 1954, Abd al-Fattah Ismaïl, que l'on surnomme "l'homme qui effectuent les cinq prières quotidiennes dans cinq gouvernorats différents", s'emploie à recenser et galvaniser les sympathisants dans toute l'Egypte. Dans divers gouvernorats, naissent de manière autonome des cellules de sympathisants des Frères, en majorité des jeunes qui ont échappé aux rafles de 1954, et qui sont peu formés. Ils rêvent de venger la persécution nassérienne. En 1962, la réorganisation est bien avancée.

Sous l'impulsion de Zaynab al-Ghazali, les Frères de l'extérieur prennent connaissance, à partir de 1962, des premières ébauches de Maalim fi-l-tariq, "Signes de piste" ou "Jalons sur la route" de Sayyid Qotb. Ecoutons Zaynab évoquer ce tournant : "Notre recherche se poursuivait désormais (en 1962) de manière nouvelle, sous la forme de brefs opuscules distribués parmi les jeunes pour qu'ils les étudient en petits cercles. Nous avions tous les mêmes idées et les mêmes buts, sans divergences. Nous avions un plan d'étude conforme aux recommandations et aux feuillets qui nous arrivaient du martyr Sayyid Qotb en prison (...)"[193].

Lorsque les premières pages de ce commentaire de certains passages du Coran arrivent, c'est l'enthousiasme, et Hodaïbi de déclarer que ce livre est la concrétisation des espoirs qu'il a mis en Sayyid Qotb qui est désormais l'avenir de la "prédication musulmane".

1.1. *Le complot de 1965*

La reconstitution, qui est route depuis 1957, est particulièrement aboutie à Alexandrie, Damiette, Bahaïra et au Caire sous l'impulsion des jeunes activistes. Les dirigeants de ces cellules clandestines forment un directoire opérationnel et proposent à Qotb, qui est libéré en 1964, d'en être le maître à penser. Ils lui font bientôt part de leur projet de prise du pouvoir par la force. Et quoi de plus normal, si l'on considère qu'ils

[193] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.75

prennent leur inspiration dans les écrits de Qotb. En effet, l'idée centrale en est l'action nécessaire d'une minorité musulmane sincère pour se substituer, dans quinze ans ou plus, au pouvoir de Nasser, qui, selon lui, est excommunié, apostat et donc passible de mort. Mounir al-Dilla met en garde Qotb contre les dangers de l'enthousiasme juvénile. D'un autre côté et aux antipodes de la violence prônée par ces jeunes activistes, Zaynab al-Ghazali préconise d'islamiser la société, dans la droite ligne de Hassan al-Banna, en mettant sur pied des programmes éducatifs d'une durée de treize ans[194] renouvelables jusqu'à ce que 75% de la population égyptienne soit musulmane. Le mouvement qui s'est réorganisé, certes modestement, et qui n'a pas encore trouvé de forme stable est à nouveau pris pour cible par le régime de Nasser : les Frères sont bientôt accusés d'avoir acheté des armes, d'avoir reçu des fonds saoudiens et de préparer un putsch en faveur d'un ancien Officier libre, Frère musulman de surcroît, Kamal al-Din Husseïn, exclu par Nasser en 1962.

La répression est implaccable, Sayyid Qotb est arrêté en août 1965, ainsi qu'Abd al-Fattah Ismaïl, Zaynab al-Ghazali et de nombreux autres sympathisants. Le régime policier de Nasser ne faisant pas dans le détail, c'est un village entier qui est transporté en prison. A l'issue des procès, S. Qotb, son disciple en prison Mohammad Hawwach, et Abd al-Fattah Isamïl sont pendus le 26 août 1966[195].

1.1.1. *Des doutes sur le complot de 1965*

L'affaire du complot de 1965 finit par ressortir en 1976-1977 sous l'impulsion conjointe des Frères et du régime de Sadate[196]. Il s'avère que l'affaire du complot de 1965 est le fruit des rivalités entre centres de pouvoir, les renseignements militaires et les renseignements généraux. Les premiers se glorifient d'avoir su déjouer une tentative de putsch contre Nasser, tandis que les seconds nient l'existence même d'un quelconque Tanzim ou organisation prête à passer à l'action. Toujours est-il que Sayyid Qotb a été sacrifié. A ce titre, il rejoint au panthéon des martyrs de l'islam Hassan al-Banna.

---

[194] Cette durée de treize années correspond à la première période de la prédication du Prophète Mohammad, la période Mekkoise, qui se solde par son exil à Médine avec ses premiers partisans

[195] O. Carré et Michel Seurat, *op. cité*, p.81

[196] *ibid.*, p.77

Les écrits de Qotb deviennent l'expression du combat, du vrai et bon musulman, contre le pouvoir inique et tyrannique. Les interprétations de son oeuvre, justes ou erronées, conduiront les activistes islamistes, des années 1970 à 1990, vers la violence contre l'Etat d'abord, puis contre la société qualifiée d'impie puisqu'elle ne fait rien pour se débarraser d'un pouvoir qui ne respecte pas l'Islam. l'Occident corrompu n'échappe pas à la vindicte des islamistes, au contraire, et il en sera bientôt lui aussi la cible. Mais interressons nous en premier lieu à la pensée de Qotb et à ses origines.

2. Sayyed Qotb, père de l'islamisme jihadiste moderne

La pensée de Qotb entend redonner au musulman conséquent les armes conceptuelles pour lutter contre les impies et les apostats. La finalité de la pensée de Qotb est l'établissement du gouvernement de Dieu, la hakimiyya, par les soins d'une avant-garde de musulmans pieux et responsables. Loin d'être une innovation, la pensée de Qotb trouve ses racines dans les écrits du théologien et juriste Ibn Taïmiyya (m.1328). Celui-ci, dont l'oeuvre est perpétuée et amplifiée par ses disciples, est l'instigateur d'une pensée néo-hanbalite en ce qu'elle constitue une déviation de la pensée traditionnelle de l'école juridique d'Ibn Hanbal (Xè siècle). L'oeuvre de Taïmiyya sera revisitée par Mohammad Ibn Abd al-Wahhab, père du wahhabisme ; par tous les réformistes de la fin du XIXè siècle et le début du XXè, dont Rachid Rida est certainement le plus fervent partisan. Inventeur du terme de "salafiyya", par référence aux temps prophétiques, on a vu qu'il est aussi à l'origine du concept de "gouvernement islamique ; puis par Maoudoudi, indien d'origine musulmane, dont l'influence sur Qotb est manifeste ; et bien sûr par Hassan al-Banna. On verra notamment que le concept de jihad développé par Qotb correspond à celui de son maître, H. al-Banna. La différence entre les deux réside peut-être dans l'éventail de la population auquel l'obligation du jihad s'applique : restreint aux Frères combattants chez Banna, obligation individuelle pour chaque musulman chez Qotb.

Cette généalogie de la pensée de Qotb nous amène à considérer brièvement les éléments de la pensée de Taïmiyya qui feront jurisprudences.

2.1. *Ibn Taïmiyya, lointain aïeul du rigorisme islamique moderne*

Ahmad ibn Taïmiyya (1263-1328)[197], théologien et jurisconsulte "fondamentaliste" et ultrarigoriste, est célèbre pour son interprétation littérale du Coran, dont se réclament la plupart des doctrinaires de l'islamisme. Présente dans toutes les problématiques islamistes, l'oeuvre d'Ibn Taïmiyya, représentant de l'école juridique hanbalite[198], fondée par Ibn Hanbal au Xè siècle, est incontournable.

Né en Haute-Mésopotamie, il est contraint, dès son plus jeune âge, de se réfugier à Damas, en Syrie, pour fuir les invasions mongoles qui dévastent l'Irak et Bagdad en particulier[199]. Arrivé dans la capitale du bilad al-Cham, il assiste aux derniers combats qui opposent les Croisés aux musulmans. Le monde musulman, objectivement pris en tenaille depuis le milieu du XIIIè siècle, se rassemble autour des valeurs, en un mot : l'Islam. La lutte contre les Croisés, commencée en 1096 et marquée en 1099 par la prise de Jérusalem, suscite un réveil progressif de la communauté. Son triomphe, avec le départ des derniers occidentaux de la Terre sainte en 1291[200], se fait au nom de l'Islam. Mais, le nouveau péril vient de l'Est, des descendants de Gengis Khan.

Ibn Taïmiyya reçoit, à Damas, une solide formation hanbalite qui privilégie la foi traditionnelle au détriment des spéculations juridiques, philosophiques ou théologiques. Devenu un théologien et jurisconsulte hanbalite d'une rigueur absolue et d'une radicale intransigeance, il se rend célèbre par son interprétation littérale du Coran, mais aussi par sa conception, rigoureuse à l'excès, de l'orthodoxie. Il s'opposera toute sa vie aux soufis, dont il décrie le culte des saints, aux chiites, en particulier les Allaouites ou Noçaïris, et les ismaéliens, dont les affidés de la secte des assassins, bien que sur le déclin, sont les représentants les plus charismatiques à cette époque, et aux Mongoles, dont la foi musulmane fraîchement révélée est matinée de chamanisme, enfin aux théologiens peu rigoureux.

La rigueur de Taïmiyya, et donc la teneur de ses écrits, doit beaucoup, si ce n'est tout, au contexte historique décrit plus haut. Déjà à cette époque, les raisons de la faiblesse du monde musulman, révélée par les croisades, c'est l'occultation du Message

[197] Abderrahim Lamchichi, *Pour comprendre l'islamisme politique*, éd. L'Harmattan, 2001, p.59
[198] L'islam sunnite compte quatre écoles juridiques officielles, hanbalite, chaféïte, malékite et hanafite
[199] Houlagou, petit-fils de Gengis Khan, détruit Baghdad en 1258
[200] Voire, A. Maalouf, *op. cité*

de l'Islam. Dès lors et fort logiquement, le remède c'est le retour à l'Islam authentique, à l'orthodoxie musulmane, d'où le réveil de l'Islam. Rappelons qu'après avoir bouté dehors les croisés, les musulmans prennent Byzance en 1453 et campent sous les murs de Vienne en 1529. Le réveil se transforme en une résurrection, du moins en apparence.

Dans ce contexte, l'action et l'oeuvre Taïmiyya, en particulier "Siyassa Chariyya", "Politique (inspirée) de la charia", seront très populaires. Défenseur de l'unité de la umma, il dénonce ce qui la divise. En politique, il prône l'établissement d'un Etat soucieux de faire appliquer avec justice les préceptes de la loi islamique et la formation d'une opinion publique capable de garantir le caractère islamique des institutions, voire d'exercer si nécessaire des pressions sur le pouvoir afin de le renforcer. Après sa mort, ses conceptions seront défendues par son disciple Ibn al-Qayim al-Jawziya (m. 1350). Grand prosateur en langue arabe, il contribue à la diffusion de la pensée de son maître ce qui ne manque pas d'avoir des conséquences sur la culture du pouvoir en islam.

2.1.1. *Le lègue taïmiyyen*

Deux conséquences majeures[201] ressortent de la voie initiée par Taïmiyya, qualifiée de "néo-hanbalite" car en rupture avec la tradition de l'école juridique hanbalite à laquelle il appartient. Sa conception de l'orthodoxie l'amène à théoriser l'obligation du jihad contre ceux qu'ils considèrent comme déviants, donc apostats : les chiites extrémistes, principalement les Alaouites de Syrie ; les chiites ésotériques, les Ismaïliens ; et contre les Tatares ou Mongols qu'il considère comme des musulmans douteux[202]. Il emettra contre eux de nombreuses fatwa très aggressives[203], ceci en dépit du fait qu'ils sont les nouveaux maîtres du monde musulman. Cette position d'Ibn Taïmiyya rompt avec la tradition particulièrement pacifique de l'école hanbalite.

Deuxième conséquence, qui s'inscrit en faux par rapport à une tradition dite "longue" de l'organisation des pouvoirs politique et religieux en islam, la fusion du politique et du religieux. Par opposition à cette "tradition longue", celle initiée par Taïmiyya est qualifiée de "tradition courte". Conséquences de cette conception d'un

---

[201] O. Carré, *"A l'ombre du Coran" revisité : Les lendemains possibles de la pensée de Sayyed Qutb et Qutbisme*, Arabica, tome XLVIII, Koninklijke Brill NV, Leiden, 2001, pp.83-111
[202] *ibid.*, p.94
[203] *ibid.*, p.83

gouvernement islamiquement inspiré : le jihad interne contre les chefs politiques injustes, donc incroyants et apostats, est obligatoire. En effet, selon cette conception injustice et incroyance sont inséparables ; l'obligation du jihad contre les apostats qui ont une autorité ou une influence ; et la pratique de l'anathème ou takfir qui déclare apostat les coréligionnaires.

Ce "néo-hanbalisme" perpétué par les disciples de Taïmiyya est parvenu jusqu'à nous, par la grâce d'intercesseurs devenus des figures de l'islam, on en a évoqué certains, et a été réinvesti par le martyr Sayyid Qotb.

2.2. *Sayyid Qotb : son parcours*

S. Qotb est né en 1906 en Haute-Egypte, près d'Assiout. Entre 1929 et 1933, il effectue ses études, à l'instar de Hassan al-Banna quelques années plus tôt, à la Dar al-Oulum, Institut des Sciences religieuses du Caire, une manière d'Ecole normale islamique "réformiste". Il sort diplômé en 1933, en "art et éducation", et devient aussitôt enseignant à l'école publique puis obtient un poste au Ministère de l'Education[204]. Entre 1948 et 1950, il est envoyé aux Etats-Unis pour une mission de perfectionnement pédagogique. Loin d'être séduit par l'Occident, il prend conscience de la force de sa conviction en l'Islam. De retour en Egypte, il fait preuve d'un islamisme si radical et d'un antiaméricanisme si virulent qu'il est contraint à la démission, en 1952, de son poste de fonctionnaire[205].

S. Qotb, produit ses premiers écrits musulmans engagés dans la deuxième moitié des années 40 et publie, juste avant son départ pour les Etats-Unis, "al-adala al-ijtimaiyya fil-islam", "La justice sociale en Islam". Peu après son retour, il adhère à la Confrérie, vraisemblablement en 1951. Il est d'emblée membre des plus hautes instances de la Confrérie. Il siège au Bureau de l'orientation, majlis al-irchad, auprès du nouveau Guide de la Confrérie, le magistrat Hassan al-Hodaïbi, et il est nommé responsable de la Section de la propagande. Entre 1952 et fin 1954, il publie les seizes

[204] Abderrahim Lamchichi, *op. cité*, p.47
[205] O. Carré, *op. cité*, p.85

premiers fascicules de "fi zilal al-quran", "A l'ombre du Coran", qui en comptera trente dans sa version finale.

Fin octobre 1954, il est arrêté au lendemain de la tentative présumée d'assassinat contre la personne de Nasser à Alexandrie, et condamné à quinze ans de réclusion dans le bagne de Torrah. Il sera relâché en décembre 1964, avant d'être à nouveau arrêté et exécuté par pendaison le 26 août 1966.

Sa santé fragile, aggravée par les tortures, lui permet, à partir de mai 1955, de résider à l'hôpital de la prison où il poursuit la rédaction de son "fi zilal..." sous le contrôle d'un Frère musulman rallié à Nasser, le cheikh Mohammad al-Ghazali[206]. S. Qotb se voit en outre confier par Hodaïbi la charge d'encadrer et de guider les Frères des prisons. Il semble que la persécution des Frères, en particulier l'assassinat de nombreux prisonniers dans les prisons en 1957, marque profondément S. Qotb. C'est à cette époque que la radicalisation de ses écrits est perceptible.

A côté de la publication de l'intégrale de "fi zilal...", dans la première moitié des années 60, il publie son volumineux commentaire du Coran, "maalim fi al-tariq", texte icône qui deviendra le véritable manifeste de l'islamisme radical contemporain[207]. "maalim fi al-tariq" est une version radicalisée de "fi zilal...".

Après la disparition du martyr, des divergences apparaîssent chez les Frères, entre la tendance Hodaïbi, qui se réclame de l'héritage de H. al-Banna, et la tendance "qotbiste" très forte parmi les Frères des prisons[208]. Hodaïbi, dans son ouvrage, "Duaat la Qudat", "Missionaires et non juges", publié en 1969, plaide pour l'éducation des Egyptiens en matière d'Islam[209]. Il rejette la pratique "takfiriste" qui consiste à excommunier Nasser et son administration, ce qui en droit musulman, le fiqh, fait obligation de les combattre par les armes comme apostats ayant pouvoir ou autorité, et met en garde contre le chaos, la fitna, que cela entraînerait. Il met aussi en garde contre l'utopie de l'instauration d'un "Etat islamique" qui relèguerait le militantisme quotidien pacifique, pour l'islamisation des institutions et des modes de vie, au rang des vanités.

---

[206] O. Carré, *op. cité*, p.86
[207] Abderrahim Lamchichi, *op. cité*, p.47
[208] O. Carré, *op. cité*, p.87
[209] Sana Abdel Kotob, *The accommodationists speak : goals and strategies of the muslim brotherhood of Egypt*, International journal of Middle Eastern Studies, Cambridge University Press, 1995, n°27, p.335

Après la mort de Hodaïbi, les Frères, regroupés autour du nouveau Guide, l'avocat Telmessani, réaffirment leur engagement à atteindre leur but, la réislamisation de la société égyptienne, par la prédication et l'action pacifique. Telmessani va même jusqu'à désavouer l'auteur de "fi zilal..." losqu'il écrit : "S. Qotb ne représentait que lui-même, et non les Frères musulmans"[210]. L'argumentation développée par Hodaïbi et Telmessani est reprise et amplifiée plus tardivement, en 1987, par l'exilé Saïd Ramadan, le gendre de Banna, qui critique vivement la pensée de S. Qotb[211]. Toujours est-il que parmi les prisonniers libérés par Sadate, au début des années 1970, on trouve les futurs cadres et militants des groupes radicaux, que l'on peut qualifier de "qotbistes" et qui pour l'essentiel appliquent la pensée de Qotb, bien que simplifiée, fragmentée et radicalisée.

2.3. *La pensée qotbienne*

La pensée de S. Qotb est caractérisée par la radicalité. La radicalité de sa foi ne peut s'accommoder de la pauvreté éthique du monde et de son dénuement absolue de spiritualité dû à l'influence de l'Occident et à son concept central de laïcité. La radicalité caractéristique de sa pensée le conduit à des moyens non moins radicaux de remédier à cet état de fait déplorable.

Dans le "fi zilal...", il postule la définition restrictive du croyant selon laquelle, un croyant ne peut agir mal et, inversement, un non croyant ne peut agir bien, ce qui amène qu'une personne agissant mal ne peut être croyante. Partant de ce sophisme, tout un pan du monde est rejetté dans le néo-paganisme et l'incroyance. Ces deux offenses à l'Islam valent la condamnation à mort pour apostasie.

2.3.1. *Le concept de jahiliyya et ses conséquences*

La notion fondamentale développée par Qotb est celle de jahiliyya ou littéralement, ignorance. La société humaine et en particulier musulmane, vit une période de décadence parce qu'elle s'est éloignée des commandements divins et n'est plus régie par ses préceptes. Dès lors, elle vit dans un état d'ignorance analogue à celui

---

[210] G. Kepel, *Le Prophète et Pharaon, aux sources des mouvements islamistes*, 1ère édition 1984, La Découverte, éd. Seuil, 1993 revue et augmentée, p.67
[211] O. Carré, *op. cité*, p.85

des arabes païens de la période anté-islamique : la jahiliyya. La lutte pour Dieu ou dans la voie de Dieu s'impose donc, c'est le concept de jihad, afin de rétablir le règne du Seigneur, c'est le concept de hakimiyya. Dans cette logique, il devient licite de lancer l'anathème et d'excommunier la société impie, c'est la pratique du takfir. L'idéal ici recherché est une utopique théocracie directe, non hiérocratique, bien que promue par un petit groupe d'avant-garde[212].

Cette conception du pouvoir trouve ces racines dans l'histoire musulmane. Pourtant, les conséquences néfastes qu'elle a eu sur la Communauté des croyants poussent les théologiens musulmans à codifier l'organisation des pouvoirs spirituel et temporel et à proclamer le caractère non théocratique du pouvoir. La théorie de la séparation du religieux et du politique est manifeste dans la pratique et systématisée dès le XIè siècle. La pensée de Qotb s'inscrit donc en cela dans la lignée de celle de Taïmiyya et prolonge la tradition courte évoquée plus haut.

2.3.2. *Le concept de hakimiyya*

Le concept de hakimiyya, qui prononce le gouvernement de Dieu sur la communauté des croyants, à l'instar des temps prophétiques et des quatre premiers Califes, dits "biens dirigés", est apparu chez les musulmans peu après la mort du Prophète, du temps du quatrième Calife, Ali b. Abi Talib[213]. Ce dernier, qui est contesté par Mouawiya b. Abi Soufian, futur premier Calife de la dynastie des Omeyyades qui s'installe à Damas, accepte, au cours d'une bataille, d'interrompre le combat à la demande de son adversaire et de recourir à un arbitrage humain. Ce faisant, il ouvre la brêche à la contestation d'une partie de ses troupes, les Kharijites, qui préconisent par le slogan "al hakimiyya li-llah" de laisser Dieu juger qui mérite la victoire et donc décider de l'issue de la bataille. Ali lui-même prononce le caractère erroné de cette pensée en tant qu'elle annule, notamment, le libre arbitre de l'homme. Les évènements qui suivent cet épisode sont particulièrement sanglants et aboutissent à l'éclatement de l'Islam en deux courants majoritaires, sunnites et chiites, qui accouchent eux-même de multiples tendances et sectes. Les Kharijites quant à eux fondent différentes communautés mais

[212] *ibid.*, p.93
[213] muhammad saïd al-ashmawy, *l'islamisme contre..., op. cité*, p.31

ne parviennent jamais à se stabiliser du fait du caractère même de leur idéologie qui n'a de cesse de contester le pouvoir.

Afin d'éviter que de telles péripéties se reproduisent, les penseurs musulmans affirment le caractère révolu et non réitérable de la théocratie médinoise. Pendant cette période, Dieu intervenait directement dans la conduite de la communauté des croyants par la bouche et la geste du Prophète. A un moindre degré, il intervenait aussi du temps de ses premiers successeurs, les quatres "Califes biens dirigés". Les théologiens musulmans conceptualisent ainsi la séparation du religieux et du politique et fondent ce que l'on appelle, la "grande tradition" ou "tradition longue" de la pensée politique musulmane[214].

Au XIVè siècle, Ahmad b. Taïmiyya et, plus encore ses épigones, notamment Ibn Qayyim al-Jawziyya, innovent en instaurant une "tradition courte" de tendance kharijite radicale qui prône la fusion du politique et du religieux[215]. C'est à dire, comme on a vu plus haut, un Etat soucieux de l'application de la charia. Cet aspect en particulier de la pensée d'Ibn Taïmiyya, développé par ses disciples en opposition avec la "tradition longue" de la pensée politique de l'Islam, sera repris par Ibn Abd al-Wahhab et par al-Maoudoudi.

Ce dernier, penseur musulman d'origine indienne, milite toute sa vie pour l'application stricte de la charia dans le cadre d'une théocratie. L'influence d'al-Maoudoudi (m.1979) sur Qotb est manifeste à tel point que Hassan al-Hodaïbi, lorsqu'il veut réfuter l'extrémisme périlleux de S. Qotb sans le nommer, s'en prend nommément à Maoudoudi[216]. C'est dans l'ouvrage de ce dernier "al-moustalahat al-arbaa fi-l-Quran", "Les quatre topiques du Coran" qu'apparaît le terme de "hakimiyya". Il sera reproché à Maoudoudi d'avoir forgé ce terme dont l'origine n'est ni arabe ni coranique[217].

Toujours est-il que la contribution de Maoudoudi à l'islamisme est cruciale. Lui qui n'est pas pour la création du Pakistan, en tant qu'elle concrétise une conception étriquée, puisque seulement nationale, de l'Islam, participe tout de même à l'élaboration de la Constitution islamique de ce pays et commet notamment un ouvrage "al-

---

[214] O. Carré, *op. cité*, p.89
[215] *ibid.*, p.90
[216] *ibid.*, p.82
[217] G. Kepel, *op. cité*, p.51

houkouma al-islamiyya", "Le gouvernement de l'Islam" pour une bonne gouvernance[218]. De tous les gouvernements pakistanais qu'il lui est donné de voir, seule la dictature du général Zia ul-Haqq, lui paraît compatible avec un ordre social authentiquement islamique[219].

Le gouvernement de Dieu étant érigé en objectif prioritaire et au niveau de nécessité absolue, quels sont les moyens pour y parvenir ? Les armes conceptuelles, dont on a vu que l'Islam ne manquent pas, mais dont la manipulation est entourée d'un arsenal de précautions, voire prohibée, sont ressorties par Taïmiyya et mis à la portée de tous. Son prodigue disciple, S. Qotb, s'en saisira et invitera ses contemporains à les utiliser, en particulier contre leurs dirigeants iniques, donc impies.

2.3.3. *jihad et takfir*

A propos du jihad et du takfir, le "fi zilal...", prend en exemple les passages du Coran les plus durs[220] et les élève au rang de règles absolues : (sourate n°2, versets 243-257) il est affirmé le caratère obligatoire de la "guerre pour Dieu" ; (sourate n°4, versets 71-91) tout les médinois doivent combattre les "Hypocrites" de l'entourage, les faux musulmans récemment convertis, et les tuer après les avoir soigneusement discriminés (sourate n°9, verset 5, 73-74, 97) autour de leur "mosquée de nuisance" édifiées en concurrence de celle de Mohammad et emblème de dissidence ; (sourate n°8, verset 55-70) on préconise "la préparation militaire d'une minorité croyante agissante" ; (sourate n°47, verset 20 et 32-35) on prononce "l'obligation individuelle de la guerre pour Dieu, sans paix possible, contre les apostats ; enfin (sourate n°29, verset 6), le combat individuel à la fois de perfectionnement moral personnel et de purification collective à l'aide de la menace et de la prédication missionnaire. Toutes ces déclarations coraniques très circonstanciées sont appliquées à la lettre contre les faux musulmans actuels et leurs gouvernants, sans distinction entre Médine et aujourd'hui par exemple, les déclarants apostats et donc passibles de mort.

On retrouve dans cette lecture du Coran par Qotb, l'influence de celle de Taïmiyya et son obligation absolue et individuelle, de jihad sur la voie de Dieu, contre

[218] muhammad saïd al-ashmawy, *op. cité*, p.28
[219] Abderrahim Lamchichi, *op. cité*, p.56
[220] O. Carré, *op. cité*, p.93

les dissidents, les hypocrites et les apostats. Cette éthique du jihad est mise en pratique par les disciples de Qotb contre les coréligionnaires et les dirigeants.

Dans ce contexte de déformation des textes et des intentions, à plusieurs siècles de distance, le jihad préconisé par Taïmiyya contre les chiites extrémistes, les Alaouites de Syrie, ou contre les Tatares et autres Mongols, qu'il considère comme des musulmans douteux, est aujourd'hui repris par les qotbistes. Fidèles au "fi zilal...", qui transpose la doctrine taïmiyyenne, les islamistes syriens revendiquent le jihad interne contre les Alaouites de Syrie et l'ensemble de la mouvance islamiste pratique ce même jihad interne, purificateur, contre les dirigeants baassistes et nassériens assimilés aux Tatars[221]. Afin d'approcher la vérité du mentor sans filtre, les qotbistes actuels vont même jusqu'à se référer aux fatwa qu'Ibn Taïmiyya édicte, au début du XIVè siècle, contre ces musulmans douteux que sont les Mongols[222]. L'un d'eux, Abd al-Salam Faraj, s'en inspire si bien qu'il en tire un ouvrage, "l'impératif occulté". Celui-ci pousse la question du jihad toujours plus loin. Il s'efforce de démontrer que le jihad, bien que ne faisant pas parti des cinq piliers canons de l'Islam, doit en constituer le sixième : l'obligation manquante ou occultée[223]. Abd al-Salam Faraj est l'inspirateur du groupe égyptien, Tanzim al-Jihad, responsable de l'assassinat du président Anwar al-Sadate, légitimé par une fatwa du cheikh Omar Abd al-Rahman, Guide spirituel de la Gamaa islamiyya.

2.3.4. *Les degrés du jihad*

Les conceptions du jihad, développées par Taïmiyya et ses disciples, ont essentiellement un caractère offensif et aggressif. Or, le concept de jihad présente plusieurs aspects. En effet, l'Islam et le Prophète Mohammad lui-même définissent deux types de jihad : mineur et majeur.

Alors qu'en 624, les musulmans rentrent à Médine, vainqueurs de la bataille de Badr, première grande bataille gagnée par les fidèles du Prophète, contre une armée trois fois supérieure en nombre, levée par les païens de la Mecque, le Prophète dit à ses compagnons : "nous revenons du jihad mineur et nous allons maintenant vers le

[221] O. Carré, *op. cité*, p.94
[222] *ibid.*, p.83
[223] Abderrahim Lamchichi, *op. cité*, p.72

jihad majeur"[224]. Mohammad définit donc qualitativement deux type de jihad. Bien que cette victoire soit très importante, elle ne représente qu'un jihad mineur. Le jihad majeur est moral et spirituel, c'est celui qui consiste à s'auto-discipliner, à combattre l'ignorance, la lâcheté, la tyrannie, les désirs et les passions.

Une fois établi cette hiérarchie des jihads, on constate que le jihad mineur a un caractère défensif et non pas offensif, ce qui correspond bien à la conception dominante en Islam, codifiée depuis le XIè siècle et qualifiée à ce titre de tradition longue. Le jihad est conçu comme une obligation collective, voire étatique, dans un but défensif. Un jihad offensif existe bien mais défini par des conditions très strictes. De même, le jihad interne qui vise à se débarrasser de dirigeants iniques, bien qu'il se retrouve chez tous les grands classiques, est neutralisé par l'exigence d'éviter la fitna, le chaos, à l'intérieur de la Communauté. Le grand théologien Ghazali (m.1111) affirmait qu'il valait mieux un dirigeant inique plutôt que le chaos au sein de la umma. Avec Taïmiyya et Qotb, on est donc bien loin de la tendance dominante de l'Islam "orthodoxe", eux qui prétendent l'incarner, et ce n'est pas le moindre des paradoxes de ces doctrinaires de l'Islam.

Conscient ou non d'avoir une lecture partielle du Coran, en ce qu'elle néglige le contexte et en simplifie les conclusions, S. Qotb entend pourtant donner à croire qu'il marche sur les traces du Prophète. Néanmoins, c'est de manière fragmentaire qu'il prend exemple sur lui, puisqu'il ne s'intéresse qu'à un point de méthode. En effet, face aux situations très diverses qui prévalent dans les mondes arabe et musulman, les moyens de mener le jihad doivent être adaptés. Car, c'est la victoire qui est recherchée et non le suicide et la défaite. Pour cela un minimum de stratégie est bienvenu.

2.3.5. *Les modalités de la conduite du jihad selon Qotb*

Dans son commentaire coranique, "maalim fi al-tariq", S. Qotb propose à cette avant-garde islamiste d'adopter "la conduite prophétique", "al-manhaj al-nabaoui", afin de mener le jihad salvateur et purificateur : temporiser ou s'exiler quand les rapports de forces sont défavorables et ne permettent pas l'application de la loi divine, la charia ; agir lorsque c'est possible et restaurer par le jihad un Etat fondé sur la souveraineté de

[224] muhammad saïd al-ashmawy, *op. cité*, p.90

Dieu[225]. Dans la pratique deux interprétations s'affrontent[226] : ceux qui estiment qu'il faut comprendre l'exil comme une retraite intérieure et spirituelle sans rupture physique avec la société impie, tout en dissimulant ses intentions réelles, c'est la pratique de la taqiyya, caractéristique des chiites ; et ceux qui refuse la dissimulation et la coexistence avec la société de la jahiliyya, préconisant l'exil réel, la hijra, à l'instar du Prophète, pour fonder en dehors d'elle une société islamique exemplaire.

2.3.6. *Un exemple : la "société des musulmans", Takfir wal-Hijra*

L'expérience tentée par l'agronome, Moustafa Choukri, est emblématique de l'impact des écrits de Qotb sur la jeune génération de la société égyptienne.

Choukri est emprisonné à l'âge de 23 ans, entre 1965 et 1971, pour avoir distribué des tracts émanant des Frères musulmans sur le campus de l'université d'Assiout. Entre la prison de Torrah et le camp d'Abou Zaabal, il intègre un groupe, la Jamaat al-mouslimin, la Société des musulmans, pensé comme un retour à la umma des temps prophétiques[227]. Après la libération de Choukri en octobre 1971, les rangs de la Jamaat grossissent grâce à sa prédication sur le campus universitaire de la ville d'Assiout, où il finit ses études d'agronomie, et dans les campagnes environnantes. A partir de 1973, le groupe expérimente l'exil en se retirant dans les grottes des montagnes autour d'Assiout, mettant en application le principe de la hijra du Prophète et de ses premiers compagnons[228], selon les recommandations de Qotb.

L'enlèvement le 3 juillet 1977, d'un ancien ministre des Biens religieux, le cheikh Mohammad al-Dhahabi, et son assassinat quelques jours plus tard, scellent le destin de la Société des musulmans. Le jeune Choukri est exécuté en novembre 1977 au terme d'un procès mené avec célérité par une juridiction militaire[229].

On peut dire que la pensée de Qotb a été rapidement suivi d'effets. Bientôt, les émules de Qotb déborderont largement le cadre de l'Egypte pour atteindre l'ensemble du monde musulman.

---

[225] Abderrahim Lamchichi, *op. cité*, p.48
[226] G. Kepel, *op. cité*, p.78
[227] Abderrahim Lamchichi, *op. cité*, p.71
[228] G. Kepel, *op. cité*, p.80

2.4. *Les plus importants représentants du qotbisme*

Les représentants les plus remarquables du qotbisme, actuellement, sont les groupes égyptiens, Gamaa islamiyya et l'Organisation du Jihad, le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat en Algérie, le Hizbi islami et les Talibans en Afghanistan ou la Jamaati islami au Pakistan.

Les idéologues qotbistes[230] les plus connus et les plus influents dans le monde musulman, tant sunnite que chiite, sont : Mawlana Abou al-Ala al-Maoudoudi (1903-1979), fondateur des Jamaati islami au début des années 1940[231]. Il est en outre, comme on l'a vu, une des sources d'inspiration de S. Qotb, notamment en ce qui concerne le concept de hakimiyya ; Erbakan en Turquie ; les Frères musulmans, Youssef al-Qardaoui, jugé par O. Carré d'un qotbisme édulcoré, tandis que Saïd Hawa le syrien, serait un qotbiste actif ; enfin, Hassan al-Tourabi le soudanais, idéologue du régime militaro-islamiste de Khartoum jusqu'en 1999. En ce qui concerne les chiites : l'imam Khomeïni (m. 1989) qui semble-t-il vénérait S. Qotb et, à ce titre, fait émettre, en 1984, un timbre-poste à son effigie. Il y est représenté derrière les barreaux de sa cage d'inculpé lors de son procès devant les tribunaux militaires en 1965 ; Ali Khaménaï, le successeur de Khomeïni, a quant à lui traduit en persan des extraits importants de "A l'ombre du Coran"[232]; enfin le cheikh Husseïn Fadl Allah, Guide spirituel du Hizb Allah libanais.

Bien que Qotb soit vivement critiqué par les autorités religieuses musulmanes d'al-Azhar, dès 1966, et par les Frères musulmans égyptiens, à partir de 1969, il n'en demeure pas moins, comme en témoigne les figures de l'Islam d'aujourd'hui qui relaient ses idées, qu'il est intégré à la longue liste des gardiens de l'orthodoxie. Sa prose vindicative, à l'égard de la société en générale, irrigue certainement l'imaginaire des groupes islamistes radicaux et légitime leurs actions violentes et terroristes. Toutefois, il serait trop facile de rejeter l'entière responsabilité des conséquences d'une idéologie, aussi sectaire et intolérante soit-elle, sur un seul homme. La politique et son principal commanditaire, l'Etat, ne sont pas moins impliqués dans les développements

---

[229] *ibid.*, p.103
[230] O. Carré*, op. cité*, p.92
[231] Abderrahim Lamchichi, *op. cité*, p.55
[232] O. Carré, *op. cité*, p.86

dramatiques que connaît l'Egypte depuis 30 ans. Mais revenons à nos Frères musulmans.

D. Le retour des Frères musulmans sur la scène politique égyptienne

A la mort de Nasser en septembre 1970, Sadate entend prendre le contrôle du gouvernement. Pâtissant d'un manque de légitimité aux yeux des nassériens et de la gauche, il comprend le parti qu'il peut tirer d'une alliance avec les islamistes, notamment les Frères musulmans qu'il connaît bien. Sadate qui est en butte à une opposition passive dans l'administration et les universités, va en faciliter l'islamisation.

Des ministères importants tels que les Biens religieux ou Waqf, la Justice et l'Education sont bientôt les vecteurs de l'islamisation de la société. Celle-ci est renforcée grâce aux mass-médias, dont la radio et la télévision, qui diffusent bientôt des programmes islamiques. Dans les universités, les syndicats étudiants tombent sous la coupe des islamistes qui ont tôt fait de promouvoir leurs principes à grande échelle et de chercher à les appliquer. L'entente se fissure et connaît une évolution dramatique avec les premières négociations israélo-égyptiennes désavouées par le mouvement islamiste estudiantin. Ces développements qui s'étalent tout au long des années 1970, auront des répercussions pour les décennies à venir.

Si Sadate libère progressivement les Frères à partir de l'été 1971, ce n'est qu'en 1974, en contre-point de l'affaire de l'académie militaire, un coup d'état fomenté contre lui, que le rapprochement entre les Frères "nouvelles manières" et Sadate se fait publique[233]. L'influence des Frères ne cesse de croître et leurs revendications pour un gouvernement islamique deviennent perceptibles. Pourtant, à aucun moment l'organisation, dissoute en 1954, ne peut se reconstituer légalement, le régime rejettant systématiquement toutes les demandes de légalisation présentées par les responsables du mouvement. Ainsi, le gouvernement adopte une politique à double tranchant, s'efforçant, d'une part, de contenir le mouvement en établissant un minimum de coopération indirecte, et, d'autre part, de lui refuser un statut légal afin de limiter ses

[233] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.109

activités[234]. Cette ambivalence s'explique par deux facteurs : une méfiance tenace dont l'origine remonte à 1954 et les réticences face à une action politique d'inspiration religieuse. La loi n°40 de 1977 sur les partis politiques interdit la constitution de partis sur une base religieuse[235].

1. Sadate et les Frères

L'Association des Frères musulmans refait surface publiquement en 1974, précisément en contrepoint de la tentative d'attentat contre Sadate organisée en avril par de jeunes élèves-officiers "islamistes" et connu comme "l'Affaire de l'Académie militaire". Il semblerait que ce soit un groupe d'activistes soutenu par Kadhafi qui prépare l'attentat contre Sadate en avril 1974[236]. Ce groupe est issu du parti de la Libération islamique, basé en Jordanie, et naguère organiquement rattaché aux Frères jordaniens. Or, le mouvement officiel des Frères musulmans se proclame en total désaccord avec ce groupe et avec toute action violente de groupes semblables. Dans le même temps, il exprime son désaccord avec les formes de la répression contre les suspects.

Cette affaire offre à Sadate et aux Frères l'occasion d'une alliance forte et publique. La presse se fait l'écho des déclarations de responsables des Frères. Ainsi, le cheikh Mohammad al-Ghazali (...) a affirmé que l'attentat était un acte criminel n'émanant pas d'un musulman ni d'un patriote. Et, le cheikh Ghazali a déclaré au cours de son interrogatoire que Dieu a fait beaucoup de bien par l'entremise du président Sadate. Celui-ci a franchi le Canal pour restituer à l'arabisme son honneur. Il a renforcé les libertés (...) et liquidé les camps d'internement. il a précisé que le président Sadate avait été équitable envers lui-même en lui confiant le poste de directeur général de la Prédication au ministère des waqf, en ordonnant que soit levée l'interdiction frappant ses livres et en lui redonnant accès à la radio et à la télévision dont il avait été évincé[237].

[234] Wahid Abdel Meguid, *la politique du régime égyptien..., op. cité*, p.103
[235] *ibid.*, p.103
[236] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.113
[237] *ibid.*

2. La revue al-Daawa ou les Frères "nouvelle manière"

Lorsque survient l'Affaire de l'Académie militaire en avril 1974, le Guide Hassan al-Hodaïbi est décédé. Sa disparition en 1973, facilite "la réunification du mouvement (et) l'oubli des divergences antérieures" proclamés par les porte-paroles du mouvement, notamment Zaynab al-Ghazali[238]. La vieille garde des Frères, c'est à dire ceux des dirigeants qui n'ont pas abdiqué leurs idées, ni fui à l'étranger, se regroupent autour de l'avocat Omar al-Telmessani. C'est dans ce contexte de réconciliation que Salih Achmaoui, l'exclu de 1953, propose, en 1976, de mettre à la disposition des Frères, son titre Al-Daawa qu'il a fondé en 1951.

Le pouvoir n'y met aucune entrave et la nouvelle série est inaugurée en juillet 1976. Une nouvelle formule a été mise au point et le financement de l'opération est confié à une Société islamique de publication et de diffusion, dont Telmessani préside le conseil d'administration. La part belle est faite, dans la revue, à ceux des Frères que le Guide avait exclus en 1953 pour leurs velléités de collaboration avec le pouvoir de l'époque : Salih Achmaoui d'une part, Mohammad al-Ghazali d'autre part[239]. Ce dernier occupe, comme on l'a vu, au début des années 1970, un poste de responsabilité dans l'organigramme du ministère égyptien des Waqf, tout en étant très bien en cour en Arabie Saoudite.

Ce sont donc les Frères nouvelle manière qui revendiquent le label des deux Hassan (Banna et Hodaïbi). Toutefois, ils ne peuvent reconstituer une organisation de l'ampleur de l'Organisation détruite en 1954 par Nasser, et leur poids sur la scène politique égyptienne de l'Egypte des années 1970 reste, comme tel, marginal.

Le mensuel Al-Daawa paraît régulièrement jusqu'en septembre 1981, lorsque le Raïs interdit, un mois avant son assassinat, toute la presse non gouvernementale. Ce magazine est la voix de la tendance réformiste du mouvement islamiste. Grâce à lui, les Frères exposent au grand public leur position sur tous les sujets sociaux, politiques, économiques et religieux, et sert également de caisse de résonnance des diverses activités du mouvement sur ses terrains d'intervention favoris.

---

[238] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.109
[239] G. Kepel, *op. cité*, p.113

Avant d'aborder les thèmes que développe al-Daawa pendant les cinq années de sa parution, faisons un rapide panorama des ressources financières que canalise la revue et qui lui permettent d'exister.

2.1. *Financement de la revue et soutien politique*[240]

C'est principalement le secteur privé qui contribue au financement de la revue : des librairies islamistes, des usines de produits alimentaires, des importateurs de vêtements ou des concessionnaires automobiles. Mais, un certain nombre d'annonces émanent aussi du secteur public, environ 20%. Pour ne citer qu'un exemple, la banque nationale Misr achète la page deux de couverture de la revue, à partir de juillet 1981, pour faire la promotion de sa "branche d'opérations islamiques", sur le thème "votre argent fructifie conformément aux règles de la charia".

Les principaux annonceurs appartiennent donc au secteur privé. Celui-ci se développe considérablement grâce à la politique d'infitah, décidée par Sadate et mise en place, à partir de 1975, par son ministre Abd al-Aziz Higazi. 40% des annonces de la revue sont fournies par trois annonceurs dont les activités sont caractéristiques de cette nouvelle politique économique : la société des plastiques Al-Charif, le promoteur immobilier Massara et l'importateur d'automobiles japonaises Modern Motors. Ces trois sociétés sont contrôlées par des Frères dont la fortune s'est constituée en Arabie Saoudite pendant les trentes dernières années. Ils ont largement investi en Egypte, après 1975, dans les secteurs de l'importation et de la consommation, lesquels permettent d'accumuler rapidement d'importants bénéfices. L'interpénétration entre certains milieux affairistes et les néo-Frères musulmans est reconnue par Telmessani lui-même en janvier 1982 dans une interview à l'hebdomadaire égyptien al-Musawwar. "Ainsi, le Rockefeller égyptien, nous dit G. Kepel, l'entrepreneur Uthman Ahmad Uthman, n'a jamais fait mystère de ses sympathies pour les Frères et, bien que son nom n'apparaisse qu'une seule fois dans les pages de publicité d'Al-Daawa, il est plus que probable qu'il se soit montré généreux envers ceux dans les rangs desquels il a milité dans sa jeunesse à Ismaïliyya"[241].

---

[240] G. Kepel, *op. cité*, p.114-116
[241] *ibid.*, p.116

Vingt ans après la destruction de l'Organisation et la persécution de ses militants les Frères mobilisent à nouveau et démontrent la pérennité de l'Idée. Ces quelques exemples sur les sources de leur financement nous renseignent sur les Frères eux-même et leurs soutiens, ainsi que sur le niveau d'intégration à la vie publique des Frères de la nouvelle génération. Ces derniers sont des commerçants et des entrepreneurs appartenant à la classe moyenne égyptienne et puissament soutenus par les parrains saoudiens et des monarchies du Golfe.

2.2. *Les thèmes de la rédaction de la revue al-Daawa*

La revue des Frères s'attachent à révéler les complots qui guettent les musulmans. Les plus menaçants sont ceux de toujours depuis l'époque de Banna : l'entreprise sioniste de colonisation de la terre arabe sacrée de Palestine ; l'impérialisme et la domination, non plus territoriale de l'Occident, mais économique et culturelle, dont la chrétienté et, paradoxalement, la laïcité sont les avatars ; enfin, le communisme.

Si tous ces fléaux doivent être combattus, c'est le sionisme qui provoque le plus de remous lorsqu'il apparaît clairement que Sadate cherche à faire la paix avec Israël. C'est d'ailleurs l'occasion d'une rupture entre le pouvoir et les Frères.

2.2.1. *La diabolisation d'Israël*[242]

A partir d'octobre 1976, une rubrique intitulée "Israël d'aujourd'hui et de demain" s'attache à "démasquer l'ignominie israélienne" sous tous ses aspects. Il est notamment rappelé, en référence à l'essence du juif, "qu'il est vain de vouloir chercher à établir des relations avec les forces progressistes israéliennes, comme le propose Yasser Arafat".

Ainsi le traité de paix ne trouve aucun écho favorable dans la revue des Frères. En 1978, pendant les pourparlers égypto-israéliens, Telmessani consacre ses éditoriaux à rappeler qu'Israël fait partie du dar al-harb, le domaine de la guerre, et que le pouvoir, s'il veut mériter le nom de musulman, doit proclamer le jihad. C'est autour du voyage de Sadate à Jérusalem que s'est effectuée la rupture des relations entre le pouvoir et les néo-Frères d'Al-Daawa. Tout au long de l'année 1978, la revue attaque le principe même des négociations, et fait ainsi peser sur le pouvoir le soupçon de gouverner en

[242] G. Kepel, *op. cité*, p.120-122

contravention flagrante avec l'Islam. Elle se place alors sur le terrain sensible entre tous de la légitimation islamique du régime, qu'elle n'avait jamais mis en cause publiquement auparavant.

Al-Azhar vole au secours de Sadate et légitime par une fatwa le traité de paix égypto-israélien. Elle prend appui sur les traités conclus entre Mohammad et les Qoraychites à Hudaïbiyya, entre le Prophète et la tribu des Ghatafan, et sur le verset coranique VIII, 61 : "s'ils inclinent à la paix, fais de même".

Le n°38 d'Al-Daawa, juillet 1979, critique l'assimilation entre les traités passés par le Prophète et le traité avec Israël. Dans le n°40, septembre 1979, est publiée la réponse d'Al-Azhar qui réfute les arguments du précédent numéro. Enfin, diverses pressions gouvernementales contraignent la revue à changer le ton de ses éditoriaux : "la paix est le but suprême de l'islam, note Telmessani, et il est bon de la rechercher". Le problème nonobstant subsiste et réside dans le partenaire : les Juifs. On ne peut leur accorder aucune confiance du fait de leur essence même. Telmessani réussit de cette manière à légitimer l'action du pouvoir, sans renoncer à son argument.

Lorsque l'euphorie de la paix saisie la masse de la population égyptienne qui souffre de l'état de ni-guerre ni-paix qui s'installe au lendemain de la défaite de la guerre des six-jours en 1967, l'argumentation d'Al-Daawa est inopérante. Mais avec les premiers nuages dans le ciel des relations égypto-israéliennes, dus au piétinement des pourparlers sur l'autonomie palestinienne et à la déclaration de la Knesset faisant de Jérusalem réunifiée, la capitale de l'Etat hébreu, l'analyse d'Al-Daawa acquièrent de la crédibilité, notamment du fait que le gouvernement n'a aucun moyen de réagir aux diverses initiatives de M. Begin.

2.3. *Le réformisme des Frères nouvelle manière*

La volonté de réforme des Frères s'exprime par les pressions qu'ils exercent pour islamiser les institutions de l'Etat et leur rejet de la violence pour parvenir à un Etat islamique. Le texte suivant précise bien les modalités de l'action des Frères ; opposés à la violence, ils préconisent l'éducation, la persuasion, l'islamisation des mentalités, des pratiques et des institutions.

2.3.1. *Réprobation du concept de "haraka" pour réformer la société*[243]

Telmessani précise la position des Frères par rapport au pouvoir : "Chaque homme honnête sait que les régimes au pouvoir dans ce pays et nous, resteront sur deux bords opposés (...) jusqu'au jour où sera appliquée la loi de Dieu, et où ses règlements entreront en vigueur. (...) Mais, si ce que l'on veut dire par haraka (littéralement, le mouvement), c'est de brûler les moyens de transport, piller les magasins, saccager les établissements publics, nous ne mangerons pas de ce pain là, car Dieu réprouve la corruption (...) et de plus ce qui est saccagé n'est pas la propriété du chef de l'Etat ou du gouvernement, mais la propriété du peuple et de chacun (...).

Si ce que l'on veut dire par haraka, c'est de comploter et de fomenter des coups d'Etat, que l'on sache que cela n'est le fait que de ceux qui recherchent le pouvoir pour le pouvoir ; quant à nous, la personne de celui qui gouverne nous est indifférente, car ce qui nous importe au premier chef, c'est le type de gouvernement, sa forme et sa Constitution. (...)

Si ce que l'on veut dire par haraka, c'est d'affronter le pouvoir par la force et la violence, nous considérons qu'il s'agit là d'un vain usage de la force du peuple, dont personne ne tire profit si ce n'est les ennemis de ce pays.

"Notre mouvement à nous se situe dans le cadre de la prédication musulmane. Et c'est par les mots qu'agit notre mouvement, à savoir :

1° nous éduquons le peuple, et particulièrement la jeunesse, sur les bases islamiques qu'ont fixées les musulmans et par lesquelles ils ont gouverné.

2° nous proclamons le Vrai et invitons tous les gens à se ranger à ses côtés, et à en être le soutien en toutes circonstances.

3° nous rassemblons les gens pour leur dire ce qu'il leur faut faire et ce dont ils doivent s'abstenir.

4° nous mettons les gens en garde contre la laïcité qui se pare des habits de l'Islam pour éloigner la jeunesse musulmane de sa religion...

5° nous nous fondons sur Dieu pour éduquer la jeunesse, par le Livre et la Sunna (...), etc.". Si, Telmessani demande explicitement l'application de la charia et l'islamisation du gouvernement et de la vie sociale, il réfute la violence pour y arriver. En

---

[243] G. Kepel, *op. cité*, p.134-135

condamnant ceux qui préconise le recours au mouvement, haraka, c'est la doctine radicale de S. Qotb que Telmessani attaque. Ici, il n'est plus question de "société de l'ignorance" qu'il faudrait renverser par la force, mais plutôt de réforme des institution de l'Etat qu'il convient d'islamiser.

2.3.2. *Leurs victoires*

Grâce à leur revue, aux relais constitués par les Unions islamiques, aux groupes de pression dans divers ministères, à l'écho suscité dans l'opinion publique, les exigences des Frères semblent être entendues. Sous la pression insistante des militants islamistes, la "Constitution permanente" de 1971 est révisée en 1980. L'article 2 déclare que "la charia est la source principale de toute la législation" et non plus l'une de ses sources importantes. Toutefois, on est encore loin du leitmotiv de ces années 1970-1980 : rétablir la charia intégralement. Afin d'atteindre cet objectif une commission est constituée, en 1977, par le gouvernement pour étudier concrètement la question. La même année un premier pas est franchi avec une proposition de loi qui envisage de condamner à la peine de mort "l'apostat manifeste". Tout en satisfaisant les islamistes, le pouvoir se dote d'un instrument légal pour lutter et criminaliser les communistes militants[244].

Parallèlement, la Commission de refonte du Code de la famille, confiée depuis 1970 au ministre des Affaires sociales, est contrainte d'ajourner ses travaux puis de les suspendre. Ecoutons Mohammad al-Ghazali sur ce point : "Les Lois de la famille, des rapports sociaux, des peines et du talion, voilà ce que l'on trouve dans le droit musulman, choses qui reposent sur le Coran et les Traditions du Prophète. (On) veut se débarrasser de tout ce qui reste encore d'islamique dans le Code familial actuel. Nous voulons, nous, nous débarrasser de tout ce qui s'est introduit d'étranger dans la charia"[245]. Sur le droit de la famille comme sur le code pénal et criminel, l'accord est à peu près total entre les autorités religieuses musulmanes et les Frères. Dans ce contexte Sadate est notamment obligé de recourir à un décret présidentiel, en 1980,

[244] O. Carré et M. Seurat, *op. cité,* p.111
[245] *ibid.*, p.112

pour trancher les questions de la garde des enfants des parents divorcés et de la résidence de la femme divorcée.

Telmessani et ses amis n'expriment pas les aspirations des couches profondes de la société égyptienne mais plutôt celle des égyptiens installés dans la vie, désireux d'islamiser quelque peu les rapports sociaux en rééquilibrant la distribution des pouvoir entre élites religieuses et islamistes proclamés, et militaires et technocrates. Bien plus, "le type de revendications des Frères nouvelle manière, affirme G. Kepel, est tout à fait en adéquation avec les divers milieux d'affaires, dont les plus gros annonceurs d'al-Daawa constituent un échantillon, liés aux monarchies pétrolières de la péninsule arabique"[246]. Des membres aussi influents de la rédaction de la revue que Mohammad al-Ghazali et Youssef al-Qardaoui ne sont-ils pas des proches de ces régimes ?

En choisissant délibérément la modération, les néo-Frères ne peuvent espérer retrouver l'esprit de l'Association des Frères de l'époque de Hassan al-Banna et encore moins son audience. Le caractère d'organisation de masse est réservé dans les années 1970 au mouvement étudiant : les Jamaa islamiyya. Toutefois, on verra dans l'exposé qui suit que des liens étroits les unissent. Les Jamaa ne sont-elles pas nées sous l'impulsion des Frères dans les universités ? Et la revue al-Daawa ne leur consacre-t-elle pas une rubrique ? Enfin, au moment de la confrontation finale avec le régime, les Frères ne tentent-ils pas de calmer les ardeurs des jeunes ?

3. De la contestation étudiante au Jamaa islamiyya

Les Jamaa islamiyya sont les associations islamiques étudiantes qui se sont imposées, pendant la présidence de Sadate, comme la force dominante sur les campus. Elles constituent la seule véritable organisation de masse du mouvement islamiste dans les années 1970 et un relais pour les Frères dans les universités égyptiennes.

Minoritaires dans le mouvement étudiant égyptien, dominé par la gauche nassérienne et les courants marxistes au lendemain de la guerre de 1967, les étudiants islamistes prennent leur essor pendant la période de calme relatif qui règne à l'université après la guerre d'octobre 1973. Quatre ans plus tard, en 1977, ils dictent leur loi sur les

[246] G. Kepel, *op. cité,* p.137

campus et ont réduit à la clandestinité les organisations de la gauche. La meilleure illustration en est le Congrès de l'Union, le syndicat étudiant, en mars 1976.

Lors du Congrès de l'Union en mars 1976, qui se tient à Chibin al-Kaum, on s'intéresse principalement à l'application de la charia. Celui-ci se termine d'ailleurs par une marche jusqu'au village natal de Sadate, Mit Abou-l-kaum. Les étudiants remettent au "président croyant" les cahiers de doléances demandant l'application de la loi sacrée de l'Islam. Les années 1976-1977 sont l'époque de la pleine puissance des Jamaa. Elles contrôlent de fait l'Union, aussi bien au niveau national que dans les principales universités. Les élections de l'année universitaire 1976-1977 leur permettent de conquérir de solides positions, notamment la présidence de l'Union des étudiants de l'université du Caire, celle de Miniya et la plus importante des vices-présidences, celle d'Alexandrie.

Le processus relativement court de retour aux avants-postes des islamistes dans le milieu universitaire s'explique par le contexte historique, le soutien du gouvernement, l'adéquation des revendication des islamistes avec le fond culturel de la société égyptienne et des solutions adaptées aux problèmes concrets des étudiants.

3.1. *La défaite de 1967 et le retour des étudiants islamistes*

C'est la défaite de 1967 qui suscitent un mouvement national de protestation. Le peuple égyptien, pour la première fois depuis 15 ans, exige qu'on lui rende des comptes et descend spontanément dans la rue.

Les étudiants islamistes, malgré la dureté de l'épreuve de 1965, quelques 30 000 militants des Frères[247] ont été apréhendés et emprisonnés, et malgré l'incarcération de tous leurs dirigeants connus, ont réussit à reconstituer dans le monde universitaire quelques noyaux d'agitateurs. A Mansourah, notamment, ils ont réussi à infiltrer l'organisation de jeunesse du parti unique, l'union socialiste arabe, dont le pouvoir déclare la dissolution en février 1968 pour "avoir manifesté des tendances d'extrême droite". Ce sont eux qui mènent, dans cette ville, les manifestations de novembre 1968 contre la réforme universitaire. Celle-ci prévoit de réduire le nombre d'étudiants afin d'alléger les contraintes de l'Etat qui est tenu par la loi de fournir chaque année un

[247] A.Basbous, *op. cité*, p.201

emploi à 25 000 nouveaux licenciés des facultés. La manifestation du 21 novembre 1968, qui part de l'institut d'études religieuses azhariste de Mansourah, se solde par quatre morts, et déclenche par réaction des manifestations monstres, livrant Alexandrie aux étudiants en colère pendant quatre jours. Et, le pouvoir de dénoncer les "éléments étrangers aux étudiants" qui font dégénérer les manifestations, notamment "les communistes et les Frères musulmans". Cette alliance, pour peu probable qu'elle soit, rappelle les évènements de 1954 et la conjonction des efforts de subversion des Frères et des communistes contre le pouvoir dictatorial naissant de Nasser.

Loin d'être aussi puissant à la fin des années 1960, les Frères étudiants s'ils peuvent jouer un rôle de détonateur, ne sont pas encore légion[248].

3.2. *Le régime de Sadate suscite les Jamaa*

Puissament aidés par le régime de Sadate, qui veut se débarrasser des forces nassériennes et de gauche qui dominent les campus universitaires et l'Union des étudiants égyptiens, les étudiants islamistes reprennent leurs activités "traditionnelles". A peine Sadate a-t-il mené sa "révolution du redressement" de mai 1971, que le ministre des Waqf inaugure en personne, au début de l'été 1971, les "camps de jeunes musulmans", parmi lesquels on compte un grand nombre d'étudiants[249]. Dans ces camps d'exercice spirituel, d'enseignement doctrinal et d'entraînement physique, se met peu à peu en place un entraînement militaire. Les camps ont lieu sur les campus universitaires ou encore sur les hauteurs du désert, aux abords d'Assiout, de Miniya ou du Vieux Caire. On peut reconnaître là, l'institution scout mis en place par Banna.

A partir de décembre 1972, une collaboration discrète et tactique avec le pouvoir s'établit afin de briser la domination de la gauche sur les campus : à des manifestations organisées par la gauche au nom de la "démocratie à l'université" s'opposent des contre-manifestations au slogan d' "Allahu akbar". Plus subtilement, la réforme des

---

[248] G. Kepel, *op. cité*, p.140-141
[249] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.110

statuts du syndicat étudiant, qui introduit une réorientation idéologique des raisons de cette institution ouvre la voie à la prise de contrôle par les islamistes.

On considère aujourd'hui que c'est l'un des proches de Sadate, Mohammad Uthman Ismaïl, un ancien avocat, qui est le "parrain" des Jamaa islamiyya au niveau national dès la fin 1972, puis lorsqu'il est nommé gouverneur d'Assiout en 1973, dans toute la Moyenne-Egypte[250]. Pendant neuf années, il s'emploie à "encourager les Jamaa dans leur lutte contre les communistes", jusqu'à ce que Moubarak le démisionne en 1982.

Ces Unions islamiques quadrillent bien vite les villes, Le Caire, Alexandrie et Assiout principalement. Or, là comme dans les camps d'été, ce sont les Frères qui occupent le terrain, nous disent O. Carré et M. Seurat[251]. Le mouvement étudiant a débordé le cadre universitaire.

3.2.1. *Convaincre et rassembler*

Avant de se rassembler dans les Jamaa, les étudiants islamistes se regroupent au sein de clubs spécifiques, appelés usar (littéralement, familles). Ces clubs qui proposent la lecture et l'apprentissage par coeur du Coran, deviennent des groupes d'accueil pour les militants. On a ici encore l'exemple d'une réminiscence d'un ordre ancien, celui institué jadis par Banna.

Sur des thèmes porteurs tels que le conflit israélo-arabe, étudiants islamistes et de gauche ne diffèrent dans leurs slogans que par les catégories linguistiques utilisées : là où les étudiants de gauche voient une nécessaire "lutte de libération nationale des peuples arabes contre le gendarme de l'impérialisme au Moyen-Orient", les disciples de Banna appellent au jihad qui mettra fin à l'usurpation par des infidèles d'une contrée du dar al-islam[252]. De cette façon l'inéluctable affrontement idéologique et physique est différé.

Les camps d'été représentent le lieux et le temps par excellence où le mouvement islamiste renforce sa cohésion et partant sa disposition à l'affrontement.

---

[250] G. Kepel, *op. cité*, p.145
[251] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.111
[252] G. Kepel, *op. cité*, p.143

3.2.2. *Les camps d'été*[253]

Les Jamaat qui voient le jour légalement à la fin de l'année 1972, organisent leur premier camp islamique d'été en 1973, à l'instigation des jamaat de l'université du Caire. L'année suivante, l'officieux Al-Ahram se fait l'écho de la cérémonie de clôture du "camp islamique" organisé "par les étudiants de l'université du Caire". Le quotidien signale que le premier secrétaire du parti unique a assisté en personne à l'évènement, et se félicite du succès de l'opération.

En 1975, le même journal rend compte du camp du Caire, mais aussi de celui de Bani Suef. Et, le recteur d'Al-Azhar, Abd al-Halim Mahmoud, d'inaugurer en personne le camp de Mansourah.

Si ces camps sont bien des camps islamiques, la presse ne mentionne pas les Jamaa comme étant les organisateurs. De cette manière peut être entretenue l'illusion que tous les étudiants y participent, sans distinction de paroisses ou de conviction politique.

Ces camps sont en fait des stages de formation pour les cadres et futurs cadres du mouvement islamiste. On y lit le Coran, on s'y entraîne à divers sports, notamment les sports de combat, on y prie collectivement et le soir on écoute des prédicateurs qui expliquent les solutions islamiques aux déboires de la société égyptienne contemporaine. On y expérimente, dans un microcosme, l'utopie islamiste avec sa double référence, passée et future.

Jusqu'en 1977, pour les responsables politiques égyptiens, ces camps ne sont qu'un efficace antidote à l'idéologie marxisante distillée par les nassériens et les communistes. Afin de renforcer l'efficacité des islamistes, le gouvernement va leur donner toujours plus de contrôle sur l'Union nationale des étudiants égyptiens.

3.2.3. *Approfondir les valeurs religieuses des étudiants*[254]

C'est par la modification des statuts qui régissent l'Union des étudiants égyptiens, que le pouvoir donne aux Jamaa la possibilité de la contrôler. Grâce aux moyens

[253] G. Kepel, *op. cité*, p.149-150
[254] *ibid.*, p.151

financiers et matériels considérables dont l'Union dispose, les Jamaa mettent en oeuvre une politique étudiante qui connaît un grand succès et aboutit au contrôle effectif des universités par les islamistes.

Le décret 335/1976 est l'exemple type de l'orientation nouvelle de la mission de l'Union. Une fois modifié, celui-ci stipule que l'objectif premier de l'Union est "l'approfondissement des valeurs religieuses chez les étudiants" (art.5, §1). Cette objectif passe avant toute chose, l'ordonnancement le prouve, quand bien même les références rituelles à l'approfondissement des conceptions socialistes (§ 3) et à la lutte contre la réaction, le colonialisme et le sionisme mondial (art.6, § 3) ne sont pas oubliées.

Le Bureau de l'Union générale est dirigée par un président élu et douze membres, c'est à dire deux membres par comité national du Bureau. Ces comités nationaux sont avant la révision au nombre de cinq : le comité de l'action politique ; des relations interarabes ; des relations extérieures ; des relations intérieures ; de l'information et de l'édition. La révision des statuts crée un comité de "la religion et la société" qui échoît "naturellement" aux islamistes. Grâce au système des élections des membres du Bureau, les islamistes font leur entrée dans l'instance dirigeante de l'Union et exercent un contrôle croissant jusqu'à la main mise totale.

Grâce à l'Union et au contrôle du comité d'information et d'édition dès 1975, les Jamaat disposent d'une tribune unique pour répandre leur idées. Elles vont, avec l'argent de l'Etat et des étudiants, mener une vigoureuse politique d'édition d'opuscules islamistes bon marché : la collection Sawt al-Haqq (littéralement, la voix de la vérité), sous-titre du premier journal des Frères dans les années 1930 et de la revue al-Daawa dans les années 1970, met à la disposition de tout les étudiants, les passages les plus denses de "Signes de piste", ainsi que des grands auteurs du mouvement islamiste du XXè siècle. La voie est ouverte à une islamisation renforcée de la vie étudiante et de son cadre, les université et les campus.

3.3. *Les solutions islamiques aux problèmes de l'université et des étudiants*

L'appui du gouvernement constitue un atout majeur dans la prise de contrôle progressive de l'administration du syndicat national. Grâce aux moyens matériels et

financiers dont celui-ci dispose, les Jamaa prennent de l'ampleur et imposent leur vision du monde à l'institution universitaire. C'est là, la plus grande victoire des Jamaa, tirer profit des réels problèmes de l'institution universitaire pour proposer des solutions libélées "islamiques". En somme, c'est la capacité des Jamaa d'investir le champ social et politique avec les catégories islamiques correspondantes, sans créer de rupture, au contraire, avec la culture des étudiants qui est la vrai source de leur succès. Ce succès est en outre fortement facilité par la tradition même de la culture islamique faite d'imitation de la Tradition. On verra que c'est sur le mode de l'imitation que se fait l'acquisition du savoir ou comme l'explicite savamment Maurice P. Martin "(...) Pour la majorité des étudiants, (l')acquisition passive d'un savoir moderne à objet professionnel ne met jamais en question les bases culturelles de leur société traditionnelle. La modernisation n'est pas un réflexion sur la culture, particulièrement la culture religieuse héritée. Cela explique sans doute partiellement pourquoi l'étudiant peut maintenir une sorte de comportement double, parallèle : moderne dans les techniques acquises, traditionnel dans le style de vie et de pensée"[255].

Concrètement les problèmes de l'université en Egypte sont colossaux. Les conséquences de la politique de Nasser pèsent lourd sur l'institution universitaire dans les années 1970. L'enseignement supérieur, ouvert à un maximum d'égyptiens, et l'obligation de l'Etat d'absorber un quota élevé d'étudiants licenciés dans son administration, provoquent mécaniquement une surcharge des effectifs à l'université et une baisse dramatique du niveau de l'enseignement tandis que l'administration du pays est absolument incapable de répondre à la demande des étudiants diplômés.

Le résultat en est le chômage comme promesse d'avenir pour ces jeunes instruits tandis que les effectifs ne cessent d'augmenter. En 1970, on compte 200 000 étudiants, et en 1977 plus d'un demi million. Parallèlement, le nombre de professeurs décroit. Découragés, face aux difficultés de l'université égyptienne, ils se sont laissés tenter par l'émigration dans les pays du Golfe. Le ratio enseignants/étudiants est tombé à 1/100. Face à ces problèmes, les jamaa proposent des solutions concrètes à certains des problèmes : révision avant les examens ; mise à disposition des polycopiés du

[255] cité par G. Kepel, *op. cité*, p.148

professeur ; solution à la promiscuité hommes/femmes dans les amphitéâtres et dans les bus pour se rendre à la faculté et dans les cités universitaires.

3.3.1. *Le problème de la promiscuité*[256]

Afin de sortir les étudiantes de la promiscuité des transports publics, les Jamaa mettent en place un service de minibus. La première ligne, supervisée par l'union des étudiants de la faculté de Médecine du Caire, en collaboration avec la Jamaa de cette faculté, entre en service en mars 1977. Son succès est immédiat.

Notons qu'il est préférable au départ, puis obligatoire de revêtir la "tenue islamique", voile, robe longue, gants, pour emprunter ce moyen de transport. Dans les amphithéâtres bondés, le problème est le même. On réclame dans un premier temps la ségrégation des sexes dans les travées, puis on l'impose.

Cette tactique est caractéristique des Jamaa : on commence par proposer un mot d'ordre qui semble anodin, qui de plus est bien accepté par la masse, convaincue que là réside l'islam des origines. Dans un deuxième temps, alors que l'on a la masse avec soi, on affirme le caractère obligatoire de ce genre de pratique sur le mode du militantisme, et on stigmatise l'autre dont la pratique est déclarée non conforme avec le dogme. Ce faisant, on rompt avec la société de la jahilliyya, thème qotbiste s'il en est.

3.3.2. *La mosquée comme lieu privilégié d'études*[257]

Obtenir ses examens dans le système universitaire égyptien consiste à restituer le polycopié du professeur. Les amphitéâtres bondés ne permettent pas d'en sortir avec une compréhension satisfaisante du cours dispensé, la multiplication des polycopiés et du coût afférent interdisent aux étudiants les plus modestes de les acquérir, enfin dans certains cas l'étudiant ne dispose d'aucun endroit adéquat pour les assimiler. Les Jamaa proposent encore une fois des solutions concrètes à ces problèmes. Elles organisent des séances de révision en groupe, dans les mosquées, où tous ânonnent en choeur le polycopié. Ce faisant, elles restituent aux mosquées une partie de leur fonction

[256] G. Kepel, *op. cité*, p.154
[257] *ibid.*, p.155

traditionnelle : un centre d'étude. Une autre remarque s'impose : la réflexion critique est absente du processus d'apprentissage.

En outre, grâce à leur contrôle de l'Union et du budget destiné à l'édition, les Jamaa reproduisent à bas pris les manuels et polycopiés, sans payer leur droit d'auteur aux professeurs qui perdent là une source de revenu, et peuvent fournir à tous les étudiants qui le souhaitent le matière première, nécessaire à leur réussite scolaire.

On peut regretter que les Jamaa utilisent les problèmes des étudiants pour alimenter leur projet d'Etat islamique, nonobstant on est bien obligé d'admettre qu'elles se comportent comme n'importe quelle force politique. Et c'est d'ailleurs ce qu'elles tendent à devenir, car enfin, arrivé en 1977 au faîte de sa puissance, le mouvement étudiant cherhce à déborder le cadre de l'université et des campus pour investir la rue. Les Jamaat, portées par l'opinion populaire et la certitude que leurs revendications sont légitimes et doivent être prises en compte, voire mises en oeuvre sans délai, en arrivent bientôt à s'affronter au régime.

4. L'inévitable confrontation

Alors que les islamistes ont pris le contrôle des universités, avec la bénédiction du régime de Sadate, ceux-ci entament un processus de conquête de la société civile en organisant des manifestations de masse. L'objectif est de devenir un acteur politique à part entière et de faire avancer ses revendications : application intégrale de la charia et un "non" catégorique à la paix avec Israël. Or, c'est en 1977, alors que le pouvoir des islamistes ne cesse de s'accroître, que Sadate fait son voyage historique à Jérusalem. Il a vraisemblablement sous-estimé la capacité de mobilisation et de nuisance des Jamaat, et n'a pas pris les mesures nécessaires pour empêcher la confrontation. Les négociations bilatérales qui aboutissent au traité de paix israélo-égyptien de 1979, sont désavoués par l'ensemble de la mouvance islamiste. Les Frères, regroupés autour d'al-Daawa, et les étudiants manifestent à cette occasion d'une coopération qui si elle existait auparavant était moins bruyante. Plus grave, les Frères dits "modérés" tentent de justifier le recours à la violence des radicaux, voire de l'excuser. Le dernier combat entre les étudiants islamistes et le pouvoir a commencé.

4.1. <u>*Sortir des campus et devenir une force politique*</u>

Les jamaa qui aspirent à devenir un élément moteur de la transformation de la société jahilite en société musulmane, organisent des prières publiques à l'occasion des deux grandes fêtes musulmanes[258] : la id al-fitr, qui marque la fin du mois de Ramadan ; et la id al-adha, la fête du sacrifice, pour commémorer le sacrifice d'Abraham. A l'occasion de ces fêtes, la pression sociale est énorme pour tous les habitants des pays musulmans, ce qui facilite le travail de convocation des foules pour les célébrations. Toutefois, loin de négliger le côté markéting, des prédicateurs, aussi célèbres que Mohammad al-Ghazali ou Youssef al-Qardaoui, font pour l'occasion escale au Caire entre deux séjours auprès des monarques des monarchies du Golfe.

Ainsi, en 1976, les Jamaa rassemblent un nombre considérable d'orants pour ces occasions : à Alexandrie, au stade de l'université, ce sont, selon Al-Dawaa, 40 000 personnes qui se rassemblent pour la id al-fitr ; en 1977, 100 000 à Alexandrie, 50 000 au Caire en face du palais présidentiel, le palais Abidin, et des miliers au stade de Zagazig ; en 1980 pour la id al-fitr, dans la quasi-totalité des villes égyptiennes s'organisent des prières collectives, afin que le peuple croyant communie dans la ferveur[259]. Les hommes et les femmes sont évidemment séparés. La prière devant le palais Abidin où réside Sadate a une portée symbolique évidente, le peuple lui rappelle qu'il doit gouverner bima anzala-llahu (littéralement : par ce que Dieu a fait descendre, c'est à dire la parole sacrée) et faire régner la justice. Alors que les négociations de paix israélo-égyptiennes sont en cours ces manifestations devant le palais du président croyant ont un goût particulier. Amin Maalouf, auteur de "Les croisades vues par les Arabes" n'hésite pas à faire un parallèle entre un épisode des croisades et la situation à laquelle aboutit la signature du traité de paix en 1979 : la reconnaissance par l'Egypte de la souveraineté israélienne sur une partie de Jérusalem la sacrée. Or, en 1228, Al-Kamel, sultan d'Egypte et neveu de Saladin, offre la Ville Sainte à l'Empereur Frédéric, roi d'Allemagne et de Sicile. Ce "cadeau", dû à des considérations purement politiques et stratégiques, ne va pas sans susciter un tollé dans le monde musulman, en particulier en Egypte[260]. Le parallèle est donc tentant et les islamistes ont tôt fait de franchir le pas.

---

[258] G. Kepel, *op. cité*, p.155
[259] *ibid.*, p.156
[260] voire A. Maalouf, *op. cité*, p.250-265 et épilogue p.304

De plus, la paix israélo-égyptienne, qui est loin de satisfaire les espoirs de Sadate, a été négociée par Boutros-Boutros Ghali, chrétien de confession copte, en charge des Affaires extérieures de l'Egypte. A partir de 1979, les Coptes sont la cible systématique d'attaques parfois sanglantes de la part des Jamaa, et ce jusque tard dans les années 1990. On reviendra sur ce point ultérieurement.

Aux négociations de paix qui sont perçues comme une trahison, s'ajoute l'échec de la politique d'ouverture économique aux investisseurs venus de la Péninsule arabique et d'Occident. L'aggravation des inégalités et une dégradation alarmante de tous les services publics : voirie, égouts, téléphone, transports, approvisionnement, et autres, sont la traduction objective de cet échec. En janvier 1977, la ville du Caire est toute entière soulevée contre l'augmentation des produits de base. Les groupes islamistes profitent de l'occasion pour renforcer leur statut d'opposant à la politique du régime et conforter leur assise populaire. Bien qu'ils participent de manière voyante aux émeutes du Caire et d'Alexandrie, seuls sont accusés et poursuivis les communistes[261].

Le mouvement des étudiants islamistes est donc devenu de manière obvie, à partir de 1976-1977, un mouvement sociologique et politique de masse qui tout en bénéficiant encore de la protection du régime, fourbit ses armes pour bientôt se retourner contre son protecteur. Le voyage de Sadate à Jérusalem, en novembre 1977, marque un tournant. En effet, le président de la paix ne peut se permettre d'être désavoué sur cette question. Or, les Frères réunis autour de la revue al-Daawa apportent leur soutien aux Jamaat. L'entente qui caractérisait jusque là les relations du mouvement islamiste avec le pouvoir se transforme en antagonisme.

4.1.1. *Les Jamaat affrontent le régime de Sadate*

Après le voyage de Sadate à Jérusalem, les Jamaat pratiquent l'escalade verbale contre le régime, toutefois la mise en oeuvre des propos ne semble pas être à l'ordre du jour. S'il y a violence, elle s'exerce dans le cadre de l'université et des campus à l'encontre des couples, des récitals, des films, et autres activités contraires "aux bonnes moeurs", transformant les campus en une "terra islamista"[262].

---

[261] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.115
[262] G. Kepel, *op. cité*, p.222

Le pouvoir contre-attaque et, à l'été 1978, il envoie les brigades anti-émeutes pour mettre un coup d'arrêt aux camps du Caire, d'Alexandrie et de Zagazig organisés par les Jamaat. A Miniya le camp se tient mais les autorités refusent de payer les frais occasionnés. Ces brimades vont nimber les Jamaat de l'auréole des martyres et ils vont concentrer l'opposition au régime entre 1979 et 1981. En 1979, le camp du Caire se tient dans la mosquée Salah al-Din et celui d'Alexandrie dans une mosquée proche de la ville d'Aboukir.

Après la signature des accords de Camp David, en mars 1979, Sadate monte au créneau contre les islamistes. Non seulement, il est soutenu par une fatwa d'al-Azhar qui légitime le traité, mais il bénéficie d'une certaine popularité en tant que "président de la paix". Il compte bien pouvoir déconsidérer efficacement aux yeux du peuple ceux qui, au nom de l'islam, critiquent "la paix honteuse avec les juifs". Le 15 avril à Assiout, l'une des villes où les Jamaat sont les plus actives et où le soutien du pouvoir jusqu'en 1977 est le plus patent, Sadate, dénonçant nommément les Jamaat, traite aussi publiquement Telmessani de menteur[263].

D'ailleurs, le numéro d'al-Daawa du mois de mai 1979 est interdit, et le mois suivant le décret 265/1979, interdit l'Union générale des étudiants égyptiens, gèle ses biens, et n'autorise les unions qu'au niveau des facultés. Les mesures sont prises trop tardivement pour être efficaces. Les Jamaat se sont constitué de solides infrastructures et se permettent de regretter les effets du décret : la fin des services de l'Union. Photocopie de manuels ; minibus de ramassage pour les filles et tenues islamiques bon marché ; pélerinage à bas prix, etc. De fait la démonstration de force lors de la id al-fitr de 1979 montre au pouvoir qu'il ne les a pas encore réduites.

4.2. *Les Frères d'al-Daawa et les Jamaat*

En synchronie avec le déroulement des évènements qui opposent les Jamaat et le régime, la rubrique d'al-Daawa consacrée aux "nouvelles des jeunes et des universités", change radicalement de ton entre l'automne 1977 et le début de l'année 1978. En effet, aux communiqués triomphalistes qui annoncent les succès des listes islamistes aux élections de l'Union à l'automne 1977, font place des articles prétendant

[263] G. Kepel, *op. cité*, p.161

exposer les "complots" du pouvoir contre les Jamaat. Ainsi, en janvier 1978, un article relate les "combats à l'Union des étudiants, entre les fantoches des partis politiques et les jamaat". Le mois suivant sont mises au jour les "manoeuvres pour priver les Jamaat de leur succès aux élections"[264], tandis qu'en avril affluent les témoignages de solidarité des "musulmans sincères" aux militants "persécutés". Le recteur de l'Azhar à la retraite, Hassanaïn Makhlouf, proclame que "les tentatives pour contrecarrer les Jamaat sont des stratagèmes contre l'islam"[265].

Après la dissolution de l'Union, les Frères mettent en garde les étudiants contre les dérives radicales et activistes. Le remplacement, au sein des Jamaat, des proches de Telmessani au profit d'éléments activistes laisse craindre le pire. En juin 1979, la rubrique de la revue al-Daawa, "nouvelles des jeunes et des universités" contient désormais les "recommandations et mises en garde" de Moustafa Machhour, qui préviennent la "jeunesse musulmane" contre "les actions causées par l'émotion, les provocatiosn des ennemis, les combats partiels qui font perdre du temps", et l'objurguent de "se laisser guider par ceux qui les ont précédés sur la voie pour qu'ils commencent là où ces derniers sont arrivés, au lieu de repartir à zéro"[266]. Mais sur les campus l'atmosphère est extrêmement tendue et l'avertissement se perd dans le tumulte.

En effet, en Moyenne-Egypte, dans les deux universités d'Assiout et de Miniya, la tension se cristallise autour du problème confessionnel et au printemps 1980 des affrontements ont lieu entre la communauté copte et les étudiants des Jamaat. En juin 1981, c'est un nouvel épisode sanglant dans un quartier du Caire qui oppose coptes et islamistes des Jamaat. En septembre, Sadate interdit la parution d'al-Daawa, fait arrêter plus d'un milliers liés aux Frères musulmans. Le 6 octobre, le président Anwar al-Sadate tombe sous les balles des activistes d'al-Jihad.

4.2.1. *Les Frères et les activistes radicaux*

L'aile radicale du mouvement islamiste, à l'instar des années 1948 et 1954, a de nouveau totalement échappé au contrôle des "modérés", en l'occurence les Frères d'al-

[264] G. Kepel*, op. cité*, p.159
[265] *ibid.*, p.160
[266] *ibid.*, p.168

Daawa. Une différence notable entre la période des années 1940-1950 et celle des années 1970 : l'aile activiste alors était organiquement liée à l'Organisation des Frères ; à l'époque de Telmessani et de la revue al-Daawa, par précaution ou par état de fait, la relation est plus subtile. En effet, si des Frères participent à l'organisation du mouvement des étudiants à ses débuts ; si l'on reconnaît les scouts de Banna chez les Jamaat, avec leurs camps d'été d'entraînement physique et d'endoctrinement ; si des Frères dirigent des sections locales des Jamaat ; s'il existe une rubrique dans la revue des Frères "nouvelle manière" consacrée au travail des Jamaat, aucune information ne mentionne de liens organiques entre les Frères d'al-Daawa et les Jamaat.

Ainsi, malgré les justifications apportées par le courant "modéré" de l'islamisme, incarné par les Frères, aux exactions et à la violence des activistes radicaux, ceux-ci se verront relâchés en toute impunité par le nouveau président Moubarak, quelques semaines à peine après l'assassinat de Sadate. L'incompréhension peut saisir à juste titre les observateurs, car enfin la position d'al-Daawa vis-à-vis de l'activisme violent est plus qu'ambiguë. Qu'on en juge.

Fin 1977, l'assassinat par les membres du groupe al-Takfir wal-Hijra de Chukri Moustafa, du cheikh Mohammad al-Dhahabi, un oulama ancien ministre des Waqf, qui avait absolument réfuté le caractère islamique des idées du groupe, est catégoriquement désapprouvé par les Frères dans les colonnes de la revue al-Daawa. Au concert des voix condamnant l'acte odieux, s'ajoute celle de Issam al-Din al-Aryan, un jeune médecin, dirigeant des Jamaat à l'université du Caire. Nonobstant, cette condamnation semble intervenir pour permettre de mieux dénoncer les mesures policières et la procédure militaire, et revendiquer la légalité de leur mouvement, signalent O. Carré et M. Seurat[267]. Après les condamnations relatives à cette affaire, en janvier 1978, Talmassani excuse l'extrêmisme et revendique l'encadrement légal de la jeunesse par les Frères au lieu de la répression policière[268].

La période troublée qui suit et se prolonge jusqu'en septembre 1981, avec les attaques répétées du pouvoir contre les Jamaat, les arrestations et les "faux procès" qui se succèdent, ne voit pas les Frères désavouer franchement les groupes islamistes. Ils

---

[267] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.116
[268] *ibid.*, p.118

ne les distinguent pas non plus franchement des unions islamiques étudiantes. Enfin, en mai 1981, Salih Achmaoui qui sent le vent de la confrontation souffler, prend sa plume pour désavouer l'extrêmisme violent. Mais, à l'instar des condamnations précitées en profitent pour nuancer son désavoeux, annulant par la même le potentiel opératoire de sa démarche. En effet, il exige une contrainte gouvernementale en matière de pratique religieuse des musulmans, ainsi que des lois et un système de gouvernement islamisés. La première de ces réclamations va à l'encontre même du caractère tolérant de l'Islam qui dit clairement : "Pas de contrainte en religion". Plus grave, S. Achmaoui réclame l'impunité pour des soulèvements populaires, comme ceux de Syrie ou d'Afghanistan, contre... le pouvoir en place[269]. Voilà la position officielle des Frères. Celle-ci et les condamnations en demi-teintes des assassinats et autres actes terroristes des islamistes activistes prêtes indéniablement le flanc à l'accusation de complicité dans les évènements d'octobre 1981. En ce qui concerne les affrontements confessionnels entre coptes et musulmans, il en va de même.

En effet, Omar Talamssani, éditorialiste et rédacteur en chef d'al-Daawa, se voit, en juin-juillet 1977, inquiété par le pouvoir pour des incidents confessionnels qui ont lieu à Miniya, à Assiout et au Caire[270]. L'opposition tranchée des islamistes à la paix avec Israël, négociée par le ministre des Affaires étrangères, le copte Boutros Boutros Ghali ; la campagne de presse contre les responsables politiques chrétiens ; enfin, les plaintes de la minorité copte qui s'étale dans la presse américaine à l'occasion d'un voyage de Sadate à Washington en avril 1980, ouvrent la voie aux accusations de trahison des Coptes et aux affrontements du printemps 1980 et de juin 1981.

Pourtant, quelques semaines après l'assassinat de Sadate par le groupe al-Jihad, un sous-groupe extrémiste des Jamaat qui prend son inspiration idéologique dans la pensée de Qotb et la radicalise, le nouveau président Hosni Moubarak fait libérer Salih Achmaoui et Omar Telmessani emprisonnés par Sadate début septembre 1981.

[269] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.121
[270] *ibid.*, p.117

E. De Sadate à Moubarak, l'islamisation de la société civile et de ses institutions se confirme tandis que l'emprise des Frères se renforce

La présidence de Sadate a permis le retour en force de l'Islam dans la société égyptienne. Il s'est fortement appuyé sur la mouvance islamiste. Celle-ci est marquée à son époque par deux forces principales : les guides idéologiques, les Frères ; le mouvement étudiant et populaire, les Jamaat. Mais Sadate, a aussi mis à contribution l'islam traditionnel, al-Azhar et les salafistes, d'une certaine manière afin de contrer l'action des Frères. Cette stratégie, mise au point pour opposer islam politique et traditionnel, a au mieux retardé leur coopération. Des passerelles sont jetées entre islam politique et islam traditionnel, aux niveaux idéologique et institutionnel. La rencontre de ces deux courants de l'Islam s'affirme au niveau idéologique, à l'époque de Sadate, en ce qui concerne l'application de la charia ; tandis que leurs représentants travaillent ensemble au sein des associations caritatives et sociales pour la resocialisation des personnes autour des valeurs de l'Islam, coopèrent au sein de l'administration des Biens religieux, puis de l'Union des oulamas d'al-Azhar que les Frères et les salafistes investissent en masse, s'assurant ainsi un label azharite.

L'islamisation de la société, sous l'influence du discours politique venant de l'Etat lui-même, des médias, du système éducatif, et partant de la culture, sont le résultat de cette coopération entre le pouvoir, l'islam traditionnel et l'islam politique. Le pouvoir ne prend pas, semble-t-il, la mesure des conséquences de cette stratégie d'islamisation multipolaires. En outre, la politique d'ouverture économique, favorise l'apparition de la finance islamique en Egypte par le biais des grandes banques saoudiennes et des pays du Golfe. Les Frères sont encore à l'avant-garde de ce mouvement et l'islamisation trouve à s'exprimer dans le champ de l'économie et de la finance.

L'homogénéité culturelle qui résulte de ce processus d'islamisation pousse naturellement la mouvance islamiste à se prévaloir du rôle de porte-parole politique du peuple égyptien et à faire pression pour l'application intégrale de la charia. Le pouvoir cède sur plusieurs points : lorsqu'il en tire avantage pour lutter contre le communisme militant ; lorsqu'il doit "payer" le soutien de l'Azhar, après le traité de paix israélo-égyptien de 1979. L'amendement, en 1980, de l'article 2 de la Constitution qui fait de la charia "la source fondamentale de la loi" en est l'expression la plus aboutie.

Malgré ces concessions, il est déjà trop tard pour Sadate et la confrontation finale est inscrite. A cet égard, on peut dire qu'à l'instar de l'époque du roi Farouk, les politiques, Banna à l'époque, Telmessani et ses amis en 1980, perdent le contrôle de leur aile activiste militante, les scouts et l'appareil secret alors, les Jamaat en 1980. A la différence des Frères de la fin des années 1940 et du début des années 1950, les Frères, dans les années 1970, n'ont d'autre expression légale que la revue al-Daawa. Autre fait important, les Jamaat ne leur sont pas organiquement liés. Le fait est que l'interdiction de reconstituer légalement l'Organisation impose cette subtilité.

Toujours est-il que, ce fait, allié aux tentatives de Telmessani et ses acolytes de tempérer les ardeurs activistes des Jamaat, leur valent de survivre à la persécution des Jamaat et du groupe Tanzim al-Jihad. Ainsi, ils peuvent réinvestir le travail mené durant l'ère Sadate à l'époque Moubarak. Les Frères, emprisonnés par Sadate en septembre 1981, sont élargis par Moubarak, quelques mois après l'assassinat du "président croyant". Simultanément, le président Moubarak ne relâche pas la pression sur les activistes les plus violents. De cette manière, il entend faire la différence entre islamistes modérés et extrémistes, et continuer à tirer profit de la légitimité islamique que les modérés lui procurent. Il maintient néanmoins les Frères dans une situation précaire.

Afin de limiter la puissance des Frères et peut-être par souci de reconnaissance de leur responsabilité dans les évènements de 1977 à octobre 1981, al-Daawa n'est pas autorisée à reparaître, après son interdiction en septembre 1981 par Sadate. Par ailleurs, toujours sous le coup du décret de dissolution de janvier 1954, édicté par Nasser, les Frères ne peuvent reconstituer l'Organisation, ni se constituer en parti politique, selon la loi n°40 de 1977 qui interdit les partis à référents religieux. Les Frères sont donc tolérés et non protégés par la loi. Ils n'en demeurent pas moins les plu sérieux représentants de l'islam politique, en dépit du fait qu'ils sont privés d'un parti politique pour canaliser le vote populaire en leur faveur. Afin de pallier ce manque, les Frères vont s'investir dans un activisme infra-politique caratérisé par le travail social et le syndicalisme. Le résultat de cette stratégie en est le contrôle des associations caritatives et sociales, dont la plus importante est la Gamiyya chariyya, et des principaux syndicats des professions libérales, à commencer par le syndicat des médecins.

Héritier de l'ère Sadate, Moubarak prolonge en quelque sorte la stratégie de son prédécésseur dans les champs de l'éducation, de la culture et de la gestion des moeurs, à la différence près que la mouvance islamiste "modérée" y est mise en concurrence avec les autres courants de pensée. Ainsi, ils ne sont plus les seuls producteurs des valeurs symboliques. L'ouverture du débat sur la culture est réelle mais le rapport des forces n'est pas balancé. Les intellectuels laïcs ou simplement non islamistes voient rapidement leurs vies menacées. De la même manière, le champ politique est ouvert, privant ainsi les islamistes de l'exclusivité de l'expression politique oppositionnelle, avec son corollaire l'application intégrale de la charia.

Cette stratégie, toutefois, va rapidement montrer ses faiblesses. L'islamisation des moeurs et des mentalités, entamée sous Sadate, via le travail social de proximité, les mass-média et l'éducation, se prolonge avec Moubarak tout au long des années 1980 et 1990. Sans s'appliquer au domaine politique, l'islamisation touche le social, le culturel et même l'économique, ce faisant elle contourne le politique pour mieux l'assiéger ; car finalement, le travail social en particulier ne permet-il pas de se construire une légitimité populaire, de faire circuler une vision de la politique et de se constituer une base électorale ?

Les Frères, qui restent la composante militante et participative la plus active de la mouvance islamiste, opérant sur ce terreau et fort d'une génération d'étudiants, adhérents, membres actifs et dirigeants des Jamaat qu'ils ont su attirer dans leurs rangs, accentuent leur emprise sur les institutions de la société civile et prennent pied dans les syndicats professionnels, dès 1984. Cette même année voit l'entrée des Frères au Parlement, pour la première fois de leur histoire. Si l'ouverture politique participe de la stratégie de différenciation des islamistes modérés et extrémistes, exposée plus haut, Moubarak y met rapidement un terme, alerté par la capacité des Frères à s'adapter aux règles du jeu démocratique et à mobiliser leur électorat.

Le régime de Moubarak, engagé tout au long des années 1980 et 1990 dans une lutte sans merci avec les islamistes radicaux, semble commencer à comprendre, au début des années 1990, les erreurs de sa politique du laisser faire dans les domaines social et culturel. Alors qu'il est entrain de gagner la partie contre l'islamisme activiste, il se lance à l'assaut de l'islamisme "modéré". Cependant, de même qu'il ne suffit pas de

dissoudre les Jamaat ou de décapiter al-Jihad pour s'en débarrasser, il ne suffit pas non plus de mettre en prison les dirigeants des Frères pour faire disparaître ce mouvement et encore moins l'expression politique qu'il incarne. Vingt années d'islamisation des moeurs et de l'imaginaire d'un peuple ne peuvent être balayées d'un seul coup. Ç'eut été trop facile.

On distinguera, dans l'exposé qui suit, l'islamisation par le biais de l'éducation et des mass-médias, de l'islamisation des moeurs par le biais du travail social de proximité, directement réinvesti dans la chose politique en ce qu'elle constitue une base électorale.

1. L'islamisation de la société égyptienne

On se rappelle que, déjà à l'époque de Banna, le débat sur la qualité de l'enseignement était lancé. Une coopération entre l'organisation des Frères musulmans et le gouvernement avait vu le jour, et les Frères de créer leur propre structure d'enseignement, du jardin d'enfant à l'enseignement secondaire. La destruction de l'Organisation à l'époque nassérienne et le manque d'information sur la teneur des programmes de l'enseignement primaire et secondaire ne nous permet pas de dire ce qu'il en a été par la suite. Sous Sadate, on a vu que le cadre universitaire s'islamise puissamment sous la pression des Jamaat. Qu'en est-il de l'enseignement primaire et secondaire ? Là encore le manque d'information ne nous permet pas de le dire.

Les informations, concernant la présidence de Moubarak, réaffirment l'influence islamiste sur l'enseignement. Simultanément, les médias, depuis l'époque de Sadate, font une place de plus en plus grande à l'Islam avec des hommes comme Mohammad al-Ghazali, alors directeur de la prédication au ministère des Biens religieux. A l'époque de Moubarak, le phénomène ne se dément pas. Conséquence "logique" de ce processus d'islamisation de l'éducation et du discours des médias, la culture et les mentalités s'islamisent au sens radical du terme. Moubarak, qui laisse le champ de la culture ouvert au débat, se voit bientôt confronté au phénomène de la censure islamique. Celle-ci, brandie par les détenteurs de l'autorité religieuse, s'accompagne d'acte de violence à l'égard des intellectuels et écrivains.

1.1. *Islamisation de l'éducation, une dynamique ancienne*

Comme on l'a vu et redit, dès leur création, les Frères musulmans militent pour une éducation équilibrée : religieuse et profane. A l'époque de Sadate, les Frères, qui coopèrent avec le gouvernement, en tant qu'ils en sont un de ses soutiens politiques, avec les Jamaat, n'ont sans doute pas renoncés à plaider en faveur d'une islamisation accrue de l'éducation. Celle-ci trouve avec le Général Makhluf, le procureur militaire chargé du procès des membres du groupe al-Takfir wal-Hijra, en 1977, un promoteur de choix. En effet, pour le Général, le groupe de Choukri Moustafa s'est égaré par manque de connaissance religieuse et par défaut d'enseignement religieux conséquent. Afin de remédier à la vacuité religieuse de la jeunesse égyptienne, il préconise la thérapie suivante : "l'encadrement religieux de la jeunesse, de la maternelle à l'université, par l'étude obligatoire des matières religieuses"[271]. On sait ce qui se passe à l'université à cette époque. En revanche, on ne dispose pas d'informations concernant la politique concrète menée par le ministère de l'Education, ni la composition de son fonctionnariat, et les retombées sur la qualité de l'enseignement primaire et secondaire.

Les spécialistes et chercheurs nous disent que les islamistes ont infiltré le ministère de l'Education et y ont promu une véritable culture islamique. Le caractère lacunaire d'une telle assertion est évident. En revanche, Anwar Moughith[272], nous informe que 10% de l'emploi du temps dans les écoles de la République égyptienne, à l'époque de Moubarak, est consacré à l'éducation religieuse et est obligatoire[273]. Plus grave que l'intrusion d'un enseignement religieux dans une institution qui se veut laïque, c'est le caractère rétrograde, la volonté de déconstruction et d'orientation de ses promoteurs et artisans. Dans le domaine de la morale, de la famille et du droit privé, la qualité de l'enseignement est telle qu'Olivier Carré juge qu' "il n'y a aucun élément d'adaptation au monde moderne"[274], on appréciera la maîtrise de la litote. Les promoteurs de l'islamisme vont plus loin. Ainsi ont-ils décidé la modification des

---

[271] G. Kepel, *op. cité*, p.104

[272] Anwar Moghith, philosophe, auteur de l'article : *Egypte : l'école terreau de l'intégrisme*, La Pensée n°299, 1995, pp.33-40

[273] Anwar Moghith, *op. cité*, p.34

[274] O. Carré, *Enseignement islamiste et idéal socialiste- Analyse conceptuelle des manuels d'instruction musulmane en Egypte*, Beyrouth, Dar al-Machreq, 1986, p.233

programmes d'enseignement[275] relatifs à l'histoire. L'Egypte pharaonique est désormais exclusivement enseignée dans les classes de la 7e à la 5e, alors que l'enseignement reçu dans les classes supérieures est réservé à l'islam et à l'arabisme. Les nouveaux manuels scolaires passent de l'ère pharaonique à la conquête arabe sans mentionner l'époque chrétienne. Ils ne parlent pas non plus du rôle des Coptes dans la lutte pour l'indépendance du pays tout au long du XXème siècle. Enfin, sabordant leur propre culture, c'est le texte intégrale des Milles et une nuits, représentant phare de la production littéraire de la culture arabo-islamique, qui est interdit par les tribunaux, en 1985, pour "offense aux valeurs de l'islam"[276]. On peut s'interroger sur les sympathies politiques du président du tribunal qui prend une telle décision.

De manière globale, c'est l'institution qui se délite, comme on l'a signalé pour l'époque sadatienne. La dégradation de l'enseignement et du traitement salarial des enseignants et professeurs a engendré un marché parallèle de leçons particulières, d'où un surcoût pour les familles. Les groupes islamistes qui offrent des cours gratuits dans l'enceinte des mosquées ont donc une clientèle abondante. Les conditions pour accéder à cet enseignement : port du voile pour les filles, prières et cours d'endoctrinement religieux pour tous les élèves[277]. On reconnaît là l'opportunisme des Jamaat qui replacent l'enseignement universitaire dans le cadre de la mosquée, cadre d'autant mieux accepté qu'il se présente comme la solution à des problèmes concrets. En outre, la mosquée retrouve son rôle historique de centre de savoir et d'apprentissage. Conséquence immédiate pour les jeunes générations qui vivent cette expérience : la religion est omniprésente et sature leur imaginaire ; elle est un cadre naturelle de production des valeurs.

Comme si cela ne suffisait pas, les établissements scolaires sont le champ d'application d'une propagande parallèle. Au début des années 1990, le ministère de l'Education fait saisir dans les écoles quelque 200 000 cassettes de propagande religieuse qui excommunie l'Etat et la société[278]. On imagine facilement que chacune

[275] A. Basbous, *op. cité*, p.217
[276] G. Kepel, *op. cité*, p.270
[277] Anwar Moghith, *op. cité*, p.37
[278] *ibid.*, p.38

des 25 000 écoles publiques que compte l'Egypte[279] n'ont pas été "perquisitionnées". Pour remédier à ce phénomène, nous explique A. Moghith, "le gouvernement adopte une solution ubuesque qui consiste à distribuer lui aussi, sous l'égide des jurisconsultes d'Al-Azhar, des cassettes propageant un islam "authentique et tolérant""[280].

C'est tardivement que l'Etat semble prendre conscience du danger qui guette la société égyptienne et ses valeurs, danger qui ne manquera par de menacer l'Etat lui-même, des années 1970 aux années 1990.

En effet, il faut attendre 1993 pour que le ministre de l'Education nationale, Hussein Baha ed-Din, décide de muter des milliers de professeurs d'obédience islamiste vers d'autres ministères, pour supprimer tous contacts entre eux et la jeunesse[281]. En 1995, ce sont 2000 professeurs[282], soupçonnés d'être membre de la Confrérie ou d'avoir des sympathies pour elle, qui sont démis de leurs fonctions et affectés à des tâches administratives. Le gouvernement a également dénoncé l'obligation du port du voile, imposée par certaines directrices d'écoles, et s'est opposé à la pratique d'un apartheid de nature religieuse.

L'enseignement n'est qu'un seul des domaines où s'exprime la stratégie des islamistes. L'avènement de l'ère des médias leur a permis, à partir de l'époque de Sadate, d'instrumentaliser, à l'instar de n'importe quelle autre force politique, cette arme de propagande massive.

1.2. *L'islamisme des médias*

C'est à l'époque de Sadate que les islamistes investissent les médias pour y déverser leurs prêches. On se rappelle les déclarations de Mohammad al-Ghazali, à l'occasion de l'Affaire de l'Académie militaire, en 1974, saluant le sens de l'équité du président Sadate qui lui a ouvert l'accès aux médias, télévision et radio[283]. Et, il n'est pas le seul.

---

[279] Moubarak et l'enseignement, en langue arabe, Le Caire, ministère de l'Education nationale, 1993, p.40, cité par Anwar Moghith, *op. cité*, p.37
[280] *ibid.*, p.38
[281] A. Basbous, *op. cité*, p.217
[282] Impact international, *who runs Egypt... op. cité*
[283] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.113

1.2.1. *Les stars de l'islamisme*

Feu le cheikh Metwalli Chaaraoui[284], ministre des Biens religieux de 1976 à 1978, nourri de doctrine wahhabite, il a passé plus de quinze ans dans le royaume saoudien, anime, jusqu'en 1998, une émission hebdomadaire à la télévision égyptienne. "Extrèmement populaire, nous dit A. Basbous, il s'est attiré une cour de millions d'admirateurs à tel point qu'exprimer un point de vue divergeant du sien est assimilé, dans la société égyptienne, à une offense contre l'islam".

La cible principale de Chaaraoui sont les femmes. Sous couvert de défense de leurs vertues, elles sont enjointes à revêtir le hijab pour protéger l'homme de ses propres instincts et exercer sur leur mari un plus grand pouvoir de séduction. A l'inverse, afin de la préserver d'elle même, il plaide en faveur de l'excision "(...) faute de quoi elles feraient la chasse aux hommes pour satisfaire (leurs) instincts"[285]. Réjouissant tableau d'Adam et Eve au pays de l'Islam.

Le cheikh, bien qu'ayant accès à la télévision, ne dénonce jamais publiquement les actes des islamistes radicaux, pis, il est même allé jusqu'à pratiquer, à l'antenne, le takfir contre les dirigeants qui ne respectent pas l'islam[286]. Il va sans dire que les Coptes ne sont pas épargnés et qualifiés, comme il se doit, d'impies[287].

Un autre prédicateur célèbre, le cheikh Omar Abd al-Kafi, s'emploie à répandre la haine des Coptes parmi ses coreligionnaires, il est en outre, à l'instar du précédent, porté par l'Etat égyptien. Le cheikh Abd al-Kafi[288] produit pour le ministère de l'information, du début jusqu'au milieu des années 1990, trente émissions par an destinées au grand public. Il prêche de plus, tous les vendredi, à la mosquée Assad b. al-Fourate, dans le quartier Doqqi, à Giza, sans autorisation du ministère des Biens religieux et contre la volonté du conseil d'administration de la mosquée, mais avec le soutien des renseignements généraux et de plusieurs ministres qui viennent écouter ses prêches.

[284] A. Basbous, *op. cité*, p.210
[285] A. Basbous, *op. cité*, p.211
[286] Turbans et poignards, en langue arabe, de Ibrahim Issa, Sphinks (ABC), 1993, cité par A. Basbous, *op. cité*, p.211
[287] A. Basbous, *op. cité*, p.211
[288] A. Basbous, *op. cité*, p.209

Abd al-Kafi cultive la discrimination de la minorité copte et pousse au divorce entre chrétiens et musulmans : "Vous ne devez pas souhaiter la bonne année à votre voisin et collègue chrétien (...). L'islam vous l'interdit (...) parce que ces gens célèbrent la résurrection du Christ (...). Qand vous dites aux chrétiens, à Pâques, bonne fête, cela signifie que vous avez reconnu la resurrection du Christ (...).

Comme tout imam islamiste, il ne craint pas d'appeler au meurtre. Ainsi, à propos de Salman Ruchdie, il affirme : "si j'avais rencontré Ruchdie moi-même, je l'aurais tué". Le caractère dangereux de tels propos est évident et on frémit à l'idée que des millions de ses cassettes circulent en Egypte et de par le monde. Si Abd al-Kafi a produit quelque 90 enregistrements, ce n'est rien à côté des 425 de l'incontournable cheikh Abd al-Hamid Kichk qui depuis sa mosquée de Aïn al-Hayat, littéralement "la source de la vie", répand une idéologie fondamentaliste radicale, tout en moquant le discours des activistes radicaux qotbistes. On peut l'entendre dans les années 80 à Casablanca, Alger et en Europe[289], mais surtout en Egypte, dans les taxis et jusque dans les écoles.

Il apparaît clairement que le régime égyptien, que ce soit à l'époque de Sadate ou de Moubarak, est responsable de la dérive sectaire, voire fascisante de la mouvance islamiste, et partant de la violence qu'elle induit. Le laisser faire coupable de l'Etat est ici directement en cause. La discrimination préconisée à l'égard des Coptes se traduit par de la violence physique, dans les années 1990 tout comme elle s'était déjà manifestée à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Cette violence trouve à se diversifier et vise bientôt les intellectuels.

1.3. *Le terrorisme intellectuel des islamistes*

Sans doute le sectarisme des islamistes radicaux et la rigidité de leur idéal ne peuvent s'accommoder de l'exercice de la liberté intellectuelle et, dès la fin des années 80, des cheikh légitiment, par le biais de fatwa, l'assassinat d'intellectuels et d'écrivains pour apostasie. On se rappelle que sous l'impulsion conjointe de l'Azhar et des Frères, une proposition de loi envisage, en 1977, la peine de mort contre l'apostat manifeste. A l'époque, elle vise les communistes militants[290]. A l'époque de Moubarak, elle s'applique

[289] Abderrahim Lamchichi, *op. cité*, p.52
[290] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.111

aux intellectuels et écrivains. L'écrivain Salman Ruchdie, musulman de naissance, condamné à mort, en 1985, par Khomeïni, pour "apostasie publiquement exprimée"[291] est le premier à en faire les frais.

Ainsi, l'écrivain et essayiste laïc, Farag Foda, est-il assassiné en 1992[292]. L'Union des Oulama d'Al-Azhar peut être tenue responsable de cet assassinat puisqu'elle émet une fatwa légitimant cet acte[293]. Mahmoud Mazroua, professeur à l'université d'Al-Azhar et secrétaire général de l'Union[294], prend la défense des assassins de l'écrivain lors du procès[295]. Créée en 1946, l'Union des Oulama d'Al-Azhar a vocation à s'opposer à la pensée du doyen de la faculté de littérature arabe, Taha Husseïn. Celui-ci préconise à cette époque de relier l'Egypte à l'Europe du Sud pour stimuler la renaissance culturelle égyptienne. Le champ d'action de l'Union est dès lors défini : empêcher l'acculturation de la société égyptienne au contact de l'Europe en particulier et de l'Occident en général, et éviter la contamination laïque. A. Basbous affirme que l'Union est aux mains des Frères et remarque qu'une répartition des rôles existe sous le mandat du recteur d'Al-Azhar, Gad al-Haq Ali Gad al-Haq : "l'Union soutient les positions radicales que le recteur d'Al-Azhar ne peut afficher publiquement"[296].

D'autres écrivains égyptiens sont victimes de la vindicte et de la violence des islamistes. En octobre 1994, par exemple, Naguib Mahfouz, prix Nobel de littérature, âgé de 93 ans, est victime en plein jour, au Caire, d'une tentative d'assassinat. Il en perd l'usage de la main droite[297].

En 1992, Nasr Abou Zeïd est jugé, sur la base de ses écrits, pour apostasie publique militante, et donc passible de la peine capitale selon le droit islamique, le fiqh. L'un des arguments majeurs contre Nasr Abou Zeïd réside dans sa critique de la méthode de lecture du Coran de Sayyed Qotb ainsi que des autorités reconnues d'Al-Azhar. Partisan de la laïcité, il insiste sur la différence fondamentale de ce concept avec

---

[291] O. Carré, *"A l'ombre du Coran" revisité : Les lendemains possibles de la pensée de Sayyed Qutb et Qutbisme*, *op. cité*, p.97
[292] Moustafa Kamel Al-Sayyid, *The other face of the islamist movement*, in Democracy and rule of law project, Global policy program, Carnegie endowment for international peace, n°33, January 2003
[293] 30. 07. 1995, *Al-Azhar rocked by sheikh's arrest*, Emad S. Mekay, Middle East Times
[294] 27. 09. 1995, *Al-Azhar Ulema Condemn Ikhwan Military Trial*, Athens, Kayhan
[295] Wahid Abd al-Meguid, *op. cité*, p.122
[296] A. Basbous, *op. cité*, p.214
[297] A. Basbous, *op. cité*, p.227

l'athéisme[298]. Toujours est-il que le cheikh Youssef al-Badri, qui lance la procédure judiciaire contre Abou Zeïd, obtient que celui-ci soit condamné, par un tribunal égyptien, pour apostasie et contraint à la séparation d'avec son épouse. Pour obtenir la condamnation de l'intellectuel, al-Badri s'appuit sur le principe de la hesba, qui autorise n'importe quel fidèle à s'ériger en gardien de la moralité musulmane, et sur l'article n°2 de la Constitution, amendée à l'époque de Sadate, qui fait de la charia la source principale de la législation égyptienne[299]. Abou Zeïd s'exile au Pays-Bas où sa femme le rejoint[300]. Il est à noter que Moustafa Machhour, membre éminent des Frères et futur Guide suprème de la Confrérie, s'oppose dans les colonnes du journal islamiste al-Chaab au verdict de la Cour[301].

Enfin en juin 2000, le Centre de recherche islamique d'al-Azhar ne craint pas d'exiger que toute les oeuvres littéraires soient soumises à une censure religieuse, en réaction à la réédition du livre "Le festin d'algues de mer", du Syrien Haïdar Haïdar, jugé "blasphématoire et contraire à l'islam"[302]. Quant au journal al-Chaab, du Parti islamiste travailliste avec lequel les Frères partagent des affinités idéologiques, aux élections parlementaires de 1987 les candidats Frères musulmans se sont présentés sur ses listes, il s'en est pris directement au ministre de la Culture, Farouk Hosni, pour avoir permis la réédition dudit "Festin". Ces diatribes contre l'oeuvre littéraire et le ministre de la Culture provoquent des manifestations étudiantes qui dégénèrent parfois en affrontements avec la police[303].

Comme on vient de le voir pour l'assassinat de Farag Foda, la condamnation de Nasr Abou Zeïd ou la réédition du livre du Syrien, il existe un discours dispensé par une élite autorisée, gardienne autoproclamée de l'orthodoxie, qui jette l'opprobre sur les personnalités, les juge apostats et prononce leur excommunication, légitimant leur élimination physique. On ne peut que constater qu'il existe un continuum entre

---

[298] O. Carré, *"A l'ombre du Coran" revisité : Les lendemains possibles de la pensée de Sayyed Qutb et Qutbisme*, Arabica, tome XLVIII, Koninklijke Brill NV, Leiden, 2001, p.97

[299] 19. 10. 1995, *Egypte : les fronts mouvants de l'intégrisme*, P. Rousselin, Le Caire, Le Figaro

[300] A. Basbous, *op. cité*, p.200

[301] 28. 01. 1996, *New guide for the Brotherhood*, Fatemah Farag, Middle East Times staff

[302] 01. 06. 2000, *Le gouvernement égyptien multiplie les arrestations d'islamistes*, A. Buccianti, Le Caire, Le Monde

[303] 22. 05. 2000, *Egypte : grandes manoeuvres anti-islamistes*, C. Lorieux, Le Figaro

"modérés" et radicaux, du verbe à l'acte homicide. L'Etat à cet égard porte encore une lourde responsabilité.

A la différence de Sadate, Moubarak ouvre la scène politique à l'ensemble des courants idéologiques. A l'instar de son prédécesseur, il délègue et encourage la gestion du fait social aux associations, accentuant l'islamisation de la société.

2. Hosni Moubarak ouvre le lieu du politique

La participation des Frères aux élections législatives du 27 mai 1984, sur les listes du parti Wafd, fait partie intégrante de la stratégie du président Moubarak de division des rangs islamistes. L'acte inaugural de sa présidence indique son principe d'action. Tandis que, fin décembre 1981, sont libérés le leader des néo-Frères musulmans, Omar al-Telmessani, et le directeur de la revue Al-Daawa, Salih Achmaoui, en parallèle, sont poursuivis, traduits devant la justice et condamnés, les islamistes d'al-Jihad. Le 6 mars 1982, les tribunaux prononcent cinq condamnations à mort pour l'assassinat de Sadate et la responsabilité de la rébellion simultanée dans la ville d'Assiout. Cette distinction entre radicaux et modérés permet au régime de continuer à tirer profit de la légitimité islamique que les seconds lui garantissent.

Lors des trois semaines de campagne électorale, la stratégie de marginalisation des islamistes atteint son paroxysme. En effet, un débat politique oppositionnel et pluriel voulu, voire orchestré, met littéralement le parti au pouvoir, le PND, en accusation : il est responsable de tous les maux que vit le pays. Cela ne l'empêche pas, au final, d'obtenir une majorité écrasante de sièges, 390 sur 454. A noter que le Président n'est jamais mis en cause dans les débats. Par cette stratégie, le pouvoir déprime le mouvement islamiste de son rôle de seule force d'opposition politique. Les Frères n'en participent pas moins pour la deuxième fois de leur histoire, la première en 1945, à des élections législatives. La même année, les Frères remportent une autre victoire importante. Ils obtiennent six sièges aux élections partielles de l'ordre des médecins[304]. Par la suite, leur influence ne cesse de croître au sein des organisations professionnelles.

---

[304] Wahid Abdel Meguid, *op. cité*, p.106

L'activisme des Frères au sein des syndicats sert un double objectif : se constituer une base politique militante dans les classes moyennes ; atteindre une plus grande efficacité dans le domaine du travail social, grâce à l'expertise et aux services spécialisés qu'ils permettent. Le syndicat des médecins à cet égard constitue un exemple significatif.

La synergie ainsi créée permet en outre de résorber la fracture sociale entre classe pauvre et classe moyenne éduquée. Fort d'une base électorale qui puise ses ressources dans les catégories sociales les plus nombreuses, les Frères peuvent prétendre à un rôle politique accrû.

2.1. *Les Frères entrent au Parlement*

Bien qu'interdit de parti légal, les Frères parviennent à participer aux élections de mai 1984 et à entrer au Parlement. Pour ce faire, ils concluent une alliance avec le parti Wafd. L'alliance entre les amis de Omar Telmessani et le parti Wafd, proclamée en mars 1984, permet aux Frères musulmans de faire une entrée sans précédent au Parlement. L'alliance totalise 58 députés dont 8 Frères. On est loin des 390 députés du Parti National Démocrate (PND). A nouveau, lors des élections de 1987, les Frères s'allient, au sein d'une coalition, avec les partis socialiste du travail, Hizb al-Aamal, et socialiste libéraux, Hizb al-Ahrar, et obtiennent 36 sièges. Ils deviennent ainsi le premier groupe d'opposition au Parlement[305].

En 1990, les Frères boycottent les élections parlementaires en raison d'un désaccord avec le gouvernement sur le mode de scrutin. Aux élections de 1995, ils cherchent à renouer avec la compétition électorale mais font l'objet d'une offensive musclée de l'Etat pour les en empêcher et de fait n'obtiennent qu'un seul siège. En 2000, ils reviennent en force, et malgré des manoeuvres similaires à celles de 1995, obtiennent 17 sièges au Parlement. C'est un énorme succès qui dénote la pugnacité et l'éfficacité de l'organisation des Frères, en même temps que leur ancrage populaire, en dépit des tentatives du pouvoir de les discréditer. C'est en outre, une grave défaite pour le régime de Moubarak et son avenir.

[305] A. Basbous, *op. cité*, p.213

L'action des Frères au sein du système politique, dès le début des années 1980, se révèle donc particulièrement efficace et des craintes commencent à se faire jour non seulement dans les cercles du pouvoir mais également dans certains partis laïcs et parmi les intellectuels. C'est la capacité des Frères à mobiliser un électorat et à s'accommoder des règles du jeu démocratique mais aussi la recurrence de la demande d'application de la charia qui ne laissent d'inquiéter. Le refus du Parlement de mettre en oeuvre l'intégralité de la charia peut servir de justification à la violence des islamistes.

2.2. *La charia ou la vie*

L'association salafiste, Al-Gamiyya Al-Charia, vouée au travail social et apolitique par essence, appelle implicitement et contre toute attente à voter, en 1987, pour la coalition islamiste. Elle affirme, par voie de communiqué, que "l'Islam est la solution à tous nos problèmes" et critique "le refus du Parlement d'appliquer la charia"[306]. L'implication de la Gamiyya chariyya dans le processus électoral est une garantie de vote populaire. Par ailleurs, la critique correspond au rejet par le Parlement de la motion, présentée, le 4 mai 1985, par le député islamiste Salah Abou Ismaïl, qui demande l'application intégrale de la charia[307]. A nouveau, en 1988, les députés islamistes reviennent à la charge et demandent sans succès l'application intégrale de la Charia[308]. En 1990, les factions radicales violentes des Jamaat revendiquent l'assassinat du président du Parlement, Rifaat al-Mahjoub[309].

On peut, ici encore, remarquer l'existence d'un continuum entre l'action des parlementaires islamistes et la violence des islamistes radicaux. Les premiers rejettent publiquement la violence de leur aile radicale mais c'est pour mieux articuler désapprobation d'une politique qu'ils jugent contraire à l'Islam et répression féroce des radicaux, avec la justification subtile de la violence. A partir de 1992, l'Etat se donne les moyens de contrer les Frères musulmans, par le biais de la loi, de la répression et d'une campagne de dénigrement. Mais, nous reviendrons sur cette période des années 1990

306 Wahid Abdel Meguid, *op. cité*, p.121
307 G. Kepel, *op. cité*, p.270
308 A. Basbous, *op. cité*, p.213
309 Moustafa Kamel Al-Sayyid, *op. cité*

ultérieurement, car elles se caractérisent par un revirement de la stratégie du régime vis-à-vis des Frères musulmans et de l'islam traditionnel.

3. Aux sources de la puissance politique des Frères

On peut s'interroger sur la source de la puissance politique des Frères. Celle-ci est telle qu'ils sont les seuls en mesure de rivaliser avec le parti au pouvoir, le PND de Moubarak, sans toutefois, et c'est remarquable, disposer d'un parti légal. Cette interdiction a certainement favorisé l'investissement des Frères dans le champ de l'infra-politique, c'est à dire la vie syndicale et le travail social de proximité. Les syndicats sont un atout important : ils fournissent une tribune politique pour la mobilisation de la classe moyenne éduquée ; des cadres politiques au mouvement des Frères musulmans ; ainsi que de nombreux services aux organisations sociales et caritatives contrôlés par les Frères, lorsqu'ils ne suscitent pas eux mêmes la formation d'associations à buts humanitaires. Le travail social et humanitaire, réinvesti dans la chose politique, c'est là la base de la puissance des Frères.

On a vu que l'action sociale, tout comme l'éducation, est une des premières préocupations de Banna : l'action sociale efficace garantie la puissance populaire. Ce sont les unités scouts qui parcourent la campagne égyptienne pour informer le paysan égyptien en matière d'hygiène et prodiguer les premiers soins. Au milieu des années 1940, l'Organisation des Frères musulmans se dote d'une clinique et en 1953 chaque branche dispose d'au moins un dispensaire. Même si les Frères ne survivent pas en tant qu'organisation à la répression nassérienne, l'expérience a fait jurisprudence.

L'exode massif, depuis les années 1960, a fait quintupler la population des villes. L'Etat n'est pas en mesure de gérer cette escalade démographique et peine à prendre en charge les nouveaux espaces où se concentre la population, à mettre en place des infrastructures sociales viables. C'est là que la bienfaisance islamique accomplit son oeuvre et que les islamistes entrent en compétition avec l'Etat, sur un terrain dont le potentiel en gain politique est énorme. Pourtant, c'est l'Etat lui-même qui a encouragé cette dynamique, dans le cadre du compromis conclu par Sadate et pérennisé par Moubarak. Celui-ci vise à encourager les initiatives privées de prise en charge des

problèmes sociaux, notamment les initiatives "au nom de l'islam". Ainsi, depuis les années 1980, une association sur trois qui voit le jour se déclare islamique[310]. En 1995, le quart des associations enregistrées auprès du ministère des Affaires sociales sont des associations islamiques à vocation humanitaire[311], soit un peu moins de 4 000 pour un total de 15 000 associations[312] réparties dans tout le pays. Faciliter de la sorte la fructification et le développement d'un réseau d'associations islamiques vise aussi à lutter contre les extrémistes. Un des aspects de cette lutte concerne le contrôle des mosquées privées, construites par les particuliers, qui ont augmenté de manière vertigineuse ces dernières décennies.

C'est le président Anwar al-Sadate qui a instauré une exemption de taxe foncière pendant dix ans pour tout propriétaire qui réserve une zaouiya, un coin pour la prière, dans son immeuble. Cette mesure a permis que le Caire s'enrichisse de quelque 300 000 mosquées en miniature[313]. La principale inquiétude des pouvoirs publics à cet égard réside dans le fait que nombre de leurs propriétaires les abandonnent, n'ayant pas les moyens financiers de prendre en charge leur entretien et de payer leur personnel. Le ministère des Affaires religieuses n'a pas non plus les moyens de les prendre en charge ni sur le plan financier ni sur le plan humain. Ces mosquées deviennent attrayantes pour les militants islamistes extrémistes. La Gamiyya, en tant qu'acteur social apolitique, est donc particulièrement encouragée à récupérer ces mosquées privées pour y prendre en charge la prédication et également pour en faire des centres qui dispensent des services éducatifs, sanitaires et sociaux. Dans les années 1970, 31,2% des associations sont créées par les salafistes de la Gamiyya, et dans les années 1980, le ratio atteint 33,9%[314].

Les pouvoirs publics égyptiens ont donc fortement contribué au développement de la Gamiyya de même qu'ils ont poussé les Frères à s'y investir. Ce faisant, ils ont permis à leur principal adversaire politique de se constituer une base de mobilisation sociale et politique. La Gamiyya de la ville de Hélouan est l'exemple le plus abouti à cet

---

310 Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.191
311 Sarah ben Nefissa, *Les ligues régionales et les associations islamiques en Egypte,* Revue *Tiers Monde*, t. XXXVI, n°141, janvier-mars 1995, p.168
312 Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.192
313 A. Basbous, *op. cité*, p.215
314 Wahid Abdel Meguid, *op. cité*, p.120

égard. Le Conseil populaire local de la ville, qui équivaut au Conseil municipal, est présidé de 1986 à 1992 par le responsable de la branche de la Gamiyya de la ville et géré par les Frères. Ces derniers profitent donc de cette position d'interlocuteurs directs de la population, en contact avec ses problèmes quotidiens, pour proposer les solutions islamiques qui conviennent et islamiser la vie sociale.

La Gamiyya chariyya, fondée en 1913 par le cheikh Mahmoud Mohammad al-Sobki, domine aujourd'hui le marché des services sociaux islamiques en Egypte. Elle compte plus de 457 filiales et bureaux, qui couvrent tout le territoire, environ 6000 mosquées sous son contrôle et de 2.5 à 5 millions d'adhérents[315].

3.1. *Les Frères militent pour une citoyenneté responsable et solidaire, l'exemple de la Gamiyya chariyya*[316]

Les succès des Frères au sein de la Gamiyya repose sur un credo qui valorise la morale et la vertu individuelle, deux qualités latentes en chaque musulman. L'objectif est de responsabiliser l'individu en en faisant l'acteur principal et fondamental de l'ordre social et politique, et plus profondément de la loi sociétale, c'est à dire en affirmant que l'individu est capable de transformer par son action l'ordre social qui l'entoure. C'est la réforme de l'individu qui conditionne celle de l'ensemble. Ce faisant, il se crée une citoyenneté plus complète que celle proposée par le modèle de la démocratie représentative, d'un type perçu comme simplement comptable, un individu égal un vote.
Cette "citoyenneté alternative", comme la qualifie Sarah Ben Nefissa, est accessible aussi bien aux membres et responsables de la Gamiyya, qu'à tous les citoyens égyptiens, entendons par là, le simple habitant ou le fonctionnaire de l'Etat. En effet, en tant qu'organisation para-publique, largement favorisée par l'administration d'Etat, la Gamiyya sert de relais local à l'administration du régime et partant de soutien politique. Les conseils d'administration des mosquées et filiales de la Gamiyya sont des lieux de rencontre entre les fonctionnaires locaux de l'Etat égyptien, et un ensemble de personnalités, de leaders et de notabilités locales. Ils constituent donc un lieu de

[315] Sarah b. Nefissa, *Citoyenneté et participation en Egypte : l'Action vertueuse selon la Gamiyya Chariyya*, in Monde Arabe Maghreb/Machrek, n°167, janvier-mars 2000, p. 24
[316] Le canevas de cette partie de l'exposé est tiré du remarquable article de Sarah b. Nefissa, *op.cité*, pp.14-24

rencontre pour l'ensemble des catégories sociales en même temps qu'un lieu d'accès à l'espace public, de construction notabiliaire, de participation politique et d'influence.

Concrètement cette citoyenneté vertueuse se construit par l'appel à l'Action vertueuse. On peut citer comme exemple la prise en charge de l'orphelin ou l'appel à la moralisation de la vie économique afin de "faire retrouver à la umma, sa Volonté et sa Liberté"[317]. Cet appel à l'action vertueuse sollicite toutes les catégories socio-professionnelles : le consommateur, le commerçant, l'industriel, l'artisan, l'ouvrier, l'investisseur, l'homme d'affaires, etc., sur le mode du "tu", c'est à dire en interpelant directement le lecteur et en l'appelant à agir à son niveau. Ce faisant, on responsabilise les individus et on leur inculque la notion d'action politique individuelle ; chaque personne peut, par son action propre, influencer l'environnement social et pourquoi pas le changer. Cela est particulièrement vrai dans le cas de la prise en charge des orphelins. En effet, toute les catégories socio-professionnelles sont mises à contribution pour accomplir cette tâche[318]. Les responsables locaux du projet se mettent en contact avec tous les corps de métiers représentés dans le quartier : artisans, commerçants, médecins de toutes les spécialités, pharmaciens, boulangers, marchands de fruits et légumes, marchands de tissus et d'habits, coiffeurs, bouchers, etc., et les poussent à intervenir dans la mesure de leurs possibilités. Dans ce cas précis, on crée en plus du lien social. Et ce n'est pas un des aspects les moins importants de la stratégie du travail social islamique. De la même manière, faciliter le mariage des jeunes gens désargentés contribue à créer du lien social, c'est aussi un astucieux moyen d'attirer de jeunes militants. Ce mariage dit "allégé"[319], consiste en une cérémonie en présence de deux témoins et sans festivité, d'une modeste dot de 1 000£E dont 300 vont à la famille de la mariée. L'aide s'étend en général à la location d'un meublé sans quoi le mariage ne peut être consommé.

Si l'on demande au tout-venant de se montrer vertueux, il est impératif que le dirigeant ou le membre de la Gamiyya montre l'exemple. Mais, bien plus, il faut qu'il soit capable de repérer chez l'individu lambda la potentialité vertueuse. Pour ce faire, l'immersion dans le corps social est capitale s'il souhaite "tisser des liens étroits avec la

[317] Sarah b. Nefissa, *op. cité*, p.19
[318] *ibid*, p.22
[319] A. Basbous, *op. cité*, p.235

population, mettre en valeur ses "leaders naturels" qui présentent les caractéristiques du citoyen vertueux (...). (Il doit) se trouver dans les lieux où ces leaders existent, notamment les associations, les clubs, les mosquées, (et) les faire participer (...) (et) leur donner la parole dans les réunions du Conseil (...)". De la même manière, le fonctionnaire est encouragé à devenir un citoyen vertueux : on le remercie lorsqu'il fait correctement son travail, on l'aide à mieux le faire lorsqu'il fait des erreurs, on lui rappelle Dieu et on l'aide financièrement en lui allouant une partie de la zakat[320].

Finalement, responsabiliser les individus de la sorte et affirmer qu'ils sont la source de l'ordre social revient à en faire des acteurs politiques. Cette pratique est loin d'être nouvelle, voire inattendue, elle correspond à l'injonction coranique de la commanderie du Bien et du pourchas du Mal, qui incombe à chaque musulman individuellement et qui est replacée ici dans un contexte socio-politique. Ne retrouve-t-on pas, dans cette injonction coranique de la commanderie du Bien et du pourchas du Mal, le point de départ de l'Association des Frères musulmans ? Et partant, l'obligation individuelle du jihad, l'effort sur soi, pour le bien de la communauté ?

3.1.1. *L'héritage de Banna réinvesti à la fin du XXè siècle*

Banna, à la suite de Taïmiyya et de Rachid Rida, a dénoncé l'occultation par les théologiens de cette exhortation coranique, adressée à chaque musulman, à faire le bien et à combattre l'ennemi. De même, le credo des Frères[321], fixé dès le début des années 1930, n'affirme-t-il pas que l'action droite, la vertu et la connaissance sont parmi les piliers de l'Islam ? Lors du cinquième congrès des Frères, en 1939, lorsqu'il revient sur l'implantation et le travail des branches de l'Organisation, ne vante-t-il pas la capacité d' "agir selon les besoins de l'endroit en créant son club, (...) en fondant aussi, parfois, des entreprises de bienfaisance, des entreprises économiques ou sociales en activité continuelle et toujours efficaces"[322] ?

Enfin, le mode de responsabilisation des individus et le repérage des "leaders naturels" est décrit dans les Mémoires de Banna. L'action se situe aux débuts de la

[320] Sarah b. Nefissa, *op. cité*, p.21
[321] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.25
[322] *ibid.*, p.20

prédication, entre 1929 et 1930, Banna commence à parcourir l'Egypte et à porter le Message des Frères. Il est dans le bourg de Abou Soueïr, où il remarque le patron d'une épicerie-café : "C'était un homme grave, digne, ouvert, à l'air droit, réfléchi, éloquent. En le voyant vendre à ses clients et bavarder avec eux, je notais en lui les marques de l'homme de bien. Je le saluais et m'assis à côté de lui et de ses voisins. Puis je m'ouvris à lui de mes intentions en venant à Abou Soueïr, puisque j'avais remarqué en lui l'homme de bien qu'il fallait pour assumer ici la charge de la prédication (...).[323]" On constate, ici, que les méthodes préconisées et mises en oeuvre par Banna sont réinvesties, dans les années 1980 et 1990 par les Frères, au service de l'action sociale et de leurs ambitions politiques.

En l'espace de dix ans, la Gamiyya a plus que doublé le nombre de ses antennes, passant de 181 filiales en 1981 à 457 au début des années 1990[324]. Ce résultat est autant le fruit de la politique du régime que celui de la stratégie des Frères. Tout au long des années 1980, la Gamiyya bénéficie d'un ensemble de mesures administratives : dons de terrains, autorisations de construire, reconnaissance officielle des conseils d'administrations des filiales. Les Frères de leur côté proposent un modèle citoyen alternatif, à la fois responsabilisant et gratifiant parce que les résultats en sont tangibles. En outre, de par leur contrôle croissant sur les organisations professionnelles, ils peuvent mettre à disposition une expertise et des services adaptés et efficaces. Le syndicat des médecins en particulier, avec sa puissante logistique, est mis à contribution. Cette articulation augmente la cohésion des groupes sociaux et l'efficacité de l'action, et rend en retour particulèrement crédibles les ambitions politiques des Frères. De manière générale, les syndicats qu'ils contrôlent sont des prestataires de services pour les associations caritatives et sociales, en même temps que des acteurs politiques au fait des problèmes des Egyptiens.

3.2. *Le syndicat ou le nouveau lieu du militantisme islamique*

Le syndicalisme constitue l'un des principaux terrains de la mobilisation islamique participative. Il confère, on l'a dit, la puissance politique en même temps qu'il permet

[323] Hassan al-Banna, *Moudhakkirat*, p.100, cité par O. carré et M. Seurat, *op. cité*, p.18
[324] Sarah b. Nefissa, *op. cité*, p.24

d'améliorer la qualité des services sociaux créant par là même une synergie idéologico-politique entre différentes classes sociales. L'articulation des instruments de contrôle social à la disposition des Frères et leur intégration dans une logique d'action politique servent au moins deux objectifs : objectiver le slogan "l'Islam est la solution" ; préfigurer l'Etat islamique.

Les leaders syndicaux d'aujourd'hui, médecins, pharmaciens, ingénieurs et avocats sont les étudiants d'hier qui ont fait l'expérience du militantisme sur les campus agités des années 1970. Sur les 22 syndicats professionnels que compte l'Egypte, les Frères sont majoritaires dans les conseils des médecins, ingénieurs, pharmaciens, scientifiques, dentistes, vétérinaires, avocats, la plupart des syndicats étudiants des universités égyptiennes et fortement présents chez les journalistes, les agronomes, les professions commerciales et les enseignants des universités[325].

Les premiers syndicats dont ils prennent le contrôle, dans la deuxième moitié des années 1980, sont ceux des médecins et des ingénieurs[326], ainsi que les clubs des enseignants des universités du Caire, d'Alexandrie et d'Assiout[327]. En 1990, le phénomène s'étend aux syndicats des professions commerciales et des pharmaciens[328]. A noter que le syndicat des pharmaciens est à majorité Copte.

A partir de 1984, les Frères prennent pied dans la direction de ce syndicat qui deviendra peu à peu leur fief[329]. Les Frères sont bien représentés chez les médecins et jouissent du prestige de leur action durant la guerre de Palestine en 1948. Le type d'action mené en Palestine est réitéré pendant la guerre d'Afghanistan dans les années 1980[330]. Un grand nombre de médecins et infirmiers membres des Frères musulmans vont assister les moujahidin afghans dans leur lutte contre l'envahisseur communiste. Pour ce faire, le syndicat des médecins se dote d'une association humanitaire ou ONG,

---

[325] Amani Qandil, *Evaluation du rôle des islamistes dans les syndicats professionnels*, in Le phénomène de la violence politique ; perspectives comparatistes et paradigme égyptien, dossier du CEDEJ, 1994, pp.281-293, cité par Iman Farag, chercheuse au CEDEJ, *Les mouvements islamistes en Egypte, contestation, violence et participation*, in, La Pensée 299, p.45

[326] Amani Qandil, *Le courant islamique dans les institutions de la société civile. Le cas des ordres professionnels in*, Modernisation et mobilisation sociale II, Egypte-Turquie, Dossiers du CEDEJ, 1992, p178

[327] *ibid*, p.174

[328] *ibid*, p.179

[329] Wahid Abdel Meguid, *op. cité*, p.106

[330] A. Basbous, *op. cité*, p.20

l'Association médicale islamique ou Comité de secours en 1985. De même, avec la crise dans les Balkans, le syndicat crée en partenariat avec le syndicat des ingénieurs, le Comité de secours pour la Bosnie.

En outre, grâce au syndicat des médecins, les Frères contrôlent des établissements hospitaliers tels que l'hôpital Abbasiyya, l'Hôpital grec ou l'Hôpital italien, fondés par des étrangers[331]. Le syndicat des médecins est certainement l'instrument le plus puissant de la politique sociale des Frères tant les besoins médicaux des Egyptiens sont importants. A cet égard, le contrôle du syndicat des pharmaciens rajoute à la cohérence de l'action des Frères en faveur de la santé de leurs compatriotes.

En 1987, les Frères prennent le contrôle du syndicat des ingénieurs avec l'aide de Osman Ahmed Osman. Celui-ci, très lié aux Frères depuis les années 1940, est un entrepreneur, ancien confident de Sadate et fondateur du Arab Contractors, sorte de MEDEF égyptien. Salah Hasab Allah Kafraoui, le protégé de Osman, cumule en 1991, les fonctions de président du syndicat des ingénieurs et de ministre du logement[332]. On peut constater que, là encore, l'Etat égyptien n'est pas sans avoir donner son assentiment au contrôle des Frères sur les syndicats.

Ces expériences syndicales permettent sans aucun doute aux Frères de s'aguérrir aux pratiques démocratiques, pour exemple on peut citer les élection de 1986 du syndicat des vétérinaires où les Frères gagnent une majorité avant de la perdre en 1988[333]. Elles leur permettent aussi de gérer les intérêts des musulmans mais aussi des Coptes qui ne sont pas leurs "clients naturels".

3.2.1. *Les élections syndicales, l'exemple de l'Ordre des avocats égyptiens*

L'élection des Frères à la direction des syndicats a lieu de façon démocratique même si la caractéristique principale de ces élections en est la faiblesse de la participation. En général, la présidence du conseil d'administration échoit a une personalité peu marquée politiquement et de ce fait plus apte à assurer la médiation avec le pouvoir. L'élection de la direction administrative du syndicat des avocats égyptiens ou Conseil de l'Ordre des avocats égyptiens, le 11 septembre 1992,

[331] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.69
[332] 14. 05. 1995, Middle East Times
[333] Wahid Abdel Meguid, *op. cité*, p.107

correspond exactement à ce schéma. Elle se solde par une victoire, significative pour les Frères, dans le dernier des grands syndicats qui échappe jusqu'alors à sa domination[334]. Le premier représentant des Frères à entrer au Conseil de l'Ordre est Mokhtar Nouh, en 1985[335].

Les candidats de la liste Al-islam huwa-l-hall, "l'islam est la solution", ont obtenu 15 des 24 sièges du Conseil. Seulement 10% des membres de l'Ordre ont voté et les Frères ont obtenu 1/3 des suffrages exprimés. Le poste de bâtonnier ou président de l'Ordre est revenu pour la septième fois depuis 1967, à Ahmed Khawaga. Le meilleur score de la liste est réalisé par Ahmed Sayf al-Islam Hassan al-Banna, fils du fondateur de l'Association des Frères musulmans[336].

Si les militants islamistes semblent pouvoir convaincre un nombre important de professionnels du bien-fondé de leurs revendications, ils fondent aussi leur pouvoir de persuasion sur l'efficacité d'une organisation adaptée au combat électoral, comme le montre le déroulement des élections.

Depuis plus de vingt ans, les jeunes diplômés en droit sont, à l'instar de tous les autres diplômés de l'enseignement supérieur en Egypte, confrontés au problème de l'emploi. Une mobilisation de plusieurs années, une campagne très professionnelle sur les thèmes de la renaissance islamique et de la réforme de la profession, des solutions et des aides concrètes, et les Frères captent en retour les suffrages des jeunes avocats. Dès la fin des années 1980, la direction des Frères, le maktab al-irchad, crée un "bureau spécial"[337] pour les avocats, présidé par Gamal Taj al-Din et assisté des leaders du courant au sein de l'Ordre, Mokhtar Nouh et Abd Allah Salim. Des cellules sont également ouvertes dans les sections locales de l'Ordre. La propagande s'appuit sur deux types d'arguments : un premier type que l'on pourrait qualifier de démocratique et idéologique, et un deuxième, très concret. Ainsi, les Frères cherchent très tôt à constituer une liste de candidats consensuels. Ils discutent des possibles candidats avec les membres de la "Commission de l'Ordre pour l'application de la charia" dont ils

---

[334] Assertion à nuancer si l'on en croit Amani Qandil. En effet, les islamistes sont totalement absents du syndicat des instituteurs, qui regroupe plus d'un demi-million de membres, et du syndicat des ouvriers. A. Qandil, *Le courant islamique dans les institutions de la société civile..., op. cité*, p.175

[335] Bernard Botiveau, *Egypte : crise de l'ordre des avocats et noramlisation des syndicats professionnels*, Monde arabe Maghreb-Macherk, n°142, oct.-déc. 1993, p.8

[336] Seif al-Islam a obtenu 6895 voix sur environ 12 000 suffrages exprimés, Bernard Botiveau, *op. cité*, p.9

assument la direction. Dans le même temps, ils se dissocient nettement des islamistes radicaux tels Omar Abd al-Rahman et Ahmed al-Mahallaoui, et refusent de tenir des réunions conjointes[338]. L'autre volet plus concret de la propagande, joue par exemple sur le contrôle du syndicat des médecins : un accord est passé entre les deux syndicats pour faire bénéficier les avocats de service médicaux gratuits; de même, les avocats les plus démunis voient leurs arriérés de cotisation pris en charge ; enfin, dans les autobus loués pour le transport des avocats vers les bureaux de vote, ils leur font prêter serment sur le Coran qu'ils donneront leurs voix à la liste unique[339]. Rien n'est laissé au hasard.

Les détracteurs des Frères estiment que cette campagne leur a coûté 2 millions de £égyptiennes. Mokhtar Nouh dément et revoit le chiffre nettement à la baisse pour le fixer à 18 000£E[340]. Et Bernard Botiveau de conclure : "Bref, une tactique courante dans une campagne électorale, mais qui ne doit pas masquer le fait que les Frères ont su fort habilement jouer des divisions internes de l'Ordre, du désarroi de nombreux jeunes avocats et d'un abstentionnisme très élevé, pour réaliser le plein de leur voix et des suffrages complémentaires". Les Frères montrent, ici, un sens politique aigü et pétri de pragmatisme.

La prise de contrôle par les Frères des unités syndicales se signale par un double phénomène : une nette amélioration des services rendus par le syndicat à ses adhérents et une islamisation globale de la vie syndicale.

3.2.2. *De la gestion exemplaire des syndicats par les Frères*

La gestion des syndicats par les islamistes, bien qu'ayant occasionné quelques scandales financiers, s'est traduite par une nette amélioration de la performance de ces structures. Ainsi, on peut observer une augmentation des retraites complémentaires versées par les syndicats, le développement d'un système de sécurité médicale parallèle à celui de l'Etat pour les membres et leurs familles, voire la possibilité d'achat de matériel professionnel à des conditions avantageuses, présentées comme conforme à la charia, puisqu'elles excluent le prêt et adoptent le système islamique de la

---

[337] Bernard Botiveau, *op. cité*, p.10
[338] *ibid.*, p.10
[339] *ibid.*, p.10
[340] *ibid.*, p.11

murabaha[341]. Mokhtar Nouh, trésorier du syndicat des avocats égyptiens, souligne les avancées réalisées depuis 1992 : extension de l'assurance maladie de 2000 à 120 000 personnes, les clubs sociaux se sont modernisés dans tous les gouvernorats, le système des retraites s'est amélioré et un service de transport a été créé au Caire[342]. De tels résultats permettent sans doute de mieux comprendre les succès des Frères dans les élections syndicales.

Du point de vue du pouvoir, la mobilisation islamiste à travers les syndicats constitue un encadrement efficace qui va dans le sens du maintien du statu quo, dans la mesure où il remplit de manière efficace le rôle dévolu à ces institutions : la prise en charge de ses membres et, dans ce cas précis, la fonction non négligeable de lutte contre la paupérisation des classes moyennes instruites. En revanche, la mobilisation islamiste devient dérangeante pour le régime lorsque la dimension de contestation politique prend le pas sur la gestion docile des intérêts.

3.2.3. *De l'islamisation de la vie syndicale à la contestation politique islamiste*

Le contrôle des islamistes sur les syndicats se caractérise par un activisme politique vigoureux, aussi bien sur des questions de politique nationale qu'internationale, qui s'exprime dans la presse des syndicats. On réclame plus de libertés démocratiques et le respect des droits de l'Homme, on proclame que "l'Islam est la solution" ou que "l'avènement d'une République islamique enrayera le chômage en Egypte". Les syndicats mobilisent puissamment leurs troupes sur l'Afghanistan, tout au long des années 1980, puis sur la Bosnie et la Somalie, au début des années 1990. Ils envoient des volontaires soigner et défendre les musulmans en Tchétchénie, en Bosnie et au Kosovo[343].

La puissance sociale des Frères, qui se construit avec l'aide de l'Etat tout au long des années 1970 et surtout 1980, notamment par le truchement de la Gamiyya chariya, est considérablement renforcée par le contrôle croissant sur les organisations professionnelles. L'affaiblissement de la vie partisane depuis Nasser, et confirmée sous

[341] La murabaha, concept de finance islamique, fonctionne sur le principe du partage des gains et des pertes entre le créancier et le débiteur. Amani Qandil, *Le courant islamique dans les institutions de la société civile..., op. cité*, p.177

[342] 04. 02. 1996, *Courtroom blow for Brotherhood lawyers*, Andrew Hammond, Middle East Times

Sadate, a fait des syndicats le nouveau lieu du politique. La stratégie socio-politique des Frères a placé entre leurs mains les instruments du pouvoir réel.

A considérer la variété et le nombre des syndicats professionnels sous la coupe des Frères, et donc les services pratiques que ceux-ci peuvent rendre dans le cadre d'associations, on ne peut s'empêcher de se remémorer l'action qui fut celle des Frères musulmans de H. al-Banna dans les années 1930 et 1940. Est-ce à dire que les Frères ont reconstitué leur Organisation et retrouvé la force qui était la leur à la grande époque du fondateur ? On peut déjà affirmer qu'ils n'ont pas reconstitué l'Organisation, du moins en terme de structure identifiée. Elle existe en revanche plus subtilement : les hommes en sont les liens en même temps que les vecteurs de son idéologie. En ce qui concerne l'action de ces agents, elle est certainement la même que celle induite en son temps par Banna, aux niveaux social, politique et économique. Ce dernier pôle d'activité des Frères est l'instrument essentiel de leur indépendance d'action. Celui par lequel ils peuvent agir de manière autonome au coeur de la société.

3.3. *Les Frères, un empire économique et financier ?*

On a vu que, dès les années 1940, l'Organisation crée des sociétés commerciales et industrielles, illustrant, de manière modeste certes, l'intention des Frères : promouvoir des solutions économiques islamiques. Les sources de financement des Frères se sont diversifiés depuis lors, tandis que les canaux de circulation ont évolué avec notamment l'apparition des banques et sociétés islamiques de placement de fonds, dans la deuxième moitié des années 1970, sous l'impulsion de la politique économique de Sadate, l'infitah. Dans ce contexte, ce sont les soutiens financiers réels des Frères, le commerce de détail, l'artisanat et les petites entreprises, qui sont sortis de l'ombre pour bénéficier des conditions fiscales avantageuses offertes par la nouvelle politique économique. La stratégie des Frères apparaît alors au grand jour : mettre sur pied une économie parallèle, dite islamique, qui prolonge la contestation de l'ordre politique et culturel en place.

Les Frères bénéficient de l'appui de nombreux acteurs économiques, notamment dans le commerce de détail et l'artisanat : boucheries, filatures, draperies, teintureries,

[343] A. Basbous, *op. cité*, p.234

cordonneries et petits bureaux de change[344]. Ils ont aussi créé, grâce aux fortunes réalisées dans le Golfe et au soutien de leurs amis Saoudiens et Koweïtiens, des sociétés commerciales et industrielles qui vendent leur production à des prix compétitifs pour se mettre à la portée du peuple[345]. Ils ont créé des sociétés commerciales de moyenne distribution comme les supermarchés Tawhid, on en compte cinq au Caire, ou des sociétés de vente d'automobiles. il semblerait que plusieurs milliards de dollars transitent derrière la devanture des échoppes et la raison sociale des sociétés[346]. Où va cet argent ? Dans les banques et les sociétés islamiques de placements de fonds, semble-t-il.

3.3.1. *La haute-finance islamique*

C'est au milieu des années 1970 qu'apparaît ce nouveau mode de gestion, dit islamique, du capital financier. Ses caractéristiques principales en sont l'interdiction de pratiquer l'intérêt et l'obligation de distribuer la zakat afin de soutenir les projets sociaux et de développement. Les Frères sont encore une fois à l'avant-garde de ce phénomène puisqu'en 1961, Mahmoud al-Sawwaf, le leader des Frères en Iraq, soumet le projet d'une banque islamique sans intérêts[347]. S'il semble que le chiite Mohammad Baqer al-Sader, un autre irakien et par ailleurs, grand artisan de la Révolution islamique d'Iran, pose les fondements de l'économie islamique[348], c'est encore un Frère, Youssouf al-Qardaoui qui théorise le fonctionnement de la finance islamique internationale[349].

Les grandes enseignes de ce nouveau secteur sont la Banque islamique de développement, fondée en Arabie Saoudite en 1974, la Banque islamique Fayçal, égypto-soudanaise, qui ouvre ses portes en 1977, et les désormais célèbres Dar al-Mal al-Islami et la banque al-Taqwa des Frères. Cette dernière est interdite en Egypte depuis 1988. Toutes ces banques ont l'obligation de verser un pourcentage de leur bénéfice au titre de la zakat pour soutenir les programmes sociaux et de

[344] R. Labévière, *op. cité*, p. 142
[345] A. Basbous, *op. cité*, p. 235
[346] R. Labévière, *op. cité*, p.142
[347] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.90
[348] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.159
[349] R. Labévière, *op. cité*, p.146

développement. Ce principe de fonctionnement a pour conséquence en particulier de susciter des vocations humanitaires.

L'autre grand acteur de la finance islamique : les sociétés de placement de fonds. Celles-ci constituent, nous dit R. Labévière, le bras financier de l'idéologie islamiste. La plus connue, al-Charif[350], a développé au Caire, un centre de transaction financière d'un chiffre d'affaire de plus d'un milliard de dollars. Sa puissance financière est telle qu'en 1986, elle acquiert un tiers du capital de la Banque islamique internationale de développement (BIID) et tente en vain de prendre le contrôle de son conseil d'administration. Pour la seule année 1995, al-Charif a distribué environ 760 millions de $ au profit de centres culturels, associations caritatives et sociales, et autres instituts scientifiques islamiques pour l'enseignement et la recherche en sciences religieuses. Une autre société islamique de placement de fonds, Talia al-Iman[351], est interessante. Créée par un Frère d'Assiout, son soutien financier, dans les années 1970, en faveur de l'Union des étudiants de l'université d'Assiout, semble attesté. De même, il semblerait que les candidats islamistes, aux élections de 1987, bénéficient alors de ses largesses.

3.3.2. *La finance islamique et l'action sociale et humanitaire islamique*

Si l'on en croit les observateurs et spécialistes, la puissance financière des Frères s'élèverait à plusieurs milliards de $. C'est cette énorme puissance financière qui permet aux Frères : de financer leurs activités sociales et caritatives au quotidien. La Gamiyya chariyya, par exemple, est en partie financée par les revenus des supermarchés Tawhid[352]; de renforcer leur action et de construire l'avenir en ouvrant des dispensaires, des hôpitaux et des écoles islamiques ; enfin d'intervenir en cas d'urgence comme lors du tremblement de terre qui frappe le Caire en 1992 ou lors des inondations en Haute-Egypte en 1994.

Durant le tremblement de terre qui frappe la capitale, en octobre 1992, les associations islamiques sont les premières sur le terrain, déblayant les rues, offrant abris, couvertures, plats chauds, eau potable, assistance financière aux sinistrés et

[350] R. Labévière, *op. cité*, p.144
[351] Michel Galloux, *Finance islamique et pouvoir politique, le cas de l'Egypte moderne*, PUF, 1997, cité par R. Labévière, *op. cité*, p.145
[352] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.143

soutien moral aux milliers de victimes[353]. Les moyens financiers des Frères, notamment du syndicat des médecins, se révèlent au grand jour à cette occasion. En une matinée, un million de £E sont débloquées pour venir en aide aux sinistrés[354].

Après ce succès flagrant, qui souligne cruellement les carences des services de secours officiels, l'Etat décide d'interdire à toutes les ONG de fournir une aide d'urgence lors d'éventuelles catastrophes naturelles et cherche à imposer à la population et aux entreprises que les dons soient dirigés exclusivement vers le Croissant rouge présidé par Mme Hosni Moubarak[355]. Pourtant, quand surviennent les inondations de novembre 1994, en Haute-Egypte, les Frères musulmans et leurs sympathisants parviennent à enfreindre subtilement cette loi et sont, une fois de plus, les plus prompts et les plus efficaces[356]. A cette occasion, la caisse de santé et d'assurance sociale du syndicat des avocats verse 148 000 £E[357] pour l'aide aux victimes. Ce succès augmente le prestige des Frères, tout en disqualifiant davantage l'Etat. Ce camouflet ne doit en aucun cas se reproduire sauf à vouloir les laisser se développer sans entrave. L'Etat se trouve donc dans l'obligation de prendre des mesures pour brider leurs moyens d'action. La coopération contrôlée prend fin pour faire place à la neutralisation et à l'obstruction par le biais de la loi. Toutefois, le problème posé par les Frères au régime est plus profond et, à la fin des années 1980, l'heure n'est plus à la neutralisation mais à la déconstruction. Les champs d'application de l'influence et de l'action des Frères étant diversifiés et connectés, l'action de l'Etat sera nécessairement plurielle.

4. Les signes avant-coureurs de la répression

Les Frères ont mis à mal la légitimité du régime en matière de gestion des crises humanitaires, en 1992 et 1994. Dans le même temps, l'intensification des attaques des groupes radicaux remet en cause la capacité de l'Etat à assurer la sécurité sur son territoire. Une nouvelle fois, on le signale, l'action des groupes radicaux vient prolonger, sur le mode militaire, le combat politique des Frères.

[353] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.69
[354] A. Basbous, *op. cité*, p.235
[355] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.182
[356] *ibid.*, p.69

Depuis la fin des années 1980, le pouvoir commence à prendre des mesures radicales contre les Frères qui progressent inéxorablement et qui s'opposent de plus en plus franchement au régime. Ainsi, lorsqu'en juin 1990, Abd al-Khaleq Mohammad et Abdou Moustafa, deux proches des Frères, sont élus au conseil d'administration central de la Gamiyya, le ministère des Affaires sociales dénonce les élections et dissout le conseil pour en nommer un autre. Le conseil élu saisit la justice qui annule, en octobre 1992, l'avis gouvernemental de dissolution[358].

C'est la capacité des Frères à transformer les fruits de l'action sociale en influence politique et en gains électoraux qui inquiète. Rappelons qu'entre 1984 et 1987 le nombre de députés Frères musulmans est multiplié par quatre. Or, les Frères qui siègent, à partir de 1990, dans l'instance de direction centrale de la Gamiyya, dispose d'une arme puissante de mobilisation politique et électorale au niveau national. La dissolution du conseil indique deux choses : la prise de conscience par le régime du danger ; et de manière anticipée, le principe d'action du régime à l'égard des Frères.

Sur des questions de politique internationale, les Frères attaquent le régime, sortant d'une certaine manière du cadre prescrit de leur intervention. En critiquant la Conférence de Madrid, en novembre 1991, et la politique de l'Etat égyptien sur la question de la Palestine[359], sujet sensible s'il en est, les Frères prennent le risque de la confrontation. Cette question palestinienne est à l'origine d'affrontements répétés, voire récurrents, entre l'Etat et les Frères. D'un autre côté, on peut y voir l'aveu de la force des Frères.

Simultanément, les Frères des syndicats des médecins et des ingénieurs créent le Comité de secours pour la Bosnie et dénoncent la politique de l'Egypte et de ses amis "occidentaux et chrétiens" sur cette question, appelant à des manifestations dans les rues[360]. Cette assimilation entre gouvernements occidentaux et gouvernement égyptien marque la volonté des Frères d'attaquer la légitimité du régime en matière d'islamité et de défense des droits et des intérêts des musulmans, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays.

---

[357] 04. 02. 1996, Mideast Times, *op. cité*
[358] Wahid Abdel Meguid, *op. cité*, p.121
[359] A. Basbous, *op. cité*, p.235
[360] Iman Farag, *op. cité*, p.46

5. Vers un nouveau martyre ?

A ces actions de dé-légitimation du régime s'ajoutent, selon Wahid Abdel Meguid[361] : la réticence des Frères à s'engager clairement en faveur de la démocratie, alimentant les craintes de les voir instrumentaliser le pluralisme pour s'emparer du pouvoir ; l'escalade de la violence, en 1992-1993, entre l'Etat égyptien et les extrémistes ; et l'aggravation de la situation en Algérie, après l'annulation des élections de décembre 1991. Ces derniers évènements font craindre à certains un scénario similaire en Egypte. Hypothèse assez peu vraisemblable : les Frères ne s'engageraient sûrement pas dans une guerre contre le peuple égyptien, fondement de leur légitimité. Pour le président Moubarak c'est à la légalisation des partis islamistes qu'il faut attribuer la malheureuse expérience algérienne[362]. On verra par la suite qu'il aura soin de refuser toute homologation de quelque parti islamiste que ce soit, en particulier mené par des Frères.

Depuis 1992, on assiste à un glissement significatif dans le classement entre modérés et extrémistes. Parallèlement au cycle de violence et contre-violence entre Etat et activistes islamistes, des membres présumés des Frères musulmans font l'objet de procès et d'arrestations dont la justice civile se charge aussitôt de démontrer le caractère non fondé. L'Etat, là encore, aura soin par la suite de confier le procès des Frères à des juridictions militaires afin d'éviter ces contretemps.

Le procédé, qui consiste à marginaliser les islamistes, atteint son apogée, en juin 1994, au moment où l'ensemble des élites politiques, à l'exception des Frères, est invité à se joindre à un "dialogue national" lancé à l'initiative du président de la République[363]. Au début des années 1990, la politique de coopération contrôlée et d'intégration au processus politique se transforme en exclusion puis se radicalise jusqu'à la répression.

[361] Wahid Abdel Meguid, *op. cité*, p.108
[362] A. Basbous, *op. cité*, p.213
[363] Iman Farag, *op. cité*, p.46

F. Renversement de la stratégie du régime de Moubarak à l'égard des Frères : de la coopération contrôlée à la répression

Le régime de Moubarak, menacé, voire encerclé par les Frères dont on a vu qu'ils sont capables de transformer leur puissance sociale et économique en influence et gains politiques, entame une stratégie offensive. L'Etat utilise pour ce faire, trois instruments : la loi ; une campagne de dénigrement visant à associer les Frères au terrorisme ; la répression et les tribunaux d'exception.

Ce sont les moyens du contrôle social des Frères qui sont visés : les associations caritatives et sociales, et les mosquées ; mais aussi et surtout les syndicats. On a vu le double emploi, social et politique, qui est fait de ces différentes activités et institutions. Si la loi et les obstacles bureaucratiques suffisent à entraver le travail social des Frères, la conjonction de la loi, d'un discours officiel de dénigrement et de la répression est "nécessaire" mais non suffisante pour écarter du jeu syndical et politique les Frères musulmans. A terme, c'est moins leur élimination que leur destabilisation qui est recherchée, car il serait illusoire de penser pouvoir en finir avec un mouvement dont l'enracinement populaire et idéologique est profond en Egypte.

1. La législation et la bureaucratie pour entraver le travail social des Frères

Les associations égyptiennes d'aujourd'hui sont les héritières d'une longue tradition caritative. L'Etat qui surveille de près leurs activités, y compris celles des associations chrétiennes, ne cherche pas tant à liquider l'aide humanitaire traditionnelle d'inspiration musulmane, quiétiste et généralement conservatrice, qu'à juguler sa version islamiste donc politique. Pour ce faire, l'Etat recourt à une réglementation pointilleuse et à la loi. Ces deux instruments visent les ressources financières de l'action sociale et le lieu du social, en général les mosquées.

1.1. *Canaliser les ressources financières des associations pour mieux les contrôler*

Depuis les années 1960, avec la loi n°32 de 1964[364], l'Etat égyptien cherche à canaliser les flux d'argents en direction des associations ou ONG, en créant un passage

[364] Wahid Abdel Meguid, *op. cité*, p.119

obligé : la Caisse d'aide aux associations et fondations privées[365]. La Caisse est principalement placée sous le contrôle du ministère des Affaires sociales qui gère ainsi l'ensemble des sommes publiques ou privées en provenance du monde des banques et des entreprises, et destinées aux associations. Le ministère fixe les conditions d'octroi des aides et en organise la distribution. Mais la plupart des entreprises et des particuliers font l'impasse sur la Caisse pour verser drectement leurs dons aux associations de leur choix. Seule la zakat des banques islamiques égyptiennes, dont le montant est négligeable en comparaison des dons directs aux associations[366], passe par la Caisse. Le fait est que l'Egypte craint l'argent islamique, quelle que soit son origine, et se protège derrière une réglementation discriminatoire pour les associations non affiliées au gouvernement.

En 1983, l'Etat émet une circulaire administrative pour juguler les dons en provenance des pays du Golfe. En 1986, il promulgue un nouveau code des douanes limitant les exonérations douanières sur les fonds versés par l'étranger aux associations égyptiennes. Cette disposition contraint les donateurs étrangers, notamment la diaspora égyptienne installée dans le Golfe, à se limiter aux dons en nature. Ceux-ci sont classés en douze catégories par la loi n°260 de 1984, réformée en 1986[367]. On y trouve les ventilateurs de plafond, les tapis et les moquettes... mais pas les médicaments ou la nourriture.

La collecte de fonds est elle aussi très réglementée. C'est l'Etat qui décide de l'autoriser ou non. En 1989-90, par exemple, l'Etat n'accorde que 545 autorisations de collectes de fonds sur son territoire, toutes associations confondues. De plus, le ministère des Affaires sociales n'autorise que deux collectes par association et par an[368]. Ces chiffres sont dérisoires comparés à la quantité d'associations, près de 15000, et d'initiatives caritatives en Egypte. Ils le sont d'autant plus que les méthodes modernes de collecte, par le biais de l'internet, ne sont pas encore développées, ce qui rend la collecte dans les lieux publics indispensable.

---

[365] Sarah Ben Nefissa, *Le financement des services sociaux du secteur associatif à référent islamique en Egypte*, Eypte/Monde Arabe, n°12-13, 4è trimestre, 1992-1er trimestre 1993, pp.215
[366] *ibid*, p.216
[367] *ibid*, p.225
[368] *ibid*, p.224

Par ailleurs, les dons aux associations caritatives privées ne sont pas déductibles de l'impôt sur le revenu. En revanche, ils le sont dans le cas des institutions caritatives officielles[369]. Il apparaît que l'objectif de l'Etat est bien de maintenir le contrôle sur le monde associatif en général et de l'associatif caritatif islamique en particulier, ou de s'épargner les remises en cause de sa légitimité dues aux carences de sa capacité d'intervention en matière sociale ou humanitaire. On a vu que le succès de cette politique de contrôle est limité.

1.2. *L'asphyxie bureaucratique*

Afin d'augmenter encore le contrôle sur les activités des associations, les autorités se sont retranchées derrière des lois particulièrement restrictives. En témoignent celles de 1999 et 2002 sur les associations qui rendent l'enregistrement difficile et réduisent l'éventail des activités autorisées[370]. L'administration est omniprésente et l'Etat intervient à tous les niveaux. Cet excès de législation a pour conséquence que les associations islamiques se remplissent de spécialistes, d'avocats et de gestionnaires chargés de trouver les moyens de travailler.

Les associations ont donc appris à contourner les obstacles. Grâce à leur bonne connaissance des lois qui encadrent les initiatives dans le champ social, elles contournent la législation, évitent l'interdit et maximise le licite. L'Etat égyptien par exemple n'intervient pas dans la construction d'une mosquée, sous peine de réaction très hostile de la population, alors qu'il aura tendance à entraver la construction d'une école ou d'un dispensaire[371]. Les associations investissent donc en priorité les mosquées, pour développer les activités pédagogiques, religieuses et caritatives qui attirent les dons non contrôlés par l'administration. La mosquée est demeurée longtemps à l'abri de l'interventionnisme bureaucratique de l'Etat. Une contradiction supplémentaire dans la pratique politique de l'Etat concernant la question de l'islamisme et de la place de l'Islam dans la vie des Egyptiens. Incohérence manifeste avec une quelconque stratégie politique de lutte contre l'extrémisme religieux.

[369] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.193
[370] *ibid.*
[371] Sarah Ben Nefissa, *Le financement des services sociaux..., op.cité*, p.230

1.3. *l'Etat tente de reprendre le contrôle des mosquées privées*

On a vu que le Caire s'est enrichi de mosquées en miniature, c'est à dire un espace réservé à la prière, depuis les années 1970, grâce aux facilités fiscales concédées par Sadate. A l'abri du contrôle de l'Etat, ces espaces sont le refuge idéal des extrémistes. Confronté à leurs attaques, l'Etat a cherché à placer ces espaces sous son contrôle.

La Gamiyya connue pour son légitimisme politique est encouragée, dans un premier temps, à récupérer ces mosquées privées pour y prendre en charge la prédication et également pour en faire des centres dispensant des services éducatifs, sanitaires et sociaux. Les appels à voter pour la coalition islamiste en 1987 et l'élection de personnalités, affiliées aux Frères, à la direction centrale de l'association en 1990, ont changé la perception de l'Etat à son égard. La Gamiyya est de moins en moins privilégiée par le Ministère des Affaires religieuses qui l'a longtemps considérée comme un membre de son administration en charge de récupérer, financer et gérer les mosquées privées. Dorénavant, selon la déclaration du nouveau ministre des Waqf, les mosquées de la Gamiyya pourront être "nationalisées", si l'ordre n'y règne pas. Dans cette logique, la déclaration du nouveau président de la Gamiyya au journal Al-Liwa al-Islami, en juillet 1997 : sur les 1000 demandes d'autorisation de prédication présentées par la Gamiyya, seules 28 sont acceptées[372]. L'Etat qui n'estime plus pouvoir compter sur son allié salafiste, se voit obligé de recourir à des méthodes plus radicales et à la loi.

En janvier 1996, le ministre des Biens religieux, Hamdi Zakzouk, fait adopter une loi, contraignant toute les mosquées privées à passer sous le contrôle du ministère des Waqf[373]. Mais cette loi, est difficilement applicable, en raison de la forte résistance des associations islamiques et du manque de moyen de l'Etat. Fin 1996, Zakzouk durcit la loi[374] qui condamne dorénavant à un mois de prison et à une amende, tout imam qui prêcherait sans autorisation établie par le ministère. Le ministre décide, en outre, de fonctionnariser les imams et de nationaliser 35 000 mosquées privées qui viendront s'ajouter aux 25 000 déjà gérées par son ministère. Le terme de ce plan d'intégration,

[372] Sarah b. Nefissa, *Citoyenneté et participation en Egypte : l'action vertueuse selon la Gamiyya Chariyya*, *op. cité*, p.16
[373] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.85
[374] A. Basbous, *op. cité*, p.216

initialement fixé à 2000, est repoussé à 2003. D'autres mesures sont prises tels que la limitation de la puissance et de l'usage des hauts-parleurs, l'instauration d'un costume officiel et l'interdiction d'une barbe excessive. Les imams sont surveillés par des inspecteurs du ministère et consigne impérative leur est donnée de s'abstenir d'imiter les "papes" de l'islamisme, de réprimander les croyants, et d'inciter à la haine contre les Juifs et les Coptes. L'Etat, en outre, tente de concurrencer les islamistes sur leur propre terrain. A la suite de la démonstration d'incompétence des services de secours officiels en 1992 et 1994, l'Etat dote 300 mosquées publiques de dispensaires, d'ateliers professionnels et d'écoles coraniques, animées par des oulama fonctionnaires[375].

Les réactions à ce plan de nationalisation sont vives et les imams autoproclamés de protester que "la promotion du Bien et la répression du Vice" prescrit par la loi islamique, ne necessite pas d'autorisation. Par ailleurs, une campagne de presse, menée par les islamistes, qualifie le ministre de "laïc qui s'emploie à assécher les sources de l'Islam"[376] ce qui vaut accusation d'athéisme.

La cohérence de la politique gouvernementale, une fois n'est pas coutume, et la détermination à combattre l'extrémisme dans les mosquées sont notamment manifestées par la nomination à la tête de l'Azhar, en mars 1996, du cheikh Sayyid Tantaoui, ancien mufti de la Républlique. Celui-ci condamne vivement les auteurs d'actes terroristes contre les touristes, les qualifiant "d'ignorants ou de malades dans leur coeur", il refuse que les kamikazes soient considérés comme des martyrs, s'ils tuent des innocents, des femmes et des enfants. Il prend également un position à contre-courant dans l'affaire du voile dans les écoles françaises, affirmant à plusieurs reprises qu' "une musulmane qui vit en France peut se passer de cet attribut vestimentaire si cela lui pose trop de problèmes"[377]. Il a réaffirmé cette position en 2004, lorsqu'il a accueilli le ministre de l'Intérieur français et qualifié de légitime la loi française interdisant les signes religieux ostentatoires dans les écoles publiques. Sur cette dernière question Tantaoui et les Frères s'opposent. En effet, ces derniers ont condamné la mesure comme une atteinte à la liberté religieuse[378]. En revanche, concernant la condamnation

[375] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.70
[376] A. Basbous, *op. cité*, p.216
[377] *ibid.*, p.214-215
[378] 22. 12. 2003, Cairo, Reuters

de Nasr Abou Zeïd pour apostasie, ils se sont retrouvés pour exprimer leur désaccord avec le verdict de la Court.

2. Mise sous tutelle des syndicats professionnels

Afin de contrer l'influence des Frères dans les syndicats et de soustraire ces derniers à leur contrôle, l'Etat met, dans un premier temps, au service de son objectif, la législation. On a vu que les organisations professionnelles remplissent une double fonction : elles assistent et fournissent une expertise pour une action plus efficace des associations caritatives et sociales ; elles constituent une tribune politique et une pépinière de leaders issus des classes moyennes éduquées. C'est à cette deuxième fonction que la loi n°100, votée en février 1993, entend remédier en exploitant la faible participation aux élections syndicales ; Moubarak l'affirme publiquement le 1er mai 1995, jour de la fête du travail : " Nous devons être conscients du danger de voir l'action syndicale contrôlée par quelques-uns qui, par des méthodes anti-démocratiques, s'emparent des conseils d'adminstration des associations en l'absence de la majorité de leurs membres"[379]. On notera, ici, en sus, la volonté de dénigrer : c'est le deuxième volet de l'offensive. En effet, afin de parfaire sa stratégie, l'Etat attaque aussi les Frères sur leur image dans la société égyptienne : ils sont associés au térrorisme ; ils se voient accusés de fraude fiscale.

2.1. *La législation*

En février 1993, le gouvernement Moubarak profitant de sa majorité absolue au Parlement, ni les partis d'opposition ni les Frères n'ont participé aux élections législatives de 1990, fait voter la loi n°100[380] qui réglemente le système des élections au sein des organisations professionnelles. La loi stipule qu'un qorum de 50% des membres du syndicat doit avoir voté pour que le scrutin soit valide. Si ce quorum n'est pas atteint, un second scrutin doit être organisé sous quinze jour. Le ratio votants-membres du syndicat pour ce deuxième tour est alors fixé à 30%. Si ce second scrutin

[379] Wahed Abdel Meguid, *op. cité*, p.111
[380] loi n°100 de 1993, Journal officiel n°11, 19 février 1993, cité par Wahid Abdel Meguid, *op. cité*, p.110

ne remplit pas les conditions, la loi autorise le gouvernement à placer à la tête du syndicat un comité fomé de juges et des quatres membres les plus anciens pendant six mois. Un nouveau processus électif est alors organisé au terme de cette période.

Cette loi prétend empêcher les Frères de prendre le contrôle des conseils d'administration des syndicats. Minoritaire au sein des organisations professionnelles, ils parviennent à en prendre la direction grâce à la mobilisation efficace de leurs militants et à la division des autres factions. Avec un tiers des 10% de membres ayant voté, les Frères ont remporté 16 des 24 sièges de la direction du syndicat des avocats en 1992.

2.2. *Le syndicat des ingénieurs suscite une radicalisation de la loi*

Le 26 février 1993, doivent se tenir les élections du syndicat des ingénieurs. Un sérieux différent entre le comité juridique, désigné par le gouvernement, et la direction du syndicat, dominé par les Frères, se fait jour. Le premier insiste pour contrôler le scrutin, de l'établissement des listes de votants à l'annonce des résultats, le second s'y oppose. Les élections sont repoussées sine die et le gouvernement amende la loi de 1993 dans le sens d'un contrôle plus strict du processus électoral. La loi n°5[381] de février 1995, instaure un contrôle total du ministère de l'Intérieur sur le processus électoral dans les organisations professionnelles, de la préparation des listes, à l'annonce des résultats en passant par l'organisation du scrutin.

Parallèlement à la mise sous tutelle judiciaire en 1993, 14 membres démissionaires du syndicat portent plainte contre la direction pour pratique financière frauduleuse. L'opposition libérale et de gauche, au sein du syndicat, attirent l'attention des autorités judiciaires sur le fait que les Frères "ont dépensées en un an, 4 millions de £E pour des conférences religieuses en Bosnie, en Palestine et en Algérie", et d'ajouter que ce genre d'activités sont du ressort des " partis politiques, de la Croix rouge mais non pas des syndicats". Ces accusations, ajoutées à celles de n'avoir pas organisé d'élections en 1993, mènent à la dissolution de la direction du syndicat des ingénieurs le 2 mai 1995[382].

---

[381] loi n°5 de 1995, Journal officiel n°6, 13 février 1995, cité par Wahid Abdel Meguid, *op. cité*, p.110

[382] 14. 05. 1995, *Relationship between state and engineers reaches meltdown,* A. Hammond, Middle East Times

La dissolution une fois entérinée, les autorités peuvent, en vertu de la loi n°5 de février 1995, organisées de nouvelles élections. Celles-ci sont prévues de se tenir dans différents ministères, ainsi que dans des baraquements de l'armée et des usines du secteur public, dont les patrons sont invités à prendre les mesures nécessaires pour empêcher un vote islamiste massif[383]. Le fait est que ces élections n'auront jamais lieu. Peut-être l'exemple du syndicat des journalistes, qui tient ses élections dans les termes fixés par la loi, dissuade-t-il les autorités. En effet, le nombre des représentants des Frères au conseil d'administration du syndicat des journalistes, dans lequel les Frères n'ont jamais été très influents, est multiplié par deux[384]. Ce sérieux camouflet infligé au gouvernement, sera réédité par les membres du syndicat des avocats.

2.3. *Le syndicat des avocats, de la dissolution au retour des islamistes*

A l'instar du syndicat des ingénieurs, le syndicat des avocats est placé sous contrôle judiciaire le 28 janvier 1996[385]. C'est une plainte de Sabri Mobadda, ancien secrétaire général du syndicat, et de 13 autres syndicalistes, qui est à l'origine de cette décision de justice. Cette dernière s'appuit sur un rapport de l'Agence centrale des comptes qui relève des irrégularités dans la comptabilité du syndicat : de l'argent collecté pour le pélerinage à la Mecque, des publications et des biens immobiliers dans les gouvernorats, ne sont pas correctement enregistrés dans les livres de comptes. En outre, Mobadda accuse les Frères de se servir du syndicat comme s'il se fut agit d'un parti politique et "d'accaparer l'autorité". Ce faisant, Mobadda fait directement écho aux déclarations de Moubarak du 1er mai 1995 : " Il ne sera pas permis de transformer les syndicats en partis politiques"[386].

De la condamnation résulte la mise sous tutelle de l'organisation professionnelle. La loi prévoit que de nouvelles élections soient organisées dans une période de six mois, or tel n'est pas le cas et ce n'est qu'au cours de l'année 1999 qu'une décision de

---

[383] 14. 05. 1995, Middle East Times, *op. cité*
[384] Wahid Abdel Meguid, *op. cité*, p.110
[385] 04. 02. 1996, Middle East Times, *op. cité*
[386] 01. 05. 1995, Kayhan, *op.cité*

la Haute-Court d'appel permet d'envisager des élections syndicales. L'Etat repasse à l'attaque et arrête un certain nombre de syndicalistes.

2.3.1. *La rafle de 1999 et le procès militaire des syndicalistes*

Le 15 octobre 1999, 20 membres éminents des Frères et cadres syndicalistes sont appréhendés. Seize d'entre eux sont arrêtés au siège du syndicat des ingénieurs, dans la banlieue sud du Caire de Maadi, lors d'une réunion, et quatre autres dans leur foyer[387]. Parmi les personnes mises en état d'arrestation, on compte : l'avocat Mokhtar Nouh, trésorier du syndicat du barreau et ancien parlementaire ; les avocats Khalid Badawi et Ibrahim al-Rachidi ; mais aussi le Dr Abd Allah Zaïn al-Abidin, membre de la direction du syndicat des pharmaciens ; l'ingénieur Mohammad Ali Bichr, professeur à l'école d'ingénierie de Minoufiyya et secrétaire général du syndicat des ingénieurs ; le Dr Mohammad Abd al-Badi Abd al-Majid, secrétaire général du syndicat des vétérinaires de Bani Souef ; et le Dr Saad Zaghloul, secrétaire général du syndicat des médecins du Caire. Ces trois derniers sont accusés d'être les instigateurs d'une nouvelle cellule des Frères musulmans.

Les 20 personnes appréhendées sont accusées "d'avoir former un groupe illégal dans le but de porter atteinte à la Constitution et d'entraver le bon fonctionnement des institutions de l'Etat, de porter atteinte aux droits et libertés garantis par la Constitution, et de posséder de la littérature faisant la promotion des objectifs du groupe"[388]. Ces accusations font référence à l'intention des Frères de concourir dans les prochaines élections syndicales et à la préparation de la campagne. L'enquête montre qu'à cet effet, les leaders de la nouvelle cellule devaient être épaulés par une série de comités spécifiques pour chaque syndicat.

Les avocats appréhendés affirment pour leur défense qu'à la lumière de la décision de la Haute-Court d'appel concernant le syndicat des avocats, le syndicat des

---

[387] 16. 10. 1999, Cairo, Comtex Newswire ; 18. 10. 1999, BBC-SWB-MO, *Twenty MuslimBrotherhoodmembers detained*, text of report by Egyptian news agency MENA, Cairo, 16th October

[388] 20. 10. 1999, BBC-SWB-MO, *New Muslim Brotherhood cell reportedly uncovered, leaders investigated*, text of report by Egyptian newspaper Al Arabi, on 18th October

ingénieurs leur a demandé d'engager une procédure afin de lever l'interdiction qui pèse toujours sur ses activités[389].

Le 27 octobre, les autorités égyptiennes ordonnent que les 20 membres des Frères soient traduits devant la justice militaire[390]. Le Président Hosni Moubarak ne se contente pas d'envoyer les 20 personnes sus-mentionnées devant le tribunal militaire par décret présidentiel, mais il autorise les autorités judiciaires militaires à allonger la liste des accusés[391]. Cette mansuétude présidentielle rencontre la critique des partis d'opposition et fait le jeu des Frères en faisant que l'on se rassemble autour d'eux, en en faisant des martyrs et des partisans de la démocratie et des libertés.

Le 19 novembre 2000, le verdict tombe. 15 des accusés sont condamnés à des peines de trois à cinq ans pour avoir tenté de "remettre sur pied l'organisation des Frères musulmans et recruter des étudiants pour soutenir le groupe une fois devenu membres des syndicats"[392] ; cinq autres sont acquittés. Les Dr Mohammad Abd al-Badi Abd al-Majid et Saad Zaghloul, ainsi qu'Ahmad Ibrahim Ahmad sont condamnés à cinq ans d'emprisonnement. Mokhtar Nouh, Mohammad Ali Bichr, Khalid Badawi et Zaïn al-Abidin, notamment, sont condamnés à trois ans d'emprisonnement avec huit autres. L'avocat Ibrahim al-Rachidi est acquitté avec quatre autres de ses compatriotes[393].

2.3.2. *Le retour des Frères à la direction du syndicat des avocats*

L'offensive de l'Etat est directement reliée, par les observateurs, à la volonté d'empêcher tout retour des Frères au sein des directions syndicales lors des prochaines élections. Celles-ci, prévues au 1er juillet 2000, sont les premières organisées depuis 1992[394]. Les forces de sécurité multiplient les arrestations tandis qu'un comité gouvernemental prépare les élections. Ce dernier est chargé d'établir les listes des candidats et des votants, et de choisir les lieux de vote. C'est le choix d'installer les bureaux de vote dans des écoles et des clubs de sport qui amène une court de justice à

[389] 1. 11. 1999, BBC-SWB-MO, *Detention of Muslim Brotherhood suspects extended,* Excerpts from report by Egyptian newspaper Al Akhbar, on 27th October
[390] 27. 10. 1999, Cairo, Reuters
[391] 16-30 novembre 1999, *Dismay as Egypt intensifies its crackdown on the Muslin Brotherhood*, Muslimedia
[392] 19. 11. 2000, Heikstep (Egypte), Reuters
[393] 19. 11. 2000, *Egypt : Military court sentences Muslim Brotherhood members to prison terms*, Cairo, Middle East News Agency (MENA)

s'opposer à la tenue des élections dans ces conditions[395]. Le scrutin est repoussé. Finalement, le 26 février 2001, les Frères, emmenés par Seif al-Islam Hassan al-Banna, le fils du fondateur de la Confrérie, voient leurs 8 candidats élus à la direction du syndicat. 12 autres candidats, soutenus par les Frères, sont aussi élus. Et Mahmoud Qandil, Directeur de l'Organisation égyptienne des droits de l'Homme, de tirer la conclusion " c'est un vote punition (contre le gouvernement)"[396].

C'est en fait le deuxième vote sanction contre le gouvernement, le premier a lieu lors des élections législatives d'octobre-novembre 2000. A cet égard, nombre d'observateurs ont vu dans le verdict rendu lors du procès des syndicalistes, une sanction politique. En effet, celui-ci intervient une semaine après le retour des Frères au Parlement après dix ans d'absence et avoir franchi de nombreux obstacles. Ainsi, les victoires syndicale et parlementaire des Frères, respectivement en 2001 et 2000, sont des succès retentissants dans la bataille qui les oppose au gouvernement depuis 1995.

3. La stratégie du régime pour empêcher les Frères de participer aux élections et de mener quelque activité politique

Depuis le printemps 1994, Hosni Moubarak fait des déclarations publiques accusant les Frères musulmans d'être à l'origine de la violence intégriste en Egypte. A partir de janvier 1995, les arrestations se succèdent visant les cadres des syndicats professionnels, en particulier ceux des médecins, des ingénieurs, des avocats et des professeurs d'universités. Tous sont des membres actifs du mouvement des Frères musulmans. Un certain nombre d'entre eux se sont déclarés candidats aux élections législatives de novembre 1995, déclarations qui ont précédé de peu leurs arrestations. Les Frères, qui ne cessent de monter en puissance, sont alors susceptibles d'entrer en nombre au Parlement. Or, pour Moubarak la législature de 1995-2000 est importante puisqu'elle doit lui permettre de garder son siège de Président. Le mandat présidentiel de Moubarak, renouvelable en 1999, sera automatiquement prorogé pour la quatrième fois, à la condition que son parti, le PND, détienne les 2/3 des sièges du Parlement.

---

[394] 27. 06. 2000, *Analysis* : *Lawyers poll to test Egypt's MoslemBrotherhood*, by A. Hammond, Reuters
[395] 29. 06. 2000, Cairo, Reuters
[396] 26. 02. 2001, Cairo, Reuters world report

Rappelons que les Frères ont refusé en 1993 de ratifier la demande de Moubarak pour un troisième mandat[397]. Ainsi, les arrestations tout au long de l'année 1995, conduisent 80 Frères devant la Haute-Court militaire, dont les jugements sont sans appel. 54 sont condamnés quelques jours avant le scrutin des législatives. Les élections sont un échec pour les Frères, un seul de leurs 150 candidats est élu. Le régime a-t-il trouvé la formule pour écarter les Frères de la scène politique ? Rien n'est moins sûr. Toujours est-il que la méthode est pérennisée et les Frères sont envoyés par centaines croupir dans les prisons égyptiennes. A chaque nouvelle élection, locale ou nationale, les arrestations se multiplient et les tribunaux militaires sont saisis. Pourtant, les législatives d'octobre-novembre 2000 montrent les limites de la stratégie répressive. Le contexte régional joue aussi son rôle de catalyseur du vote islamiste : le déclenchement de la deuxième intifada en septembre 2000.

Le régime, depuis 1995, accuse les Frères de soutenir le terrorisme, de chercher à renverser le régime et à reconstituer l'organisation illégale des Frères musulmans. Ces accusations permettent au régime de traduire les Frères devant les tribunaux militaires, de faire emprisonner ses éléments les plus actifs politiquement et de plonger leur organisation dans le marasme, car c'est l'objectif recherché, les destabiliser et les rendre politiquement inoffensifs.

Cette stratégie de destabilisation porte ses fruits et, de la main mise de la vieille-garde sur l'Organisation, des procès à répétition de 1995 et de la réaction de la direction des Frères qui fait le dos rond face aux évènements, sourd un parti politique, mené par la jeune-garde des Frères, le hizb al-Wasat ou parti du Centre.

Mais commençons par les procès militaires.

3.1. *1995, les Frères dans l'oeil du cyclone*

Tout au long de l'année 1995, les Frères sont sujets à des arrestations. L'objectif est de les empêcher de se présenter aux élections législatives. Trois procès devant les tribunaux militaires en résultent : le premier jugement concerne des Frères arrêtés en janvier, mars et juillet 1995 ; le deuxième, des Frères arrêtés en octobre ; et le troisième, des membres des Frères et de l'organisation du Jihad arrêtés fin octobre. A chaque fois,

[397] Electronic Whip, 23. 08. 1996, www.ibmpcug.co.uk

des accusations de soutien au terrorisme sont brandies par les services de sécurité, qui ne sont jamais retenues à charge par les tribunaux.

3.1.1. *Des arrestations de janvier 1995 au tribunal militaire du 16 septembre 1995*

Le 22 janvier 1995, 28 membres des Frères sont arrêtés lors d'une réunion. Des médecins, des professeurs d'universités, des scientifiques et des ingénieurs sont accusés "d'appartenir à une organisation clandestine illégale dont le but est d'appeler à entraver l'application de la loi et de la constitution"[398]. La personnalité la plus importante appréhendée est le secrétaire général adjoint du syndicat des médecins égyptiens, Issam al-Din al-Aryane.

Al-Aryane, ancien dirigeant des Jamaa de la faculté de médecine du Caire est un proche des Frères depuis les années 1970. A cette époque, quelques-uns de ses articles paraissent dans le journal al-Daawa[399]. C'est en 1987, d'après Mustapha Kamel al-Sayyid du Carnegie endowment for international peace, qu'al-Aryane rejoint les Frères, avec d'autres jeunes des Jamaa comme Omar al-Zaafarani, secrétaire général de la branche d'Alexandrie du syndicat des docteurs[400], lui aussi arrété en janvier 1995. Al-Aryane, considéré comme le leader des Frères de demain, est l'organisateur de la campagne électorale des Frères pour les élections de 1995, mais c'est surtout l'organisateur de la campagne de solidarité pour la Bosnie, dont le Comité de secours du syndicat des médecins est le véhicule, de même qu'il organise l'assistance aux sinistrés du tremblement de terre de 1992 qui frappe la capitale égyptienne. Cette prompte intervention, en 1992, lui vaut, à lui et au Dr Achraf Abdel-Ghaffar, un avertissement du chef des renseignements généraux égyptiens et l'ordre de ne plus opérer en Egypte[401]. Ce sont justement ces activités du Comité de secours du syndicat des médecins à l'extérieur de l'Egypte qui sont à l'origine de la seconde vague d'arrestations fin mars 1995.

Entre le 30 mars et le 4 avril 1995, cinq personnes, dont 3 affiliées au syndicat des médecins, sont arrêtées et accusées d'utiliser le Comité de secours comme

---

[398] 17. 04. 1995, *Un cadre des Frères musulmans libéré, garde à vue prolongée pour deux autres,* Le Caire, AFP

[399] G. Kepel, *op. cité*, p.163-166

[400] Mustapha Kamel al-Sayyid, *op. cité*, p.12

couverture pour entraîner des activistes des Frères musulmans, des Jamaa et de l'organisation du Jihad en Bosnie, Croatie, Burundi, Yémen et Somalie[402]. Le Comité de secours qui existe depuis 10 ans a multiplié les zones d'opération. Il intervient en Egypte et en Afghanistan, et dans les années 1990, il est présent en Bosnie-Herzégovine, au Yémen et en Somalie. Selon les sources policières, des plans pour opérer en Tchétchénie sont découverts. Le leader du groupe serait Achraf Abd al-Ghaffar, membre de la direction du syndicat des médecins et du Comité de secours. Il a échappé à la vague d'arrestations. Un des employés de l'organisation professionnelle des médecins, Jumaa Iman Abd al-Moati, et l'assistant trésorier, Hosam al-Din Sayyid Husayn, sont parmi les personnes apréhendées[403]. Le bilan des arrestations, à la fin mars, fait état de 65 cadres des Frères sous les verrous[404], et à la mi-juillet, on compte 37 médecins dans les geôles égyptiennes[405].

Le 26 juin, l'attentat contre Hosni Moubarak, qui se rend au sommet de l'Organisation de l'Union Africaine (OUA), relance la campagne d'arrestations contre les Frères. Les 18 et 19 juillet 1995, 18 membres des Frères sont arrêtés par les forces de sécurité durant une réunion au Caire et dans 16 gouvernorats d'Egypte. Fait sans précédent, le directeur du département de l'information de l'université du Caire, le cheikh Sayyid al-Askar, est lui aussi appréhendé[406], ce qui porte le total à 19 personnes en détention provisoire. Ces hommes sont accusés de chercher à remettre sur pied l'organisation des Frères musulmans et à renouer avec l'activisme violent en augmentant le contrôle sur les organisations professionnelles, les conseils locaux et les mosquées. Un certain nombre d'entre-eux sont accusés d'être en contact avec Hassan

---

[401] Impact international, *Who runs Egypt..., op. cité*

[402] 30. 03. 1995, *Police arrest Brotherhood suspects in continuing crackdown*, by M. Ghalwash ; 01. 04. 1995, *Muslim Brotherhood says arrests are a pre-election ploy* ; 03. 04. 1995, *Doctors' Union denies terrorism charges, fifth person arrested*, by D. Baligh ; 04. 04. 1995, *Procecutor extends detention of Brotherhoob members*, Cairo, Associated Press / 30. 03. 1995, *Arrestation de cinq cadres des Frères musulmans liés aux intégristes armés* ; 01. 04. 1995, *Les Frères musulmans nient entrainer des militants de la Jamaa islamiya,* Le Caire, AFP

[403] 01.04.1995, *Four Muslim Brotherhood leaders arrested* ; 03.04.1995, *Four Muslim Brotherhood suspects remanded for 15 days* ; 06.04.1995, *Interrogation of suspected Muslim Brotherhood member begins ; others remanded,* BBC-SWB-MO, text of report by Egyptian news agency MENA, respectively 30. 03. 1995, 31. 03. 1995 and 04. 04. 1995

[404] 30. 03. 1995, Le Caire, AFP, *op. cité*

[405] 18. 07. 1995, *Police detaine 18 members of Muslim Brotherhood,* by S. Nasrawi, Cairo, Associated Press

al-Tourabi, de se rendre régulièrement au Soudan et de coopérer avec les organisations extrémistes qui y ont trouvé refuge[407]. Parmi les "preuves tangibles" des activités terroristes trouvées lors des perquisitions : "des demandes d'activistes pour se joindre au jihad en Afghanistan, adressées au quartier général des Frères au Caire ; des brochures de propagande des Jamma et de l'organisation du Jihad ; des relevés de compte bancaire en monnaie locale et étrangère ; des lettres de transactions avec la Banque islamique Fayçal ; et les classiques ordinateurs, disquettes, cassettes audio et vidéo, photos, brochures de propagandes du groupe et autres notes d'instruction[408].

Parmi les personnes appréhendées, on compte un religieux d'al-Azhar, un ancien ministre délégué à l'industrie, trois anciens parlementaires et des membres des syndicats des médecins, des professeurs et des ingénieurs. Trois d'entre-eux sont des membres du Conseil de l'orientation, la plus haute instance du mouvement des Frères, dont Mohammad Sayyid Habib[409], professeur à l'université d'Assiout et président du syndicat des professeurs de l'université. Sayyid Habib est en outre l'organisateur de la campagne de solidarité durant les inondations de novembre 1994 en Haute-Egypte. Le président de la société informatique Salsabil, Mohammad Khayrat Saad al-Chater, est lui aussi victime de cette vague d'arrestations[410]. Au début des années 1990, Salsabil est accusée de servir de courroie de transmission à l'organisation transnationale des Frères musulmans et de participer à un complot contre le régime. L'enquête, pourtant, ne permet aucune inculpation[411].

Les arrestations de l'été 1995 sont loin d'être arrivées à leur terme et, le 28 juillet, ce sont 200 autres membres des Frères qui sont appréhendés. C'est le plus important coup de filet depuis l'arrivée au pouvoir de Moubarak[412].

---

[406] 19. 07. 1995, *Arrestation du porte-parole de l'université d'al-Azhar,* Le Figaro ; 20. 07. 1995, *Egypt hits fundamentalist power base in new arrests,* by Y. Ibrahim, Cairo, New York Times Service
[407] 18. 07. 1995, Le Caire, Associated Press, *op. cité*
[408] 20. 07. 1995, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood members reportedly arrested, links with Turabi denied*, text of report by Egyptian news agency MENA, Cairo, 18th July
[409] 13. 08. 1995, *Brothers at play still a no-no,* by A. Hammond, Middle East Times Staff
[410] 21. 07. 1995, BBC-SWB-MO, *Procecution detains 19 Muslim Brotherhood members*, text of report by Egyptian news agency MENA, Cairo, 19th July
[411] 19. 02. 1992, Al-Ahram, cité par Wahid Abdel Meguid, *op. cité*, p.112
[412] 29 juillet 1995, *Arrestation de 200 jeunes militants des Frères musulmans* et 30 juillet 1995, *Les Frères musulmans démentent avoir organisé des entrainements militaires,* Le Caire, AFP / 31 juillet, BBC-SWB-MO, *Arrest of 200 Muslim Brotherhood members reported*, Excerpt from report by the Egyptian news agency MENA, Cairo, 29th July / 01 août 1995, *Le gouvernement égyptien multiplie les arrestations*

En effet, 149 jeunes sont accusés de suivre des entraînements visant "à développer leurs capacités physiques et leur combativité, et à leur enseigner les concepts du rejet de la société, qu'ils considèrent comme athée, ainsi qu'à infiltrer les institutions de la société pour les contrôler et les exploiter en faveur des forces du terrorisme (...)"[413]. Or, les militants en question sont arrêtés dans un camp scout près d'Alexandrie, lequel camp est sous la responsabilité du ministère de la Jeunesse et des sports. Celui-ci est notamment chargé de la surveillance des activités qui s'y déroulent et délivrent les autorisations de séjour. Ces accusations sont à double tranchant[414]. L'affirmation selon laquelle on leur apprend les "concepts de rejet de la société", vise directement à relier ces jeunes à l'idéologie développée en son temps par Sayyed Qotb et amplifiée par ses épigones des groupes extrémistes tels que Takfir wal-Hijra et Tanzim al-Jihad.

Le 28 juillet, 31 cadres sont arrêtés à Alexandrie et 20 autres dans la ville de Sadate, dans le gouvernorat de Menoufia, la région du Delta. Le même jour, 9 membres des Frères sont arrêtés à Kafr al-Cheikh, 190km au nord du Caire. Ce sont des médecins, ingénieurs, professeurs et hommes d'affaires[415]. Ces arrestations, qui ont lieu entre janvier et fin juillet 1995, remplissent les cages des accusés pour le premier procès militaire de l'année 1995.

3.1.2. *16 septembre 1995, 49 membres des Frères font face à un tribunal militaire*

En 1995, la détermination du régime à écarter les Frères de la compétition électorale et à les discréditer aux yeux de l'opinion publique est telle qu'il n'hésite pas à les accuser de soutien au terrorisme, prétendant détenir des "preuves tangibles" sans jamais les produire. Afin que le résultat escompté, empêcher les Frères de se présenter aux élections et ternir leur image d'honnêtes citoyen-militants, soit atteint de manière certaine, le Président Hosni Moubarak signe le décret nécessaire à la traduction de 49 cadres des Frères musulmans et des syndicats professionnels devant une juridiction

---

de Frères musulmans, A. Buccianti, Alexandrie, Le Monde / 06. 08. 1995, *Brtothers plotting in scout camps, police say,* A. Hammond, Middle East Times staff in Gazaer

[413] 29. 07. 1995, Le Caire, AFP, *op. cité*

[414] 30. 07. 1995, Le Caire, AFP, *op. cité*

militaire. C'est la première fois depuis 1965 que le régime égyptien envoie des Frères devant un tribunal militaire. Le jugement rendu par une juridiction militaire est sans appel et ne concerne normalement que des personnes ou groupes impliqués dans des actes de violence menaçant la stabilité et la sécurité du pays. Or, les 49 accusés le sont pour "avoir violé la loi sur l'organisation des partis politiques" et avoir voulu "reconstituer un parti interdit", d'après le journal Al-Ahram[416]. Rien qui s'apparente aux accusations lancées par le ministre de l'Intérieur, Hassan al-Alfi. Celui-ci multiplie les déclarations pour justifier le recours au tribunaux militaires qui sont à même de "rendre un jugement rapidement (...)". Il affirme que "des documents ont été saisis qui prouvent qu'ils ont commis des crimes", et plus précisément "ils sont impliqués dans des actes de terrorisme et nous avons des documents et d'autres preuves"[417]. Par exemple, cette cassette vidéo montrant l'entrée du quartier général des Frères au Caire. On y voit des hommes entrant dans le bâtiment. Il s'avère rapidement que cette cassette vidéo n'est pas authentique mais qu'elle a été fabriquée. En outre, elle ne montre guère plus de 4 des 49 accusés entrant au siège du Mouvement[418]. On comprend que le ministre de l'Intérieur s'offense lorsque les observateurs et les journalistes insinuent que tout ceci est une manoeuvre du gouvernement qui tend à empêcher les Frères d'entrer en lice pour les prochaines élections parlementaires. Celui-ci réaffirme, à qui veut l'entendre, que les élections seront justes et libres, et que la police n'interfèrera pas dans le processus électoral, directement ou indirectement[419]. L'opposition ne semble pas l'entendre de cette oreille et se rassemble autour des Frères. Un communiqué commun, signé par le parti du Travail, le parti communiste du Rassemblement, le parti nassérien et le cheikh Mohammad al-Ghazali, condamne le procès des Frères devant un tribunal militaire en ce qu'il constitue "une sérieuse menace pour la liberté d'expression qui

---

[415] 29. 07. 1995, *Nine leading members of Muslim Brotherhood arrested*, Cairo, Kayhan ; 07. 08. 1995, BBC-SWB-MO, *Nine members of Muslim Brotherhood detained for further 30 days*, text of report by Egyptian news agency MENA, Cairo, 5th August

[416] 02. 09. 1995, *Cinquante cadres des Frères musulmans devant la justice militaire*, Le Caire, AFP

[417] 04. 09. 1995, *Minister defends order for military to investigate Brotherhood,* Cairo, Associated Press ; 10. 09. 1995, *Brothers go to military trial*, by Fatemah Farag, Middle East Times staff ; 14. 09. 1995, *Début samedi du procès de cinquante cadres des Frères musulmans,* Le Caire, AFP

[418] 27. 10. 1995, *Evidence against 49 Egypt Brothers were fabricated*, by Lee Keath, Huckstep, AA

[419] 06. 09. 1995, BBC-SWB-MO, *Alfi reports "evidence" of Muslim Brotherhood's "illegal activities"*, text of report by the Egyptian news agency MENA on 4th Sept ember 1995

dénie aux citoyens les droits garantis par la Constitution"[420]. Le fait est que, 16 des 49 personnes ont annoncé leur candidature peut avant leur inculpation. Ils retirent leur candidature durant le procès[421].

Le 16 septembre, jour de l'ouverture du jugement, les 49 inculpés sont accusés d'avoir dirigé "une organisation illégale dont l'objectif est d'enfreindre la loi et la Constitution", d'avoir "reconstitué l'organisation des Frères musulmans dans différentes provinces " et " d'avoir tenu des réunions secrètes où ont été exprimées des positions contre la loi et la Constitution". La charge qui pèse initialement sur les 49 militants, celle d'être liés à des activistes terroristes, voire d'avoir pris part à des activités terroristes, ne figure plus dans l'acte d'accusation. Le procureur militaire demande pourtant "la sanction la plus dure", c'est à dire la réclusion criminelle à perpétuité[422].

Le verdict rendu le 23 novembre 1995, à moins d'une semaine du premier tour des élections législatives, acquitte 15 des 49 accusés et en condamne 34 autres pour avoir "dirigé une organisation illégale dans le but d'entraver l'application de la loi et de la Constitution"[423]. Le quartier général des Frères, sis au Caire, est mis sous scellé. 3 des accusés sont condamnés à cinq ans de travaux forcés et les 31 autres à trois ans de travaux forcés. Les principaux condamnés sont : le Dr Essam al-Din al-Aryane, secrétaire général adjoint du syndicat des médecins, 5 ans de travaux forcés ; le Dr Mohammad Sayyid Habib, président du syndicat des professeurs de l'université d'Assiout, 5 ans de travaux forcés ; Mohammad Khayrat Saad Abd al-Latif al-Chater, président de la société d'informatique Salsabil, cinq ans de travaux forcés ; le Dr Ibrahim al-Zaafarani, secrétaire générale de la branche alexandrine du syndicat des médecins, trois ans de travaux forcés. Le cheikh Sayyid al-Askar est acquitté[424].

Le même jour est rendu le jugement du second procès concernant 33 membres des Frères musulmans arrêtés en trois vagues entre la fin du mois de septembre et le 9 octobre 1995.

---

[420] 15. 09. 1995, BBC-SWB-MO, *Opposition parties condemn military trial of Muslim Brothers-Iranian report*, Text of report by the iranian news agency IRNA on 14th September 1995
[421] 30. 10. 1995, *Brotherhood leaders on trial to boycott militray court*, Cairo, Associated Press
[422] 16. 09. 1995, *Les Frères musulmans devant une cour militaire pour la première fois depuis 1965 par Lee Keath,* base militaire de Haikstep, AFP
[423] 23. 11. 1995, *La Cour militaire condamne 54 Frères musulmans et ferme leur siège*, Huckstep, AFP
[424] 24. 11. 1995, BBC-SWB-MO, *Egyptian agency reports on sentences in Muslim Brotherhood case*, text of report by the Egyptian news agency MENA on 23rd November 1995

3.1.3. *Second procès des Frères, devant un tribunal militaire*

Le 15 octobre 1995, une trentaine d'autres membres des Frères sont traduits devant la justice militaire. Ils font l'objet de trois procès[425] : le premier concerne 16 Frères, arrêtés le 9 octobre 1995 et accusés d'avoir "agi activement pour faire renaître l'organisation des Frères musulmans et inciter le peuple à haïr le gouvernement". Lors de leur arrestation, ils sont accusés d'avoir "aidé des éléments terroristes" en soutenant financièrement les familles des extrémistes et en cherchant à établir des contacts avec les chefs des militants en fuite pour leur fournir de l'argent afin de préparer de nouvelles attaques[426]. Cette accusation pourtant ne figure pas dans le décret présidentiel. Parmi les inculpés, neuf sont des professeurs, des médecins et des syndicalistes. Les plus connus[427] : Abd al-Mounim Abou al-Fouttouh Abd al-Hadi, pédiatre et secrétaire général du syndicat des médecins. C'est un ancien leader des Jamaa de l'université du Caire, compagnon d'al-Aryane[428] ; Sayyid Abd al-Sattar al-Miliji, professeur de sciences à l'université du Caire[429], chargé de cours à la faculté de sciences de l'université du Canal de Suez et président du syndicat des chercheurs scientifiques ; et Mahmoud Husseïn Ahmad Hassan, professeur à l'école d'architecture de l'université d'Assiout et secrétaire financier du syndicat des ingénieurs. Mahmoud Husseïn, qui devait remplacé le candidat Mohammad al-Sayyid Habib à Assiout, et Abou al-Fouttouh, le candidat Hassaneïn al-Gamal à Héliopolis, sont arrêtés juste après avoir déclaré leur candidature. Mohammad Gharib, le directeur de campagne de Mamoun al-Hodaïbi qui se présente dans le quartier de Dokki du Caire, est lui aussi incarcéré et traduit devant la justice militaire[430]. Il apparaît qu'un certain nombre des 16 personnes inculpées devaient concourir dans les élections du 29 novembre 1995.

---

[425] 15. 10. 1995, *Trente membres des Frères musulmans devant la justice militaire*, Le Caire, AFP
[426] 09. 10. 1995, *Police arrest 14 Muslim Brotherhood candidates for elections*, by Dalia Baligh, Cairo, Associated Press
[427] 11. 10. 1995, BBC-SWB-MO, *Suspected Muslim Brotherhood membres arrested*, text of report by the Egyptian news agency MENA on 9th October 1995
[428] Mustapha Kamel al-Sayyid, *op. cité*, Carnegie endowment for international peace, p.12
[429] 19. 11. 1995, *Military trial degenerate further*, by Steve Negus, Middle East Times staff
[430] 22. 10. 1195, *State defies support for Brothers*, by Andrew Hammond, Middle East Times staff

Un deuxième procès concerne un groupe de neuf Frères accusés d'avoir "répandu les idées de la Confrérie et incité à la haine du gouvernement dans les publications du groupe".

Un troisième procès concerne cinq Frères accusés d'avoir "distribué de l'argent à des éléments terroristes en fuite" et "organisé une campagne de presse contre le gouvernement en infiltrant des médias locaux et internationaux et en accordant des entretiens à des agences de presse étrangères". Les cinq Frères en question sont arrêtés à la fin du mois de septembre, en Haute-Egypte, avec 12 000£E, des messages vidéos exhortant les activistes islamistes à la patience et l'endurance, les encourageant à continuer le jihad, et des documents exposant les plans des Frères dans la région[431]. Salah Abd al-Maqsoud, membre de la direction du syndicat des journalistes, est le premier journaliste traduit devant la justice militaire[432].

Aucune des accusations liées à des violences ou au terrorisme ne sont retenues contre les 33 accusés. En effet, il n'est que le Colonel Mohammad Abd al-Monim Osman, du service de sécurité intérieure, qui comparaît en tant que témoin, pour affirmer que des Frères ont donné 500£E à deux terroristes dans la mosquée al-Jihad de Fayyoum, afin d'acheter des votes pour les futures élections. Toutefois, le colonel est incapable de donner les noms des deux terroristes en question, de dire s'ils sont impliqués dans des actes de terrorisme ou s'ils sont en fuite. Le colonel procède après cet épisode à l'arrestation de la voiture entre Minya et la ville de Samalout et y découvre 12 000£E. Comment est-il au courant de la rencontre entre les deux supposés terroristes et les Frères ? Sources secrètes, répond-il. Concernant sa connaissance des activités de Abd al-Sattar al-Miliji, accusé de propagande des idées des Frères sur le campus de l'université du Caire, il oppose, encore une fois, le caractère secret de ses sources[433]. Voilà qui n'est guère convaincant.

Pourtant, sur les 33 accusés, 12 seulement seront acquittés, dont les cinq, accusés d'avoir accordé une aide financière à des terroristes, ainsi que le journaliste Salah Abd al-Maqsoud. Abd al-Monim Abou al-Fouttouh est condamné à 5 ans de

---

[431] 30. 09. 1995, BBC-SWB-MO, *Five Muslim Brotherhood membres arrested in Minya*, Excerpts from report by the Egyptian news agency MENA on 28th September 1995

[432] 25. 10. 1995, *Nouveau procès de Frères musulmans devant la justice militaire égyptienns*, Le Caire, AFP

travaux forcés, ainsi que Sayyid Mahmoud Izzat Ibrahim Issa, médecin et professeur à l'école médicale de l'université de Zaqaziq[434]. Neuf sont condamnés à trois ans de travaux forcés et neuf autres à trois ans de prison[435].

Sur les 82 personnes traduites devant la justice militaire, dont le jugement est rendu le 23 novembre 1995, 5 sont condamnées à cinq ans de travaux forcés, 40 sont condamnées à trois ans de travaux forcés et neuf autres à trois d'emprisonnement. Tous les accusés sont des représentants de la classe moyenne éduquée, principalement des professeurs, des ingénieurs, des médecins ou des commerçants.

La série des procès devant une juridiction militaire ne s'arrête pourtant pas là, puisque, le 30 octobre, les services de sécurité arrêtent dans la ville de Suez, un responsable des Frères et un autre de l'organisation du Jihad. En pleine période électorale, ce procès et les accusations de soutien au terrorisme sont une bien mauvaise presse pour les Frères.

3.1.4. *3è procès militaire : un lien entre les Frères et l'organisation du Jihad ?*

Abd al-Wahab Charaf al-Din, un dirigeant des Frères musulmans et secrétaire général du syndicat des ingénieurs dans la ville de Suez, et Helmi Issa Ibrahim Izzazay, un responsable de l'Organisation du Jihad en Egypte, sont arrêtés fin octobre. Abd al-Wahab Charaf al-Din est accusé d'utiliser sa compagnie de transport maritime dans la ville de Port Tawiq, sur le canal de Suez, comme centre de liaison entre les dirigeants des Frères à l'extérieur et à l'intérieur du pays, et entre les Frères et l'organisation extrémiste du Jihad. Des tracts "incitant à fomenter des troubles et à commettre des attentats et des actes de sabotage dans des lieux publics et contre des centres vitaux" sont retrouvés dans les bureaux de la "société-centre de liaison". Ce centre de liaison servirait à "transmettre les instructions du leader du Jihad, Yasser Tawfiq Serri, à ses partisans"[436] ce qui pousse les autorités policières à affirmer que "ce centre sert à

[433] 19. 11. 1995, Middle East Times staff, *op. cité*
[434] 23. 11. 1995, *La Cour condamne..., op. cité*, Huckstep, AFP
[435] 24. 11. 1995, BBC-SWB-MO, *Military court gives 31 Muslim Brothers prison terms, closes Cairo headquarters*, Text of report by the Egyptian news agency MENA on 23rd November 1995
[436] 01. 11. 1995, *Cairo forces arrest Brotherhood, Jihad members*, Dispatches, Cairo, Kayhan

préparer des opérations terroristes du Jihad en Egypte, lesquelles sont financées par les dirigeants des Frères musulmans à l'extérieur"[437].

Yasser Tawfiq Serri, leader d'une des factions du Jihad, Talaeh al-Fatah, est réfugié à Londres depuis 1994. Il est condamné à mort par contumace pour la tentative d'assassinat sur le Premier ministre Atef Sidqi. Charaf al-Din et Tawfiq Serri ont été en contact par le biais de leur activités professionnelles. Serri était un négociant en poisson.

Les Frères affirment que les contacts entre les deux hommes cessent après que Serri soit condamné pour complicité dans la tentative d'assassinat du premier ministre. Ils reconnaissent en outre que Charaf al-Din a reçu un fax au nom de la faction de Serri, Talaeh al-Fatah. Toutefois, ils font observer que le possesseur d'un fax ne maîtrise pas la réception des messages, suggérant que c'est là une manoeuvre de plus des services de sécurité pour discréditer les Frères[438].

Le 23 décembre, la Haute-Court militaire condamne Charaf al-Din à trois ans de travaux forcés pour sa participation à un "plan criminel visant à imprimer des brochures qui appellent à se rebeller contre le régime"[439].

Ce procès militaire de Charaf al-Din est le dernier de l'année 1995. Nombreux sont les militants des Frères qui sont arrêtés au cours de cette année, notamment à la veille des élections législatives, fin novembre.

3.1.5. *Dernière campagne d'arrestations avant les élections*

Tout au long de l'année 1995, les campagnes d'arrestations se sont succédées. Les Frères, les partis d'opposition et les observateurs ont rapidement accusé les autorités de vouloir empêcher les militants Frères musulmans de se présenter aux élections législatives de novembre 1995. Le gouvernement nie ces accusations et affirme détenir des preuves que les Frères sont impliqués dans des actes terroristes. Le ministre de l'Intérieur affirme que les élections seront justes et libres et que ses services n'interviendront pas dans le processus électoral. Pourtant, le 27 novembre, soit deux

---

[437] 30. 10. 1995, *Arrestation de deux responsables du Jihad et des Frères musulmans*, Le Caire, AFP
[438] 12. 11. 1995, *Dangerous liaison denied,* Middle East Times staff,
[439] 28. 12. 1995, BBC-SWB-MO, *Higher military court sentences Muslim Brotherhood leader,* text of report by the Egyptian newsagengy MENA on 23rd December 1995

jours avant les élections, la police interrompt 11 rassemblements préélectoraux à travers l'Egypte et arrête plus de 400 personnes. Et, Moustafa Machhour de dénoncer le "début du processus de fraude", ajoutant que "le gouvernement interfère directement dans le processus électoral en empêchant le peuple d'être présent le jour des élections"[440]. Le 28 novembre, un nouveau décompte estime à un millier, le nombre de Frères arrêtés. Selon Mamoun al-Hodaïbi "les services de sécurité mènent une campagne d'arrestations, prenant notamment pour cible les délégués des candidats des Frères musulmans dont les noms sont enregistrés dans les commissariats pour officier comme scrutateurs le jour des élections"[441]. Le 30 novembre, un jour avant le premier tour des élections, ce sont plus de 2000 membres des Frères, sympathisants et scrutateurs, qui sont sous les verrous à la veille du scrutin[442]. Ainsi, les Frères, qui présentent 150 candidats, doivent affronter des manoeuvres supplémentaires de l'Etat à la veille des élections, en même temps qu'une campagne de dénigrement qui s'affiche partout dans le Caire : "oui à l'Islam, non aux Frères musulmans illégaux" ou bien "non au terrorisme, non aux Frères musulmans"[443]. Et, l'Etat n'est pas à cours d'imagination lorsqu'il s'agit de discréditer un adversaire.

L'Egypte, dont la population est largement illétrée, pallie ce handicap au moment des élections en émettant des bulletins de vote arborant un symbole. Tandis que le parti présidentiel se voit attribuer avant ses adversaires un symbole avantageux, le chameau et le croissant de lune, les islamistes et leurs alliés doivent se contenter d'un révolver. Est-il plus subtil rappel des accusations de liens avec les groupes terroristes ? D'autres symboles, dont l'adéquation à un évènement aussi sérieux qu'un processus électoral est tout aussi frappante, telle qu'une tasse de café ou une bassine, peuvent aussi bien échoir aux candidats en lice[444]. Tant d'imagination et de génie pour discréditer ses adversaires islamistes s'expliquent par le fait qu'ils constituent le principal rival avec

[440] 27. 11. 1995, *Police break up Brotherhood campaign rallies as election nears,* Cairo, Associated Press
[441] 28. 11. 1995, *Rafle anti-islamiste avant les législatives en Egypte,* Le Caire, Libération
[442] 30. 11. 1995, *Le parti du président Moubarak remporte haut la main les législatives,* par Samy Ketz, Le Caire, AFP
[443] 03. 12. 1995, *Security targets Brotherhood poll-watchers,* Middle East Times
[444] 05. 11. 1995, *Defense gives up on military courts,* by F. Farag, Middle East Times

quelque 223 candidats[445] à travers tout le pays. Le PND, parti du président Moubarak, présente quant à lui 444 candidats, soit un candidat par siège soumis à élection.

L'Egypte est découpée, par les soins du ministère de l'Intérieur, en 222 circonscriptions. Deux candidats sont élus par circonscription, l'un représentant les ouvriers et paysans, l'autre les professions restantes. Le Président attribue dix sièges supplémentaires pour atteindre le nombre de 454 parlementaires.

La fraude, orchestrée par le gouvernement, commence avec le découpage des circonscriptions, se poursuit par le vote des personnes décédées, les cartes de votes ne présentent pas de photos et l'obligation de justifier de son d'identité n'est jamais respectée, et l'interdiction faite aux sympathisants supposés des islamistes d'accéder aux urnes, elle se finit, sans prétention toutefois d'avoir épuisé toutes les possibilités, par le bourrage des urnes, après la fermeture des bureaux de vote, qui courronne tout scrutin digne d'être qualifié, comme le fait le Premier ministre, Atif Sidqi lui-même, de "100% juste"[446].

Les résultats électoraux révèlent, sans surprise, la victoire écrasante du PND avec 416 sièges sur 444. Les têtes de liste des Frères, Mamoun al-Hodaïbi ou Seif al-Islam sont balayés dès le premier tour, et un seul de leurs 150 candidats est élu[447].

3.1.6. *Bilan de l'année 1995*

La stratégie de destabilisation a parfaitement fonctionné. Non seulement les Frères se retrouvent sur la défensive, mais les forces vives du mouvement des Frères sont, soit emprisonnés soit à l'origine d'une fronde qui se concrétise par la formation d'un parti politique, le Wasat. Celui-ci se veut indépendant et résolument tourné vers l'avenir. On reviendra ultérieurement sur ce parti politique du "Centre".

Il est évident que le gouvernement a eu recours à des moyens illégaux pour neutraliser la menace d'un vote islamiste massif. Le résultat en est que les chevilles ouvrières du Mouvement sont derrière les barreaux pour trois à cinq ans. En usant de tels procédés, le gouvernement victimise les Frères, il en fait des martyrs, et crée les

[445] 29. 11. 1995, *1000 of its members arrested- Brotherhood*, dispatches, Kayhan
[446] 29. 10. 1995, *The Middle East Times election guide,* by S. Negus, Middle East Times
[447] 14. 12. 1995, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood to continue efforts to "topple" new parliament-Iranian report*, by Iranian radio on 12th December

leaders politiques de demain : Essam al-Din al-Aryane, Sayyid Habib, Khayrat al-Chater, Zaafarani et Abou al-Foutouh pour ne citer qu'eux. En outre, que dire d'un régime qui prend pour cible sa classe moyenne éduquée ? Ne court-il pas à sa propre perte ? Ne bat-il pas en brêche sa propre légitimité ? Les Frères, en canalisant l'énergie des cadres moyens et supérieurs de la société égyptienne, démontrent l'urgence d'une politique de réformes, voire l'exigence d'une "révolution". De la prise en compte de la demande de changement dépend la survie du régime.

Autre conséquence de cette stratégie répressive. Accusés de soutenir le terrorisme et diabolisés par le discours officiel, les Frères sont obligés de préciser leur position vis-à-vis des actes de violence des extrémistes. S'ils dénoncent "toutes les formes et sources du terrorisme", c'est pour mieux renvoyer dos à dos les extrémistes et le régime. Dans une déclaration à l'agence de presse Associated Press, les Frères dénoncent "l'atmosphère de répression, d'instabilité et d'inquiétude qui domine notre nation" qui a poussé certains à mener des attaques terroristes "effrayant des innocents, causant de l'instabilité et menaçant le progrès économique et politique"[448]. S'ils jouent le jeu subtil de la double condamnation, qui confine à la condamnation de la politique du gouvernement pour mieux justifier le recours à l'action armée des islamistes extrémistes, ils sont sans équivoque apparente en ce qui concerne les attentats facilement condamnables ou dont les conséquences seraient trop lourdes pour le mouvement. Ainsi, ils condamnent l'attentat d'Oklahoma city qui fait de nombreuses "victimes innocentes"[449]. De même, la tentative d'attentat contre Moubarak, dans la capitale éthiopienne d'Adis Abeba, leur permet d'exprimer leur indignation et leur rejet du procédé : "Les Frères musulmans dénoncent vivement cet acte agressif et haineux, refusent toute tentative de porter atteinte à la vie d'autrui et soulignent que de tels actes criminels ne sont pas légitimes et ne peuvent être fondés sur la loi islamique"[450]. Et, Maamoun al-Hodaïbi d'ajouter : "Grâce soit rendu à Dieu, le Président Moubarak et sa délégation sont rentrés sains et saufs (...)"[451]. Enfin, sur la question des relations avec les Coptes et leur place en Egypte, les Frères, dans une brochure visant à préciser leurs

---

[448] 01. 05. 1995, *Under attack, Muslim Brotherhood renounces violence,* Cairo, Associated Press
[449] 27. 04. 1995, *Muslim Brotherhood condemns Oklahoma blast,* IRNA, Kayhan
[450] 26. 06. 1995, *Moubarak attentas,* Le Caire, AFP

positions sur la démocratie, le pluralisme et les droits de l'homme, expliquent que les chrétiens d'Egypte ont les mêmes droits que n'importe quel citoyen égyptien. Leur participation à la longue lutte pour l'indépendance est placée en tête des arguments légitimant leurs droits civiques et politiques à égalité avec les musulmans.

Cette position par rapport aux Coptes est aux antipodes de celle des Jamaa ou du Jihad. De même, l'avis favorable concernant la démocratie et le pluralisme est nouveau, même si la direction des Frères affirme qu'il a toujours existé[452]. Toutefois, ce ne sont que des paroles qui n'engagent que ceux qui y croient. Le régime de Moubarak n'y croit pas ou plus vraisemblablement ne veut pas y croire et continue sa stratége de destabilisation en usant des moyens et arguments qui ont fonctionné jusque là. Aussi, lorsqu'un parti politique du nom de parti du Centre, présente sa demande d'homologation à la Commission des partis politiques de la Chambre-Haute du Parlement ou Conseil de la Chura, le gouvernement réagit violemment... avant d'y voir un instrument complémentaire à sa stratégie de destabilisation.

3.2. *Le Wasat, une dissidence des Frères ?*

Le 10 janvier 1996, la Commission des Partis politiques reçoit la demande de légalisation d'un parti du nom de Wasat. Ce dernier est composé de 74 fondateurs, 38 ouvriers et artisans, et 36 cadres supérieurs, dont 4 femmes, 2 Coptes et un certain nombre de jeunes Frères musulmans. Parmi les personnages les plus charismatiques, on compte : le Copte Rafiq Habib, intellectuel et analyste politique, fils du révérend Samuel Habib, chef de la communauté anglicane d'Egypte ; l'ingénieur Abou al-Ula Madi, secrétaire adjoint du syndicat des ingénieurs et ancien leader des Jamaa de la ville de Minya ; l'avocat Issam Sultan, par ailleurs gendre de Mamoun al-Hodaïbi ; Salah Abd al-Maqsoud, membre de la direction du syndicat des ingénieurs ; le journaliste, Salah Abd al-Qouddous, membre de la direction du syndicat des journalistes ; et le Dr Abd Allah Zaïn al-Abidin, membre de la direction du syndicat des pharmaciens[453]. Par ailleurs, six juristes de renom représentent le Parti : Nabil al-Hilali, connu pour être

---

[451] 28. 06. 1995, BBC-SWB-MO, *Muslim Brothers denounces attack on Mubarak,* text of report by the Egyptian news agency MENA, 26th June 1995
[452] Juin 1995, The Muslim Brotherhood Issues

politiquement à gauche ; le nassérien, Farid Abd al-Karim ; et les islamistes Salim al-Awwa et Yahya Refaï.

3.2.1. *Le programme politique du Wasat*

Le programme politique du Wasat, que d'aucuns apparentent, dans l'esprit, à celui du Refah de Necmettin Erabakan, préconise l'application de la charia par l'exercice de l'ijtihad, c'est à dire l'effort intellectuel d'adaptation du texte sacré à l'environnement, en l'occurrence aux conditions de la modernité. La charia selon le Wasat est la "pierre de touche de la civilisation égyptienne" sous les auspices de laquelle "musulmans et non-musulmans égyptiens ont excellé dans les domaines de l'art et des sciences". Le paradigme islamique doit être le socle d'un vaste programme de libéralisation politique, à cet égard le peuple est décrit comme la "source de toute autorité", et de réforme de la situation des droits de l'homme en Egypte. En matière économique, le Wasat propose l'établissement d'une union économique arabo-islamique plutôt qu'un "marché du Moyen-Orient" et s'élève contre les tentatives occidentales "d'imposer une culture globale unifiée à l'occidentale". Selon Abou al-Ula Madi, le Wasat "apporte des réponses concrètes à des problèmes spécifiques" dans tous les domaines tels que l'art, le tourisme, l'Occident et le processus de paix[454].

3.2.2. *Le Wasat n'est pas une couverture pour les Frères*

La Commission enregistre le nouveau parti après avoir perçu les droits, le 11 janvier 1996. Ce n'est que par la suite que la Commission se rend compte que le Parti est l'initiative d'un groupe de Frères, il est trop tard pour revenir en arrière, mais le plus dur reste à obtenir : l'autorisation officielle d'opérer légalement en tant que parti politique reconnu. Or, aucun des partis politiques égyptiens n'a obtenu ce sésame du premier coup, c'est la justice qui, en dernier recours, a obligé le Conseil de la chura ou Chambre Haute du Parlement, dont dépend la Commission, à légaliser la nouvelle formation. Bien que deux Coptes soient parmi les membres fondateurs, ce qui exclut le parti confessionnel, le fait que la jeune garde des Frères soit derrière le projet pourrait rendre

---

[453] 19. 01. 1996, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood youths apply to set up political party,* text of report by Muhammad Jamal Arafah and Khalid Yunis ; published by news paper Al-Shaab on 12th January

[454] 21. 01. 1996, *New center party takes state by surprise*, by A. Hammond, Middle East Times staff

la décision plus difficile. Abou al-Ula, Issam Sultan et même Hodaïbi multiplient les déclarations affirmant que le Wasat n'a rien à voir avec les Frères musulmans, que ce n'est pas une couverture politique pour l'Organisation. L'une des preuves avancées concerne la participation de Coptes et de femmes, ce qui est, au moins en 1996, un signe qui distingue nettement le Wasat de l'organisation des Frères, exclusivement composée d'hommes et de musulmans. Dans une interview au journal al-Chaab, Abou al-Ula nie que la majorité des membres du Wasat soit des Frères ou qu'il y ait un lien quelconque entre le Wasat et les Frères[455]. Quant à Hodaïbi, dans une interview pour une radio iranienne, il affirme que "quelques Frères se sont joints à d'autres musulmans, non membres des Frères, et à des chrétiens égyptiens pour former un parti. Ce parti tente donc sa chance. Mais ce n'est pas le parti des Frères ; il ne représente pas les Frères et n'est pas une couverture pour eux..."[456]. Mais le régime n'y croit pas. Un nouveau procès militaire se prépare.

3.2.3. *1996, 4è procès militaire contre les Frères*

Dans la nuit du 1er au 2 avril 1996, 12 personnes sont arrêtées et accusées par le ministère de l'Intérieur de chercher à "réformer le mouvement des Frères musulmans et à renouer avec ses activités extrémistes" en "reprenant le contrôle des syndicats professionnels, des conseils locaux ou municipaux, des mosquées et des associations caritatives et religieuses ; et en organisant des camps et des programmes d'entraînement pratique et physique". Entre ces accusations et celles du procureur qui mène les interrogatoires, il existe une différence de taille. En effet, ce dernier accuse les personnes appréhendées d'avoir "annoncé à des agences de presse que le parti (Wasat) n'a aucun lien avec les Frères musulmans"[457]. Cette accusation fait écho à la certitude exprimé par Salim al-Awwa, que ce procès est dirigé contre le Wasat.

Non encore autorisé, le Wasat est déjà traduit devant la justice. A la méfiance du régime, on peut accorder que nombre des fondateurs sont des Frères, et lui opposer

[455] 24. 01. 1996, BBC-SWB-MO, *Spokesmen deny links between Muslim Brotherhood and new Wasat party*, text of report by Egyptian newspaper Al-Shaab on 16th January

[456] 25. 01. 1996, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood spokesman on new leader denies new party is a front*, excerpt from recorded telephone interview with Muslim brotherhood spokesman Mamun al-Hudaybi, in Cairo, by Jihad al-Idan, in Tehran, on the "News and reports" programme, broadcast by Iranian radio on 23th January

que parmi les fondateurs figurent des femmes et des Coptes. Toujours est-il que, le 11 mai 1996, le Président Moubarak signe le décret autorisant le transfert de 13 civils devant le tribunal militaire. Les charges retenues contre eux comprennent : "la tentative d'attenter à la légitimité en fondant le parti Wasat destiné à permettre aux Frères musulmans de s'exprimer et de mener une activité partisane sans autorisation". A ces chefs d'accusation s'ajoute celle de "faire partie d'une organisation secrète dont l'objectif est de renverser le régime par la force, la détention de propagande anti-gouvernementale incitant à la haine et à la révolution contre le régime"[458]. Parmi les accusés, on trouve trois des fondateurs du parti Wasat : Abou al-Ula Madi al-Ula, secrétaire général adjoint du syndicat des ingénieurs, Magdi al-Farouq, fabricant de montre et Essam Hachich, assistant professeur à la faculté d'ingénierie de l'université du Caire ; ainsi que des personnalités des Frères qui n'ont rien à voir avec le Wasat mais dont le tort est d'avoir soutenu publiquement l'initiative : Mohammad Mehdi Akef, membre de la Confrérie depuis les années 1940, sous-secrétaire d'Etat dans les années 1970 et élu parlementaire dans les années 1980, et membre du Conseil de l'orientation ; le Dr Abd al-Hamid Hasan Ibrahim al-Ghazali, professeur de sciences politiques et économiques à l'université du Caire et membre de la direction du syndicat des professeurs de l'université[459]; ou Mahmoud Ahmed al-Araïchi, professeur à la faculté d'agriculture de l'université d'Al-Azhar et l'un des ingénieurs agricoles les plus éminents du monde arabe[460]. Les 13 personnes inculpées sont des professeurs, des ingénieurs et des médecins, anciens parlementaires et membres des syndicats.

Malgré des accusations vagues, de nombreux vices de forme dans la procédure, en particulier un relevé de compte émis par la banque islamique Fayçal, falsifié par les services de sécurité de l'Etat, et des protestations internationales, le 15 août, la justice militaire prononce 7 condamnations à trois ans d'emprisonnement, une d'un an avec sursis et 5 acquittements. Les trois membres d'al-Wasat sont relaxés, tandis que

---

[457] 07. 04. 1996, *Brotherhood III for new party ?*, by A. Hammond, Middle East Times staff
[458] 19. 05. 1996, *Brothers sent to new military complex*, by A. Hammond, Middle East Times staff
[459] 05. 04. 1996, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood insists it is nonviolent, condemns recent arrest*, text of an undated telephone interview with Hudaybi, in Cairo, by Jihad al-Idan, in Tehran, broadcast recorded by iranian radio on 3rd April ; et 17. 06. 1996, BBC-SWB-MO, *Military trial of Wasat Party members begins*, text of report by MENA on 15th June

Mohammad Mehdi Akef, Abd al-Hamid al-Ghazali et al-Araïchi, notamment, sont condamnés à trois ans[461].

L'Etat poursuit donc sa stratégie de destabilisation des Frères. A ce titre, la relaxe des trois membres fondateurs du Wasat doit être comprise comme la continuation de cette stratégie. En effet, l'initiative du Wasat n'est pas bien accueillie par la direction des Frères et suscite des tiraillements au sein du Mouvement. Le gouvernement, une fois convaincu qu'il y a là un profit à tirer, laisse les jeunes Frères s'affronter avec la vieille garde, sans toutefois aller jusqu'à légaliser le Wasat.

3.2.4. *Conflit de générations au sein de la Confrérie*

Le Conseil de l'orientation menace les Frères, qui ont pris part à l'initiative du Wasat, de les expulser de l'Organisation[462]. Dans ces conditions, la traduction devant un tribunal militaire de trois des fondateurs du Wasat, et le refus du gouvernement de légaliser le Parti, sont accueillis avec un certain soulagement par la direction de l'Organisation. Mais pour peu de temps. Emprisonnés début avril, Abou al-Ula, Dr Essam Hachich et Majdi al-Farouq sont libérés en août. Par ailleurs, suite au refus d'homologation du Wasat, Issam Sultan, Salah Abd al-Qouddous et Rafiq Habib déposent un recours en justice. Le conflit entre les deux factions devient public.

Les défections de jeunes Frères se multiplient. Ces derniers sont décrits par le chercheur Hicham Moubarak, comme "les membres qui ont permis aux Frères de participer au pouvoir dans les années 1980 et 1990. Sans eux, les Frères perdront leur potentiel créatif". Dès le mois de juin 1996, Issam Sultan démissionne, et à la fin de l'année ce sont une quinzaine de Frères qui ont rendu leurs cartes de membre, dont des piliers tels que Abd al-Latif ou Salah Abd al-Karim. C'est le traitement de cette affaire par l'exécutif des Frères qui pousse certains à démissionner en signe de protestation[463].

Début juin, en réponse au recours en justice déposé par les fondateurs du Wasat, Machhour et Hodaïbi, les deux principaux personnages de l'exécutif de l'Organisation,

---

[460] 14. 05.1996, BBC-SWB-MO, *Military court to try 12 founders of Wasat party set to be Muslim Brothers*, text of report by MENA, et 17. 06. 1996, BBC-SWB-MO, *op. cité* ; 18. 08. 1996, *Wasat acquitted, but Brothers sent down,* Middle East Times staff

[461] 16. 08. 1996, Libération (d'après AFP) ; 18. 08. 1996, Middle East Times staff, *op. cité*

[462] 02. 04. 1996, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood set to dismiss Wasat party founders,* excerpt from report by London-based newspaper al-Hayat on 31st March

faxent à 50 Frères impliqués dans la fondation du Parti, une demande légale de retrait du Wasat. 25 d'entre-eux refusent, semble-t-il. Ils sont dès lors susceptibles d'être expulsés. Fin 1996, le Conseil de l'orientation obtient, à force de harcèlement, le renoncement de 60 membres fondateurs du Wasat, au moment même où le recours est étudié par la justice. Le 28 décembre 1996 et le 16 février 1997, au cours de l'audience dans l'affaire du Wasat, l'avocat Mamoun Mouyasser présente respectivement une liste de 42 et 25 noms de membres fondateurs du Wasat, souhaitant démissionner. Pour Issam Sultan, Rafiq Habib et Abou al-Ula, il ne fait aucun doute que Mouyasser est envoyé par le tandem Machhour-Hodaïbi[464]. La légalisation n'est donc pas encore à l'ordre du jour en 1997.

Le 17 mai 2004, Abou al-Ula Madi, toujours en quête d'une existence légale pour son parti, présente à la Commission des partis politiques, une demande de légalisation pour le "Hizb al-Wasat al-Guédid" ou "Nouveau parti du Centre". Celui-ci compte 40 femmes et 7 Coptes parmi ses fondateurs, ainsi qu'un certain nombre de Frères démissionnaires de la Confrérie. Le programme du nouveau Wasat est comparé à celui du parti de Tayyep Erdogan, l'AKP, le Parti de la Justice et du Développement, actuellement au pouvoir en Turquie[465].

Le Wasat première manière a donc considérablement évolué ; il est passé en quelques années du modèle du Refah de Erbakan, à l'AKP de Erdogan, signe qu'au pays des Frères musulmans la matrice de l'islamisme est féconde, que l'islamisme demeure, évolue et se modernise, et qu'il faudra toujours plus compter sur les Frères comme force politique montante et agissante, respectable et légitime.

La manière du tandem Machhour-Hodaïbi vis-à-vis des jeunes Frères et de leur initiative a suscité de nombreuses critiques, provoqué un affaiblissement de la Confrérie à l'intérieur du pays et de son influence à l'extérieur.

3.2.5. *La vieille-garde sous le feu des critiques*

Les critiques fusent de toute part. On reproche à Hodaïbi et Machhour d'outrepasser leurs prérogatives en menaçant quiconque d'expulsion, cela est en théorie

---

[463] 11. 10. 1996, *Muslim Brotherhood faces split* , by Mae Ghalwash, Cairo, Associated Press writer
[464] 23. 02. 1997, *Wasat and Brothers slug it out in court,* by R. Engel, Midlle East Times staff
[465] 17. 05. 2004, by J. Wright, Cairo, Reuters

du ressort du Conseil de la Chura. Certains, comme Issam Sultan, tentent de ménager les susceptibilités. Bien qu'il démissionne, il se dit "toujours supporter des Frères musulmans. C'est un bienfait pour la nation islamique dans son entier." Concernant le mécontentement de la vieille-garde, il note que certains "pensent que nous serons une alternative et que nous deviendrons leurs rivaux". Et, Issam de s'interroger : "comment pouvons nous même essayer d'être une alternative à une organisation de plus de 70 ans de vie derrière elle ? Il serait ridicule de notre part d'essayer de rivaliser avec une organisation présente dans quelque 70 pays". Pour Issam, "le vrai challenge pour les Frères, n'est pas la sécurité, mais (de proposer) une vision pour le futur de notre société, politiquement, économiquement et socialement, et c'est ce dont les Frères musulmans doivent se préoccuper à présent". Dure critique, diplomatiquement signifiée. En creux, elle dessine les contours de l'objectif du Wasat[466].

Abou al-Ula, quant à lui ne s'embarrasse pas de précautions de langage, la direction des Frères a une "vision étriquée" qui vient du fait qu'elle appartient à une "génération d'un autre temps et sur le déclin". Un éditorial du journal al-Hayat, du 22 septembre 1996, fait écho aux déclarations précédentes en regrettant qu' "au lieu de s'inspirer de l'expérience du Refah turc, les dirigeants des Frères en Egypte aillent à reculons par les attaques qu'ils lancent contre le parti al-Wasat"[467]. Des personnalités, telles que Youssouf al-Qardaoui ou Tawfiq al-Chaoui, se félicitent de l'initiative des fondateurs du Wasat et distillent dans le même temps quelques critiques contre la direction égyptienne. Cette dernière se trouve en outre désavouée et sanctionnée par les dirigeants des Frères dans les autres pays. L'élection du Syrien Hassan Howeïdi à la tête de l'Organisation internationale des Frères en est la manifestation[468].

Le conflit a donc largement dépassé le cadre national; les jeunes Frères d'al-Wasat et leur partenaires s'en trouvent, en quelque sorte, galvanisés. Aux élections législatives de 2000, un des ténors du Wasat se présente contre Hassan al-Hodaïbi, numéro 2 des Frères, dans la circonsription de Dokki[469]. Toutefois, ni cette provocation

[466] 16. 06. 1996, *Muslim Brother resigns,* by A. Hammond, Middle East Times staff
[467] 29. 09. 1996, *Reconstructing Islamism,* by A. Hammond, Middle East Times staff
[468] 01. 12. 1996, *Brotherhood crisis takes on new proportions,* by A. Hammond, Middle East Times staff
[469] 21. 09. 2000, Courrier International, *Des élections sous le signe des islamistes*, by Mohammad Saleh, extrait du journal arabe al-Wasat basé à Londres

ni l'action anti-démocratique du régime, ne peuvent empêcher une victoire relative des Frères à ces élections.

3.3. *Les élections législatives de 2000 ou le retour des Frères au Parlement*

Le régime de Moubarak, fort de son succès aux élections législatives de 1995, pérennise sa stratégie répressive et de destabilisation des Frères. Les cadres du Mouvement, la génération des quadras et des quinquagénaires, lesquels sont en même temps les cadres des organisations professionnelles, reste la cible privilégiée.

Début mai 2000, les Frères annoncent leur intention de participer aux élections législatives prévues en octobre-novembre. Cette décision est prise malgré la crainte de certains des dirigeants d'une nouvelle campagne d'arrestations dans les mois précédents le scrutin[470].

3.3.1. *Le parti islamiste du Travail fait les frais de la campagne électorale du régime*

La réaction du gouvernement ne se fait pas attendre. Profitant d'une querelle de pouvoir au sein du parti du Travail qui sert de couverture aux Frères musulmans, la commission des partis politiques, où siège le ministre de l'Intérieur, saisit la justice. Les activités du Parti sont suspendues : soit le différend se règle par la médiation soit la justice tranche. Le fait est que l'une où l'autre des procédures risquent de durer.

Par ailleurs, en réponse aux violentes campagnes de presse lancées par le journal al-Chaab, organe du parti du Travail, successivement contre l'ancien ministre de l'Intérieur, le ministre de l'agriculture et le ministre de la culture, le journal est suspendu. En 1999, al-Chaab accuse le ministre de l'Agriculture d'être un traître pour avoir signé différents accords de coopération avec Israël[471]. En 2000, la campagne de presse contre le ministre de la culture qui autorise la publication du roman jugé blasphématoire, "le festin d'algues de mer" du Syrien Haïdar Haïdar, occasionne, au début du mois de mai, de nombreux heurts entre les étudiants islamistes et la police.

[470] 06. 05. 2000, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood reportedly to participate in elections*, excerpt from report by London -based newspaper al-Hayat on 4th May

[471] 1-15 novembre 1999, *Crackdown on Muslim Brotherhood leaders in Egypt,* Muslimedia

Les deux décisions prises par la Comission des partis politiques, de suspendre le Parti et son organe de presse, sont vivement critiquées par l'ensemble de l'opposition pourtant peu encline à soutenir les islamistes, qu'ils soient Frères musulmans ou du parti du Travail[472]. Ibrahim Choukri, leader du Parti, contre lequel la fronde s'est levée, a fait appel devant la Haute-Court administrative du Conseil d'Etat égyptien qui rendra son verdict le 17 juin 2000. Quant à la coopération avec les Frères, il affirme que celle-ci continuera que ce soit pour les élections du syndicat du barreau ou pour les élections législatives[473]. Le fait est que grâce à cette manoeuvre, le gouvernement prive les islamistes en général et les Frères en particulier de tout moyen d'atteindre efficacement la masse des électeurs.

3.3.2. *Campagnes d'arrestations des Frères pour campagne électorale*

Parallèlement à ces mesures, le gouvernement recourt aux traditionnelles arrestations et accusations d' "appartenance à une organisation illégale, détention de propagande anti-gouvernementale, tentative d'infiltrer les syndicats ouvriers et étudiants et les organisations professionnelles, et incitation à la sédition". Ces arrestations sont le plus souvent temporaires. Par ailleurs, et c'est une nouveauté, les autorités relâchent certaines personnes après paiement d'une caution. Cette mesure vise à garder ceux qui ne peuvent s'acquitter de la somme, en général 500£E, et à affaiblir financièrement les candidats[474]. Si fin mai, une cinquantaine de Frères ont déjà été arrêtés, selon le correspondant au Caire du journal Le Monde, Alexandre Buccianti, l'agence Reuters en dénombre 112, le 7 juin 2000, et l'avocat Abd al-Mounim Abd al-Maqsoud affirme, le 9 juillet, que 220 membres des Frères ont été arrêtés au cours du seul mois de juin, ajoutant qu'un certain nombre de personnes détenues sont relâchées peu après. Pour ce dernier, c'est "la preuve que ceux qui sont pris pour cible n'ont commis aucun crime. Les informations, produites contre eux par les forces de sécurité et présentées à l'accusation, reposent sur des ouï-dires sans qu'aucune infraction à la loi n'ait été

---

[472] 22. 05. 2000, *Grande manoeuvre anti-islamiste*, C. Lorieux, Le Figaro ; 01. 06. 2000, *La gouvernement égyptien multiplie les arrestations dIslamistes*, A. Buccianti, Le Caire, Le Monde

[473] 09. 06. 2000, BBC-SWB-MO, *Labour party leader views "strategic" alliance with Muslim Brotherhood*, excerpt from report by London-based newspaper Al-Sharq al-awsat on 6th June

[474] 25. 09. 2000, by Esmat Salaheddin, Cairo, Reuters

commise"[475]. Début novembre, alors que les élections sont quasi terminées, Mamoun al-Hodaïbi déplore les arrestations de "plus de mille membres (...) en trois mois (dont) 250 sont encore sous les verrous"[476].

Les arrestations ne se font pas au hasard. Pour l'ingénieur Ali Abd al-Fattah, dirigeant du mouvement des Frères à Alexandrie, les forces de sécurité "traquent tous les éléments activement engagés dans les élections, qui s'occupent de recruter des électeurs, qui jouent un rôle dans la campagne électorale des candidats des Frères ou qui les représentent dans les districts"[477]. Il va d'ailleurs en faire les frais lui-même, puisque son directeur de campagne, Nazih Ali Mohammad, et son chargé de relations publiques, Sarag al-Gazzar, sont arrêtés avec 16 autres de ses sympathisants. Un autre candidat des Frères, Moustafa Mohammad, et trois de ses lieutenants connaissent, le même jour, le même sort. Une semaine plus tôt, ce sont le directeur de campagne, Hosni Gibril, et le chargé de relations publiques, Abbas Haïkal, de Jihan al-Halafaoui, la seule femme candidate des Frères musulmans, qui sont écartés de la campagne électorale[478]. Ces manifestations d'hostilité de la part du gouvernement à l'égard des Frères n'ont rien d'exceptionnelles même si ces derniers font des efforts pour ménager le pouvoir.

3.3.3. *Un programme politique fririste réformé, au moins en apparence*

Ainsi, le programme des Frères signale des changements significatifs, dont la branche d'Alexandrie est la première à s'en faire la promotrice : l'application de la charia n'est plus explicitement demandée, mais il est préconisé qu'elle soit "la référence philosophique de la législation, ainsi que l'esprit et la source de la loi". Le traditionnel slogan, "l'Islam est la solution", ne figure pas non plus comme étendard des candidats[479] ; non moins inattendues sont les nominations d'une femme, Jihan al-Halafaoui, épouse du Dr Ibrahim al-Zaafarani, et d'un Copte, Samir Mansour, membre du Conseil de la

[475] 12. 07. 2000, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood members' arrests "attempt to disrupt" its campaign*, excerpt from london-based newspaper al-Hayat on 9th July
[476] 06. 11. 2000, *Les Frères Musulmans au parlement égyptien,* C. Guibal, Le Caire, Libération
[477] 16. 09. 2000, BBC-SWB-MO, 25 *Muslim Brotherhood memebers reportedly arrested,* excerpt from report by London-based newspaper al-Hayat on 14th September
[478] 25. 09. 2000, Cairo, Reuters, *op. cité*
[479] 31. 08. 2000, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood reportedly abandons some of its policies,* text of report by London-based newspaper al-Sharq al-Awsat on 29th August

communauté copte ; enfin, dernière mesure prise par les Frères, à l'instigation de Issam al-Din al-Aryane qui supervise et organise la campagne, seulement 70 candidats de la Confrérie entreront en lice, soit moitié moins qu'en 1995[480]. Ce nombre réduit de candidatures peut s'expliquer par le manque de volontaires, effrayés par les arrestations, et selon les propres dires d'al-Aryane, par la volonté des Frères de "ne pas provoquer le pouvoir"[481]. Les autorités considèrent que les avancées réformistes entreprises par le Mouvement des Frères, dont la volonté affichée de participer de manière limitée aux élections et le fait d'avoir placé une femme sur leur liste, sont " de simples manoeuvres visant à faire baisser la pression sur le mouvement, à ouvrir des canaux avec les autres forces politiques et à s'attirer la sympathie de l'opinion publique"[482]. On pourrait ajouter que la nomination d'une femme et d'un Copte sur les listes des Frères, vise à couper l'herbe sous le pied des ambitieux d'al-Wasat et à démentir les accusations d'obsolescence des dirigeants des Frères.

3.3.4. *Les élections législatives de 2000 ou le retour en grâce des Frères*

Le fait est que la sympathie d'un certain nombre d'électeurs s'est exprimée en leur faveur, tandis qu'elle a fait défaut au parti du président, le PND. Avec 17 sièges au Parlement, les Frères sont le principal bloc d'opposition. Le PND, quant à lui, ne remporte que 179 sièges, à comparer avec les 317 de 1995. C'est le traditionnel ralliement des indépendants, 216 élus sans étiquette, qui permettra au PND de s'assurer une majorité écrasante, soit 88% des sièges de l'Assemblée, et au président Hosni Moubarak de briguer, sans élection populaire, un cinquième mandat[483].

Le score des Frères est dû en parti à la présence de juges indépendants dans les bureaux de vote. Le gouvernement Moubarak a pris cette initiative afin d'éviter la critique internationale suite à la fraude massive des élections de 1995 ; le vote s'est donc déroulé en trois sessions pour permettre la supervision par des juges. Seulement

[480] 22. 09. 2000, BBC-SWB-MO, *Seventy Muslim Brotherhood members to stand as independents in election,* excerpts from report by kuwaiti newspaper Al-Ray al-Amm, web site on 20th September ; 24. 09. 2000, Cairo, Comtex Newswire

[481] 02. 10. 2000, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood candidate tells paper of meeting with US officials*, text of report by London-based newspaper Al-Hayat on 29th September

[482] 21. 09. 2000, Courrier International

[483] 19. 11. 2000, *Le pouvoir égyptien concède une défaite relative aux législatives,* A. Buccianti, Le Caire, Le Monde

voilà, "les succès des Frères musulmans lors de la première partie du vote ont fait perdre leur sang-froid aux autorités", constate un diplomate européen. Les autorités prennent alors les mesures qui s'imposent et filtrent l'accès aux bureaux de vote, manu militari si nécessaire ; "le scrutin tourne à la guerre civile", rapporte la correspondante au Caire du quotidien Libération, Claude Guibal[484].

Une autre explication, fournie par Rafik Habib, au retour des Frères au Parlement : "En pleine Intifada en Palestine, au faîte de l'agitation populaire contre Israël et les Etats-Unis, les islamistes deviennent non seulement une force politique acceptable aux yeux de l'opinion, mais le refuge de tous ceux qui soutiennent la lutte contre les ennemis de l'Islam"[485]. Or, s'il est bien une constante dans la politique des Frères, c'est leur engagement auprès des Palestiniens, et cela depuis les années 1930, comme on l'a vu précédemment. La place accordée à la question palestinienne par les Frères Egyptiens a donc pu jouer un rôle catalyseur dans le vote islamiste des législatives. Le fait est que la période de l'Intifada est propice aux islamistes qui apparaissent comme les résistants à l'occupation et à l'hégémonie aussi bien israélienne qu'occidentale. A cet égard, les Frères musulmans Palestiniens et sa fraction armée, le Hamas, sont naturellement les mieux placés pour percevoir les dividendes de l'Intifada, mais les Frères Egyptiens ou Jordaniens, qui assistent financièrement et matériellement leurs coréligionnaires Palestiniens, et qui communiquent sans cesse sur le sujet, en récoltent eux aussi leur part.

G. De la pérennité de la stratégie de destabilisation de l'Etat et des dividendes de la constance politique des Frères

Si les Frères font preuve de constance, en ce qui concerne la Palestine, leur position politique et leur situation d'opposant, le régime de Moubarak montre une détermination non moins pérenne de maintenir la pression sur les islamistes en général

---

[484] 16. 11. 2000, *Egypte : victoire en trompe l'oeil de Moubarak,* C. Guiba*l,* Le Caire, Libération
[485] 30. 11. 2000, Courrier international, *La perçée électorale des Islamistes,* extrait du journal arabe al-Wasat basé à Londres

et les Frères en particulier, sachant exploiter les conditions politiques internationales favorables pour augmenter la pression.

1. 10 ans sous la pression du régime de H. Moubarak

La répression et les procès militaires n'ont pas cesser depuis 1995. On a vu que les campagnes d'arrestations visent essentiellement à empêcher les Frères de participer aux élections législatives, en 1995 et 2000. Le gouvernement depuis 1995 veut en fait interdire la participation des Frères à toutes les élections et à tous les niveaux. Ainsi, après l'année " des procès militaires", de janvier 1995 à avril 1996, qui voit 4 procès militaires se succéder et condamner 60 Frères à des peines de trois à cinq ans, la fin de l'année 1996 est l'occasion d'une répétition de la campagne d'arrestations. Il se trouve que les élections locales doivent se tenir en avril 1997. Le Mouvement s'efforce alors de ménager le régime en renonçant aux élections de "deuxième ordre".

Les campagnes d'arrestations ont un autre impact, beaucoup plus grave pour les Frères, celui de les priver de leurs moyens d'action, en l'occurrence les "forces vives"de la Confrérie. La pression du régime et l'incapacité de la direction à sortir de la nasse provoquent des crises internes à l'Organisation, aussi bien humaines que structurelles. A terme, la Confrérie risque de n'être plus qu'une instance représentative, privée de ses moyens d'action.

1.1. *Les Frères font le dos rond et tentent de limiter les dégâts*

Alors que les élections locales approchent et que les Frères semblent se préparer à les disputer, une nouvelle vague d'arrestations s'abat sur eux. Le jeudi 26 décembre 1996, 40 membres des Frères sont arrêtés et accusés d'utiliser les sièges du Parti du Travail à Helwan, dans la banlieue du Caire, et dans la ville de Tibin pour "planifier les moyens d'infiltrer les syndicats ouvriers et étudiants et y répandre leur idéologie"[486]. Dans cette affaire, le seul membre des Frères élu au Parlement, dans le district de Helwan, Ali Fath al-Bab, est mis en cause et sont immunité parlementaire est bientôt levée[487]. Pour la direction des Frères, ces arrestations ne sont pas une surprise. Le

[486] 26. 12. 1996, Cairo, Reuters
[487] 02. 03. 1997, Cairo, Reuters

ministre de l'Intérieur, Hassan al-Alfi, a mis en garde contre un soit disant complot des Frères visant à saboter les élections locales ou municipales du 22 avril 1997. Al-Alfi demande même que les Frères soient interdits d'élections[488].

1.1.1. *Renoncer aux élections de deuxième ordre*

Les Frères, qui réagissent a posteriori par la voix de leur porte-parole, Mamoun al-Hodaïbi, annoncent leur intention de ne pas participer aux élections locales[489]. La stratégie de la Confrérie est claire, il faut mettre le Mouvement à l'abri d'une nouvelle campagne d'arrestations, si c'est encore possible, et ne pas provoquer le régime. Tirant les conclusions des précédents, la direction des Frères annoncent, quelques semaines avant les élections pour le renouvellement de la moitié du Conseil consultatif ou Chambre-Haute du Parlement, en avril 1998, qu'elle ne présentera pas de candidats, affirmant dans un communiqué que "la participation des Frères (...) ne ferait qu'accroître les désaccords avec le gouvernement"[490]. Les vagues d'arrestations n'en continuent pas moins de se succéder et plusieurs centaines de militants sont arrêtés entre 1997 et 2000, peu avant les élections. Différence notable, entre 1997 et fin 1999, aucun procès militaire n'est intenté aux Frères. Ces derniers savent se préserver et ne s'exposer que lorsque l'enjeu est de premier ordre, comme lors des élections législatives et syndicales. Pourtant, au lendemain de la victoire des législatives, les Frères semblent se préparer à entrer en lice pour les élections du Conseil consultatif ou Conseil de la Chura qui doivent se tenir en avril 2001.

Issam al-Aryane estime que les résultats obtenus au scrutin des législatives ont galvanisé les troupes. La participation aux élections du Conseil consultatif du Parlement doit permettre aux Frères de prendre part à tous les aspects de la vie politique égyptienne. Il n'exclut pas, toutefois, qu'un répit soit nécessaire après les épreuves de l'année 2000[491]. Entrer au Conseil consultatif du Parlement ou Conseil de la Chura est une décision stratégique si l'on considère que la Commission des partis politiques en

---

[488] 05. 01. 1997, *Police round up Muslim Brothers in south Cairo sweep,* by Khaled al-Masri, Special to the Middle East Times

[489] 19. 01. 1997, *Brotherhood to boycott local elections,* by R. Engel, Middle East Times staff

[490] 14. 03. 1998, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood to boycott Shura by-elections,* excerpt from London-based newspaper al-Hayat on 12th March

dépend. Mais, les Frères n'auront pas le loisir de faire campagne. Le 19 avril 2001, deux Frères qui viennent de faire enregistrer leur candidature sont arrêtés. Ils sont accusés de détenir de la propagande fréristе. De même, le syndicat du barreau se plaint des mesures d'intimidation et de violences physiques contre ses membres qui cherchent à participer à ces mêmes élections[492]. Fin avril, à quelques semaines du scrutin, "11 personnes (sont arrêtées) à l'aube, dont des professeurs d'universités, des enseignants et des avocats... tous des membres importants des Frères musulmans", affirme Hamdi Hassan, un parlementaire, ajoutant qu' "ils sont accusés d'avoir jouer de la question de Palestine pour exciter la population". Pour Hassan, ces arrestations, qui se sont produites à Alexandrie, sont un "message" aux Frères musulmans avant les élections du Conseil consultatif, le mois prochain[493]. La victoire des Frères aux législatives ne les a pas mis à l'abri de la campagne sécuritaire du régime, dont il reste la cible privilégiée malgré les signes répétés de leur volonté de conciliation.

1.1.2. *Crises internes à répétition*

La stratégie de conciliation, voire d'immobilisme, suivie depuis 1996, en attendant des jours meilleurs, n'est pas sans causer des dégâts internes. On en a vu une illustration avec la crise du parti Wasat. Cette crise est de l'aveu même de certains membres de la Confrérie, la plus grave jamais vécue par le Mouvement. Celui-ci, vidé de ses forces vives, en raison des campagnes d'arrestations, des procès militaires, des peines de prison qui en résultent, et de la fronde d'un certain nombre des élément les plus actifs, est frappé de paralysie et n'a plus les moyens de mener ses activités habituelles[494].

La tension monte jusqu'aux plus hautes instances de la Confrérie. Ainsi, Hodaïbi menace de démissionner du Conseil de l'orientation suite à un différend avec le Guide suprême des Frères égyptiens, Moustafa Machhour. La crise entre les deux têtes de

---

[491] 05. 12. 2000, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood officials says group may contest Shura elections*, source : al-Sharq al-Awsat London, in Arabic
[492] 28. 04. 2001, Cairo, Reuters
[493] 30. 04. 2001, Cairo, Reuters
[494] 07. 03. 1996, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood reportedly facing crisis*, excerpt s from report by London-based newspaper al-Sharq al-Awsat on 5th March

l'exécutif survient après la déclaration de Machhour à l'hebdomadaire en langue anglaise, Al-Ahram weekly, au début de l'année 1997, selon laquelle les Coptes devraient être exclus de l'armée égyptienne et payer en compensation, la jiziya[495]. Cette déclaration soulève une vague de protestations et les détracteurs des Frères sont prompts à dénoncer "le vrai visage" de la Confrérie. Mamoun al-Hodaïbi nie que le Guide ait tenu de tels propos et affirme qu'ils ont été déformés[496]. Cette déclaration "malheureuse" de la part de Machhour, dans le contexte de la pression sécuritaire sur les Frères, est l'occasion pour Hodaïbi de redéfinir les prérogatives de chacun : en tant que porte-parole officiel de l'Organisation, il est le seul habilité à faire des déclarations officielles. Hodaïbi est alors accusé de vouloir tout contrôler et d'exploiter son accès aux médias pour gagner en popularité[497]. Mamoun al-Hodaïbi ne démissionnera pas, il sera même nommé Guide suprême des Frères après le décès de Machhour en novembre 2002, mais l'épisode reflète les conditions difficiles que traverse le Mouvement. Peut-être même une différence de stratégie entre les deux têtes : l'un souhaitant l'escalade avec le régime et l'autre la conciliation.

Une nouvelle crise interne éclate en juillet 1998 et s'étale dans la presse. Le directeur du Département des affaires politiques de la Confrérie et six de ses neufs membres présentent leurs démissions ; de "sérieuses divergences de vue" avec le tandem Machhour-Hodaïbi en sont à l'origine. Le Département des affaires politiques est chargé des relations avec le gouvernement et les autres forces politiques, de trouver les moyens de participer aux élections parlementaires, et d'émettre des avis sur les questions régionales et internationales qui concernent les Frères. Depuis trois ans, le directeur du Département exprime son opposition sur des questions d'organisation et de politique sans que le Conseil de l'orientation en tienne compte. La détérioration de la situation politique du Mouvement, le fait qu'il n'ait pas pris de position claire sur différentes questions politiques majeures, qu'il ait cédé à la pression du gouvernement concernant les élections du Conseil consultatif du Parlement en avril 1998, qu'il

[495] La jiziya est l'impôt spécifique dû par les chrétiens et les juifs aux musulmans. Il est aboli en Egypte depuis la fin du XIXè siècle
[496] 16. 04. 1997, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood spokesman denies leader made statement against Copts,* text of report by radio Monte-Carlo on 14th April
[497] 05. 05. 1997, BBC-SWB-MO, *Split within Muslim Brotherhood over anti-Copt remarks reported,* text of report by M. al-Jazzar ; by Egyptian weekly Rose al- Yusuf on 28th April

soutienne le candidat du régime au poste de bâtonnier du syndicat des avocats, que les jeunes dirigeants soient tenus à l'écart des postes de responsabilités, enfin que le Conseil de l'orientation refuse d'enquêter sur les activités financières de certains membres, sont les raisons avancées par les démissionnaires pour expliquer leur geste[498]. Cette nouvelle fronde s'apparente à celle lancée par les jeunes cadres de l'Organisation début 1996. Toutefois, force est de constater que la victoire de 2000, aux législatives, montre l'enracinement populaire et la capacité de résistance de la Confrérie aux assauts. Le régime ne s'en montre pas moins déterminé à poursuivre sa stratégie de réduction des islamistes.

1.2. *Une nouvelle génération prend les rênes du mouvement islamiste des Frères musulmans*

Malgré les attaques incessantes de la part du régime et la destabilisation interne qui en résulte, la Confrérie survit à la crise. Les Guides suprêmes passent mais l'Organisation et ses idées continuent de se développer. Mieux, les conditions mêmes dans lesquelles le Mouvement évoluent assurent sa pérennité et une nouvelle génération remplace celle des premiers compagnons de Banna.

1.2.1. *Issam al-Din al-Aryane*

La répression crée des leaders. Ainsi, Issam al-Din al-Aryane, ancien responsable des Jamaa de l'université du Caire dans les années 1970, et médecin de formation, ressort-il de sa condamnation, en 1995, à cinq années de travaux forcés, comme l'un des dirigeants naturels de l'Organisation.

C'est lui qui organise la campagne de solidarité pour la Bosnie, dès 1992, par le biais du Comité de secours du syndicat des médecins égyptiens, dont il est le secrétaire-général adjoint ; c'est avec ce même Comité, qu'en octobre 1992, il intervient en faveur de ses compatriotes, frappés par le tremblement de terre au Caire. L'intervention est si prompt qu'elle souligne cruellement l'incurie des services officielles

---

[498] 16. 07. 1998, BBC-SWB-MO, *Senior members resign in "huge blow" to Muslim Brotherhood - paper,* text of report by London-based newspaper al-Hayat on 14th July ; et 29. 07. 1998, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood sets up committee to settle internal dispute*, text of report by London-based newspaper al-Hayat on 26th July

d'aide d'urgence. Al-Aryane est sommé par les autorités d'aller opérer où il veut à l'exclusion de l'Egypte. L'activisme social et politique du jeune médecin, qui a par ailleurs fait l'expérience du pouvoir en tant que député au Parlement, lui vaut d'être emprisonné de janvier 1995 à janvier 2000.

A peine libéré de prison, c'est lui qui organise la stratégie électorale des Frères pour les législatives d'octobre-novembre 2000 et, en stratège politique averti, propose la participation d'un nombre réduit de candidats Frères musulmans, dont une femme et un Copte. Al-Aryane siège dans les plus hautes instances de l'Organisation, une manière de le mettre à l'abri, autant que possible, de la répression gouvernementale. Trois autres personnages importants, doivent leur notoriété aux services rendus à l'Organisation, aux sacrifices qu'ils ont consentis pour elle et à l'engagement qu'ils ont manifesté pour faire triompher les idées des Frères : Mohammad Mehdi Akef, Mohammad Sayyid Habib et Khayrat al-Chater.

1.2.2. *Mohammad Mehdi Akef*

Mohammad Mehdi Akef succède au poste suprême de Guide des Frères musulmans à Mamoun al-Hodaïbi, 6è Guide suprême des Frères, décédé le 9 janvier 2004[499]. Al-Hodaïbi a lui-même succédé, fin 2002, à Moustafa Machhour, Guide suprême de janvier 1996 à novembre 2002.

Agé de 76 ans, Mohammad Mehdi Akef est membre de la Confrérie depuis les années 1940. Il fait partie, à ce titre, de la vieille garde. Son parcours lui procure une certaine légitimité, notamment ses longues années d'emprisonnement ; en 1954, il est arrêté pour complicité dans la tentative d'assassinat de Nasser et condamné à mort. Gracié de la peine capitale, il passe vingt ans dans les geôles égyptiennes avant d'être libéré par Sadate qui en fait un fonctionnaire. A l'ère sadatienne, Akef s'investit dans les relations avec les branches étrangères des Frères. En 1977, en désaccord avec la politique du "président de la paix", il s'exile et, après un bref séjour en Arabie Saoudite, fonde un centre islamique à Munich[500]. Il semblerait que Machhour, qui quitte l'Egypte peu avant l'assassinat de Sadate, et Akef jettent les bases, pendant leur exil, de

[499] 11. 01. 2004, Le Caire, Le Monde (d'après AFP)
[500] 15. 01. 2004, C. Guibal, Le Caire, Libération

l'Organisation internationale des Frères[501]. On ne dispose d'aucune information faisant état de relations entre Akef et Machhour d'un côté, et S. Ramadan, le pionnier de l'islamisme européen, de l'autre. Elles sont pourtant probables. De la même manière, on peut se demander si c'est durant cette période que Akef noue les premiers contacts avec Necmettin Erbakan, leader du parti islamiste turc, Refah, au point d'être qualifié de "proche du dirigeant Turc", par le Middle East Times[502].

Akef rentre en Egypte au milieu des années 1980 et est élu au Parlement. En 1996, on le retrouve parmi les accusés dans l'affaire du Wasat, dont il aurait soutenu l'initiative, et est condamné à trois ans d'emprisonnement. En janvier 2004, il est nommé 7è Guide suprême des Frères musulmans d'Egypte, notamment avec l'appui des dirigeants du Mouvement à l'étranger.

Les premières déclarations de Akef portent la marque de la situation difficile dans laquelle évolue le Mouvement depuis dix ans. Akef affirme la disposition des Frères au dialogue avec le régime, une manière de tenter de mettre fin à la guerre d'usure qui entre dans sa dixième année. Akef appelle à "la renaissance de l'Egypte", vieux mot d'ordre de la Confrérie depuis H. al-Banna, et préconise pour ce faire que toutes les forces politiques "s'unissent contre les agressions externes et le déclin interne". Autre réminiscence de l'Idée des Frères selon laquelle la renaissance de l'Islam et de l'Egypte passe par l'abolition des partis. Il plaide, en outre, en faveur d'un parti politique Frères musulmans, quitte à renoncer à ce label[503].

Le nouveau Guide semble donc prêt à des concessions, voire à révolutionner l'image de la Confrérie, c'est à dire qu'il n'est pas question de toucher aux fondements de l'Idée ; il s'agit d'un nouvel habillage. Les Frères et l'islamisme se renforcent grâce à une nouvelle génération de leaders politiques arrivés à maturation ; la nomination, le 21 janvier 2004, de deux vices-guides, Khayrat al-Chater et Mohammad Sayyid Habib, représentants de cette génération de militants actifs quinquagénaires en est l'illustration.

1.2.3. *Mohammad Sayyid Habib*

---

[501] 23. 01. 2004, *Les Frères muslmans égyptiens rajeunissent leur direction,* A. Buccianti, Le Caire, Le Monde

[502] 18. 08. 1996, *Wasat acquitted... op. cité,* Middle East Times staff

Mohammad Sayyid Habib, ancien professeur à la faculté des sciences de l'université d'Assiout, président du syndicat des professeurs de l'université et ancien parlementaire, fait partie, à l'instar d'al-Aryane, de cette génération de militant actif, agé de quanrante à cinquante ans. Il est d'ailleurs perçu comme un réformateur.

L'engagement social et politique de Habib le place à la tête de la campagne de solidarité en faveur des sinistrés des inondations de novembre 1994, en Haute-Egypte. Il est arrêté en juillet 1995 et condamné à cinq ans de travaux forcés. Un an après sa libération, il est à nouveau arrêté. Il est décrit comme le leader de la cellule des Frères musulmans d'Assiout qui appelle à violer les libertés individuelles, l'unité nationale et à agir contre la paix sociale[504]. On ne dispose d'aucune information concernant les suites de ces accusations et les conséquences pour Habib. Le fait est qu'il est nommé vice-guide des Frères, le 21 janvier 2004, comme son accolyte Mohammad Khayrat al-Chater.

1.2.4. *Mohammad Khayrat al-Chater*

Mohammad Khayrat al-Chater est décrit par les connaisseurs de la Confrérie comme un "faucon discret". De la même génération qu'al-Aryane et Habib, c'est un entrepreneur spécialisé en informatique. Il est notamment le président de la société d'informatique Salsabil, dont on a vu qu'elle est accusée, en 1992, de servir de lien avec l'Organisation internationale et de préparer un complot contre le régime. La justice ne parvient pas à prouver la véracité de ces accusations.

En juillet 1995, Khayrat al-Chater est arrêté pendant la campagne sécuritaire du régime, à l'instar d'al-Aryane et de Habib, et condamné comme eux à cinq ans de travaux forcés. Un an après sa libération, il est à nouveau arrêté lors de la rafle de 25 personnes dans le quartier très pauvre d'Imbaba, par ailleurs un fief des Jamaa. Les 25 personnes en question sont accusées "d'appartenir à une organisation illégale, les

---

[503] 20. 01. 2004, *Interview : Brotherhood leader seeks dialogue with Egypt goverment,* by J. Wright, Cairo, Reuters

[504] 12. 06. 2001, *Egypt : State prosecution renews detention of alleged Muslim Brotherhood members,* Cairo, MENA news agency

Frères musulmans... et de détenir de la littérature pour la propagation des idées du Mouvement"[505]. Chater est décrit comme le leader des Frères de la province de Giza[506]. Aucune information complémentaire ne précise les conséquences que ces accusations ont eu pour Mohammad Khayrat al-Chater, le fait est qu'elles n'ont pas empêchées sa nommination au poste de vice-guide des Frères musulmans, le 21 janvier 2004.

Essai d'analyse prospective à la lumière des contextes national, régional et international

Le Mouvement des Frères résiste à la vague de répression du régime depuis 1995, la meilleure des preuves étant son retour au Parlement avec 17 sièges, ce qui en fait le principal bloc d'opposition. La performance est de taille si l'on considère que les Frères non seulement sont soumis au harcèlement du pouvoir mais n'ont ni parti politique ni organe de presse en propre. On pourra rétorquer qu'ils tiennent les mosquées, lieux de rassemblement et de propagande politique autrement plus efficaces que la presse. Avantage certain lorsque l'on sait que les partis politiques sont interdits de rassemblement et que la loi de mai 1995 sur la presse limite sérieusement la liberté d'expression[507]. On pourrait ajouter que les formations politiques "classiques" sont totalement coupées des masses. Sur ce point encore, les islamistes sont nettement plus efficaces. L'action sociale et caritative, principe fondamental de la Confrérie, est un gage de puissance politique populaire. Les acteurs sociaux et humanitaires agissent au nom des idéaux des Frères, ils sont à ce titre les vecteurs de la transformation de l'action humanitaire en gain politique. On comprend pourquoi, les tribunaux et les prisons ne cessent de s'emplir de médecins, de professeurs, d'avocats, d'ingénieurs et autres représentants des classes moyennes éduquées, accusés d'être membres d'une organisation illégale : ils sont les vrais Frères musulmans, les chevilles ouvrières, les forces vives de la Confrérie.

---

[505] 16. 07. 2001, by E. Salaheddin, Cairo, Reuters
[506] 10. 09. 2001, *Egypt : Muslim Brotherhood members from two provinces remanded in custody,* Cairo, Al-Wafd
[507] Wahid Abdel Meguid, *op. cité*, p. 108

Si l'on s'interroge sur ses effectifs, une estimation récente avance le chiffre de 2 millions de Frères[508]. Il est probable que ce chiffre ne prenne en compte que les membres militants. On peut donc le multiplier par deux pour arriver à une estimation du nombre de ses militants et sympathisants.

Les Frères sont l'expression d'une demande de changement idéologico-politique, qui devra s'incarner aux niveaux social, économique et de la gestion du pouvoir. Or, cette demande est véhiculée par la classe moyenne éduquée depuis la création de la Confrérie, si l'on en croit les informations de R. P. Mitchell concernant la composition de ses instances dirigeantes dans les années 1930 et 1950, ainsi que la qualité des personnes traduites devant la justice à la fin des années 1940 et au début des années 1950. A cette époque, les catégories sociales les plus représentées lors des procès sont les fonctionnaires, les enseignants, les employés et les petits patrons, ainsi que les étudiants. Dans les instances dirigeantes, Conseil consultatif ou Conseil de l'orientation, plus de 80% des membres sont des cadres supérieurs de la fonction publique ou des professions libérales[509]. Une évolution semble se fait jour entre les années 1940 et 1980 : la proportion de cadres supérieurs paraît en augmentation tandis que celle des ouvriers et paysans semble diminuer. Cette évolution est en partie corroborée par la main mise des Frères sur les syndicats des professions libérales. Il faudrait toutefois étudier de plus près la question pour en tirer des conclusions précises.

Toujours est-il que la manière avec laquelle le régime de Moubarak tente de se débarrasser des Frères est bien l'aveu d'une grande faiblesse politique, la crainte d'un adversaire qui monte en puissance et bénéficie d'une légitimité populaire certaine, un adversaire qui est persuadé de sa victoire finale. Or, cette certitude n'est pas sans fondements, car le régime de Moubarak ne peut continuellement réprimer la classe moyenne éduquée et ignorer la demande de réformes politiques dont elle est le véhicule. Il ne peut ignorer l'érosion de son régime, de la légitimité du parti, le PND, et des autres formations politiques. Enfin, il ne peut ignorer la pérennité et la fécondité de l'islam politique ; les Frères et l'émergence du "Nouveau parti du centre" en sont respectivement les illustrations. A cet égard, l'avènement d'un nouveau parti islamiste,

[508] 20. 05. 2004, Le Moniteur du Moyen-Orient, n°006, Kroll, The Risk Consulting Company
[509] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.68

issu de l'initiative des Frères dits de la jeune génération, dont le programme politique se définit par rapport à une culture commune aux musulmans et aux Coptes : l'Islam ; en rupture avec le projet des Frères d'un Etat islamique et résolument tourné vers la démocratie, est autant une menace pour le régime et son parti de masse, le PND, que pour les Frères. En effet, si le Hizb al-Wasat al-Guedid est légalisé, il entraînera une hémorragie dans le corps électoral de chacun des deux grands rivaux, les Frères et le PND. Toutefois, il aura un impact négatif plus important sur les Frères qui risque de voir un certain nombre de ses cadres rejoindre les rangs de cette nouvelle formation politique. Les Frères en sont bien conscients qui proposent, au lendemain de la nomination du nouveau Guide, certes de manière rituel depuis vingt ans, de se constituer en parti politique ; la nouveauté réside dans le renoncement à l'appelation "Frères musulmans".

Compte tenu de ces intéractions entre les différentes forces politiques et formations, des signes indiquant que le moment de la passation du pouvoir à la tête de l'Etat se rapproche[510], de la demande de changement immanente à la population, on peut s'avancer à dire que l'avenir du régime politique égyptien est à un tournant et que les islamistes, en particulier les Frères, seront amenés à y jouer un rôle déterminant, soit qu'ils sont inclus ou réprimés.

A cette équation de politique intérieure, il faut ajouter les coefficients d'influence des variables externes, internationales et régionales. Dans un contexte moyen-oriental particulièrement perturbé et un contexte international qui se caractérise par un affrontement entre Occident et islamistes extrémistes, les islamistes, toutes tendances confondues, apparaissent comme les défenseurs de la civilisation et de la culture islamique, comme des résistants à l'hégémonie économique, culturelle et politique de l'Occident, tandis que les gouvernants et régimes au pouvoir sont plus que jamais perçus comme ses agents. Dès lors, les évènements aux niveaux international et régional, et les positionnements de chacun des acteurs ont un impact sur la vie politique intérieure. Le déclenchement de la deuxième Intifada, l'Intifada al-Aqsa, en septembre 2000, soit quelques semaines avant le scrutin des législatives, a joué en faveur des

[510] 17. 07. 2004, Le Monde

Frères, selon le politologue Rafik Habib[511]. D'un autre côté et un an plus tard, la campagne contre le terrorisme, lancée par les Américains au lendemain du 11 septembre 2001, permet au régime de Moubarak d'intensifier la campagne de répression contre les Frères. Un diplomate européen, cité par l'agence de presse Reuters, explique : "Il se présente une occasion (de sévir contre les islamistes), et le gouvernement égyptien ne va pas manquer l'occasion", ajoutant que l'opinion occidentale ne risque pas de s'inquiéter du sort de présumés islamistes[512]. Le fait est que les autorités égyptiennes, au cours du mois d'octobre 2001, envoient 260 militants islamistes devant les juridictions militaires, en profitent pour prolonger la détention de 60 membres des Frères et en arrêter une vingtaine d'autres[513]. Ces derniers sont bientôt, à leur tour, transférés devant un tribunal militaire. Le 24 décembre 2001, 22 membres présumés du groupe des Frères sont accusés par une juridiction militaire de travailler à "l'obstruction de la loi et de la Constitution"[514]. 16 d'entre eux seront condamnés, en juillet 2002, à des peines de trois à cinq ans de prison ferme[515]. Et, les arrestations de se poursuivre sur un rythme soutenu jusque nos jours. Le 16 mai 2004, ce sont 54 membres des Frères qui sont arrêtés à travers toute l'Egypte[516]. Le 9 juin, l'un d'eux, Akram Abd al-Aziz al-Zahiri, meurt en détention suite à de mauvais traitements[517].

Dans le contexte d'une situation irakienne de plus en plus incontrôlable, de l'incertitude qui pèse sur la stabilité des territoires palestiniens, notamment Gaza, après la mort de Arafat, le 11 novembre 2004, de la reprise des attentats du Hamas en Israël[518], de la multiplication des attentats en Russie[519], la continuation de la lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale ne peut que légitimer la poursuite de la campagne

[511] 30. 11. 2000, Courrier International, *op. cité*
[512] 12. 11. 2001, Analysis-Egypt, Esmat Salaheddin, Cairo, Reuters
[513] 06. 11. 2001, E. Salaheddin, Cairo, Reuters
[514] 24. 12. 2001, Cairo, Reuters,
[515] 31. 07. 2002, *L'Egypte envoie seize islamistes en prison*, Libération ; 07. 08. 2002, *Quinze membres des Frères musulmans arrêtés*, Le Figaro
[516] 16. 05. 2004, Cairo, Reuters
[517] 09. 06. 2004, Cairo, Reuters
[518] 01. 09. 2004, *Double attentat meurtrier à Beersheva*, M. Henry, Jérusalem, le Figaro
[519] dans son article , *La faiblesse de l'homme fort*, paru le 07. 09. 2004 dans le quotidien Le Figaro, Irina de Chikoff rapelle l'explosion simultanée en vol, le 24 août, de deux avions de lignes russes, faisant 90 morts ; une semaine plus tard, le 31 août, le sacrifice d'une femme kamikaze dans le métro de Moscou, faisant 10 morts. Le lendemain de ce dernier attentat-suicide, un commando prend en otage plus de mille personnes dans une école à Beslan en Ossétie du Nord. A l'issue de cette prise d'otage ce sont quelques 350 victimes qui sont à déplorer.

sécuritaire en Egypte. Dès lors, la transition à la tête de l'Etat pourrait bien profiter de cette situation chaotique, placée sous le signe de la lutte antiterroriste, pour pérenniser le régime actuel avec l'assentiment des pays démocratiques occidentaux, et accentuer la marginalisation-répression des Frères égyptiens. Ce processus a deux conséquences contre-productives : il victimise les Frères qui en accroissent leur légitimité ; il participe directement au recrutement des extrémistes. D'ailleurs, ces derniers ne dénoncent-ils pas depuis toujours la vanité des tentatives de s'insérer dans le jeu politique égyptien.

On a vu avec quelle pugnacité les Frères s'efforcent d'accéder à la scène politique institutionnelle. L'Histoire des Frères, faite des interactions entre la Confrérie et les différents régimes égyptiens, est particulière. Le phénomène "Frères musulmans", qui émerge avec force au début des années 1930, fait des émules et suscite des militants parmi les étudiants des mondes arabe et musulman venus étudier dans les universités égyptiennes. Le phénomène s'exporte donc bientôt et des antennes de la Confrérie se constituent un peu partout.

BIBLIOGRAPHIE

MONOGRAPHIES

1. X. Ternisien, *La France des mosquées,* éd. Albin Michel, Paris, 2002

2. A. Sfeir, *Les réseaux d'Allah, les filières islamistes en France et en Europe,* éd. Plon, Paris, 2001

3. Olivier Carré et Michel Seurat, *Les Frères musulmans (1928-1982),* Réédition de l'ouvrage paru en 1983 aux Editions Gallimard/Julliard, L'Harmattan, Paris, 2001

4. Richard P. Mitchell, *The Society of the Muslim Brothers*, 1ère édition, 1969, Oxford University Press, 1993

5. R. Labévière, *Les dollars de la terreur, Les Etats-Unis et les islamistes*, éd. Grasset & Fasquelle, Paris, 1999

6. Les Etats arabes face à la contestation islamiste, sous la direction de Bassma Kodmani-Darwish et May Chartouni-Dubarry, éd. IFRI, Armand Colin/Masson, Paris, 1997

7. G. Kepel, *Le Prophète et Pharaon, aux sources des mouvements islamistes*, 1ère édition 1984, La Découverte, éd. Seuil, Paris, 1993, revue et augmentée

8. A. Basbous, *L'islamisme, une révolution avortée ?*, éd. Hachette Littératures, Paris, septembre 2001

9. Abdal-Rahman Ghandour, *Jihad humanitaire, enquête sur les ONG islamiques,* Flammarion, Paris, 2002

10. O. Carré, *Enseignement islamiste et idéal socialiste- Analyse conceptuelle des manuels d'instruction musulmane en Egypte*, Beyrouth, Dar al-Machreq, 1986

11. O. Roy, *l'échec de l'islam politique*, Paris, Seuil, 1992

12. F. Burgat, *L'islamisme en face*, éd. La Découverte, Paris , 1995, re-éd. 2002 mise à jour

OUVRAGES CONNEXES

1. Benoist-Méchin, *Fayçal, roi d'Arabie. L'homme, le souverain, sa place dans le monde*, éd. Albin Michel, Paris, 1975

2. Henry Laurens, *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, éd. Armand Colin, Paris, 1993

3. Farhad Daftari, *Les ismaéliens, histoire et traditions d'une communauté musulmane*, éd. Fayard, Paris, 2003

4. A. Maalouf, *Les croisades vues par les Arabes*, Editions J'ai lu, Paris, 1983

5. muhammad saïd al-ashmawy, *L'islamisme contre l'islam*, traduit de l'arabe par richard jacquemond, éd. La Découverte, Paris, éd. Al-Fikr, Le Caire, 1989

6. Abderrahim Lamchichi, *Pour comprendre l'islamisme politique*, éd. L'Harmattan, Paris, 2001

7. Yousouf al-Qardawi, *La notion de la patience dans le Coran*, éd. Tawhid, 2002

8. Maxime Rodinson, *De Pythagore à Lénine. Des activismes idéologiques*, Librairie Arthème Fayard, Paris, 1993

REVUES SPECIALISEES

En français

1. Monde Arabe Maghreb/Machrek

2. Dossiers du CEDEJ

3. Eypte/Monde Arabe

4. Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée

5. Les Cahiers de l'Orient

6. Arabica

7. Revue Tiers Monde

8. Confluence

9. La Pensée

10. Le Moniteur du Moyen-Orient, n°006, Kroll, The Risk Consulting Company

En anglais

1. Carnegie endowment for international peace

2. Echo of Islam

3. TransState Islam

PRESSE EN LANGUE FRANCAISE

1. Le Monde
2. Libération

3. Le Figaro
4. Le Figaro magazine
5. Le Canard enchaîné
6. L'Express
7. Le Point
8. Le Journal Du dimanche
9. Courrier International
10. Le Monde Diplomatique

AGENCES DE PRESSE

1. Agence France Presse

PRESSE EN LANGUE ANGLAISE

1. New York Times Service
2. Washington Post Service
3. Time
4. Middle East Times
5. Dawn
6. The Star
8. Jordan times
9. Turkish Daily News
10. Kayhan
11. Gulf News
12. Sunday Telegraph
13. Sunday Times

14. Newsweek
15. The Quandary
16. Impact International
17. The Muslim Brotherhood Issues
18. Muslimedia

AGENCES DE PRESSE
`

1. BBC-SWB-MO World Service
2. Reuters World
3. Comtex newswire
4. Middle East News Agency
5. Associated Press
6. UPI US&World

SITES INTERNET

1. Muslim Brotherhood Information Center, mbic@dial.pipex.com
2. Médi@cité, Lexicorient
3. Infosud
4. Islam online & news agencies
5. Electronic Whip, www.ibmpcug.co.uk
6. iapinfo@iap.org
7. arabia. com web site

DIVERS

1. Dictionnaire arabe-français, A. de Biberstein Kazimirski, Librairie du Liban, Beyrouth, Edition française, Maisonneuve et Cie, Paris, 1860
2. Encyclopédie des symboles, éd. Le Livre de Poche, coll. Encyclopédies d'aujourd'hui, la Pochothèque

L'ORGANISATION DES FRERES MUSULMANS

EVOLUTION HISTORIQUE, CARTOGRAPHIE

ET ELEMENTS D'UNE TYPOLOGIE

VOLUME II

DEUXIEME PARTIE

L'Organisation des Frères musulmans à travers les mondes arabe et musulman

TROISIEME PARTIE

L'Organisation internationale des Frères musulmans

Sommaire deuxième et troisième parties

DEUXIEME PARTIE

II. Les autres branches des Frères dans la région du Proche-Orient

III. Les Frères musulmans, de la Corne de l'Afrique au Golfe persique.

TROISIEME PARTIE

L'Organisation internationale des Frères musulmans

DEUXIEME PARTIE

L'Organisation des Frères musulmans à travers les mondes arabe et musulman

On a vu que les Frères essaiment très tôt grâce aux contingents d'étudiants venus de l'ensemble des pays arabes et musulmans, et à la section des relations extérieures. O. Carré et M. Seurat identifient quatre vagues successives d'implantation de l'Idée des Frères[520].

La première vague touche la Syrie et la Palestine dès la deuxième moitié des années 1930. En 1938, se tient, à l'initiative d'étudiants syriens ayant achevé leurs études supérieures dans les universités égyptiens, le premier Congrès des étudiants Frères musulmans syriens. Simultanément en Palestine, la présence d'unités scouts des Frères égyptiens, durant la grande révolte palestinienne de 1936-1939, jette les bases de l'Association des Frères musulmans de Palestine, légalement fondée en 1945 par Abou Qoura.

La seconde vague se manifeste dans la deuxième moitié des années 1940. Les étudiants soudanais, qui rentrent après avoir achever leurs études dans les universités cairotes, forment à Khartoum, en 1946, un premier noyau de Frères qui s'agrège au parti républicain.

En 1947, les Frères égyptiens, dont un certain nombre d'Officiers libres, appuient le mouvement révolutionnaire des "Yéménites libres" dans les montagnes du Nord du Yémen. Le principal chef des Yéménites, Mohammad al-Zoubaïri, est gagné aux idées réformistes, efficacement et puissament développées par H. al-Banna, lors de son séjour au Caire dans les années 1930 et fonde, en 1941, une Jeunesse de la commanderie du bien et du pourchas du mal[521].

Enfin, la guerre de Palestine de 1948 a plusieurs conséquences : la création d'une branche libanaise des Frères à partir de la branche syrienne, sous le nom de "Serviteurs du Miséricordieux" avant de prendre le nom de Jamaat islamiyya. Présents

---

[520] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.208-210

[521] Renaud Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat : vers l'émancipation ?*, in travaux et recherches de l'ifri, Les Etats arabes face à la contestation islamiste, sous la direction de Bassma Kodamni-Darwish et May Chartouni-Dubarry, Armand Colin/Masson, Paris, 1997, p.275

principalement dans le nord, à Tripoli, ils se développent par la suite à Beyrouth et dans le sud à Saïda ; la défaite arabe de 1948 se solde par la proclamation de l'Etat d'Israël, l'occupation militaire de la bande de Gaza par l'Egypte et l'annexion de la Cisjordanie par le royaume Hachémite de Jordanie. Les Frères musulmans palestiniens prennent le nom d'Association des Frères musulmans de Jordanie, publiquement annoncé au Congrès général interarabe des Frères à Amman en 1953.

La troisième vague suscitée par la répression nassérienne de 1954 à 1967, touche, dès 1954, au lendemain de la séparation avec l'Egypte, le Soudan. Une Association des Frères se crée qui entre bientôt en concurrence avec le premier noyau des Frères républicains. Hassan al-Tourabi en devient l'idéologue et le stratège dans la deuxième moitié des années 1960. Au Sud Yémen, sous le régime de la République populaire et démocratique, Abd al-Majid al-Zandani, qui rentre d'Egypte où il a entamé des études de pharmacie, fonde, dans les années 1950, un institut d'enseignement religieux, l'institut al-Nour, qui mêle l'Idée des Frères égyptiens et enseignement religieux traditionnel.

Quant aux Frères égyptiens qui échappent à la répression nassérienne, ils trouvent refuge dans la péninsule arabique, principalement en Arabie Saoudite et au Koweït. Les Syriens les y rejoignent à partir de 1963 et du retour du baathisme portés par les militaires. Si en Arabie Saoudite, les Frères musulmans ne se constituent pas en Association avant le milieu des années 1970, ils n'y sont pas moins présents. En revanche au Koweït, ils s'organisent autour de la Fraternité musulmane. Créée en 1951 à Bassorah, dans le sud de l'Irak, par Mahmoud al-Sawwaf, c'est sa fraction koweïtienne qui accueille les exilés. Aujourd'hui, les Frères koweïtiens se regroupent au sein du puissant Parti de la réforme sociale.

La quatrième vague, enfin, touche le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et l'Arabie Saoudite.

Au Maroc, au début des années 1970, sont créées deux associations fortement inspirées par l'Idée des Frères égyptiens, la Chabiba al-Islamiyya et les Jamaat al-Adl wal-Ihsan du cheikh Abd al-Salam Yacine. Alors qu'en Algérie, les Frères égyptiens sont présents à partir de 1962, sous couvert de coopération dans le domaine de l'éducation, il faut attendre les années 1980 pour voir émerger un groupe de type Frères

musulmans. Celui-ci se scinde bientôt en différentes tendances, dont celle de feu Mahmoud Nahnah avec son organisation Islah wa Irchad. En Tunisie, dans la mouvance des Frères soudanais de Hassan al-Tourabi, Rachid Ghannouchi crée en 1976, le groupe de l'Action islamique. Dès la fin des années 1980, les Frères tunisiens sont pourchassés par le régime et interdits depuis lors. Enfin, en Arabie Saoudite, un groupe de Frères musulmans saoudiens se forme autour de l'université de Riyad à partir de 1975, beaucoup plus radicale que les exilés des années 1950 et 1960. La tentative de prise de contrôle du sanctuaire musulman de la Mecque en 1979, qui semble émaner de ce groupe de militants, signe la fin des Frères en Arabie Saoudite.

On peut aborder de diverses manières un si vaste mouvement. On a choisi ici de faire une description anatomique, presqu'intime, de l'organisation des Frères musulmans : idéologie, structure de l'organisation, modus operandi et objectifs politiques. Cela étant, il nous manque un principe structurant qui donnerait sa fluidité à l'exposé. En choisissant le fil directeur de la chronologie, on opte aussi pour celui de la géographie. Ces deux aspects de l'étude nous mènent en premier lieu dans la région du Proche-Orient et à la question centrale, pour les arabes et les musulmans en général, les Frères en particulier, de la Palestine.

En effet, les premières actions transnationales des Frères se déroulent en Palestine ; les premières antennes ou branches des Frères se créent au Proche-Orient : en Syrie, en Palestine et en Jordanie, puis en Irak et au Liban. On est ici au coeur de la mouvance des Frères musulmans avec la question centrale de la Palestine, de l'irrédentisme palestinien, arabe et musulman sur la Terre Sainte de Palestine et les lieux saints de Jérusalem.

Présenter le mouvement palestinien des Frères aussitôt après celui de l'Egypte, c'est rappeler que les conditions qui président à la formation du mouvement égyptien, la réaction à l'hégémonie militaire, politique et culturelle de l'Occident, existe toujours au Moyen-Orient, en Terre Sainte. C'est montrer une fois de plus que les Frères sont moins un mouvement religieux, peuplé de fanatiques et d'extrémistes, qu'un mouvement politique. On peut leur reprocher d'utiliser la violence pour faire avancer (ou reculer) leur cause. C'est une autre question qui devrait se mesurer à l'aune de l'histoire des mouvements politiques.

Présenter le mouvement palestinien des Frères, c'est présenter l'organisation la plus puissante après celle des Frères égyptiens ; c'est présenter le Hamas et brosser le tableau d'un mouvement dont l'organisation est l'une des plus aboutie en terme de structure, d'efficacité de l'action sociale et caritative, militaire, politique et financière.

Présenter le mouvement palestinien des Frères, c'est montrer que la solidarité et la coopération multiforme qui existe entre les Frères palestiniens et la branche jordanienne des Frères, s'étend à la l'ensemble des mondes arabe et musulman. Présenter le mouvement palestinien des Frères, c'est montrer la puissance de la solidarité musulmane transnationale, c'est montrer la capacité des Frères, pris dans leur globalité, à se jouer des frontières, à jouer des rivalités inter-étatiques et à nouer des alliances stratégiques ; en somme c'est illustrer le concept des cercles concentriques de solidarité arabo-musulmane et montrer l'étendue du réseau de soutien aux Palestiniens. Nuançons toutefois ce propos en rappelant les convoitises jordaniennes sur la Cisjordanie ou l'inimitié paroxystique entre Hafez al-Asad et Arafat. Le monde arabe manque plus que tout d'unité, ce dont l'Histoire fournit de nombreux exemples[522].

Dans la région du Proche-Orient, on s'interessera aux branches syrienne, libanaise et irakienne. La branche syrienne qui, écrasée en 1982 par le régime de Hafez al-Asad, réduite à la clandestinité et à l'exil, négocie son retour depuis 1995. La branche libanaise, émanation de la branche syrienne, dont l'influence est pour ainsi dire, confidentielle. Et la branche irakienne, que l'on voit émerger du chaos irakien de l'après Saddam et qui participe même au gouvernement d'Iyad Allaoui[523].

La deuxième zone d'implantation de la mouvance des Frères se situe au sud du Moyen-Orient, plus précisément entre la Corne de l'Afrique et le sud de la péninsule arabique. On trouve là les branches soudanaise et yéménite qui forment un couple, tant les connexions et les domaines de coopérations sont divers et profonds. On verra aussi le puissant mouvement koweïtien, l'un des bailleurs de fonds de l'Organisation internationale des Frères.

[522] Cela est tellement vrai qu'un proverbe arabe dit : "les Arabes se sont mis d'accord sur le fait de ne pas/jamais être d'accord".

[523] 14-15, 11. 2004, *Arrestations et intimidations radicalisent les milieux religieux sunnites*, Bagdad, R. Ourdan, Le Monde

Enfin, la troisième zone d'expansion et d'implantation de l'Idée des Frères en Afrique du Nord avec les branches algériennes et marocaines.

Accessoirement et pour indication, on a repéré des manifestations, voire des mouvements naissants, de la mouvance fériste en Afrique subsaharienne. On en dira un mot.

On finira cet exposé par l'étude de l'Organisation internationale des Frères, sa struture, ses principaux organes affiliés et son modus opérandi.

I. Le couple palestino-jordanien et la question de la Terre Sainte

Le conflit israélo-palestinien, qui perdure depuis soixante-dix années, est au centre de la légitimité des Frères musulmans regroupés au sein du Hamas. Il ne l'a pas toujours été. Après une première période de construction d'un réseau d'institutions sociales, caritatives, culturelles et éducatives, les dimensions politique et militaire viennent s'ajouter à l'édifice. Les réactions israéliennes, à cette nature nouvelle du mouvement piétiste des Frères, sont à la mesure de la menace. C'est alors que la Jordanie, dont le mouvement des Frères est issu de la branche palestinienne, intervient comme partenaire dans la lutte qui oppose désormais les islamistes aux Israéliens.

Le caractère prédominant du mouvement palestinien impose de commencer par son étude.

A. Le Hamas, un mouvement socio-politique et combattant

Le Hamas, mouvement politique, nationaliste et religieux, est fondé en 1987 dans la bande de Gaza.

Le terme Hamas, qui signifie zèle, ferveur, est l'acronyme arabe de Harakat al-Mouqawama al-Islamiyya, Mouvement de la résistance islamique. Le Hamas est créé par les membres de la branche palestinienne des Frères musulmans de sorte qu'il en est l'émanation. Les Frères ont développé, dans la tradition du réformisme islamique, autour des mosquées, un réseau de centres sociaux, culturels et caritatifs. Les camps de réfugiés de la bande de Gaza, Jabaliyya, Nusairat, Chati, Deir al-Balah, Khan Younés et Rafah, ont constitué un terreau propice[524]. Ce réseau, qui fonctionne en

---

[524] Shaul Mishal & Avraham Sela, *The Palestinian Hamas, Vision, Violence and Coexistence*, Columbia University Press, New York, 2000,p.153

parallèle du système existant, vise à créer un espace islamique, préfiguration du futur Etat islamique.

Le Hamas, sans jamais négligé l'action sociale, y ajoute une activité politique et militaire. L'objectif du mouvement : la reconquête du territoire de la Palestine par le jihad et l'établissement d'un Etat palestinien islamique. Le Hamas se présente donc comme le bras armé des Frères et comme un mouvement autonome de libération nationale et religieux[525] en concurrence avec la principale organisation palestinienne, l'OLP, et son principale parti, le Fatah de Yasser Arafat.

L'ensemble des services sociaux, culturels et caritatifs fournis à la population, constitue l'élément de liaison entre les Palestiniens et le jihad contre Israël. Les structures, mises en place par les Frères pour dispenser ces services, servent de vecteur de diffusion de l'idéologie islamiste, nationaliste et combattante, de réservoir humain pour le mouvement et de base arrière pour les éléments de l'appareil militaire. Le point nodal de ce réseau social, culturel, caritatif et militaire est la mosquée, lieu premier de la légitimité des islamistes.

Le Hamas, tout comme la branche palestinienne des Frères, est dirigé par le cheikh Ahmad Yassine, jusqu'à sa mort le 22 mars 2004[526]. Il est l'architecte du réseau social et caritatif des islamistes palestiniens. Ce réseau est le plus important des territoires occupés après le Croissant-Rouge palestinien. Le Hamas y consacre 95% de son budget[527]. Estimé entre 30 et 50 millions de dollars en 1993-1994 par les services de renseignement israéliens[528], il s'élève à 70 millions dans la deuxième moitié des années quatre-vingt dix[529]. En 2002, selon des sources humanitaires, les associations religieuses disposent de 24 millions de $[530], tandis que le budget du Hamas s'élèverait à 80 millions[531], selon des sources journalistiques.

---

[525] *ibid.*, p.35
[526] 23. 03. 2004, *Israël a éliminé le chef spirituel du Hamas, cible d'un raid aérien*, Stéphanie Le Bars, Jérusalem, Le Monde
[527] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p. 72
[528] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.87
[529] 04. 03. 1996, Associated Press writer, Jérusalem ; 22. 08. 1997, *Les bonnes oeuvres du Hamas*, Philippe Gélie, Gaza, Le Figaro
[530] 23. 03. 2004, *Fils spirituel des Frères musulmans égyptiens, Ahmed Yassine s'est radicalisé dans les années 1980*, Gilles Paris, Jérusalem, Le Monde
[531] 07. 01. 2003, *Les dessous de la coopération entre le Fatah et les islamistes*, G. Malbrunot, Jérusalem, Le Figaro

Ce budget qui est le résultat d'un financement international, palestinien d'abord, arabe et musulman ensuite, est canalisé par un réseau d'organisations humanitaires et de banques islamiques, ainsi que d'entreprises commerciales créées par le Hamas à des fins d'autofinancement. Grâce à cette manne, le mouvement n’a cessé de renforcer et d’étendre géographiquement son action sociale en concentrant son assistance sur deux populations cibles[532] : 1° Les Palestiniens musulmans les plus démunis, essentiellement les habitants de Gaza et des camps. Rappelons que près de 10% des Palestiniens sont chrétiens, donc a priori exclus de l’aide du Hamas. 2° Les familles des martyrs tombés sous les balles des Israéliens et les familles des prisonniers. Israël affirme depuis des années que ce système de dons sert, en fait, à recruter et à rétribuer de nouveaux activistes.

Le processus d'encadrement politique de la jeunesse palestinienne se reflète dans les activités sociales du Hamas. A Gaza, le mouvement dispose de plus de 20 jardins d’enfants, gérés par la "Jamiyyat al-Islamiyya", la "Société islamique"[533]. On y enseigne les fondements du Coran dès le plus jeune âge. 1 école sur 10 appartient au Hamas, et abrite des camps d'été pour les enfants les plus âgés et des ateliers informatiques pour les adultes[534]. Dans la plupart des villes de Cisjordanie, le mouvement a implanté des sections de la Maison du Coran et du Hadith, sortes de madrasa où sont enseignés le texte sacré et la tradition du Prophète aux adolescents et jeunes adultes. Le mouvement contribue aussi au financement du Réseau de la jeunesse islamique, institution située près du camp de réfugiés de Jabaliyya, à Gaza, où sont pratiqués tous les sports, du basket-ball à la natation, en passant par les sports de combat. Des « chorales » s'y forment et on chantent des hymnes religieux exaltant la lutte armée contre l’occupant. A Gaza, le Hamas a sa propre plage où hommes et femmes sont séparés.

Ces activités sont loin d'être anodines. Elles sont le moyen de l'endoctrinement et constituent un réservoir humain. Pour preuve : ces enfants qui défilent au pas dans un club sportif du Hamas à Gaza en scandant, "le Coran est notre seule loi, le martyr notre

---

[532] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p. 72
[533] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p. 73
[534] 30. 08. 1997, *Hamas claims responsability for suicide bombing in al-Quds*, J. Borger, Dawn

voeu suprême"[535] ; ou, à l'été 2003, l'armée israélienne qui met en cause une association sportive de Hébron qui, selon elle, alimente en hommes des cellules clandestines à l'origine d'attentats[536].

Le Hamas soutient par ailleurs la Maison de la miséricorde, une organisation caritative qui prend en charge les orphelins, mais sert également de canal financier pour les enfants des martyrs du Hamas[537]. Youssef al-Zahar, frère de Mohammad al-Zahar, porte parole du mouvement, dirige un orphelinat à Gaza. Il affirme qu'il "souhaite que ces enfants deviennent de bons musulmans"[538]. Le Hamas peut éduquer et endoctriner ces enfants à sa guise et former les cadres du mouvement de demain.

Le système éducatif, qui est très complet, comprend aussi des collèges et des lycées, des universités et des établissements d'enseignements supérieurs. Au sein de la société civile, les universités sont un des bastions du Hamas et des islamistes. Les étudiants des universités participent à tous les niveaux de l'action du Hamas, social, politique et militaire. Là aussi, force est de constater qu'on a retrouvé des manuels d'instruction militaire dans ces établissements et que les universités fournissent aussi bien des cadres militaires que des kamikases[539].

Le Hamas, qui veillent tout particulièrement sur ces jeunes adultes, offrent, aux plus désargentés d'entre eux, la possibilité de se marier, en payant les frais de la cérémonie, en founissant le lieu de vie du couple et en versant même une petite somme au père de la mariée, sorte de dédommagement, dans les règles de la tradition islamique. Ainsi, à Naplouse, le mois dernier, rapporte le journaliste P. Gélie, du journal "Le Figaro", "15 000 personnes assistent au mariage de dix-sept couples arrangé par l'organisation Alaf, chasteté, du cheikh Ahmad Bitawi[540].

L'éventail des services fournis par le Hamas et ses "filiales" s'étend aussi au domaine médical, dont le centre des activités se trouve à Ramallah. On compte aussi

[535] 22. 08. 1997, *op. cité*, P. Gélie, Le Figaro
[536] 23. 03. 2004, *op. cité*, G. Paris, Le Monde
[537] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p. 73
[538] 22. 08. 1997, *op. cité*, P. Gélie, Le Figaro
[539] 02. 05. 2002, *Coup sévère aux islamistes armés en Cisjordanie*, A. Jaulmes, Tubas, Le Figaro
[540] 22. 08. 1997, *op. cité*, P. Gélie, Le Figaro

des cliniques, réparties en Cisjordanie et à Gaza, où l'on ne paye guère plus de 20% du tarif d'un privé[541].

Outre ces nombreux services, le mouvement distribue par le biais de ses organisations caritatives, vivres, vêtements et argent aux plus nécessiteux. L'organisation Al-Salah, dirigée par Ahmad al-Kurd, distribue huit millions de $ par an et des paniers repas à 200 000 familles en Cisjordanie et à Gaza. Al-Salah serait l'une des trois organisations caritatives qui forment le bras sociale du Hamas[542]. Et le bras social est l'un des trois éléments qui forment le Hamas à côté de sa direction politique et un bras armé.

Ces deux dernières entités sont postérieures chronologiquement au bras social du Hamas, dont il a hérité de la branche palestinienne des Frères. Le Mouvement de la résistance islamique, qui voit le jour avec le début de la première intifada, en 1987, est dirigé par le cheikh Ahmad Yassine lui-même et ses proches collaborateurs, qu'il s'agisse du volet social, politique ou militaire du mouvement [543]. Cette première version du Hamas, survit dix-huit mois, jusqu'à l'arrestation du cheikh Yassine, de ses collaborateurs et des cadres de l'appareil militaire, en juin 1989[544]. Alors s'ouvre la deuxième ère du mouvement, depuis l'étranger, en particulier la Jordanie. Sous la houlette de Moussa Abou Marzouq, le Hamas acquiert une dimension politique, financière et militaire internationale.

La période de l'Intifada, de décembre 1987 à la signature des accords d'Oslo, le 13 septembre 1993, à Washington, est idéale pour le Hamas. Il acquiert une stature politique de challenger de l'OLP. L'idéologie de guerre sainte pour libérer le territoire national, les actions armées qui se perfectionnent et se multiplient, le soutien des services sociaux du Hamas, sont autant de succès dont la direction politique peut se targuer. Le Hamas incarne le mouvement de libération national, il rend sa fierté aux Palestiniens en harcelant l'ennemi, en instillant la peur dans la société israélienne, en destabilisant son modèle de société.

---

[541] 18. 09. 1997, Courrier international, *Le Hamas, l'autre Etat sans Etat*, extrait du journal israélien, The Jerusalem report, Khaled Abou Toameh

[542] 05. 01. 2001, *Hamas feeds struggle against Israel with charity*, M. Goldin, Gaza, Reuters

[543] Shaul Mishal & Avraham Sela,*op. cité*, p.55

[544] Shaul Mishal & Avraham Sela,*op. cité*, p.58

Nonobstant, cette stratégie souffre de limitations structurelles inhérentes à l'état de "territoire occupé" dépendant économiquement d'Israël. Et les Palestiniens de se rallier à l'option de la paix, lorsque celle-ci semble pouvoir aboutir. Et même de fustiger le mouvement qui continue sa stratégie de violence contre Israël, attirant sur eux les foudres de son armée qui leur impose en représailles le bouclage des territoires.

L'hégémonie de la direction extérieure du Hamas se délite progressivement. Les dirigeants de Gaza tentent de reprendre les commandes du mouvement et une répartition plus équitable du pouvoir s'instaure à partir de la fin de l'année 1996.

Une nouvelle ère vient de s'ouvrir avec le retour progressif du centre de décision à Gaza. Ce mouvement est renforcé par la libération du cheikh Yassine fin 1997 et l'expulsion, de Jordanie, fin 1999, du Bureau politique du Hamas. La deuxième Intifada finit de rendre toute sa légitimité aux dirigeants du mouvement dans les territoires occupés.

Le mouvement, qui traverse une crise grave entre 1994 et septembre 2000, apparaît renforcer avec l'Intifada al-Aqsa. Malgré la crise interne, concernant la stratégie du mouvement, les tentatives palestiniennes, israéliennes et finalement jordaniennes de réduire le Hamas, les islamistes sont plus que jamais à l'avant-garde du combat contre l'occupation. A l'instar de la première Intifada, l'Intifada al-Aqsa renforce le Hamas et celui-ci prétend, aujourd'hui plus qu'hier, prendre la place de l'Autorité nationale Palestinienne. A la différence de la première Intifada, l'opération kamikase est désormais un moyen courant de l'action armée.

Mais pour bien comprendre ce Mouvement de la résistance islamique, il faut revenir à ses origines, les Frères musulmans.

1. Les Frères musulmans en Palestine[545]

Lorsqu’en 1945 s’ouvre, à Jérusalem, la première section de la branche palestinienne des Frères musulmans[546], fondée par Abou Qoura sous le nom

[545] Le canevas du chapitre, "Les Frères musulmans en Palestine" est constitué principalement de l'ouvrage de Shaul Mishal & Avraham Sela, *The Palestinian Hamas, Vision, Violence and Coexistence*, Columbia University Press, N.Y, 2000, 244 p. ; et Mohammad al-Battiui, *L'islam politique palestinien, un obstacle à la paix ?*, in Revue d'Etudes Palestiniennes, 2002, p. 41 à 52

d'Association des Frères musulmans de Palestine[547], dix-huit ans après la création de la maison mère à Ismaïliyya, la Confrérie égyptienne s’est déjà illustrée en Palestine. Selon Mohammad al-Battiui, "l’intérêt de la Confrérie pour la question palestinienne est proportionnelle à l’écho que cette question suscite au sein de l’opinion égyptienne". Pour les notables, l’immigration de juifs européens représente une menace économique importante, pour les nationalistes, c’est l’ambition sioniste sur le Sinaï qui inquiète, et pour les religieux ainsi que pour l’ensemble du monde musulman, c’est le sort de Jérusalem, troisième lieu saint de l’islam, qui est en jeu[548]. Il y a dans cette troisième raison l'occasion de réveiller l'ensemble du monde musulman, de démontrer que la vision des Frères d'un Occident hégémonique ne se vérifie pas qu'en Egypte, que l'Occident est si sûre de lui qu'il ne craint pas de promettre la terre sacrée d'un peuple à un autre peuple, redistribuant par la même occasion les sanctuaires des musulmans du monde entier. Il y a dans la "Question de Palestine" l'occasion pour les Frères de prendre la tête d'une révolte arabe et musulmane. Le combat pour Jérusalem, troisième lieux saint de l'Islam, peut, plus que tout autre, donner aux Frères de Banna les dimensions auxquelles ils aspirent.

La Confrérie égyptienne n’existe que depuis huit à neuf ans, lorsque se déclenche la révolte palestinienne de 1936-1939. Grâce à cette capacité de mobilisation et d’organisation, l’une des qualités maîtresses des Frères aujourd’hui encore, la Confrérie profite de l’occasion pour s’illustrer aux côtés des Palestiniens et faire la preuve de la réalité de la solidarité islamique.

La révolte survient au lendemain de la mort du syrien Izz al-Din al-Qassam, tué les armes à la main par l’armée britannique le 19 novembre 1935[549]. Il entre dans l’histoire palestinienne comme le premier résistant à l’occupation britannique et à la colonisation juive, et est élevé au rang de martyr. Le Hamas et le Jihad islamique, les deux principaux groupes islamistes palestiniens, revendiquent son héritage.

1.1. Izz al-Din al-Qassam, premier résistant musulman en Palestine

[546] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.16
[547] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.208
[548] Mohammad al-Battiui, *op. cité*, p. 44
[549] Mohammad al-Battiui, *op. cité*, p. 45

Al-Qassam arrive en 1921 à Haïfa, ville portuaire du nord de la Palestine, après avoir quitté la Syrie où les autorités françaises l'ont condamné à mort pour sa participation à la résistance armée contre l'occupation française[550]. Le jeune syrien, pétri d'idéologie réformiste salafite, s'inspire du modèle des organisations nationalistes pour créer un appareil efficace de résistance à l'occupation. La bourgeoisie palestinienne restant indifférente à son appel, il travaille à la mobilisation de la classe des travailleurs palestiniens, les dockers, les paysans, les classes laborieuses, les pauvres et les Palestiniens dépossédés par les Anglais. Il fonde une organisation secrète composée de cinq comités : un premier comité pour la propagande, un deuxième pour l'entraînement militaire et l'acquisition des armes, un troisième pour le renseignement, un quatrième pour les relations extérieures et le dernier pour prendre les décisions[551]. Ce mode d'organisation inspirera le Hamas à sa formation.

La révolte éclate en 1935 dans les campagnes de Galilée et dans la région de Haïfa. Le mouvement insurrectionnel est essentiellement populaire. Ni le Mufti de Jérusalem, al-Hajj Amin al-Husseïni, représentant officiel de l'islam en Palestine, ni les notables palestiniens n'ont souhaité se joindre au mouvement, malgré les sollicitations d'al-Qassam et les pressions des Frères musulmans, dès 1935, par le truchement du frère de Hasan al-Banna, Abdel-Rahman al-Banna.[552] C'est le Mufti, en particulier, qui est sollicité par ces derniers, afin qu'il s'engage et donne à la révolte un caractère et une légitimité islamique. Et c'est seulement à la mort d'al-Qassam que toutes les composantes de la société palestinienne se mobilisent, comme le montre le témoignage de Hurewitz : "Ses funérailles furent transformées en une manifestation nationaliste impressionnante. Contrairement à ses propres idées, (elles) furent l'occasion de la formation d'une ligne qui passait par-dessus les différences de religion, de communauté, de position et de classes sociales"[553].

1.2. Première manifestation de l'interventionnisme transnational des Frères

[550] Mohammad al-Battiui, *op. cité*, p. 45
[551] Mohammad al-Battiui, *op. cité*, p. 45
[552] Mohammad al-Battiui, *op. cité*, p. 45
[553] J.C. Hurewitz, *The struggle for Palestine,* New York, Norton, 1950, p.63

Les Frères musulmans égyptiens, on l'a vu précédemment, ne laissent pas échapper l'occasion d'objectiver le patriotisme arabe et islamique, donc transnational. Lorsque se déclenche la révolte en 1936, ils ont déjà mis sur pied le Comité général-central d'aide pour la Palestine. Chargé de lever des fonds et de recruter des volontaires, il est présidé par Hasan al-Banna[554]. C'est ainsi que l'Organisation secrète de la Confrérie, son bras armé, participe à la révolte palestinienne de 1936-1939. Après ces premiers faits d'armes, l'Organisation secrète est entraînée et équipée par des officiers de l'armée royale égyptienne. Les effectifs de cette appareil militaire s'élèveraient à 20 000 en 1943 et à 40 000 en 1948, au moment de la première guerre israélo-arabe, dont un millier en armes. Ces milices armées jouent un rôle prééminent durant la guerre de Palestine de 1947-1948, aux côtés de l'Armée royale égyptienne[555]. Cela ne sera toutefois pas suffisant pour vaincre les sionistes. Les armées arabes subissent leur première défaite et ce qui n'a pas été perdu du territoire de la Palestine mandataire passent sous le contrôle de la Jordanie, qui annexe formellement la Cisjordanie, et de l'Egypte, qui place la bande de Gaza sous administration militaire. Quant à la branche palestinienne des Frères, qui s'est installée à Jérusalem en 1945 et qui a commencé à ouvrir des sections dans les principales villes et principaux villages palestiniens, elle n'existe plus en tant qu'organisation après la guerre. On peut penser que les 38 sections et les dix mille membres, que celle-ci compte en 1947[556], se sont répartis entre les branches qui se créent en Cisjordanie et à Gaza, le nouvel ordre une fois établi.

1.3. Les islamistes en Cisjordanie de 1948 à 1967

Après l'annexion officielle de la Cisjordanie au royaume Hachémite, en avril 1950, ses habitants deviennent des citoyens jordaniens. La branche palestinienne des Frères prend officellement le nom d'Association des Frères musulmans de Jordanie lors du

[554] Ziad Abu Amr, *Islamic Fundamentalism in the West Bank and Gaza: Muslim Brotherhood and Islamic Jihad,* Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1994, p.1-2
[555] O. Carré et M. Seurat, *op. cit.*, p.28
[556] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.16

Congrès général interarabe des Frères à Amman, en 1953[557]. Grâce à la grande tolérance des autorités jordanienne, les Frères échappent, par un artifice sémantique, à l'interdiction qui frappe les partis politiques locaux : ils sont reconnus comme une association légale et non comme un parti politique. Cette tolérance relative s'explique par le fait que les islamistes se préoccupent avant tout d'activités sociales et de prédication, fidèles qu'ils sont à la tradition des Frères musulmans. Ils constituent en outre, pour la monarchie Hachémite, un groupe de soutien avec lequel elle partage des valeurs islamiques traditionnelles et des intérêts communs, tels que la survie du royaume face aux assauts répétés des nationalistes arabes, nassériens ou baathistes, voire des communistes. Cette connivence s'illustre par la participation des Frères à toutes les élections parlementaires et le développement extensif de l'infrastructure sociale du mouvement. Si les succès remportés dans le domaine social sont manifestes, les Frères attirent des représentants de toutes les couches sociales : à peu près 25% de ceux-ci sont des commerçants et propriétaires terriens, 13% sont issus de l'intelligentsia, 13% sont ouvriers et 13% sont des fermiers[558]. En revanche, au niveau politique et syndical, les espérances sont déçues : sur les trente sièges alloués par le Parlement jordanien à la Cisjordanie, un seul est remporté par les Frères ; aux élections de 1957, destinées à élire un comité représentant les étudiants en Cisjordanie, quatre sièges sont emportés par les communistes, trois sièges par les baasistes et aucun par les islamistes[559].

L'alliance avec le régime Hachémite ne rapporte pas aux islamistes en général et aux Frères en particulier, les dividendes politiques escomptés. Ainsi, les plus radicaux du mouvement islamiste font scission en 1952, emmenés par le cheikh Taqi al-Din al-Nabhani, et fondent le Hizb al-Tahrir al-Islami[560], le Parti de la libération islamique. Constitué en majorité de Frères, le Parti est non seulement très anti-occidental et partisan des méthodes révolutionnaires, mais il est aussi hostile au régime Hachémite qu'il considère comme corrompu. Le Parti et les Frères se livreront une bataille sans merci dans les camps de réfugiés pour gagner l'allégeance des instituteurs et des

[557] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.209
[558] A. Cohen, *op.cité*, p.164
[559] A. Cohen, *op.cité*, p.163
[560] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.17

étudiants. Mais la lutte est inégale, car alliés du régime, les Frères ne tardent pas à contrôler, et ceci de manière durable, la plupart des mosquées du pays autour desquelles s'organisent les services sociaux et caritatifs dispensés par les islamistes. En effet, même après 1967, l'establishment religieux de la Cisjordanie, dont font partis les Frères, reste administrativement et financièrement lié à la Jordanie. Au milieu des années 80, ils détiennent encore une part importante des positions dans les institutions religieuses de Cisjordanie.

1.4. Les islamistes dans la bande de Gaza de 1948 à 1967

Comme en Cisjordanie, le développement de l'organisation des Frères dans la bande de Gaza dépend de ses relations avec le pouvoir de tutelle, c'est à dire le commandement militaire égyptien. Contrairement à la Cisjordanie, ces relations sont beaucoup plus chaotiques, voire violemment conflictuelles.

Dans la bande de Gaza, les Frères sont très populaires grâce à leur participation à la guerre de libération de la Palestine en 1948. Pourtant, ils ne profitent pas de cet avantage. En 1949, l'assassinat du premier ministre égyptien, Nokrachi, par l'un des leur, oblige le gouvernement à sévir et à prononcer une interdiction contre eux. Les Frères transforment la section de Gaza en centre d'éducation religieuse désigné sous le nom de Jamiyyat al-Tawhid[561], l'Association de l'Unicité (de Dieu).

La révolution du 23 juillet 1952 propulse à nouveau les Frères sur le devant de la scène politique. Les relations entre les Frères et les officiers libres, qui ont déposé le roi Farouk et mis fin à la monarchie en Egypte, sont excellentes, à tel point que les Frères sont perçus comme faisant parti de la nouvelle direction du pays. La branche de Gaza se développe alors rapidement, attirant de nombreux jeunes palestiniens, dont des étudiants des universités égyptiennes, jusqu'au jour du 26 octobre 1954 lorsqu'un membre de l'organisation des Frères tente d'assassiner Nasser en protestation d'un accord signé entre le gouvernement égyptien et l'Angleterre quelques mois plus tôt. Les Frères sont à nouveaux interdits et soumis à une sévère répression. Les activités de la section de Gaza deviennent secrètes. En Egypte, en 1965, une tentative supposée de

[561] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.17

prise de pouvoir par les Frères, déclenche une nouvelle vague d'arrestations. Plusieurs membres éminents de l'organisation, dont S. Qotb, sont exécutés le 26 août 1966[562]. Le cheikh Ahmed Yassine quant à lui est arrêté à Gaza[563].

La répression nassérienne qui s'abat régulièrement sur les Frères, depuis 1954, explique les propos tenus par les islamistes au lendemain de la défaite de la guerre des six-jours en 1967. Dans un témoignage recueilli par Beverly Milton-Edwards, un leader islamiste déclare que « la défaite de Nasser face à l'armée israélienne est une grande chance pour les Frères à Gaza. Après tout il a été l'ennemi le plus important pour le mouvement et maintenant il a subi une défaite face à Israël[564]. » Le cheikh Ahmed Yassine, représentant des Frères à Gaza, déclare à cette occasion que « la défaite subie par l'armée égyptienne, n'est rien d'autre qu'une revanche pour S. Qotb[565]. »

Pendant cette période qui va de 1947 à 1968, à côté des Frères et des communistes, un nombre important de partis et d'organisations émergent dans la bande de Gaza. Deux organisations pan-arabes nationalistes se constituent : le parti Baas et le Mouvement national de Yasser Arafat, le Fatah, fondé en 1958[566]. Ce dernier est constitué d'étudiants palestiniens dans les universités égyptiennes, membres de la Confrérie. C'est en réaction à la répression nassérienne des Frères que les premiers éléments palestiniens de résistance armée se manifestent à Gaza et forment le mouvement clandestin du Fatah. Les dissidents reprochent à la Confrérie sa passivité et l'absence de programme opérationnel pour lutter contre Israël[567]. En effet, l'activité des Frères se limite à la gestion du culte et à la mise en place de services sociaux, nécessaires aux Palestiniens sous administration militaire égyptienne, dans la bande de Gaza. La guerre des six-jours de 1967, crée une nouvelle réalité particulièrement favorable au mouvement islamiste palestinien et à sa mission exclusivement sociale et culturelle dans un premier temps.

---

[562] O. Carré et M. Seurat, *op.cit.,* p. 81
[563] Mohammad al-Battiui, *op. cité*, p.47
[564] M.E. Beverly, *Islamic Politics in Palestine,* Londres-New York, Tannis Academic Studies, 1994, p.15
[565] A. Yassin, *Hamas (Le mouvement de résistance islamique en Palestine),* Le Caire, Sina, 1990, p.26 (en arabe)
[566] Mohammad al-Battiui, *op. cité*, p.47

1.5. Les islamistes palestiniens de 1967 à 1987

La défaite écrasante des armées arabes face à l'armée israélienne a un impact considérable sur le mouvement islamiste au Proche-Orient. Cette défaite est interprétée par les islamistes comme un moment décisif qui reflète le déclin et la faillite du nationalisme arabe ainsi que des idéologies séculières dans la région. En outre, un nouveau leader de la nation arabe et islamique émerge au moment même, qui trouvera dans la défaite de 1967 l'occasion d'objectiver ce rôle. En effet, l'Arabie Saoudite qui a vu l'accession au trône du prince Fayçal, le 4 novembre 1964, prend un nouveau départ sous sa direction. Son efficacité gouvernementale retrouvée, son économie remise sur une pente ascendante, le royaume est prêt à prendre la tête de l'oumma et le nouveau monarque saisit la chance qui lui est offerte au lendemain de la défaite arabe de 1967. A la conférence de Khartoum (29 août-2 septembre 1967), dépassant l'antagonisme qui l'oppose à Nasser, le roi Fayçal offre de renflouer l'économie égyptienne, immédiatement suivi par le Koweït et la Libye. "De par le montant de l'aide financière qu'il a accordé à l'Egypte, il (le roi Fayçal) a commencé à reconquérir la place à laquelle il aspire au sein du monde arabe, c'est à dire la première. Tous n'en sont pas immédiatement conscients. Mais encore quelques années, et même le plus récalcitrants seront obligés d'en convenir"[568]. En effet, le rôle des Saoudiens, dans l'expansion et la croissance des effectifs islamistes et Frères musulmans, devient déterminant, en particulier en Palestine.

1.5.1. *L'impact de l'après-guerre de 1967 sur le mouvement islamiste palestinien*

La victoire d'Israël permet la réunion, sous une même administration, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. La communication et la coopération entre les islamistes des deux régions s'en trouvent facilitées, d'autant qu'Israël est très permissif vis-à-vis de l'activité sociale et culturelle islamique. Ces nouvelles conditions se traduisent par la création d'une organisation conjointe pour l'activité islamique à Gaza et en Cisjordanie, l'Organisation des Frères musulmans unifiée, à la fin des années soixante[569].

---

[567] Bassma Kodmani-Darwish, *op.cité*, p.199
[568] J.B. Méchin, *op. cité*, p.94
[569] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.18

Les années soixante-dix, cette décennie charnière pour le mouvement islamiste mondial, procurent un lot de conditions internes et externes particulièrement favorables au développement de l'organisation des Frères dans les territoires occupés par Israël.

L'Etat hébreu cherche à affaiblir l'OLP, qu'il perçoit comme son véritable ennemi. Le développement des islamistes à l'ombre d'Israël, et même sous sa protection, doit être compris dans ce sens. En Cisjordanie, le royaume Hachémite conserve, avec l'aval de l'Etat hébreu, l'administration des biens religieux et de l'appareil judiciaire. Quant à la branche jordanienne des Frères présente en Cisjordanie, elle profite de ses excellentes relations avec le pouvoir pour garder le contrôle des établissements religieux dans cette région.

Enfin, le premier choc pétrolier de 1973 et l'afflux des pétrodollars qui en résulte ; la mort de Nasser en septembre 1970 et l'avènement de Sadate qui entend se servir des Frères pour se débarrasser de l'opposition de gauche, sont autant de facteurs qui favoriseront le développement des Frères en Cisjordanie et à Gaza.

1.5.1.1. *Stratégie israélienne à l'égard des islamistes*

C'est depuis son quartier général du nord de Tel Aviv, que le Shin Beth, service de sécurité intérieure et de contre-espionnage israélien, élabore dans le plus grand secret, au début des années soixante-dix, un plan destiné à favoriser l'émergence d'organisations islamistes susceptibles de concurrencer, sinon d'affaiblir et diviser l'OLP. Cette stratégie est inspirée par les services américains qui l'ont utilisée pour contrer Nasser[570]. Ainsi, c'est dans un souci de freiner le développement de la résistance palestinienne à l'intérieur d'Israël et la montée en puissance du FDLP de Nayef Hawatmeh et du FPLP de Georges Habache, que le Shin Beth finance la branche palestinienne des Frères. Celle-ci entamera les hostilités en priorité avec les groupes marxistes de l'OLP. Eyad al-Sarraj, psychiatre formé au Royaume-Uni, directeur d'un centre d'aide psychologique aux victimes de la violence, se souvient qu'en janvier 1980, une manifestation islamiste met le feu aux locaux du Croissant-rouge palestinien sous la protection de deux jeeps de la sécurité israélienne. Cette organisation est honnie car

[570] R.Labévière, *op. cité, p.223*

son conseil d'administration vient de passer aux mains des communistes et des nationalistes de gauche, membres de l'OLP[571].

Toujours dans le même esprit mais cette fois en collaboration avec l'Etat jordanien, Israël adopte la politique dite « des ponts ouverts » sur le Jourdain. Cette mesure facilite la communication et la coopération entre les branches palestinienne et jordanienne des Frères[572]. Quant à la Jordanie, cela lui procure un atout supplémentaire pour s'assurer d'un statut politique solide en Cisjordanie et, à l'instar d'Israël, lui permet d'y contrecarrer l'influence de l'OLP. Ainsi, bien que la Cisjordanie soit sous contrôle israélien, l'administration des Biens religieux, ou Waqf, et l'appareil judiciaire restent sous la responsabilité du royaume Hachémite de Jordanie. A Jérusalem-Est et dans les villes de Cisjordanie, les activités des Frères sont soutenues financièrement par les comités de charité, ou comités de la zakat. De même, des prêcheurs et des clercs affiliés ou considérés proches du mouvement sont nommés, dans la mesure du possible, à la tête des institutions religieuses[573].

Enfin, le choc pétrolier de 1973, orchestré par les pays du Golfe, en particulier l'Arabie Saoudite et le Koweït, fournit l'aide financière nécessaire au développement de l'infrastructure sociale du mouvement islamiste dans les territoires occupés par Israël. Cette manne providentielle ne fait l'objet d'aucun contrôle de la part des autorités israéliennes, en revanche le financement destiné à l'OLP est entravé autant que possible[574]. Les islamistes se développent rapidement pendant cette période.

1.5.1.2. *Les islamistes s'accommodent de l'occupant israélien*

Forts du soutien israélien, jordanien et des pays du Golfe, les islamistes ont tout le loisir de développer un réseau d'institutions sociales performant. Pour les islamistes palestiniens, qui se réclament de la tradition de l'association des Frères musulmans, le plus urgent et le plus important, c'est la conquête de la société civile : "Les islamistes n'avaient pas d'ambition révolutionnaire explicite dans une première étape. Ils s'employaient seulement à fournir des palliatifs aux carences de l'administration militaire

---

[571] Mohammad al-Battiui, *op. cité*, p.48 ; 11. 04. 2002, *A Gaza, le Hamas n'est pas inquiété*, R. Girard, Gaza, Le Figaro
[572] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.18
[573] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.25

dans les domaines sociaux et à réorganiser, autour des réseaux des mosquées, une sorte de contre-société qui obéissait à ce qu'ils considéraient comme les injonctions des textes sacrés"[575]. En outre, la politique de confiscation des terres et des ressources naturelles, menée par Israël, pousse des centaines de milliers d'agriculteurs palestiniens vers les camps de réfugiés ou vers les grands centres urbains, ce qui rend d'autant plus indispensable le travail social. Ainsi, les islamistes voient leur base augmenter considérablement : "les masses modernes sont les nouveaux urbanisés, ce sont ces millions de paysans qui ont fait tripler la population des grandes métropoles musulmanes depuis vingt ans"[576]. Ces nouvelles masses de réfugiés, prêts à islamiser, s'entassent dans les camps insalubres. Leurs besoins en services sociaux sont entendus notamment par les islamistes, mais pas seulement. Dans les camps de la bande de Gaza et de Cisjordanie, les islamistes organisent les dépossédés depuis la fin des années soixante avec succès.

A cette époque, la politique israélienne à l'égard des islamistes palestiniens a donc pour objectif l'émergence d'un contre-pouvoir islamique à l'OLP. Cette stratégie politique sera suivie tout au long des années soixante-dix et jusqu'au début des années quatre-vingt. Le raisonnement israélien, qui en est à l'origine, consiste à penser qu'en permettant aux religieux et aux mouvements islamistes d'étendre le champ de leurs activités et d'augmenter leur légitimité au sein de la population arabe, cela réduira l'influence et le soutien dont bénéficient les forces nationalistes palestiniennes, spécialement l'OLP.

C'est dans ce contexte que le cheikh Ahmed Yasin fonde en 1973[577] le Rassemblement islamique, al-Mujamma al-Islami, qui constitue la base sur laquelle s'érigera, au moment de la première Intifada en 1987, le mouvement Hamas.

1.5.1.3. *Mise en place de l'infrastructure sociale de la branche palestinienne des Frères*

Le Rassemblement islamique, association bénévole formellement légalisée en 1978[578] par le cheikh Yassine lui-même auprès des autorités israéliennes, constitue

---

[574] Mohammad al-Battiui, *op. cité*, p.48

[575] R. Tlemcani, *le Proche-Orient entre Guerre et paix : L'OLP, les islamistes, Israël et l'accord de Gaza-Jéricho*, Revue des monde musulmans et de la Méditerranée, n°68-69, 1993, 2-3, p.125

[576] O. Roy, *l'échec de l'islam politique*, Paris, Seuil, 1992, p.76

l'acte fondateur de l'institutionnalisation des Frères dans la bande de Gaza[579]. Al-Mujamma devient le centre de commande pour le développement, l'administration et le contrôle des institutions religieuses et d'éducation islamique dans la bande de Gaza, sous la supervision de Yassine. Al-Mujamma compte sept comités[580] : prêche, propagande et orientation religieuse, activités sociales, éducation, actions caritatives, santé, sport et médiation.

Une association, similaire à celle des Frères dans la bande de Gaza et peut-être suscitée par ces derniers, l'Association des jeunes musulmans, s'établit à Jérusalem-Est en 1974[581]. Celle-ci organise, pour la région de Cisjordanie, diverses activités sociales dans les champs de la culture, de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en accord avec la Tradition islamique. L'Association ouvre rapidement des antennes dans les villes, les villages et les camps de Cisjordanie. Les Frères étendent géographiquement leur emprise sur la société palestinienne, en même temps que socialement.

En 1976 est créée, Al-Jamiyya al-Islamiyya, la société islamique[582]. Elle joue un rôle important pour les activités religieuses et communautaires, grâce à ses antennes réparties dans la bande de Gaza. Cette institution, qui gère notamment des jardins d'enfants, vient en aide aux plus pauvres, aux détenus politiques et aux familles des martyrs, est l'une des mieux financée du réseau de la Mujamma[583]. En 1981, al-Mujamma se dote d'une association pour l'action sociale et la mobilisation des femmes, al-Jamiyyat al-Chabbat al-Islamiyya, l'Association des jeunes femmes musulmanes[584].

Tout au long des années soixante-dix les Frères posent les bases institutionnelles de leur action dans la société palestinienne et ouvrent des jardins d'enfants et des écoles pour l'éducation des plus jeunes, mais pas seulement... Ils fondent aussi une banque du sang, des cliniques, des centres éducatifs pour les femmes et des clubs de sport. Les Frères prélèvent la zakat, l'impôt coranique, pour le bénéfice des plus nécessiteux. Ils posent les bases d'une puissante organisation à

---

[577] Mohammad al-Battiui, *op. cité*, p.47
[578] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.19
[579] 19. 06. 2002, R. Sale, UPI Terrorism correspondant, Comtex newswire
[580] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.20
[581] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.25
[582] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.20
[583] 30. 08. 1997, *op. cité*, J. Borger, Dawn
[584] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.20

vocation sociale. Une illustration du rôle social du Rassemblement islamique : en 1981, il accorde une aide financière et technique pour réhabiliter plus de milles foyers, la plupart dans les camps de réfugiés, frappés par la tempête durant l'hiver[585].

Les activités des Frères sont orientées en fonction d'un objectif à long terme : réformer la communauté des musulmans. Le « retour de l'islam » est envisagé comme un processus évolutif qui commence par la mosquée et doit se faire par le truchement de l'éducation pour tous, des enfants aux plus âgés. On se trouve dans la droite ligne définie par Banna.

1.5.1.4. *Du rôle de la mosquée*

Ainsi, grâce à l'aide financière internationale, en particulier des pays du Golfe, et à la politique israélienne évoquée plus haut, le nombre des mosquées se trouve multiplié. Entre 1967 et 1986, celui-ci passe dans la bande de Gaza de 77 à 150, et en 1989, il atteint 200[586]. Simultanément, en Cisjordanie, le nombre des lieux de culte double. La plupart des nouvelles mosquées sont privées, indépendantes du ministère des Waqf[587]. En 1996, le nombre de mosquées, dans la bande de Gaza, s'élève à 450[588]. Parallèlement, un programme social destiné à créer un réseau d'écoles et à organiser des leçons de Coran pour la propagation de l'islam est mis sur pied.

A partir de la mosquée, les Frères rayonnent sur la population palestinienne en lui proposant des services concrets, comme la garde des enfants en bas âge et l'apprentissage de la langue arabe qui commence avec le texte sacré ; mais aussi l'ensemble des services sociaux dont l'accès est facilité par la fréquentation des lieux de culte affiliés au mouvement. En outre, la mosquée constitue indéniablement, pour les islamistes, le moyen le plus efficace d'étendre son influence. En tant que sanctuaire, elle représente l'endroit idéal où accueillir des activités publiques, à l'abri relatif des indiscrétions des services de renseignement israéliens. Elle procure aussi une tribune politique sans équivalent pour diffuser le message et mobiliser le soutien de la

---

[585] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.20
[586] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.21
[587] 19. 08. 1996, *The political leader of Hamas seats in a Manhattan jail cell awaiting possible extradition to Israel. But do the Israelis really want him*, by Mary Ann Weaver, report from Gaza, The Quandary
[588] 12. 08. 1996, BBC-SWB-MO, *Israeli paper on problems facing Hamas in Gaza after Arafat crackdown*, by David Regev, published by Yediot Aharonot on 9th August

population, religieux et laïques confondus, grâce aux hauts-parleurs qui ornent les minarets.

Conscients de l'enjeu stratégique que représente le contrôle de l'administration publique des lieux de culte, les islamistes tentent de prendre la direction du Département des Biens islamiques ou des Waqf. Ils se heurteront aux membres de l'OLP et leur entreprise ne connaîtra qu'un succès partiel. Mais cette tentative de prise de contrôle, logique pour un mouvement islamiste, cache des ambitions plus grandes. Celles-ci se manifestent à la fin des années soixante-dix et alimentent la lutte entre les islamistes et l'OLP pour le contrôle des institutions de la société civile et des institutions publiques.

1.6. Le tournant de la fin des années soixante-dix

L'objectif qui se dessine à présent pour le mouvement islamiste des Frères, à la fin des années soixante-dix, c'est la conquête des institutions publiques et de la société civile dominées par l'OLP. Les leaders de la Mujamma, poussés par leur popularité, prennent pied dans les syndicats professionnels et étudiants, que ce soit par le biais des élections ou, si nécessaire, par la violence. Nombreuses sont les associations islamistes qui exigent de leurs membres une formation stricte aux sports de combat[589].

Par ailleurs, la fin des années soixante-dix est marquée par un évènement majeur pour le monde musulman et les groupes islamistes en particulier : la Révolution islamique en Iran. Cet évènement sans précédent instaure un débat au sein du mouvement des Frères quant au choix stratégique à adopter : réformiste, comme le veut la tradition des Frères musulmans, ou bien révolutionnaire avec son corollaire, la violence pour renverser l'ordre infidèle et l'islamisation par le haut grâce au contrôle de l'appareil d'Etat. Ce débat a le don de remettre en cause les acquis.

Dès 1979, sous la houlette du cheikh Abd Allah Nimr Darwish, les Arabes israéliens s'organisent et fondent la Usrat al-Jihad, la "Famille du Jihad". Découverts en 1981 et arrêtés par les services de sécurité israéliens, le cheikh et ses partisans sont envoyés en prison jusqu'en 1985. Ils choisiront désormais l'action publique et

---

[589] A. Navarro, *Palestine, l'expansion islamiste,* Les Cahiers de l'Orient, n° 7, 3è trimestre 1987, p.51-66

pacifique[590]. Au même moment, le milieu des années quatre-vingt, un groupe d'islamistes décide de rompre avec la tradition politique des Frères et de passer à la lutte armée. Le 15 octobre 1986, une cellule de combattants, se réclamant du Jihad islamique, revendique au nom de l'islam, un attentat meurtrier[591].

Parallèlement à la révolution islamique d'Iran, qui affecte l'ensemble du monde musulman et des mouvements islamiques, une série d'évènements changent radicalement les perspectives du mouvement islamiste palestinien.

Tout d'abord, la visite de Sadate à Jérusalem, en 1977, et la signature en 1979 des accords de Camp David entre l'Egypte et Israël. Cette paix israélo-égyptienne, perçue comme une trahison, a des conséquences immédiates sur les Palestiniens, notamment les étudiants. Ils se voient désormais refuser l'accès aux universités égyptiennes. Cette mesure, prise par les autorités égyptiennes, aura pour effet, la création d'une université islamique à Gaza en 1978, et l'accroissement du nombre d'étudiants dans les universités palestiniennes, notamment Bir Zeit, Hébron, Naplouse et Jérusalem-Est.

En 1977, l'avènement en Israël d'un gouvernement de coalition nationaliste religieux et la politique de colonisation de la Cisjordanie, renforce le sentiment de péril national chez les Palestiniens. La multiplication des incidents violents autour des lieux sacrés pour les deux religions, au début des années quatre-vingt, renforce l'impression et la thèse du conflit religieux, pour le plus grand bénéfice des Frères.

Le mouvement trouve une source d'inspiration puissante dans le succès de la révolution iranienne en 1979, tandis que l'OLP accumule les revers au Liban, au début des années quatre-vingt, avant de se voir expulser par l'armée israélienne en 1982. La résistance du Hizb Allah qui s'ensuit, n'inspire pas moins les islamistes palestiniens. Enfin, l'idéologie dominante dans les mondes arabe et musulman, depuis le début des années soixante-dix, est certainement l'islamisme.

Les Frères, dont le pragmatisme et la flexibilité sont des qualités maîtresses, vont jouer dorénavant sur les deux tableaux du réformisme et de l'action violente. Cette

---

[590] Nachman Tal, *Le mouvement islamique en Israël*, Strategic assesment, Février 2000
[591] Mohammad al-Battiui, *op. cité*, p.49

dernière, tournée uniquement au départ vers l'intérieur, c'est à dire vers la lutte contre les mauvais musulmans dans les territoires occupés, est qualifiée aussi de jihad interne.

1.7. Mise en place de la double stratégie

A la fin des années soixante-dix, le cheikh Yassine et ses lieutenants, ont déjà commencé à infiltrer les milieux étudiants. Dans leurs efforts pour dominer la sphère publique, ils encouragent dorénavant les membres des Frères à participer aux syndicats, associations professionnelles, unions des travailleurs et autres institutions publiques. Les corporations plus particulièrement visées sont celles des médecins, des avocats et des ingénieurs. La Mujamma y acquiert rapidement de l'influence, reflétant le niveau de frustration et de désillusion parmi les diplômés des universités. Parallèlement à cette pénétration des institutions de la société civile, une stratégie de confrontation ouverte, des Frères contre les rivaux nationalistes, se met en place. Ce nouvel aspect nécessite un réaménagement de la structure de la Mujamma.

1.7.1. *La conquête des syndicats professionnels*

En novembre 1981, des membres du Rassemblement islamique, emmenés par le Dr Mahmoud al-Zahar, imposent une grève générale, du syndicat des médecins dans la bande de Gaza, pour protester contre une taxe introduite par Israël dans les territoires[592]. La pénétration des syndicats professionnels par le mouvement islamiste dénote une stratégie de contestation de l'ordre établit. Elle s'inscrit dans la continuité de la politique sociale qui vise à créer une société parallèle à celle dominée par l'OLP. Avec la première Intifada en 1987 et l'avènement du Hamas, héritier de la Mujamma, la stratégie de contestation se fait par le biais d'institutions créées par le mouvement.

1.7.2. *La conquête des syndicats étudiants*

En janvier 1983, le syndicat des étudiants de l'université islamique de Gaza tombe sous la coupe du "Bloc islamique", lié à la Mujamma, avec 51% des votes. En

---

[592] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.23

1986, le Bloc islamique y remporte 61% des votes[593]. La progression des islamistes dans les universités palestiniennes, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, ne cessera de progresser et connaîtra une accélération avec la première Intifada. Ainsi, le syndicat des étudiants de l'université Khalil, de la ville de Hébron, se trouve depuis 1990 aux mains d'une coalition islamiste regroupant le Hamas et le Jihad[594].

C'est avec l'université islamique de Gaza, qui voit le jour en 1978, que la Mujamma prend solidement pied dans le milieu étudiant. Selon Mary Ann Weaver, ce sont les israéliens qui en autorisent l'ouverture alors qu'ils ont toujours refusé aux nationalistes laïcs de l'OLP, la création d'une université dans la bande de Gaza[595]. Grâce à cette université, le mouvement islamique acquiert de nouvelles dimensions.

Tout d'abord, une dimension internationale. L'institution universitaire qui naît en 1978, est très bien dotée financièrement par décision du sommet arabe de Baghdad en novembre 1978[596]. L'OLP, en tant que représentant du peuple palestinien, est le récipiendiaire de ce financement et assume donc la direction de l'institution. Jusqu'en 1985, la centrale palestinienne assure le plus gros du financement, pourtant celui-ci ne cesse de diminuer. En effet, la Mujamma réussit à contribuer de plus en plus au fonctionnement de l'institution par le biais du financement qui lui arrive du mouvement islamique de Jordanie, de la Ligue islamique mondiale saoudienne (LIM) et de l'Organisation de la Conférence Islamique. Le financement transite par le mouvement islamique de Jordanie.

Au début des années quatre-vingt, les membres du mouvement islamique jordanien sont majoritaires au conseil d'administration de l'université et en 1983, un nouveau président, Mohammed Saqr, membre des Frères musulmans jordaniens, est élu[597]. Le mouvement islamiste palestinien met en place ses premiers réseaux d'influence idéologique et financier au niveau international et acquiert les rudiments du financement occulte.

---

[593] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.24
[594] 01.03.2000, BBC-SWB-MO, *Hamas, Islamist student elections in Hebron*, text of report in English by the iranian news agency
[595] 19. 08. 1996, *op. cité*, the Quandary
[596] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.24
[597] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.24

La pénétration de l'institution universitaire procure au mouvement un réservoir inépuisable de jeunes recrues prêtes à s'engager dans la lutte armée. Lorsque s'enflamme le peuple palestinien en 1987, en un soulèvement populaire et spontané, ce sont les étudiants et les jeunes diplômés de l'université islamique de Gaza qui en prennent la tête[598]. Ils ont acquis, tout au long des années quatre-vingt, une expérience de la mobilisation, de l'organisation et de la direction de manifestations violentes, lors des confrontations avec leurs compatriotes nationalistes pour le contrôle des institutions publiques et de la société civile. En 1992, Israël expulse 415 activistes palestiniens du Hamas et du Jihad, or plus de 10% d'entre eux sont des étudiants ou des employés de l'université[599]. En 1994, à Gaza, 2000 étudiants, fidèles du Hamas, manifestent contre la paix d'Oslo et demandent la relaxe de 50 militants arrêtés par l'Autorité palestinienne suite au kidnapping d'un soldat israélien[600]. Autre exemple de la prégnance du mouvement islamiste dans le milieu estudiantin : Qaîs Adwane, 25 ans, est l'un des principaux chefs pour la Cisjordanie des Brigades Ezzeddine al-Qassam, le bras armée du Hamas. Qaïs est étudiant en architecture de l'université al-Najah de Naplouse. Il en préside le Conseil des étudiants jusqu'à son entrée dans la clandestinité en juillet 2001. Al-Najah est un des viviers de l'activisme islamiste, 11 étudiants de l'université ont commis des attentats suicides[601].

Le terme de vivier est approprié et les dirigeants de la Mujamma ne s'y sont pas trompé. Salah Chéhadé, chef de l'Organisation du Jihad et de la propagande religieuse, Munazzamat al-Jihad wa-l-Daawa, appareil militaire pour le jihad interne créé en 1986, est à cette époque en charge des affaires étudiantes à l'université islamique de Gaza[602].

Le recours à l'action armée s'inscrit en rupture avec la méthode réformiste des Frères. celui-ci est motivée par une série d'évènements liés au monde musulman et à la mouvance islamiste, la Révolution islamique d'Iran, ou propre à la Palestine, la dynamique coloniale qui s'instaure en Cisjordanie. Mais, ce dont le phénomène de

---

[598] Echo of Islam, *How Intifada was born : An homage to Intifada on the 12th anniversary of its birth, Interview du cheikh Ahmed Yasin for al-Jazira,* février 2000

[599] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 24

[600] 16. 10. 1994, *2000 Gaza students protest against Arafat*, Gaza (AFP), Kayhan

[601] 02. 05. 2002, *op. cité*, Le Figaro

[602] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.34

conquête de la société civile rend compte, c'est l'ambiiton du mouvement islamiste de s'ériger en alternative de l'OLP.

1.7.3. *Deuxième volet de la double stratégie*

L'expulsion de l'OLP du Liban par l'armée israélienne en 1982, suscite chez les leaders de la Mujamma, l'idée qu'ils pourraient devenir une alternative politique. Une transformation aussi radicale de la stratégie de la Mujamma nécessite des changements conceptuels et structurels.

Dès 1983, le cheikh Yassine préconise d'amasser des armes. Mais en 1984, les autorités militaires israéliennes découvrent des armes chez le cheikh lui-même. Condamné à 13 ans de prison, il bénéficie d'un échange de prisonniers entre Israël et le FPLP, moins d'un an plus tard[603].

C'est probablement le fait d'avoir été découvert par les israéliens qui pousse le cheikh Yassine à créer, en 1986, un appareil militaire dit "de sécurité". Ce nouvel appareil appelé Majd, acronyme de Munazzamat al-jihad wal-daawa, Organisation de la guerre sainte et de la propagande religieuse, est chargé de collecter l'information sur les collaborateurs palestiniens des services de renseignements israéliens et de les punir. C'est ce que l'on appelle le jihad interne, dont la pour principale mission est de faire respecter la norme islamique.

L'autre mesure concerne l'organisation des différents appareils du mouvement. Désormais une stricte compartimentation entre les appareils social et militaire est prescrite et l'on confie les opérations armées à de jeunes recrues, inconnues des services israéliens.

Lorsqu'éclate l'Intifada de 1987, le mouvement des Frères est un mouvement qui monte en puissance. Il a réussi à concurrencer sérieusement l'OLP dans les champs du social, de l'éducation, des médias et même de l'économie. Toutefois, l'avantage reste du côté des nationalistes laïcs. Ce sont les conditions de l'Intifada qui vont permettre au mouvement islamiste de s'imposer comme un sérieux challenger.

---

[603] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.34

2. L'Intifada, une révolte spontanée

De l'avis unanime des observateurs, la révolte palestinienne de décembre 1987, que l'on désigne du terme arabe d'*intifada*, la rébellion, la révolte, l'insurrection, est, à ses débuts, spontanée. Tout commence par un accident de la route, entre un camion israélien et un taxi palestinien, à Gaza, le 9 décembre 1987. Quatre Palestiniens trouvent la mort et neuf autres sont blessés. Cet événement déclenche un soulèvement populaire qui commence dans le camp de réfugiés de Jabaliyya, au nord de la bande de Gaza.[604]

Durant tout le premier mois de l'Intifada, à l'intérieur des territoires occupés, les notables et la direction de la Mujamma, avouent leur marginalisation totale. A l'extérieur, depuis Tunis, l'OLP a aussi du mal à percevoir l'ampleur réelle du soulèvement. L'aspect spontané du mouvement ne dure pas, l'OLP met en place quelques semaines plus tard des structures pour encadrer la révolte : le Commandement national unifié pour l'intensification du mouvement et les Comités populaires locaux.

Entre temps, à Gaza, le Jihad islamique appelle, dès le 10 décembre et par voie de tracts, à la libération de toute la Palestine par tous les moyens[605]. Les étudiants de l'Université islamique de Gaza sont de même à l'avant-garde du mouvement de révolte. Des fidèles du cheikh Yassine tentent de le persuader de prendre la tête du mouvement et d'abandonner sa politique de gestion de la piété en faveur d'une ligne plus militante. Le cheikh, quant à lui, préfère se dévouer à la religion et à la création de solides institutions publiques. Ses disciples parviennent à lui faire comprendre que la révolte est en marche et que de nombreux militants des Frères participent déjà activement aux émeutes. La jeune garde de la Mujamma a déjà une certaine expérience de la mobilisation, violente ou non, et certains d'entre eux ont appris, dans les prisons israéliennes, de leurs compatriotes vétérans, les techniques de l'activité clandestine.

C'est face à cette pression que la direction de la Mujamma, et le cheikh Yassine en particulier, décide d'adopter une posture agressive. Quelques semaines après le

---

[604] Mohammad al-Battiui, *op. cité*, p.49
[605] Mohammad al-Battiui, *op. cité*, p.49

début de la révolte, ce dernier approuve un tract reconnaissant la nécessité de se joindre au soulèvement. Un mouvement du nom de Hamas est en passe de voir le jour.

La décision d'adopter le jihad contre Israël est donc dictée par un souci de survie de la Mujamma. Cette décision reflète aussi un débat interne : trouver un compromis entre l'approche réformiste traditionnel et l'approche activiste combattante du jihad défensif. Le Hamas, en tant qu'organe séparé de la Mujamma, est l'expression de ce compromis. C'est seulement en février 1988 que le nom de Hamas est officiellement adopté et en mai 1988, le Hamas se définit comme le bras armé des Frères[606].

Les fondateurs du Hamas sont avec le cheikh, Ismaïl Abou Chanab, Mahmoud al-Zahar, Mohammad Hassan Tuma et Ibrahim al-Yazuri pour la ville de Gaza ; Abd al-Aziz al-Rantissi est en charge de Khan Younis ; Salah Chahada du camp de Jabaliyya ; Eissa al-Nichar de Rafah ; et Abd al-Fattah Dokhkhan est chargé de la coordination des activités dans les camps de réfugiés[607]. En janvier 1988, le cheikh Yassine fait ouvrir des antennes du Hamas en Cisjordanie et à Jérusalem. Jamil Hamami, un religieux du bureau des waqf à Naplouse, est chargé de cette mission[608].

2.1. Le Hamas : implications doctrinales et pratiques pour les Frères musulmans palestiniens

La création du Hamas constitue une réévaluation de la stratégie du mouvement islamiste : à la vision universaliste de reconstruction de la communauté des croyants, la Umma, qui ignore les frontières, on substitue le nationalisme palestinien ; au réformisme communautaire, on ajoute l'activisme politique porté par l'action armée dirigée contre l'occupant.

Là où on ne s'occupe que d'éducation, d'action sociale et de vie communautaire, le noyau dur de la Mujamma combine les précédents avec des activités politiques et la résistance armée. Le jihad défensif, comme pivot de la libération de la Palestine s'inscrit en droite ligne de l'action du Fatah et des autres groupes activistes nationalistes laïcs des années cinquante et soixante. Ce double mouvement de révision nécessite une

[606] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.35
[607] Echo of Islam, *op. cité*, Février 2000
[608] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.36

reformulation de la stratégie et des objectifs, ainsi qu'une réforme de la structure de l'organisation, inadaptée à l'action armée contre Israël.

2.1.1. *Reformulation des objectifs*

La combinaison des idéaux nationaliste et religieux est rendue dans la charte du Hamas : "le Mouvement de la résistance islamique est un mouvement palestinien. Il voue sa loyauté à Allah, vit selon les préceptes de l'Islam et se bat pour ficher la bannière d'Allah sur chaque pouce de la Palestine...(art.6)"[609]. L'intrication des idéaux nationalistes et religieux est encore plus grande dans l'article 11 de la charte. Le territoire de la Palestine y est défini comme un "bien de main morte", c'est à dire un lieu sacré, appartenant à tous les musulmans jusqu'au jour de la resurection. Il est en conséquence absolument impossible d'en céder quelque partie[610]. Le Hamas n'oublie pas de réitérer son attachement au credo de la Confrérie et par là sa vocation universaliste : "Allah est notre but, le Prophète est notre modèle, le Coran notre Constitution, le jihad notre voie et le martyr pour la gloire de Dieu notre souhait (art.8)"[611]. On a donc, ici, combinés, dans la charte constitutive du Hamas, l'objectif nationaliste et l'idéal des Frères musulmans, soit un nationalisme religieux. La voie du jihad devant être empruntée pour libérer la Palestine.

Ce faisant, le mouvement islamiste se réapproprie les valeurs nationales de l'OLP, en les reformulant avec les catégories du langage islamique, et "transfère sur le terrain culturel et symbolique, la dynamique nationale initiée en son temps, sur le terrain politique, par la première génération des nationalistes laïques[612]". Les islamistes reformulent les catégories conceptuelles des nationalistes laïcs avec les leurs, puisées dans l'Islam. Ceci indique au moins une chose : le Hamas ne représente pas un changement radical entre la vision islamique universaliste de la Mujamma et l'attention exclusive portée sur la scène nationale palestinienne, on peut même dire qu'il s'agit d'une conversion tactique à la revendication nationale. La déclaration, en 2003, de Mahmoud Zahar, porte-parole du mouvement, est éclairante à cet égard : " Dans le

[609] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.178
[610] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.181
[611] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.180
[612] F. Burgat, *L'islamisme en face,* Paris, La Découverte, 1995, p.177

futur, un Etat islamique sera établi. Il couvrira la Palestine, l'Egypte, la Syrie, la Jordanie, etc.[613]" La libération de la Palestine n'est qu'un préalable à la fondation d'un super Etat arabe et islamique. Zahar semble préconiser, pour un futur indéterminé, un panarabisme mâtiné d'islamisme à moins que cela ne soit un panislamisme exclusivement arabe.

Nonobstant, pour l'heure, les Palestiniens en sont encore à l'étape précedent le panarabisme, c'est à dire le nationalisme. Les islamistes ont bien compris que c'est la fibre nationaliste qu'il faut faire vibrer. Ils n'excluent pourtant pas, bien au contraire, d'en appeler au sentiment patriotique de la nation arabe, puis islamique, car la Palestine, si elle est palestinienne avant tout, est aussi arabe et islamique. C'est de ce constat qu'émane la théorie des cercles concentriques[614] concernant la libération de la terre sacrée de Palestine. Celle-ci incombe en première instance aux arabes : le peuple palestinien d'abord, les nations arabes ensuite ; puis viennent les nations islamiques. Cette théorisation de la lutte de libération s'apparente à celle développée, pour le cas afghan, par le cheikh palestinien Abd Allah Azzam, au milieu des années quatre-vingt.

Finalement, les islamistes semblent estimer que le sentiment national est plus à même que l'Islam de mobiliser les Palestiniens et les arabes, ce qui nous amène à la conclusion d'Olivier Roy selon laquelle : "le Hamas palestinien, c'est bien le nationalisme teinté de panarabisme qui est le vecteur principal de la dynamique des islamistes et non l'islam[615]".

Une chose ici apparaît : les islamistes sont des pragmatiques et non comme on veut souvent le penser des fanatiques. Ils sont capables de se plier aux contraintes et d'épouser les formes de la réalité pour survivre, sans toutefois renoncer à l'objectif ultime.

Parallèlement à la reformulation de l'idéologie, la nouvelle stratégie de reconquête du territoire par l'action armée ou jihad, necessite une restructuration de l'organisation. L'appareil de la daawa, pour la propagande religieuse et le travail social, doit être augmenté d'un bureau politique et doté d'une organisation militaire.

---

[613] 19. 06. 2003, *Le Hamas face au choix de la trêve*, P. Prier, Gaza, Le Figaro
[614] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.44
[615] O.Roy, *Le post-islamisme*, Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée, n°86-87

2.1.2. *Structure du Hamas naissant*

Une grande partie de la structure du Hamas est héritée de celle de la Mujamma. Organisation populaire religieuse, les activités de la Mujamma sont essentiellement sociales et culturelles. Elles ont pour objectif de préfigurer l'Etat islamique à venir.

Le Hamas quant à lui est un mouvement politique, nationaliste et religieux, dont l'objectif, un Etat palestinien sur l'ensemble de la Palestine mandataire, doit être réalisé par le biais de l'action armée. Cet objectif répond à la volonté de domination politique et d'hégémonie idéologique du mouvement ce qui l'amène à s'étendre de la bande de Gaza à la Cisjordanie. En outre, la rébellion populaire et le contrôle de la violence nécessitent une structure basée sur des relations horizontales et une chaîne de commandement verticale. Le mouvement est obligé de développer des capacités institutionnelles civiles et militaires plus importantes, notamment pour la mobilisation et l'encadrement de la population. A l'intensification des activités de masse, le Hamas répond logiquement par plus de bureaucratie et une structure plus formelle que celle de la Mujamma.

Ce besoin répond aussi à des contraintes exérieures. A partir de septembre 1988 et surtout en mai-juin 1989, Israël procède à des arrestations massives provoquant en retour un renforcement de la discipline, du secret, de la compartimentation horizontale et de la hiérarchie.

L'infrastructure du Hamas première version est la suivante[616] : 1° l'appareil de la daawa demeure quasiment inchangé. Ses activités, organisées autour de la mosquée, comprennent le religieux, l'éducatif, le sportif et les activités sociales. Un processus de recrutement actif qui n'existait pas auparavant et le soutien aux familles des martyrs et des prisonniers dans les géôles israéliennes. 2° la section politique est créée dans les premiers temps de l'Intifada. Sa fonction consiste à diriger les activités quotidiennes de l'Intifada. 3° l'appareil de sécurité intérieure, al-Majd, créé en 1986, dont les principales fonctions sont de gagner le contrôle de la population locale, de rassembler des informations sur les collaborateurs palestiniens d'Israël et sur ceux qui dévient de la loi islamique, et d'appliquer les châtiments. 4° l'appareil militaire, composé de cellules

[616] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.156

militaires secrètes, connu sous le nom de "Saints combattants de l'Islam". Celui-ci fusionnera avec les Brigades Izz al-Din al-Qassam à partir de 1992.

2.1.3. *Le Hamas, une entité organique*

Le grand atout du Hamas, c'est sa nature organique. Le mouvement, en tant qu'héritier de la Mujamma, plonge ses racines dans un réseau d'institutions sociales et d'infrastructures communautaires, relié aux mosquées. Ces dernières fournissent au mouvement une tribune politico-religieuse pour galvaniser les foules de croyants, légitimer son action et dispenser des directives. Elles constituent aussi un réservoir humain de militants et d'activistes potentiels. Voilà qui offre une bonne chance de survie au mouvement face à la répression. L'existence du Hamas est assuré par le flot constant de militants qui deviennent des activistes du mouvement et parfois entreprennent spontanément des actions, régénérant l'avant-garde politique et armée du mouvement.

2.2. L'Intifada ou l'intensification de l'action armée

La rencontre de la vocation politique et militaire du mouvement avec le terrain se traduit par des confrontations de plus en plus fréquentes entre le Hamas et le Fatah de Yasser Arafat. De même, les actions armées menées contre Israël, toujours plus nombreuses, engendrent des ripostes israéliennes de plus en plus sévères et coûteuses pour le mouvement. En ce qui concerne les compatriotes palestiniens des autres groupes nationalistes, notamment le Fatah qui est le plus puissant, la consigne est d'éviter les confrontations et la guerre civile est définie comme la ligne rouge à ne jamais franchir. En ce qui concerne, les attaques contre Israël, il s'avère que les dispositions prises et les efforts faits pour rester un mouvement clandestin ne soient pas suffisants. Les directions militaire et politique sont régulièrement affaiblies par des raids israéliens. Les arrestations et expulsions de septembre 1988, puis de mai-juin 1989[617], imposent un redéploiement du mouvement à l'étranger.

[617] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.56

2.2.1. *Le leadership du cheikh Ahmad Yassine*

Toutes les activités du Hamas pendant l'Intifada sont dirigées directement par le cheikh Yassine[618], entouré de ses plus fidèles lieutenants, Ismaïl Abou Chanab, Salah Chahada, Abd al-Aziz Rantisi, Mahmoud al-Zahar et Moussa Abou Marzouq. Des groupes d'intervention, chargés de la plupart des actions journalières, sont formés. Ils veillent notamment au respect des consignes de grève et de boycott du travail en Israël.

Le Hamas est organisé en un petit nombre d'activistes qui coordonnent et activent un large réseaux de supporters à travers les mosquées. Les imams sont souvent des membres du mouvement qui sont en contacts avec les associations d'étudiants islamiques et dirigent les services communautaires. Durant les premiers mois de l'Intifada le Hamas n'appelle pas à des démonstrations de masse, ne pouvant risquer un affrontement avec les forces de sécurité israéliennes. Ceci explique en partie la relative tolérance du gouvernement israélien à l'endroit du Hamas qui n'est déclaré organisation terroriste, à l'instar du Jihad islamique, qu'en juin 1989, soit dix-huit mois après le début de l'Intifada. A partir de l'été 1990, les forces de sécurité israéliennes commencent à perquisitionner dans les mosquées de la bande de Gaza et de Cisjordanie.

2.2.2. *Plus d'opérations armées pour prendre la tête du mouvement de libération*

La première année, les activités militaires du Hamas sont relativement limitées avec 10 opérations[619] : d'ouvrir le feu sur des soldats israéliens ou les transports de civils dans la bande de Gaza, à l'utilisation de charges explosives sur les routes contre les véhicules israéliens. A ce stade, l'infrastructure opérationnelle du Hamas manque encore d'expérience. L'appareil militaire, composé de cellules secrètes, est connu sous le nom de « saints combattants de l'islam ». Celui-ci sera par la suite associé aux fameuses Brigades Izz al-Din al-Qassam qui apparaissent fin 1991-début 1992. Etant donné le manque de préparation de l'appareil militaire du Hamas au début de l'Intifada, l'accent se porte sur l'acquisition d'armement, la mobilisation des cadres et

[618] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.55
[619] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 57

l'entraînement des forces au maniement d'armes et explosifs, ainsi que sur le jihad interne, c'est à dire l'élimination des collaborateurs palestiniens avec Israël.

La deuxième année de l'Intifada, le nombre, l'envergure, le degré de sophistication et l'audace des opérations du Hamas augmentent significativement pour atteindre 32 opérations armées[620]. L'enlèvement et l'assassinat de soldats israéliens, en janvier et mai 1989, sont les opérations les plus représentatives de cette hausse qualitative des actions du Hamas. De plus, la deuxième année de l'Intifada, le Hamas étend ses activités militaires à la Cisjordanie, notamment Hébron.

Malgré cet activisme, le Hamas est encore loin derrière l'OLP en terme de prestige aux yeux des Palestiniens mais son aura ne cesse de grandir. Le message du Hamas de "guerre sainte" se révèle une réponse particulièrement efficace et concrète à la violence israélienne contre les Palestiniens. Elle donne au concept de jihad un aspect tangible et immédiat.

2.2.3. *L'arrestation du cheikh*

En septembre 1988, une rafle des forces armées israéliennes prend pour cible des têtes du Hamas à Gaza, obligeant le cheikh Yassine, qui reste en liberté, à segmenter encore plus rigoureusement le mouvement. Il nomme pour ce faire, Ismaïl Abou Chanab à la tête du commandement général du Hamas dans la bande de Gaza et Nizar Awad Allah à la tête de l'organisation armée[621]. Il divise en plus, la bande de Gaza en cinq districts, chacune sous le commandement de nouveaux cadres qu'il désigne. L'enlèvement et l'assassinat du deuxième soldat israélien, en mai 1989, entraine l'arrestation du cheikh lui-même et de certains chefs de la branche militaire. Ces arrestations paralysent le Hamas et crèent un vide au niveau de la direction du mouvement.

2.2.4. *Une nouvelle ère*

Le Hamas, décapité après moins de deux ans d'existence, est récupéré par Moussa Abou Marzouq[622], un disciple de Yassine. Il se fait le maître d'oeuvre de la

[620] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 57
[621] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 58
[622] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.58

restructuration du mouvement depuis la Jordanie qui va jouer un rôle prépondérant dans cette phase de l'histoire du Hamas. Le royaume Hachémite constituera, pour les dix années à venir, un sanctuaire pour le mouvement. Deux facteurs peuvent l'expliquer en partie : la rivalité entre le régime jordanien et l'OLP, déjà évoquée plus haut, et la solidarité islamique entre les Frères jordaniens et le Hamas. Ces conditions permettent au Hamas d'utiliser le territoire jordanien pour abriter ses instances dirigeantes, politiques et militaires, et faire de la Jordanie un maillon essentiel de son réseau de financement.

L'arrestation du cheikh Ahmad Yassine ouvre donc une nouvelle ère. Celle-ci n'est pas en rupture avec la précédente mais la continue. Elle procure en outre au mouvement plus de stabilité. En effet, le Hamas dispose désormais d'une double panoplie de dirigeants, ceux de l'extérieur et ceux de l'intérieur. Voilà qui diminue son exposition aux représailles israéliennes ainsi qu'aux mesures répressives éventuelles des faucons du Fatah, en revanche elle ouvre la voie aux désaccords qui ne manqueront pas de surgir.

Cette restructuration ouvre en outre des perspectives internationales qui se traduisent par des volumes de financement plus importants, des appuis politiques internationaux et un soutien logistique et militaire efficace.

3. La restructuration du Hamas

La restructuration du mouvement se fait en deux temps, un premier temps qui correspond à une réorganisation de la structure politique, financière et opérationelle du Hamas, et un deuxième temps qui correspond à une internationalisation de sa cause. La construction d'un réseau d'influence idéologique, militaire et financier en est la manifestation.

Ce changement est aussi dû à la qualité des nouveaux dirigeants du mouvement qui ne sont désormais plus seulement issus des territoires. Ce sont de jeunes technocrates qui appartiennent à la frange radicale du Hamas et dont certains, comme Moussa Abou Marzouq, sont d'anciens disciples du cheikh Yassine.

3.1. Moussa Abou Marzouq, architecte du Hamas nouvelle version

Moussa Abou Marzouq est né dans le camp de réfugiés de Rafah en 1951[623]. Il est issu d'une famille pauvre qui donne la primauté à l'éducation. Rafah a longtemps été un bastion du militantisme islamique et c'est dans ses mosquées, ces centres sociaux et sur ses terrains de jeu que Marzouq se familiarise avec l'idéologie islamiste. Encore adolescent, Moussa est présenté au cheikh Yassine qui en fait un de ses disciples. Cette rencontre est décisive pour l'avenir du jeune Moussa. Entre 1970 et 1976, le jeune protégé du cheikh fait ses études à l'université du Caire, au moment où les Frères égyptiens reviennent sur le devant de la scène politique égyptienne.

En 1976, Moussa part pour Abou Dhabi. Il est déjà reconnu comme un leader des Frères et voyage au Moyen-Orient dans le puissant monde politique et financier de la Confrérie. En 1978, lorsque s'ouvre à Gaza l'université islamique, il fait d'emblée parti de la direction de l'université, composée de 15 membres.

En 1982, il part pour les Etats-Unis parfaire ses études et obtient un PhD en ingénierie à l'université d'Etat de Louisiane, Columbia. En 1991, il déménage en Virginie.

Avec l'Intifada de 1987, il s'implique et coordonne la politique du mouvement dont il fait parti des cadres dirigeants. Il s'occupe notamment de l'aspect financier, redistribution des aides financières pour alimenter la révolte et soutien aux familles des martyrs et jeunes emprisonnés.

Moussa Abou Marzouq arrive donc, en 1989, à Gaza à la tête d'un groupe de jeunes activistes pour réinventer le Hamas. Ceux-ci sont partisans de la révolution islamique et de la réislamisation par le haut, c'est à dire par le contrôle de l'appareil étatique, plutôt que de la réislamisation par le bas, à travers la propagande religieuse qui s'effectue grâce aux activités communautaires. Ils exercent des professions libérales, ce qui explique en partie leurs qualités de leader et d'organisateur, et leur capacité à lever des fonds auprès de gouvernements arabes et islamiques ou de communautés musulmanes à travers le monde. Ce dernier point constitue la véritable source de leur légitimité.

[623] 19. 08. 1996, *op. cité*, The Quandary

3.1.1. *Structure du Hamas à l'intérieur des territoires*[624]

Marzouq et ses acolytes introduisent une stricte hiérarchie. Ils divisent la Cisjordanie et la bande de Gaza, en sept et cinq districts respectivement. Chacun de ces districts possèdent un commandement propre, composé de quatre comités : éducation, publication, finance et assistance aux prisonniers. Ce dernier comité apporte une aide financière aux familles des détenus, paye les frais pour leur défense et leur alimentation en prison.

Chaque district est lui-même divisé en sous-districts qui comptent quatre appareils : sécurité, propagande religieuse, activité politique et coordination. Chaque sous-district est divisé à nouveaux en unités locales qui correspondent aux villages et camps de réfugiés. Les unités locales sont divisées en cellules, dirigées par un superviseur, responsable de deux ou trois cellules qui comptent de trois à cinq membres. On retrouve là l'organisation mise en place par les Frères égyptiens avec son système de branches et de familles.

Les unités locales sont soigneusement compartimentées : chaque personne membre, chaque district et unité, sont identifiés par un numéro et un code. Les membres de chaque cellule connaissent seulement les autres membres de la cellule et leur superviseur. Les membres de chaque unité peuvent communiquer entre eux mais pas avec les membres d'unités dans d'autres districts. La communication entre différentes unités, opérant dans différents districts, est prise en charge par l'appareil de sécurité intérieur dont les membres agissent comme courrier.

En pratique, cette compartimentation explique que les dirigeants du Hamas, à l'intérieur comme à l'extérieur, sont parfois surpris par des opérations militaires, dont ils n'avaient pas connaissance a priori. Elle permet aussi de laver la direction politique du Hamas des accusations de terrorisme et lui évite en théorie les risques de représailles israéliennes ou de l'Autorité palestinienne. En outre, et à la décharge des dirigeants du Hamas, il est fréquent que des individus, sans affiliation avec le mouvement, prennent l'initiative d'actes violents.

[624] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 58 et 158

Malgré cette structure très ségmentée, Israël réussit à frapper le Hamas à plusieurs reprises, destabilisant sa structure hiérarchique en créant des vides au plus haut de l'organisation. Les activistes d'en bas, les opérationnels, souvent des jeunes gens éduqués de la basse moyenne classe, ont de ce fait une grande marge de manoeuvre, certainement disproportionnée par rapport à leur perception politique et à l'impact des actions militaires qu'ils entreprennent contre Israël. Ce fait souligne la nature organique de la structure du Hamas et la difficulté à lutter contre ses manifestations de violence.

3.2. La direction de l'extérieur

Le quartier général du Hamas dans un premier temps situé à Springfield, Virginie, puis à partir de 1993, à Amman en Jordanie, sert de lien vital avec la direction du mouvement à l'intérieur des territoires occupés. La nature instable de la direction du Hamas entre 1989 et 1993 est illustrée par la localisation, en 1992/1993, du commandement militaire du Hamas à Londres[625]. A partir de 1993, les USA qui déclarent le Hamas, organisation terroriste, oblige le mouvement à s'intaller fermement à Amman[626]. C'est à partir de la capitale jordanienne que se détermine désormais la politique du Hamas et ses activités militaires. Le mouvement y jouit d'un statut semi-légale et peut opérer ouvertement jusque fin août 1999, c'est à dire bien après la signature des accords de paix dit du " Wadi Araba", en octobre 1994, entre Israël et la Jordanie.

3.2.1. *Sa structure*[627]

Tout en haut de la nouvelle organisation du Hamas on touve le Majlis al-Chura, ou Conseil consultatif, et le Maktab al-Siyasi, ou Bureau politique. Le premier est composé de 12 membres en majorité non palestiniens. Il sert d'autorité religieuse suprême. Son rôle : apporter des justifications dogmatiques et morales à la politique du Hamas.

---

[625] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.58
[626] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.58
[627] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.161

Le Bureau politique, composé de 10 membres, est responsable de la politique du Hamas et de son application. Jusqu'à son arrestation aux USA fin juillet 1995[628], c'est Mousa Abou Marzouq qui en assure la direction avec l'aide de son bras droit, Khaled Michaal. Les autres figures importantes de cette direction de l'extérieur, basée à Amman, sont Ibrahim Ghawcha, porte-parole du Hamas et Mohammad Nazzal, représentant du Hamas en Jordanie. Le Hamas compte aussi des représentants en Iran, au Liban, en Syrie et au Soudan[629]. Les plus connus, Imad al-Alami et Usama Hamdan, respectivement en Syrie et au Liban, sont toujours actifs aujoud'hui.

Le Bureau supervise les activités locales du Hamas à travers trois comités : propagande religieuse, finance et affaires internes. Afin d'assurer le contrôle sur les unités locales et leurs activités quotidiennes, le Bureau forme deux organes de coordination : l'Unité administrative et le Bureau de Gaza et de Cisjordanie. Le premier est chargé de coordonner les activités de l'appareil de la daawa et des appareils de sécurité. Le second, divisé en trois sous-comités : politique, militaire et propagande, sert de bureau de liaison entre les quartiers généraux de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

3.2.2. *Un appareil institutionnel plus formel...*

La nouvelle structure souligne l'importance de la direction de l'extérieur sur celle de l'intérieur. Cette prééminence de la direction de l'extérieur est proportionnelle à sa maîtrise des ressources financières et à sa capacité à alimenter les directions de l'intérieur et ses institutions. L'aide financière dispensée est nécessaire non seulement pour entretenir les activités administratives, politiques et militaires, soutenir les familles des martyrs et des prisonniers, mais aussi pour améliorer la stature politique du mouvement en étendant ses services sociaux, sa pénétration des institutions de la société civile et lui permettre ainsi de rivaliser avec les organisations nationalistes laïques qui dominent en Cisjordanie et à Gaza. Pour ce faire, le Hamas se dote de structures administratives afin de centraliser ses activités médicales et éducatives qui

[628] 19. 08. 1996, *op. cité*,The Quandary
[629] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.162

constituent le noyau dur de sa légitimité et un réservoir de ressources humaines pour son action, aussi bien politique que militaire.

L'Association scientifique[630] pour la médecine coordonne les activités des infirmiers, des cabinets dentaires et de la banque de sang. Les tarifs pratiqués sont d'un montant symbolique et pour les plus démunis, les prestations sont gratuites. On peut imaginer l'impact de telles dispositions sur une population qui vit dans sa grande majorité dans les camps de réfugiés à Gaza et en Cisjordanie, et dont 70% dispose de moins de deux dollars par jours pour subvenir à leurs besoins selon la Banque mondiale[631].

L'Association pour les sciences et la culture[632] coordonne les activités d'enseignement, du jardin d'enfant à l'enseignement secondaire. L'ensemble du système éducatif fonctionne par et selon les références islamiques : apprentissage du Coran dès le plus jeune âge, approfondissement du catéchisme islamique, séparation des garçons et des jeunes filles. Mais aussi, l'endoctrinement religieux des jeunes pour en faire de bons musulmans. En 1992, "un guide pour l'étudiant musulman" précise les préoccupations de bon aloi et la voie droite pour l'étudiant musulman[633] : "je ne viens pas à l'école seulement pour étudier... même si je dois le faire en tant que musulman. Je dois trouver le chemin étroit entre mes études et la daawa (l'appel) pour Dieu, pour laquelle nous avons été créée par Dieu. Souvenez-vous toujours ! l'appel pour Dieu est la plus haute et honorable action ; c'est le devoir du Prophète et de ses suiveurs."

Le Hamas, qui est un mouvement populaire, s'est construit un vaste appareil de propagande, coordonné par le Conseil suprême pour l'information islamique. Celui-ci prend en charge la couverture médiatique des activités du Hamas, les déclarations de ses dirigeants et les relations avec la presse internationale. On compte aussi une agence de presse, al-Quds Press, qui dispose de bureaux à l'étranger et dans les principales villes palestiniennes[634].

Le Hamas, dont l'objectif est le pouvoir politique, s'implique avec les forces vives du peuple palestinien par le biais des syndicats, étudiants et professionnels, et avec les

---

[630] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.157
[631] 26. 07. 2002, BBC World News web site
[632] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 157
[633] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 157

travailleurs, en particulier dans les zones urbaines. En 1992, le Hamas crée l'Union des travailleurs islamiques[635]. Le mouvement profite de cette structure pour l'utiliser comme un forum politique et religieux. Il y organise des conférences sur la loi islamique du travail, ponctuées de prêches. Enfin, l'Association des clercs de Palestine, créée en 1992 et composée des diplômés des universités islamiques de Cisjordanie et de Gaza, sert d'instrument de légitimation islamique du mouvement. Cette structure, néanmoins ne durera pas et le Hamas la remplacera par la Ligue des théologiens palestiniens en 1995[636].

Pour consolider ses activités civiles, le Hamas offre des programmes de formation à ses membres pour plus d'efficacité dans leurs fonctions administratives et surtout publiques. Les résultats ne se font pas attendre et la société civile vient à la rencontre du mouvement.

3.2.3. *Pour plus d'efficacité et de succès sur le terrain*

Parallèlement à cette restructuration du Hamas qui prend soin de différencier et séparer ses appareils militaires de ses institutions communautaires et sociales, le mouvement cherche à ramener dans son giron les associations et syndicats ou du moins à y prendre pied plus fermement. La période de l'Intifada constitue une période particulièrement propice pour le Hamas. Elle permet une coïncidence optimale entre l'idéologie du mouvement, sa stratégie politique et son action de résistance sur le terrain. Cette synergie se traduit par une redistribution de popularité entre les différentes forces politiques. En fait, derrière une façade unifiée de résistance à l'occupant se trame une lutte intense pour l'hégémonie sociale, selon deux logiques du nationalisme, l'une laïque et l'autre religieuse.

La pénétration par le Hamas, des institutions publiques et de la société civile durant l'Intifada, se situe dans le prolongement du travail d'entrisme commencé par les Frères dans les années 1970. A cette époque, les membres de la Mujamma tentent systématiquement de gagner des représentations officielles dans les chambres de

[634] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 157
[635] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 158
[636] 23. 12. 1998, BBC-SWB-MO, *Hamas said increasing activity in Lebanon refugee comes*, text of report by Israeli newspaper, Haaretz on 21st December

commerce, les associations de travailleurs, les syndicats professionnels et les organisations étudiantes. Ces efforts s'intensifient avec l'Intifada.

En 1992, la course à l'hégémonie sur les institutions publiques et de la société civile atteint son paroxysme. On assiste à une véritable compétition.

A Gaza, le bloc nationaliste, Fatah, FPLP et FDLP, gagne les élections des syndicats des ingénieurs, des médecins et des avocats, les islamistes quant à eux gagnent les élections de la chambre de commerce.

En Cisjordanie, à Hébron, les islamistes remportent les élections de la chambre de commerce et de l'association des étudiants de l'Institut polytechnique et de l'université Khalil. Les nationalistes laïcs gagnent quant à eux, dans cette ville très religieuse de Hébron, le contrôle sur l'Association du Croissant-rouge.

La plus surprenante victoire électorale du Hamas a lieu à la chambre de commerce de Ramallah où siègent un grand nombre de chrétiens. Elle est considérée traditionellement comme un bastion du nationalisme laïc. Le mouvement islamiste remporte aussi les élections du Comité des anciens étuidants des instituts de l'UNRWA. Les nationalistes gagnent quant à eux les élections étudiantes des instituts pour les réfugiés de Qalandia.

A Naplouse, les nationalistes s'attribuent, d'une courte tête, la direction de la chambre de commerce, 48% contre 45%. Ils remportent en revanche tous les sièges de l'Association des professeurs de l'université al-Najah. Le Hamas remporte, avec 80% des votes, l'Association des anciens élèves des instituts de l'UNRWA.

A Jérusalem, les islamistes récoltent 43% des voix versus 47% pour les nationalistes, aux élections du syndicat des travailleurs de la compagnie électrique. Les nationalistes remportent tous les sièges de l'Union des travailleurs de l'hôpital al-Muttali, tandis que le Hamas gagne une majorité au sein de l'Union homologue de l'hôpital Maqasid. Le Hamas remporte aussi tous les sièges au conseil des étudiants du Collège al-Umma de Jérusalem, 64.5% versus 39.5%[637].

Le développement du Hamas et ses victoires électorales sont si impressionnants, spécialement après la Conférence de Madrid fin 1991, que la délégation palestinienne qui négocie à Madrid demande le report des élections municipales qu'Israël souhaite

[637] on retrouvera tous ces résultats dans : Shaul Mishal & Avraham Sela,, *op. cité*,p. 90

tenir en Cisjordanie et à Gaza. De même, c'est la conscience que le mouvement acquiert un poids politique important qui pousse la direction du Hamas à demander 40% des sièges de la centrale palestinienne, l'OLP, lorsque celle-ci lui offre de l'y intégrer. Le Hamas sait parfaitement qu'il n'aura pour toute réponse qu'une proposition très en deçà de sa revendication. Le mouvement ne souhaite pas entrer dans l'OLP, à moins d'en prendre le contrôle. Il est au faîte de sa puissance dans les territoires, contrairement à l'OLP qui mise sur son soutien international. Il est temps pour le Hamas de développer cet aspect là s'il veut un jour peser réellement sur la politique du pays.

4. Structuration d'un réseau international autour du Hamas

Parallèlement à l'oeuvre de structuration du Hamas, depuis la Jordanie, qui institue une chaîne de commandement verticale entre les directions de l'extérieur et les directions et activistes de l'intérieur, les technocrates, qui assument désormais la direction du mouvement au niveau politique médiatique et militaire, construisent un réseau de relations internationales de type politique, logistico-militaire et financier. La logique des cercles concentriques est ici respectée puisque les maillons principaux du réseau sont les pays arabes : Jordanie, liban, Syrie, Arabie Saoudite, Koweït, ainsi que la diaspora palestinienne ; islamiques : Iran, Soudan et les communautés musulmanes de par le monde, en particulier aux USA et en Europe de l'Ouest. Ce faisant, le Hamas devient structurellement similaire à l'OLP avec ses représentations politiques et ses groupes de soutiens basés dans divers pays musulmans et occidentaux.

4.1. Le rôle central de la Jordanie

Les liens historiques qui existent entre le royaume Hachémite et la Cisjordanie, la proportion importante de Palestiniens qui vivent en Jordanie et de Jordaniens d'origine palestinienne, enfin les relations de fraternité entre le Hamas et les Frères jordaniens font de ce pays un sanctuaire et une plaque tournante politique, logistique et financière pour le Hamas.

Déjà, dans la deuxième moitié des années soixante-dix, le rôle de la branche jordanienne des Frères s'est révélé déterminant pour les Frères palestiniens. En effet, ce sont les Frères jordaniens qui permettent de nouer des liens entre la Mujamma et les institutions islamiques d'Arabie qui fournissent une aide financière généreuse. C'est grâce notamment aux pétro-$ que la prise de contrôle par la Mujamma de l'Université islamique de Gaza, au début des années quatre-vingt, est rendue possible. De même, les liens entre le cheikh Yassine et les Frères musulmans de Jordanie servent le Hamas avant son arrestation. Le guide des Frères jordaniens, Abd al-Rahman Khalifa, lui fait parvenir entre décembre 1987 et août 1988, un demi million de dollars. L'argent entre dans les territoires par le biais de bureaux de change et d'émissaires[638].

Le statut semi-légal et l'impunité dont jouit le Hamas dans le royaume seront mis à profit. Le commandement militaire en fait la base arrière de son action armée contre Israël et collabore militairement avec des groupes islamistes combattants et les pays arabes et islamiques voisins. Le politburo coordonne la politique du mouvement dans les territoires, tout en maintenant un contact étroit avec les partenaires islamistes. Il développe en outre un réseau de financement, impressionnant par la diversité des sources.

4.1.1. *La coopération logistique et militaire*[639]

Le Hamas utilise à des fins d'entraînement des appartements loués à Amman. Il y enseigne le maniement des armes, dont des dépôts appartenant au mouvement sont régulièrements découverts dans la banlieue de la capitale jordanienne[640], et la confection d'explosifs à ses membres activistes avant de les envoyer en Cisjordanie et à Gaza. Les contacts entre les Brigades Izz al-Din al-Qassam et les membres basés en Jordanie se font par le biais de téléphones portables obtenus grâce à de fausses cartes d'identités jordaniennes.

Les contacts, que le mouvement en Jordanie entretient avec le Hezb Allah au Liban, le FPLP en Syrie, avec la bénédiction des autorités syriennes, les officiels

[638] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 55
[639] 12. 08. 1996, BBC-SWB-MO, *Israeli paper..., op. cité*
[640] 25. 09. 1999, BBC-SWB-MO, *Jordanian officials say Hamas controls "extremist wing" of Muslim Brotherhood*, Text of report by Radio Monte-Carlo on 23rd September

Iraniens ou les autorités soudanaises, lui permettent d'organiser des sessions de cours sur la sécurité et des entraînements militaires partout dans la région. Des camps de réfugiés autour de Damas en Syrie, de Saïda et Beyrouth au Liban, aux camps d'entraînement en Iran ou au Soudan. Ces cours sont destinés aussi bien aux militants du Hamas résidants dans les territoires Palestiniens qu'à des Jordaniens, souvent des étudiants[641]. Ce mouvement s'accélère en 1998 et 1999.

Au cours de l'année 1996, l'Autorité palestinienne qui est installée physiquement à Gaza depuis mai 1994, cherche à circonvenir les activistes du Hamas. Elle découvre une organisation armée en Cisjordanie et à Gaza, composée de 70 membres. Celle-ci est financée et prend ses instructions directement en Jordanie, quant à sa ligne spirituelle, elle trouve sa source en Iran. Ce nouveau groupe qui s'organise avec l'aide du Hamas en Jordanie, vient remédier au vide créer par les arrestations massives de l'AP.

Le Hamas, enfin, entretient des liens avec les services de sécurité syriens, irakiens, égyptiens et qataris, collecte l'information des services de sécurité jordaniens et palestiniens en essayant de les ifiltrer, et rassemble des données sur les hommes politiques jordaniens, de la sécurité et de l'armée jordanienne[642]. La coopération entre le Hamas et les Frères jordaniens se fait aux niveaux organisationnel, militaire et financier.

4.1.2. *Financement et coopération financière*

Comme on l'a signalé plus haut, la Cisjordanie est annexée par la Jordanie en 1950. Après la victoire israélienne sur les armées arabes et la conquête de l'ensemble de la Palestine mandataire par l'armée de l'Etat hébreu en 1967, les lieux saints musulmans de Cisjordanie et de Jérusalem-Est restent sous la responsabilité de l'administration des waqf jordanienne. A ce titre l'entretien des mosquées et le salaire de 4000 fonctionnaires religieux, y compris les imams, lui incombe. Nombre de militants du Hamas sont ainsi financés directement par la Jordanie[643]. Amman pousse les

[641] 21. 09. 1999, *Muslim Brotherhood reacts to prime minister's statement on Hamas*, Text of report by Jordanian newspaper Al-Dustur on 19th September
[642] 28. 09. 1999, BBC-SWB-MO, *Report outlines charges against Hamas leaders*, excerpt from report by London-based newspaper Al-Hayat web site on 26th September
[643] Bassma Kodmani-Darwish, *op. cité*, p.203

responsables du Hamas à participer aux instances politiques locales aux côtés de l'Autorité nationale palestinienne, une manière de promouvoir ses intérêts de l'intérieur.

En plus de ce financement institutionnel, le Hamas investit dans des sociétés commerciales en Jordanie, ce qui lui assure un auto-financement, et collecte des fonds auprès de sociétés caritatives basées dans le royaume. Ceux-ci sont transférés par la suite à des sociétés et comités de la zakat dans les territoires occupés[644]. Globalement, une part importante du soutien financier, qu'il vienne d'Iran, des pays du Golfe ou de Palestiniens de la diaspora, transite par la Jordanie avant d'aller remplir les caisses du mouvement directement ou indirectement[645]. En effet, il n'est pas rare que des instituts culturels islamiques, des associations d'étudiants musulmans ou des écoles religieuses récoltent des fonds dont ils reversent une partie à des mouvements politiques ; ces fonds sont aussi partiellement reversés à des ONG auxquels ces entités culturelles sont souvent associées, de près ou de loin. Le cas de la Caisse de solidarité sociale "al-Aqsa and al-Quds", établie en octobre 2000 à Amman, au moment du sommet arabe consacré à la deuxième Intifada, est un exemple de financement indirect possible pour le Hamas. Cette Caisse de solidarité est dotée par les Etats musulmans d'un milliard de $ pour « préserver l'identité arabe et islamique de Jérusalem », contribuer à l'aide d'urgence et venir en aide aux « familles des martyrs qui tombent sous les balles de l'occupant ». Quoi de plus normal qu'une partie des 385 millions de dollars de dons, récoltés entre octobre 2000 et juillet 2001, finisse dans l'escarcelle des programmes sociaux du Hamas et soit donc aussi disponible pour alimenter l'action politique du mouvement[646].

Le mouvement en Jordanie peut se développer sans entrave et chercher à coopérer avec les pays voisins et les mouvements islamistes qui partagent des intérêts avec lui. Le Liban offre deux caractéristiques importantes pour le Hamas, c'est un pays qui subit l'occupation israélienne, depuis 1982, sur une partie de son territoire, et qui abrite un groupe islamiste à l'avant-garde de la lutte contre Israël, le Hizb Allah.

---

[644] 28. 09. 1999, BBC-SWB-MO, *op. cité*
[645] 16. 03. 1996, *Hamas : tough to uproot*, J. Kifner, NY Times service
[646] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.137

4.2. La connexion irano-libano-syrienne

On peut comprendre que le Hamas et le Hizb Allah s'entendent et coopèrent puisque, comme le dit Khaled Mechaal : "le Hamas et le Hezb Allah... mènent un même combat contre "l'ennemi sioniste" et emploient tout deux la méthode de la guérilla et de la résistance"[647]. Le Liban abrite de nombreux réfugiés palestiniens dans les camps du Sud-Liban et autour des principales villes libanaises, Saïda, Beyrouth ou Tripoli. Le Sud-Liban constitue le fief du Hizb Allah, au plus près de "l'ennemi sioniste". Ce sont les attaques spectaculaires du Hizb Allah, depuis 1983, contre les forces multinationales à Beïrout et les forces israéliennes, qui mettent fin à la présence américaine au Liban et forcent Israël à se retirer, en 1985, jusqu'à la zone de sécurité au Sud-Liban. Le Hizb Allah constitue un exemple pour le Hamas et incarne l'espoir lorsqu'après vingt-deux ans d'occupation israélienne, l'armée de l'Etat hébreu quitte le pays du Cèdre sous les coups de la résistance libanaise, incarnée par le groupe islamiste chiite. Ce fait est contesté par les responsables militaires israéliens. ils estiment avoir été volés d'une victoire militaire imminente sur le groupe libanais lorsque Ehud Barak leur a intimé l'ordre de se retirer du Sud-Liban en mai 2000[648].

Derrière le Hizb Allah, en résumé, on trouve la Syrie, qui dispose ainsi d'un moyen de lutte contre Israël, et l'Iran. La communauté chiite de rite duodécimain est la plus importante en nombre au Liban, comme en Iran, et pourtant constitue une minorité politique. L'Iran cherche à y promouvoir ses intérêts. La forte communauté chiite, les bons termes qu'entretiennent la Syrie et l'Iran, depuis la guerre Iran-Irak, et les intérêts communs à utiliser le territoire libanais, fournissent un début d'explication à la présence des milices du Hizb Allah dans ce pays. La coopération entre le régime syrien et le Hamas se fera plus manifeste encore, lorsque le mouvement trouvera asile à Damas, après son interdiction en Jordanie fin 1999.

Il semble que la relation durable entre le Hamas et le Hizb Allah trouve son origine dans l'expulsion de 415 activistes du Hamas et du Jihad islamique, vers le Sud-

[647] 07. 05. 2001, *Mideast : Hamas leader says Intifada becoming more sophisticated, interview de K. Mechaal*, Amman, in arabic for Al-Majd

[648] 18. 03. 2004, Courrier International, *Partir de Gaza oui, mais en vainqueur*, par Amos Harel, extraits du journal israélien Haaretz (Tel-Aviv)

Liban, le 17 décembre 1992, par le gouvernement élu, en juin 1992, d'Ytzhaq Rabin[649]. Parmi les déportés figurent Abd al-Aziz al-Rantisi, leader du Hamas dans les territoires occupés, et Mahmoud al-Zahar, son porte-parole. De nombreux cadres politiques, religieux ou éducatifs du mouvements, sans lien avec les activités militaires, feront les frais de cette politique expéditive.

4.2.1. *L'aide iranienne*

La décision d'expulser les activistes du Hamas intervient quelques semaines après que le mouvement soit arrivé à un accord stratégique avec l'Iran. Les contacts entre le mouvement et la République islamique remontent à novembre 1989[650]. Cette dernière s'engage bientôt à soutenir le Hamas politiquement et matériellement contre Israël et le processus de paix. En novembre 1992, soit un an après l'ouverture officielle d'un bureau de représentation du Hamas à Téhéran, Ibrahim Ghawcha, porte-parole du Hamas, se rend en Iran à la tête d'une délégation du mouvement et s'entretient avec le Guide spirituel de la Révolution, Ali Khaménaï, et le commandant des Gardiens de la Révolution, Muhsin Radaï. Les deux parties signent un accord qui stipule que l'Iran fournira au Hamas une assistance militaire et financière : Mary Ann Weaver du journal "Le New Yorker" estime que 10% du financement du Hamas vient d'Iran. Il est officiel, continu et comprend des entraînements au Sud Liban[651]; ainsi qu'une station radio au Sud-Liban et un soutien politique. Cet accord semble avoir poussé le Hamas à accroître ses opérations militaires contre Israël, la mort du policier israélien qui entraine l'expulsion sus-mentionnée des activistes en est l'illustration.

Cette initiative du gouvernement Rabin a de multiples conséquences, immédiates et ultérieures. L'OLP et le Hamas émettent pour la première fois depuis le début de l'Intifada, un communiqué commun. Les rangs des palestiniens se resserrent et les factions armées, toutes tendances confondues, décident de coordonner leurs efforts contre Israël. Au niveau international, alors que le monde regarde avec espoir les négociations de paix initiées avec la Conférence de Madrid, la déportation est perçue comme une atteinte aux Droits de l'Homme et déclenche des critiques acerbes contre

---

[649] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 96
[650] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.87
[651] 19. 08. 1996, *op. cité*, The Quandary

Israël. Les Palestiniens, OLP et Hamas en tête, en profitent pour conditionner la continuation des négociations de paix au retour des déportés. Enfin, dernière conséquence qui menace, depuis, la sécurité des citoyens israéliens : les attaques suicides et à la voiture piégée deviennent le modus operandi du Hamas contre Israël.

4.2.2. *Coopération militaire entre le Hizb Allah et le Hamas*

La présence des déportés dans les camps de réfugiés du Sud-Liban, fief du Hizb Allah, leur permet d'apprendre les techniques du groupe libanais. Outre la technique de mise à feu à distance des charges explosives via une montre ou un portable[652], le Hamas et le Jihad islamique adoptent la même procédure pour mettre au point leurs opérations suicides : préparation psychologique, lettre d'adieu et enregistrement sur support vidéo. Ce n'est pas une coïncidence, si la première opération suicide à la voiture piégée du Hamas est perpétrée peu après le retour des déportés dans les territoires occupés. En Avril 1993[653], un activiste du Hamas, membre des Bataillons, fait exploser une voiture contre des bus israéliens dans la vallée du Jourdain, sans faire de victimes. Un an plus tard, deux opérations suicides, le 6 et 13 avril 1994[654], sont menées à Afula et Hadera en Israël. L'escalade de la violence ne fait que commencer.

4.2.3. *Coopération religieuse sunno-chiite*

La coopération et les contacts entre le Hamas et le Hizb Allah ne sont pas que d'ordre militaire. Les deux mouvements qui puisent leur légitimité dans l'islam coopèrent aussi au niveau religieux, la préséance allant naturellement au Hizb Allah. Ainsi, lorsque le Hamas souhaite ouvrir un organisme religieux de référence pour les Palestiniens, de confession sunnite en majorité, demande-t-il la bénédiction du Hizb Allah. Fin 1998, le Hamas installe au Liban, la Ligue des théologiens Palestiniens. Cette institution devra servir de Conseil suprême pour les réfugiés, répondre aux questions d'ordre religieux qui intéressent les Palestiniens au Liban et émettre des fatwas ou avis juridiques en accord avec les lois du pays et les lois de la communauté chiite dominante. Ce nouvel organe du Hamas est bien accueilli par le mufti sunnite du Liban, cheikh Mohammed

---

[652] 17. 02. 2003, *Enquête sur les nouvelles armes du Hamas*, G. Malbrunot, Gaza, Le Figaro
[653] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 66
[654] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.73

Rachid Qabbani, et le cheikh Mohammed Husayn Fadl Allah, guide spirituel du Hizb Allah[655]. Voilà qui contribue à resserrer toujours plus les liens entre les deux mouvements islamistes.

4.2.4. *Gestion humanitaire et circuit de financement*

La population des camps est un réservoir humain important pour les mouvements islamistes ou laïcs. Chacun tente d'y renforcer sa présence. Or, si celle du Hamas ne cesse de grandir, l'influence de l'OLP puis de l'AP ne cesse de diminuer. A cela plusieurs raisons : la position pro-irakienne de l'OLP pendant la guerre du Golfe en 1991, a mis à mal ses finances. L'OLP puis l'AP ne sont plus en mesure d'exercer un contrôle et d'assurer la subsistance des Palestiniens de l'extérieur ; les liens transnationaux qu'entretiennent les mouvements islamistes, le Hamas et le Jihad avec le Hizb Allah et les Frères jordaniens mettent les islamistes palestiniens en position de reprendre eux même le travail d'entretien des liens entre les différentes communautés de réfugiés[656].

Le Centre pour le retour des Palestiniens, une branche du Hamas et des Frères jordaniens, établi dans les camps du Sud-Liban[657] est l'exemple typique de ce travail des islamistes auprès des réfugiés, dont le droit au retour est encore à conquérir. La Ligue des théologiens Palestiniens au Liban, citée plus haut, en est un autre exemple.

Mais c'est l'aide sociale dispensée par le Hamas ou les ONG affiliées qui est le plus représentatif de l'entreprise islamiste. Elle constitue, par ailleurs, le meilleur moyen de sécuriser le soutien populaire, tant elle est absolument indispensable à ces populations, et de les manipuler. La mosquée, comme point de ralliement et source de bienfaits spirituels et matériels, est inhérente à l'organisation générale de ces services, de même les tortueux circuits de financement sont caractéristiques des ONG islamiques.

Ainsi, l'ONG Human Appeal International, originaire de l'Emirat de Ajman aux EAU, proche de la branche palestinienne des Frères musulmans, s'investi dans les camps du Sud-Liban. Cette ONG a financé en partie la construction de somptueuses

[655] 23. 12. 1998, BBC-SWB-MO, *op. cité*
[656] Bassma Kodmani-Darwish, *op. cité*, p. 206
[657] 23. 12. 1998, BBC-SWB-MO, *op. cité*

mosquées dans le camp de réfugiés de Aïn al-Helwé, à Saïda. Le directeur local de l'organisation, le cheikh libano-palestinien, Ali Abbas, a aussi participé au financement. Certaines de ces mosquées sont contrôlées par le mouvement islamiste salafiste saoudien Hizb al-Ansar qui est très bien implanté parmi les palestiniens des camps. Cette ONG est en outre soupçonnée de faciliter le passage d'armes aux combattants musulmans en Palestine et en Bosnie. Enfin, le continuel besoin de financement aurait conduit l'organisation vers le trafic de diamant en Sierra Léone où l'on retrouve, en 1994, l'un de ses cadres assassinés[658].

Le financement représente le nerf de la guerre pour ces organisations humanitaires, mais aussi pour les mouvements politiques et leurs factions armées.

Le Liban, en particulier Beyrouth, est devenu l'un des principaux terminaux géographiques de l'aide financière saoudienne aux groupes islamistes. L'agence de presse palestinienne affiliée au Hamas, Al-Quds Press, chargée d'entretenir les relations avec les organisations amies, est particulièrement active à Beyrouth où elle gère non seulement l'argent du mouvement mais aurait aussi sous-traité des fonds pour d'autres groupes islamistes[659].

Le Hamas, qui trouve un sanctuaire en Jordanie, territoire à partir duquel il peut organiser ses activités militaires en coopération avec l'Iran, la Syrie ou le Liban, a un besoin en financement toujours plus important. Celui-ci est proportionnel à l'augmentation de ses activités militaires mais surtout sociales. A cet égard l'appui financier en provenance des riches monarchies du Golfe est crucial.

4.3. Contribution arabe à la cause palestinienne

Parallèlement, à la coopération logistico-militaire et financière avec la Jordanie et les organisations armées, en lutte avec Israël, ou humanitaires de gestion des réfugiés dans les camps des pays frontaliers, la nouvelle direction du Hamas réussit à drainer l'aide financière arabe des quatre coins du monde. Non seulement, on compte l'aide traditionnelle des pays du Golfe, mais aussi celle des communautés musulmanes en

---

[658] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.237
[659] R. Labévière, *op. cité*, p.154

Occident. Structurellement liés à ces flux financiers à l'échelle mondiale se mettent en place des canaux d'acheminement, opaques et complexes, du financement de la cause palestinienne.

4.3.1. *Monarchies du Golfe et pétro-$*

Le soutien de Arafat à l'Irak pendant la deuxième guerre du Golfe en 1991, prive le Fatah de l'aide saoudienne et koweïtienne. Le Hamas devient le principal bénéficiaire de l'aide aux Palestiniens en provenance de ces pays[660]. Des fondations, des centres culturels, des maisons d'édition et des ONG islamiques, comme Holy Land Foundation for Relief and Development, le Comité de bienfaisance et de solidarité, Palestine for Relief and Development-Interpal, qui ont des liens directs ou indirects avec le Hamas, bénéficient de cette manne providentielle[661].

Si l'on cherche à chiffrer la participation des monarchies du Golfe au budget du Hamas, on constate qu'en 1993/1994, selon une estimation des services de renseignement israéliens, le budget du Hamas est compris entre 30 et 50 millions de dollars, dont la moitié proviendrait des gouvernements iraniens, saoudiens et koweïtiens et de bienfaiteurs moyen-orientaux privés[662]. On a vu que l'Iran contribue à hauteur de 10%.

En 1996, le budget du Hamas est estimé à 70 millions de dollars[663]. Si l'on en croit Mary Ann Weaver 40 à 50% de l'argent vient de l'Arabie Saoudite et du Golfe. En 1998, l'Arabie Saoudite fait un chèque de 25 millions de $ au cheikh Yassine[664], soit quasi 33% du budget total. La contribution des pays du Golfe, et de l'Arabie Saoudite tout particulièrement, sert à renforcer le caractère islamique de la société palestinienne. Cela permet aussi au royaume saoudien de s'assurer une influence auprès d'une organisation appelée à jouer un jour un rôle politique en Cisjordanie et à Gaza. Enfin, c'est sa légitimité religieuse, en tant que Gardien des lieux saints de l'islam, que le royaume monnaye ainsi, apportant son aide pour guérir cette partie importante de la umma qui souffre.

---

[660] 14. 06. 2003, *Les "bombes humaines" du Jihad*, A. Jaulmes, Le Figaro
[661] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.256
[662] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.87
[663] 16. 03. 1996, J. Kifner, NY Times service

L'utilisation de cet argent est loin d'être toujours louable, ainsi l'ONG koweïtienne, International Islamic Charity Foundation est accusée d'incitation à la violence. Dans le cadre des programmes sociaux du Hamas qui accordent une scolarité gratuite aux enfants des martyrs, ainsi que d'autres services à leur famille, IICF alloue 1000 $ aux familles qui comptent un martyr et 500 $ pour celles qui comptent un blessé. Dans le même esprit, le gouvernement irakien accorderait jusqu'à 25 000 dollars par martyrs[665]. Israël s'insurge contre de telles pratiques que l'Etat hébreu considère comme un encouragement à la lutte et à la violence.

4.3.2. *La zakat, le devoir du bon musulman*

Si un grand nombre de pays arabes et musulmans se mobilisent pour venir en aide aux palestiniens, tous n'ont pas les moyens d'alimenter les caisses de l'OLP ou du Hamas comme les monarchies du Golfe. Mais chaque musulman contribue comme il le peut, en versant la zakat, à la défense de la cause palestinienne, démontrant son attachement à sa religion et sa volonté de vivre selon les preceptes de l'islam. Ainsi, en Egypte, sont arrêtés des militants islamistes parce qu'ils lèvent des fonds pour soutenir la deuxième Intifada palestinienne[666], qui a débuté en septembre 2000. Les musulmans ont l'obligation de donner la zakat. Avec l'Intifada, ils contribuent à la lutte du peuple frère palestinien.

La dépendance croissante du Hamas en financement extérieur a poussé la direction du mouvement à diversifier ses sources. La communauté musulmane en Europe de l'Ouest et aux USA va faire l'objet d'une stratégie de pénétration par la propagande. L'objectif de la manoeuvre : institutionnaliser la présence du mouvement dans les communautés palestiniennes, arabes et musulmanes aux USA et en Europe, spécialement en Grande-Bretagne et en Allemagne.

---

[664] 12. 04. 1998, *Saudi gift to Hamas raises terror fears*, M. Colvin, Sunday Times
[665] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.209
[666] 29. 10. 2001, *Hamas wins con...*, Gaza city, The Christian Science Monitor via Comtex newswire

4.4. Les communautés musulmanes d'Occident

Les Centres communautaires musulmans et les mosquées servent de relais et de points d'appui à la propagande pro-palestinienne du Hamas. On y organise des colloques, on y diffuse des brochures et des publications et on lève des fonds pour des causes humanitaires. L'un des centres les plus importants se trouve à Dallas. Il est chargé, avant sa fermeture en 1993, de la publication des périodiques, pour le mouvement en Amérique du Nord, tel qu'al-Zaituna, Ila Filastin, et le Palestine Monitor. Fin 1991, un centre ouvre ses portes à Springfield en Virginie, ville d'adoption de Moussa Abou Marzouq. Les deux centres ferment leurs portes en 1993, lorsque le gouvernement US déclare le Hamas organisation terroriste. En Europe, le réseau des centres culturels islamiques, que S. Ramadan a contribué à construire, est mis à contribution. La pratique est à ce point institutionnalisée que certains observateurs parlent de véritable réseau pour lever des fonds en Occident[667]. Ce sont principalement les ONG islamiques qui sont chargées de mettre en place des projets humanitaires et de solliciter financièrement la communauté pour les mettre en oeuvres. La pratique est loin d'être transparente.

4.4.1. *L'Europe de l'Ouest*

En Allemagne, le Hamas est présent par le biais de la Fondation al-Aqsa basée à Aachen, où il contrôle des centres importants, ainsi qu'à Berlin. Le mouvement est aussi présent dans les universités, notamment à l'Université technique de Berlin. En 1996, la Fondation al-Aqsa est à l'origine d'une manifestation sous le nom de "Ligue islamique de Palestine" qui mobilise environ 600 personnes. La Fondation collecte des dons en Allemagne, au Pays-Bas et en Belgique[668].

La lutte contre le terrorisme, qui passe par la lutte contre ses circuits de financement, aboutit, en août 2002, à la fermeture de ses bureaux en Allemagne. Début 2003, c'est au tour de ses antennes aux USA, en Angleterre, au Danmark, en Hollande

[667] 03. 03. 1996, *H*istory of Hamas activities, Associated Press
[668] 16. 04. 1996, BBC-SWB-MO, *Palestinian Hamas operating in Germany*, text of report by the German news agency ddpADN on 13th April

et en Belgique. Selon, les autorités américaines et anglaises, la Fondation mènent toujours ses opérations en Suède, en Afrique du Sud, au Pakistan et au Yémen[669].

En Angleterre, ce sont plus de 7 millions de pounds par an qui sont levés auprès de la communauté ou qui transite par le système bancaire londonien de la City. Une officine londonienne de charité, Interpal-Palestinian Relief and development Fund, fondée en 1994, achemine des fonds levés en Arabie Saoudite et dans le Golfe pour améliorer le quotidien des prisonniers du Hamas et de leur famille[670]. En 2001, cette organisation lève 4 millions de pounds[671]. En avril 2003, dans le cadre de la campagne de lutte contre le terrorisme, l'ONG britannique Interpal voit ses fonds gelés, simultanément aux USA et en Grande-Bretagne, au motif qu'elle financerait le Hamas. La Commission de Charité britannique, qui mène l'enquête, conclut en septembre de la même année que rien ne permet de l'affirmer, à la grande déception des gouvernements anglais et américains[672].

Toujours à Londres, l'autre agence palestinienne, Al-Quds Press, centralise, avec Interpal, la plus grosse partie des fonds collectés en Europe. Ceux-ci sont placés sur des comptes de la banque Al-Taqwa qui les redistribue à qui de droit. Al-Quds Press, outre ces activités de collecte de fonds, s'est spécialisée dans l'approvisionnement d'armes et la quête du renseignement[673].

C'est un système opaque de flux financiers qui est en place afin d'alimenter en toute discrétion les activités du Hamas.

Plus à l'Ouest, outre-atlantique, un système similaire mais d'une ampleur plus grande est observable.

4.4.2. *Dollars US pour le Hamas*

Ce financement est l'oeuvre d'ONG basées sur le territoire américain. Certaines sont liées directement au Hamas tandis que d'autres lui fournissent un financement, au même titre qu'à d'autres organisations dispensant des services médicaux et sociaux à des populations musulmanes en danger. L'argent vient d'Arabie Saoudite et des pays du

[669] 30. 05. 2003, news.bbc.co.uk
[670] 17. 08. 1997, *Suicide bombers linked to London*, by J. Berry, Sunday telegraph
[671] 24. 09. 2003, news.bbc.co.uk
[672] 24. 09. 2003, news.bbc.co.uk

Golfe, via des comptes bancaires off-shore ou basés dans des paradis fiscaux, comme la Suisse, le Luxembourg, les Bahamas, les îles Caïmans, pour ne citer que les plus connus. Les banques américaines ont leur place dans ce circuit de l'argent qui finit dans les caisses des institutions palestiniennes du Hamas dans les territoires occupés de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Selon Mary Ann Weaver du journal "The New Yorker", la part du financement provenant des USA dans le budget du Hamas est de 10 à 15%[674], soit environ l'équivalent de la contribution iranienne.

4.4.2.1. *Les ONG islamiques aux USA*[675]

Depuis septembre 2001, la liste des ONG basées aux Etats-Unis et soupçonnées de financer le terrorisme, ne cesse de s'allonger. Les organisations qui financent le Hamas figurent en bonne place sur cette liste. On compte notamment : Holy Land Foundation for Relief and Development (Etats-Unis-Palestine), dont les activités sont suspendues par Washington depuis décembre 2001, et la Quranic Literacy Institute et Islamic Association for Palestine (Etats-Unis-palestine). Toutes ces ONG sont frappées d'interdiction d'exercer sur le territoire américain après le 11 septembre 2001 et leurs fonds gelés. Pourtant, démontrer que ces organisations financent effectivement des groupes terroristes ou le Hamas n'est pas aisé, comme on l'a vu plus haut pour Interpal.

Aux USA, repérer et retracer, si besoin est, les mouvements de fonds des ONG islamiques américaines est une opération d'autant plus difficile qu'elles ne sont pas soumises à la redevance fiscale dans ce pays, et ne sont donc pas soumises à l'obligation de signaler à l'administration la provenance et les volumes de leurs fonds. Les soupçons des autorités américaines, à l'égard des ONG islamiques, remontent au premier attentat contre le World trade center, en 1993. Les Etats-Unis ont dès lors commencé à s'intéresser de près au phénomène des ONG, suspectées d'activisme subversif, oeuvrant au Koweït, en Palestine, en Egypte, en Jordanie, au Pakistan, en Afghanistan et aux Etats-Unis. En 2000, une liste noire d'une trentaine d'organismes,

---

[673] R. Labévière, *op. cité*, p.153-154
[674] 19. 08. 1996, The Quandary, *op. cité*
[675] le canevas de ce chapitre est largement inspiré de Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité,* p.140-142 et 204-213

dont le siège ou des bureaux de représentation se trouvent sur le territoire américain, est dressée.

La Holy Land Foundation, fondée en 1987, à Los Angeles Californie, lève des fonds pour les victimes palestiniennes de la première Intifada. En 1991, elle change de nom pour Holy Land Foundation for Relief & Development et déménage en 1993 au Texas. En 1991, HLF et la Islamic Association for Palestine, basée à Dallas, joignent leurs forces pour lever des fonds. IAP distribue la littérature officielle du Hamas aux USA[676].

La HLF est la plus importante ONG islamique américaine. Elle est suspectée, bien avant le 11 septembre 2001, de soutenir le terrorisme en finançant, à hauteur d'au moins 2 millions de $/an, des projets gérés par le Hamas. La HLF a levé plus de 13 millions de $ en l'an 2000.

En décembre 1997, le directeur de la foundation, Mohammed Othman, est arrêté à Jérusalem-Est par les services de renseignement israéliens, en possession d'une valise pleine d'argent destiné aux familles des combattants des Brigades Izz al-Din al-Qassam. Suite à cette arrestation, une enquête, concernant la Holy land foundation of Richardson, Texas, est entreprise pour vérifier les allégations d'Israël selon lesquelles cette organisation finance les familles des kamikazes en Israël, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Plus récemment, une note du FBI, qui a servi de pièce à conviction dans le gel des avoirs de cette ONG, intervenu en décembre 2001, accuse un de ses dirigeants d’avoir organisé, au milieu des années 1990, une collecte publique de fonds pour le compte du Hamas, aux Etats-Unis. Celle-ci aurait rapporté quelque 207 000 dollars. En décembre 2001, le FBI publie un rapport précisant que la majorité des 8 millions de dollars envoyés par l’ONG en Palestine, en l’an 2000, finisse là encore, dans les caisses du Hamas. Selon les autorités américaines, ceci n’est que la surface visible de l’iceberg car des dizaines de millions de dollars auraient été collectés, ces dix dernières années, par la HLF et des ONG telles que Global Relief Foundation (USA), al-Haramaïn Charitable Foundation (Arabie Saoudite), ou Benevolence International Foundation

[676] 03. 03. 1998, *ADL calls for...*, Comtex newswire

(USA) pour financer les activités terroristes du Hamas, voire des Tchétchènes ou des irrédentistes cachemiris.

Une autre ONG islamique est particulièrement importante pour le Hamas puisqu'elle lui est directement liée : Islamic Association for Palestine. Celle-ci a subi le même sort que HLF aux USA et, au début de l'année 2002, Yasser Arafat est contraint de faire fermer ses bureaux dans les territoires occupés sous la pression des Etats-Unis et d'Israël. Cette ONG, spécialisée dans l'aide aux handicapés et la distribution de nourriture, bénéficie de la générosité de la diaspora palestinienne, au grand dam des autorités israéliennes qui voient là un moyen supplémentaire pour le Hamas de ponctionner une partie de ses fonds « humanitaires » et de réaliser ses activités politiques et militaires. Le directeur de l'ONG, Ahmed Bahhar, s'en défend et affirme que les financements reçus par l'ONG servent exclusivement à l'action humanitaire. Islamic Association for Palestine officiellement affiliée au Hamas et financée par un réseau économique et industriel dont le mouvement est propriétaire ne connaît pas de problème de financement. L'ONG et le mouvement politique dont elle dépend, fonctionnent tels des vases communiquants.

La description des différents acteurs responsables du financement du Hamas, laisse apparaître un réseau international de flux financiers. Mais, quel chemin empruntent-ils et comment parviennent-ils à ne laisser presqu'aucune trace ?

4.5. Circuit triangulaire du financement islamique

Les milieux diplomatiques, policiers et les services de renseignements occidentaux affirment souvent qu'une partie significative de l'argent mis à disposition des ONG provient d'un réseau obscur de sociétés écrans, de banques offshores, de sociétés panaméennes ou de comptes anonymes à numéro, créés pour durer quelques heures seulement. L'internationale islamiste fait usage de modes de financement délibérément non transparents. Sa concrétisation se manifeste dans ces réseaux planétaires de financement destinés à renforcer l'action politique, et éventuellement sociale, d'acteurs nationaux et transnationaux islamiques de toutes les tendances. Ces fonds et les circuits empruntés servent aussi bien à financer des ONG islamiques, qu'à

l'achat et à l'acheminement d'armes pour les Palestiniens, les rebelles tchétchènes, les séparatistes cachemiris, en Inde et au Pakistan, ou les séparatistes moros, aux Philippines. Le scénario suivant est fréquent : l'ONG n'est pas la seule destinataire, elle sert de vecteur facilitant le transit entre les donateurs islamiques et des destinataires opérant dans les milieux activistes islamistes. Les ONG sont des intermédiaires très présents qui empêchent toute identification ou localisation des flux financiers à destination de groupuscules violents. Il n'y a pratiquement jamais de relations directes entre les puissants bailleurs de fonds islamiques et les organismes activistes islamistes. Par un système que les experts financiers appellent le "blanchiment à l'envers", de l'argent légal en provenance d'établissements financiers islamiques peut aboutir dans des réseaux activistes après qu'une partie a effectivement alimenté les caisses d'une ONG[677].

4.5.1. *Al-Taqwa, la banque des Frères musulmans*

C'est ce même circuit triangulaire qui est mis en oeuvre avec la banque de l'organisation internationale des Frères, la banque Al-Taqwa. Les différents contributeurs, les filiales de la banque, les sociétés, les généreux donateurs, les sympathisants, institutionnels ou non, de la cause islamiste, qui constituent le premier pôle du circuit, dirigent leurs dons vers la banque, qui constitue le deuxième pôle du circuit. Celle-ci, basée dans un paradis fiscale, bénéficie de l'anonymat et de la discrétion de ces places financières. La banque ventile ensuite les flux financiers, vers le troisième pôle du circuit, c'est à dire entre diverses officines écrans à Gaza, sociétés anonymes de Ramallah, ainsi que des agences informatiques et bureaux de presse arabes à Londres[678]. Rappelons que l'agence Al-Quds Press possède des bureaux à Londres, dans les principales villes palestiniennes et au Liban. La banque Al-Taqwa gère en outre le plus riche portefeuille du Hamas[679].

---

677 Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.138-139
678 R. Labévière, *op. cité*, p.153
679 R. Labévière, *op. cité*, p.154

4.6. Quelle méthode pour contrer le financement du Hamas ?

C'est sur le troisième pôle du circuit qu'Israël choisit de diriger ses attaques depuis 1997. L'Etat hébreu cherche à resserrer l'étau autour de certains comités de charité, relais socio-humanitaires locaux. Ceux-ci, établis par le Hamas dans les grandes villes palestiniennes, sont donc fermés, notamment celui de Hébron en 1997. Les autorités israéliennes disent y avoir trouvé de la documentation faisant l'éloge d'auteurs d'attentats-suicides, des vidéos, des livres et des magazines incitant à des actes terroristes contre l'Etat hébreu. Les ONG soupçonnées d'être des intermédiaires financiers entre l'étranger et le Hamas sont aussi dans le collimateur de Tel-Aviv. Depuis la fermeture de deux d'entre elles, Aide islamique, en 1995, et le Comité pour l'aide aux orphelins et aux prisonniers, en novembre 1996, Israël affirme avoir réduit les financements étrangers de manière significative. Mais, "le Hamas dispose d'autres ressources et sa puissance reste intacte", selon Richard Labévière[680].

C'est le même procédé qu'a utilisé l'Autorité palestinienne, lorsqu'en août 2003, elle gèle 39 comptes bancaires appartenant à neuf institutions et organisations du Hamas et du Jihad. Les plus importantes, la Mujamma al-Islami, la Jamiyyat al-Islamiyya, l'Associaiton des jeunes musulmanes ou l'oragnisation al-Salah[681]. Les fonds seront finalement débloqués dans le cadre d'une négociation interpalestinienne en décembre 2003[682].

Le réseau performant et diversifié de financement ainsi mis en place est source de force en même temps que de faiblesse. La dépendance croissante du Hamas en financement extérieur et en matériel militaire a confirmé le transfert du centre de décision du mouvement, des territoires occupés vers Amman. Celui-ci est effectif à partir de 1993.

[680] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.74
[681] 28. 08. 2003, BBC News web site, news.bbc.co.uk
[682] 23. 03. 2004, *op. cité*, Le Monde

5. La domination de la direction de Amman, pour combien de temps ?

La direction de l'extérieur, Mousa Abou Marzouq, K. Machaal, Ibrahim Ghawcha et Mohammad Nazzal, tiennent leur légitimité et leur pouvoir du contrôle des ressources financières, de leurs relations avec la branche jordanienne des Frères et le Hizb Allah au Liban, et du soutien multiforme des régimes syriens et iraniens. Or voilà, la politique du Hamas ne se décide plus dans les territoires mais à l'extérieur. Bien vite un décalage apparaît entre la politique menée par la direction de Amman et les besoins réels des Palestiniens dans les territoires. Dépendant de l'aide financière et de l'assistance logistique et militaire de l'Iran et de la Syrie, le Hamas n'a plus les mains libres pour négocier à sa guise une normalisation de ses relations avec l'AP. On ne tarde pas à assister à un désavoeu de la politique menée par la direction de Amman, de la part de la direction interne, Mahmoud al-Zahar en tête.

L'emprise de la direction de Amman sur le mouvement est telle que ce sont plusieurs années qui seront nécessaires pour contester l'équilibre qui s'est instauré entre les deux directions. Un certain nombre d'évènements catalyseront le processus : l'installation de l'AP à Gaza et Jéricho, en mai 1994, et le processus de paix qui bénéficient de l'appui populaire ; la répression des activités et des cadres militaires du Hamas dans les territoires ; les attentats du printemps 1996 qui créent un profond mécontentement au sein de la population palestinienne ; la libération du cheikh Yassine en octobre 1997 et son retour dans la bande de Gaza qui redonne à la direction interne un poids conséquent ; enfin l'expulsion de la direction de Amman, de Jordanie, qui la destabilise durablement.

Toujours est-il que l'ensemble des atouts de la direction externe, appuis politiques, logistico-militaires, soutiens et réseaux financiers, et le contexte de l'Intifada lui permettent de s'imposer comme la direction politique du mouvement et de dicter sa stratégie.

5.1. Le processus d'Oslo et la nouvelle réalité

La première partie du processus de paix israélo-palestinien, qui s'étale sur une période de deux années, de la Conférence de Madrid, en octobre 1991, à la signature

des Accords d'Oslo I[683], le 13 septembre 1993 à Washington, constitue pour le Hamas une source d'inquiétude et le place devant l'impératif de reformuler ses objectifs.

Les Accords mettent fin à l'Intifada et privent le Hamas des conditions idéales qui ont permis une coïncidence harmonieuse entre son idéologie, sa stratégie politique et son action de résistance sur le terrain. Ils menacent, de surcroît, son existence même en tant que mouvement politique qui tire sa légitimité du jihad. Pour le Hamas la question est donc, comment continuer le jihad tout en empêchant l'AP et Israël de recourir à la répression aveugle et d'éliminer le mouvement ?

De même, aux yeux des activistes, comment justifier les libertés prises avec la doctrine sans créer de mécontentement tel que la cohésion du mouvement s'en trouverait durablement affectée ?

En signant les Accords d'Oslo et la Déclaration de principes, l'OLP s'engage à renoncer à toute action hostile à l'égard d'Israël, engagement que doit mettre en pratique la future Autorité Palestinienne dans les territoires occupés. Or, la légitimité politique du Hamas découle de ses activités militaires contre Israël, c'est à dire de sa capacité à mener le jihad. En tant que mouvement politique et organisation armée, dont les opérations militaires contre Israël dépassent celles du Fatah et des autres organisations nationales palestiniennes, les accords entre Israël et l'OLP sont une menace pour la survie du Hamas et font planer le risque d'une confrontation sanglante avec la future AP. C'est la une perspective fort peu réjouissante pour le mouvement qui sait pertinemment que l'AP sera soutenue par Israël et la communauté internationale, sans compter que la population palestinienne soutient le processus de paix.

5.2. Constat des limitations structurelles de l'Intifada

Un réaménagement de la stratégie du Hamas est donc indispensable. Celui-ci est déjà en gestation pendant l'Intifada. La direction du mouvement à Amman a elle aussi conscience des limites structurelles de l'insurrection, principalement économiques mais aussi militaires.

---

[683] Les accords d'OsloI octroie à l'OLP, l'administration de 60% de la bande de Gaza et 3% de la Cisjordanie, in Mohammed al-Battiui, *op. cité*, p.50

L'économie palestinienne est tributaire de celle d'Israël. C'est ce constat qui rend difficile, voire impossible, d'accentuer le boycott économique sur l'Etat hébreu sans plonger la population palestinienne tout entière dans une situation de crise. A terme cela coûterait son audience au mouvement. Conséquemment, le nombre de directives appelant à rompre les relations économiques avec Israël se font de plus en plus rares au fur et à mesure que l'Intifada devient un mode de vie pour les Palestiniens. Mieux, le boycott économique est préconisé là où l'économie palestinienne peut prendre le relais ; par exemple, la culture du citron ou la production de soda. Manifestation du réalisme du mouvement, en janvier 1988, une brochure du Hamas prévient : "sachez que la victoire demande de la patience, sabr, et que Dieu est du côté des persévérants", et en avril 1988 : "sachez que le chemin de la lutte contre les juifs est long et son terme n'est pas proche"[684].

D'un point de vue militaire, à partir de 1988, puis en mai-juin 1989, et de manière récurrente tout au long de l'Intifada, les services de renseignement israéliens déjouent un certain nombre d'opérations armées du Hamas et éliminent certains des chefs militaires, hypothéquant pour un temps les capacités du mouvement à mener de tels opérations.

5.3. Continuer le jihad et prendre en compte la réalité changeante ou le contrôle de la violence

La question centrale pour le Hamas est le futur du jihad, que ce soit le jihad armé, économique et toutes formes de manifestation de la société civile contre Israël. Il est la source de la légitimité du mouvement aux yeux du peuple palestinien ainsi qu'un bouclier contre les tentatives de l'AP de restreindre les activités du mouvement, voire de les supprimer. S'exprimant sur la pragmatique des attaques armées, au lendemain des accords d'Oslo, Mousa Abou Marzouq, chef du bureau politique du Hamas affirme que : "l'action militaire est une stratégie permanente qui ne changera pas. Le modus operandi, les tactiques, les moyens et le timing sont basés sur les bénéfices. Ils changeront en fonction de cette dernière considération afin de causer les plus gros dégâts aux forces

[684] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.63

d'occupation"[685]. C'est une stratégie de violence contrôlée que le Hamas met au point, directement fonction des bénéfices politiques qu'elle rapporte.

5.3.1. *Stratégies politique et militaire combinées*

Afin de poursuivre cette ligne de conduite du jihad sans provoquer d'affrontement avec l'OLP ou Israël, voire les deux, et ne pas frustrer la population palestinienne du futur redéploiement de l'armée israélienne, prévu par les accords d'Oslo, le Hamas adopte une triple stratégie[686] : 1° interdiction formelle de toute confrontation avec l'AP ; 2° stratégie combinée de violence continue et calculée contre Israël ; 3° propagande anti-accords d'Oslo.

Ce dernier point, prend la forme d'un appel à unifier les rangs palestiniens et à travailler à rassembler les opposants aux Accords, islamistes et laïcs indifféremment. Le Hamas sait qu'il peut compter sur les militants marxistes du FPLP et du FDLP. Ces deux formations font parties, comme le Hamas et le Jihad islamique, du "Front des dix", basé à Damas. Le Front se forme dès 1991, en opposition à la Conférence de Madrid et au processus de paix.

Le deuxième point, la stratégie de violence contrôlée et calculée trouve matière à s'entretenir chez les Israéliens. Peu avant l'installation de l'AP dans les territoires occupés, le Hamas a l'occasion de démontrer sa capacité de nuisance militaire et de riposte. Le 25 février 1994, un colon juif, du nom de Baruch Goldstein, massacre trente-cinq Palestiniens dans une mosquée[687], proche du Tombeau des Patriarches, à Hébron. Les 6 et 13 avril 1994[688], deux opérations suicides sont menées par les Brigades Izz al-Din al-Qassam, bras armé du Hamas. Ces opérations, présentées comme légitimes et d'auto-défenses, augmentent le prestige du Hamas aux yeux des Palestiniens et rendent difficiles toute représaille de la part de l'OLP. Ce faisant le Hamas apparaît comme l'arme des Palestiniens face à Israël et renforce sa position face à la centrale palestinienne, au moment même où celle-ci négocie avec Israël l'application des accords de Gaza-Jéricho et l'établissement d'une Autorité Palestinienne

[685] *ibid.* p. 67
[686] *ibid.* p.68
[687] Mohammad al-Battiui, *op. cité*, p.51
[688] *ibid.* p.73

autonome. Preuve de la capacité du mouvement à gérer le timing de ses opérations militaires, les premiers mois suivant l'installation de l'AP, le Hamas suspend ses opérations armées et adopte une attitude attentiste, un round d'observation.

Enfin, le premier point, l'entente avec l'OLP afin d'éviter tout affrontement avec ses unités militaires, trouve une première expression, peu avant l'installation de l'AP dans la bande de Gaza et à Jéricho, en mai 1994. Les faucons du Fatah et les chefs des Brigades Izz al-Din al-Qassam signent un accord en six points[689]. Les principales mesures visent à renforcer l'unité nationale palestinienne et à prévenir une guerre interne, ce qui implique pour le Hamas de suspendre les exécutions des soit-disants collaborateurs palestiniens avec les services de renseignements israéliens. Les opérations armées du Hamas contre Israël sont tacitement acceptées par les leaders politiques et militaires du Fatah, notamment Arafat, tant qu'elles ont lieu dans les frontières israéliennes correspondant à l'avant-guerre de 1967 et ne sont pas lancées et préparées depuis les zones sous son contrôle. Dans ces conditions, l'AP peut nier toute responsabilité. De plus, permettre au Hamas de mener ses opérations militaires contre Israël, réduit les risques de les voir prendre pour cible l'AP. En dehors de ces facteurs permissifs, il en est d'autres qui poussent le Hamas à lancer de nouvelles attaques contre Israël.

5.3.1.1. *La violence du Hamas, une pure arme politique*

L'installation de l'AP à Gaza et Jéricho, en mai 1994, crée une nouvelle réalité politique qui menace les acquis du Hamas, spécialement la domination de la direction extérieure de Amman. Au fur et à mesure que l'AP installe son pouvoir et prend le controle de la société palestinienne, la tension entre direction de l'extérieur et direction locale augmente, notamment sur la question cruciale de la stratégie à adopter face au nouvel ordre politique. La direction de l'extérieur soutien une vision révolutionnaire de l'islamisation, c'est à dire par l'action armée, en accord avec les membres de l'appareil militaire. La direction interne ou locale, préconise l'islamisation par la voie réformiste et l'action politique en prenant garde toutefois à ne pas légitimer les signataires des Accords.

---

[689] *ibid.* p. 69

Outre cette crainte de la direction externe d'être marginalisée, une raison importante de continuer à perpétrer des attentats tient à la position de force qu'ils lui procurent face à Israël, mais aussi face à l'AP. Les attaques contre l'Etat hébreu tendent à imposer le Hamas comme partenaire et interlocuteur. Ainsi, au printemps 1994, lorsque Mousa Abou Marzouq déclare depuis Amman que le mouvement pourrait conclure une trêve avec Israël, le gouvernement travailliste tente-t-il de prendre langue avec le Hamas. C'est le général Almog, gouverneur de la bande de Gaza qui établit le contact. Celui-ci propose la libération du cheikh Ahmad Yassine, en échange de l'ouverture d'un dialogue bilatéral[690]. La proposition ne semble pas avoir abouti et le cheikh Yassine devra attendre encore quelques années avant de sortir des géôles israéliennes.

Si, cette stratégie du jihad continu amène le gouvernement israélien à chercher des accommodements avec le mouvement islamiste, cela doit fonctionner avec l'AP. Le Hamas doit s'imposer comme partenaire à la direction des affaires de la société palestinienne. Or, l'OLP ne semble pas encline à tolérer d'opposition.

5.3.1.2. *Stratégie de violence contrôlée mal maîtrisée ?*

Le Hamas et le Jihad islamique déclenchent une nouvelle vague de violence à Tel-Aviv (Hamas) et Ha-Sharon Junction (Jihad islamique) en octobre 1994 et janvier 1995 respectivement[691]. La réponse de l'AP ne se fait pas attendre, dès le premier attentat, une quarantaine de dirigeants du Hamas sont arrêtés, et le 18 novembre 1994, à la sortie de la prière du vendredi à la mosquée Palestine de Gaza, un affrontement entre la police de l'AP et les islamistes fait quinze morts et deux cents blessés, tandis que plusieurs centaines de personnes sont arrêtés. Mais, cela n'empêche pas qu'à l'été 1995 deux nouvelles opérations suicides par les Brigades, dont une à Jérusalem, soient menées. Celles-ci coïncident avec les négociations de Taba, dits Oslo 2, sur le retrait de l'armée israélienne des villes palestiniennes de Cisjordanie, et avec la préparation des élections du Conseil national de l'AP, prévues pour janvier 1996.

---

[690] Bassma Kodmani-Darwich, *op. cité*, p. 208
[691] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.73

La signature des accords de Taba, le 28 septembre 1995, a pour effet de suspendre les opérations militaires du Hamas afin d'éviter de retarder le retrait des troupes israéliennes des villes palestiniennes et d'interrompre la préparation des élections. Ces deux évènements sont largement approuvés par les Palestiniens et la violence du Hamas, depuis le printemps 1994 et jusque fin 1995, ne semble pas recueillir l'agrément de la population palestinienne. Selon un sondage d'opinion mené par le Center for Palestine Research and Studies de Naplouse, en novembre 1995, 74% des Palestiniens se disent opposés à la violence[692]. C'est à la lumière de ces constations qu'il faut comprendre la suspension des attaques menées par les Brigades Izz al-Din al-Qassam, entre août 1995 et février 1996.

En effet, si l'on prend en compte le fait que le Hamas a conscience de la nécessité de s'adapter à la nouvelle réalité politique, on peut dire que, par delà la volonté de faire échouer le processus de paix, les attaques suicides ont pour objectif, et de réhausser toujours plus le prestige du Hamas aux yeux des Palestiniens et de forcer Arafat à trouver un modus vivendi avec le mouvement en tant qu'opposition légitime. Le contrôle de la violence est donc absolument indispensable. Or, il semble que l'objectif recherché ne soit pas totalement atteint. Si, la violence déployée par le Hamas lui permet de renouer le dialogue, à l'automne 1995, avec l'AP, en revanche, guère plus de 15%[693] des Palestiniens disent vouloir attribuer leur suffrage au Hamas lors des élections du Conseil national palestinien à venir.

Quant aux négociations entre AP et Hamas durant l'automne et l'hiver 1995, qui se tiennent au Caire, leur succès est mitigé. Tout au plus, concernant les opérations militaires, le mouvement s'engage-t-il par voie de communiqué à éviter d'embarrasser l'AP, ce qui signifie que le Hamas mettra fin à ses opérations militaires depuis les zones sous contrôle de l'AP et s'abstiendra de les revendiquer publiquement et officiellement. Politiquement, les négociations portent sur la participation du Hamas aux élections du Conseil national palestinien qui doivent avoir lieu au début de l'année 1996[694]. Le débat qui agite le Hamas en cette fin d'année 1995 est double : il porte sur la formation d'un parti politique et sur la participation aux élections du CNP.

[692] Bassma Kodmani-Darwish, *op. cité*, p.210
[693] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 134
[694] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 74

6. **Problématique de la participation au pouvoir**

La volonté des islamistes d'arriver au partage du pouvoir, quand bien même avec des partis, au sein d'un système et par des règles non islamiques, est visible dans le monde arabe, de l'Algérie au Soudan en passant par le Yémen, l'Egypte, la Jordanie et le Liban, mais aussi en Israël. Ces situations sont explicitées par le fait qu'il y va de l'intérêt, maslaha, de la communauté musulmane de participer aux institutions législatives et exécutives du système. La déviation par rapport à la doctrine est perçue comme transitoire. Elles ne constituent qu'une pause sur le chemin de l'objectif ultime, d'où l'appel à la patience, sabr.

Si les partisans de la participation au système politique parviennent à expliquer cette déviation par rapport à la doctrine de manière à en minimiser le coup politique, il existe évidemment une opposition. Celle-ci s'interdit de laisser penser qu'elle cautionne le système, sa position est radicale par rapport au problème. Elle s'exclut des instances législatives et exécutives. La solution préconisée revient à la négation pure et simple du système et à l'action à un niveau qui n'implique pas de le reconnaître, le niveau municipal par exemple ou le réformisme traditionnel. L'écueil réside dans l'auto-exclusion du processus de décision qui se fait au plus haut niveau.

Dès lors, on peut définir la situation comme la tension entre deux méthodes. La première correspond à la volonté de changement par un contrôle relatif des institutions de l'Etat, la seconde par le travail de proximité qu'il soit institutionnel ou non, soumis à un processus électoral ou non.

En générale, les mouvements islamistes confrontés à ce problème préconisent différentes solutions afin de préserver leur unité : la participation au travers d'un Front ou par le biais d'indépendants. La première solution, qui a l'avantage de mettre entre les mains du groupe dominant un appareil politique qui ne leur est pas formellement identifié, ne fait que retarder la scission entre les extrêmes ; la seconde présente le même avantage que la précédente tout en réduisant le rôle de bouclier pour le groupe dominant qui ne s'est pas légalisé sous la forme d'un parti. La réponse du mouvement

islamiste des arabes israéliens est en ligne avec la première option. Dès lors la scission est inévitable. La réponse du Hamas quant à elle est originale, entre légalisation et participation par le biais d'indépendants.

6.3. L'ajustement, une caractéristique de la stratégie du Hamas

La posture du Hamas de "ni totale acceptation, ni total rejet" de la légitimité de l'AP, constitue l'axe central des débats internes concernant la forme de la participation aux institutions législatives et exécutives de l'AP. La volonté du Hamas d'assurer sa survie et une croissance constante, nécessite l'accès au pouvoir et aux ressources. Cela ne peut-être réalisé sans coexistence avec l'AP.

6.1.1. *Participation aux institutions de l'AP, avantages et implications*

Les islamistes palestiniens entretiennent une vision double de l'AP : d'une part l'AP est un pouvoir politique souverain et d'autre part c'est une administration qui fournit des services à la population. Là où le premier aspect implique des principes politiques et des symboles nationaux, le second est instrumental, lié à la vie de tous les jours. Le Hamas souhaite reconnaître l'AP comme une entité administrative dont la tâche est de maintenir la loi et l'ordre, et de fournir des emplois et des services à la communauté. Pour le Hamas, la présence active au sein de l'appareil administratif de l'AP n'est pas seulement un moyen d'exercer son influence sociale mais c'est aussi une garantie contre toute tentative de l'AP d'entraver le mouvement islamique. Le mouvement encourage donc ses membres à entrer dans l'administration de l'AP par eux-même. En particulier, il cherche une voix dans la construction et le fonctionnement des institutions judiciaires et éducatives. Leur impact, sur les activités et objectifs sociaux et religieux du mouvement, est indéniable. Pareillement, le Hamas encourage ses membres à prendre des fonctions, même officielles, dans les établissements religieux en Cisjordanie, expliquant que ces positions sont administratives, fournissent des services à la communauté sans revêtir aucune fonction représentative.

De la même manière, la question de la participation aux élections législatives appelle une réponse ambiguë. La nécessité d'être présent dans les institutions législatives, afin d'empêcher le vote de lois contraires à l'islam est avancée comme

argument décisif. Dans le même temps, la participation officielle au scrutin aurait un coût politique trop élevé.

En fait, le Hamas entend donner, à la question de la participation aux institutions de l'AP, une réponse double : négation de la présence officielle et participation aux institutions de l'AP de manière informelle. En tenant compte du refus du Hamas de reconnaître la légitimité de l'AP, l'implication dans ses instances législatives et exécutives, sans présence officielle, constitue un moyen efficace de minimiser la compromission avec le processus d'Oslo et donc son prix politique. Tout le problème est de limiter la perception de cet ajustement à la réalité post-Oslo, comme une déviation non-outrancière des principes islamiques du mouvement.

La question qui se pose alors interroge la forme de la participation aux élections législatives ?

6.1.2. *Fonder un parti politique, une protection ou de la simple compromission ?*

Les avantages et désavantages de la formation d'un parti politique obéissent à la régionalisation. Puisque l'AP a un meilleur contrôle sur la bande de Gaza, la direction du Hamas qui s'y trouve est plus encline à former un parti et à participer aux élections du CNP que ses collègues de Cisjordanie. A plus forte raison la direction de Amman.

Déjà, durant la période des négociations de Madrid et de Washington 1991-1993, un intense débat se fait jour pour trouver une parade aux répercussions d'un accord israélo-palestinien sur la stature politique du Hamas et son infrastructure communautaire. L'idée de former un front islamique, à l'instar des Frères en Jordanie, au Yémen ou au Soudan, pour la confrontation politique avec l'AP, est évoquée. Globalement c'est l'idée de former un parti politique qui est en jeu.

La déportation par Israël de 415 membres dirigeants du mouvement islamiste, de Gaza et de Cisjordanie, en décembre 1992, relance le débat, entamé durant l'été, sur l'opportunité de former un parti pour protéger les cadres du mouvement et ses institutions sociales. Après la signature des Accords d'Oslo, la question est brûlante. Selon un des avocats du projet, Fakhri Abd al-Latif, "les accords d'Oslo obligent le Hamas à changer de stratégie politique. Un parti légal est mieux à même de servir les intérêts du mouvement et de préserver ses acquis". Les partisans considèrent donc le

parti politique comme une sécurité contre Israël et l'AP. Il n'est pas censé remplacer le Hamas mais "servir d'instrument, tout comme l'université, en matière d'éducation, et les associations caritatives, en matière de politique sociale", ajoute Abd al-Latif[695].

Les opposants quant à eux, affirment que fonder un parti signifie perdre le caractère combattant du Hamas et l'identifier à de la simple politique, ce qui ne manquerait pas d'entamer son audience.

6.1.3. *Amman et Gaza arrivent à un compromis*

Le soutien à l'idée d'un parti politique est donc, comme on l'a vu, le fait des dirigeants de la bande de Gaza qui sont bien plus exposés que les dirigeants de Amman. Durant l'été et l'automne 1994, ils multiplient les propositions écrites. Finalement, à l'été 1995, le conseil consultatif du Hamas, basé à Amman, donne son accord de principe à la formation d'un parti[696]. En septembre 1995, Ibrahim Ghawcha, porte-parole du Hamas à Amman, motive le changement de cap de la direction externe : "Le but du parti est de préserver notre influence et de protéger nos cadres et nos fidèles, en Cisjordanie et à Gaza, et leur donner voix au chapitre concernant les prises de décisions"[697]. La formation de ce parti résulte d'un compromis entre les deux directions du mouvement, entre les partisans de l'action politique et les partisans de l'action armée qui conservent la possibilité d'y recourir. En outre, cette décision précise bien ses motivations. "Préserver l'influence du mouvement" signifie protéger les instruments de sa politique sociale, véritable colonne vertébrale du Hamas et source de son ascendant sur la population. "Protéger les cadres et les fidèles" par le biais de la légalisation d'un parti politique.

6.1.4. *Et Arafat crée un parti islamiste*

Les coups de théâtre faisant parti intégrante de la scène palestinienne, la formation du parti politique islamique n'arrive pas d'où on l'attendait. Les négociations entre l'AP et le Hamas, de l'automne 1995, n'aboutissent pas à l'engagement formel du

[695] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.141
[696] 08. 06. 1995, *Muslim militant group may transform istself into political party*, by S. Ghazali, Jerusalem, Associated Press Writer

mouvement de participer aux élections du CNP, malgré l'insistance des dirigeants de Gaza, ni de sa participation aux instances de l'AP. C'est donc Yasser Arafat qui annonce, mi-novembre 1995, la formation du Parti national islamique de la sauvegarde (PNIS). Formé avec son soutien actif, le parti fonctionnera comme opposition islamique ouverte au sein de l'AP[698].

Les fondateurs du parti sont des figures de l'islamisme dans la bande de Gaza et des membres du Hamas. Le porte-parole de la formation, Fakhri Abd al-Latif, déclare que son parti et le Hamas partagent les mêmes idéaux mais sont structurellement indépendants[699]. Le Bureau politique est composé de membres du Hamas. Le parti sera officiellement fondé deux mois après les élections du CNP, en mars 1996, et Ismaïl Abou Chanab, membre fondateur du Hamas, en assurera la présidence[700]. Cette initiative, soutenue par le président de l'AP, souligne la volonté des dirigeants de Gaza de participer activement au système politique et de se dissocier de la stratégie de violence de la direction externe afin de se mettre à l'abri des représailles israéliennes et palestiniennes. Pourtant, le désavoeu ne va pas jusqu'au divorce et le rapprochement avec l'AP se tient dans certaines limites. Le PNIS ne participera pas en son nom aux élections du CNP, en revanche il annonce vouloir participer aux élections municipales de juillet 1996. Ce faisant le mouvement islamiste minimise le coût politique d'une participation officielle, se protège par la légalisation de son organe politique et se donne la possibilité d'intervenir dans les affaires du pays par le biais des municipales qui ne recquiert pas l'allégeance au système et aux symboles étatiques.

Bien que ni le Hamas, ni le PNIS ne participent aux élections législatives en leur nom, ils cherchent un moyen terme afin de ne pas se trouver totalement exclus des instances législatives.

---

[697] 03. 09. 1995, *Hamas plans announce new political party*, by J. Halaby, Amman, Associated Press Writer

[698] 23. 03. 1996, *New Islamic party emerges in Gaza*, by S. Schmemann, Gaza, N.Y Times Service

[699] 25. 03. 1996, BBC-SWB-MO, *New Islamic party spokesman denies links with Hamas, interview with Abd al-Latif*, Jericho, published by Voice of Palestine on 23rd March

[700] 21. 03. 1996, *Hamas members form political party*, Gaza, Associated Press

6.2. Les élections du CNP

Si le principe d'un parti politique semble acquis à l'été 1995, la question du positionnement par rapport aux élections du Conseil national palestinien ne trouve pas de réponse avant novembre 1995. Les sondages créditent alors le Hamas d'à peine 15% des votes[701], résultat de la politique de Arafat selon le principe du "divide et impera". Celle-ci se traduit par une tolérance conditionnelle des activités publiques du Hamas, des cycles courts d'arrestation des leaders et activistes, suivi de leur relaxe, et de fermetures récurrentes des journaux affiliés au Hamas.

La position des islamistes par rapport aux élections doit donc prendre en compte : la volonté du mouvement de ne pas apparaître comme cautionnant les accords d'Oslo ; la faible audience du mouvement au sein de la population en cette fin d'année 1995 ; et le fort soutien populaire au processus électoral.

6.2.1. *Le boycott passif*

Le Hamas produit donc un double discours[702]. Le mouvement n'est pas contre les élections mais contre les accords d'Oslo qualifiés de honteux. Le Hamas décide donc de boycotter le scrutin. Toutefois, ce ne sera pas un boycott actif, qui aurait pour but d'interdire la participation, mais un boycott passif. Le but n'est pas d'empêcher la participation. Au contraire, dans le cadre du boycott passif, le Hamas encourage ses membres et les islamistes à se présenter en tant qu'indépendant. Le Hamas appelle en outre ses membres à exercer leur droit de vote pour les candidats islamistes. Ces consignes constituent une prise en compte réaliste de l'enthousiasme de la population pour ces élections. En effet, une enquête menée, en mai 1995, par le Centre palestinien de recherche de Naplouse, montre que seul 20%[703] des interrogés affirment qu'ils boycotteront les élections si l'opposition appelle à le faire.

Outre le fait que le mouvement est parfaitement conscient de l'opportunité d'étre représenté au Conseil national de l'AP par le biais d'islamistes indépendants, ce subterfuge préserve son image idéologique et doctrinale, et lui octroie les moyens d'agir depuis l'intérieur du système. Les leaders politiques admettent implicitement, par leur

[701] Shaul Mishal & Avraam Sela, *op. cité*, p. 137
[702] *ibid.*, p.135
[703] Shaul Mishal & Avraam Sela, *op. cité*, p.133

participation, que leur acceptation de l'AP et de "la décision démocratique du peuple palestinien" résulte de la faiblesse stratégique du mouvement face aux réalités intra-palestinienne, régionale et internationale, créée par les accords d'Oslo.

Les résultats des élections montrent un large soutien au Fatah, de Yasser Arafat, qui s'attribue 70% des sièges. Ceci lui permet de dominer toute les instances politiques de l'Autorité nationale : la présidence de l'Autorité, qui revient à Yasser Arafat avec 87.3% des votes[704], le conseil législatif élu et la présidence du conseil exécutif. Parmi les vingt indépendants élus au conseil législatif, sept sont des islamistes proches du Hamas[705].

La problématique de la participation au pouvoir se pose également au mouvement islamiste en Israël. Toutefois, préconiser la participation aux institutions de l'Etat juif est beaucoup plus délicat et appelle des réponses divergentes.

6.3. Comparaison avec la stratégie du mouvement islamiste des arabes israéliens

A l'instar de certains dirigeants du Hamas dans les territoires occupés, une fraction du mouvement islamique en Israël est arrivée à la conclusion que la participation politique aux institutions de l'Etat est indispensable. C'est ainsi que, courant mars 1996, le cheikh Abd Allah Nimr Darwich, leader des islamiste Arabes israéliens, annonce sa décision de participer aux élections de la Knesset. Les islamistes formeront un Front arabe uni avec le Parti démocratique arabe[706]. Ce faisant, l'identification avec le mouvement islamiste n'est pas directe. La formation obtient 4 sièges aux élections de 1996 et 5 en 1999. A chaque fois 2 sont attribués aux islamistes[707].

Cette décision est le fruit d'une expérience et d'un cheminement intellectuel.

[704] Mohammad al-Battiui, *op. cité*, p. 42
[705] Bassma Kodmani-Darwish, *op. cité*, p. 223. Selon Shaul Mishal & Avraham Sela, ce sont sept candidats islamistes proches du Hamas qui se sont présentés aux élections et cinq qui ont été élus, *op. cité*, p.136
[706] 25. 03. 1996, BBC-SWB-MO, *Islamic movement to participate in parliamentary elections*, text of report by Israeli radio, on 24th march

6.3.1. *Le cheikh Abd Allah Nimr Darwich*

Le cheikh, originaire de Kafr Qassem, dans le Neguev, est le véritable moteur du mouvement islamique en Israël. Avec la révolution islamique d'Iran, il opte pour l'activisme armée et organise dès 1979, la Usrat al-Jihad[708], la Famille du jihad, pour l'avènement d'un Etat arabe islamique en Palestine. Découvert en 1981, il est arrêté avec ses partisans et passe quatre ans dans les prisons israéliennes. En 1985, à sa libération, le cheikh a, semble-t-il, reconsidèré son action. Sans dévier du but stratégique qui est l'établissement d'un Etat islamique en Palestine, le mouvement islamique mènera désormais des activités légales. L'accent sera mis en particulier sur le prosélytisme, l'éducation, le développement des services sociaux et de santé. La construction de mosquées sera privilégié afin d'amplifier le prosélytisme et l'étude du Coran. L'idéologie et la structure du mouvement sont donc identiques à celles du mouvement central des Frères.

6.3.2. *Construction d'un réseau de services sociaux*

Le mouvement islamique en Israël a élaboré un système social multifacettes. En faisant cela, il se place comme une alternative aux autorités israéliennes qui ont négligé le secteur arabe en ne lui fournissant pas les services appropriés et nécessaires.

Ces dernière années, le mouvement a créé[709] : des écoles et des collèges. A Umm al-Fahm, on trouve un collège pour former des leaders religieux musulmans, ainsi qu'à Bakaa al-Gharbiyya, qui appartient au mouvement sufi et est reconnu par le ministère de l'Education israélien ; des mosquées, qui servent autant pour le le fait religieux que comme centre communautaire, librairies et bibliothèques ; des clubs de sport, dont une ligue islamique de football qui compte 38 équipes ; des cliniques hospitalières, un service d'ambulance, une radio pirate, un réseau télé ; il organise des cours d'informatique et dispose de plusieurs organes de presse dont Sawt al-haqq wal hurriyya, "La voix de la vérité et de la liberté", publié à Umma al-Fahm, et le journal al-Mithaq, "Le pacte", du cheikh Abd Allah Nimr Darwich. Afin de protéger les sites

---

[707] Nachman Tal, Strategic assessment, *op. cité*
[708] *ibid.*
[709] *ibid.*

islamiques dans le pays, mosquées et cimetières, le mouvement se doté de l'Association Al-Aqsa.

Parallèlement à l'élaboration de ce réseau social, le mouvement s'implique dans la vie politique des Arabes israéliens dès 1983, en participant aux élections municipales.

L'unité du mouvement est mise à mal à partir du moment où se présente la possibilité de siéger à la Knesset.

6.3.3. *Les pragmatiques contre les radicaux*

Deux camps se forment. Les pragmatiques avec le cheikh Abd Allah Nimr Darwich pour lesquels il n'y a d'autres choix que de s'intégrer à la vie politique de l'Etat d'Israël et même de se présenter à la Knesset. En cohérence avec cette ligne politique, Darwich soutient l'accord entre l'OLP et Israël.

L'autre camp, des radicaux et séparatistes, est dirigé par le cheikh Raad Salah, maire de Umm al-Fahm, et Kamal Khatib, son bras droit, résidant à Kafr Kana et leader du mouvement en Galilée. Ces leaders croient au séparatisme religieux, culturel et social des Arabes d'Israël. Ils considèrent qu'ils peuvent diriger les autorités locales puisque leur administration ne recquiert pas de jurer fidélité à l'Etat d'Israël et qu'elles servent les Arabes en accord avec les principes et préceptes de l'Islam.

Lorsque la possibilité de se présenter aux élections de la Knesset a surgi, le cheikh Raad Salah et Kamal Khatib se sont tournés vers le Dr Yusuf al-Qardaoui. Celui-ci a statué, par décret religieux, l'interdiction de s'intégrer à la vie politique israélienne. Qardaoui ne reconnaît pas la légitimité d'Israël.

Les membres des radicaux entretiennent des relations étroites avec le Hamas. Le cheikh Raad Salah est membre de la direction de l'Université islamique de Gaza et des connexions financières ont été mises au jour entre les deux mouvements[710].

Tawfiq al-Khatib, membre de la Knesset et bras droit de Abd Allah Nimr Darwich, annonce début avril 1997, que la rupture est consommée, malgré d'âpres négociations. Deux mouvements opèrent dorénavant sous le même nom. L'un est dirigé par le cheikh

[710] *ibid.*

R. Salah et son Vice-président, le cheikh K. Khatib de Kafr Kana et l'autre par le cheikh Darwich[711].

L'opposition entre deux visions et deux méthodes conduit ici à une césure entre partisans d'un radicalisme sans concession, enclins à recourir à l'action armée, et partisans de l'action politique. Pour les uns la participation politique est une caution donnée au système, seule la lutte armée peut produire des résultats. Pour les autres, l'intégration politique est un moyen de peser de l'intérieur, jusqu'au jour où la prise de pouvoir par les moyens légaux est possible.

La réponse apportée par les dirigeants du Hamas est plus subtil que celle de Nimr Darwich. En effet, le mouvement encourage ses cadres à participer aux élections et aux institutions de l'AP à titre individuel, et se réserve le droit de participer aux élections municipales en son nom propre. Ce faisant le Hamas entend s'immisser dans toutes les institutions civiles et étatiques. Le mouvement réussit donc à concilier les exigences doctrinales d'un mouvement de libération nationaliste religieux avec une situation de comprimission et de corruption de son idéologie. L'argumentation, tirée du corpus sacrée, permet de justifier en termes normatifs des choix pragmatiques hétérodoxes par rapport à la doctrine et de réduire les risques d'opposition à l'intérieur du mouvement. Ce succès politique sera pourtant vite entâché de nouvelles violences, les élections du CNP à peine passées.

7. <u>1996, un tournant pour le Hamas</u>

Le discours trop modéré de Mahmoud al-Zahar ou de Jamil Hamami, qui préconise une normalisation des relations avec l'AP, sans toutefois la légitimer, déplaît fortement aux radicaux du mouvement, incarnés par les membres de l'appareil militaire et la direction de Amman. La formation du PNIS est le signe avant courreur pour Amman d'une marginalisation.

[711] 03. 04. 1997, BBC-SWB-MO, *Israeli Islamic movement splits in two after yearlong rift*, text of report by Israeli newspaper, Haaretz on1st April

Les évènements, qui s'enchaînent en fin d'année 1995 et début d'année 1996, montrent que la violence et l'affrontement ont encore de beaux jours devant eux : le 25 juillet 1995, Mousa Abou Marzouq, qui rentre chez lui à Springfield, Virginie, est arrêté par les autorités américaines à l'aéroport de JFK, New York, et incarcéré[712]. Il sera libéré, début 1997, faute de chefs d'accusation sérieux[713] ; le 26 octobre 1995, Fathi Chikaki, chef du Jihad islamique basé à Damas, est assassiné à Malte ; en décembre Ytzhak Rabin est assassiné par un extrêmiste juif ; et le 5 janvier 1996 à Gaza, Yahia Ayyach[714], artificier des Brigades Izz al-Din, dit "l'ingénieur", est tué par l'explosion de son téléphone portable, piégé par le Mossad[715]. Dans le déchaînement de la violence, les radicaux de l'appareil militaire du Hamas, soutenus par la direction externe, ne se montrent pas en reste. Une vague d'attentats meurtriers en réponse à l'assassinat de Ayyach s'abat sur Israël au printemps 1996.

7.1. Les attentats du printemps 1996

Trois attentats meurtriers frappent Israël, le 25 février et le 3 mars 1996, perpétrés par les Brigades du martyr Yahia Ayyach, sous-groupe radical des Brigades Izz al-Din al-Qassam. Le 25 février un premier attentat frappe, à Jérusalem, la ligne de bus n°18, 40 minutes plus tard, un deuxième attentat se produit à Achkelon, à la frontière nord de la bande de Gaza[716]. Le 3 mars, un nouvel attentat prend pour cible la même ligne de bus n°18, à Jérusalem[717]. Mahmoud al-Zahar, porte-parole du Hamas à Gaza, appelle, le 4 mars, les Brigades Izz al-Din al-Qassam, à cesser les attaques contre l'Etat hébreu. Celles-ci répondent favorablement et annoncent un cessez-le-feu jusqu'au lendemain des élections générales en Israël, prévues le 29 mai 1996[718].

---

[712] 12. 10. 1995, *Adress book links alleged Hamas leader to terrorism*, by L. Neumeister, New York, Associated Press Writer
[713] 17. 05. 1997, *Hamas leaders endorse violence*, by Mohammad Daraghmeh, Nablus, Associated Press Online
[714] 25. 02. 1996, *Israël attentats*, Jérusalem, AFP ; Septembre 1996, *Hamas au bord de l'implosion*, Wendy Kristianasen Levit, Le Monde Diplomatique
[715] 24. 03. 2004, *Des assassinats ciblés ont été ordonnés depuis plus de trente ans par des dirigeants israéliens*, S. Le Bars, Jérusalem, Le Monde
[716] 25. 02. 1996, *op. cité*, AFP
[717] 03. 03. 1996, Jérusalem, AFP
[718] 05. 03. 1996, *La branche militaire du Hamas annonce un arrêt des attentats*, Ramallah, AFP

Le bilan de ces trois attentats est de 60 morts et d'une centaine de blessés[719]. La direction locale du Hamas semble avoir été prise par surprise et n'avoir aucune autorité sur l'appareil militaire. Ceci est plus qu'une apparence en raison de la compartimentation horizontale extrêmement rigoureuse et de la chaîne de commandement verticale instaurées par Moussa Abou Marzouq à partir de 1989.

Ces attentats, qui visent premièrement à venger la mort de Yahya Ayyach, le nom des Brigades qui ont revendiqué les attaques l'atteste, tendent à remplir plusieurs objectifs : démontrer que seul l'action armée permet de combattre les israéliens et de ce fait apparaître aux yeux des Palestiniens comme l'unique mouvement légitime de libération de la Palestine ; signifier à la direction locale de Gaza que ses tentatives de conciliation et de coopération avec l'AP sont inacceptables pour la direction externe ; enfin, punir Israël et lui montrer que les Palestiniens, aussi, sont capables de recourir à la violence et ne le laisseront jamais en paix.

En outre, ces attaques démontrent essentiellement deux choses : le manque total de contrôle de la direction locale sur l'appareil militaire et la crainte de la direction externe de se voir marginaliser par un futur accord politique entre l'AP et la direction de Gaza. Les conséquences de ces attaques dépasseront l'effet recherché par la direction de Amman et produiront même l'effet inverse. Les dirigeants du Hamas, à Gaza en particulier, mais aussi en Cisjordanie, arguent désormais que ces attaques, décidées à Amman, Damas ou au Soudan[720], ne sont pas en phase avec la réalité des Palestiniens vivant dans les territoires. En dernier ressort, ce sont eux qui subissent l'enfermement du au bouclage de la bande de Gaza et des villes palestiniennes de Cisjordanie[721]. Ainsi, comme nous l'apprend le journal israélien Yediot Aharonot : "la population de Gaza est furieuse contre le Hamas qu'elle accuse d'être la cause du désastre économique qui la frappe". Quant aux dirigeants du mouvement dans les territoires, Jamil Hamami, fondateur, en 1988, du Hamas en Cisjordanie, déclare : "Le peuple Palestinien à l'intérieur des territoires est plus apte à apprécier la situation que

[719] 04. 03. 1996, *La branche politique du Hamas somme l'aile militaire de cesser les attentats*, Gaza, AFP
[720] 04. 03. 1996, *Bombing reveals split among islamic militants*, N. Tatro, Jerusalem, Associated Press Writer
[721] 30. 05. 1996, BBC-SWB-MO, *Hamas official outlines movement's new policy*, text of report by the Egyptian news agency, MENA, Cairo 28th May

quiconque, concernant les opérations armées[722]", tandis que Sayyid Abou Moussamih, leader du Hamas dans la bande de Gaza, pointe le décalage qui existe entre les dirigeants à l'étranger, dans leurs bureaux, qui envoient de l'argent et demandent des attaques, et les dirigeants de l'intérieur que l'on montre du doigt et que l'on rend responsables des affres que vivent les Palestiniens[723].

Ces opérations armées, de février-mars 1996, auront un autre effet, celui d'encourager la direction locale du Hamas à intensifier le dialogue avec l'AP et de renforcer la conviction que l'action politique est à même de produire une solution viable pour le mouvement.

7.2. <u>Direction de l'intérieur et AP, à la recherche d'un nécessaire modus vivendi</u>

Le dialogue entre l'AP et la direction locale pour arriver à la coexistence répond avant tout à la volonté d'éviter des affrontements inter-palestiniens, mais aussi à celle de protéger les infrastructures du mouvement et ses cadres.

Déjà, entre août 1995 et février 1996, les leaders de l'intérieur tentent d'utiliser la trêve déclarée par le Hamas et le Jihad islamique, afin de ne pas retarder le retrait de l'armée israélienne et de permettre le bon déroulement des élections du Conseil national palestinien. Au-delà, la tentative vise à négocier un accord avec l'AP et indirectement avec Israël. Les discussions entre le Hamas et l'AP sont conduites avec la participation de Muhammad Daif, chef de l'appareil militaire du Hamas dans la bande de Gaza et à ce titre l'un des cadres du mouvement les plus recherchés par les Israéliens. L'accord doit permettre : 1° L'arrêt total des opérations militaires du Hamas contre Israël qui ne servent pas les intérêts palestiniens ; 2° La coopération avec l'AP afin de l'aider à prouver qu'elle contrôle la situation et empêcher ainsi Israël de violer les accords d'Oslo. Par ces négociations avec l'AP, le Hamas cherche à conclure une trêve avec Israël. Le Hamas signerait un accord formel avec l'AP et en retour, Israël cesserait ses assassinats ciblés et relâcherait le cheikh Yassine[724].

---

[722] 27. 05. 1996, BBC-SWB-MO, *West-Bank Hamas leader says internal leadership better judge of strategy*, text of report by Jordanian newspaper, Al-Ray on 26th May
[723] 12. 08. 1996, BBC-SWB-MO, *op. cité*
[724] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 74

Ces négociations entre l'AP et la direction du Hamas à l'intérieure des territoires ne sont pas du goût du Bureau politique de Amman qui ne veut pas entendre parler de cessation des attaques et d'accommodements avec l'AP. Les attentats de février-mars 1996 coupent court à toute négociation et déclenche une vague de représailles de la police palestinienne sur les dirigeants islamistes, leur infrastructure et les activités du mouvement. "L'AP a arrêté les activistes et frappée les institutions du Hamas" affirme le colonel Rachid Abou Chibak, commandant en second des forces de sécurité palestinienne à Gaza. Autrement dit, l'AP a pris le contrôle des 450 mosquées de la bande de Gaza, des institutions dispensant l'aide sociale et dévastée l'Université islamique de Gaza. Les publications du groupe islamiste sont interdites, ainsi que les placards[725]. Enfin, selon Mahmoud al-Zahar, un millier de militants croupissent dans les géôles palestiniennes[726].

Les attentats, désapprouvés par la population palestinienne, qui souffre des conséquences de tels actes, et par la direction locale du Hamas, qui en subit elle aussi les contrecoups, obligent chacun à conclure que la stratégie du mouvement n'est plus adéquate, l'Intifada est fini depuis plus de deux ans. Plus de politique serait souhaitable, afin notamment d'éviter l'affrontement avec l'AP.

La période, qui s'ouvre après les attentats du printemps 1996, est marquée par des tentatives de rapprochement de la direction locale du Hamas avec l'AP et des volontés scissionistes à l'intérieur du mouvement, notamment de leaders des Frères en Cisjordanie qui souhaitent se séparer de la tutelle des Frères jordaniens. Le mouvement islamiste est sur le point d'imploser tandis que l'AP retrouve un certain ascendant grâce à son action policière et l'aide des services de sécurité israéliens.

Ce choix, du mouvement islamiste, pour une stratégie faisant plus de place au politique, n'est pas seulement le fait de la direction du Hamas dans les territoires mais aussi d'une partie des dirigeants du mouvement islamiste en Israël.

Parallèlement, l'avènement en Israël d'un gouvernement de droite, en mai 1996, emmené par Benyamin Nétanyahou, indique un changement de gestion des relations

[725] 12. 08. 1996, BBC-SWB-MO, *op. cité*
[726] 01. 07. 1996, *You know our methods*, interview du médecin, Mahmoud Zahar, dans sa clinique de Gaza, Newsweek

avec les Palestiniens. Cet évènement facilitera le rapprochement entre les islamistes et l'AP, et un renouveau de popularité du Hamas dans sa version radicale.

7.3. Déclarations de bon aloi et débauche de bonnes intentions

Soumis à la répression conjointe de l'AP et d'Israël, au mécontentement de la population palestinienne, la direction du Hamas dans les territoires, multiplie les appels à privilégier l'action politique plutôt que les opérations militaires et exprime sa volonté d'arriver à une coexistence pacifique sur une base politique avec l'AP.

7.3.1. *Freiner la répression de l'AP*

Le cheikh Jamil Hamami, qui passe pour le chef de file des "Colombes", affirme avoir "été un des premiers à exiger le gel des opérations militaires, convaincu qu'elles représentent un très lourd fardeau pour les Palestiniens"[727]. Quant à Ghazi Hamad, un des leaders du Hamas dans la bande de Gaza et éditeur du journal al-Watan, affilié au mouvement, il se déclare opposé aux "opérations militaires, car elles n'aident pas le Hamas, elles ont même un effet très négatif pour le mouvement, et affirme : nous sommes prêts à en discuter avec l'AP, car nous ne souhaitons pas de confrontation. Nous ne voulons pas que les Palestiniens reprochent leurs souffrances au Hamas. L'arrêt de nos opérations fera partie d'un accord global"[728]. Les leaders du mouvement dans les territoires expriment ainsi leur conscience des souffrances du peuple palestinien dues aux opérations militaires contre Israël, celle de la ligne rouge de la guerre civile et semblent n'envisager d'autre porte de sortie que la négociation politique avec l'AP. Mahmoud Zahar va même jusqu'à se réunir avec des partisans des accords d'Oslo, afin de s'entretenir de la manière de contrer les implantations juives. Cette initiative est soutenue par Imad al-Falouji, un ancien du Hamas nommé ministre des Télécommunications par Arafat pour le récompenser d'avoir choisi la voie politique et s'être présenté avec succès aux élections du CNP en janvier 1996[729]. Il déclare, ce

[727] Septembre 1996, *op. cité*, Le Monde Diplomatique
[728] *ibid.*
[729] 23. 03. 2004, *op. cité*, Le Monde

portant caution des louables intentions des dirigeants locaux du Hamas : "nous devons étouffer les colonies par des moyens pacifiques".

Tous les moyens sont bons pour enrayer la repression à laquelle est soumise le mouvement et ses institutions. Ainsi, les déclarations de bonnes intentions et les tentatives de rapprochement avec l'AP se multiplient. Si, des initiatives directes du Hamas et des Brigades sont tentées, les possibilités de médiation ne sont pas négligées. Ainsi, Imad al-Falouji se prête-t-il au jeu, tout comme le PNIS.

7.3.2. *Le PNIS tente de légitimer sa présence sur la scène politique palestinienne*

Le PNIS, annoncé par Yasser Arafat lui-même, en novembre 1995, est officiellement formé en mars 1996. Le Parti, qui compte de nombreux membres du Hamas, suggère une tentative des leaders islamistes, opposés à la violence du mouvement, d'échapper à l'offensive coordonnée entre les services de renseignement israéliens et palestiniens. Le Parti bien que réitérant son slogan de "l'islam est la solution", déclare vouloir atteindre son but par les voies politiques légales et reconnaît le pluralisme religieux, politique et culturel[730]. Le parti n'ayant pas participé aux élections du Conseil national palestinien, son porte-parole, Fakhri Abd al-Latif, annonce qu'il participera aux prochaines élections municipales[731].

Le PNIS, fortement suscité par Yasser Arafat, va servir de canal de liaison entre le Hamas et l'AP. Son rôle, rétablir le contact entre les deux formations antagonistes, car comme l'explique Jamil Hamami : "le Hamas et l'AP n'ont d'autre choix que le dialogue"[732]. Le cheikh Ahmad Bahar, lors d'une manifestation de solidarité avec Mousa Abou Marzouq, explique que "le PNIS a préparé dans ses grandes lignes un projet de dialogue entre l'AP et le Hamas et qu'il est en contact permanent avec les deux partis pour décider du moment opportun pour lancer l'initiative", ajoutant, pour ceux qui en douteraient, que cette initiative de dialogue répond aux intérêts du pays et a pour objectif la cohésion des rangs et le développement de la société[733].

---

[730] 23. 03. 1996, N.Y Times service
[731] 25. 03. 1996, BBC-SWB-MO
[732] 27. 05. 1996, BBC-SWB-MO, *Israeli source sees "no chance" for Hamas' internal leaders in rift with exils*, text of report by Jordanian newspaper al-Ray on 26th May
[733] 23. 05. 1996, BBC-SWB-MO, text of report by Palestinian newspaper al-Bilad

Malgré ces honorables efforts, le parti restera marginal dans la vie politique palestinienne, mal organisé et politiquement insignifiant. Ce sont les conditions israélo-palestiniennes et intra-palestiniennes qui imposeront ce manque de représentativité : le blocage du processus de paix, à partir de juin 1996, dû à l'élection de Nétanyahu, oblige l'AP à chercher le rapprochement avec le Hamas, et le report, sine die, des élections municipales prive le PNIS de la possibilité de montrer ses capacités en entrant en campagne.

7.3.3. *Le Hamas et les Brigades Izz al-Din à la recherche d'un consensus avec l'AP*

Dès le lendemain du troisième attentat du printemps 1996, les Brigades ont répondu favorablement à la demande de la branche politique du Hamas de cesser toute action militaire. Elles proposent même un cessez-le-feu jusqu'au lendemain des élections générales du 29 mai 1996 en Israël.

Agissant comme un pouvoir politique, les Brigades font savoir en mai, peu avant le scrutin en Israël, qu'elles ont un certain nombre de propositions à faire à l'AP, afin de stabiliser les relations entre le Hamas, son bras armé et l'institution gouvernementale palestinienne.

Ainsi, le 20 mai 1996, les Brigades Izz al-Din al-Qassam annoncent, par le biais d'une agence de presse basée à Jérusalem, "une initiative sincère pour organiser les échanges entre l'AP et le Hamas et remédier à la déterrioration des relations à l'intérieur du camp palestinien". Le plan préconise : la mise sur pied d'un comité national neutre avec l'approbation des deux parties pour superviser le dialogue et la médiation ; la cessation de toute propagande médiatique et campagne de dénigrement ; la relaxe des prisonniers et l'arrêt des mesures de répressions sur les activistes islamistes afin de préparer de réelles réconciliations ; la mise au point d'une stratégie commune, basée sur la fraternité, la coopération et le respect, afin de renforcer l'unité nationale et d'éviter, notamment, toute action dommageable à l'une des deux partis ; enfin, l'Autorité doit s'engager à mettre un terme à l'oppression et à établir la justice, le respect de la démocratie et la garantie de la liberté d'expression, afin de permettre, à ceux qui en sont capables, de participer à la construction du pays. Le Hamas et les Brigades se

déclarant, pour leur part, prêts à coopérer et à considérer toute initiative politique sérieuse qui prenne en compte les intérêts et les aspirations du peuple palestinien[734].

Quelques jours après ces propositions, qui correspondent à la ligne du Hamas et des Brigades à chaque fois que le mouvement est mis sous pression par l'AP, et qui visent à empêcher, en particulier, tout dérapage sanglant entre Palestiniens, les leaders du mouvement font un pas supplémentaire en direction de Yasser Arafat et de l'AP, affirmant leur volonté d'arriver à un accord politique et reconnaissant par là même leur faiblesse. Le Dr Mahmoud al-Zahar, qui se fait le porte-parole du Hamas, déclare reconnaître l'autorité de Arafat et exprime la volonté du mouvement de travailler au sein de l'AP.

En fait, le Dr Zahar réitère sa conviction, exprimée pendant les négociations du Caire, en décembre 1995, que l'intérêt du mouvement est de participer ouvertement aux institutions de l'AP. Il prétend donc engager le mouvement, au nom de tous les leaders dans les territoires, sur la voie de l'action politique, du dialogue démocratique et du renoncement à l'action militaire, ceci afin d'assurer la présence du mouvement sur la scène politique palestinienne, la sécurité et l'unité nationale palestinienne[735].

7.4. Divorce entre Gaza et Amman ?

La direction locale du Hamas semble donc désavouer la ligne politique suivie par la direction de Amman. Ce désavoeu est-il sincère ou simplement de circonstances ? Recouvre-t-il un différend idéologique et méthodologique, comme on l'a vu précédemment, entre les partisans de l'action politique par le biais d'un parti légale et les partisans de la stratégie du jihad continu, ou résulte-t-il simplement de la pragmatique du mouvement et de l'exigence de réalisme ?

7.4.1. *Des vertus du réformisme*

Dans le discours, il existe un clivage entre réformisme et radicalisme. Sayyid Abou Moussamih, membre des Frères longtemps avant de rejoindre le Hamas, exprime

[734] 20. 05. 1996, BBC-SWB-MO, *Hamas military wing issues statement on relations with Palestinian national Authorities*, text of report by press service JMCC, Jérusalem, on 17th May

[735] 30. 05. 1996, BBC-SWB-MO, text of report by the Egyptian news agency, MENA

clairement les erreurs qui ont conduit, à son avis, à l'impasse : "la première tâche du Hamas est de s'opposer à l'occupation. La deuxième est sociale, car nous voulons renforcer notre peuple (...) Si nous pouvions revenir en arrière, nous aurions fait plus pour construire la maison palestinienne. Nous aurions pu rejoindre l'AP et le Conseil national palestinien dans le but d'organiser nos vies et de propager la démocratie dans la communauté palestinienne. Rejoindre l'AP signifie : 1° promouvoir la démocratie ; 2° mieux organiser l'agenda palestinien". Bien qu'il reconnaisse les manques des accords d'Oslo et la filiation entre ceux-ci et le CNP, il rappelle l'exigence de réalisme "tout ce qui contribue à la construction de notre société est bienvenu et participer aux élections signifie : 1° rejeter les Accords ; 2° bénéficier d'une représentation populaire qui permet de changer les choses"[736].

Ces reflexions de Sayyid Abou Moussamih, s'inscrivent en droite ligne de l'idéologie réformiste, pragmatique de par sa volonté de peser sur le politique. Elles expriment en outre un désavoeu de la conduite des affaires par les islamistes basés en Jordanie, Hamas et branche jordanienne des Frères réunis.

Dans la même veine, en septembre 1996, le cheikh Hamid Bitawi, chef de la ligue des théologiens palestiniens et le cheikh Saïd Bilal, de Naplouse, demandent à l'AP de légaliser les activités des Frères et de leur permettre d'opérer dans les territoires autonomes. "Il nous est nécessaire de mener nos activités religieuses et sociales, sans aucune tension[737]" déclare Saïd Bilal, au moment où l'AP confisque aux islamistes ses moyens d'action sociale et les vecteurs de leur influence. Ils signifient pas là leur désaccords avec la stratégie de l'activisme armé.

Imad al-Falouji, qui se fait fort d'appuyer toute initiative politique des islamistes palestiniens, affirme qu'autoriser les Frères à opérer légalement réduira la violence du Hamas[738]. Ce faisant, il milite pour une palestinisation du destin du mouvement islamiste, et se pose en adversaire de la tutelle jordanienne.

---

[736] 12. 11. 1996, BBC-SWB-MO, *Hamas leader Abu Musamih says Hamas "cannot ignore reality"*, inteview with Sayyid Abou Mousamih, by Amira Hass, in the Gaza Strip, published by Israeli newspaper, Haaretz on 10th November
[737] 08. 09. 1996, *Muslim Brotherhood asks PLO's Arafat for licence*, W. Amr, Jerusalem, Reuters

7.4.2. *Désavoeux et campagne de dénigrement*

Les voix dénonçant ces mesures se font entendre à l'intérieur des territoires, notamment celle de Jamal Mansour, leader du Hamas en Cisjordanie, chargé en particulier de recueillir les dernières images et paroles des Kamikases, qui ne peut concevoir une rupture du lien historique entre les Frères de Cisjordanie et la maison mère en Jordanie. Mais ce sont surtout les Frères jordaniens, par la voix de leur Guide Abd al-Majid al-Dhunaybat, qui s'élèvent pour dénoncer une telle initiative et assurer qu'elle ne peut être menée à bien en raison de la structure de l'organisation des Frères[739]. Les antennes de Cisjordanie dépendent de la branche jordanienne qui elle-même dépend de l'Organisation mondiale des Frères. La décision de créer une instance indépendante de la maison mère jordanienne, en Cisjordanie, ne peut être le fait des seuls Palestiniens. Celle-ci recquiert le consensus de l'ensemble de la mouvance des Frères.

La réponse des dirigeants du Hamas à Amman n'est pas moins prompte que celle des Frères jordaniens. Ibrahim Ghawcha, porte-parole du Hamas en Jordanie et l'un des fondateurs des Frères dans le royaume Hachémite, au début des années cinquante, jette son dévolu sur les leaders du mouvement dans les territoires. Lorsque le cheikh Yassine et Mahmoud Zahar appellent à la suspension des attaques jusqu'au lendemain des élections générales israéliennes, il se permet de minimiser cet appel en argant que le cheikh est faible et ne représente guère plus qu'un symbole[740]. Mahmoud Zahar n'échappe pas à sa vindicte et il le qualifie de "porte-parole auto-désigné". Quant à Jamil Hamami, qui appelle au dialogue avec l'AP, Amman déclare son "exclusion". Il va sans dirtre que Gaza ignore l'exclusion de Hamami et la rétrogradation de Zahar. On pourrait croire qu'un divorce se profile, pourtant comme le rappelle judicieusement, le représentant du Hamas en Jordanie, Mohammad Nazzal, à l'instar de Abd al-Majid al-Dhunaybat, le Hamas a sa propre structure à laquelle la direction de Amman et celle de Gaza sont soumises. Démentant l'existence d'une quelconque fracture au sein du Hamas, qui compte trois secteurs géographiques : Gaza, Cisjordanie et la diaspora, il

---

[738] 12. 09. 1996, BBC-SWMO, text of report by Israeli Radio, on 10th September

[739] 12. 09. 1996, BBC-SWMO, *Jordanian Muslim Brotherhood head condemns West-Bank request for licencing*, text of report by Khalil ach-Chawbaki, published by Jordanian newspaper, al-Ray on 10th September

précise qu'aucun des trois, ne peut prendre de décision seul, les décisions stratégiques devant être approuvées par tous[741].

Les dirigeants de Amman ne se contentent pas de critiquer et de minimiser les initiatives de la direction locale. Afin de pallier l'offensive israélo-palestinienne contre les activistes et membres de l'appareil militaire, la direction de Amman forme une nouvelle force, composée de soixante-dix membres, répartie en cellules secrètes en Cisjordanie et à Gaza, selon le schéma habituelle[742]. En outre, cédant à la panique et contrairement à la ligne doctrinale, ils lancent des appels, par voie de tracts, à s'affronter et à lever l'Intifada contre l'AP, vendue à l'occupant[743].

Ce qui se profile dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, c'est la tentative de constituer une direction forte du mouvement islamiste, afin de détrôner Amman, dont la politique de violence a plongé l'ensemble des Palestiniens dans la misère économique, soumis le mouvement dans les territoires à la vindicte populaire et mis dans l'incapacité de mener une action efficace et continue.

Ceci dit, il ne faut pas s'y tromper, le divorce qui semble se dessiner sous nos yeux, tout au long de cette année 1996, et qui rend compte de divergences pré-existantes, est moins évident qu'il n'en à l'air et même tout à fait contraire à la stratégie politique du Hamas, jamais tranchée, toujours à double tranchant ou pour employer un langage moins imagé, fonction des réalités changeantes.

7.4.3. *Plus qu'un divorce, une redistribution des cartes*

Le mouvement initié est celui d'un rééquilibrage du pouvoir de décision entre Amman et Gaza, un simili coup d'Etat sans effusion de sang et sans éviction de l'ancien exécutif. L'essence du message quant à lui ne change pas, Mahmoud Zahar redit son conviction : "que ce soit le Parti travailliste ou le Likoud, les Israéliens ne veulent pas concéder plus que l'autonomie aux Palestiniens, alors que nous voulons un Etat indépendant. Nous ne croyons pas que les négociations avec Israël nous apporterons

---

[740] 27. 05. 1996, BBC-SWB-MO, text of report by Yoni Ben Menahem, on Israeli radio
[741] 27. 07. 1996, BBC-SWB-MO, Amman
[742] 12. 08. 1996, BBC-SWB-MO, *op.cité*
[743] Septembre 1996, *op. cité*, Le Monde Diplomatique

quoi que ce soit"[744]. Il affirme par là son adhésion au credo du Hamas et, même s'il reconnaît comme Ghazi Hamad, que les attaques du printemps ont desservi le mouvement, il répète que ce n'est pas la fin des opérations militaires contre Israël[745].

A force de négociations, notamment avec les leaders en Cisjordanie, et d'appels à unifier les rangs palestiniens pour faire face à la confiscation des terres[746], Mahmoud Zahar peut annoncer, au cours de la commémoration des anniversaires de la première intifada et des martyrs Imad Aql et Yahya Ayyach, la création d'un bureau politique central à Gaza auquel se rattacheront les branches de Cisjordanie. Le choix de Gaza se justifie pour des raisons historiques : de la première expression institutionnelle des islamistes à la première Intifada, la bande de Gaza est le centre des activités palestiniennes islamiques.

Afin de bien signifier que la rupture est avant tout formelle et non essentielle, bien qu'il affirme vouloir faire du Hamas un mouvement publique et ouvert, qui travaille dans les champs de la politique et de l'information, il réitère les principes de base du Hamas : "la terre de Palestine est islamique, et personne n'a le droit de renoncer à une seule parcelle de cette terre. C'est pourquoi nous ne pouvons signer avec Israël qu'une trêve ; l'action militaire est un moyen et non un objectif et nous ne pourrions y renoncer ; de même nous cherchons à unifier la nation et non à la diviser".

Une fois encore, comme au lendemain de l'installation de l'AP à Gaza et Jéricho, en mai 1994, puis à la veille des élections du CNP en janvier 1996, les cadres du Hamas, montre leur flexibilité politique, leur capacité à trouver une posture et produire un discours qui concilient les exigences doctrinales et la nécessité de prendre en compte les contraintes imposées par la réalité plus que changeante, sur cette rive de la méditerranée. Ainsi, l'objectif final d'une libération totale de la Palestine n'est-il pas abandonné, c'est ce qu'implique le terme de trêve, mais seulement différé. On retrouve aussi en filigrane le concept religieux de sabr, la patience. Et le jihad, qui donne sa légitimité au Hamas, en le différenciant de l'AP qui a renoncé à la lutte armée, est

[744] 01. 07. 1996, *op. cité*, Newsweek
[745] 12. 08. 1996, BBC-SWB-MO, *op.cité*
[746] 15. 08. 1996, BBC-SWB-MO, *Chaykh Yasinreportedly in hospital ; no decision for Hamas leaders to travel abroad*, text of report on interview with Dr Mahmoud Zahar, in Gaza, published by london based newspaper al-Hayat on 12th August

réaffirmé comme le moyen de parvenir à la libération de la terre sacrée de Palestine où siège notamment le troisième lieu saint de l'Islam.

Le discours très mesuré de Zahar rend compte de la faiblesse stratégique du mouvement islamiste en cette année 1996. Il montre en outre un schéma de fonctionnement qui lui réussit bien. Le Hamas adopte un profil bas dans l'attente de jours meilleurs.

7.5. Le point bas, signe de la remontée

L'attente ne sera pas bien longue, on peut compter sur les israéliens pour donner du grain à moudre aux islamistes et renverser les situations en faveur des islamistes. C'est l'élection de Nétanyahou qui met le feu aux poudres en changeant les termes de la relation israélo-palestinienne. Le surplace du processus d'Oslo ; le redéploiement différé de l'armée israélienne dans la ville de Hébron ; l'ouverture, en octobre 1996, d'un tunnel sous la vieille ville de Jérusalem, qui déclenche des affrontements entre police palestinienne et armée israélienne ; l'annonce de l'implantation d'une nouvelle colonie à la périphérie sud de Jérusalem, à Bar Homa pour les Israéliens, ou Djebel Ghneïm pour les Palestiniens, tous ces évènements ont pour effet de donner raison aux islamistes, qui ne croient pas en la négociation avec Israël, et placent dans l'embarras l'AP qui est obligée dès lors de se rapprocher du Hamas.

En effet l'heure n'est pas à la division au moment où les Palestiniens voient s'élever face à eux un Israël conquérant, décidé à bafouer leur droit les plus élémentaires. C'est en conscience de ces dangers que le cheikh Yassine depuis sa cellule en Israël appelle à l'unification des rangs palestiniens, du moins à une gestion intelligente des relations avec l'Autorité afin d'empêcher les affrontements. En ce qui concerne le Hamas, il reconnaît la légitimité du politburo de Amman qui s'occupe de toutes les affaires courantes, bien qu'il soit basé en dehors de la Palestine, ce qui lui a valu la confiance de toutes les branches jusqu'à maintenant. Il invite donc les dirigeants

des territoires à ne pas changer le statu quo et à s'en remettre au vote à la majorité du Conseil de la chura pour les questions controversées[747].

Le Hamas qui menace un temps d'imploser retrouve une certaine stabilité, les personnalités qui s'organisent à Gaza verront leur initiative validée par la suite des évènements tandis que la rupture annoncée, entre direction locale et externe, n'est finalement pas consommée. Le mouvement, pris un temps entre les feux israéliens et palestiniens, peut à nouveau respirer et travailler à redorer son blason pour reconquérir le soutien de la population.

8. Une remontée en puissance progessive du Hamas à partir de 1997

La fin de l'année 1996 est caractérisée par une remontée de la tension entre Israéliens et Palestiniens. Les affrontements entre police palestinienne et armée israélienne dans l'enceinte de la ville sainte de Jérusalem, le sentiment de dépossession, éprouvé par les Palestiniens, face aux colonies israéliennes qui se multiplient, alimentent le conflit.

La remontée des islamistes se perçoit, dès la fin de l'année 1996, à travers les élections des conseils étudiants sur les campus des universités. Bien que très relativement représentatives de l'humeur populaire, puisque l'Université islamique de Gaza, l'Université Khalil de Hébron ou al-Najah de Naplouse, sont des bastions naturels des islamistes, on constate tout de même que l'ensemble des campus universitaires palestiniens, à l'exception de l'uinversité de Bethleem, sont aux mains des islamistes, Hamas et Jihad islamique[748].

Sachant que les universités sont des viviers de l'activisme islamique, que des manuels d'instruction au terrorisme sont retrouvés dans les collèges et les universités islamiques[749], on peut s'attendre à un renouveau de la violence, légitimée par les entreprises illégales et même criminelles, mais tolérées par la communauté

---

[747] 15. 03. 1997, BBC-SWB-MO, *Chaykh Yasin : Hamas leaders to decide if arm resistance goes on*, text of report by Jordanian weekly al-Majd on 10th March

[748] 20. 12. 1996, Hamas wins big again, Al-Akhbar, iapinfo@iap.org

[749] 22. 08. 1997, *op. cité*, Le Figaro

internationale, de l'Etat hébreu. Le 23 mars 2004, B. Netanyahu, ministre des finances israélien, n'a-t'il pas déclaré, au lendemain de l'assassinat du cheikh Yassine par l'armée israélienne et au mépris de la sécurité de ses concitoyens : "même si, à court terme, les réponses du Hamas seront dures, à long terme, cela l'amènera à plus de retenue..."[750].

Voilà qui en dit long sur ce que l'on appelle la politique israélienne vis-à-vis des Palestiniens. Neuf mois après l'élection de Nétanyahu, au poste de premier ministre, en mai 1996, une opération kamikase termine sa course dans un café de Tel-Aviv. En août et septembre 1997, deux autres opérations ont lieu à Jérusalem, dont un double attentat sur le marché de Mahane Yehuda. Les opérations, non officiellement revendiquées par le bras armé du Hamas, en accord avec le compromis passé en décembre 1995 avec l'AP, sont justifiées par l'annonce de la construction d'une nouvelle colonie à Jérusalem-Est. Le quartier général de Amman affirme que seules la lutte armée et les opérations suicides peuvent permettre de mettre un terme à l'usurpation et à la judaïsation de la Palestine, de Jérusalem et de ses lieux saints.

Les enquêtes menées après ces attentats révèlent un appareil militaire, dans la bande de Gaza, très bien organisé et en contact étroit avec les directions en Jordanie et au Liban ; des ateliers de confections d'explosifs en Cisjordanie, à Naplouse et Bethléem[751], mais aussi dans les laboratoires de l'Université de Bir Zeit[752], dont les étudiants et étudiantes sont des acteurs indispensables et volontaires ; enfin que les auteurs du double attentat de Jérusalem, en août, sont entrés en Israël avec des passeports britanniques[753].

Un autre signe de la vigueur retrouvée du Hamas et des islamistes, en cette année 1997, est la manifestation qui rassemble quelque trois mille participants à Naplouse, en mai. Une douzaine de Palestiniens, couverts de faux-sang, marchent derrière un cercueil et scandent : " nous sommes ceux qui cherchent la mort". Les leaders islamistes, comme Jamal Mansour, exhortent Arafat à abandonner les négociations au profit de l'action armée qui peut produire des résultats. Et, Mousa Abou

---

[750] 23. 03. 2004, *op. cité*, Le Monde
[751] 31. 07. 1997, *Carnage au coeur de Jérusalem*, Marc Henry, Jérusalem, Le Figaro
[752] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.78
[753] 17. 08. 1997, *op. cité*, Sunday Telegraph

Marzouq, qui vient d'être libéré de prison et renvoyé en Jordanie, s'adresse à la foule par téléphone, les encourageant à manifester violemment[754].

Enfin, Yasser Arafat, qui en 1996 avait fait arrêté un grand nombre d'activistes, se montre plus conciliant après cette vague d'attentats. Mahmoud Zahar[755] et même Abd al-Aziz al-Rantissi[756], qui vient d'être libéré de prison par les Israéliens, affirment ne pas avoir été mis au courant des opérations qui viennent d'être perpétrées. Le service de contre-espionnage israélien, le Shin Beth, confirme que les dirigeants locaux n'ont rien à voir avec ces attentats qu'il attribue à la direction radicale basée à Damas, opposée aux accords d'Oslo[757].

Le chef de l'Autorité palestinienne, conscient de la force retrouvée et grandissante du Hamas et des autres factions opposées au processus de paix, invite les dirigeants de ces mouvements à un "dialogue national".

A l'été 1997, le Hamas sait qu'il a retourné la situation en sa faveur, aidé par le surplace, voire le recul, des accords d'Oslo et le développement des colonies. Le sentiment d'injustice et de désespoir des Palestiniens qui "ont compris qu'il n'y a pas de futur dans le processus de paix", comme le dit Ghazi Hamad[758], permet au Hamas de poursuivre sa stratégie de guerre d'usure contre Israël. "Conscient que nous ne pouvons prétendre à une quelconque supériorité sur notre ennemi à présent, nous pouvons lui faire payer le prix de son occupation, de ses aggressions et de ses crimes. Il ne faut pas le laisser se stabiliser" déclare K. Machaal[759]. Le Hamas, qui sait pertinemment qu'un attentat est immédiatement suivi d'un bouclage des territoires, se repose sur son réseau d'institutions sociales pour pallier les carences qui en résultent. A l'époque il dispose d'un budget d'environ 70 millions de $ par an. Dans la bande de Gaza 30% des familles sont concernées par l'aide du Hamas, tandis qu'en Cisjordanie ce sont 20% qui en bénéficient[760].

---

[754] 17. 05. 1997, *op. cité*, Associated Press online
[755] 04. 08. 1997, BBC-SWB-MO, *Hamas Zahar repeats claimof responsability for Jerusalemblasts*, excerpts from report by Jordanian newspaper, al-Arab al-Yawm on 1st August
[756] 30. 08. 1997, *op. cité*, Dawn
[757] 31. 07. 1997, Le Figaro, F.C
[758] 30. 08. 1997, *op. cité*, Dawn
[759] 20. 08. 1997, BBC-SWB-MO, *Hamas leader on resistance, ties with PNA*, interview with Khalid Machaal, chief of the Hamas politburo, published by Jordanian newspaper al-Dustur on 17th August

8.1. Le retour du cheikh Yassine

C'est à la faveur d'une opération manquée du service de renseignement israélien, le Mossad, contre le chef du politburo du Hamas, à Amman, K. Machaal, que le cheikh Yassine est libéré, le 2 octobre 1997, après huit ans passé dans les géôles de l'Etat hébreu. C'est le roi Husseïn de Jordanie qui a négocié l'échange des agents israéliens contre la liberté du cheikh, avec le gouvernement de Nétanyahou[761].

Après un rapide passage par Amman, le cheikh Yassine est autorisé à rentrer à Gaza. Il fait un retour triomphal. Abd al-Aziz al-Rantissi déclare son respect, son dévouement et sa foi en Yassine[762]. Pour l'occasion, le chef militaire du Hamas dans la bande de Gaza, le Dr Ibrahim al-Maqadima, sort de la clandestinité et fait une apparition pour accueillir le vieil homme[763].

8.1.1. *Le cheikh se pose en égal de Arafat*

Le retour du cheikh à Gaza redonne au Hamas une certaine cohésion. Il a plaidé en faveur de la direction de Amman et reconnu sa légitimité. En ce qui concerne les relations avec l'AP et l'entente interpalestinienne, il n'a jamais cessé d'exhorter ses partisans à éviter l'affrontement et appeler à l'unité. Dès son retour, Yassine, tout en prenant position au nom d'un mouvement qui revient en force dans le coeur des Palestiniens, souligne les mérites de Arafat qui "se bat pour libérer Jérusalem et apporter à son peuple liberté et indépendance". Dans le même temps, il s'adresse directement à Israël, en tant que chef d'un mouvement puissant, dont il faudra de plus en plus tenir compte à l'avenir, et propose une trêve ou hudna[764].

Ce n'est pas la première fois que le Hamas fait une telle proposition comme il le dit lui-même : "J'ai offert une trêve, il y a trois ans, une autre après ma libération, sous certaines conditions : 1° Israël doit quitter la Cisjordanie et Gaza ; 2° démanteler les colonies ; 3° libérer les prisonniers ; 4° permettre le passage en toute sécurité entre la Cisjordanie et Gaza ; 5° un Etat palestinien sur Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem

---

[760] 02. 10. 1997, *Israël relâche le chef spirituel du Hamas*, Christophe Boltanski, Jérusalem, Libération
[761] *ibid.*
[762] 07. 10. 1997, *Le retour triomphal du cheikh Yassin à Gaza*, C. Boltanski, Gaza, Libération
[763] 29. 10. 1997, BBC-SWB-MO, *Hamas military leader Maqadimah reportedly "still alive and free"*, text of report by jordanian newspaper al-Dustur on 27th October
[764] 08. 10. 1997, *Cheikh Yassine se pose en égal d'Arafat*, P. Gélie, Gaza, Le Figaro

capitale ; 6° ce qui est au-dessus et au-dessous du sol, nous appartient. Israël ne doit pas s'immiscer dans nos affaires, et d'ajouter, si Israël accepte, nous cesserons nos opérations militaires pour un temps"[765].

La trêve proposée par le Hamas ne résulte d'aucune transformation du mouvement. C'est l'Islam qui donne cette prérogative de conclure une trêve temporaire avec l'ennemi lorsque c'est dans l'intérêt du peuple palestinien et de la nation musulmane. Une trêve n'est pas la paix, elle est une étape sur le chemin de l'objectif à atteindre. On retrouve, encore une fois, le concept de patience, sabr.

8.2. SBR, hudna et maslaha

On a vu que dès 1988, alors que la première Intifada vient à peine de débuter, les dirigeants du Hamas mesurant les limitations structurelles du soulèvement palestinien, prennent les devant pour annoncer à leurs partisans et à la population que la route vers la victoire sera longue et ardue, mais que "Dieu est avec les patients".

L'imam Ghazali (XIIè S), dans le livre "La patience et la gratitude" du tome "Le quartier des échappatoires" de son ouvrage encyclopédique "Vivification des sciences de la foi", affirme que : "Dieu le Très-Haut a cité la patience dans plus de soixante-dix passages du Coran"[766]. Abou Talib al-Makki, dans "La nourriture des coeurs", rapporte que d'après certains savants : "il n'y a rien de mieux que la patience que Dieu le Très-Haut a cité dans son livre, dans plus de quatre-vingt-dix passages ! Et nous ne connaissons rien d'autre qui ait été cité autant de fois que la patience"[767].

Un hadith du Prophète rapporte que, celui-ci s'exprimant sur la foi dit : "la foi, c'est la patience" ce qui signifie que la plupart des vertus de la foi se retrouvent dans la patience. Ce que le Coran, sourate n°2, verset n°177, exprime de la façon suivante : "Sont charitables, ceux qui se montrent patients dans l'adversité (la pauvreté), dans la

[765] 29. 10. 1997, BBC-SWB-MO, *Hamas Yasin interviwed on truce offered to Israel*, interview withYasin in Gaza by Taha Abu Ridin in Amman, published by Jordanian weekly Shihan in edition dated 25th-31st October
[766] Yousouf al-Qardawi, l*a notion de la patience dans le Coran*, éd. Tawhid, 2002, p.17
[767] *ibid*, p.18

douleur (le malheur), et au moment du danger (dans le combat). Voilà les hommes sincères ! Voilà les hommes pieux. [768]"

Le concept de patience est donc central en Islam, autour de lui s'articule différents aspects de la religion musulmane. La langue arabe qui est une langue dérivative, à radicales trilitères, permet d'obtenir par dérivation à partir du radical SBR, les termes de persévérance et d'endurance.

C'est grâce à ce concept religieux, qui on l'a compris, englobe de nombreux aspects de la foi et de la religion, que le principe d'une trêve avec l'ennemi israélien est envisageable, à condition qu'il corresponde à l'intérêt, maslaha, de la communauté musulmane.

La légitimité de la hudna ou muhadana, en tant qu'étape sur le chemin du jihad défensif contre les ennemis de l'Islam, a été discutée et acceptée par les radicaux comme par les clercs islamiques modérés, depuis la signature du traité de paix par Anwar al-Sadate, en 1979, avec l'Etat d'Israël. Le procédé a été justifié par des précédents historiques allant des traités conclus par le Prophète avec ses adversaires à la Mekke, le traité de Hudaybiyya, en 628 de l'ère chrétienne, avec les juifs de Médine, jusqu'aux traités signés par Salah al-Din al-Ayyubi, Saladin, avec les Croisés. Le dénominateur commun de ces précédents réside dans la faiblesse militaire temporaire des musulmans, le souci de l'intérêt, maslaha, de la communauté musulmane et la relance de la guerre, une fois que la force militaire le permet, qui mène à la victoire. La hudna a un caractère temporaire, qui peut durer plusieurs dizaines d'années, pendant lequel le jihad n'est pas abandonné mais atténué[769].

8.2.1. *Différenciation entre les objectifs à court terme et à long terme*

En brandissant le concept de hudna, qui constitue seulement une pause sur la route du jihad pour un Etat islamique en Palestine, le Hamas montre sa flexibilité politique sans perdre sa crédibilité idéologique. En fait, le Hamas reprend de cette manière le mot d'ordre de l'OLP de la douzième session du Conseil national palestinien de juin 1974[770]. La décision adoptée alors par l'OLP préconise, en une phase

[768] *ibid*, p.22
[769] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.108
[770] *ibid.*, p.109

intermédiaire ou préliminaire, l'établissement "d'une autorité nationale, indépendante et combattante sur quelque partie de la Palestine à libérer". Dans la tradition du Hamas de conciliation des inconciliables, cette stratégie doit permettre au mouvement de vivre avec les accords d'Oslo sans reconnaître Israël ; de soutenir l'établissement d'un Etat palestinien en Cisjordanie et Gaza sans mettre fin à l'état de guerre et sans renoncer à son objectif final ; de tenir compte des contraintes représentées par l'AP sans renoncer à lancer des opérations, quand bien même seulement depuis les territoires sous contrôle israélien, et sans les revendiquer officiellement, selon les termes du compromis du Caire, de décembre 1995, entre l'AP et le mouvement islamiste.

Le Hamas démontre sa flexibilité et son pragmatisme, en différenciant les objectifs à court terme, d'un Etat palestinien en Cisjordanie et Gaza, et les objectifs à long terme, d'un Etat islamique palestinien sur la totalité du territoire de la Palestine en lieu et place d'Israël.

8.2.1.1. *La hudna, fonction de l'intérêt du peuple et de la force du mouvement*

Cette proposition de conclure une trêve n'est pas la première. Dès la première Intifada, en 1991, Moussa Abou Marzouq a avancé cette solution[771] pour mettre fin au soulèvement palestinien. Elle correspond non seulement à l'intérêt populaire mais aussi à la volonté du Hamas de se présenter comme une alternative à l'OLP et de contrer les négociations de Madrid. A cette époque, le mouvement islamiste est crédité d'environ 40% de soutien populaire, soutien mesuré à l'aune des victoires électorales dans les syndicats professionnels et étudiants et autres institutions de la société civile[772]. Lors de négociations avec l'OLP, dès la deuxième moitié de l'année 1990, le mouvement, qui répond à une invitation de la Centrale palestinienne de se joindre à la coalition des mouvements palestiniens, exige en conséquence 40% des sièges. Arafat ne consent guère plus que 20% et les deux formations en restent là[773]. Fin 1992, lors de nouvelles négociations avec l'OLP, à son siège de Tunis, le Hamas réitère ses exigences sans succès[774].

[771] 19. 08. 1996, *op. cité*, The Quandary
[772] Bassma Kodmani-Darwish, *op. cité*, p. 201
[773] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.92
[774] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 98

Au printemps 1994, Moussa Abou Marzouq à nouveau, en accord avec le cheikh Yassine, réitère la proposition de conclure une trêve.

A partir de 1995, face à l'escalade de la violence entre Israël et les Palestiniens et conformément à la volonté des dirigeants "modérés", dans les territoires, de protéger l'infrastructure sociale du mouvement et de privilégier l'action politique plutôt que militaire, le cheikh Jamal Salim, président de l'Association des clercs musulmans de Palestine à Naplouse, estime qu'il serait possible d'arriver à un accord avec israël, similaire à celui négocié par le Hizb Allah pour le Sud-Liban. Le cheikh Jamil Hamami, le cheikh Husain Abou Kouwaik et le Dr Mahmoud al-Zahar soutiennent le projet[775]. Enfin, le cheikh Yassine, à sa libération en octobre 1997, renouvelle, comme on l'a vu, la proposition.

Le Hamas est donc capable de contourner son exigence doctrinale, qui implique la déstruction d'Israël, afin d'assurer sa survie. En outre, la possibilité de conclure une trêve ne peut-être totalement négligée par Israël, en tant qu'elle émane de son ennemi mortel, dont l'Etat hébreu n'arrive pas à se défaire. Pour Arafat, Président du Conseil national palestinien, le Hamas est un réel danger pour son autorité en même temps qu'un partenaire incontournable, voire une arme contre Israël[776]. Le dilemme pour le président de l'Autorité palestinienne est de contenir les islamistes sans tenter de les éliminer, ce qui ne manquerait pas de lui attirer la foudre de l'opinion populaire, voire de provoquer une guerre civile, éventualité qu'Israël appelle de ses voeux[777].

8.3. Le cheikh Yassine, symbole arabe et musulman

Non content de l'audience populaire du mouvement, dans les territoires, qui remonte ostensiblement, le cheikh Yassine va plaider la cause palestinenne dans les capitales arabes et musulmanes, se posant en leader national.

Durant sa tournée, commencée en Egypte, le 19 février 1998, pour raisons médicales le cheikh se rend en Arabie Saoudite, au Qatar, aux EAU, à Kuweït, au

[775] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p.108
[776] 25. 10. 1997, *firebrand for Hamas holds court*, by Serge Schmemann, Gaza, New York Times service
[777] 25. 03. 2004, Courrier International, *Le Hamas décapité sera incontrôlable*, K. Houroub, extrait du journal arabe, al-Hayat, basé à Londres

Yémen, en Syrie, en Iran et au Soudan[778]. Les receptions officielles faites au cheikh montre un soutien international grandissant au Hamas. Oeucuménique, le cheikh est reçu par le roi Fahd à la Mecque et par le Guide de la révolution islamique d'Iran, Ali Khamenaï à Téhéran.

Les différents pays visités mettent la main à la poche et promettent de poursuivre leur soutien politique, logistique et militaire au Hamas. L'Arabie fait un chèque de 25 millions de $[779], se conformant aux obligations que lui imposent son statut de protecteurs des lieux saints de l'Islam, Médine et la Mecque.

Quant au cheikh Yassine, dont la dimension nationale et internationale est incontestable, il prophétise : "le premier quart du prochain siècle verra l'élimination de l'entité sioniste et l'établissement d'un Etat Palestinien sur l'ensemble de la Palestine", ajoutant que "les forts ne seront pas toujours forts et les faibles ne resteront pas faibles. Les choses changent"[780]. Une assertion frappée au coin du bon sens. Ce faisant, Yassine se pose en rival politique d'Arafat, d'autant qu'il place cette tournée sous le signe national, expliquant : "Ce que j'ai fait, c'est une tournée des pays arabes et musulmans pour le bien de la Palestine et des Palestiniens, AP comprise. Ce que je fais, je le fais pour le bien être des Palestiniens et non pour un individu ou un groupe en particulier"[781].

Un peu moins d'un an après son retour triomphal à Gaza, le cheikh est à nouveau accueilli comme l'homme providentiel. Le mouvement qui ne cesse de remporter des victoires sur le terrain, est galvanisé par le soutien international. La tension augmente entre les islamistes et l'AP.

8.4. Arafat contre-attaque

S'il est certain que le mouvement islamiste sait être patient, on peut penser que le Président palestinien, Yasser Arafat, connaît la chanson. Après tout, lui qui est le leader

---

[778] 26. 06. 1998, *Head of Hamas hailed as a Hero on return to Gaza*, Serge Schmemann, Rafah, New York Times Service,
[779] 12. 04. 1998, Sunday Times, by Marie Colvin
[780] 11. 06. 1998, *Sickly chaykh Yasin is reviving Hamas*, by Lee Hockstader, Gaza, Washington Post Service

du Fatah, doyen des mouvements nationalistes palestiniens, n'a-t'il pas été membre des Frères avant d'opter pour une action révolutionnaire à l'échelle internationale. Le président de l'AP, tente de contrer les islamistes par tous les moyens, en jouant de mesures et contre-mesures.

8.4.1. *Coopter pour mieux diviser*

Le PNIS, dont il a suscité la création, doit donner une voix islamiste à l'AP. Le Parti tient sa première conférence générale, en décembre 1997, sous la présidence du Cheikh Ahmed Bahar, leader bien connu du Hamas, en présence de Yasser Arafat[782]. Mais, ce dernier ne fait pas plus confiance aux membre du PNIS qu'à ceux du Hamas, et le Parti n'acquèrera jamais la dimension d'un parti qui compte. Salah Bardawil, membre du PNIS et éditeur de l'hebdomadaire du Hamas et du Jihad islamique, se voit autorisé à reprendre sa parution ; et des activistes du Hamas sont relâchés[783].

D'un autre côté, Arafat ordonne la fermeture d'une quinzaine d'associations islamiques, ce qui ne manque pas de provoquer des protestations, et fait à nouveau reporter sine die les élections municipales. Celles-ci, prévues à l'origine en juillet 1996, puis repoussées en juin 1997, n'auront pas lieu et des conseils municipaux seront désignés par l'AP[784].

8.4.2. *Irresistible ascension ?*

Mais rien n'y fait, les islamistes progressent. Au début de l'année 1998, le mouvement est crédité de 17% de soutien populaire. En avril, les islamistes remportent coup sur coup, les élections étudiantes de l'Université de Hébron et de Bir Zeit, après avoir gagné celles de l'université al-Quds, en décembre 1997.

La direction locale du Hamas, renforcée par le retour du cheikh Yassine, se consolide et acquiert une stabilité plus grande. La tournée du cheikh, dans les pays

---

[781] 06. 07. 1998, BBC-SWB-MO, *Hamas leader vows to continue jihad against Israel*, interview of cheikh Yasin, published by Al-Sabil, Amman, on 30th June

[782] 10. 12. 1997, BBC-SWB-MO, *Chaykh Yasin adresses Islamic National Salvation party conference*, text of report by Jerusalem newspaper, al-Quds, on 7th December

[783] 17.12. 1997, BBC-SWB-MO, *Arafat reportedly allows Hamas, islamic Jihadpaper to resume publication*, text of report by Israeli newspaper Maqor Rishon, on 12th December

[784] 03. 04. 1998, *Le Hamas annonce qu'il vengera l'assassinat de l'un de ses chefs militaires*, Patrice Claude, Jérusalem, Le Monde

arabes et musulmans, crée une nouvelle réalité pour les interlocuteurs, institutionnels ou non, du mouvement. En faisant ce tour, en levant des fonds et en renouvelant les partenariats, il accapare les prérogatives dévolues jusque là à la direction de Amman. Ce faisant Yassine, renforce la palestinisation du mouvement. Mais il n'a aucunement l'intention d'entamer la cohésion du mouvement. Pour preuve, lorsque, dès 1998, on évoque la possibilité de transférer les activités de la direction de Amman vers Damas, c'est lui qui au cours de sa tournée s'en entretiendra avec les autorités syriennes[785].

Un autre signe de la vigueur du mouvement islamiste s'observe en Israël même. La fin de l'année 1998 est marquée par un raz de marée islamiste aux élections municipales dans les villes arabes. Ils conservent leur fief de Umm al-Fahm, deuxième plus grande ville arabe de la Palestine de 1948, et un certain nombre d'agglomérations. Mais surtout, ils récupèrent Raht, le plus grand centre de population arabe du Neguev. Ils remportent les élections à Nassirah, la plus grande ville arabe d'Israël, qui compte 45% de chrétiens, et à Tamrah, la troisième plus grande ville arabe d'Israël, pour leur deuxième participation[786].

8.5. Le renouveau de la violence

La fin de l'année 1998, voit la tension s'accroître à nouveau entre le mouvement islamiste, l'AP et Israël : la mort, dans des conditions obscures, de Muhyi al-Din al-Charif, artificier des Brigades Izz al-Din al-Qassam, le 29 mars, met le feu aux poudres. Abd al-Aziz al-Rantissi, comme à son habitude, appelle à venger sa mort, dont il rend responsable les sionistes[787]; et le Hamas d'apparaître comme victime de son ambition de libérer la Palestine. La mort, en septembre 1998, des frères Imad et Adel Awad Allah, responsables militaires du Hamas en Cisjordanie, tués par l'armée israélienne, à Hébron[788]. Enfin la signature des accords de Wye Plantation, dits de "la terre contre la

---

[785] 06. 05. 1998, BBC-SWB-MO, *Hamas leadership said considering move from Amman to Damascus*, text of report published by the Jordanian weekly, al-Hadath on 4th May

[786] 18. 11. 1998, BBC-SWB-MO, *Palestinian paper reports Islamic movement gains in municipal elections*, Palestinian newspaper, al-Risala on 12th November

[787] 02. 04. 1998, *Israël : Le Hamas veut venger l' "ingénieur n°2"*, C. Boltanski, Jérusalem, Libération

[788] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 79

paix", ont raison du calme relatif qui régnait dans les territoires et en Israël depuis le retour du cheikh Yassine fin 1997.

Les termes des accords de Wye Plantation, signés à Washington le 23 octobre 1998, pour le redéploiement des forces israéliennes en Cisjordanie font monter la pression entre l'AP et le Hamas. Non seulement les accords conditionnent le transfert des terres, d'Israël à l'AP, à l'engagement formel de cette dernière de combattre le terrorisme, de lutter contre toute forme d'incitation à la violence et de collecter les armes illégales, mais l'AP accepte aussi, la supervision américaine pour leur mise en application, ce qui implique la présence d'inspecteurs américains en Palestine[789].

L'AP, qui semble avoir anticipé les réactions des islamistes et de leur bras armé, tient enfermés dans ses prisons, Abd al-Aziz al-Rantissi et le Dr Maqadima, chef militaire dans la bande de Gaza[790]. Pourtant, cela ne suffit pas, puisque six jours après la signature des accords, un membre des Brigades tente une attaque suicide contre un bus d'écoliers Israéliens, dans la bande de Gaza. Une semaine plus tard, le Jihad islamique fait exploser une voiture piégée à Jérusalem[791].

Les groupes islamistes possédent toujours les capacités d'organisation et de planification des attentats et ont accès au matériel et aux ressources humaines. L'attentat contre le bus, à Gaza, constitue une violation du compromis de décembre 1995 entre le Hamas et l'AP. Cette dernière procède à plusieurs arrestations de leaders du Hamas et le cheikh Yassine lui-même est mis en résidence surveillée[792].

La forte implication américaine dans les accord de Wye Plantation déclenche les protestations iraniennes de Ali Khamenaï, tandis que Hasan Nasr Allah, secrétaire général du Hizb Allah libanais, appelle à assassiner Arafat pour annuler cet "accord traître"[793].

---

[789] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 80
[790] 06. 07. 1998, BBC-SWB-MO, interview of cheikh Yassine, published by Al-Sabil, Amman
[791] Shaul Mishal & Avraham Sela, *op. cité*, p. 81
[792] 27. 11. 1998, BBC-SWB-MO, *Hamas military wing denies end to operations against Israel*, text of report published by Al-Sabil, Amman, on 25th November
[793] Shaul Mishal & Avraham Sela, op. cité, p.81

9. Le Hamas à nouveau dans la tourmente

Le président de l'Autorité palesnienne, qui se sait appuyé par la population à chaque fois qu'une négociation avec Israël aboutit à des changements tangibles et de réels gains, en profite pour s'attaquer au Hamas. Il fait arrêter ses cadres, c'est en même temps une manière de les protéger d'Israël, il s'empare de ses institutions et démantèle, dans la mesure du possible, l'appareil militaire. Le problème pour l'AP, depuis son installation en 1994, réside en Jordanie. Tant que la direction de Amman existera, les efforts dans les territoires autonomes s'apparenteront à ceux de Sysiphe. La mort du roi Husseïn de Jordanie, adversaire sinon ennemi historique de Arafat, change la donne dans la région. La Jordanie renonce à s'ingérer, par le biais des islamistes, dans les affaires palestiniennes. Dès lors, l'attitude du Hamas, contre le processus de paix israélo-palestinien et donc israélo-arabe, constitue un handicap pour le royaume Hachémite qui a de surcroît signé un accord de paix avec Israël en 1994. Le successeur du roi Husseïn, son fils Abd Allah II, prend le parti d'expulser le Hamas de Jordanie. Le 31 août 1999, les bureaux du Hamas à Amman sont fermés et des membres de ses instances dirigeantes sont arrêtés, tandis que les quatre leaders du politburo sont en voyage en Iran[794].

9.1. L'éviction du Hamas de Amman ou la fin d'une ère

Plusieurs raisons peuvent expliquer la décision de mettre un terme aux activités du Hamas en Jordanie. La première réside dans le fait que les dirigeants du pays craignent que le mouvement ne se radicalise ; crainte justifiée selon des diplomates étrangers pour lesquels le Hamas et d'autres groupes fondamentalistes islamiques seraient assez puissants politiquement pour rivaliser avec la monarchie Hachémite[795]. La seconde, selon Machem Klein de l'université de Bar Illan, en Israël, découle de la constatation que "depuis que les faucons du Hamas ont bloqué le processus de paix,

[794] 31. 08. 1999, *Authorities in Jordan shut down Hamas offices*, compiled by our staff from dispatches (AP, Reuters, AFP), Amman, Trib.

[795] 23. 09. 1999, *A challenge by Hamas*, Mike O'Connor, Jerusalem, Washington Post Service

les autorités jordaniennes sont progressivement arrivés à la conclusion que cette attitude va à l'encontre de leurs intérêts nationaux"[796].

Le roi Abd Allah II, à la différence de son père n'a pas le passif historique d'une relation étroite avec la Cisjordanie. En effet, non seulement la Cisjordanie a fait partie de la Jordanie de 1950 à 1967, mais même après la guerre des six-jours et la victoire israélienne, la Jordanie assume l'administration et l'entretien des lieux saints de Cisjordanie et jouit de la tutelle sur l'esplanade des mosquées de Jérusalem. Le roi Husseïn de Jordanie paie de sa poche la dorure du Dôme du Rocher et obtient, par le traité de paix signé en 1994 avec Israël, la reconnaissance de ses droits sur les sanctuaires musulmans. Le roi Abd Allah II met fin à cet état de faits et laisse la responsabilité des sanctuaires musulmans en Palestine à l'AP[797]. Enfin, l'élection de Ehud Barak qui se dit prêt à reconnaître un Etat palestinien, en échange d'un report des négociations sur Jérusalem et les réfugiés, laisse entrevoir une stabilisation de la région à condition d'unir les forces pour la paix. Le soutien américain à la monarchie Hachémite ne manquera pas non plus de s'intensifier en proportion de l'engagement du royaume dans le processus de paix.

En revanche, l'expulsion du Hamas fait planer le risque d'une tension entre le gouvernement jordanien et le mouvement islamiste, sous la houlette des Frères musulmans.

9.1.1. *La médiation des Frères jordaniens*

Face à l'offensive simultanée en Jordanie et dans les territoires : fermeture des bureaux du Hamas à Amman ; arrestations d'activistes à Gaza et en Cisjordanie. Les Frères s'organisent.

Jamil Abou Bakr, porte-parole de la branche jordanienne des Frères musulmans, annonce des manifestations de solidarité et des sit-ins pour dénoncer les mesures de sécurité prises contre le groupe palestinien ; et la mise sur pied d'un comité de suivi, que l'on pourrait qualifier d'hétéroclite puisqu'il regroupe : Najib al-Rachdan, ancien président du Conseil judiciaire et président de la branche arabe de l'organisation des

[796] 01. 09. 1999, *A sudden crackdown, and Hamas loses its sanctuary in Jordan*, by Lee Hockstader, Jerusalem, Washington post Service
[797] 01. 09. 1999, *La Jordanie neutralise le Hamas*, C. Boltanski, Jérusalem, Libération

droits de l'homme ; Layth Chubaylat, figure radicale de l'opposition islamiste, il a fait de la prison à plusieurs reprises ; Salih al-Armuti, membre historique des Frères et doyen de l'Association du barreau ; Salim al-Nahhas, secrétaire général du Parti démocratique du peuple ; Abd al-Latif Arabiyyat, secrétaire général du Front d'action islamique, regroupement de partis islamistes, contrôlé par les Frères ; et le Guide des Frères musulmans de Jordanie, Abd al-Majid al-Dhunaybat[798]. Les Frères tentent une médiation auprès du gouvernement qui reste inflexible. Les dirigeants du groupe, surpris par ces mesures alors qu'ils se trouvent en Iran, décident de rentrer et d'affronter la justice. Ils sont accusés d'avoir mené des activités militaires et financières en violation de la loi jordanienne[799]. La Jordanie qui ne peut se permettre un procès que les islamistes utiliseraient comme tribune politique, décide l'expulsion de K. Machaal, I. Ghawcha, M. Nazzal, vers le Qatar, ce qui est anticonstitutionnel compte tenu du fait qu'ils sont citoyens jordaniens[800]. Quant à Moussa Abou Marzouq, d'origine palestinienne et détenteur d'un passeport yéménite, il se trouve entre la Syrie et le Liban.

Abd al-Majid al-Dhunaybat et Abd al-Latif Arabiyat qui négocient directement avec le Premier ministre, font face à un flot de critiques de la part des cadres et des militants de leur mouvement qui menacent de démissionner.

La décision d'expulser le Hamas de Jordanie et la manière expéditive qui a présidé à son application, ont des conséquences multiples. La direction externe du Hamas perd momentanément les moyens de son action et se trouve profondément destabilisée. Les Frères musulmans jordaniens, impuissants devant le gouvernement, voient leur image et leur prestige durablement ternis, d'autant qu'il font face à une campagne de dénigrement d'un Ibrahim Ghawcha amer et prompt à la critique.

---

[798] 08. 09. 1999, BBC-SWB-MO, *Charges against Hamas officials finalized*, excerpts from report by London based newspaper Al-Hayat web site, on 6th September

[799] 28. 09. 1999, BBC-SWB-MO, excerpt from report by London based newspaper, Al-Hayat web site, on 26th September

[800] 04. 11. 1999, BBC-SWB-MO, *Hamas leaders reportedly asked to give up titles if they wish to stay*, text of report by Jordanian newspaper, Al-Arab al-Yawm, on 3rd November

9.1.2. *Les attaques de Ghawcha et la réponse des Frères jordaniens*

Le Hamas, qui se retrouve au lendemain de son expulsion au Qatar, donc loin du théâtre des opérations, lance une campagne médiatique contre les Frères musulmans. I. Ghawcha accuse les Frères "en prenant le rôle de médiateur de ne pas s'être placés du côté du Hamas, bien que les deux mouvements soient liés par la même orientation politique"[801]. I. Ghawcha, qui est un des fondateurs du mouvement jordanien des Frères musulmans, semble considérer que cela lui permet de critiquer la politique et les positions de la direction des Frères. Revenant à la charge à diverses reprises, il prétend que la direction des Frères est concentrée sur ses problèmes locaux et par conséquent a renoncé à son engagement islamique de libération de la Palestine[802]. Pour le porte-parole du Hamas en exil, les Frères doivent donner la préséance au Jihad, tandis que la Palestine doit constituer leur principale préoccupation[803].

Les Frères musulmans jordaniens ne restent pas muets, face aux critiques de Ghawcha, et répondent aussitôt par la voix de leur porte-parole, Jamil Abou Bakr, que :

"L'autorité des Frères musulmans sur le Hamas est essentiellement idéologique et morale puisque le Hamas existe physiquement sur le territoire palestinien et que ses principales actions sont menées là-bas plus que n'importe où ailleurs"[804]. Cette réponse semble aller dans le sens de la direction locale du Hamas, qui depuis 1996 et la vague d'attaques meurtrières en Israël, a tout fait pour reprendre le contrôle des appareils du mouvement. Le cheikh Yassine,

801 24. 01. 2000, *Hamas lashes out at Jordan Muslim Brotherhood*, Agencies, Amman, Gulf News

802 26. 01. 2000, BBC-SWB-MO, *Hamas spokesman clarifies criticism of Muslim Brotherhood*, excerpt from report by Jordanian newspaper, Al-Dustur, on 24th January

803 31. 01. 2000, BBC-SWB-MO, *Jordanian TV cites Hamas Spokesman on Muslim Brotherhood policies*, text of report by Jordanian TV, on 28th January

804 26. 01. 2000, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood responds to Hamas official's remarks*,excerpt from report by Jordanian newspaper, Al-Ray, on 24th January

quelque jours plus tard, remercie par voie de presse les Frères pour leur médiation auprès du gouvernement jordanien en faveur du Hamas[805].

9.1.3. *La réaction des arabes israéliens*

Face à l'éviction du Hamas de Jordanie, les islamistes en Israël réagissent. D'après les services de renseignement israéliens et palestiniens, il semble que des canaux de communication s'établissent entre Amman et les Arabes israéliens, afin de mener des attaques contre Israël et répondre ainsi aux mesures conjointes des USA, d'Israël et de l'AP[806]. Or, en septembre 1999, une série d'attentats à la voiture piégée, à Haïfa et Tiberias, sont préparés par une cellule d'Arabes israéliens appartenant à la branche extrêmiste du nord, du mouvement islamique en Israël. Cette cellule est dirigée par un jeune imam sorti du collège islamique de Umm al-Fahm[807]. Alors que les forces de sécurité croient avoir extirpé la racine du terrorisme islamiste, le voici qui surgit au coeur même du pays.

Comme pour bien signifier que le mouvement islamique est plein de ressources. Fin septembre 1999, 3 500 personnes venues de tout Israël se rassemblent à Umm al-Fahm. Organisée par l'Association Al-Aqsa pour la sauvegarde de la Mosquée du Dôme, c'est l'une des plus grandes manifestations à laquelle ait jamais pris part la population arabe d'Israël. Devant une maquette de la mosquée "Al-Aqsa en danger", le cheikh Hachim Abd al-Rahman dit le dévouement de son peuple pour le lieu saint : "avec notre esprit et notre sang, nous reconquèrerons Al-Aqsa", tandis que le cheikh Raad Salah, prévient Israël que toute tentative de nuire à la Mosquée déclencherait une troisième guerre mondiale[808]. Tout ceci est bien décourageant et de fort mauvais augure pour Israël.

9.2. La direction de l'extérieur du Hamas en quête d'un nouveau protecteur

---

[805] 27. 01. 2000, BBC-SWB-MO, *Hamas founder chaykh Yasin praises Muslim Brotherhood's role*, excerpt from report by London based newspaper, al-Charq al-Awsat, on 25th january
[806] 23. 09. 1999, Mike o'Connor, Washington Post Service
[807] Nachman Tal, *op. cité*, Strategic assessment
[808] 23. 09. 1999, BBC-SWB-MO, *Paper notes huge turnout for islamic movement rally in Israel*, text of report by Israeli newspaper Yediot Aharonot on 19th September

La direction de Amman, soutenue par l'ensemble des mouvements islamistes de la région n'en est pas moins privée de son sanctuaire jordanien. Ses dirigeants se mettent en quête d'un nouveau terrain, propice à mener les activités habituelles contre Israël, l'AP et le processus de paix. C'est naturellement qu'ils se tournent vers la Syrie qui abrite déjà, le "groupe des dix", mouvements palestiniens opposés aux accords d'Oslo, et le Jihad islamique palestinien.

Bien que l'on organise des rassemblements dans le camp de réfugiés palestiniens de Yarmuk, à Damas, pour louer les mérites du régime syrien, dernier bastion de la résistance arabe contre Israël[809] ; bien que le Hamas bénéficie de l'appui formel du Hizb Allah, l'arme des syriens contre l'Etat hébreu, le régime de Hafez al-Assad, ne semble pas disposé à accueillir, le Mouvement de la résistance islamique palestinien et va même jusqu'à demander aux organisations radicales, présentes sur son sol, de se préparer à partir[810]. Le fait est, qu'Israël, sous l'égide d'Ehud Barak, semble prêt à accéder aux exigences de la Syrie sur le Golan.

Mais rien n'étant acquis au Moyen-Orient jusqu'à la denière minute tout est encore possible, et la situation se retourne. Fin janvier 2000, on voit les Moussa Abou Marzouq et K. Machaal souvent entre Damas et Beyrouth. Dans le camp de Yarmuk pour le quatrième anniversaire de la mort de Yahya Ayyach ; à Beyrouth pour le Congrès National Islamique, en présence de Usama Hamdan, représentant du Hamas au Liban[811], ou avec Hassan Nasr Allah, secrétaire général du Hizb Allah, pour s'entretenir de la manière de poursuivre la résistance contre Israël[812].

En mai 2001, alors que la deuxième Intifada est lancée depuis plus de huit mois, K. Machaal loue la position syrienne "originale et sincère" et se réjouit de la collaboration qu'entretiennent le Hamas et le Hizb Allah dans leur lutte contre Israël[813]. Fin 2002 et début 2003, les contacts entre la direction externe du Hamas, désormais basée à Damas et dirigée par K. Machaal, Moussa Abou Marzouq et Imad Alami, et le

---

[809] 18. 10. 1999, BBC-SWB-MO, *Hamas leader Abu Marzuq adresses Damascus meeting*, excerpt from report by Syrian TV on 15th October

[810] 20. 10. 1999, *Le Hamas, ou comment s'en débarrasser*, C. Boltanski, Amman, Libération

[811] 25. 01. 2000, BBC-SWB-MO, Hamas spokesman reportedly signals falling out with Muslim Brotherhood, excerpt from report by London based newspaper, Al-Hayat web site on 23rd January

[812] 26. 01. 2000, BBC-SWB-MO, excerpt from report by Jordanian newspaper, Al-Arab al-Yawm, on 25th January

[813] 07. 05. 2001, Mideast

prince Abd Allah, l'homme fort du royaume saoudien, la CIA ou Miguel Moratinos, chargé des affaires extérieures pour l'Union européenne, sont perçus comme une "reconnaissance et comme un canal parallèle de discussions à celui qui existe avec Arafat"[814].

On peut dire que le Hamas revient de loin et il le doit encore une fois, en partie aux Israéliens, en particulier à Ariel Sharon qui en se rendant sur l'esplanade des mosquées de Jérusalem déclenche la colère des Palestiniens et sonne le début de l'Intifada al-Aqsa, ainsi qu'à Arafat qui a, diront certains, "refusé de conclure la paix avec les Israéliens" durant les négociations de Camp David en juillet 2000 et de Taba à l'automne.

10. <u>La deuxième Intifada</u>

La deuxième Intifada marque d'une certaine manière la victoire des islamistes en ce qu'elle atteste du ralliement populaire à la stratégie des islamistes. La deuxième Intifada marque, de manière globale, la victoire, en Israël et dans les territoires autonomes/ré-occupés, des tenants du rejet de l'autre et de la violence.

Après quatre années d'Intifada, septembre 2000 à novembre 2004, le Hamas n'est plus le même, ni non plus les sociétés palestinienne et israélienne. Le Hamas est décapité après l'élimination du cheikh Yassine et de Abd al-Aziz al-Rantissi. Ces deux exécutions/éliminations par Tsahal montrent le degré d'efficacité des services de renseignement israéliens et l'étendue de leur réseau d'informateurs au coeur de la société palestinienne. De même, le temps, relativement long, mis par le Hamas pour mener à son terme une de ces actions kamikases meurtrières au coeur d'Israël, est une illustration de cette efficacité sécuritaire des services israéliens. Nonobstant, le risque zéro est une utopie.

Le décès de Arafat le 11 novembre 2004, laisse la société palestinienne "orpheline" et surtout l'AP sans dirigeant charismatique. Le risque d'affrontements sanglants dans le cadre d'une lutte de pouvoir pour l'accession à la présidence et aux

[814] 07. 01. 2003, Le Figaro, G. Malbrunot

principaux portefeuilles ministériels est quasi inévitable et laisse craindre l'extension à une guerre civile.

Après quatre ans d'Intifada et son échec patent, les radicaux et les extrémistes sont pourtant en position de force face au pragmatiques. La seule issue pour écarter le spectre de la violence aveugle réside dans la négociation, encore faut-il des négociateurs et un ou des objets à négocier. Rien n'est moins sûre.

10.1. La relance de l'Intifada, une victoire pour les islamistes

La déception due au piétinement des négociations et la visite de provocation de Sharon sur l'esplanade de la Mosquée al-Aqsa mettent le feu au poudre. Pour les islamistes, qui ont toujours dit que les négociations n'apporteraient rien et que tout le processus est une énorme erreur, c'est une très grande victoire.

Les islamistes représentent le groupe le plus important opposé aux accords d'Oslo et à son processus. Celui qui par son opposition constante a crée une fracture au sein de la population palestinienne, majoritairement en faveur de la paix et de la stabilité[815]. Les évènements leur donnent raison et l'Intifada, le soulèvement populaire, annule la fracture entre pro et anti-Oslo. C'est l'analyse qu'ont toujours faite les islamistes et que K. Machaal réitère : "Notre peuple n'a d'autre option que la résistance et l'Intifada. Nous ne devrions pas gager d'un changement de position des sionistes. Ils vont vers plus d'extrêmisme et de radicalisme pour nous priver de nos droits et de nos lieux sacrés. Seule la résistance et l'Intifada peuvent assurer l'unité du peuple palestinien[816]". En outre pour les islamistes palestiniens, le retrait de l'armée israélienne, en mai 2000, du Sud-Liban, constitue la preuve que la résistance est le moyen d'arriver à expulser l'Etat sioniste et à établir un Etat palestinien. Ils omettent sciemment, dans leur analyse de la situation libanaise, le fait qu'Israël ne nourrit aucun irrédentisme à l'égard du Liban contrairement à la Palestine qu'il considère comme sienne.

A l'instar de l'Intifada de 1987, les étudiants islamistes prennent la tête du mouvement de révolte : "L'alerte a été donnée par le Hamas et les manifestants sont

[815] 15. 04. 2002, *Is now all the rage*, A. Ripley, Time
[816] 16. 11. 2000, Hamas official Mishaal interviewed on Palestinian Intifada, Al-Charq al-Awsat

partis des universités, avec en tête des militants islamistes"[817]. La réalité est évidemment plus complexe. L'AP ne peut décemment pas laisser les islamistes prendre la tête du mouvement et les regarder faire. L'expérience de la première Intifada a démontré à quel point c'est un terreau propice pour les islamistes qui progressent de manière spectaculaire dans ces circonstances. Une coopération s'établit donc entre les forces nationalistes, laïques et religieuses, avec un léger ascendant, au départ, pour le Fatah de Y. Arafat.

On met en place des structures communes de coordination : "les forces populaires palestiniennes, dont le Fatah et le Hamas, coordonnent leurs efforts. Ils ont formé un Haut comité national et islamique à Gaza et un autre en Cisjordanie"[818]. Rapidement pourtant, un premier bras de fer entre l'AP et les islamistes se fait jour. Les islamistes tentent de dicter sa conduite à l'AP et exigent une escalade sur tous les fronts avec Israël. Certains cadres du Fatah préconisent d'inclurent les islamistes à l'AP afin de les mieux contrôler, voire de les neutraliser, ce qu'ils appellent pudiquement : "renforcer l'unité palestinienne"[819]. Il semble que Yasser Arafat choisisse la canal le plus direct, pour contrôler, dans la mesure du possible, le Hamas et les islamistes. Il s'adresse directement au cheikh Yassine et négocie avec lui. Les deux hommes, qui sont avant tout des politiques qui s'affrontent sur un modèle de société, son mode de gestion et les moyens de libérer la patrie assiégée, n'en partagent pas moins un souci commun, la "protection des intérêts généraux des Palestiniens". C'est sur cette base, explique I. Abou Chanab, que les deux hommes se mettent d'accord, fin 2001, pour que les Brigades Izz al-Din al-Qassam cessent leurs attaques, en échange de quoi, l'AP s'engage à ne plus arrêter, pour l'heure, d'activistes du Hamas[820].

Cet accord indique au moins deux choses, le cycle de la violence est enclenché et il fait des dégâts militaires mais aussi économiques chez les Palestiniens qui sont soumis à un bouclage des territoires quasi permanent, proche de l'asphyxie.

10.1.1. *Le cycle de la violence nourrit le Hamas*

[817] 17. 11. 2000, *"Il y aura des attentats-suicides"*, J. P. Perrin, Doha, Libération
[818] 23. 11. 2000, Al-Jazira, interview du Dr Mahmoud Zahar
[819] 23. 08. 2001, Courrier International, *Le Hamas à la conquête du pouvoir*, extrait du Jerusalem Post, par Ehud Yaari

Comment résister à l'appel de la violence lorsque de chaque côté, on a de si bonnes raisons d'y recourir : "Sharon et son gouvernement ont assassiné notre peuple, nos femmes et nos enfants. Ils doivent payer le prix de chacun des crimes qu'ils ont commis", explique Abd al-Aziz Rantissi[821]. Ce sont de tels propos qui justifient le carnage et nourrissent ces moulinettes à chair humaine que sont le Hamas, les partis d'extrême droite israéliens et l'armée israélienne. Adnan Asfour, porte parole du Hamas à Naplouse, a bien compris tout le parti que le Hamas peut tirer de la pérénisation du conflit israélo-arabe : "c'est la lutte sans fin entre Arabes et Israéliens qui donne vie au Hamas. Chaque coup porté contribue à le renforcer"[822]. Les témoignages corroborant cette équation de la violence sont nombreux, une adéquation directe semble établie entre le nombre de victimes palestiniennes et le soutien au Hamas. Toutefois, si on peut penser que les dirigeants du Hamas sont engagés dans un cycle de la violence non maîtrisé, on fait fausse route, comme l'a montré l'accord entre Arafat et Yassine.

I. Abou Chanab tente une exégèse de la stratégie du Hamas, dont la violence n'est qu'un des éléments : non seulement les attaques des activistes et kamikases des Brigades Izz al-Din al-Qassam sont perçue comme légitimes : "Sharon s'attaque aux vies, aux propriétés, aux institutions palestiniennes. Imaginait-il que les Palestiniens n'allaient pas réagir ?" Mais elles tendent aussi à démontrer que : "Les Israéliens... ne gagneront jamais leur sécurité par la force et l'occupation militaire", et à leur signifier que : "la seule manière pour eux d'avoir la sécurité est de se retirer de la bande de Gaza et de Cisjordanie et de laisser les Palestiniens vivre entre eux, dans leur Etat[823]". Le fait est que par l'action incessante des résistants palestiniens, islamistes ou non, "les gouvernements sionistes tombent les uns après les autres et aucun... n'a été capable d'apporter la sécurité à la société israélienne"[824]. Pour quelles raisons ? Notamment parce que la population palestinienne participe activement au soulèvement et aux actions violentes. Elle ne croit plus en la paix. Elle a fini par se convaincre que seule l'action armée peut lui apporter ce qu'elle cherche : un Etat indépendant, géré par ses

[820] 21. 12. 2001, *Hamas stops suicide...*, Comtex Newswire
[821] 21. 05. 2002, New York Times, by Tim Golden, from Gaza
[822] 02. 05. 2002, *op. cité*, Le Figaro
[823] 11. 04. 2002, Le Figaro, R. Girard, Gaza
[824] 06. 03. 2001, *Mideast : Hamas chief hails Al-Qassam Battalions' suicide operations*, Al-Jazeera TV, Doha

dirigeants, dans lequel elle pourra vivre selon sa culture arabe et palestinienne, islamique ou chrétienne. Aujourd'hui, le Hamas prospère sur l'absence de changement sur le terrain, les Palestiniens sont soumis à l'occupation depuis trop longtemps et à des bouclages récurrents depuis 1987. Pas étonnant que privés de leur droit les plus élémentaires, par Israël et par l'impuissance de la communauté internationale, ils cherchent la solution dans la violence qui semble produire des avancées.

10.1.2. *Les Palestiniens approuvent les méthodes du Hamas*

Hormis les étudiants qui appuient le Hamas depuis sa création, le soutien aux islamistes est fluctuent. Il dépend directement de la qualité des relations avec Israël.

La première Intifada a constitué un point haut de la popularité du mouvement, avec environ 40% de soutien supposé en 1992. Pourtant, dès que le processus de paix est lancé et semble pouvoir aboutir, le Hamas se retrouve avec à peine plus de 10% de soutien populaire, c'est ce qui le conduit entre autre à ne pas se présenter aux élections du Conseil national palestinien en janvier 1996.

Après être revenu dans le coeur des Palestiniens, avec le retour notamment du cheikh Yassine, fin 1997, le Hamas en septembre 2000 est crédité, selon un sondage réalisé par Nader Saïd, de l'université de Bir Zeit, de 23% de soutien populaire. Tandis que l'agence Reuters avance, toujours pour septembre 2000, le chiffre de 13%[825]. Cette dernière estimation correspond à celle de la fin 1995. Et l'agence Comtex newswire, estime le soutien des islamistes dans la population à 17%.

Si chacune de ses sources divergent significativement dans leurs estimations, en revanche, 13 mois après le début de l'Intifada al-Aqsa, et environ mille morts plus tard, Comtex newswire, estime que le soutien au Hamas est passé à 27%[826] de la population, tandis que Nader Saïd, l'estime à 31%, au bout de 14 mois[827]. Comme on le constate, la popularité du Hamas est en hausse. Son activisme incessant, depuis sa création ; son analyse validée par l'histoire récente ; son réseau de centres sociaux organisés autour des mosquées qui permet de rattacher à la pratique religieuse et à la foi, la moindre des actions ; le besoin de la population palestinienne de croire en quelque chose, puisqu'elle

[825] 05. 01. 2001, Reuters world
[826] 29. 10. 2001, Comtex newswire
[827] 07. 12. 2001, *In Hamas, a rising peril to Arafat*, J. Bennet, Jerusalem, Trib., NY Times service

ne peut croire à la paix ; et la probité incarnée par le Hamas, à l'inverse de l'AP. Tous ces facteurs et évènements contribuent à expliquer le retour en grâce du Mouvement de la résistance islamique chez les Palestiniens, ainsi que le soutien au modèle de société qu'il incarne. En effet, il semble que 46%[828] des Palestiniens se disent favorable à un Etat islamique.

A la lumière de ces chiffres on peut conclure à l'instar de Gilles Paris que "le Hamas n'est pas un mouvement groupusculaire que son extrémisme condamnerait à la marginalité, bien au contraire, le Hamas a toujours été et demeure un mouvement de masse"[829]. La figure du résistant n'est-elle pas plus attirante que celle du collaborateur ?

C'est dans ce contexte de désespérance et en vertu de ce soutien populaire conséquent, voire massif, que le Hamas prétend d'une part remplacer l'AP dans le cadre d'une consultation populaire, et d'autre part qu'il trouve les ressources humaines pour perpétrer sans cesse de nouvelles opérations kamikases. Depuis le début de l'Intifada, le nombre de ces opérations suicides suivent une courbe ascendante. De 1994 à juin 2000, le Hamas et le Jihad islamique en organisent 22[830], tandis qu'entre septembre 2000 et octobre 2003, plus de 70 opérations sont menées, par le Hamas, le Jihad mais aussi, depuis décembre 2001, par les Brigades des martyrs d'al-Aqsa, bras armé du Fatah[831].

10.2. Les opérations kamikases

Les opérations suicides sont apparues en 1994, au retour des 415 déportés vers le Liban. C'est dans les camps du Sud-Liban, au contact du Hizb Allah, mouvement de résistance libanais musulman de confession chiite, que les activistes du Hamas et du Jihad islamique, de confession sunnite, ont appris la technique des kamikases. Le culte du martyr en Islam est de culture chiite et non sunnite. L'empreint a cependant bien pris et a démontré son efficacité en terme d'impact psychologique sur les Israéliens, mais aussi sur la communauté internationale.

---

[828] 29. 10. 2001, Comtex newswire
[829] 20. 06. 2003, *Le Hamas, un mouvement de masse*, G. Paris, Le Monde
[830] 04. 06. 2001, *Attentats : deux cents morts en sept ans*, Le Figaro
[831] 15. 04. 2002, *op. cité*, Time

10.2.1. *Quelles raisons pour le pire des actes*

"C'est le désespoir et l'impuissance des Palestiniens bouclés dans "leurs territoires autonomes" qui les suffoque doucement mais sûrement. C'est ce procédé qui paralyse votre vie de tous les jours et amène les gens au point d'explosion sans qu'ils puissent le faire. Et un des kamikases explose à leur place"[832]. Voilà, selon Salah Abd al-Jawad, professeur de sciences politiques à l'université de Bir Zeit, une des raisons qui poussent son peuple vers le martyre. Mais cela est-il suffisant ? un petit encouragement est nécessaire.

Les dirigeants islamistes produisent un discours visant à justifier la pratique des attaques suicides, à encourager le martyre, l'istichhad, qui a une forte connotation religieuse en Islam ; un discours qui exalte, promet une récompense dans l'au-delà. Le chahid, le martyr, sera accueilli au paradis et connaîtra ses douceurs. Le cheikh Yassin, exalte les qualités de courage de son peuple et lui fait miroiter la récompense de son sacrifice : "nous sommes un peuple qui n'a pas peur de la mort et quand l'un de nous meurt c'est comme un jour de mariage pour lui"[833]. En effet, "les volontaires pour le martyr font l'objet d'une préparation liturgique. Avant l'opération, les corps sont oints et parfumés, les vêtements sont neufs. Il s'agit de véritables noces avec la mort où la dimension sexuelle joue un rôle"[834], explique le journaliste J.P. Perrin.

Le sacrifice pour la patrie est un acte héroïque. "Le martyr... prépare le futur pour ses enfants", dixit Moussa Abou Marzouq. Les générations futures loueront les mérites de ces morts pour la patrie. D'ailleurs, on n'attend pas. Des photos du martyr sont placardés partout dans les rues de Gaza, Naplouse ou Hébron. Pour célébrer son sacrifice, on écrit son nom sur tous les murs et on l'annonce dans les journeaux. On valorise sa mort, on élève le chahid au rang de héros à tel point, fait remarquer Jerrold Post, un psychiatre américain que : "ce qui était une décision individuelle est devenu un

[832] 07. 12. 2001, *op. cité*, Trib., NY Times service
[833] 11. 08. 2001, *Popularity of Hamas surges under a doctrinaire spiritual leader*, Lee Hockstader, Gaza,Trib., Washington post service
[834] 11. 08. 2001, *Oints et parfumés avant le martyre*, J.P.Perrin, Jérusalem, Libération

courant majoritaire[835]" et même populaire puisque les individus de la population s'avancent semble-t-il de leur plein gré pour allonger le martyrologe.

On peut se poser des questions sur le profil psychologique des candidats et douter qu'ils maîtrisent totalement leur facultés intellectuels et leurs passions, on pourrait penser qu'ils sont drogués, à l'instar de ce que l'on croyait des Hachinchins. Pourtant Nasra Hassan, un chercheur pakistanais qui a interviewé des candidats kamikases, affirme qu' "aucun n'était suicidaire, simplet ou déprimé. Tous avaient reçu une éducation supérieure et étaient les membres paisibles de familles tranquilles, avec souvent un emploi salarié. Polis, sérieux et très pieux." Un des candidats au martyr, qui s'est manqué, aurait dit : "les jours de préparation ont été les plus heureux de ma vie. Nous flottions et nagions avec le sentiment d'entrer dans l'éternité"[836].

Face à ces explications qui font sens mais qui sont par trop spirituelles, il en est au moins une, plus prosaïque, mais intelligible pour quelqu'un qui cherche des raisons objectives : la motivation financière.

10.2.2 *La gestion du martyre*

R. Girard, du journal le Figaro, fait remarquer que : "depuis le bouclage de Gaza et ses conséquences économiques pour les Palestiniens, la branche militaire du Hamas voit affluer les volontaires pour les missions suicides"[837].

Chaque mois, ce sont 2 à 3 millions de dollars qui sont distribués aux familles des martyrs, soit en moyenne 30 millions de dollars par an[838]. Le Hamas qui paye entre 300 et 600 dollars par mois à la famille du kamikaze, plus les soins de santé et l'éducation des enfants du martyr[839], assurerait des revenus fixes, chaque mois, à environ 5600 familles.

Le dernier programme, de l'organisation caritative as-Salah, une des trois organisations caritatives qui forment le bras social du Hamas, prévoit 5300 dollars par

[835] 15. 04. 2002, *op. cité*, Time
[836] 16. 12. 2001, *Portrait-robot des bombes humaines*, G. Delafont avec C. Brunel à Jérusalem, Journal Du Dimanche
[837] 11. 04. 2002, Le Figaro, R. Girard, Gaza
[838] 11. 08. 2001, *op. cité*, Trib., Washington post service
[839] 15. 04. 2002, *op. cité*, Time

familles déplorant un membre tué ou handicapé dans les violences récentes. 1300 dollars sont prévus pour les petites blessures[840]. Et Israël de hurler à l'incitation.

En fait cette pratique qui consiste à monnayer le sacrifice n'est pas récente, les services sociaux du Hamas accordent depuis longtemps, une scolarité gratuite, ainsi que d'autres services, aux familles des martyrs. L'école de Deir al-Balah, au sud de la ville de Gaza, est représentative de cette gestion du martyre. En effet, cette école n'admet que les enfants sans père, parmi les plus pauvres de Gaza. 240 enfants qui ne payent pas de droit d'inscription, reçoivent gratuitement leurs livres, des habits, des repas chauds et une petite contribution mensuelle. C'est l'organisation al-Salah qui fait tourner l'établissement[841].

10.2.3. *Évolution qualitative du martyre, d'une Intifada l'autre*

Pour le mouvement, soutenir ses martyrs, c'est légitimer son combat politique. En valorisant la mort ou l'emprisonnement de « combattants », on les éleve au rang de héros et on encourage les nouvelles vocations militantes. Toutefois, il semble que l'incitation se soit amplifiée. Selon Abdel-Rahman Ghandour, contrairement à la première Intifada qui était un mouvement regroupant toutes les classes sociales, l'Intifada d'al-Aqsa a surtout mobilisé les jeunes des milieux les plus pauvres, les enfants de familles nombreuses. Issues de milieux défavorisés, ces jeunes recrues sont plus sensibles à la promesse d'une « récompense » financière pour leur famille. La carotte pécuniaire tendue par le bras socio-humanitaire du Hamas a plus d'impact que lors de l'Intifada de 1987[842].

I. Abou Chanab, qui distribue des sucreries aux enfants un jour de fête, explique qu'en aidant les familles pauvres avec de la nourriture ou de l'argent, on nourrit leur détermination à combattre Israël : "Si personne ne soutient ces familles dans le besoin, peut-être personne ne penserait aux martyrs et à résister à l'occupation".

Mais le phénomène est plus subtil, il s'agit d'endoctrinement. Celui-ci est orchestré par les institutions du Hamas, à travers les services dispensés à la population. Comment s'expliquer sinon que des étudiants décident de leur plein gré de se prêter

[840] 05. 01. 2001, Reuters world
[841] 05. 01. 2001, Reuters world
[842] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p. 72-74

aux opérations suicides ? Entre le début de l'Intifada al-Aqsa et la fin 2001, onze étudiants de l'Université al-Najah de Naplouse sont venus allonger le martyrologe palestinien[843].

10.3. Endoctrinement et dangerosité pour les générations futures

Nombreux sont les témoignages de journalistes ou des services de renseignements israéliens qui dénoncent l'endoctrinement dont font l'objet les plus jeunes.

Une génération est éduquée dans la haine aveugle d'Israël et de la judaïté. Un officier de l'armée israélienne s'inquiète : "les enfants dans les garderies sont endoctrinés pour tuer les juifs"[844]; tandis que le journaliste du Figaro, P. Gélie, signale quant à lui : "des gamins (qui) défilent au pas dans un club sportif du Hamas à Gaza, en chantant : "Le Coran est notre seule loi, le martyre notre vœu suprême"[845].

C'est grâce à l'éventail très large des services offerts à la population que les islamistes peuvent faire leur travail patient de réislamisation. L'état de guerre permanent entre les deux sociétés, militaire ou économique, avec un avantage évident pour les Israéliens, facilite le recours à l'anathème, le légitime aux oreilles d'une population depuis trop longtemps martyrisée. Les services sociaux qui permettent de toucher la population directement, fournissent à la fois une couverture et un réservoir pour recruter, d'autant qu'une part significative du budget du Hamas est destinée aux familles des martyrs.

Si, la population dans son ensemble sert à alimenter les rangs des kamikases, il est une catégorie de la population plus exposée que les autres : les orphelins.

10.3.1. *Les orphelins, une population surexposée*

En Islam, est orphelin l'enfant mineur qui a perdu son père, même si la mère est toujours en vie. L'enfant qui doit garder son nom pour conserver la connaissance de son origine et de sa lignée, la généalogie est une science en Islam, appelée isnad, ne peut

---

[843] 02. 05. 2002, *op. cité*, Le Figaro
[844] 04. 03. 1996, Jerusalem, A.P. Writer
[845] 22. 08. 1997, *op. cité*, Le Figaro

être adopté et seul le tutorat est autorisé, en général, le tuteur est l'oncle. Rappelons que le Prophète Mohammad était orphelin de ses deux parents, et que c'est son oncle paternel qui l'a élevé. Ce fait historique peut expliquer qu'aujourd'hui l'axe principal de l'action humanitaire des ONG islamiques et l'aide aux orphelins. Ce type de projets et de programmes, qui occupent une place considérable dans les supports de communication des ONG, génèrent une part parfois supérieure à 50% de leur budget[846].

L'atout principal pour ces organisations est de pouvoir veiller de près sur l'environnement de l'orphelin jusque sa majorité. Elles peuvent influencer la formation religieuse d'une nouvelle génération de musulmans. On aura compris que les ONG les plus radicales façonnent à leur guise la jeunesse, afin de produire le musulman nouveau, dévoué à la cause.

C'est dans ce contexte que la "Société de miséricorde pour les enfants", un discret orphelinat à Gaza, dirigé par Youssef Zahar, frère de Mahmud Zahar, le porte-parole du Hamas, soulève des interrogations. D'autant que Youssef Zahar cultive l'ambiguïté : entré en 1993 dans la police de Yasser Arafat, il est emprisonné en uniforme, en 1996, après la vague d'attentats du printemps contre Israël. A propos des enfants de l'orphelinat, il affirme : "sans nous ces enfants seraient perdus, et d'ajouter, je souhaite qu'ils deviennent de bons musulmans". Pour les Israéliens, l'affaire est entendue, "le Hamas finance son idéologie de guerre sainte d'un bout à l'autre de la chaîne"[847]. Et le gouvernement israélien de demander à Arafat, le démantèlement de l'infrastructure du terrorisme. Pour le président de l'Autorité palestinienne, la prise en charge sociale d'une partie de la population palestinienne par le Hamas est à la fois un facteur de stabilité sociale et un danger. En affaiblissant l'un on renforce l'autre, selon une équation que le journaliste israélien, Ran Keslo, du Yediot Aharonot, appelle "le théorème d'Archimède de la terreur".

La dangerosité du Hamas pour les jeunes générations de Palestiniennes et de Palestiniens, baignées dans cette exaltation du pire des actes, n'en demeure que plus inquiétante. C'est l'enracinement dans cette culture de la mort qui ne laisse pas

[846] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.44-45
[847] 22. 08. 1997, *op. cité*, Le Figaro

d'inquiéter et qui ne sera pas sans conséquences sur la société palestinienne et ses valeurs[848].

10.3.2. *Le martyre, l'arme politique ultime*

Fatma, une jeune palestinienne, concède que "lorsqu'il y a une opération suicide, nous sommes heureux pendant une ou deux heures, peut-être même une journée. Mais après, nous en souffrons car Israël boucle les territoires et détruit les maisons". Et Fatma de s'interroger sur les autres moyens de lutter, tout en avouant qu'elle n'en connaît pas[849]. Si Fatma s'interroge, Mahmoud Zahar, quant à lui, ne doute pas qu'il s'agisse de la meilleure méthode : "A mes yeux l'opération martyre reste la stratégie la plus efficace. Avant le sommet d'Aqaba, Sharon ne voulait pas entendre parler de trêve. Maintenant, pour la première fois, il s'y intéresse. Il refusait de se retirer des territoires. Maintenant, il y est prêt. Pourquoi ? parce qu'entre temps, un honorable martyr du Hamas, âgé de 18 ans, a réussi à sortir d'Hébron pour aller tuer 17 Israéliens dans un bus à Jérusalem"[850].

L'opération martyre est donc, dans l'esprit des dirigeants du Hamas, une stratégie calculée, qui vise à changer l'état de fait ; elle doit amener l'entité sioniste à accepter une trêve et à se retirer des territoires. Que Sharon, l'ennemi par excellence des Palestiniens, finisse par plier face aux stratèges du Hamas, constitue un succès pour ses dirigeants, le cheikh Yassine, Abd al-Aziz al-Rantissi, Mahmoud Zahar, Salah Chahada et Ismaïl Abou Chanab. Tous ont payé de leur vie ou de leur sécurité la guerre contre Israël. Les Palestiniens apprécient le sacrifice de ces leaders et leur témoignent leur confiance. Le soutien massif qui en résulte, permet aux dirigeants du Hamas, aujourd'hui, de prétendre prendre la place du groupe politique dominant au sein de l'AP, le Fatah.

10.4. Le Hamas, demain à la tête de l'AP ?

---

[848] 20. 06. 2003, *op. cité*, Le Monde
[849] 07. 08. 2002, BBC News web site, story published 10. 09. 2003
[850] 19. 06. 2003, P. Prier, Gaza, Le Figaro

Soutenu par plus de 25% de la population en 2002[851]; à la tête des syndicats étudiants dans les principales universités palestiniennes, Université islamique de Gaza, Université de Hébron, de Naplouse, de Jérusalem ou de Bir Zeit, et dans les syndicats professionels ; en constant progrès militairement : "malgré les coups que leur infligent les Israéliens, les ingénieurs du Hamas fabriquent des pièces de plus en plus sophistiquées", fait remarquer Abou Chadi, chef de la sécurité palestinienne à Gaza. Et un expert anti-terroriste européen d'ajouter "les Palestiniens... sont parvenus à la standardisation de la production de missile, celle-ci reste artisanale mais la progression technologique est indéniable"[852]; enfin, auréolé du succès d'un retrait possible et prochain de l'armée israélienne de la bande de Gaza, au prix élevé de la vie des kamikases palestiniens, mais aussi de ses leaders les plus charismatiques, Salah Chahada en juillet 2002, Ismaïl Abou Chanab en août 2003, le cheikh Yassine le 22 mars 2004 et Abd al-Aziz al-Rantissi un mois plus tard, le Hamas ne cesse de progresser politiquement face à une AP en plein déclin. Et Israël qui semble avoir compris que la politique de colonisation est trop coûteuse économiquement et humainement. Du moins dans l'état actuel des choses.

10.4.1. *Une trêve entre Palestiniens et Israéliens ?*

Déjà en décembre 2001, le Hamas et l'AP se mettent d'accord pour arrêter momentanément les attaques contre Israël. Le momentané n'étant pas fait pour durer, fin 2002, des négociations sont menées au Caire entre le Hamas, le Fatah, le FPLP et le FDLP pour un nouvel arrêt des hostilités. Cette fois, l'Egypte, l'Arabie Saoudite, l'Union européenne et même les USA s'impliquent. Les leaders de l'extérieur, coutisés par les puissances occidentales, se montrent plus modérés.

Nonobstant, le Hamas rejette le cessez-le-feu dans un premier temps et le cheikh Yassine, contrairement à son habitude, joue même le jeu de l'escalade verbale appelant à "détruire ce cancer appelé Israël" et à "menacer et frapper les intérêts occidentaux partout"[853].

[851] 21. 05. 2002, Tim Golden, from Gaza, New York Times
[852] 17. 02. 2003, G. Malbrunot, Le Figaro
[853] 08. 02. 2003, *Hamas leader urges muslims to retaliate*, J. Bennet, Jerusalem, Trib., NY Times

Arafat n'a guère apprécié la cour faite au Hamas par les représentants des puissances étrangères, il n'ignore pas que ses adversaires sont engagés dans une stratégie de conquête du pouvoir d'autant que ceux-ci ne cessent de répéter qu'ils sont prêts à prendre la place de l'AP. Arafat qui a toujours le monopole de la répression dans les territoires, semble donc faire pression sur les islamistes, à tel point que Abd al-Aziz al-Rantissi réaffime que le mouvement ne veut "en aucun cas déclencher une guerre civile entre Palestiniens. Cela ne pourrait que faire le jeu de l'occupant sioniste"[854]. Finalement, la proposition récurrente d'une trêve à long terme, à des conditions très précises, est avancée : "Si Israël se retire de tous les territoires capturés en 1967, démantèle toutes les colonies et accepte un Etat palestinien indépendant, il y aura une fin des combats, sous la forme d'une trêve à long terme"[855]. Le 29 juin 2003, le Hamas, le Jihad islamique et le Fatah, émettent un document conjoint pour une trêve de trois mois[856]. Un attentat à Jérusalem le 19 août, perpétré par une cellule de Hébron pour venger un chef local tué quelques jours auparavant, déclenche une riposte israélienne[857]. Le 21 août, Ismaïl Abou Chanab, est victime d'un assassinat ciblé alors qu'il circule dans sa voiture dans la bande de Gaza. Sa mort sonne le glas d'un fragile cessez-le-feu décrété sept semaines plus tôt[858].

Le Hamas qui est soutenu par les Palestiniens des territoires bénéficie d'une reconnaissance internationale, comme le montre la tentative de dialogue et de négociation entreprise par l'Union européenne et les Américains. Les dirigeants du Hamas ont bien conscience que leur poids politique augmente.

10.4.2. *Le Hamas prêt à remplacer l'AP*

Dès mai 2002, Le Hamas fait dire qu'il pourrait participer à un gouvernement de coalition, voire à de nouvelles élections. Sachant que la stratégie du mouvement, en matière politique, consiste à faire en sorte de ne pas légitimer l'AP qui découle des

---

[854] 15. 06. 2003, *Ce Hamas qui hante les Israéliens*, C. Brunel, Jérusalem, Journal Du Dimanche
[855] 19. 06. 2003, Le Figaro, Gaza, P. Prier
[856] 23. 06. 2003, BBC news web site, text of report from pro-Hamas Palestinian information Centre web site & pro-Fatah Palestinian news agency Wafa web site
[857] 23. 03. 2004, *Fort d'un réseau associatif proche du peuple, le Mouvement, voué à la destruction d'Israël, a porté ses thèses radicales au coeur de beaucoup de Palestiniens*, Gilles Paris, Jérusalem, Le Monde
[858] 23. 03. 2004, *op. cité*, S. Le Bars, Le Monde

accords d'Oslo, on voit mal le Hamas participer à ses instances législatives et encore moins exécutives. A moins que le mouvement ne gage qu'il remportera une majorité des sièges du Conseil national palestinien, ce qui lui permettrait de mener sa propre politique ou bien qu'il préconise la formation d'une entité parallèle à l'AP.

Début 2003, après les négociations du Caire pour un arrêt des attaques contre Israël et l'intercession internationale, Mahmud Zahar réitère l'intention du Hamas : "le groupe est prêt à prendre la place de l'AP, politiquement, financièrement et socialement" mais à travers des élections et non par la force"[859]. K. Machaal, quant à lui, précise que le Hamas entrera dans l'OLP comme le lui propose Arafat lorsque celui-ci radicalisera la Convention nationale de l'OLP, pour appeler à la destruction d'Israël. Il doit en outre renoncer à ses références à un Etat démocratique et séculaire[860].

Les islamistes, qu'ils acceptent ou non les règles du jeu démocratique, nourrissent une même ambition, une même vision de l'avenir. Mahmoud Zahar nous éclaire sur ce point : "dans le futur, un Etat islamique sera établi. Il couvrira la Palestine, l'Egypte, la Syrie, la Jordanie, etc. Les juifs y auront leur place. Ils pourront être ministres mais ils n'auront pas leur propre Etat, c'est interdit"[861]. Soit, un Etat islamique couvrira l'ensemble du Moyen-Orient. Mais dans combien de temps ? Le cheikh Yassine, en extrapolant du Coran les prédictions de désastre pour les juifs, prophétise que : "l'année 2027 verra la fin de l'Etat d'Israël"[862]. Pourquoi 2027 ? "Parce que Arafat sera décédé et que la révolution islamique en Jordanie et en Egypte aura vaincu. Le temps et la démographie sont de notre côté"[863], affirment des activistes du Hamas, interrogés par M. Ranstorp, directeur du centre pour l'étude du terrorisme et de la violence politique à l'université de St Andrews, en Ecosse.

Certes, d'ici les années 2020, Arafat ne sera plus des notres, mais l'évolution du conflit israélo-palestinien est loin d'être aussi linéaire que semblent le penser les islamistes interrogés par M. Ranstorp.

On en a eu la preuve en cette année 2004 avec l'élimination par Israël, fin mars, du cheikh Yassine, celle moins d'un mois plus tard de Abd al-Aziz al-Rantissi, fugitif

[859] 08. 02. 2003, Trib., NY Times by J. Bennet
[860] 17. 02. 2003, Newsweek, by Dan Ephron
[861] 19. 06. 2003, P. Prier, Gaza, Le Figaro
[862] 28. 08. 2000, *The Mideast wild card : Hamas*, John F. Burns, Gaza city, New York Times Service

successeur de Yassine à la tête du Hamas[864], et enfin le décès de Arafat le 11 novembre 2004, à l'hopital militaire de Percy, à Clamart, en région parisienne[865]. Cette accumulation de disparitions de leaders de premier plan chez les islamistes et les nationalistes remet les compteurs à zéro. Dans un camp comme dans l'autre, une nouvelle direction doit émerger, ce qui ne manquera pas, chez les nationalistes en particulier, de provoquer des luttes internes. Le spectre d'une guerre civile pèse plus que jamais sur la société palestinienne.

10.5. La société palestinienne face à elle-même

Ces éliminations et disparitions en chaîne posent plus que jamais la question de l'avenir du peuple Palestinien. D'une certaine façon, Sharon en prenant la décision d'éliminer coup sur coup le cheikh Yassine et Abd al-Aziz al-Rantissi, a donné un coup d'accélérateur à l'Histoire. Le décès de Arafat en donne un supplémentaire.

On peut se demander qu'elle est la stratégie qui préside aux décisions d'élliminer ainsi les chefs charismatiques et historiques du Hamas. Les interprétations sont diverses : entre impératifs sécuritaires et possible guerre civile palestinienne, en passant par le renforcement du terrorisme.

10.5.1. *Les motivations sécuritaires des assassinat ciblés*

Ces opérations, qui se sont soldées par la mort des numéro 1&2 du Hamas, en moins d'un mois, entre la fin mars et la fin avril 2004, se situent en droite ligne d'une stratégie d'élimination des dirigeants des organisations et groupes palestiniens[866]. Entamée dans les années 1970, elle vise les chefs militaires de l'OLP. Abandonnée entre 1988 et fin 1995, la stratégie des assassinats de dirigeants reprend avec la vague d'attentats des années 1994 et 1995 : Fathi Chiqaqi, chef du Djihad islamique, est assassiné le 26 octobre 1995 à Malte, et Yahya Ayyach, artificier des Brigades Izz al-

[863] 16. 06. 2003, *To many Palestinians, Hamas is a hero that needs to bend*, Ian Fisher, Trib., NY Times
[864] 25. 03. 2004, *Abdel Aziz Al-Rantissi, nouveau chef du Hamas, appelle à "frapper en tout lieu"*, Gilles Paris, Gaza, Le Monde
[865] 12.11. 2004, *Yasser Arafat est mort, ses successeurs sont aussitôt nommés*, Jérusalem, G. Paris, Le Monde
[866] 24. 03. 2004, *op. cité,* S. Le Bars, Le Monde

Din al-Qassam, le 5 janvier 1996 à Gaza. Au lendemain de ces éliminations extra-judiciaires, les attentats reprennent de plus bel et se soldent par des dizaines de morts et de blessés Israéliens au printemps 1996.

Avec le déclenchement de la deuxième Intifada, en septembre 2000 et la multiplication des opérations kamikases, les éliminations extrajudiciaires se font plus nombreuses. A partir de 2001, les chefs locaux des Brigades Izz al-Din, en Cisjordanie et à Gaza, sont éliminés les uns après les autres. En juillet 2002, Salah Chahada, chef militaire du Hamas et cadre du mouvement de la première heure, se trouve sur le chemin d'une bombe d'une tonne larguée sur son immeuble. En 2003, plusieurs personnalités du mouvement sont prises pour cible. En juin, Mohammad Deif, chef de l'appareil militaire à Gaza, et Abd al-Aziz al-Rantissi, dirigeant politique et numéro 2 du mouvement, sont visés sans succès. En août, Ismaïl Abou Chanab est pulvérisé par un tir. Les 6 et 10 septembre, se sont respectivement le cheikh Yassine et Mahmoud al-Zahar qui sont visés sans succès.

On peut donc comprendre les assassinats du cheikh et de Rantissi comme la continuation de cette stratégie d'élimination des dirigeants dont l'objectif est l'affaiblissement du Hamas, la diminution des opérations armées contre Israël et donc l'amélioration qualitative de la sécurité de l'Etat hébreu. Comme le dit la porte-parole de l'armée israélienne, Ruth Yaron, le cheikh Yassine est un "chef meurtrier" qui a revendiqué plusieurs attentats contre les civils et qui "continuait de planifier le terrorisme"[867]. Son élimination apparaît donc comme légitime aux yeux des Israéliens. A fortiori, celle de Rantissi ne l'est pas moins.

Le fait est que l'objectif recherché semble atteint et pendant de long mois aucun attentat n'est à déplorer en Israël. Les activistes en sont réduits aux seuls tirs de roquettes Qassam. Si leur impact psychologique est indéniable, leur manque de précisions n'en font pas de réelles armes de guerre.

Bien que l'assassinat de Yassine bénéficie du "feu vert de la classe politique, dont le chef de gouvernement"[868], des voix dissonantes se font entendre en Israël. On peut douter qu'il en ait été de même pour Rantissi.

---

[867] 23. 03. 2004, *Arafat, "l'homme le plus dangereux"*, AFP in Le Monde
[868] *ibid.*

10.5.2. *La passion israélo-palestinienne*

Avi Dichter, chef du Shin Beth, qui s'oppose à la décision d'éliminer le cheikh, juge que la disparition du cheikh Yassine serait "plus nuisible qu'utile pour Israël"[869]. Quant à Abraham Poraz, ministre de l'intérieur, qui vote contre l'opération, il déclare craindre "que nous ayons déclenché un cycle et que de nombreuses personnes en payent le prix de leur vie"[870].

L'histoire du Hamas montre que le mouvement n'a jamais failli à venger la mort d'un de ses chefs. La stature du cheikh Yassine laisse présager que la riposte du mouvement sera sinon sans commune mesure avec les précédentes, du moins inévitable. Le Hamas, de manière rituelle, a déjà promis "un tremblement de terre" et "des centaines de morts"[871]. Abd al-Aziz al-Rantissi a pour sa part appelé à "la guerre ouverte à ces assassins, ces criminels et ces terroristes", ajoutant qu' "à l'intérieur de la Palestine, il n'y aurait pas de sécurité pour les sionistes et les juifs..."[872]. Ce dernier ne vivra pas assez longtemps pour voir la riposte islamiste.

Plus grave pour l'avenir de la sécurité en Israêl, non seulement le Hamas a promis de se venger, mais les Brigades des martyrs d'al-Aqsa, qui dépendent du Fatah, en ont fait autant. Déjà, on a pu constater que la coopération entre les ailes militaires des différents groupes radicaux est en marche. L'attentat du port d'Ashdod, le 14 mars, en est un exemple. Il est mené conjointement par le Hamas et les Brigades des martyrs[873]. L'élimination du cheikh Yassine devrait la renforcer. Le journaliste Akiva Eldar, du quotidien israélien, Haaretz, juge même que "l'assassinat du cheikh Yassine a rendu presqu'inévitable le rapprochement entre le Hamas, le Fatah et le Hizb Allah"[874].

A l'intérieur même d'Israël, les islamistes menacent la sécurité de la population. Rappelons qu'en septembre 1999, des opérations suicides sont menées par des Arabes

[869] 24. 03. 2004, *Ariel Sharon se félicite, Shimon Pérès désapprouve*, AFP, Reuters, in Le Monde
[870] 24. 03. 2004, *Ariel Sharon se félicite..., op. cité*, AFP, Reuters, in Le Monde
[871] 23. 03. 2004, *op.cité*, Stéphanie Le Bars, Le Monde
[872] *ibid.*
[873] *ibid.*

israéliens, membres de la branche radicale du mouvement islamiste, du nord d'Israël, avec la collaboration du Hamas. Le leader de la cette tendance, le cheikh Raad Salah, est emprisonné en Israël, depuis le printemps 2003, pour son soutien financier au mouvement[875].

Les tensions entre Arabes israéliens, qui représentent 20% de la population du pays[876], et Juifs ne cessent d'augmenter. En octobre 2000, 13 Arabes israéliens sont tués et le 30 mars deux citoyens juifs israéliens sont condamnés pour une série d'attentats à la bombe et une tentative d'assassinat contre des citoyens arabes israéliens[877]. Le soutien logistique et financier des jeunes arabes israéliens au Hamas, même si ces derniers mois il est resté marginal, ne fait qu'exacerber la méfiance entre les deux populations[878].

On peut donc dire, aujourd'hui, que l'opération qui vise, le 22 mars au matin, le cheikh Yassine au sortir de la mosquée, accentue la dissonance cognitive à laquelle est en proie Israël. Comme le souligne, le journaliste Ofer Shelah, du quotidien israélien, Yediot Aharonot, "Tsahal mène ses opérations au nom de notre sécurité, mais tout Israélien sent bien que sa sécurité s'en trouve davantage menacée". On nous dit : "à court terme la détermination des terroristes sera renforcée, mais à long terme, le terrorisme sera vaincu". Et d'ajouter que "cela fait trois ans et demi que nous subissons la loi de ce court terme"[879]. Il va sans dire que le court terme vient de se rallonger.

Difficile de croire dans ces conditions que c'est la sécurité, quand bien même à long terme, qui a motivé seule la décision d'éliminer le cheikh Yassine puis Abd al-Aziz al-Rantissi. Toutefois, il faut reconnaître que l'objectif sécuritaire a partiellement été atteint. L'incapacité du Hamas à venger la mort de Yassine et de Rantissi, pendant de longs mois, laisse penser que le mouvement est destabilisé, mais non terrassé. Le double attentat du 31 août 2004 à Bercheba dans deux bus différents à quelques

[874] Semaine du 25 au 31 mars 2004, Courrier International, n°699, *les arrières pensées d'Ariel Sharon*, extraits du journal israélien, Haaretz, par Akiva Eldar

[875] 01. 04. 2004, *Le mouvement islamique des Arabes israéliens se sent proche du Hamas*, Stéphaine Le Bars, Oum al-Fahm, (Nazareth), Le Monde

[876] *ibid.*

[877] *ibid.*

[878] *ibid.*

[879] Semaine du 25 au 31 mars 2004, Courrier International, n°699, *Un assassinat qui échappe à toute logique*, extrait du journal israélien Yediot Aharonot, Tel-Aviv, par Ofer Shelah

minutes d'écart[880] est la preuve que le Hamas est toujours dangeureux, en revanche l'occurence de cet attentat seulement plusieurs mois après le double assassinat montre qu'il est sérieusement destabilisé.

Alors, face à l'aptitude du Hamas de se retrouver sa capacité opérationnelle à moyen terme, face à une possible coalition des groupes activistes armés et à la collaboration accentuée avec le Hizb Allah, peut-on déceler une motivation autre à l'élimination du cheikh Yassine et de Rantissi ?

10.5.3. *La stratégie de la guerre civile ?*

Serait-ce la décision, annoncée, le 2 février 2004, par Ariel Sharon, de mettre un terme à "la présence juive à Gaza"[881] qui a motivé l'élimination du cheikh Yassine et de Rantissi ? Si oui, pourquoi ? Parce que le gouvernement israélien veut se retirer de la bande de Gaza en ayant décapité le Hamas, nous dit-on. L'objectivité oblige à reconnaître que le résultat est bien au rendez-vous.

Le retrait annoncé de l'armée israélienne rappelle le douloureux précédent opéré, en mai 2000, du Sud-Liban. En effet, celui-ci suscite des communiqués victorieux de la part du Hizb Allah et renforce la conviction du Hamas que la stratégie de violence contre Israël est la meilleure. "Galvanisés par la perspective du retrait, les organisations terroristes de Gaza vont multiplier les attaques, affirme le colonel Gadi Shamni, commandant de Tsahal pour la Bande de Gaza, et d'ajouter, tout ce que nous pouvons faire, c'est en réduire l'impact"[882]. Là encore, force est de constater que le but recherché est atteint, les activistes islamistes ne sont pas capables de répondre de manière significative au double affront qui leur a été fait.

L'armée israélienne entend donc frapper fort le mouvement afin que sa "victoire", le retrait de l'armée israélienne, soit assombrie par ses pertes et qu'il mette du temps avant de retrouver son envergure[883]. Les Israéliens eux-même ne se font donc pas

[880] 02.09. 2004, *Un double attentat-suicide revendiqué par le Hamas a fait seize morts sur le territoire israélien*, Jérusalem, Le Monde
[881] 23. 03. 2004, *Cette élimination exacerbe la vendetta entretenue par les deux parties*, Gilles Paris, Jérusalem, Le Monde
[882] Semaine du 18 au 24 mars, 2004, Courrier International, n°698, extraits du journal israélien Haaretz, Tel-Aviv
[883] 23. 03. 2004, *op. cité*, G. Paris, Le Monde

d'illusions sur le caractère temporaire de l'impuissance du Hamas, comme l'indique le "avant de retrouver son envergure".

Dans l'état actuel des choses, le Hamas décapité se cherche une nouvelle direction, bien que l'on puisse penser qu'un Mahmoud al-Zahar soit bien placé pour l'assumer, et que les dirigeants de l'extérieur basés à Damas, K. Michaal et Mousa Abou Marzouq disposent toujours de réseaux d'influence. Mais Zahar n'a pas suffisamment d'ascendant pour contrôler l'ardeur des activistes armés, tandis que les dirigeants de l'extérieur auraient plutôt tendances à l'attiser.

En revanche, "Yassine était capable d'imposer ses choix aux "militaires" du mouvement. Il était un "modulateur de la terreur" pour reprendre l'expression de Tsahal. Il donnait instruction d'intensifier ou de diminuer de façon provisoire les attentats"[884]. En outre, quelques jours encore avant son élimination, Il est un interlocuteur de l'AP avec laquelle il entretient des contacts quotidiens pour éviter tout conflit dans le cas d'un retrait soudain et unilatéral d'Israël de la bande de Gaza[885]. Rappelons-nous qu'en 1994, lorsque sont formés les premiers bataillons de police palestinienne, certaines factions du Hamas proposent d'attaquer cette police en formation afin de faire avorter le projet dans l'oeuf. Le cheikh Yassine déclare alors que "la guerre civile est la ligne rouge à ne jamais franchir". Il assure, en somme, le mouvement contre les divisions, il maintient le Hamas uni, ce qui écarte les risques de guerre civile palestinienne sur le point d'éclater. Voilà, selon Khaled Houroub, ce que cache le plan de retrait de la bande de Gaza concocté par Sharon[886] : un conflit interpalestinien.

En éliminant le cheikh Yassine, Israël prive l'AP d'un interlocuteur de poids, capable de fédérer son mouvement autour d'une décision, d'un objectif, voire même de négocier avec Arafat un "plan global" censé organiser un partage du pouvoir et le retour à l'ordre dans la bande de Gaza, livrée au chaos[887].

Le spectre de la guerre civile est d'autant plus menaçant que Yasser Arafat vient de décéder ; les deux gardes-fous sont donc tombés. Les Israéliens aujourd'hui n'ont

---

[884] Semaine du 25 au 31 mars 2004, Courrier International, n°699, *Un assassinat qui échappe à toute logique*, extrait du journal israélien Yediot Aharonot, Tel-Aviv, par Ofer Shelah
[885] Semaine du 25 au 31 mars 2004, Courrier International, n°699, *Le Hamas décapité sera incontrôlable, op. cité*
[886] *ibid.*

plus qu'à compter les points entre : un Hamas décapité et donc incontrôlable, mais qui n'en nourrit pas moins des ambitions politiques en rapport avec son influence dans la population ; une OLP en manque de leaders charismatiques et de légitimité, et sujette à des luttes de pouvoir pour la succession du "Vieux".

Essai d'analyse prospective

Même si pour l'heure les Palestiniens, toutes factions et tendances politiques confondues appellent à l'unité, il semble probable que l'affrontement ne soit que différé. En effet, Abou Mazen s'apprête à prendre la place d'Arafat lors d'élections prévues le 9 janvier 2005[888], alors même qu'il ne bénéficie pas d'une réelle légitimité populaire. Abou Mazen, présente le handicap d'être le candidat des Américains et des Israéliens, ce qui ne manquera pas de susciter des oppositions parmi les radicaux du Fatah[889]; en revanche, il offre l'avantage d'avoir su négocier par le passé avec les islamistes du Hamas et du Jihad, et obtenir d'eux une trêve[890]. Nonobstant, sa proximité avec Mohammad Dahlan[891] pourrait remettre en cause sa capacité à prendre langue avec le Hamas et le Jihad compte tenu de l'opposition de Dahlan aux islamistes. Dans l'extrême factionnalisme qui domine la scène politique palestinienne, le seul espoir de stabilité viendrait donc de la capacité des Américains et des Israéliens à prendre en compte les exigences des Palestiniens et à négocier avec eux, afin de viabiliser la présidence d'Abou Mazen ; mais, rien n'est moins sûre.

En ce qui concerne le Hamas, il semble que le mouvement souhaite participer à un commandement politique commun par le biais d'élections et préconise la création d'un rassemblement des partis politiques et des organisations, parallèle à l'AP. Sami Abou Zahri, le nouveau porte-parole du Hamas, déclare sans ambage que "si les

---

[887] Semaine du 29 mars au 04 avril 2004, *les milles vies de Hamas*, Vincent Hugueux avec Hési Carmel, l'Express

[888] 16.11. 2004, *Le successeur de Yasser Arafat sera désigné lors de l'élection présidentielle fixée au 9 janvier*, Jérusalem, G. Paris, Le Monde

[889] 16.11. 2004, *Le successeur de Yasser Arafat sera désigné lors de l'élection présidentielle fixée au 9 janvier*, Jérusalem, G. Paris, Le Monde

[890] 12.11. 2004, *La nouvelle direction devra convaincre Israël que des élections sont indispensables*, Jérusalem, G. Paris, Le Monde

[891] 16.11. 2004, *Mahmoud Abbas dément avoir été victime d'une tentative d'assassinat*, Gaza, D. Le Guilledoux, Le Monde

élections sont honnêtes" le Hamas gagnera[892], tout en précisant que le mouvement ne cherche pas à accaparer le pouvoir mais proposera une représentation des partis à la proportionnelle. L'institution d'une assemblée de partis parallèle à l'AP est peu vraisemblable.

De la même manière, il est peu probable que le mouvement présente un candidat pour la présidence de l'AP, instance héritée des accords d'Oslo auxquels il s'est toujours opposé. En ce qui concerne des élections législatives et municipales, appelées de ses voeux par toute la classe politique palestinienne, le Hamas participerait certainement aux législatives sous la forme de candidatures indépendantes comme en 1996, et si d'aventure des élections municipales doivent avoir lieu, il y participerait sous la bannière du Hamas, puisque ces dernières n'impliquent pas la reconnaissance des accords d'Oslo.

Le Hamas ne peut s'abstenir de participer au processus électoral car cela signifierait n'avoir aucun contrôle, aussi minime soit-il, sur les décisions politiques. Or, les tentatives de boycott des Frères en Egypte ou en Jordanie, ont montré qu'elles sont fortement dommageables. Aujourd'hui, comme l'analyse Lutfi Mashour, Palestinien chrétien, redacteur en chef de l'hebdomadaire en langue arabe As-Senara, basé à Nazareth, la force politique dominante dans les territoires, c'est le Hamas : "pas un seul responsable palestinien ne peut bouger le petit doigt sans l'accord" du mouvement islamiste[893]. Si cette analyse semble exagérée et peu nuancée, il est certain que le Hamas contrôle, dans des proportions élevées mais toujours à définir, grâce à ses services sociaux et humanitaires, la société palestinienne, en particulier dans la bande de Gaza. La vanité, maintes fois réitérée, de négocier avec Israël et la figure du résistant, qui est celle du Hamas, ajoutent une aura politique supplémentaire.

Allant plus loin dans son analyse, L. Mashour, affirme que le Hamas constitue désormais l'unique partenaire avec qui Israël devra négocier. On peut douter que le Hamas veuillent négocier avec Israël, du moins directement, et soit capable de proposer autre chose qu'une trêve, même à long terme, ce qu'Israël n'accepterait pas. En outre,

---

[892] 11.11. 2004, *Le Hamas sert les rangs et pose ses conditions*, Gaza, D. Le Guilledoux, Le Monde
[893] 01. 04. 2004, *Le mouvement islamique des Arabes israéliens se sent proche du Hamas*, Stéphaine Le Bars, Oum al-Fahm, (Nazareth), Le Monde

le Hamas, décapité et ses activistes, en particulier les chefs militaires, pourchassés, se cherche une direction et est probablement incapable de parler d'une seule voix.

Si la situation correspond bien dans la réalité à celle qui vient d'être décrite, et nombreux sont les observateurs qui s'en accordent[894], on peut penser que les islamistes sont bel et bien une force sur laquelle il faut compter même si pour l'instant aucune personnalité n'est encore capable de s'imposer à sa tête. Ce dernier point est une fonction du temps.

Concernant le partenaire israélo-américain la volonté de frustrer les Palestiniens de leurs droits à élire leurs représentants ou à un Etat indépendant semble plus que jamais d'actualité ; les signes ne cessent de s'accumuler. En effet, au lendemain du décès d'Arafat, G. W. Bush se prononce pour la relance d'un processus de négociations israélo-palestinien et se dit prêt à aider les dirigeants palestiniens à créer les structures d'un Etat "démocratique, viable et indépendant". Toutefois, il se refuse à garantir l'existence de cet Etat avant la fin de son mandat en 2009. La précédente échéance n'était-elle pas 2005 ? En outre, dans un style tout à fait différent de celui auquel le Président américain a habitué le monde, il affirme "Je pense qu'il est irréaliste de dire : "Bush veut que ce soit fait, ou Blair veut que ce soit fait, donc cela va arriver"[895]. Chacun jugera comme bon lui semble de la sincérité de cette soudaine humilité.

Dans un deuxième temps, c'est un processus électoral complet, présidence de l'AP, Conseil législatif et élections municipales, que demande l'ensemble de la classe politique. Or, les élections du 9 janvier ne concerne pour l'heure que la présidence de l'AP[896]. Face au risque de voir les islamistes entrer en nombre au sein du Conseil législatif, il est vraisemblable que les Israéliens temporisent, voire freinent des quatre fers, pour prévenir une telle éventualité. Ils créent de cette manière les conditions du discrédit du futur président palestinien et des conditions supplémentaires pour un affrontement inter-palestinien.

Face au manque de volonté de la Maison-Blanche de s'impliquer sérieusement au Proche-orient, il est à craindre, à l'instar de Zbigniew Brezinski, ancien conseiller de

---

[894] Voir les interviews de J.F. Legrain par G. Paris, dans le Monde daté du 6.11. 2004 ; et de E. Sanbar par M. Naïm, dans le Monde daté du 11.11. 2004

[895] 14-15.11. 2004, *George Bush refuse toute échéance pour un Etat palestinien*, Washington, P. Jarreau, Le Monde

Jimmy Carter, que "(...) le label démocratique dont Bush a fait une condition pour des négociations sérieuses" ne soit sans cesse refusé[897].

On peut donc conclure que les conditions de la pérennité des islamistes, et du Hamas en particuliers, sont réunies et que le cycle de la violence, qui a indéniablement ralenti sa cadence, reste une menace sérieuse pour les deux sociétés, Israélienne et Palestinienne.

[896] 16.11. 2004, *Le successeur d'Arafat..., op. cité*, Jérusalem, G.Paris, Le Monde
[897] 17.11. 2004, *Interview de Zbigniew brezinski, ancien conseiller de Jimmy Carter*, par S. Kauffmann, Le Monde

B. <u>L’organisation jordanienne des Frères musulmans</u>

Les liens qui unissent les Frères jordaniens à leurs homologues palestiniens sont très fort. Diverses raisons peuvent l'expliquer : d'une certaine manière, l'antenne jordanienne des Frères est une émanation de l'Association des Frères musulmans de Palestine ; une proportion très importante de la population jordanienne est d'origine palestinienne, phénomène qui se retrouve au sein de l'organisation jordanienne des Frères ; enfin, la question palestinienne ajoute à ces raisons une dimension religieuse et spirituelle, affective, qui donne à la relation palestino-jordanienne une force dramatique.

Nonobstant, l'antenne jordanienne des Frères musulmans n'en a pas moins son histoire propre, tout à fait différente de celle de son homologue palestinienne, et originale au regard de l'ensemble de la mouvance des Frères dans les différentes aires géographiques et les différents contextes nationaux que l'on verra par la suite.

1. <u>Structure globale de la branche jordanienne</u>

Avant de commencer à parler de l’Histoire de l’Organisation jordanienne des Frères musulmans et pour ne pas avoir à revenir ultérieurement sur la place ou la signification des instances qui la compose, commençons tout de suite par exposer sa structure. On remarquera qu'il est ici possible de le faire en raison des excellentes relations qu'entretiennent le régime Hachémite de Jordanie et la branche jordanienne des Frères musulmans, ce qui lui épargne l'obligation de clandestinité et lui permet de se réunir librement. Toutefois, un certain niveau de secret reste de mise.

La Confrérie des Frères musulmans est une organisation à structure pyramidale. Le titre de « Guide suprême » qui reste l'apanage du Guide égyptien, le leader des Frères jordaniens est élu et porte le titre de secrétaire ou contrôleur général du mouvement : en l'occurence c'est Abd al-Majid al-Dhunaybat qui assume cette fonction. Le contrôleur général est secondé par un vice-contrôleur général lui aussi soumis à l'élection du conseil de la chura ou conseil consultatif. Ce dernier est constitué des chefs des branches, réparties dans le pays, lesquels sont régulièrement élus par les militants de la base. Le nombre de siège au conseil reflète l'extension du mouvement dans le

pays : en 1994, le conseil comprend 30 sièges alors qu'en 1998, il en compte quarante-six[898]. Cinq des quante-six sièges ne sont pas soumis à l'élection.

C'est au niveau du conseil de la chura que se décide la ligne politique du mouvement à l'occasion de deux réunions par an[899].

Pour mettre en application les décisions du conseil consultatif, un conseil exécutif est élu. Il est présidé par le contrôleur général et assisté d'un bureau, dont le nombre des membres semble varier : en 1998, il est de cinq[900]; en 2000, il serait de six[901].

Enfin, un bureau de l'information vient compléter la structure, sous la direction du porte-parole du mouvement. Il semble que le porte-parole de l'organisation peut aussi être membre du bureau exécutif. C'est le cas en 2000, avec Jamil Abou Bakr qui cumule les deux fonctions.

De manière générale, les formations islamistes sont construites sur ce même modèle. Ainsi l'organe politique des Frères, le Front d'Action Islamique (FAI) légalisé en 1992, est-il composé d'un conseil consultatif, il comprend 120 membres à l'élection de février 2000 ; ce chiffre peut varier. Le conseil consultatif élit tous les deux ans le secrétaire général et les membres du conseil exécutif, il est composé de 13 membres à l'élection de février 2000[902]. Enfin, un porte-parole est désigné.

Bien qu'en Jordanie, le mouvement des Frères opère à ciel ouvert et a pignon sur rue, les élections des instances dirigeantes se déroulent à huis-clos et les résultats ne sont pas officiellement communiqués.

Les Frères, dont le but est la construction d'une société islamique par le travail social de proximité, développent une section en charge des divers projets socioculturels et caritatifs, c'est la branche sociale de l'organisation. Ces projets incluent l'ouverture de dispensaires, d'écoles, en passant par la distribution de denrées de première nécessité.

---

[898] 13. 07. 1998, BBC-SWB-MO, *Brotherhood primary elections end, centrist "set to gain recognition"*, Excerpts from report by Jordanian newspaper Jordan times' web site on 11th July

[899] 25. 07. 2000, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood ends meeting ; "aura of secrecy" surrounds outcome*, Excerpts from report in English by Jordan times newspaper on 23rd July

[900] 27. 07. 1998, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood re-elects Dhunaybat as controller-general*, Text of report by Jordanian newspaper Al-Arab al-Yawm on 24th July

[901] 03. 08. 2000, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood executive bureau members resign-paper*, Excerpt from report by Jordanian weekly Al-Majd on 31st July

[902] 15. 02. 2000, BBC-SWB-MO, *Islamic Action Front re-elects leader, elects new bureau members*, Excerpts from report in English by Jordan times' web site on 13th February

1.2. Historique de l'organisation de 1943 à 1989[903]

L'installation des Frères musulmans en Jordanie date de 1943. Leur reconnaissance officielle en tant qu' « association pour la prédication de l'Islam » intervient, selon les sources, en janvier 1945 ou janvier 1946, par décret gouvernemental, à la demande de son fondateur, Abd al-Latif Abou Qura, un ami personnel du roi Abd Allah, le fondateur du royaume Hachémite de Jordanie. Le monarque inaugure d'ailleurs les locaux des Frères à Amman, le 19 novembre 1945. Les liens entre l'Association ou Confrérie jordanienne des Frères et la monarchie sont donc historiques. Une confiance mutuelle s'instaure dès le départ qui va permettre une coopération fructueuse entre le mouvement et le régime. Le roi autorise les Frères à ouvrir des branches de l'association à travers le pays, à développer son programme d'islamisation de la société par l'action sociale et l'éducation, en échange de son allégeance sans faille à la famille royale, descendante du Prophète par son appartenance au clan des Banu Hachem. Le mouvement des Frères est un acteur à part entière de la construction de la Nation jordanienne.

Ainsi, lorsque dans les années cinquante et soixante, le roi affronte la contestation des nationalistes arabes, des nassériens, des baathistes ou des forces de gauche, trouve-t-il les Frères à ses côtés. Lors de la tentative de coup d'Etat des nationalistes arabes en 1957, ils prennent ouvertement parti pour le roi et organisent des manifestations de soutien. Durant la guerre civile de 1970-1971, ils restent à l'écart et se gardent d'intervenir en faveur des Palestiniens. Plus récemment, en 1990, suite à la mort de douze Palestiniens tués par les Israéliens près de Tel Aviv, les camps de réfugiés en Jordanie s'enflamment. Le pouvoir qui connaît l'influence des Frères sur les Palestiniens des camps, les sollicite pour qu'ils y ramènent le calme.

Les Frères ont également joué un rôle important contre la montée de l'extrémisme religieux dans le royaume. Son principal avatar est le parti de la Libération islamique, fondé en 1952. Dans les années soixante-dix avec la montée généralisée de

[903] L'ensemble de ce résumé s'inspire de : Quintan Wiktorowicz, *Islamists, the state, and cooperation in Jordan,* in Arab Studies Quaterly, vol. 21, N° 4, Fall 1999 ; et Ziad Abou Amr, *La monarchie jordanienne et les Frères musulmans ou les modalités d'endiguement d'une opposiiton loyaliste,* pp. 125-144, in Les

l'islamisme radical dans les pays arabes et musulmans, ils constituent un pare-feu efficace pour le régime contre les tentations révolutionnaires islamiques. De manière globale, les Frères ont vocation à absorber la demande de religiosité des Jordaniens et à discréditer les chantres de l'extrémisme.

Ce tableau idyllique est loin de refléter l'intégralité de l'histoire des relations des Frères avec le régime. Des désaccords sont intervenus mais sans jamais remettre en cause ni la relation de partenariat ni la fidélité des Frères à la dynastie Hachémite des rois jordaniens. Ainsi, au début des années cinquante, les Frères soutiennent-ils les positions anti-occidentales de Nasser et critiquent-ils les relations du régime avec l'Angleterre. Plusieurs dirigeants des Frères dont le contrôleur-général sont arrêtés. En 1979, les Frères prennent partis pour la révolution khomeyniste alors que le roi est proche du Chah. Logiquement, le roi soutient Saddam Hussein dans sa guerre contre l'Iran de Khomeyni au grand mécontentement des Frères. L'année 1986, voit le régime emprisonner et réprimer durement les Frères, pour satisfaire la Syrie d'un côté, pour freiner la pénétration de la Confrérie dans les mouvements étudiants, de l'autre.

Enfin, bien que la Confrérie soit considéré comme globalement modéré, il peut se produire que des éléments deviennent incontrôlables. Ainsi, du parti de la libération islamique de Nabahani ou le groupe qui se fait appelé Jaych Mohammad et constitué d'anciens Frères musulmans et fondé par un des leurs, Samih Abou Zaydan, en 1988.

Nonobstant ces différends, qui parfois s'enveniment, la relation de partenariat ne s'en est pas trouvée remise en cause. Bien au contraire, la connivence d'intérêts entre les Frères et la monarchie est telle qu'en échange de son allégeance, la Confrérie a toujours toute latitude pour développer ses activités traditionnelles, travail social et éducation dont la finalité est de construire une société islamique.

La mosquée est le point de départ en même temps que le lieu naturel de l'activité des Frères. Grâce à elle, ils disposent d'une influence morale inégalable et, à partir d'elle, ils peuvent investir le domaine du travail social. La mosquée a par ailleurs rapidement fait office de tribune politique, tout d'abord pour combattre les forces politiques porteuses d'idéologies séculaires et préserver la stabilité du pays, puis pour

---

Etats arabes face à la contestation islamiste, dir. Bassma Kodmani-Darwish et May Chartouni-Dubarry, travaux et recherches de l'ifri, Armand Colin/Masson, Paris, 1997, 317pp.

promouvoir les propres intérêts du mouvement en tant qu'acteur social et politique. Le nombre de mosquées en Jordanie, dans les villes, villages et camps de réfugiés palestiniens, est aujourd'hui estimé à environ 1200. Le mouvement, qui contrôle la plupart d'entre elles, a aussi traditionnellement assuré la direction du ministère des Waqf, le ministère des Biens religieux[904].

Et les Frères de construire un réseau d'influence. En premier lieu par le biais de la daawa ou prédication, puis à travers les organisations sociales et caritatives, se créant ainsi une clientèle d'obligés. Mais, rappelons le, les Frères ne cherchent pas à révolutionner, au plus cherchent-ils à réformer et toujours dans le cadre du système monarchique.

Au lendemain de la reconnaissance officielle de la Confrérie, son secrétaire général, Abd al-Hakim ad-Din, participe au cabinet royal. C'est un signe fort de la complicité qui règne entre les deux partenaires, de l'implication de l'organisation des Frères musulmans dans les affaires du pays et de son rôle d'acteur dans le processus de construction de la Nation jordanienne. Et le roi de proclamer que la « Jordanie a besoin du travail des Frères »[905].

A partir des années soixante-dix, les membres de l'organisation travaillent plus systématiquement dans la haute-administration et 1991 constitue l'apogée de la collaboration entre les deux partenaires lorsque les Frères se retrouvent aux commandes de plusieurs ministères de première importance en ce qui concerne les affaires internes du pays.

Enfin, le mouvement, dont l'ambition est de construire une nation islamique, se devait d'atteindre tout les champs de l'activité humaine directement, aussi a-t-il étendu son influence aux institutions de la société civile, associations étudiantes et organisations professionnelles.

Cette tradition de coopération a permis à la Confrérie de se développer sereinement et à la direction du mouvement d'être essentiellement modérée, même dans un contexte de crise qui est celui qui prévaut depuis la signature du traité de paix avec Israël en 1994. Si les Frères sont contre un quelconque accord de paix avec l'Etat

---

[904] Ziad Abou Amr, op. cite, p.127
[905] Quintan Wiktorowicz, op. cité, p.4

hébreu, ils se gardent bien de faire grief au roi de l'avoir signé. En revanche, le gouvernement n'échappe pas à la critique de sa gestion des négociations. Si l'on peut critiquer le gouvernement, le roi reste au-dessus de toute critique. C'est la ligne rouge des Frères et leur politique, comme le dit, en 1995, Ishaq al-Farhan, le secrétaire général du Front d'action islamique, l'organe politique des Frères[906].

2. <u>La branche jordanienne des Frères musulmans, une organisation puissante[907]</u>

La Confrérie des Frères musulmans en Jordanie est avant tout un mouvement social. Le partenariat Frères musulmans-monarchie Hachémite est basé sur une répartition des taches, aux Frères le travail social, à la Monarchie la direction des affaires, le roi ayant en dernière instance la haute main sur l'exécutif. Les conditions propices au développement de nombreuses organisations à but caritatif, social et éducatif sont donc réunies et les Frères sont privilégiés. Là où n'importe qu'elle autre organisation doit demander l'autorisation de l'administration, les Frères peuvent aller de l'avant, objectiver leurs projets et en informer les autorités concernées a posteriori.

Dès les années cinquante, les Frères créent des organisations dont les activités comprennent, l'enseignement, la santé, les cours de religion et des activités pour la jeunesse. A partir de 1963, les activités de la branche sociale du mouvement s'organisent autour de l'Association caritative du Centre islamique. La loi martiale, prononcée avec la guerre des six jours en 1967, et l'importante aide financière en provenance des pays du Golfe à partir des années soixante-dix permettent un développement sans égal des activités socioculturelles et caritatives de l'Association. Un réseau se forme qui constitue une véritable infrastructure sociale parallèle. En 1993, les dépenses de l'Association se sont élevées à 1,640,820 $. Toutefois, si l'on compare ce chiffre avec le budget du Hamas de 30 millions à 80 millions de $ à son apogée, celui-ci reste modeste.

---

[906] 28. 12. 1995, BBC-SWB-MO, *Islamic opposition leader says party may join government "in a year or two"*, Interview with the Paris-based newspaper al-Watan al-Arabi, published on 22nd December

[907] La majorité des informations de cette rubrique est tirée de Ziad Abou Amr, in travaux et recherches de l'ifri. Et Quintan Wiktorowicz, in Arab Studies Quaterly.

2.1. Activités sociales et caritatives

L'action caritative constitue le domaine de prédilection des Frères. A ce titre, l'Association gère des comités de collecte de fonds destinés à redistribuer les revenus de l'impôt coranique, la zakat, aux nécessiteux et à marier les jeunes désargentés ; ainsi qu'une organisation humanitaire créé en 1990 pour venir en aide aux réfugiés irakiens et connu sous le nom de Croissant-vert[908] ; 18 centres de santé et deux hôpitaux, dont le fameux hôpital islamique de Amman. Premier hôpital privé du royaume, il ouvre ses portes en 1982. Il emploie plus de mille personnes dont la grande majorité sont des membres des Frères. Quatre-vingt médecins titulaires pour trois cent quarante lits et presque toutes les spécialités médicales[909].

Comme son nom l'indique, c'est un hôpital islamique, par conséquent, le personnel est soumis au cinq prières canoniques, les infirmières portent le hijab et dans la mesure du possible hommes et femmes sont séparés. Des cours de religions sont organisés pour les employés et il leur est recommandé de discuter d'Islam avec les patients. De la littérature et des programmes religieux télévisés à tous les étages.

2.2. Activités éducatives et culturelles, domaines réservés

L'autre grand domaine d'activité des Frères est la propagande ou daawa. Celle-ci peut se développer de diverses manières : par le biais de la presse. Le journal Al-Sabil en particulier relaie les déclarations des Frères et les informations les concernant[910] ; par le biais des activités cultuelles, en particulier le prêche du vendredi, et culturelles qui y sont rattachées ; enfin, par le biais de l'éducation.

Du jardin d'enfant à l'université sans oublier les orphelinats, l'Association est présente à tous les niveaux. Son réseau d'écoles, connu sous le nom de Dar al-Aqram[911] et de Dar al-Aqsa, comprend une trentaine d'établissements. La Dar al-Aqsa

---

[908] Abd ar-Rahman Ghandour, *Jihad humanitaire, enquête sur les ONG islamiques*, p. 185

[909] 23. 09. 1999, *Abdallah face à la bravade islamiste*, Amman, C. Lorieux, Le Figaro

[910] 02. 10. 1996, *Muslim Brotherhood refuses to apologize to Intelligence Directorate*, Excerpt from report by Jordanian weekly Al-Majd on 30th September

[911] Q.Wiktorowicz a choisi l'orthographe Aqram, dont la signification ne renvoit pas au champ sémantique habituel de l'islamisme. Il est donc plus vraisemblable que l'orthographe correcte soit Akram qui signifie le

représente à elle seule 17 établissements pour un total de quatre mille élèves. Ces écoles dispensent en plus d'un enseignement conforme au cursus national, des cours de religion, et organisent des évènements islamiques tels que le Festival du livre islamique. L'Association est aussi à l'origine du Collège communautaire islamique de Zarqa et de l'université de Zarqa. L'Association attribue des bourses d'études pour l'université de Zarqa. Tous ces établissements sont soumis aux normes de conduites islamiques.

En 1990, avec l'Association pour la préservation du Coran, la Confrérie se dote d'un bras dédié à l'activité culturelle. Ses activités visent essentiellement à promouvoir la culture islamique, de la lecture du Coran à son exégèse, en passant par la connaissance de la Sunna, de la Charia et du fiqh, le droit islamique. Différents évènements sont organisés afin de galvaniser les jeunes vocations : le Concours national pour les étudiants ayant mémoriser plus de cinq parties du Coran qui se tient pendant le mois de Ramadan ; ou le Projet national pour la conservation et l'apprentissage du Coran qui a lieu au mois de juillet et est destiné à encourager les jeunes gens à participer à l'éducation et aux activités coraniques. Pour les étudiants qui ont une vocation religieuse, l'Association pour la recherche et l'étude islamique ou l'Institut international de la pensée islamique constituent de parfaits réceptacles. Enfin, le Club sportif, social et culturel Yarmouk accueille les jeunes pour des activités plus profanes tout en maintenant la norme islamique.

L'Association compte une centaine d'annexes à travers le royaume fin 1999, laissant loin derrière le ministère des Biens religieux avec seulement 26 centres à l'échelle nationale. Néanmoins, comme il a été dit plus haut, il ne s'agit pas d'une compétition entre deux institutions mais d'un partenariat. l'Association travaille généralement en coopération avec les ministères des Biens religieux, de l'Education et de la Culture, bénéficiant même parfois de leurs infrastructures immobilières, comme par exemple le Centre islamique de la mosquée du roi Abd Allah à Amman. On ne s'étonnera donc pas de constater que le directeur de l'Association est un employé du ministère des Biens religieux.

---

plus généreux, le plus noble. De même al-Aqsa renvoie directement à la mosquée du même nom sise à Jérusalem

3. Le pragmatisme des Frères en matière de politique

L'intégration des Frères dans l'administration du pays dépasse le ministère des Biens religieux. La gestion pragmatique des activités sociales et caritatives, l'engagement aux côtés de la monarchie et le souci de la stabilité de la Nation, ouvrent aux Frères musulmans les portes de l'administration. Aussi constate-t-on en 1993, que 40% des membres du conseil de la chura du FAI sont des employés du gouvernement et que 21% des fondateurs du FAI, dont la plupart sont des Frères musulmans, travaillent au ministère de l'Education, tandis que d'autres sont employés des universités et des écoles publiques. Ce dernier point révèle la cohérence de la stratégie de la Confrérie : la formation de générations de musulmans pour la construction d'une société islamique.

Si, l'intégration des Frères s'est faite par le biais d'emplois dans l'administration et les institutions publiques, la Haute-administration a aussi accueilli à plusieurs reprises des membres des Frères.

Parmi les plus éminents, on trouve Ishaq Farhan Ministre de l'Education en 1970, puis Ministre des Biens religieux de 1983 à 1985. Il est en outre employé par le Ministère de l'éducation comme Directeur des curriculum et des manuels scolaires, Directeur de la formation des professeurs et Président de l'Université de Jordanie. De 1989 à 1993, il siège au Sénat, la Chambre haute du Parlement jordanien.

Abd al-Latif Arabiyyat, officie de 1980 à 1982, comme Directeur Général du Département de l'Education de Amman, puis comme Secrétaire Général du Ministère de l'Education de 1982 à 1985. De 1989 à 1993, il préside la Chambre basse du Parlement et de 1993 à 1997 siége au Sénat. Arabiyyat contribue en outre à la rédaction de la Charte nationale de 1991 qui sert de texte de base pour fixer les règles de la libéralisation politique.

L'histoire d'une collaboration vieille de cinquante ans, ajoutées à l'harmonie des positions du roi et de la Confrérie durant la crise du Golfe, conduisent les Frères d'une victoire triomphale aux élections législatives de 1989, les premières élections libres depuis 1967, signe de la libéralisation politique du pays, à la gestion de portefeuilles ministériels en janvier 1991. Abdallah al-Akayla est nommé Ministre de l'Education,

Ibrahim Zayd al-Kilani, Ministre des Biens religieux, Adnan Jaljouli, Ministre de la Santé, Majid Khalifa, Ministre de la Justice et Yousouf al-Athm, Ministre du Développement social.

Cette période 1989–1992, des élections législatives à la création du FAI, en passant par l'expérience gouvernementale, qui ne dure guère plus de six mois, démontre au moins deux choses : la volonté des Frères de gérer les affaires du pays dans le cadre politique existant et leur capacité à prendre des libertés avec l'idéologie des Frères musulmans qui en principe rejette la participation à un gouvernement non islamique, c'est à dire n'appliquant pas la Charia.

Ils acceptent le processus démocratique comme moyen d'accéder au pouvoir en même temps que la confrontation avec les réalités de la vie politique ce qui implique d'assumer les erreurs d'un gouvernement qu'ils ne contrôlent pas entièrement. L'expérience gouvernementale est de courte durée et les Frères ne cherchent nullement à brusquer la structure du système et ses lois, ne demandant l'application que de mesures symboliques, considérées comme triviales par les islamistes pur jus, telles que l'interdiction de la vente d'alcool ou une plus grande rigueur dans la ségrégation des sexes. Ils n'obtiennent d'ailleurs pas gain de cause. Mais qu'à cela ne tienne, le maître mot des Frères jordaniens est réforme et non révolution. Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage, semble être encore une fois la maxime des Frères dans un contexte national et politique apaisé.

Cette modération qui les caractérise et la volonté d'agir selon la loi expliquent en partie la tournure que prend la crise qui grandit entre la Confrérie et le régime, conséquence des négociations de paix avec Israël, qui se soldent par la signature du traité de paix avec l'Etat hébreu en 1994, et de la modification de la loi électorale en 1993, qui favorise les zones tribales traditionnellement proches du régime.

La contestation islamiste se fait sur le mode de la dénonciation dans le respect de la légalité. Incapables d'influer sur les décisions du Parlement pris en otage par le gouvernement, les Frères décident de boycotter le scrutin législatif de 1997. Eprouvant le vieil adage selon lequel les absents ont toujours torts, ils reviennent au Parlement lors des élections de 2003 sans que les conditions qui ont motivé leur retrait n'aient changé.

3.1. 1989-2003, boycott ou participation politique, d'une stratégie l'autre

Le 17 juin 2003, les Jordaniens se sont rendus aux urnes pour élire leurs représentants au Parlement. Depuis 1997, ils n'ont plus l'occasion de le faire, le roi Abd Allah II ayant suspendu sine die l'assemblée législative en juin 2001. L'organisation des Frères musulmans présente 30 candidats dont 17 sont élus[912]. Ils iront rejoindre un Parlement réformé, comprenant 110 sièges, ce qui les crédite d'un peu plus de 15% des sièges. Ce résultat, comparé à celui de 1989, est le signe d'un net recul puisqu'à l'époque les Frères sont représentés par 22 des leurs dans un Parlement qui compte 80 sièges[913], soit un peu plus de 27%.

Les conditions qui président aux élections législatives de 1989, conséquences des relations privilégiées que le régime et la Confrérie entretiennent, n'existent plus en 2003. Ces relations historiques sont remises en question par des évènements non moins historiques : la signature du traité de paix israélo-jordanien ou accords du Wadi Araba d'octobre 1994, mettant fin à une situation de ni guerre ni paix de plusieurs décennies entre les deux Etats et l'éviction fin 1999 du Hamas du royaume.

L'opposition islamistes aux accords de paix avec « l'ennemi sioniste » oblige le roi Hussein à revoir son alliance avec les Frères et ouvre la voie à une série de mesures pour limiter leur influence et leur représentation au sein des institutions de l'Etat. Abd Allah II qui succède à son père en 1999 accentue la stratégie de neutralisation des islamistes qui consiste à les diviser, à entamer leur prestige auprès de la population, à limiter leur influence au sein du Parlement et à les confiner à la gestion des affaires locales et à leurs activités traditionnelles, sociales, caritatives, culturelles et cultuelles.

Les Frères, incapables d'enrayer le processus de marginalisation mener contre eux et arguant qu'il est vain d'être présent au Parlement puisqu'on ne peut l'influencer, choisissent de recourir aux boycott des élections législatives de 1997[914]. Cette décision, loin de faire l'unanimité au sein des Frères a des conséquences sur la cohésion d'un mouvement qui semble jusque là inoxydable. L'expulsion du Hamas fin 1999, termine de

---

[912] 19. 06. 03, BBC world service web site, middle-east section ; APF analysis - Security – Jordan's national elections 17th June, 2003

[913] Ziad Abou Amr, *op. cité,* p.125

[914] 09. 07. 97, *Jordan's Brotherhood calls for election boycott*, Amman, D. Evans, Reuters world report ; 04. 11. 97, *Jordanie : les islamistes boudent les urnes et se radicalisent*, Amman, C. Boltanski, Libération

les diviser et entame de surcroît leur prestige, puisqu'ils ne peuvent s'opposer à cette décision.

Avec ces élections législatives du 17 juin 2003, les Frères font donc leur retour après six ans d'absence dans les institutions de l'Etat. Ils signifient par ce retour leur volonté de participer au processus de décision politique, malgré les entorses à l'idéologie islamiste que leur participation implique, et leur conviction que la participation est le meilleur moyen d'enrayer le processus de marginalisation. Les Frères jordaniens font une fois de plus la preuve de leur pragmatisme.

3.2. 1989-2003, chronique d'un déclin : quand le partenaire d'hier devient l'adversaire

La période 1989–1992 constitue l'apogée de l'entente Confrérie-Monarchie. Non seulement, ils sont la première force du Parlement mais ils en assument aussi la présidence de 1989 à 1993, en la personne de Abd al-Latif Arabiyyat. Leur passage au sein du gouvernement à partir de janvier 1991 ne laissera pas, semble-t-il, un souvenir impérissable et on retiendra l'influence particulièrement perceptible de leur idéologie dans les manuels scolaires, ainsi que la prépondérance accordée à l'enseignement religieux au détriment des sciences[915]. Enfin, les Frères créent le Front d'action islamique en 1992 à la faveur d'une loi autorisant la création de partis politiques[916].

Si, 1991 marque l'apogée de la relation entre le régime et les Frères, la fin de l'année 1992 marque le début du déclin, avec la conférence de Madrid en octobre, à laquelle participe le roi Hussein, et les premières négociations avec l'Etat d'Israël qui aboutissent au traité de paix d'octobre 1994. Les Frères ne cachent pas leur opposition à ces négociations et, sans jamais impliquer le roi, adressent leurs critiques au gouvernement. Dès lors ce dernier s'emploie à réduire leur pouvoir de mobilisation. En juin 1992, le gouvernement leur interdit les prières collectives en plein air qu'ils ont l'habitude d'organiser à l'occasion des fêtes religieuses et, à partir d'octobre 1994, les Frères et autres islamistes troubles fêtes n'ont plus le droit de prêcher le vendredi dans

[915] 23. 09. 1999, *Abdallah face..., op. cité*, Le Figaro
[916] Ziad Abou Amr, op. cité, p. 126

les mosquées[917]. Une politique visant à faire taire l'opposition au traité de paix avec Israël est entrain de se mettre en place.

Ainsi, à la veille des élections législatives de 1993, le gouvernement adopte une loi, qualifiée de temporaire, visant à modifier le découpage des circonscriptions électorales et le mode de scrutin. Cette loi favorise les zones tribales, traditionnellement fidèles à la Monarchie, au détriment des zones urbaines, fiefs électoraux des islamistes. Le procédé est efficace, les Frères bien que crédités d'un plus grand nombre de voix en 1993 qu'en 1989, perdent des sièges avec seulement 16 élus[918].

3.2.1. *Double mouvement centrifuge*

La loi de 1993 sur le mode de scrutin et la signature du traité de paix initient un double mouvement centrifuge. D'abord entre la Confrérie et la Monarchie, sans aller jusqu'à la rupture. Ensuite au sein même du mouvement, entre modérés et radicaux. Ces derniers, qualifiés de « faucons » du mouvement, prenant acte des manœuvres du pouvoir pour les neutraliser, prônent un retour à l'orthodoxie de l'idéologie de la Confrérie : réislamisation de la société par le travail social de proximité, afin que l'établissement de l'Etat islamique se fasse sur une base solide, et exclusion expresse de travailler au sein du gouvernement d'un Etat qui n'applique pas la Charia. Les modérés quant à eux préconisent de travailler dans et par le gouvernement.

Le boycott des élections législatives de 1997 signe la victoire des tenants du courant radical. Ils sont d'ailleurs, un an plus tard, majoritaires dans les instances dirigeantes de l'Organisation.

Les Frères dits modérés, quant à eux, se font démissionner de l'Organisation en participant aux élections législatives de 1997, et même au gouvernement. Le retour en juin 2003 des Frères au Parlement, semble valider la stratégie de ces derniers. L'élection de Mohammad Abou Faris, comme député de Amman en juin 2003, alors qu'il est l'auteur d'une fatwa, datant de 1995, qui interdit toute participation au gouvernement[919] et qu'il soutient le boycott des élections parlementaires de 1997[920], est

[917] ibid, p.134 - 135
[918] ibid, p. 129. et article du 25. 09. 1997, Le Figaro
[919] 25. 02. 1997, *Islamists divided over joining governement*, by Raed al-Abed, edited by arabia. com web site 20th February 1997

significative à cet égard. Sûrement édicte-t-il une nouvelle fatwa pour annuler la première, à moins qu'un collègue ne s'en charge à sa place.

3.2.2. *Deux méthodes pour un problème : action politique ou activisme communautaire*

La signature du traité de paix, ou accords du Wadi Araba, en octobre 1994, soulève une vague de protestation en Jordanie. Les responsables du FAI tentent de la mettre à profit pour fédérer, en un large mouvement de contestation, l'ensemble des opposants, toutes tendances politiques confondues. Le secrétaire général du FAI, le Dr Ishaq al-Farhan appelle en avril 1995, à une « conférence nationale pour prévenir toute normalisation des relations avec l'entité sioniste et sauvegarder le pays »[921]. Ce faisant, al-Farhan inscrit le FAI dans une démarche fédératrice et légaliste à l'intérieur du cadre politique.

De son côté l'Organisation jordanienne des Frères renouvelle, par la voix de son porte parole, Yahya Chaqra, sa solidarité à l'égard du peuple palestinien, réaffirme la légitimité de la résistance à l'occupation et condamne les arrestations des militants du Hamas par l'Autorité palestinienne, arrestations qu'elle assimile à une trahison[922]. Un an plus tard, le contrôleur-général des Frères musulmans jordaniens, Abdal Majid al-Dhunaybat, réitère ces déclarations de solidarité et la condamnation de l'Autorité palestinienne. Il ajoute en outre que les Frères jordaniens considèrent les attentats suicides contre Israël comme justifiés et légitimes et estime qu'ils constituent le point culminant du Jihad au nom de Dieu[923]. Par cette déclaration, le secrétaire-général des Frères affirme que l'Organisation ne reconnaît pas le traité de paix, qu'à l'inverse de faire la paix avec l'Etat hébreu, il faut continuer à le combattre ; il relaie la position des leaders du Hamas et se fait le porte-parole du courant radical au sein des Frères

[920] 19.06.2003, Libération d'après AFP-Reuters

[921] 24. 04. 1995, BBC-SWB-MO, *Islamic Action Front official on proposed antinormalization conference*, text of recorded telephone interview with Dr Ishaq al-Farhan, secretary-general of the Jordanian Islamic Action Front, by an unidentified correspondent, broadcast by Iranian radio on 22nd April

[922] 18. 04. 1995, BBC-SWB-MO, *Jordan's Muslim Brotherhood statement supports Hamas*, text of recorded interview with Yahya Shaqra, information official of the Jordanian Muslim Brotherhood, in amman, by an unidentified Tehran radio correspondent, in Tehran ; date not given ; from the "News and Reports" feature of the Voice of the Islamic Republic of Iran's external service on 15th April

[923] 03. 04. 96, BBC-SWB-MO, *Jordanian Muslim Brotherhood official defends suicide bombings against Israel*, text of undated interview with Dhunaybat, in Amman, by Jihad al-Idan, in Tehran, broadcast recorded on 1st April

jordaniens qui est entrain de monter en force. On apprendra au lendemain de l'expulsion du Hamas, en septembre 1999, de Jordanie que certains membres de l'aile radicale des Frères sont aussi membres du Hamas[924].

Dans la logique de refus des accords de paix de 1994, ratifiés par le Parlement, l'aile radicale des Frères préconise un retrait total de la vie politique institutionnelle, puisqu'on ne peut l'influencer, et en revenir au fondement de l'action des Frères, en l'occurrence l'activisme communautaire par le biais du travail social. Dès lors deux visions antagonistes de l'action politique s'affrontent : les partisans d'un retrait de la vie politique institutionnelle et les partisans d'une participation plus grande aux institutions de l'Etat.

Le traité de paix israélo-jordanien précipite la définition d'une ligne de fracture au sein de la mouvance des Frères. Les divergences s'articulent autour des moyens de combattre les accords du Wadi Araba et leurs corollaires, la normalisation économique, politique et culturelle entre les deux Etats. A ceux qui préconisent d'agir dans et par les institutions étatiques, s'opposent les tenants d'une action communautaire purement sociale et culturelle.

3.2.3. *L'unité des Frères s'étiole jusqu'à la rupture*

Le Dr Ishaq al-Farhan, secrétaire général du FAI, appelle à une conférence nationale, dont l'objectif sera, dans une union sacrée de l'opposition au traité de paix, la rédaction d'une charte nationale d'action contre la normalisation sous toute ses formes. C'est le succès attendu de cette conférence qui oblige le gouvernement à l'interdire, comme l'analyse le porte parole du FAI, Hamza Mansour, dans une interview à la BBC datée du 1er juin 1995[925].

L'interdiction d'une conférence publique n'empêche pas les opposants aux accords de mettre sur pied un comité anti-normalisation sous la direction de Ali Abou al-Soukkar, représentant du FAI pour la ville de Zarqa. Ce comité, qui regroupe des

---

[924] 25. 09. 1999, BBC-SWB-MO, *Jordanian officials say Hamas controls "extremist wing" of Muslim Brotherhood*, Text of report by Radio Monte-Carlo on 23rd September

[925] 01. 06. 1995, BBC-SWB-MO, *Islamic Action Front spokesman reacts to banning of opposition conference*, text of recorded telephone interview with Shaykh Hamzah Mansur, official spokesman of the Jordanian Islamic Action Front, in Amman, by unidentified correspondent in Tehran, broadcast by Iranian radio on 30th May

membres du FAI, des communistes, des baathistes et des socialistes, illustre le caractère hautement politique du parti islamiste issu des Frères musulmans. Celui-ci est d'autant plus remarquable que jusqu'en 1989 les Frères n'accordent d'importance qu'à l'action sociale et communautaire, la mosquée constituant l'unique tribune politique, depuis toujours au service du régime.

Pour al-Farhan cette conférence n'est qu'une étape intermédiaire d'une stratégie à long terme qui vise à porter le contentieux dans l'enceinte du Parlement et jusqu'au gouvernement. Mais l'évolution des Frères et leur appréciation des outils politiques institutionnels est loin d'être linéaire. En effet, en cette fin d'année 1995 le débat sur la participation ou non au gouvernement anime le FAI. A ceux qui considèrent que participer, c'est cautionner le gouvernement qui a signé un traité de paix avec l'ennemi, Ishaq al-Farhan réplique que la participation au gouvernement permettrait d'abroger le traité de paix et d'annuler les accords, sans que cela ne constitue une déclaration de guerre à Israël, s'empresse-t-il d'ajouter. Aux observateurs et acteurs politiques jordaniens, il fait miroiter un risque de radicalisation du mouvement si les modérés ne peuvent s'exprimer politiquement[926].

Dans un contexte régional particulièrement mouvementé la tentation de la radicalisation demeure très forte. En Israël, le début de l'année 1996 est marqué par des attentats sanglants en réaction à l'assassinat par Israël de Yahya Ayache, un des cadres de la branche armée du Hamas[927]. Ces attentats sont commandités par les dirigeants du Hamas dits de l'extérieur et basés dans la capitale jordanienne.

En Jordanie, les forces de sécurité multiplient les arrestations de militants du Hamas et de cadres des Frères musulmans. Les dirigeants du FAI et les Frères modérés font face aux désaveux des radicaux qui capitalisent le soutien des militants du mouvement et de l'opinion publique jordanienne, en grande majorité d'origine palestinienne. L'élection, en juillet 1996, de la direction des branches de la Confrérie, au nombre de quarante et réparties à travers le pays, voit la victoire logique d'une majorité de faucons du mouvement[928].

---

[926] 28. 12. 1995, BBC-SWB-MO, *Islamic opposition leader..., op. cité*
[927] 25. 02. 1996, Jérusalem, AFP
[928] 16. 07. 1996, BBC-SWB-MO, *Paper views possibility of "deep rift" in Muslim Brotherhood*, text of a report by the Jordanian weekly Shihan in the edition dated 13th-19th July

Dès lors la fracture entre les modérés, partisans de l'action gouvernementale, et les radicaux, partisans de l'activisme communautaire, ne cesse de se creuser. Les premiers multiplient les déclarations d'intention, durant l'année 1997 qui doit se solder par l'élection d'un nouveau Parlement. Pour eux seule l'action au sein du gouvernement confère un réel pouvoir[929] et, conscients de l'entrave que représente le lien avec les Frères musulmans pour une action sereine et moins religieuse que politique, ils préconisent la séparation de fait du FAI et de la Confrérie. Le Dr Bassam al-Umuch, membre du bureau exécutif du FAI, qui se présente comme le champion de « la doctrine du progrès en lieu et place de la doctrine corporatiste », est de loin celui qui se prononce pour la réforme la plus complète. A l'heure où la région et le pays se trouvent soumis aux pressions des ennemis de la nation arabe et musulmane, il invite les dirigeants jordaniens de tous bords à s'unir, ses collègues du mouvement islamiste à se débarrasser du faux héroïsme, à accepter la réalité et à se préparer à assumer le pouvoir. Le FAI qui est le premier parti d'opposition au Parlement doit assouplir ses modalités d'adhésion afin que les chrétiens puissent s'y inclure et arguant que le FAI accepte le vote des femmes non voilées, s'étonne qu'elles ne soient point admise à y entrer[930]. Les faucons du mouvement des Frères ne reprochent-ils pas au FAI d'être incapable de recruter de nouveaux adhérents[931] ? Les évènements qui vont suivre lui donneront certainement un coup de pouce pour réaliser à moyen terme son projet.

Ainsi, quelques semaines après ces déclarations "révolutionnaires", les Frères musulmans appellent, début juillet 1997, au boycott des élections parlementaires du 4 novembre 1997, suivi en cela, quelques semaines plus tard, par le FAI[932]. Le vote, en mai 1997, d'amendements à la loi sur la presse et les publications, qui limitent sévèrement la liberté d'expression, et l'adoption définitive de la loi temporaire de 1993 sur le mode de scrutin, qui favorise les candidats tribaux traditionnellement proches du

---

[929] 29. 01. 1997, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood figur advocates taking part in government*, Excerpts from an interview with Abdallah al-Akayila, in Jiddah, by Jamal Khashuqji, published by London-based newspaper Al-Hayat on 27th January

[930] 18. 06. 1997, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood leader on role of Islamic Action Front*, Excerpts from an interview with Bassam al-Umush with Bassam Badrin, published by the London-based newspaper Al-Quds al-Arabi on 13th June

[931] 16. 07. 1996, BBC-SWB-MO, *Paper views possibility of "deep rift"..., op. cité*

[932] 09. 07. 1997, *Jordan's Brotherhood calls for election boycott,* Reuters world, Amman, D. Evans ; et 28. 07. 1997, BBC-SWB-MO, *Islamic Action Front concil decides to boycott elections*, Excerpts from report by Jamal al-Alawi by Jordanian newspaper Al-Dustur on 25th July

régime au détriment des formations politiques, finissent de convaincre les Frères qu'« il n'y a plus que le décor de la démocratie en Jordanie ». Le Parlement, de plus en plus soumis à l'exécutif, est jugé faible et marginal. Par conséquent, le contrôleur-général des Frères, Abd al-Majid al-Dhunaybat, préconise le retrait de la vie politique institutionnelle et le retour à l'action sociale et à l'activisme communautaire[933]. Ainsi, huit ans après leur entrée triomphale au Parlement, les Frères renouent-ils avec les fondements de la stratégie de leur mouvement. Cette décision semble avoir l'heur de satisfaire les jordaniens, puisqu'un des effets de la déclaration de boycott des élections, relevé par une journaliste du quotidien arabe, al-Quds al-Arabi, est : « la remontée en flèche de la popularité du parti des Frères musulmans »[934]. Les expériences gouvernementales et parlementaires des Frères leur ont valu de nombreuses critiques. Ils sont jugés, par leur confrères islamistes, trop conciliants avec le pouvoir, voire uniquement intéressés par le pouvoir, au détriment de la promotion d'une société islamique authentique. A l'intérieur même de la Confrérie, une tendance minoritaire regrette cette coopération institutionnelle avec le régime lui préférant le travail social de proximité. Les tenants de cette ligne, il faut le préciser, n'entendent pas remettre en cause le pouvoir du roi ou le système politique. Le boycott du gouvernement, décrété dès l'été 1995 par une fatwa de Mohammad Abou Faris, et celui des élections parlementaires du 4 novembre 1997, sont l'expression du désaveu de la politique du gouvernement et de la victoire d'un courant fondamentaliste au sein des Frères.

3.2.3.1. *Une nouvelle génération d'islamistes ?*

Face à cette décision radicale, Bassam al-Umuch démissionne de ses fonctions au conseil exécutif du FAI et argumente : « Je suis pour la participation. Je ne peux diriger un parti qui croit au boycott »[935]. D'autres, comme Ishaq al-Farhan, secrétaire général du FAI, ou Hamza Mansour, porte parole du FAI, démissionnent aussi mais leur détermination fait long feu sous la pression de l'organisation. En revanche al-Umuch, et al-Akayila qui démissionne quelques jours après, bravant l'interdit de la Confrérie, se présentent comme indépendant aux élections de novembre 1997. Et al-Umuch d'entrer

---

[933] 09. 07. 1997, *op. cité*, Reuters world
[934] Bassam Badarin, Al-Quds Al-Arabi, in Courrier international, n°352, juillet – août 1997, p. 25
[935] 12. 09. 1997, *Jordan Islamists reject resignation over boycott*, Amman, Reuters world

au gouvernement en mars 1998[936]. L'audace dont ils font preuve ne leur vaut pas une expulsion instantanée de l'Organisation des Frères et du FAI comme c'est l'habitude, mais seulement un gel de leurs fonctions. On craint qu'ils ne forment un parti concurrent.

Ces craintes sont fondées puisque al-Umuch et al-Akayla forment, dans le courant de l'année 2001, avec d'autres transfuges du FAI et de la Confrérie, le Parti politique islamique du centre[937]. Il semble que depuis 1995, les démissions et les renvois se multiplient[938]. Ont-ils alimenté le nouveau parti en cadres et militants ? On peut le penser.

Au delà des divergences de vues sur la manière de gérer la crise entre le mouvement des Frères et le gouvernement, la vision que propose al-Umuch d'un parti politique islamique réformé plus ouvert, dont il ne cache pas qu'elle s'appuie sur l'exemple turc du Refah d'Erbakan, et que l'on peut rapprocher du projet du parti Wasat[939] de l'Egyptien Abou-l-Ula Madi, pose la question de l'émergence d'une nouvelle génération d'islamistes, porteurs de valeurs universelles exprimées à partir d'un socle idéologique islamique et nullement incompatibles avec la démocratie, au moins dans un premier temps.

4. <u>Une nouvelle ère ?</u>

Du boycott des élections parlementaires du 4 novembre 1997 à la participation aux élections du 17 juin 2003, trois évènements vont marquer le futur de la Jordanie. La Confrérie se dote d'une direction radicale ; Abd Allah II succède à son père le roi Hussein, qui meurt en février 1999 ; et l'espoir d'avancer dans le processus de paix israélo-palestinien pousse le jeune roi à expulser le Hamas de Jordanie. Les relations entre la monarchie et la confrérie changent de nature depuis 1992 et la date fatidique

---

[936] 17. 06. 1998, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood official comments on suspension of members*, Text of report by Jordanian weekly Al-Hadath on 15th June

[937] 12. 07. 2001, *New Islamist party to be set up*, in English, Amman, The Star

[938] 29. 08. 2000, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood resignations, planned new Islamic party reported*, Excerpts from report by London-based newspaper Al-Quds al-Arabi web site on 26th August

[939] 21. 06. 1996, *op. cité*, Middle East Times

d'octobre 1994 ; l'expulsion du Hamas, en 1999, ne fait que s'inscrire dans cette logique.

4.1. Une direction radicale

L'appel au boycott des élections du 4 novembre 1997 est un succès. En effet, on enregistre seulement 54% de participation ou 46% d'abstention, tandis que la cote de popularité des Frères remonte en flèche[940]. Cette première victoire se double d'une seconde lorsque les représentants radicaux raflent la majorité des sièges au conseil de la chura et au bureau exécutif de la Confrérie des Frères musulmans. Ils dominent dès lors les instances dirigeantes de l'Organisation. Le Dr Hammam Saïd, un des chefs de file des faucons, siège au conseil de la chura de la Confrérie, au côté de Mohammad Abou Faris, et assume aussi le poste de Vice-secrétaire général du FAI.

Si l'on ne sait comment se répartissent exactement les 45 sièges du conseil de la chura des Frères[941], en revanche on sait que les radicaux obtiennent 3 des 5 fauteuils du bureau exécutif. Un courant dit intermédiaire, issu des modérés et emmené par Imad Abou Dayya[942], lequel se fait élire Vice-guide suprême des Frères, remporte les deux sièges restants du bureau exécutif avec notamment Jamil Abou Bakr, le porte-parole des Frères[943].

L'émergence d'un courant composé de modérés qui se serait modérément radicalisés, a le mérite de combler le fossé qui s'est creusé entre les colombes et les faucons depuis le début de l'année 1996. Leur présence devrait permettre d'harmoniser des positions antagonistes dans le meilleur des cas, voire de jouer les arbitres en cas de conflit.

L'équilibre politique de la Confrérie a beau s'être déplacé dans le sens d'une opposition plus prononcée à l'égard de la gestion gouvernementale, le résultat de l'équation jordanienne, si le poids relatif de ses termes en sont légèrement modifiés, ne change pas. Le roi reste hors du champs des critiques, en particulier à l'heure de la

---

[940] 17. 06. 2003, APF Analysis, op. cité
[941] 14. 07. 1998, BBC-SWB-MO, *"Hawks" reported victorious in Muslim Brotherhood elections*, Excerpt from report by Jordanian newspaper Al-Dustur on 12th July
[942] 13. 07. 1998, BBC-SWB-MO, *Brotherhood primary elections end, centrists "se to gain recognition"*, Excerpts from report by Jordanian newspaper Jordan times' web site on 11th July

succession. Et, les contacts entre la direction des Frères et l'institution royale se multiplient, surtout en période de crise, comme c'est le cas durant celle que suscite l'expulsion du Hamas de Jordanie. La tension est grande mais comme dit un ancien ministre du roi Husseïn : « on va tirer sur le fil. On va le tendre. Mais on ne va pas le casser »[944]. En revanche, les Frères et le gouvernement s'affrontent. Aux critiques de la Confrérie, répondent les mesures prises par le gouvernement pour l'empêcher de travailler à l'expansion de son influence. Les Frères, qui ont boycotté le scrutin législatif, réinvestissent leur activisme dans les institutions de la société civile et leurs organisations sociales.

4.1.1. *Un discours très critique et des positions fermes*

Les élections des membres dirigeants des Frères viennent-elles de rendre à la Confrérie une certaine unité que l'occasion de critiquer le gouvernement se présente. Conséquence des accords du Wadi Araba avec l'Etat hébreu, les eaux du Jourdain reçues d'Israël sont polluées. Les Frères demandent aussitôt le départ du gouvernement et se déclarent prêts à participer dans le nouveau[945]. Ils présentent bientôt un mémorandum aux autorités royales. Ils y déplorent l'érosion des principes de la démocratie, la soumission du pouvoir législatif et de la justice au pouvoir exécutif. Et de donner pour preuve la loi de 1993 sur le scrutin, la loi sur la presse et les publications, l'interférence de l'Etat dans les élections municipales de 1995 ou les nombreuses arrestations de membres des Frères et d'islamistes sympathisants du Hamas.

Ils critiquent la gestion économique du gouvernement qui s'est plié aux exigences du FMI et de la Banque mondiale créant les conditions d'une paupérisation du peuple Jordanien. D'abord en supprimant les subventions sur les produits de première nécessité, ensuite en privatisant les secteurs de la production qui tombent aux mains des étrangers et entretient la corruption des élites.

---

[943] 27. 07. 1998, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood re-elects Dhunaybat as controller-general*, text of report by Jordanian newspaper Al-Arab al-Yawm on 24th July

[944] 23. O9. 1999, *Abdallah face..., op. cité*, Le Figaro

[945] 22. 08. 1998, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood not ruling out joining new government*, Excerpts from report by London-based newspaper Al-Sharq al-Awsat on 19th August

Enfin, le traité de paix avec Israël et les accords du Wadi Araba qui n'ont pas produit les effets escomptés et ont mis à mal les relations de la Jordanie avec un certain nombre de pays arabes.

Les solutions préconisées sont radicales : abroger la loi sur le scrutin, abroger le traité de paix avec Israël, cesser toute coopération avec le FMI et la Banque mondiale pour privilégier la production jordanienne et arriver à l'autosuffisance. D'un point de vue moral, on reste plus évasif mais l'on reconnaît la griffe islamiste : il faut combattre la corruption par la promotion de la culture islamique qui seule permet de construire une société juste[946].

La dénonciation des accords a constitué un facteur déterminant du succès des radicaux. Leur soutien à la cause palestinienne est indéfectible. Des hommes comme Hammam Saïd, Mohammad Abou Faris ou Abd al-Munim Abou Zant, chefs de file des faucons, prônent plus de coopération avec le Hamas, voire un activisme offensif. La branche des Frères de Suwayli, menée par Hammam Saïd et Mohammad Abou Faris, est connue pour ses liens étroits avec les leaders du Hamas à l'étranger[947]. Et le premier ne craint pas d'émettre des fatwas subversives à l'égard de l'Autorité palestinienne, légitimant l'élimination de ses représentants, ce qui lui vaut en retour des menaces de cette dernière[948].

4.1.2. *Pourtant…*

Parallèlement à ce discours offensif, qui donne l'impression d'une puissance retrouvée, se fait entendre une plainte lancinante. Déjà dans le mémorandum du 10 septembre 1998 et plus encore dans celui du 19 février 1999, adressé aux autorités royales, au lendemain du décès du roi Hussein. Les Frères s'y plaignent des nombreuses entraves à leurs activités : dans les universités, une loi similaire à celle qui régit les élections législatives a été instaurée, de manière à exclure la tendance

[946] 10. 09. 1998, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood submits memorandum to Crown Prince Hasan*, text of memorandum submitted to Jordanian Crown Prince Hasan, the regent, by Abd al-Majid al-Dhunaybat, controller-general of the Muslim Brotherhood, in Amman, date not given ; as published by Jordanian newspaper Al-arabe al-Yawm on 5th September
[947] 23. 06. 1999, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood reportedly severs links with Hamas*, Text of report by Jordanian newspaper Al-Masaiyah on 20th June
[948] 19. 11. 1998, BBC-SWB-MO, *Palestinian authority said planning to kill opposition figures in Jordan*, Text of report by Jordanian weekly Al-Sabil on 18th November

islamiste, dénoncent-ils. Finalement, une loi adoptée en mars 2000, ne soumettra plus à élection que la moitié des représentants des conseils étudiants ; les activités islamiques sont empêchées dans les mosquées et les universités. Ainsi, un projet de loi sur le statut fiscal des biens de main morte prévoit de le modifier pour interdire le travail social des islamistes. Les biens de main morte sont tous les moyens de production dont l'usufruit est destiné à entretenir des bâtiments religieux ou à des bonnes œuvres, et à ce titre sont exemptés de l'impôt ; enfin, un projet de loi sur les élections municipales prévoit de supprimer la consultation[949].

Ce dernier constat dressé par les membres de la Confrérie, en février 1999, sera réitéré un an plus tard, lors d'une entrevue avec le roi, le 10 mars 2000. Ils auront alors à déplorer non plus des projets de loi mais des décrets limitant leur action.

De manière constante et progressive, le gouvernement adopte des mesures afin de circonvenir l'Organisation. Le roi de son côté multiplie les rencontres et entrevues avec la direction des Frères, donnant ici et reprenant là. Ainsi, à la veille des élections municipales de 1999, face à la menace de boycott des Frères, le roi renonce à supprimer les élections municipales, qui se tiendront normalement[950]. Si les Frères boycottent le gouvernement et le Parlement, en revanche ils encouragent leurs membres à se présenter aux municipales. Les conseils municipaux sont indépendants et peuvent mener une politique en accord avec l'idéal islamique. En juillet 1999, le FAI remporte les municipalités de Zarqa, d'Irbid et de Rusayfa. Au conseil municipal de Amman, il remporte 5 des 20 sièges soumis à l'élection[951].

4.1.3. *Les Frères, désormais actionnaires minoritaires du partenariat dynastie Hachémite-Frères musulmans*

Un mois et demi après le résultat des élections, le 31 août 1999, se déclenche « La crise des années quatre-vingt dix » générée par l'arrestation de militants du Hamas, la fermeture de ses bureaux à Amman et l'expulsion de certains de ces cadres.

---

[949] 19. 02. 1999, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood calls for talks with authorities*, Text of an interview with controller-general of the Muslim Brotherhood in Jordan, by the Amman based weekly Al-Sabil, published in issue dated 16th-23rd February

[950] 17. 05. 1999, BBC-SWB-MO, *Islamist leader welcomes king's order to amend electoral law*, Excerpt from report by Jordanian newspaper al-Aswaq on 15th May

[951] 16. 07. 1999, Amman, Reuters world report

Cet événement porte un grave préjudice au Hamas, le désorganise, à l'heure où il voudrait peser, voire s'opposer aux négociations de paix qui semblent possibles entre Palestiniens et Israéliens. Ehoud Barak qui se dit prêt à faire la paix vient d'être élu à la tête du gouvernement israélien début 1999.

C'est un écueil non moins dommageable pour les Frères dont la base sociale et l'électorat sont en majorité composés de jordaniens d'origine palestinienne vivant dans les villes. Ces derniers représentent plus de 65% de la population jordanienne dont plus de 50% vivent dans les villes. En outre, étant donné la proportion de réfugiés palestiniens qu'abrite la Jordanie, 41% d'un total de 3.7 millions répartis dans le monde[952], et l'implantation de la Confrérie dans les camps, l'image de cette dernière n'en sort pas grandie.

La stratégie du roi Abd Allah II s'inscrit dans la lignée de celle commencée par son père : limiter l'influence des Frères. Premièrement au gouvernement ; deuxièmement au Parlement, avec la loi de 1993 ; puis dans les municipalités et les institutions de la société civile, en particulier étudiantes, mais aussi professionnelles. Enfin, en s'attaquant aux organisations caritatives et sociales de l'organisation.

Le rapport de forces est en faveur du gouvernement et du régime, toutefois, on a intérêt à ménager un partenaire de plus de cinquante ans. Ainsi, deux mois avant les élections municipales de 1999, le roi Abd Allah II donne des instructions à son gouvernement pour que la loi électorale sur les municipalités ne soit pas modifiée. Il rencontre en cela la demande des Frères et donne l'impression de prêter attention à leurs requêtes. Par une manoeuvre subtile, cette stratégie visant à renforcer le rôle des islamistes au niveau local est renforcée tout en servant l'objectif de la division des rangs des Frères. Ainsi, le gouvernement de Ali Abou al-Raghib réussit à débaucher le vice-contrôleur général des Frères, le cheikh Abd al-Rahim al-Ukur, et le nomme ministre des Affaires municipales, rurales et environnementales[953]. A l'instar des précédents, la participation d'al-Ukur à l'organisation des Frères et à son bras politique, le FAI, est

[952] 07. 01. 2001, *Muslim Brotherhood in Jordan warns PNA against bargaining away Islamic shrines*, in English, Amman, Jordan times
[953] 21. 06. 2000, BBC-SWB-MO, *Islamist groups consider action against member for joining cabinet*, Excerpt from report in English by Jordan Times web site on 20th June

gelée[954], avant que son expulsion ne soit prononcée par le tribunal interne à l'organisation[955].

La stratégie concertée du roi et du gouvernement semble favoriser l'affaiblissement sans concession des Frères, l'accession à leurs demandes jugées les moins stratégiques, la division par des biais subtils de leurs rangs, voire des manoeuvres simplement dilatoires. Ainsi, début septembre 1999, alors que le pays est tout à son indignation des mesures prises contre le Hamas, le roi demande à son Parlement d'accorder plus de liberté à la presse. Simple effet d'annonce, les modifications sont minimes et le fond reste le même[956]. En février 2000, il réitère sa demande qu'il double d'une promesse de libéralisation plus large de la presse[957]. Enfin, il salue à plusieurs reprises le rôle social, moral et national des Frères, alors même que leur capacité d'action fait l'objet de mesures de réduction.

Entre le décès du roi Hussein, en février 1999, et mars 2001, le roi Abd Allah II et son Premier ministre reçoivent dix fois les dirigeants de la Confrérie et du FAI, notamment pour trouver une issue à la crise du Hamas. Les autorités se prêtent au jeu de la négociation mais aucun accord n'est conclu. Malgré les efforts déployés, les manifestations organisées, le régime reste intraitable et les Frères s'inclinent.

5. Mobilisation de la société civile

Bien entendu, la fermeture du politburo du Hamas, l'arrestation d'une douzaine de ses militants et le mandat d'amener lancé contre trois des dirigeants du Hamas, n'a pas l'heur de réjouir les Frères musulmans qui logiquement s'insurgent. Mais, ils ne sont pas seuls et à l'instar de la crise générée par les accords du Wadi Araba d'octobre 1994, la société civile se regroupe autour d'eux.

---

[954] 25. 07. 2000, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood ends meeting ; "aura of secrecy" surrounds outcome*, Excerpt from report in English by Jordan Times newspaper on 23rd July

[955] 27. 09. 2000, *Muslim Brotherhood expels senior leader for joining government*, in English, Amman, Jordan Times web site

[956] 07. 09. 1999, BBC World Service web site, Middle-east section, Jordan

[957] 03. 02. 2000, BBC World Service web site, Middle-east section, Jordan

Dès le 4 septembre 1999, alors que la fermeture des bureaux du Hamas a eu lieu le 31 août et les arrestations dans la foulée, les Frères rassemblent les représentants des partis politiques, des syndicats professionnels et des personnalités politiques indépendantes. Ils demandent l'annulation pure et simple des mesures décrites comme illégales et anti-constitutionnelles. La présidence du syndicat des avocats qui vient de repasser entre les mains des Frères avec Salih al-Armuti[958], organise la défense des membres du Hamas détenus. Citoyens jordaniens, il est du devoir des avocats de les défendre. Tout est fait dans la légalité, de manière à ne pas provoquer le régime. Les Frères cherchent la négociation[959].

Bien que dans un premier temps les autorités, qui ne souhaitent pas arriver à un nouveau modus vivendi avec le Hamas, se montrent réfractaires à toutes négociations, interdisant même aux Frères d'organiser des manifestations[960], les deux partis finissent par prendre langue, à l'initiative du roi[961], mais sans grand succès. Les membres dirigeants du Hamas, Khaled Michaal, chef du bureau politique, Ibrahim Ghawche, porte-parole du Hamas en Jordanie, seront expulsés vers le Qatar, avec deux autres membres du politburo, en novembre 1999[962].

Les Frères de leur côté, passent outre l'interdiction et organisent, en général après la prière du vendredi et surtout dans le camp de réfugiés palestiniens d'al-Wahdat, des meetings. Situé à la périphérie de Amman, il abrite 100 000 réfugiés[963]. De mi-octobre 1999 à octobre 2000, le camps d'al-Wahdat est le théâtre de trois manifestations. Le 30 septembre 2000, 3000 personnes s'y rassemblent pour écouter le discours en duplex du chef spirituel du Hamas, le cheikh Yassine. Celui-ci appelle à ne pas abandonner les armes, rappelle l'impossibilité de renoncer à quelque partie de

---

[958] 16. 03. 1999, BBC World Service, *Islamist win presidency of Bar Association*, Excerpts from report by the Jordanian newspaper Jordan Times' web site on 14th March

[959] 04. 09. 1999, BBC-SWB-MO, *Jordanian Muslim Brotherhood leader criticizes government over Hamas arrests*, Text of report by Jordanian newspaper Al-Dustur on 2nd September

[960] 15. 09. 1999, BBC-SWB-MO, *Senior officials, Islamic groups hold meeting on Hamas issue*, Text of report by Jordanian weekly Al-Majd on 13th September

[961] 21. 10. 1999, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood welcomes king's statement on Hamas*, Text of report by Jordanian newspaper al-Ray on 19th October

[962] 24. 11. 1999, BBC-SWB-MO, *Islamic Action Front official says Hamas leaders' deportation "unacceptable"*, Text of telephone interview with Dr Abd al-Latif Arabiyat, secretary general of the Islamic Action Front ; in Amman, by Jamil Azar ; broadcast live by Qatari Al-Jazeera stallite TV on 22nd November

Jérusalem ou de la Palestine, ainsi qu'au retour des réfugiés dans leur patrie[964]. Ce discours est prononcé alors qu'au même moment, à Taba, les négociations achoppent sur la question du droit des réfugiés.

Dans la ville d'Irbid, dont la municipalité est dirigé par le cheikh Abd al-Rahim al-Ukur, vice-contrôleur-général des Frères, deux meetings en soutien au Hamas ont lieu après la prière du vendredi devant des mosquées chargées de symbolique, le premier avec le cheikh lui-même, devant la mosquée Hassan al-Banna[965], et la seconde devant la mosquée al-Hachimi[966].

En octobre 2000, une manifestation, la plus importante en 10 ans, rassemble plus de 5000 personnes, à Amman, pour saluer la victoire du Hizb Allah contre Tsahal, l'armée Israélienne jusque là quasi invaincue, après 22 ans d'occupation du Liban-Sud, et fustiger la mollesse des dirigeants arabes envers Israël[967].

Pour une action revendicative, comme celle qu'ils ont entrepris pour annuler la décision d'expulser le Hamas de Jordanie, les Frères savent qu'ils faut mobiliser l'ensemble de la société civile. Leur absence des institutions de l'Etat, Parlement et gouvernement, les oblige à mobiliser le peuple par le biais d'autres institutions, syndicats étudiants et professionnels.

Les arrestations d'étudiants auxquelles procèdent les forces de sécurité, sont un signe de la connaissance qu'a la police des bastions de l'influence des Frères. En outre, la formulation : « de nouvelles arrestations d'étudiants islamistes… » implique le caractère récurrent de ces pratiques. Des présidents de conseils étudiants ou de simples membres de conseils sont emprisonnés[968]; quelques jours auparavant, à l'université de Karak, des étudiants sont menacés et expulsés, pour avoir exprimé leur

---

[963] 18.10.1999, BBC-SWB-MO, *Islamists hold pro-Hamas march*, Text of report by Qatari Al-Jazeera satellite TV on 15th October

[964] 02.10. 2000, BBC-SWB-MO, *Hamas leader addresses Islamist-organized rally in Jordan camp by phone link*, text of report by pro-Hamas Palestinian Information Center's web site on 30th September

[965] 16. 09. 1999, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood statement on arrests at Baqah rally*, Text of report by Jordanian weekly Al-Sabil on 14th September

[966] 11. 09. 2000, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood pro-Jerusalem rally held in Irbid*, Text of report by Jordanian newspaper Al-Arab al-Yawm on 9th September

[967] 20. 10. 2000, Suleiman al-Khalidi, Amman, Reuters world report

[968] 10. 03. 1999, BBC-SWB-MO, *Islamists condemn continuing arrests of members*, Text of report by Jordanian weekly Al-Sabil on 9ht March

opposition aux accords de Wye River[969]. En janvier 2001, un meeting après la prière du vendredi à la mosquée de l'université de Jordanie, rassemble 200 personnes. Les orateurs, le cheikh Ibrahim Zayd al-Kilani, le Dr Hammam Saïd et Ahmad Kafawin, mettent en garde contre le péril sioniste qui menace les nations arabes économiquement et politiquement ; affirment que le Jihad est le seul moyen de libérer la Palestine ; et fort de l'exemple du Hizb Allah, proclament que la lutte du peuple palestinien est légitime jusqu'au départ du dernier soldat israélien[970]. Les Frères dominent la plupart des conseils étudiants dans les universités jordaniennes officielles, à Zarqa, Amman ou Karak.

Dans les syndicats professionnels, ils contrôlent en 2001, cinq des treize syndicats professionnels, dont le syndicat des avocats qu'ils remportent pour la première fois en 2001 avec six des onze sièges du conseil ainsi que la présidence[971] ; le syndicat des infirmiers et infirmières ; celui des ingénieurs, que les islamistes dominent depuis 1990, et qui compte entre 35 à 40 000 membres répartis dans douze gouvernorats du pays[972] ; en revanche, le syndicat des médecins, traditionnellement dominé par les Frères depuis 1991, leur échappe aux élections de 2001. Ils gardent néanmoins 4 des 10 sièges du conseil[973]. Ces deux types d'institution de la société civile permettent de propager l'idéologie, de faire de la propagande et de préparer les prochaines élections législatives.

Essai d'analyse prospective

L'expulsion du Hamas, après 10 ans de présence, constitue un événement sans précédent pour le régime jordanien. Première épreuve du feu pour le jeune roi Abd Allah II qui, tout en continuant le mouvement initié par son père de réduction de l'influence

[969] 27. 02. 1999, BBC-SWB-MO, *Islamists reportedly arrested*, Text of report by Palestinian newspaper al-Quds on 24th February
[970] 07. 01. 2001, Jordan times
[971] 11. 03. 2001, *Islamists win majority on Bar Association for first time*, in English, Amman, Jordan Times web site
[972] 01. 03. 1998, Sana Abdallah, Amman, UPI US&World ; 01. 03. 2000, BBC-SWB-MO, *Islamist win al seats in engineers association elections*, Excerpt from report in English by Jordan Times' web site on 28th February
[973] 22. 04. 2001, *Nationalists gain victory over Islamists in Jordan Medical*, in English, Amman, Jordan Times web site

des Frères, s'en prend au sacro-saint symbole de la lutte pour la Palestine. Cela ne signifie pourtant pas qu'il y renonce mais marque plutôt un aggiornamento de la méthode. En marquant clairement sa volonté politique et en faisant plier les islamistes en général, le jeune roi signifie avec force les orientations de son régime et le nouvel équilibre des forces.

Ainsi, le roi Abd Allah met-il aussi fin à la souveraineté jordanienne sur les lieux saints de Cisjordanie pour les rétrocéder à leur gestionnaire naturel : les Palestiniens. Du même coup, il met fin au financement des institutions religieuses cisjordaniennes, par l'intermédiaire du ministère des waqf qui entretient les mosquées et assure les salaires de quelque 4000 fonctionnaires religieux. Nombre de militants du Hamas sont ainsi financés pendant dix ans par la Jordanie[974]. Amman perd toute possibilité de promouvoir ses intérêts de l'intérieur et marque un changement radical de politique à l'égard du conflit israélo-palestinien.

Le registre sur lequel les Frères et les islamistes se sont placés pour manifester leur opposition, tout dans la légalité, les meetings pacifiques et la négociation avec les autorités, montre l'état de faiblesse d'un mouvement qui n'a jamais eu à gérer autre chose que des différends avec le régime. Dès lors, on peut saluer le pragmatisme des Frères, sans présumer d'une véritable acculturation aux pratiques démocratiques.

Que les islamistes se présentent aux élections parlementaires de juin 2003, deux ans après la suspension de l’Assemblée par le roi Abd Allah II, démontre d’une part que les Frères sont conscients qu’ils ne sont plus les partenaires uniques de la Monarchie, que le processus de libéralisation du système politique jordanien est bien entamé et qu’il faut y participer puisqu’on le peut et si l’on veut continuer à exister pleinement.

Abd Allah II est le monarque jordanien le plus occidentalisé et il semble signifier que l’ouverture du système politique commencée sous son père va se poursuivre. Il est donc impératif pour les Frères d’occuper cet espace d’expression en voie de pérennisation, c’est le jeu démocratique même qui l’impose, s'ils ne veulent être durablement marginalisés. La participation leur assurera une présence depuis les instances étatiques décisionnaires jusqu’à la société civile.

---

[974] Bassma Kodmani-Darwiche, *Palestine : des rapports pouvoirs-opposition ou un partenariat,* p.203, in travaux et recherches de l’ifri, Armand Colin/Masson, 1997

La stratégie de neutralisation des islamistes, mise en œuvre par le roi Husseïn et amplifiée par son successeur le roi Abd Allah II, a fonctionné et les a obligés à devenir des acteurs à part entière du jeu démocratique.

II. Les autres branches des Frères dans la région du Proche-Orient

Nous avons vu que dans la région du Proche-Orient apparaissent rapidement des antennes de la Confrérie égyptienne. En Syrie dans les années 1930, au Liban après la première guerre israélo-palestinienne de 1948 et en Irak au début des années 1950.

On présentera ces émanations du mouvement égyptien de manière liminaire en raison du manque d'informations les concernant. Cela peut-être dû au caractère clandestin du mouvement ou à la nature du régime en place : Syrie, Irak ; ou encore au caractère confidentiel du mouvement, c'est le cas de la branche libanaise.

La branche libanaise qui se crée au lendemain de la "Nakba" de 1948, est fondée par des Frères syriens. On aura donc, ici encore, une sorte de couple syro-libanais. Nous verrons notamment que la médiation libanaise est essentielle pour renouer les fils entre le régime baathiste des Asad et les Frères syriens.

A. <u>Les Frères musulmans en Syrie</u>

Le mouvement des Frères musulmans en Syrie naît de l'initiative de jeunes étudiants syriens de retour d'Egypte après leurs études supérieures. Ils se font les propagandiste de l'Idée des Frères, gagnés et empreints qu'ils sont des enseignements de Hassan al-Banna.

Ces jeunes émules de Banna mettent sur pied, à la fin des années 1930, un réseau d'associations, les Chabab Mohammad, dans la plupart des grandes villes[975] et tiennent leur premier Congrès en 1938[976].

Durant la première décennie de l'indépendance, les contacts entre la branche syrienne et l'organisation mère sont intenses et les jeunes syriens se montrent des disciples si enthousiastes qu'à la suite de la répression nassérienne de 1954, ils

[975] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.125
[976] *ibid.*, p.208

prennent le commandement général de l'organisation avec leur chef "historique", Moustafa al-Sibaï. Ce dernier prend la tête de la branche des Frères musulmans syriens en 1945, date de la création officielle du mouvement, et le demeure jusqu'en 1957. Il dirige les combattants Frères musulmans pendant la guerre de Palestine de 1948 et développe, dans les années 1950, le concept de socialisme islamique sur les traces de Banna et Sayyid Qotb[977]. Il meurt en août 1964. A partir de 1957, c'est le damascène, Issam al-Attar qui le remplace.

Le mouvement syrien est actif aussi bien culturellement, socialement que politiquement. Ainsi, Attar est élu député en 1961[978] de même que le cheikh Abd al-Fattah Abou Ghoudda[979], originaire de la ville d'Alep.

Sur le terrain de l'action sociale, les Frères des années 1940 aux années 1970, sont fidèles à la ligne de conduite des Frères égyptiens et pénètrent les syndicats, prêtant une attention particulière au secteur de l'éducation et aux syndicats des enseignants. En matière économique et commerciale, les Frères sont proches de la bourgeoisie commerçante sunnite[980] et préconisent un socialisme islamique moral qui donne toute sa place au droit à la propriété[981]. En outre, ils préconisent la participation des travailleurs au capital de leur entreprise de manière à leur en assurer un certain contrôle[982]. Ainsi, à l'instar de leurs homologues égyptiens, les Frères de la branche d'Alep créent une usine textile[983].

Dans le domaine de l'éducation[984], domaine de prédilection des Frères, leur action s'étend de l'attribution de bourses d'études pour l'Egypte et l'Europe, à l'organisation de mouvements sportifs et de jeunesse, sans oublier la pénétration du monde de l'enseignement.

Dans les années 1940-1960, les Frères peuplent systématiquement le cadre du personnel enseignant. Dans les années 1970, le régime qui fait la chasse aux communistes favorise l'entrée en masse des intégristes dans les rangs de l'Education

---

[977] *ibid.*, voir p.45, 85 et 197
[978] Nahla Chahal, *Les traces de la mémoire furtive : constat sur le cas syrien*, ifri, *op. cité*, p.233
[979] 05. 03. 1997, Muslim Brotherhood Information Center, mbic@dial.pipex.com
[980] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.161
[981] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.197
[982] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.198
[983] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.186
[984] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.185 et 187

nationale. En outre, les Frères sont autorisés à organiser dans les mosquées des cours du soir qui pour être gratuits rassemblent un grand nombre d'étudiants. En 1980, les Frères occupent de solides positions dans le domaine éducatif. Ce monopole et l'influence que les Frères en tire, en feront un terrain d'affrontements avec le régime à partir de 1979.

Le coup d'Etat baathiste du 8 mars 1963, allume la première mèche d'un conflit idéologique entre les Frères et le parti Baath. Celui-ci prend une tournure confessionnelle à partir des années 1970 et l'accession au pouvoir de Hafez al-Assad. Toutefois, le mouvement de contestation qui se fait jour dans les années 1960 et 1970 dépasse largement le cadre de la contestation islamique pour revêtir un aspect populaire, social et politique.

1. Les Frères profitent des révoltes populaires

Opposés au régime laïc de type baathiste, les Frères sous la houlette de Attar conduisent l'agitation alors même que le Baath est réuni en congrès pour poser les fondements idéologiques du régime[985]. Un an après la révolution de mars 1963, en avril 1964, part, du milieu lycéen à Hama, une manifestation. Celle-ci est aussitôt suivie par l'ensemble du mouvement religieux qui appelle à la guerre sainte contre le parti Baath au pouvoir. Il semble que c'est à cette époque qu'apparaissent les premières factions armées de Frères musulmans, les Phalanges de Mohammad, sous le commandement de Marwan Hadid, un lieutenant de Attar[986].

Le général Amin al-Hafez, président du Conseil de la Révolution et l'homme fort du moment, riposte en faisant bombarder la mosquée al-Sultan, geste sacrilège qui vaut alors aux dirigeants baathistes d'être assimilés aux Mongols. On se rappelle la piètre estime en laquelle Ibn Taïmiyya tient ces derniers des musulmans, au même titre d'ailleurs que les allaouites ou noçaïris, branche du chiisme à laquelle appartient H. al-Asad. Les fatwa ou avis juridiques de Taïmiyya serviront aux Frères à justifier leurs actions violentes contre le régime baathiste de H. al-Asad.

[985] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.156
[986] *ibid.*, p.151

Pour l'heure, en 1964, le mécontentement gagne Damas et les grandes villes syriennes : les commerçants ferment boutique, et des manifestations regroupant des membres des professions libérales (ingénieurs, avocats, médecins), des professeurs et des étudiants, demandent la restauration des libertés publiques, la libération des prisonniers politiques et la levée de l'état d'exception, en vigueur depuis le matin de la "Révolution du 8 mars". Ces revendications sont toujours d'actualité en Syrie et régulièrement brandies par l'opposition. En outre, notons dès maintenant que le scénario du soulèvement de 1964 et ses acteurs seront les mêmes en mars 1980.

Les 25 et 26 janvier 1965, l'agitation reprend à Damas. Les instigateurs en sont les commerçants qui déclenchent un mouvement de grève, avec le soutien actif des religieux. La contestation s'alimente de l'opposition au train des nationalisations qui touche le secteur industriel. Le soulèvement sera sans lendemain, stopper net par la violence de la réaction gouvernementale : une juridiction militaire est chargée d'expédier toute les affaires de "sabotage du système socialiste"[987].

Quant à Issam al-Attar, parti en pélerinage à la Mecque en 1964, il est interdit de retouner en Syrie. Il s'exile en Allemagne fédérale, à Aix-la-Chapelle, où il vit depuis 1968[988].

2. Les années 1970 et les bases du futur conflit : Sunnites/Alaouites

L'évolution militaire et confessionnelle du régime est achevée avec l'arrivée au pouvoir, à la faveur d'un putsch, du ministre de la Défense, le Général Hafez al-Asad, le 16 novembre 1970. Hafez al-Assad, de confession musulmane chiite alaouite, se fait élire Président de la République, le 12 mars 1971[989]. C'est là un affront à la communauté sunnite dominante qui voit pour la première fois de son histoire le pouvoir lui échapper. Pourtant Issam al-Attar et l'aile des Frères de Damas le soutiennent. Ils le considèrent comme un modéré. Assad fait montre d'une certaine volonté de conciliation et, afin de ne point trop provoquer la confession dominante, 70% des syriens sont sunnites, il fait amender la Constitution de 1969 en la réislamisant. Toutefois, cela n'est

[987] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.132
[988] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.156
[989] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.133

pas suffisant et, en 1973, la contestation est rallumée par les oulama sur le problème de la religion du Président. Le 21 février 1973, de violentes manifestations se déchaînent à Hama, contre les locaux du parti. Une fois encore, afin d'éviter la confrontation, Hafez al-Assad demande, le jour même, la révision de la Constitution. La révolte ne s'en étend pas moins à Damas, Homs et Alep[990].

Après une période de relatif calme, due notamment à la guerre d'octobre 1973 contre Israël, la contestation reprend avec violence suite à l'intervention des forces armées syriennes, au printemps 1976, aux côtés des milices chrétiennes libanaises contre la Résistance palestinienne.

Pour les détracteurs de H. al-Assad c'est le signe de la trahison et la révélation de la vraie nature du pouvoir alaouite. C'est en outre, la menace d'un axe minoritaire alaouite-chrétien pour asseoir leur domination sur la région. On se réfère alors aux fatwa de Taïmiyya pour déclarer la guerre sainte au régime[991].

2.1. *Les Frères entre activisme politique et militaire*

Au cours des années 1970, le mouvement des Frères en Syrie se scinde en diverses factions. D'un côté la direction de l'intérieur, de l'autre la direction de l'extérieur avec Issam al-Attar, d'un côté les partisans de la porte ouverte au dialogue et de l'action politique, de l'autre les partisans de la guerre sainte. Cette bipolarisation trouve une ligne de définition géographique. L'aile basée à Damas, dirigée par Issam al-Attar depuis Aix-la-Chapelle, est plus politique et modérée, Attar cherche le compromis avec le pouvoir. L'autre faction, partisane de la guerre sainte, autrement dit de la lutte armée, regroupe au sein de la Ligue du Nord, les villes de Hama, Alep et Lattaquié[992].

Les partisans de la Ligue du Nord sont les héritiers du Mouvement de Libération islamique du cheikh Abd al-Fattah Abou Ghoudda créés en 1963 à Alep et des Phalanges de Mohammad de Marwan Hadid opérationnelles depuis 1965 à Hama.

[990] *ibid.*, p.134
[991] La fatwa d'Ibn Taïmiyya sur la secte des Noçaïris date du XIVè siècle : "Ils sont plus infidèles que les juifs et les chrétiens, plus infidèles encore que bien des idolâtres. Le mal qu'ils ont fait à la religion de Mahomet (que Dieu le protège et le sauve) est plus grand que celui que font les infidèles belligérants, Turcs, Francs et autres... La guerre sainte et les mesures rigoureuses contre eux sont au nombre des actions les plus agréables à Dieu et des devoirs les plus sacrés", in M. St. Guyard cité par O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.152
[992] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.156

Autour de 1974, il semble que les factions commandées par Marwan Hadid fusionnent avec celle de Adnan Oqla, leader de la faction combattante de Kouneïtra, et d'autres, pour former "Al-Taliya al-Mouqatila" ou "l'Avant-garde combattante". Marwan Hadid qui meurt en 1976 dans les prisons syriennes est remplacé par Oqla à la tête de la nouvelle formation. Ce dernier affronte, au printemps 1976, aux côtés de la Résistance palestinienne, les milices chrétiennes libanaises soutenues par les forces armées syriennes[993].

C'est cette Ligue du Nord et ses unités combattantes, qui à partir de 1976, font parler d'elles à travers les assassinats et autres attentats dirigés en particuliers contre des personnalités du régime et des alaouites. A cet égard, le bruit court que les Frères ont dréssé la liste d'une centaine de personnes à abattre pour venger la mort de Marwan Hadid[994].

2.2. *Le tournant de juin 1979*

La situation prend un tour tragique avec l'attentat contre l'école d'artillerie d'Alep, le 16 juin 1979, qui se solde par la mort de 83 cadets, tous Alaouites[995]. C'est l'évènement qui pousse les Frères sur le devant de la scène et donne au conflit un aspect définitivement confessionnel. Les Frères sont alors pris pour cible dans la presse et les prêches, et décrits par les religieux comme une bande dont les actes vont à l'encontre de la religion, de la nation et de la patrie. C'est la tendance radicale militaire de la Ligue du Nord qui en est à l'origine.

Le massacre du prytanée d'Alep fait basculer définitivement la logique du conflit dans l'affrontement confessionnel opposant les Frères, représentants du sunnisme, aux chiites alaouites désormais au pouvoir. Nonobstant, le conflit se répand et dépasse largement le cadre confessionnel pour prendre la forme d'une révolte sociale.

2.3. *Le mouvement de révolte se généralise*

A partir de l'été 1979, la situation sécuritaire se dégrade rapidement et le terrorisme devient une réalité quotidienne des villes syriennes, surtout dans le nord. A

---

[993] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.180
[994] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.135
[995] *ibid.*, p.135

Lattaquié, durant les derniers jours du mois d'août, c'est une véritable bataille rangée qui, à la suite de l'assassinat d'un cheikh alaouite oppose les forces de sécurité à des bandes armées. L'implication des Frères dans ces évènements est très mal connue.

Sur le front politique, le régime connaît aussi de difficiles moments. En novembre 1979, des grêves à travers le pays font plier le pouvoir qui satisfait les revendications salariales. En décembre 1979, les magistrats en grêve réclament la levée de l'Etat d'urgence, en vigueur depuis mars 1963, et demande le rétablissement de l'Etat de droit. Les élections syndicales des professions libérales, voient les candidats baassistes essuyer un cuisant échec au profit de figures démocratiques ou de gauche. Des élus considérés comme proches de l'aile traditionnelle modérée des Frères dirigée par Issam al-Attar, remportent quelques sièges[996].

Parallèlement, le parti Baath s'efforce de reprendre les choses en main, avec notamment, à l'automne 1979, la vaine tentative du Front national progressiste, composé des baathistes, communistes et nassériens, d'élargir sa base en intégrant les forces opposantes[997]. A l'instar de la mouvance des Frères qui compte une aile modérée et politique, et l'autre radicale et partisane de la guerre sainte, à l'intérieur du régime, il est des partisans de la manière forte comme Rifaat al-Assad, le frère de Hafez al-Assad. Leur heure est arrivée en l'absence de solution politique, d'autant que la situation empire.

3. Terrorisme d'Etat contre mouvement politique et social

La crise atteint son paroxysme au mois de mars 1980, et plus particulièrement le 8, jour du 17è anniversaire de l'arrivée du Baath au pouvoir[998]. Presque toutes les villes syriennes sont paralysées par la grève. Partout, plusieurs milliers de manifestants demandent la chute du régime et s'affrontent violemment aux forces de sécurité. Damas reste largement en dehors du mouvement de révolte, tandis qu'Alep en est à l'avant-garde. Depuis l'été 1979, cette dernière vit en marge de l'autorité centrale. Des quartiers entiers échappent à son contrôle, les attentats sont le lot quotidien et les Frères

[996] Nahla Chahal, *op. cité*, p.229
[997] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.137
[998] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.141

distribuent leurs tracts dans les souq[999]. Par son ampleur, le mouvement de mars 1980 échappe largement à la seule initiative des Frères. Ce sont au contraire les forces vives du pays qui se manifestent. Ainsi, à un mouvement de révolte politique et social s'ajoute un affrontement confessionnel. Le régime trouve, dans le conflit avec les Frères, un bouc-émissaire pour endosser la responsabilité de l'ensemble des évènements.

3.1. *La "vermine" Frères musulmans*

A partir du 8 mars, le régime est résolu à recourir à la "violence révolutionnaire armée pour contrer la violence réactionnaire", selon la phraséologie officielle. Un gros bourg entre Lattaquié et Alep est choisi pour faire office d'exemple : le 9 mars une unité héliportée est dépêchée de Damas pour mater le village en effervescence. Bilan de l'opération 200 morts. A Alep, les Unités spéciales, troupes d'élite à fort recrutement alaouite, sont engagées contre certains quartiers populaires, avec l'appui de blindés et d'hélicoptères. La 3è division de l'armée régulière, soit 25 000 hommes, investit la ville, passe les quartiers au peigne fin et procède à 8 000 arrestations. Le commandant en chef de la 3è division menace d'exterminer la population elle-même si elle ne se débarrasse pas de la "vermine Frères musulmans"[1000]. A la mi-avril, les observateurs étrangers notent que le calme est finalement rétabli en Syrie. En fait, si le mouvement populaire est maté, les actions terroristes, dont les Frères gardent seuls l'initiative, rappellent périodiquement la précarité de la situation.

Au début de l'été 1980, en réponse à un attentat manqué contre le Président Assad le 26 juin[1001], l'armée monte une expédition punitive contre la prison de Palmyre où sont regroupés plusieurs milliers de Frères. Cette riposte du gouvernement indique son nouveau principe d'action. Désormais, c'est une guerre ouverte contre les Frères qui est engagée et qui n'épargnera pas la population jusque la cessation des activités antigouvernementales, fréristes ou populaires. Le 7 juillet 1980, la loi n°49 est votée par l'Assemblée du Peuple, qui punit de mort la simple appartenance à l'organisation des Frères musulmans[1002]. Un moratoire de 50 jours à la loi du 7 juillet est accordé à la

[999] *ibid.*, p.142
[1000] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.145
[1001] *ibid.*, p.146
[1002] Nahla Chahal, *op. cité*, p.247

demande des religieux. Plus d'un millier de Frères en profitent et se rendent aux autorités à l'été 1980. Ils ont entre vingt et vingt-cinq ans, originaires de Damas, des centres urbains du Nord et du littoral, ils sont instituteurs, professeurs ou ingénieurs, mais le plus souvent étudiants, voire lycéens[1003].

3.2. *1980-1982, intensification des opérations militaires*

Depuis la fin de l'année 1980, Issam al-Attar ne préside plus aux destinées de l'Organisation syrienne. Lors du Congrès général, cette année là, il est mis en minorité par les partisans de la lutte armée, et remplacé par un triumvirat : Ali Saad al-Din al-Bayanouni, Saïd Hawwa et Adnan Saad al-Din, les co-signataires du Communiqué-programme de la Révolution islamique en Syrie de 1980[1004]. L'influence de Attar reste pourtant grande au sein du Mouvement et plus encore au niveau de l'Organisation internationale. La campagne de répression qui s'intensifie durant l'été 1980 n'est pas étrangère à la faillite de la ligne politique.

La solution militaire étant réaffirmée sur le plan théorique, notamment grâce au travail de Saïd Hawa, les Frères concentrent leurs forces sur Damas qui devient, en 1981, le théâtre principal de leurs opérations terroristes. Les plus meurtrières, qui utilisent la technique de la voiture piégée, visent au cours de l'été le siège du Conseil des ministres et le Quartier général de l'armée de l'air et le 29 novembre dans le quartier d'Azbakiyya, un centre de recrutement des conscrits[1005].

3.2.1. *1982, le point de non-retour est franchi*

L'année 1982 laisse une marque indélébile dans la mémoire du peuple syrien avec le bombardement de la ville de Hama durant tout le mois de février 1982. Le nombre des victimes oscille entre 10 000 et 30 000, selon les sources, et frappe tout les habitants de Hama, quelque soit la situation sociale, l'appartenance religieuse ou l'affiliation politique.

[1003] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.151
[1004] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.158
[1005] *ibid.*, p.159

Au soir du 2 février 1982, tous les minarets de Hama appellent la population à l'insurrection générale[1006]. Les armes sont distribuées aux portes des maisons et, en quelques heures, les "Frères" se rendent maîtres de la ville tandis que les forces de sécurité n'opposent aucune résistance sérieuse. Un tribunal islamique, mis sur pied pour l'occasion, statue sur le sort des prisonniers parmi les cadres de l'administration et du parti. Près d'une centaine de condamnations à mort sont prononcées et exécutés sur le champ. Les Unités spéciales, appuyées par l'armée, mettent plus d'un mois à reprendre la ville malgré le pillonage continue de la ville et les destructions.

3.2.2. *Les Frères syriens dispersés*

La très dure répression de l'insurrection de Hama signe la fin des Frères musulmans syriens en tant qu'organisation structurée et présente sur le terrain, et initie une nouvelle vague d'émigration.

Des pays voisins aux confins de la péninsule arabique, les Frères syriens essaiment partout dans la région. Ali Saad al-Din al-Bayanouni se réfugie en Jordanie[1007], tandis que le cheikh Moustafa Abou Ghoudda[1008] part enseigner à l'université de l'Imam Mohammad b. Saoud de Riyad, entre 1965 et 1988. C'est d'ailleurs autour de cette université que se forme le premier embryon de Frères Saoudiens auquel il faut imputer la responsabilité de la prise d'assaut du sanctuaire de la Mecque en 1979[1009]. D'autres encore trouvent refuge en Irak, comme Adnan Saad al-Din[1010] et servent la guerre idéologique de l'Irak contre l'Iran chiite. Cette alliance entre les Frères syriens et le régime irakien de Saddam Husseïn ne va pas sans poser de problèmes au régime de Damas dans le cadre de la rivalité haineuse entre les frères ennemis bathistes syrien et irakien.

A partir de 1987, les contacts se multiplient entre le régime de Damas et les Frères, lorsqu'il apparaît que la fin du conflit entre l'Iran et l'Irak est proche. Il s'agit d'empêcher Saddam Husseïn d'utiliser les Frères contre Damas. L'invasion du Koweït

[1006] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.160
[1007] Nahla Chahal, *op. cité*, p.233
[1008] 05. 03. 1997, Muslim Brotherhood Information center, *op. cité*, p.3
[1009] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.212
[1010] Nahla Chahal, *op. cité*, p.233

par l'Iraq et l'issue de cette aventure, replace Hafez al-Assad en situation de force, pour négocier avec les Frères.

4. Les Frères et le régime syrien en voie de réconciliation ?

En 1995, dans le cadre d'une amnistie générale en l'honneur du 25è anniversaire de son accession au pouvoir, des milliers de Frères sont libérés des prisons et les exilés autorisés à retourner en Syrie. Le vieux cheikh Abou Ghoudda rentre après 13 ans d'exil en Arabie Saoudite et en Europe[1011]. Le Dr Hassan Howaïdi, qui dirige les Frères en exil à Amman, accueille avec espoir cette amnistie et se déclare "contre le retour à l'action clandestine dans le cadre du pluralisme"[1012]. Ceci implique pour Howaïdi, d'abroger la loi n°49, qui punit de mort la simple appartenance au mouvement des Frères musulmans, et de permettre la formation d'un parti politique islamique, à l'image du Refah turc[1013].

Par ailleurs, le fait d'aborder la question d'une possible réhabilitation des Frères en Syrie amène un certain nombre d'observateurs à faire un parallèle avec la paix israélo-syrienne qui se négocie au même moment. Hafez al-Assad, privé de son ennemi israélien, chercherait à se rallier l'opposition, notamment islamique, afin d'éviter une contestation interne qui serait suscitée par la paix avec Israël. Howaïdi affirme, pour sa part, "se féliciter que la Syrie dans ses négociations s'efforce de récupérer la totalité du plateau du Golan"[1014].

4.1. *Les médiations du cheikh Amin Yakan*

Le cheikh Amin Yakan, vice-secrétaire des Frères syriens dans les années 1960, a gardé, malgré les évènements des années 1980, l'oreille du régime syrien et s'est

[1011] 19. 12. 1995, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood prisoners reportedly released*, text of report by Radio Monte Carlo on 17th december

[1012] 04. 01. 1996, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood leader Huwaydi rejects "underground action"*, Text of report by Jamal Khashuqji entitled : "Muslim Brothers in Syria will not go back to underground action" published by London-based newspaper Al-Hayat on 30th December

[1013] 17. 01. 1996, Turkish Daily News, Istanbul, *Howaydi : We will form a Welfare party in Syria*, by M. Akif Beki

[1014] 18. 01. 1996, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood leader interviewed on national, regional developments*, text of an interview with Dr Hasan al-Huwaydi, général suprevisor of the Muslim Brotherhood in Syria, by Sami al-Zubaydi published by Jordanian newspaper Al-Bilad on 17th january

même gagné sa confiance, tout en restant en bon terme avec les Frères en exil. C'est cette position délicate qui lui permet de jouer les médiateurs à partir de la fin 1996. Faisant des aller-retour entre Damas et Amman pour concilier les deux positions, il obtient en avril 1997 la relaxe de 1000 à 1500 Frères en signe de bonne volonté du régime[1015]. Un mois plus tard, pourtant, les négociations sont gelées[1016].

D'un côté comme de l'autre, on a échoué à consentir des concessions. Au sein des Frères, si al-Bayanouni, secrétaire général des Frères syriens depuis juillet 1996, et, al-Howaïdi, sont vice-secrétaire, semblent d'accord pour reconnaître les erreurs du passé, en revanche ils sont opposés à un retour sur une base individuelle et sans reconnaissance de l'Organisation syrienne. Quant à Adnan Saad al-Din, leader des Frères basés à Bagdad, il est opposé au principe du mea culpa.

Du côté du régime, une reconnaissance publique des erreurs du passé est exigée, afin de permettre le retour des Frères en exil, après quoi "ils pourront mener une vie normale comme n'importe quel citoyen syrien", affirme le ministre de l'Information, Dr Mohammad Salman. Il paraît difficile de déduire de ces propos une quelconque reconnaissance des Frères en tant qu'organisation, bien au contraire.

Si les négociations achoppent, Amin Yakan et son frère Fathi Yakan, leader des Jamaa islamiyya libanaises et ancien parlementaire, continuent leurs efforts de médiation. Toutefois, al-Bayanouni affirme, en septembre 1998, ne pas en être au courant[1017]. L'assassinat, le 16 décembre 1999, du cheikh Amin Yakan à Alep, prive les deux parties d'un médiateur bien disposé et bénéficiant de leur confiance[1018]. Les Frères libanais continuent leur médiation en vue d'une réconciliation. Le cheikh Fayçal al-Maoulaoui, dont on a vu qu'il assure la direction de l'UOIF dans les années 1980, qui emmène la délégation libanaise à Damas pour féliciter le Président Bachar al-Asad de

---

[1015] 29. 01. 1997, BBC-SWB-MO, *Mediation reported between Syrian governement, Muslim Brotherhood*, excerpt from report by Jamal Khashuqji entitle "Former Muslim Brotherhood leader undertakes mediation between Damascus and the brotherhood" ; published by London-based newspaper Al-Hayat on 26th January, et 05. 04. 1997, BBC-SWB-MO, *Syria set to free Muslim brotherhood members in "reconciliation"*, text of report by London-based newspaper al-Quds al-arabi on 3rd April

[1016] 09. 05. 1997, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood's reconciliation with the government said to be frozen*, text of report by london-base newspaper Al-Quds al-Arabi on 7th may

[1017] 29. 09. 1998, BBC-SWB-MO, *Muslim brotherhood denies reports of mediation with the government*, Text of report by london-based newspaper Al-Hayat web site on 27th September

[1018] 24. 12. 1999, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood leader calls for "hunting down" member's killers*, Text of report by london-Based newspaper Al-hayat on 22nd December

son élection, profite de l'occasion pour évoquer un futur accomodement entre le nouveau régime et les Frères syriens toujours en exil[1019].

Mais, l'échec des négociations de paix avec Israël et le rapprochement jordano-syrien qui s'opère depuis la deuxième moitié des années 1990, rendent inutile la recherche d'un accord avec les Frères syriens au dépend du régime.

4.2. *Le rapprochement syro-jordanien et le nouvel exil des Frères syriens*

Le rapprochement entre les deux pays frères-ennemis est en bonne voie lorsque le leader du Front d'action islamique, le parti politique jordanien des Frères, se rend en visite à Damas. Ishaq Farhan, à cette occasion, signe avec le secrétaire général du parti Baath Arabe socialiste, Abd Allah al-Ahmar, un protocole d'accords visant à rapprocher les deux partis politiques[1020]. Cet épisode peut constituer un signe encourageant pour les Frères syriens, mais peut aussi bien être perçu comme une carte dans les mains du régime syrien afin de les isoler davantage. En fait, les deux hypothèses se vérifient.

Alors que les médiations entreprises par Amin Yakan sont officiellement gelées depuis plus d'un an, les Frères jordaniens appellent une nouvelle fois le régime de Assad à se réconcilier avec les Frères syriens. Ils déposent, à l'Ambassade syrienne à Amman, un mémorandum demandant l'établissement d'une dialogue bilatéral entre les deux parties et l'élargissement de tous les prisonniers islamistes détenus en Syrie[1021].

D'un autre côté, en juin 1997, le reponsable du bureau de l'information des Frères syriens basés à Amman, Mohammad al-Sayyid, alias Abou Ziyad, se voit intimer l'ordre par les services de sécurité jordaniens de quitter le pays. Abou Ziyad a pourtant accueilli avec enthousiasme la perspective d'un rapprochement entre les Frères et le régime. Cette décision des services de sécurité jordaniens trouve sa justification, selon les observateurs, dans le processus de rapprochement entre les deux Etats jordaniens et syriens[1022]. La décision d'expulsion sera toutefois annulée grâce à l'intercession de

[1019] 16. 08. 2000, BBC-SWB-MO, *President ready to "study" Muslim Brotherhood case*, Text of report by Jordanian weekly Al-Majd on 14th August

[1020] 09. 01. 1997, BBC-SWB-MO, *Baath Party, Jordanian Islamic Action Front sign joint working paper*, Excerpts from report by Syrian radio on 7th January

[1021] 13. 08. 1998, BBC-SWB-MO, *Paperreports attempt to broker talks between government, Muslim Brotherhood*, excerpt from report by London-based newspaper Al-Quds al-Arabi on 11th August

[1022] 12. 06. 1997, BBC-SWB-MO, *Authorities reportedly ask Syrian islamist leader to leave th country*, text of report by Jordanian weekly Al-Majd on 9th June

parlementaires jordaniens du bloc islamiste[1023]. Nonobstant, le rapprochement initié entre les deux Etats continue et s'accentue après le décès du roi Husseïn, sous les hospices de son successeur le roi Abd Allah II. Dès, novembre 1999, les Frères syriens cessent leurs activités d'information et, en février 2000, mettent la clé sous la porte après vingt ans d'activité dans le royaume Hachémite. Ils trouvent refuge dans la capitale britannique[1024]. On se rappelle que le roi Abd Allah II fait fermer les locaux du Hamas, au cours de l'été 1999, et expulser ses membres. Le décès de Hafez al-Assad, accentue encore le rapprochement entre les deux Etats et les conséquences pour les Frères d'où qu'ils viennent. L'accession de Bachar al-Assad au pouvoir laisse espérer qu'une solution pour le retour des Frères est possible.

4.3. *Un espoir pour les Frères dans l'après Hafez al-Assad ?*

Bien que les Frères désapprouvent la manière avec laquelle le Président Bachar al-Assad est désigné et le régime du parti unique, ils ne tardent pas à exprimer leur contentement face à la volonté affichée du nouveau dirigeant de changer les choses[1025]. L'un des plus significatifs est sa demande de supprimer les affiches à son effigie et le slogan "Qaïduna ila-l-Abad" ou "Notre chef pour l'éternité". La volonté de réforme toutefois n'est pas suffisante, car si le président n'est plus le même, les acteurs qui l'entourent eux n'ont pas changé.

Les Frères quant à eux ne désarment pas et continuent de demander la relaxe de tous les prisonniers politiques, la fin des procès politiques, le retour des exilés, l'abrogation de la loi n°49 de 1980, le rétablissement des libertés politiques, l'abrogation des lois d'exception et réclament des mesures pour assurer le pluralisme politique, la démocratie et l'égalité des chances pour tous les citoyens[1026]. Hormis, les déclarations

[1023] 04. 07. 1997, BBC-SWB-MO, *Brotherhood spokesman allowed to stay in Jordan*, text of report by Jordanian newspaper Al-Arab al-Yawm on 2nd July

[1024] 10. 02. 2000, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood moves its bureau from Amman to London*, excerpt from report in English by Jordan Times web site on 8th February

[1025] 19. 07. 2000, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood head cites "positive indications" for Bashar's rule*, text of telephone interview with Ali Sadr al-Din al-Bayanuni, controller-general of the Muslim Brotherhood, MB, Movement in Syria, in London by Tawfiq Taha in Doha ; broadcast live by qatari Al-Jazeera satellite TV on 17th July

[1026] 14. 07. 2000, BBC-SWB-MO, *Muslim Brotherhood denies splits, outlines stance on Bashar*, text of statement issued by the Information Office of the Syrian Muslim Brotherhood, in London on 9th July, published by the Syrian Muslim Brotherhood web site on 12th July

de bienveillance à l'égard du nouveau régime, les Frères font un geste important pour montrer leur volonté propre de changement. Une nouvelle charte des Frères est publiée qui ne mentionne plus l'Islam comme identité pour la nation et la patrie ou comme référence politique. L'Etat islamique est abandonné pour un système démocratique authentique, "l'Etat des citoyens". La religion est considéré comme une donnée de la civilisation et "une référence pour le croyant"[1027]. On est donc loin de l'Etat islamique. Gageons qu'il ne manquera pas d'esprits incrédules pour douter de l'authenticité d'un tel changement d'attitude, arguant que c'est la position de faiblesse dans laquelle l'aile syrienne des Frères se trouve qui la pousse à adopter cette posture conciliatrice. Par ailleurs, il est peu vraisemblable que l'Etat syrien laisse les Frères entrer dans l'arène politique alors que la liberté d'expression est encore un luxe en Syrie.

La branche syrienne des Frères musulmans sera-t-elle la dernière à participer à la vie politique nationale ? En effet, tous les pays du Proche-Orient et du Croissant Fertile ont une composante Frères musulmans intégrée à la scène politique, Egypte, Jordanie, Liban ou sont en passe de les intégrés Palestine et Irak.

Nous avons vu les cas palestinien et jordanien, abordons les cas libanais et irakien.

B. <u>Les Frères musulmans au Liban</u>

Ce sont des Frères syriens qui créent l'antenne des Frères musulmans au Liban, au lendemain de la première guerre israélo-arabe de 1948, les Serviteurs du Miséricordieux. Aujourd'hui, rebaptisée Jamaa al-Islamiyya, elle est dirigée par le cheikh Fayçal al-Maoulaoui depuis la mort de Fathi Yakan en 1998.

"Les Frères sont les seuls à avoir réussi à s'implanter dans le tissu social et politique sunnite", affirment May Chartouni-Dubarry[1028]. Cette dernière avance plusieurs

---

[1027] 11. 10. 2001, Courrier International, *Les Frères musulmans syriens assagis*, par Raja Nasser, Beyrouth, An-Nahar

[1028] May Chartouni-Dubarry, *Pluralisme communautaire et islamisme dans la République libanaise de Taëf*, in Les Etats arabes face à la contestation islamiste, op. cité, p.155

raisons pour l'expliquer : 1° celle de n'avoir jamais afficher clairement son affiliation à la confrérie égyptienne ou à sa branche syrienne, honnies par les nationalistes libanais. Elle n'en est pas moins reliée organiquement et financièrement à l'Organisation internationale[1029] ; 2° un dense réseau de services sociaux de bonne qualité ; 3° une volonté affichée de participer aux affaires de l'Etat et 4° un rejet de la violence à laquelle ils ne participent que dans le cadre du Mouvement national libanais et de la résistance islamique à l'occupation israélienne aux côté du Hizb Allah.

Les Jamaa de Fathi Yakan bénéficient d'une audience très localisée : la campagne tripolitaine et de manière diffuse, Tripoli, Saïda au Sud-Liban et Beyrouth. A l'image de cette influence quasi confidentielle, lorsque sont organisées, en 1992, les premières élections de la IIè République libanaise prévues par les accords de Taëf de 1989, les Jamaa obtiennent 3 sièges sur 128 au Parlement ; Sont élus Zouhair al-Obeydi, Fathi Yakan et al-Saad Harmouch.

C. <u>Les Frères musulmans en Irak</u>

Le cas irakien est intéressant en ce qu'il illustre la capacité des Frères à ressurgir au moment opportun et par une action adéquate. Alors même qu'ils semblent avoir disparu ou du moins sont réduits à la clandestinité, voire à l'exil, les Frères musulmans en Irak ont profité de l'après-Saddam pour prendre pied sur la scène politique.

Si l'on sait qu'une branche des Frères s'y crèe au début des années 1950, que certains Frères syriens y trouvent refugent dans les années 1970 et 1980, tel Adnan Saad al-Din, en revanche, on ne dispose d'aucune information les concernant durant les années 1990 et 2000. Or, voilà que les Frères irakiens disposent d'un parti politique, le Parti islamique[1030], participent au gouvernement d'Iyad Allaoui et déposent un dossier de candidature en vue des élections générales multipartites de janvier 2005. Sur une

[1029] M. Chartouni-Dubarry, *op. cité*, p.155
[1030] 14-15. 11. 2004, *Arrestations et intimidations..., op. cité*, Le Monde

centaine de listes déjà autorisées, une vingtaine seraient proche des Frères[1031]. On peut s'étonner d'une telle réactivité et d'un tel à propos.

Après ce tour d'horizon des pays du Proche-Orient et du Croissant Fertile, force est de constater que les Frères participent partout à la scène politique et jouent, avec plus ou moins de fortune, le jeu de la démocratie. On peut dès lors poser la question : à quand le tour des Syriens ?

Au delà de cette zone proche-orientale élargie jusque l'Irak, on trouve des branches des Frères très bien intégrées à la scène politique locale, à l'instar des Jordaniens, voire la contrôlant, ce qui est un cas exceptionnel.

[1031] 23. 11. 2004, *Malgré les combats, la commission électorale fixe au 30 janvier la date des élections*, AFP, Le Monde

III. Les Frères musulmans, de la Corne de l'Afrique au Golfe persique

Au sud de la péninsule arabique, de la Corne de l'Afrique jusqu'au Golfe persique ou Golfe al-Arab, le Soudan, le Yémen et le Koweït abritent de dignes représentants de la mouvance des Frères : le Soudan, qui voit une alliance militaro-islamiste s'installer au pouvoir, en 1989, et déployer une stratégie de soutien outrancier à l'islamisme dans toutes ses versions : radicale ou "modéré", propagandiste ou militaire ; Le Yémen qui inclue ses islamistes à la gestion des affaires du pays dans un système d'alliance dominé par les tribus ; enfin, le Koweït et son parlement élu qui voit les Frères de la puissante Association de la Réforme sociale devenir une de ses forces politiques dominantes.

On constatera là encore l'existence d'un couple soudano-yéménite des Frères musulmans qui se caractérise par une coopération et des contacts multiformes ; on évoquera en outre, la coopération soudano-koweïtienne de soutien aux mouvements islamistes de contestation au Maghreb.

A. <u>Les Frères musulmans au Soudan</u>

Le développement du mouvement islamiste soudanais (MIS) obéit à une scansion particulière déterminée par l'histoire politique du Soudan et le positionnement du mouvement par rapport aux forces politiques en présence tout au long de ce parcours. Il tient aussi au climat politique interne caractérisé par une pratique démocratique libérale et une vraie liberté d'expression. Les islamistes mettront ces conditions à profit pour réaliser leurs objectifs.

Une personnalité en particulier, Hassan al-Tourabi, émerge dans la première moitié des années 1960 qui portera le mouvement islamiste d'inspiration "fériste" jusqu'au pouvoir. Celui-ci, au prix de quelques libertés prises avec la doctrine, réussit là où Hassan al-Banna échoue à la fin des années 1940.

La conquête du pouvoir et la maîtrise des ressources de l'Etat suscitent la mise en oeuvre d'un "projet civilisationnel", sous la direction de Tourabi. Celui-ci se traduit concrètement par un fort mouvement d'expansion dans les pays de la région, qui pour être trop agressif se heurte bientôt à la réaction occidentale et à ses alliés mis en danger.

1. De la formation de l'antenne soudanaise des Frères au coup d'Etat de 1969

Hassan al-Tourabi, l'idéologue du mouvement et son stratège, a défini les différentes phases du développement[1032] : la formation du mouvement (1949-1955) dans les milieux étudiants influencés par les Frères musulmans d'Egypte. Le mouvement qui se forme alors est une émanation directe des Frères musulmans égyptiens, caractérisé, selon R. Marchal, par son lettrisme et son élitisme qualités absolument étrangères au cadre traditionnel de l'islam soudanais[1033], de nature confrérique.

Concernant cette phase de formation, O. Carré et M. Seurat nous disent qu' "Un premier rameau des Frères fleurit en 1946 au Soudan, par le retour chez eux d'étudiants formés au Caire. Ils se joignent au parti républicain"[1034]. Se réfèrent-ils au parti de l'Oumma, rattaché à la confrérie des Ansar et héritier du mouvement insurrectionnel islamique et nationaliste de Mohammad Ahmad al-Mahdi qui s'oppose à l'hégémonie turco-égyptienne au XIXè siècle, ou au parti de l'union national (PUN), liée à la confrérie Khatmiyya ? Les deux confréries s'opposent sur la ligne à adopter vis-à-vis de l'Egypte : la première est pour l'indépendance du Soudan, tandis que la seconde est pour l'unité du bassin du Nil avec l'Egypte[1035].

A côté de ces deux partis politiques à base confrérique et des Frères musulmans soudanais, on trouve aussi le parti communiste soudanais issu du mouvement communiste égyptien. Les interactions entre les Frères et les communistes seront de

---

[1032] H. Tourabi, *Al-Haraka al-islamiyya fi assudan : attatouar al kasb al manhaj (Le mouvement islamique au Soudan : Evolutions, méthodes et acquis),* Casablanca, Dar al Furgan, 1992, pp.24-36, cité par Hayder Ibrahim Ali, *Le Front national islamique*, in Le Soudan, l'échec d'une expérience islamiste ?, sous la direction de M. Lavergne et R. Marchal, Politique africaine, n°66, éd. Karthala, juin 1997, p.14
[1033] R. Marchal, *Soudan, vers une recomposition du champ poliitque*, in les partis politiques dans les pays arabes, Revue du Monde Musulman et de la Méditérranée, 81-82, Edisud 1996/3-4, p.108
[1034] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.209

nature particulièrement violentes tout au long des années 1960, menant à l'élimination de ces derniers au début des années 1970.

La deuxième période qui court de 1956 à 1959, dite "période de premier avènement", voit le début de l'action du mouvement au sein d'un front et sur un programme commun avec la création en décembre 1955 du Front commun pour la Constitution (islamique).

La troisième période (1959-1964), appelée par Tourabi, la "première période de latence" correspond au régime militaire du général Ibrahim Abboud[1036]. Celui-ci, qui prend le pouvoir en novembre 1958, est renversé par un soulèment populaire en octobre 1964. Le renversement du régime de Abboud par la "révolution d'octobre 1964" met en scène les groupes professionnels, universitaires, avocats, médecins, étudiants, et les syndicats[1037]. Cette révolution ouvre ce que Tourabi appelle la "période de l'émergence 1964-1969"[1038]. Sans doute fait-il référence à la création, sous sa direction, du Front de la Charte islamique en 1965. Contrairement au mouvement des Frères soudanais sus-mentionnés, le Front de la Charte islamique est un vrai parti politique qui "insiste davantage sur l'engagement exotérique et politique que sur la maîtrise des raffinements de l'exégèse coranique"[1039]. On reconnaît là l'exigence de l'action chère à H. al-Banna qui dès 1942 est prêt à participer au processus électoral.

Avant d'avancer dans la scansion des périodes du développement du Mouvement islamique soudanais, éclairons cette période de 1956 à 1969, ainsi que le personnage et le parcours de Hassan al-Tourabi.

1.1. *Tourabi, le stratège du MIS*

Hassan Abd Allah al-Tourabi naît, en 1932, à Kasala, à proximité de la frontière soudano-éthiopienne. Il reçoit une solide éducation en langue arabe et en matière de religion islamique. Il n'est cependant pas éduqué pour devenir un clerc et son adhésion à l'islamisme est une décision politique qui correspond à son intime conviction que

[1035] Mohammed Beshir Hamid, *Traditionalisme et modernisation : une perspective politique*, in Crises soudanaises, Egypte/Monde arabe n°15-16, 3è et 4è trimestres, 1993, p.212
[1036] Hayder Ibrahim Ali, *op. cité*, p.14
[1037] M. B. Hamid, *op. cité*, p.215
[1038] H. I. Ali, *op. cité*, p.14
[1039] R. Marchal, *Soudan..., op. cité*, p.108

l'identité soudanaise est arabe et islamique. Il fait des études de droit à l'université de Khartoum et en sort licencié en 1955[1040].

O. Carré et M. Seurat évoquent "une Association des Frères qui se crée en 1954 en concurrence avec les Frères du parti républicain"[1041]. Cette assertion amène une remarque et une question : le Mouvement islamique soudanais est bien moins monolithique qu'on pourrait le penser ; et, quel rôle Hassan al-Tourabi joue dans l'avènement de cette Association des Frères de 1954 ?

En réponse à la première remarque et pour montrer que les premières tensions et dissensions se sont aggravées, O. Carré et M. Seurat, qui se réfèrent au régime du colonel putchiste Jaafar Mohammad Nimeyri (1969-1985) avec lequel Tourabi en particulier coopère étroitement à partir de 1977, illustrent le factionnalisme qui divise les Frères : "au Soudan (...), les Frères traditionnels, héritiers de l'Association créée en 1954, font partie intégrante, sous la houlette de Turabi, du vaste Parti de l'Umma (...). Des Frères de cette tendance sont au gouvernement, contre une tendance antigouvernementale qui, elle, est soutenue par les Frères égyptiens. Qant à la tendance la plus ancienne, celle des "Frères musulmans républicains", elle s'oppose à Numeiry (...)."[1042]. En effet, la collaboration avec le régime de Nimeiry, qui persécute pendant ses premières années l'opposition et donc les islamistes, ne va pas de soi. Mais, c'est sans compter sur la capacité de Tourabi à justifier l'injustifiable, à rendre licite l'illicite.

En réponse à la deuxième question, on peut observer que le jeune Tourabi sort licencié de l'université de Khartoum en 1955 et se demander s'il a pris part à la formation de l'Association des Frères de 1954 et à l'élaboration du programme du Front commun pour la Constitution islamique. Les informations dont on dispose, indiquent qu'il est un membre éminent de la branche soudanaise des Frères musulmans même pendant ses études à l'étranger, à Londres et à l'université de la Sorbonne où il obtient un doctorat en droit en 1964[1043]. Durant ses années parisiennes, Hassan al-Tourabi fréquente le cercle de Mohammad Hamidullah. Ce clerc musulman d'origine indienne

---

[1040] TransState Islam, *Leaders : Hasan Abdallah At-Turabi*, Fall 1995, Vol. one, Number Three (pp.19-23), p.19

[1041] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.209

[1042] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.210

est l'inspirateur de l'Association des étudiants musulmans de France et coopère à partir de 1968 avec le responsable syrien de l'Organisation internationale des Frères musulmans, Issam al-Attar, réfugié à Aix-la-Chapelle[1044].

L'année 1964 est une année charnière pour le Soudan, Tourabi et le Mouvement islamique soudanais. En effet, à son retour, Tourabi travaille à la faculté de Droit de l'université de Khartoum et forme, en 1965, le Front de la Charte Islamique, une coalition de divers groupes islamiques, dont il est le secrétaire général[1045]. "C'est en 1964 (que le Parti des Frères musulmans), affirme Mohammad Beshir Hamid, acquière une dimension nationale et accède à la reconnaissance politique"[1046]. Aucune des sources à notre disposition ne précisent le positionnement de Hassan al-Tourabi par rapport à la révolution de 1964, ni si le Front se forme avant ou après ladite révolution. Toujours est-il que le Front entre au Parlement en avril 1965. Il obtient 5% des voix soit 7 députés, dont Tourabi ; un score "médiocre" de l'avis de R. Marchal[1047]. Une coalition, composée des partis de l'Oumma et du Parti de l'union nationale (PUN), est placée à la tête du pays[1048].

La période de 1965 à 1969 est marquée par la valse des gouvernements de coalition, la détérioration des conditions économiques et l'intensification de la guerre civile au Sud-Soudan[1049]. La mouvance islamiste, emmenée par Tourabi et son beau-frère, Sadiq al-Mahdi, descendant du résistant à la colonisation turco-égyptienne, profitent de l'instabilité régnante pour rassembler autour de l'idée d'un Etat islamique et d'une Constitution islamique, et combattre l'ennemi naturel des islamistes : les communistes. Les islamistes les accusent d'atteintes à l'Islam et obtiennent l'expulsion des élus communistes du Parlement et la dissolution du Parti. C'est un coup dur porté à la démocratie au Soudan qui voit s'ajouter à la crise politique, une crise constitutionnelle lorsque la Haute Cour constitutionnelle déclare illégale la dissolution du PCS. Le coup

[1043] TransState Islam, *Leaders..., op. cité*, p.19
[1044] 20. 12. 2002, *Disparition : Mohammad Hamidullah, une figure de l'islam en France*, X. Ternisien, Le Monde
[1045] TransState Islam, *Leaders..., op. cité*, p.19
[1046] M.B. Hamid, *op. cité*, p.213
[1047] R. Marchal, *Soudan..., op. cité*, p.108
[1048] TranState, *Leaders..., op. cité*, p.19 et M.B. Hamid, *op. cité*, p.216
[1049] M. B. Hamid, *op. cité*, p.216

d'Etat militaire du colonel Jaafar al-Nimeyri, le 25 mai 1969, est l'une des conséquences du chaos qui submerge le pays[1050].

1.2. *De la clandestinité et l'exil, au pouvoir*

Le régime de Nimeyri s'analyse en deux périodes du point de vue de la mouvance islamiste. La première période 1969-1977, du coup d'Etat à l'exil puis à la coopération des islamistes avec le régime, définie par Tourabi comme "l'époque de la lutte et de la croissance" ; puis la période de 1977 à 1985, caractérisée par la montée en puissance des islamistes jusqu'au renversement de Nimeyri en mars-avril 1985.

La première période du régime de Nimeyri est consacrée à éliminer toute opposition. Le PCS est cruellement décapité en 1974[1051], 14 de ses leaders sont exécutés[1052]. Les partis confrériques et les Frères sont pourchassés et forment depuis leur exil londonien un Front national sous la houlette des deux grandes figures politiques soudanaises, Tourabi et Sadiq al-Mahdi. Bien qu'ils tentent à deux reprises de renverser Nimeyri par la force en septembre 1975 et juillet 1976, ce dernier lance un mouvement dit de "réconciliation nationale"[1053]. On est là à un nouveau tournant de l'histoire du Soudan et de la mouvance islamiste.

L'élimination des communistes et une orientation libérale de la politique économique permettent un rapprochement entre le Front et le régime. Les islamistes acceptent sans conditions d'être intégrés au parti unique de l'Union socialiste soudanaise, contrairement aux deux partis confrériques. Pour Tourabi, il s'agit de promouvoir les changements de l'intérieur. Ce dernier est d'ailleurs nommé Procureur général dès 1977[1054] et nommé à une commission de révision des lois[1055] pour opérer leur islamisation. L'opportunisme des islamistes est rejetté par Sadiq al-Mahdi qui met rapidement fin à sa collaboration avec le régime, sans toutefois jouer un rôle actif dans l'opposition[1056].

[1050] Hayder Ibrahim Ali, *op. cité*, p.17
[1051] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.210
[1052] M. B. Hamid, *op. cité*, p.217
[1053] M. B. Hamid, *op. cité*, p.217
[1054] TransState Islam, *Leaders..., op. cité*, p.19
[1055] J. Bellion-Jourdan, *L'humanitaire et l'islamisme soudanais : les organisations Daawa islamiya et Islamic African Relief Agency*, in Le Soudan, l'échec..., op. cité, p.63
[1056] M. B. Hamid, *op. cité*, p.217

Tourabi et ses partisans deviennent la force politique dominante du régime et impriment leur marque : en septembre 1983, Nimeyri proclame l'application de la charia[1057]. Cet évènement, qu'il qualifie de "révolution juridique", lui vaut les louanges de Tourabi, maître d'oeuvre de ladite révolution, qui lui décerne le titre de "rénovateur de l'Islam"[1058]. Ce qui est présenté comme l'application de la Charia est rapidement dénoncé par l'ensemble des forces politiques et par les Frères musulmans républicains. Il s'agit en fait d'un code de lois permettant de museler l'opposition et de fournir au régime une légitimité islamique purement formelle[1059]. Confronté à l'opposition des partis et à la relance de la rébellion armée dans le sud du pays, le régime fait régner la terreur avec l'appui de Tourabi et de ses partisans : Sadiq al-Mahdi est emprisonné pour avoir critiqué les mesures juridiques prises par le régime qu'il qualifie d' "essentiellement non islamiques"[1060] et, en février 1985, le chef des Frères musulmans républicain, Mahmoud Mohammad Taha, est exécuté pour apostasie après avoir, lui aussi, dénoncé le caractère non-islamique du nouveau code de lois[1061]. Cette série de mesures contre les chefs de l'opposition se produit dans un contexte de chaos. Au Sud-Soudan, le conflit est relancé dès le début de l'année 1983 et s'aggrave dans le sillage de l'application de la "Charia".

En mars-avril 1985, le régime de Nimeyri tombe sous les coups d'un soulèvement populaire dans les rues de Khartoum[1062]. La colère de la rue est aussi bien dirigée contre Nimeyri que contre Tourabi. Cependant, ce dernier est bien servi par le destin, car il est en prison au moment du mouvement insurrectionnel, accusé par Nimeyri de comploter contre le gouvernement[1063], et il s'empresse de dénoncer le code de lois dont il est le principal instigateur[1064].

Ces revirements, fréquents chez les islamistes soudanais, sont l'illustration du pragmatisme que l'idéologue et le doctrinaire Tourabi a pris soin de conceptualiser dans son ouvrage "fiqh al-daroura" ou "la jurisprudence de la nécessité". Il justifie

---

[1057] *ibid.*
[1058] H. I. Ali, *op. cité*, p.18
[1059] *ibid.*, p.17
[1060] M. B. Hamid, *op. cité*, p.218
[1061] H. I. Ali, *op. cité*, p.18
[1062] M. B. Hamid, *op. cité*, p.218
[1063] TransState Islam, *Leaders..., op. cité*, p.20
[1064] H. I. Ali, *op. cité*, p.17

pratiquement les contradictions entre la doctrine et la réalité en plaidant pour l'adaptation aux cas de nécessité, ce qui revient bien souvent à rendre licite l'illicite. C'est cette souplesse doctrinale qui permet à Tourabi de coopérer activement avec le régime de Nimeyri et d'agir de l'intérieur pour promouvoir un code de lois soit disant islamiques, c'est encore cette souplesse et ce pragmatisme qui autorisent la mouvance islamiste à participer en 1986 aux élections parlementaires après avoir désavoué le code de loi de Septembre 1983.

Tourabi forme un nouveau parti, le Front national islamique, qui remporte 51 sièges à l'Assemblée nationale, devenant la troisième force politique du pays après les deux partis traditionnels et confrériques, le parti Oumma et le Parti unioniste démocratique (PUD)[1065]. A noter que les partis politiques du Sud-Soudan refusent de participer aux élections[1066] et que Tourabi n'est pas élu[1067].

1.2.1. *1986-1989, de la démocratie à la dictature militaro-islamiste*

Cette période qui commence par le renversement du régime de Nimeyri, se poursuit avec les élections de 1986 et la formation d'un gouvernement de coalition, dirigé par le Premier ministre Sadiq al-Mahdi, prend fin avec le coup d'Etat du brigadier Omar Hassan al-Bachir, en juin 1989.

Tourabi, secrétaire général du FNI, prend la tête de l'opposition à l'extérieur du Parlement, après les élections de 1986, tandis que Ali Othman Mohammad Taha, Assistant secrétaire général du FNI, dirige l'opposition au gouvernement au sein du Parlement. Ce dernier, déjà élu en 1977 à la faveur du mouvement de réconciliation nationale, est issu du mouvement islamiste de l'université de Khartoum où il fait ses études de droit et s'illustre au début des années 1970 par l'organisation de manifestations étudiantes contre le régime de Nimeyri[1068]. Il est aujourd'hui l'un des piliers du régime militaro-islamiste du Général Bachir et l'un des prétendants à la relève de Tourabi.

[1065] *ibid.*, p.18
[1066] M. B. Hamid, *op. cité*, p.218
[1067] TransState Islam, *Parties and Institutions : Sudan's National Islamic Front, from the brotherhood to the front*, Fall 1995, Volume One, Number three (pp.28-31), p.30
[1068] TransState Islam, *Parties..., op. cité*, p.30

En 1988, le FNI participe au gouvernement par le biais de Tourabi qui est nommé ministre des affaires étangères. Tout en étant impliqué dans la gestion des affaires politiques, le FNI mène une campagne ininterrompue dans les journaux contre ses partenaires au pouvoir. Les islamistes attaquent la démocratie et demandent l'application de la charia[1069]. En juin 1989, un putch militaire met fin à la troisième période de démocratie au Soudan et fait place à un régime militaro-islamiste conduit par une direction bifide, Al-Bachir le militaire et Tourabi l'idéologue.

Le degré d'implication des islamistes dans le coup d'Etat semble donc être très élevé, si l'on en croit les informations à notre disposition. Pour H. I. Ali, "la force politique (le FNI) qui a soutenu et planifié le coup d'Etat est un parti bien organisé, disposant de moyens importants, qui a infiltré les syndicats, les organisations professionnelles et autres institutions de la société civile"[1070]. L'infiltration ou l'entrisme des islamistes ne s'est pas limité aux institutions et organisations sus-mentionnées. Selon TransState Islam, depuis les années 1950 et 1960, les membres de la mouvance islamiste cherchent à se positionner dans les appareils de l'Etat, notamment l'armée et les services de sécurité[1071]. Voilà qui éclaire l'assertion de M. B. Hamid qui affirme que le putch est le fait de "l'aile militaire du FNI"[1072]. Les autres éléments qui peuvent expliquer l'association des militaires avec les islamistes sont le dégré élevé d'organisation du FNI, un militantisme qui remonte à quelque quatre décennies, ainsi que l'importance des moyens dont disposent les islamistes. A cet égard, le développement, dans la deuxième moitié des années 1970, de la finance islamique au Soudan indique l'une des sources du financement. Par ailleurs, le fait que Tourabi dispose d'un bureau dans l'enceinte de la banque islamique Fayçal[1073] et qu'il participe à la création, en 1981, de la banque saoudienne Dar al-Mal al-Islami, laquelle appartient à l'un des descendants du roi Fayçal, précise la qualité des relations du FNI avec les grandes familles saoudiennes, pourvoyeuses de fonds des mouvements islamistes à travers le monde.

[1069] H. I. Ali, *op. cité*, p.18
[1070] H. I. Ali, *op. cité*, p.19
[1071] TransState Islam, *Parties..., op. cité*, p.29
[1072] M. B. Hamid, *op. cité*, p.220

2. Les instruments de l'hégémonie islamiste au Soudan

Sous la houlette de Tourabi, les islamistes ont préparé avec patience leur accession au pouvoir. Ils se sont dotés des moyens d'y parvenir en se positionnant aux commandes des appareils de l'Etat et des institutions de la société civile, en profitant de la politique économique libérale, l'infitah, décidée par Nimeyri dans la deuxième moitié des années 1970, laquelle a permis de faire aboutir dans le pays les canaux de la finance islamique. Cette dernière, symptomatique de l'action des mouvements islamistes, facilite en retour leur développement ainsi que celui du secteur humanitaire, bras opérationel de la propagande islamiste. On montrera que les islamistes tiennent les postes de décisions dans ces deux secteurs de la finance et de l'humanitaire.

2.1. *Le secteur de la finance islamique au Soudan*

Le secteur de la finance islamique doit son développement au Soudan à un ensemble de facteurs, politique, économique et sociologique, aux niveaux national et international.

Au niveau national, la rupture entre le régime de Nimeyri et les communistes soudanais, dramatiquement concrétisée par l'exécution de quatorze leaders du PCS[1074], l'échec de l'expérience d'économie dirigée avec le plan quinquénal de 1971-1976[1075], la volonté de Nimeyri de mettre fin à la destabilisation entretenue par l'opposition soudanaise, basée à Londres et soutenue par le régime du colonel Qadhafi[1076], sont à l'origine du volte-face de Nimeyri et de l'opposition soudanaise au régime. L'année 1977 est marquée par l'initiative de réconciliation nationale, présentée plus haut, et l'adoption d'une politique économique libérale, l'infitah, vouée à susciter l'investissement étranger dans le pays. Cette nouvelle ligne politique économique se concrétise par l'installation d'institutions financières dites islamiques, dont les principaux parrains viennent de la péninsule arabique.

Au niveau international, ce sont les conséquences de la première crise pétrolière de 1973-1974 qui permettent la création de ce secteur financier islamique, tandis que le

---

[1073] TransState Islam, *Leaders..., op. cité*, p.20
[1074] M. B. Hamid, *op. cité*, p.217
[1075] E. Ahmed, *op. cité*, p.43
[1076] TransState, *Leaders..., op. cité*, p.19

sommet de l'Organisation de la Conférence islamique, réunie à Lahore en 1974, officialise la volonté des pays musulmans de mettre sur pied une économie islamique. Enfin, l'opposition en exil, entre 1969 et 1977, jette les bases d'un réseau d'influence auprès des investisseurs de la région. En effet, des contacts se réactualisent avec des militants soudanais des années 1960 qui ont émigré à la recherche d'un travail mieux rémunéré et qui occupent alors des postes à responsabilités dans des entreprises et des administrations du Proche et du Moyen-Orient. Ils serviront d'intermédiaires auprès des hommes d'affaires et des Etats susceptibles d'investir au Soudan.

2.1.1. *Les principales institutions de la finance islamique au Soudan*

La Banque islamique Fayçal (BIF) est la première banque commerciale islamique à s'installer au Soudan en 1978. Fondée avec un capital de départ de 6 millions de livres soudanaises, qui atteint rapidement les 40 millions, celui-ci se répartit comme suit : 40% de ses actions reviennent à des Soudanais, 40% à des Saoudiens et les 20% restants à des musulmans non soudanais. Un an après sa création, la BIF réalise un bénéfice net d'un million de livres soudanaises et, en 1982, ce chiffre atteint 21 millions. En 1981, son capital commercial représente 30% de celui du marché et elle détient, à elle seule, 15% des dépôts bancaires[1077].

Notons que le principal actionnaire de la BIF n'est autre que le fondateur de la banque Dar al-Mal al-Islami, Mohammed b. Fayçal b. Saoud, dont H. al-Tourabi est un ami personnel [1078], fils de feu le roi Fayçal b. Saoud d'Arabie Saoudite et frère de Turki b. Fayçal, chef des services de renseignement saoudiens. H. al-Tourabi participe à la création, en 1981, de la Dar al-Mal al-Islami et dirige pendant un temps son bureau de contrôle religieux[1079]. Or, cette dernière institution est aussi la principale actionnaire de la banque Al-Taqwa de la branche internationale des Frères musulmans. On a ici une illustration de ce réseau financier islamique international qui allie les Frères musulmans et les Saoudiens.

Le secteur bancaire soudanais ne se limite pas à la seule BIF, il s'est étoffé avec la création de la banque islamique El Tadamoun, en 1983, au capital de 20 millions de

[1077] Einas Ahmed, *op. cité*, p. 41
[1078] J. Bellion-Jourdan, *op. cité*, p.63
[1079] R. Labévière, *op. cité*, p.90

dollars ; et de la banque Dalla al-Baraka créée, en 1983, à l'instigation du roi Fahd, par Saleh Kamel son beau-frère. En 1988, le Soudan compte déjà sept banques islamiques.

Le phénomène s'est également étendu au domaine de l'investissement. La société islamique d'investissement, la plus importante à Khartoum, est la Société islamique de développement, créée en 1983 avec un capital théorique d'un milliard de dollars. Les Saoudiens doivent fournir 60% du capital initial et les Soudanais 40%. Parmi les actionnaires on trouve la BIF, la Banque El Tadamoun, et des hommes d'affaires du Golfe. Cette société intervient dans l'immobilier, l'agroalimentaire, l'assurance et le commerce.

Certaines banques islamiques créent leur propre société islamique d'investissement. Ainsi, la BIF fonde la Société islamique de développement immobilier, la Société islamique d'assurance et la Société islamique d'investissement. El Tadamoun crée trois sociétés dans les domaines du commerce, des services et de l'immobilier[1080].

Ce dynamisme du secteur financier est dû à plusieurs facteurs convergents : jusqu'en 1985, 60% des bénéfices sont exonérés d'impôt ainsi que tous les avoirs et les salaires des employés[1081]. Voilà, qui permet aux banques et sociétés d'investissement islamiques de proposer des rendements plus qu'attractifs[1082] ; les expatriés soudanais, dont le nombre travaillant dans les pays du Golfe est estimé à plus d'un million, y placent massivement leur épargne[1083] ; la part prépondérante de l'investissement spéculatif financier et immobilier, au détriment de l'investissement à long terme, permet de dégager rapidement des gains importants[1084] ; enfin, la présence d'établissements aussi prestigieux que la BIF ou El-Tadamoun attire les investisseurs et facilite la formation de joint-ventures[1085].

Le développement du secteur financier islamique et la diversification de ses activités constituent un relais efficace pour les islamistes qui se dotent ce faisant de leviers de pouvoir économique importants. C'est une véritable intégration des outils

---

[1080] Einas Ahmed, *op. cité*, p.41
[1081] *ibid.*, p.42
[1082] Michel Galloux, *finance islamique et pouvoir politique*, *le cas de l'Egypte moderne*, éd. PUF, juin 1997, p.66, nous indique que les rendements des sociétés islamiques de placements de fonds pouvaient atteindre, dans les premières années de leur création, jusqu'à 25%
[1083] Trans State Islam, *Parties..., op. cité*, p.29
[1084] Einas Ahmed, *op. cité*, p.48
[1085] R. Labévière, *op. cité*, p.89

économiques dans la stratégie politique qui est recherchée, les acteurs économiques étant étroitement liés aux acteurs politiques.

2.1.2. *Symbiose de la finance islamique et de l'islamisme au Soudan, et ses conséquences*

La majorité des membres du conseil d'administration de la BIF et d'El Tadamoun sont membres du FNI et la plupart des banques islamiques et des sociétés islamiques d'investissement du pays sont contrôlées par les islamistes.

Les membres des instances dirigeantes de ces institutions ont souvent un passé politique militant, se sont côtoyées sur les bancs de l'université de Khartoum et ont été des membres actifs du courant islamiste de l'Union des étudiants. A titre d'exemple, le premier directeur de la BIF, Al-Charif al-Khatem, est le beau frère de l'ancien secrétaire général des Frères soudanais, et c'est Abd al-Rahim al-Hamdi, ministre de l'économie et des finances du régime islamiste, qui lui succède. La banque El-Tadamoun est dirigée depuis sa création par une éminente figure de l'islamisme, Salah Abu al-Naja. Quant à la Société islamique de développement, c'est Mounir al-Hakim, un membre du bureau politique du FNI, qui en assume la direction[1086].

Grâce au contrôle des institutions bancaires et d'investissement, le FNI se lance à la conquête des secteurs de la finance et du commerce : l'objectif est l'émergence d'une bourgeoisie financière et commerciale islamiste au détriment de la bourgeoisie traditionnelle. Pour ce faire, les banques et les sociétés d'investissement dites islamiques octroient de manière préférentielle des facilités financières à leur clientèle ; et l'Etat procède à une politique de discrimination qui comprend la double imposition, les impôts classiques et l'impôt islamique, la zakat, le refus de délivrer des licences d'import/export, voire la confiscation des biens au profit des organisations rattachées au parti[1087].

Cette politique volontariste de recomposition d'une bourgeoisie financière et commerciale s'applique aussi à intégrer ceux qui n'ont pas les moyens matériels d'accéder à ce statut. Ainsi, le FNI confie-t-il des capitaux à gérer et à faire fructifier aux

[1086] Einas Ahmed, *op. cité*, p.47
[1087] *ibid.*, p.45-46

plus doués de ses adhérents pour le plus grand bien du groupe. Entrer au FNI n'est plus, dès lors, seulement un choix politique mais aussi, et peut-être avant tout, un choix pragmatique et intéressé qui permet aux jeunes diplômés dépourvus de l'entourage social nécessaire pour se lancer dans les affaires d'envisager une carrière[1088].

La stratégie mise au point par les islamistes de Tourabi prévoit un juste retour de la richesse ainsi facilitée dans les caisses du parti. Pour la seule année 1985, les fonds versés au mouvement sont de 90 millions de dollars, dont une partie importante provient des expatriés sympathisants dans le Golfe[1089], lesquels obtiennent souvent leur position grâce au réseau islamiste[1090]. Ces derniers contribuent de multiples manières au développement de l'islamisme : au niveau économique en plaçant leur épargne dans les banques ; au niveau politique en versant une aide au parti ; et indirectement aux niveaux social et humanitaire lorsque la banque verse la zakat aux ONG liées à la mouvance islamiste.

Les ONG islamiques soudanaises sont un élément fondamental de la stratégie du FNI sur le terrain, en particulier en milieu rural. Grâce au travail des associations et organisations sociales et caritatives, le prosélytisme se pare des habits de l'aide humanitaire.

2.2. *DI et IARA, deux géants de l'humanitaire islamique soudanais*

Le travail caritatif des ONG islamiques soudanaises sert une stratégie d'arabisation et d'islamisation des populations noires africaines, laquelle s'inscrit dans une tradition séculaire de prosélytisme arabo-islamique et traduit, d'après Abdel-Rahman Ghandour, la perception selon laquelle "le Soudan considère l'Afrique comme son jardin"[1091]. De fait, le premier objectif de l'ONG islamique soudanaise Daawa islamiyya est la propagation de l'Islam en Afrique par le biais de l'enseignement. Celle-ci, qui voit le jour en 1980, dans le contexte de l'initiative de réconciliation nationale lancée par Nimeyri, dont on a dit qu'elle profite particulièrement aux islamistes, bénéficie de soutiens multiples. Non seulement Daawa islamiyya (DI) bénéficie de la zakat des

---

[1088] R. Marchal, *Eléments d'une sociologie du Front national islamique soudanais*, Les Etudes du Ceri, 5 septembre 1995, p. 19
[1089] E. Ahmed, *op. cité*, p.46
[1090] TransState Islam, *Parties..., op. cité*, p.29

banques islamiques, dont la première est la BIF, mais aussi du soutien de Mohammad al-Fayçal, fondateur de la BIF, ainsi que de la Ligue islamique mondiale, fondée en 1962 à l'instigation du roi Fayçal, et de la Jamiat al-daawa al-islamiyya lybienne.

DI est un organe composite auquel sont rattachés administrativement, mais indépendants financièrement, un Conseil africain pour l'enseignement privé, un Centre pour la production d'information, un Centre de recherche et de préparation à la daawa et une entreprise privée, la Fondation de bienfaisance Dan Fodio pour le commerce et l'entreprise[1092].

Dès 1981, DI s'est dotée d'un bras humanitaire, l'Islamic African Relief Agency (IARA). Alors que le public auquel s'intéresse DI est principalement constitué de jeunes et d'étudiants, IARA permet d'élargir le spectre des populations et de compléter la stratégie d'islamisation et de réislamisation. En effet, on conçoit facilement que l'action humanitaire constitue un geste concret plus attrayant que l'apprentissage de la religion. Le rôle dévolu à IARA et à toute organisation humanitaire rattachée à DI, qui consiste à développer des programmes d'aides et d'approvisionnement au service de la daawa de l'organisation de tutelle[1093], se révèle particulièrement pertinent, si l'on en croit l'une des lettres mensuelles de DI adressée aux donateurs et signalée par Abdel-Rahman Ghandour : "Le soutien continu et les dons substantiels que nous avons reçus des gens de bienfaisance aux Emirats Arabes Unis (...) ont permis de soulager les souffrances de beaucoup de musulmans et ont entraîné des milliers d'africains à se convertir à l'islam"[1094].

C'est ce couplage entre action humanitaire et propagation de l'Islam qui pousse IARA à se séparer de DI, dans la deuxième moitié des années 1980[1095] ou au début des années 1990[1096], selon les sources. L'objectif est d'apparaître comme un acteur de l'humanitaire, au même titre que les grandes ONG occidentales, exempt de toute activité prosélyte afin de percevoir les aides des institutions internationales non-musulmanes. On peut légitimement interroger la sincérité de la démarche. Toujours est-

---

[1091] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.278
[1092] J. Bellion-Jourdan, *op. cité*, p.62-63
[1093] *ibid.*, p.62
[1094] Al-Rissalat, bulletin mensuel d'al-Dawa al-Islamiya dans le Golfe, 1994, cité par Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, 219
[1095] J. Bellion-Jourdan, *op. cité*, p.62

il que la section britannique de IARA apparaît désormais sous le sigle ISRA pour Islamic Relief Agency. Tandis que la section américaine tout en conservant le sigle IARA s'est rebaptisée Islamic American Relief Agency[1097]. Cette stratégie de IARA/ISRA semble avoir fonctionné puisqu'elle fait partie du Conseil international des agences volontaires (ICVA) à Genève et siège en qualité de membre consultatif du Conseil économique et social des Nations unies.

DI, quant à elle, de par son activité de propagande islamique, a plutôt tendance à aller chercher la reconnaissance auprès des instances représentatives d'un certain activisme islamique telle que le Conseil islamique international pour la Daawa et le Secours[1098]. Notons que le président de DI, Abd al-Rahman Sewar al-Dhahab, est aussi vice-président de cette dernière instance internationale[1099].

Afin de remédier à son divorce avec IARA, DI se dote en 1992 d'un nouveau bras humanitaire en créant deux ONG consacrées à la santé et à l'aide d'urgence. C'est principalement à sa filiale santé, l'African Society for Mother and Child Care, ASMCC, que revient la tâche d'associer la daawa à l'action humanitaire et cible en particulier, par le biais de programmes de soins de santé primaire, les mères veuves avec enfants et les orphelins. L'ONG parraine ainsi 10 000 enfants, s'occupe d'un millier de familles éclatées, assure l'enseignement de 50 000 élèves et donne une formation pré et post-natale à 150 000 mères. De façon quasi systématique, ASMCC construit une mosquée à proximité de ses écoles ou dans ses orphelinats[1100].

Ce travail de propagande, associé à l'action caritative et social, est le propre des ONG islamiques dont la stratégie est dictée par la formation politique mère, en l'occurence le FNI.

2.2.1. *Des liens entre le FNI et les ONG soudanaises*

Les liens qui existent entre le FNI et les ONG sus-mentionnées sont multiples. Dans un premier temps, ils concernent les personnes et le mode de financement, ainsi

---

[1096] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.284
[1097] *ibid.*, p.285
[1098] J. Bellion-Jourdan, *op. cité*, p.73
[1099] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.238
[1100] *ibid.*, p.285

que la politique caritatve au Sud-Soudan, dans un deuxième temps, elles peuvent servir de relais diplomatique au régime de Khartoum au niveau international.

Sewar al-Dhahab, président du Conseil militaire transitoire de 1985 à 1986, et Jazuli Daafallah, Premier ministre de l'époque, auraient obtenu respectivement la présidence de DI et de IARA, en échange de ne pas abroger les lois islamiques de septembre 1983[1101]. Notons que Hassan al-Tourabi aurait, selon un service de renseignement européen, la haute main sur DI et que Ibrahim Senoussi, proche de Tourabi et membre influent du FNI, serait responsable du département arabe de cette ONG, tandis que Ali Osman Mohammad Taha, n°2 du FNI et véritable premier ministre du régime de Bechir, est membre du directoire de IARA[1102]. On infère de cette organigramme que la politique humanitaire de ces ONG est, sinon décidée, du moins en adéquation avec celle du FNI.

En terme de politique intérieure, c'est le Sud-Soudan qui retient l'attention et monopolise les efforts. Avant l'arrivée au pouvoir des islamistes, les activités des ONG au Sud-Soudan vont dans la sens de la promotion des populations musulmanes et de la proposition d'une alternative islamique dans les activités caritatives auprès des populations non musulmanes. Les ONG, en particulier DI et IARA, peuvent même servir à financer une activité politique[1103]. Après l'accession au pouvoir du FNI, ces ONG font parties de l'arsenal déployé dans la guerre contre le Sud.

En matière économique et de financement, on a vu comme le secteur bancaire islamique favorise la clientèle de sensibilité politique islamiste. En ce qui concerne les ONG, il en est de même. Ainsi, les statuts de DI lui confèrent-ils le droit de créer des sociétés commerciales et d’investissement totalement défiscalisées. De cette manière, elle dispose d’un avantage certain sur les sociétés ordinaires qui n'ont pas les moyens de rivaliser. L'intérêt ou usure étant défendu en islam c'est vers l'investissement industriel et entreprenarial que l'ONG s'oriente. Les oléoducs, du Sud au Nord et à l'Est, sont exploités par l'entreprise Salka, une filiale de DI. Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, c’est la Fondation de Bienfaisance Dan Fodio qui fait la loi. Celle-ci jouit d'un statut mixte autorisant les bénéfices lesquels sont reversés à DI.

[1101] J. Bellion-Jourdan, *op. cité*, p.67
[1102] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.105
[1103] *ibid.*, p.68

Le gouvernement souhaite-t-il développer un projet agricole et immobilier à la place du camp de Djebel Aulia, au sud de Khartoum ? DI déplace les réfugiés qui s'y trouvent, l'histoire ne dit pas ce qu'il adviendra d'eux, tandis que les terrains appartiennent à la société Sundos, partenaire du projet. Or, il se trouve que cette société est présidée par Jaafar al-Ghafir, membre du conseil d'administration de DI et l'un de ses plus hauts responsables. Le matériel sera fourni par la société Sinin, propriétée de DI, parce qu'elle est, si ce n'est la plus compétente, officiellement la moins chère. Quoi de plus normal, l'ensemble du groupe DI est exempté d'impôts[1104]. Le système est bien verrouillé.

En matière de politique internationale, les ONG islamiques soudanaises peuvent servir de relais diplomatique pour le régime. Ainsi, DI intervient-elle comme médiateur politique dans des conflits inter-musulmans en Somalie, dans la crise entre le Sénégal et la Mauritanie, ainsi qu'en Afghanistan. L'organisation, vouée à la défense et à la propagation de l'Islam en tant que religion et doctrine politico-sociale, finance aussi un tribunal islamique en Ethiopie, dont la population est à 50% musulmane[1105].

L'accession au pouvoir des islamistes, en juin 1989, renforce cette dynamique de coopération étroite dans tous les domaines. Les conséquences de ces changements ne se font réellement sentir qu'après la deuxième guerre du Golfe, lorsque le Soudan devient l'épicentre de la mouvance islamiste internationale.

3. Le tournant du 30 juin 1989 ou la volonté expansionniste des islamistes soudanais

Le coup d'Etat militaire au Soudan, qui met fin au gouvernement démocratiquement élu de Sadiq al-Mahdi, place au pouvoir un régime militaro-islamiste. Cet évènement se situe dans le contexte d'un Islam triomphant de l'Armée Rouge en Afghanistan.

Les islamistes soudanais déjà bien installés aux commandes de l'appareil de l'Etat en ont à présent un contrôle total. On a vu par ailleurs comment ils se servent des banques et des ONG islamiques pour augmenter leur emprise sur la société.

[1104] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p. 288

[1105] *ibid.*, p. 286

La deuxième guerre du Golfe et l'intervention occidentale fournissent à Tourabi et à ses affidés l'occasion de réaliser leurs ambitions : donner au Soudan une dimension internationale en en faisant un foyer de propagande de l'islamisme. Tourabi opportuniste se place en leader mondial de la réaction arabe et musulmane à l' "Occident de plus en plus arrogant et méprisant envers l'Islam..." et crée la CPAI, un forum de rencontre et de coordination des organisations islamistes d'Asie, du Proche et Moyen-Orient, d'Afrique et d'Europe. Le positionnement du Soudan sur la question de l'intervention occidentale est perçue comme une trahison de la part du Koweït et de l'Arabie-Saoudite qui cessent de lui fournir une aide économique. Si l'Etat soudanais est particulièrement touché, les ONG ne le sont pas moins qui cherchent des financements alternatifs.

Contrôlant l'appareil d'Etat et un vaste territoire, les islamistes soudanais font de leur pays une base de repli pour les combattants arabes--afghans, ainsi qu'une base logistique et de redéploiement pour une stratégie agressive d'expansion de l'islam politique aussi bien au niveau national qu'international. Les ONG islamiques soudanaises jouent un rôle central dans ce vaste mouvement de conquête. La CPAI quant à elle devient un forum de coordination des actions de la mouvance islamiste. La combinaison de ces divers instruments, appareils d'Etat, ONG et CPAI permet d'atteindre une certaine efficacité, laquelle procure au Soudan, ses heures de gloire, tout au long des années 1990.

3.1. *La Conférence populaire arabe et islamique*

Le projet d'une Conférence arabo-islamique naît lors du Congrès du FNI en 1988. Les conditions du moment ne lui permettent pas d'aboutir. Après leurs accession au pouvoir, les islamistes du FNI, installés aux commandes de l'Etat et servis par la conjoncture internationale, peuvent réunir un nombre jamais vu d'organisations islamistes et nationalistes, opposées aux régimes arabes en place et à l'hégémonie du monde occidental. Ainsi, au lendemain de la deuxième guerre du Golfe, du 25 au 28 avril 1991, une cinquantaine de délégations se retrouvent à Khartoum. Sont présents les représentant du FIS algériens, du mouvement An-Nahdha tunisien, des Gamaa islamiyya égyptiennes, des Frères musulmans égyptiens, jordaniens, libanais, syriens et yéménites, le chef du Hizb-i-islami afghan, Gulbuddine Hekmatyar, et des délégations

marocaine, bosniaque ou pakistanaise. Le talent de rassembleur du "pape" de l'islamisme, Hassan al-Tourabi, est tel qu'on peut voir Yasser Arafat siéger aux côtés des représentants du Hamas[1106]. Le thème de la Conférence est la lutte contre l'hégémonie occidentale ; l'Occident est stigmatisé et décrit comme malade, il est l'incarnation de la « force matérielle absolue et tyrannique ». Le monde musulman quant à lui est loué et présenté comme « (…) la conscience du monde » ; prisonnier de l'Occident, sa « libération conditionne la liberté du monde »[1107].

Tourabi incarne si bien le nouveau souffle de l'islamisme mondial qu'il est élu par acclamation secrétaire général de la nouvelle institution, laquelle prend ses quartiers à Khartoum. Un de ses proches, Ibrahim Senoussi, est désigné secrétaire général adjoint de la CPAI. La structure de la nouvelle organisation comprend un conseil permanent de cinquante membres, censé se réunir tous les trois ans, et un secrétariat général de 15 responsables chargés de la mise en oeuvre des objectifs arrêtés par le conseil. La CPAI est définie par Tourabi comme "la première manifestation de ressaisissement après la crise du Golfe..." ajoutant qu'elle n'est pas un "cénacle pour les débats théoriques limités. Mais (qu'elle incarne) la détermination à défier l'Occident tyrannique"[1108].

Grâce à cet initiative fédératrice le Soudan se met en position de capter des financements venant de riches commerçants islamistes, des institutions islamiques, via la zakat, et d'Etats qui sympathisent avec le projet civilisationnel des islamistes soudanais, comme l'Iran. Ces nouvelles ressources sont particulièrement bienvenues depuis que la position du Soudan sur la deuxième guerre du Golfe a tari les financements officiels venant d'Arabie Saoudite et du Koweït. Assumer le leadership de l'islamisme mondial, notent R. Marchal et O. Osman, comporte aussi certaines tâches, dont la plus voyante et celle qui portera le plus à conséquence pour l'avenir du pays tout entier, est l'hospitalité accordée à des groupes terroristes et à des personnalités incarnant l'activisme islamiste. Ainsi, le Soudan se fait-il le refuge du cheikh Omar Abd al-Rahman, Guide spirituel des Gamaa islamiyya égyptiennes, lequel délivre la fatwa

[1106] F. Burgat, *La Conférence populaire arabe et islamique, Khartoum du 30 mars au 2 avril 1995 in*, Monde arabe Maghreb-Machrek, n°148, avril juin 1995, éd. La documentation française, p.89
[1107] R. Labévière, *op. cité*, p.86
[1108] *ibid.*, p.85-86

légitimant l'assassinat de Sadate en octobre 1981 ; d'Oussama b. Laden, chef des Afghans-arabes ; ou encore de Carlos[1109].

3.1.1. *Le Soudan ou la nouvelle plateforme de l'expansion islamiste*

Oussama b. Laden est en relation avec Hassan al-Tourabi depuis 1990, date à partir de laquelle il adhère au FNI[1110]. Dans le sillage du retrait de l'Armée-Rouge d'Afghanistan et en accord, voire en collaboration avec les services de renseignement américains et saoudiens, s'opère le repli des Afghans-arabes d'Oussama vers le Soudan, avec l'aide de son fidèle lieutenant soudanais, Al-Taher. Début 1992, B. Laden s'installe à Omdurman dans la banlieue de Khartoum avec ses combattants Afghans-arabes et ouvre des camps d'entraînement autour de Khartoum[1111]. Certains de ces combattants iront soutenir Hekmatyar après la chute du régime communiste de Najibullah en avril 1992, d'autres rentreront dans leurs pays respectifs soutenir, voire créer, des groupes activistes armés nationaux, enfin, un troisième groupe viendra grossir les rangs des milices populaires de Hassan al-Tourabi, lesquels ont pour mission de contrôler, par la terreur le plus souvent, la population soudanaise. Le Sud-Soudan connaîtra la morsure de ces miliciens, tout comme les habitants du Darfour.

La mission d'Oussama b. Laden au Soudan consiste à développer une filière d'achat et de livraison d'armes à destination des milices de Goulbouddine Hekmatyar. Au préalable, les deux hommes ont mis en place une filière d'opium, Hekmatyar contrôlant la province du Helmand, "le grenier à pavot" de l'Afghanistan. Les flux financiers ainsi générés permettent de se lancer dans une politique de grands chantiers d'infrastructures au Soudan et même de créer, en collaboration avec les trésoriers du FNI, une banque islamique, la banque Al-Chamal[1112]. Les ONG islamistes soudanaises, en particulier, bénéficient de ces flux financiers générés par l'argent de la drogue et le trafic d'armes. Spécialisées dans l'import/export grâce aux exemptions fiscales

[1109] R. Marchal et O. Osman, *Les ambitions internationales du Soudan islamiste*, in Le Soudan, l'échec..., op. cité, p.77
[1110] R. Labévière, *op. cité*, p.109
[1111] *ibid.*, p.110
[1112] R. Labévière, *op. Cité*, p.110

accordées par l'Etat soudanais[1113], elles sont les canaux idéals du blanchiment de l'argent sale résultant des profits de la commercialisation de l'opium et du trafic d'armes à destination de l'Afghanistan, de la Somalie et du Yémen[1114]. Dans ce dernier pays, où il est lié au chef tribal Al-Ahmar, par ailleurs chef des Frères musulmans Yéménites, Oussama b. Laden contrôle les principales routes du qat[1115], une drogue douce qui est consommée rituellement chaque après-midi, en Arabie Heureuse ainsi que dans la Corne de l'Afrique, en Ethiopie, Somalie et Djibouti.

L'inflation vertigineuse des trafics, du nombre d'islamistes activistes opérationnels et d'idéologues de premier ordre au Soudan, inquiète les observateurs de tous horizons. Mis à part la conjoncture internationale, c'est bien l'ambition de l'élite islamiste soudanaise et leur projet civilisationnel qui créent les conditions décrites plus haut. Les premiers à en faire les frais seront bien sûr les soudanais du sud du pays.

3.2. *La relance de l'offensive au Sud-Soudan*

La tenue d'une conférence internationale réunissant les principales organisations islamistes du monde musulman est de nature à relancer les ambitions du Nord-Soudan sur le Sud du pays en rébellion récurrente contre le pouvoir de Khartoum depuis l'indépendance en 1956. Depuis 1983 et la proclamation des lois dites islamiques, les forces armées régulières soudanaises sont confrontées à l'opposition armée des partisans de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) de John Garang. Le rôle de leadership de l'islamisme soudanais et la nouvelle dignité qui en résulte, nécessitent qu'on les défende face à cette rébellion qui est perçu comme le front intérieur de la guerre de l'Occident contre l'Islam. Ce thème de la croisade, que l'on a rencontré précédemment, est utilisé par Hassan al-Tourabi lui-même lors d'un discours au Koweït en mars 1991. Ainsi, il affirme qu'il ne sera pas permis à la "croisade internationale (...) (de) s'opposer aux plans de la Révolution islamique dans le Sud qui verra, vers la fin 1991, l'écrasement de la rébellion"[1116].

[1113] Abdel-Rahman Ghandour signale que les exemptions fiscales accordées par certaines banques ou Etats sont faites pour permettre aux ONG de brasser des fonds plus importants issus des trafics de drogue ou d'armes, *op. cité*, p.200
[1114] R. Labévière, *op. cité*, p.90
[1115] *ibid.*, p.18
[1116] J. Bellion-Jourdan, *op. cité*, p.69

Le régime de Khartoum se lance donc franchement dans la bataille contre les rebelles du Sud. Il est aidé en cela par l'aide financière et militaire apportée par l'Iran qui entend de cette manière se faire une place en Afrique où elle est absente. Ainsi, en décembre 1991, Hachemi Rafsandjani fait une visite très remarquée à Khartoum. Outre une aide financière aux mouvements islamistes, les deux pays signent différents protocoles d'accords économiques et l'Iran fournit pour 300 millions de $ d'armes chinoises nécessaires à la plus grande offensive au Sud-Soudan depuis 1983[1117]. De fait, l'offensive remporte un franc succès et les victoires se multiplient entre 1992 et 1995. Notons que l'Ethiopie joue un rôle important puisque non seulement des milices éthiopiennes se joignent aux forces nord-soudanaises mais elle expulse l'APLS de son territoire qui lui sert de base arrière[1118]. En outre, le régime de Khartoum mobilise au nom du jihad ses ONG qui prennent une part active à l'offensive.

3.2.1. *Le rôle des ONG dans le conflit du Sud-Soudan*

Depuis l'Afghanistan, l'action humanitaire est considérée comme une des modalités possibles du jihad ; DI et les ONG islamiques sont bientôt accusées d'aider le gouvernement dans sa guerre contre le Sud en rébellion "par tous les moyens : combat, sécurité, information"[1119]. Le montant des budgets de DI et IARA, au titre de leur action au Soudan, pour l'année 1995, respectivement 6 millions et 2 millions de dollars[1120], et le fait que DI entretient une vingtaine de missions dans le Sud du pays[1121], traduisent en parti l'importance de leur implication dans cette guerre fratricide.

En outre, on a vu comme l'ASMCC se focalise sur les populations les plus vulnérables, notamment les veuves avec des enfants et les orphelins. Cet intérêt porté en particulier aux orphelins, fort louable en valeur absolue, prend une toute autre coloration à la lumière des accusations proférées par Human Rights Watch. Cette organisation pour les droits de l'homme dénonce les abus de l'ONG dans sa mission de prise en charge des enfants des rues de Khartoum. HRW accuse DI d'envoyer sur le

[1117] R. Marchal et O. Osman, *op. cité*, p.81
[1118] *ibid.*, p.85
[1119] Sadiq al-Mahdi, cité par J. Bellion-Jourdan, *op. cité*, p.71
[1120] J. Bellion-Jourdan, *op. cité*, p.61, à titre de comparaison le montant du budget de CARE en 1995 pour le Soudan s'élevait à 3.5 millions de dollars et celui d'OXFAM-UK à 3 millions.
[1121] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.286

front du Sud ces enfants et de les enrôler clandestinement dans l'armée régulière soudanaise[1122]. La coopération entre le régime et les ONG est complétée par le développement des activités de ces organisations dans les zones reprises par l'armée gouvernementale, permettant ainsi le retour des populations civiles et éventuellement leur islamisation[1123].

3.3. *Le Soudan, refuge, facilitateur et plateforme de l'activisme islamiste à l'échelle internationale*

Le Soudan fournit une aide multiforme aux activistes islamistes de tous les horizons, en fonction de leurs besoins et en fonction des ambitions propres de l'élite soudanaise. Toutes les ressources de l'Etat-FNI sont mises à contribution, des structures officielles de l'Etat aux institutions universitaires, en passant par les organisations para-étatiques.

La main du régime soudanais se fait sentir dans l'ensemble des pays frontaliers de la Corne de l'Afrique, mais aussi au Maghreb, de l'Algérie à l'Egypte. La coopération s'intensifie avec le Yémen du Nord et une aide généreuse est canalisée en faveur des musulmans bosniaques dont l'islamisme est à cultiver. Une attention particulière est portée au cas palestinien.

Le système mis en place par le régime soudanais ne tarde pas à s'emballer et devient incontrôlable. Le Soudan qui tente de jouer un rôle ambitieux sans en avoir les capacités ni matérielles ni géostratégiques, ne tarde pas à franchir la ligne rouge.

3.3.1. *Soutien à l'islamisme militant, prosélytisme et formation des leaders de demain*

Les islamistes soudanais désormais maîtres du pays mettent à profit les institutions officielles de l'Etat pour soutenir leurs alliés politiques de la mouvance islamiste. Ainsi, le tunisien Rached Ghannouchi, leader du mouvement An-Nahda, qui vit réfugié à Londres en raison de sa condamnation à la peine capitale dans son pays,

[1122] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.284
[1123] J. Bellion-Jourdan, *op. cité*, p.71

bénéficie-t-il pendant un certain temps d'un passeport diplomatique soudanais[1124]. Il en va de même pour le représentant du FIS à l'étranger, l'Algérien Rabah Kebir[1125].

Un service de renseignement européen signale, sans en préciser la nature, le soutien apporté aux islamistes marocains d'Al-Adl wal-Ihsan, au mouvement Jeunesse islamique marocaine et aux anciens moujahidins marocains d'Afghanistan. Il rapporte en outre, la présence d'étudiants marocains au sein de l'Université islamique de Khartoum.

On touche là, un aspect des services fournis par les autorités soudanaises : la formation académique par le biais des échanges culturels. Plusieurs établissements assure la formation intellectuel des jeunes leaders de demain : l'Université Internationale Africaine (UIA), ex-Centre Islamique Africain, et le Centre de Formation des Prédicateurs. Ces deux structures sont dirigées par des proches de Tourabi et membres du FNI.

L'UIA accueille environ un millier d'étudiants venus d'Afrique principalement, mais aussi d'Amérique et d'Europe. Les ONG soudanaises, outils de la propagande islamiste, sélectionnent, recrutent, voire sponsorisent les étudiants. IARA, présente en Bosnie, prend en charge des étudiants bosniaques pour les envoyer se former à l'UIA. Il en est de même pour DI, très présente en Afrique. En Mauritanie et au Sénégal, DI est interdite depuis, respectivement octobre et novembre 1994. Les autorités du pays n'acceptent pas le travail de propagande effectué auprès des jeunes et les bourses d'études qui leur sont accordées pour aller se former à l'UIA ou au Centre de formation des prédicateurs, ainsi que le soutien de l'ONG aux mouvements islamistes locaux. Probablement y voient-elles le signe d'une stratégie de corruption de l'islam africain au profit de l'islam "orthodoxe" des Frères musulmans.

3.3.2. *Soutien aux mouvements de résistance islamique armés*

En terme de soutien à l'islamisme militant, il est des cas particuliers. Le cas palestinien en est un. En effet, qu'il s'agisse des groupes islamistes, tels que le Hamas et le Jihad islamique, ou nationalistes, tels que le FPLP et le FDLP, ils trouvent refuge

---

[1124] R. Marchal et O. Osman, *op. cité*, p.78
[1125] sources confidentielles

au Soudan dans le cadre du "groupe des dix" opposé aux accords de Gaza-jéricho de 1994.

Le Hamas fait en outre l'objet d'un traitement particulier. Il bénéficie d'une représentation permanente et Tourabi ne ménage pas ses efforts pour rapprocher le Hamas de son adversaire nationaliste, le Fatah. Ainsi, malgré les tensions très fortes qui existent entre les deux factions, Tourabi réussit à les faire coopèrer d'une manière inédite au sein des services de sécurité soudanais et au service du régime arabo-islamique dans la guerre qui l'oppose à la rébellion du Sud-Soudan[1126]. Toutefois, il ne parvient pas à convaincre le Hamas d'adhérer à l'OLP ni de participer au processus de construction de l'Autorité Palestinienne.

Un autre cas particulier, qui s'apparente au précédent en ce qu'il peut s'assimiler à un mouvement de résistance, concerne le cas de la Bosnie. Dans ce cas comme dans celui de la Palestine, le soutien aux islamistes fait l'objet d'une mobilisation humanitaire de la part des ONG islamiques. La différence fondamentale, en terme d'islamisme, entre la Bosnie et la Palestine, est que dans le premier l'on n'y connaît pas l'islam comme système politique. Qu'à cela ne tienne, le conflit serbo-bosniaque va servir admirablement la volonté d'expansion et d'hégémonie de l'islamisme. Qui plus qu'une population en danger de mort est réceptif au message qui accompagne la main salvatrice ? Qui plus que ceux qui nourrissent quelque ambition politique ou économique sont susceptibles de se montrer sensibles à cette détresse ?

Tourabi, selon des sources citées par Abdel-Rahman Ghandour, est considéré comme le grand orchestrateur des opérations de la résistance islamique en Bosnie[1127]. Celui-ci profite de la guerre civile bosniaque dès 1992 pour resserrer les rangs des islamistes contre l'occident, ce qui somme toute est chose aisée, et surtout autour de lui. Ainsi, parmi toutes les situations de catastrophe humanitaire ou de guerre que vivent les musulmans, notamment dans les ex-républiques d'URSS, la Bosnie est la plus tragique, « blessure béante dans le flanc du monde musulman, et terrain d'application de l'hypocrisie occidentale (…). Les Bosniaques sont confrontés à des forces qui ont pour objectif de les anéantir, avec l'aide de certains et au milieu du silence d'autres qui

[1126] TransState Islam, *Leaders..., op. cité*, p.22
[1127] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.271

ne se soucient aucunement de combattre l'injustice quand les victimes sont des musulmans. Ces puissantes secousses, aussi sinistres et tragiques soient-elles, servent aussi à nous rappeler combien il serait préférable de nous défendre, d'exploiter notre vaste potentiel et de revivre[1128]. »

Dans la zone des Balkans, l'ONG soudanaise Third World relief agency sert de canal de financement à hauteur de 350 millions de $, dont 231 pour la seule année 1993, lequel financement proviendrait d'Iran, du Soudan, du Pakistan, de Bruneï et de Malaisie. Abdel-Rahman Ghandour en acteur de l'humanitaire averti, suspecte que cette somme colossale n'a pas dû servir qu'à financer l'activité humanitaire[1129]. Quant à IARA, elle aurait participé à un trafic d'armes à destination des combattants musulmans de Bosnie[1130].

3.3.3. *Soutien aux activismes armés et stratégie de destabilisation*

De même qu'il est des cas intermédiaires, parce que plus ou moins légitimes, de soutien aux factions islamistes, le soutien matériel et logistique du FNI aux islamistes yéménites dans le cadre du conflit Nord-Sud est un cas particulier. Non seulement l'islamisme est une forme d'idéologie politique en gestation au Yémen depuis la fin des années 1940, mais c'est au contact des Frères égyptiens qu'il s'est cristalisé. Il existe donc une parenté entre les islamistes soudanais et yéménites. En outre, le Yémen du Nord emploie un certain nombre d'ancien combattants de l'Afghanistan, mais on reviendra sur ce point, plus en détail, dans l'exposé du mouvement des Frères au Yémen.

Lorsque s'engage la bataille Nord-Sud au Yémen, le Soudan fait profiter le Yémen du Nord de ses filières de trafic d'armes légères. On notera la participation de DI à ce soutien en matériel militaire[1131]. Soutien que R. Labévière semble confirmer lorsqu'il affirme que "les réseaux de blanchiment de l'argent sale de l'opium afghan, comprennent aussi des filières de trafic d'armes légères vers le Yémen". Connexion d'autant plus aisée, ajoute-t-il, "que les cadres du parti des Frères musulmans

[1128] F. Burgat, *La Conférence populaire arabe et islamique, Khartoum du 30 mars au 2 avril 1995,* in Monde arabe Maghreb-Machrek, n°148, avril juin 1995, éd. La documentation française, p.97
[1129] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.140
[1130] sources confidentielles

yéménites, le parti de la Réforme, Al-Islah, sont d'anciens compagnons de route du FNI soudanais"[1132].

A côté de cette aide au cousin yéménite, on observe tout au long des années 1990, la volonté de destabilisation régionale du régime militaro-islamiste soudanais. Celle-ci touche aussi bien les pays frontaliers que ceux du Maghreb et vise soit à renverser les régimes en place soit à soutenir la guérilla islamiste.

Dans la région de la Corne de l'Afrique, l'Ethiopie et l'Erythrée sont soumises aux pressions des guérillas anti-gouvernementales appuyées par le régime soudanais.

En Erythrée, depuis janvier 1992, les forces gouvernementales s'affrontent avec les commandos du mouvement Jihad eritrea. Un sérieux accrochage en décembre 1993 révèle l'implication soudanaise. Les dirigeants érythréens accusent publiquement Khartoum d'entretenir la destabilisation de leur pays grâce à des mercenaires étrangers et rompent les relations diplomatiques en décembre 1994. Depuis lors, l'Erythrée sert de refuge à l'opposition soudanaise représentée par le parti de l'Alliance Nationale Démocratique (AND)[1133].

En Ethiopie, le régime soudanais profite des bons rapports qu'il entretient avec Addis-Abeba pour y stimuler l'islamisme au sein de la communauté musulmane, numériquement majoritaire. On a vu la création d'un tribunal islamique par DI et l'aide apportée par l'Ethiopie au régime de Khartoum dans le conflit au Sud-Soudan. Le basculement se produit avec la tentative d'assassinat d'Hosni Moubarak le 26 juin 1995. L'enquête des services de sécurité éthiopiens met au jour les activités séditieuses menées sous couvert d'action humanitaire des ONG islamiques. Les bureaux de IARA en Ethiopie sont fermés[1134].

En outre, le régime d'Addis-Abeba est confronté de manière croissante à des incidents armés et des actes terroristes. Ceux-ci sont revendiqués par des groupes politiques, islamistes ou non, qui trouvent refuge à Khartoum où ils ont pignon sur rue, comme le mouvement islamiste somalien al-Ittehat. A côté de ces actes violents et spectaculaires, se multiplient les manifestations de la communauté musulmane

---

[1131] sources confidentielles
[1132] R. Labévière, *op. cité*, p.90
[1133] R. Marchal et O. Osman, *op. cité*, p.84
[1134] J. Bellion-Jouran, op. cité, p.72

éthiopienne qui "milite pour ses droits par centaines de milliers", à en croire Hassan al-Tourabi[1135]. L'Ethiopie, qui craint l'islamisme de son voisin, contre-attaque et abrite elle aussi l'AND[1136].

En Ouganda, l'organisation DI est accusée de complicité dans la tentative de coup d'Etat, en 1990, contre le régime ougandais de Musseveni[1137]. Le régime de Khartoum est accusé d'encadrer les différents mouvements de rébellion tels que la Brigade islamique de Juma Oris, l'Armée de résistance du Seigneur de Joseph Kony ou encore le Tabligh. On appréciera l'oeucuménisme et, le pragmatisme de Khartoum. En réponse l'armée ougandaise appuie l'APLS[1138].

Au Tchad, bien que les relations entre les deux voisins soient assez bonne, Khartoum abrite, dans la région du Darfour, l'opposition armée au régime du président Idriss Deby. Ce dernier ce plaint en outre, des agissements de certaines confréries et centres culturels sponsorisés par les islamistes soudanais. Ces critiques sont relayées par le colonel Mouammar Qadhafi qui craint le potentiel de destabilisation régionale du régime soudanais[1139]. D'ailleurs, fin 1995, c'est à la Libye que le régime de Khartoum semble vouloir s'attaquer. L'entraînement d'opposants à Qadhafi aurait commencé dans des camps autour de la capitale soudanaise[1140].

En Afrique du Nord, l'activisme de Khartoum se fait particulièrement sentir en Algérie et en Egypte. Ainsi, le Soudan, par la grâce de l'Iran, fournit en armes les activistes Algériens et Egyptiens, et assure leur entraînement avec la collaboration des Pasdarans iraniens et des Afghans[1141].

On a vu que la tentative d'assassinat contre Hosni Moubarak entraîne la condamnation internationale du régime soudanais et la fermeture des bureaux de IARA en Ethiopie. L'implication de IARA est une preuve indirecte de celle de Khartoum. En outre, au moins un des responsables de l'attentat se réfugie au Soudan après son

---

[1135] 05. 09. 1995, BBC-SWB-MO, *Iranian radio interviews Turabi on Ethiopian move, Western "hostility", Islam in africa*, Text of recorded telephone interview with Hasan al-Turabi, leader of Sudan's National Islamic front, by Mahdi Hasan; place and date note stated ; broadcast by Iranian radio on 2nd September
[1136] R. Marchal et O. Osman, *op. cité*, p.79
[1137] J. Bellion-Jourdan, *op. cité*, p.72
[1138] R. Marchal et O. Osman, *op. cité*, p.86
[1139] *ibid.*, p.85-86
[1140] 09. 10. 1995, BBC-SWB-MO, *Sudanese opposition figure says Turabi scheming against Libya*, text of report by egyptian radio on 7th September
[1141] sources confidentielles

forfait, selon les dires même de Tourabi[1142]. L'attentat qui est revendiqué par une faction des Gamaa islamiyya égyptiennes est salué par Tourabi qui se réjouit : "qu'un groupe de moujahidin ait poussé du sol égyptien et pourchasse le pharaon d'Egypte partout où il se rend"[1143]. L'intérêt des islamistes pour l'Egypte est double : symbolique, c'est le berceau des Frères musulmans, organisation matricielle de l'islamisme ; stratégique, l'Egypte est le lien entre l'Afrique du Nord et sub-saharienne, et l'Orient.

Concernant l'Algérie, parmi les "Afghans" d'Oussama b. Laden, présents sur le sol soudanais, certains, d'origine algérienne, rentrent au pays pour former en marge du FIS les premiers GIA[1144]. Le Soudan restera une terre d'accueil pour les combattants du GIA et du FIS qui y bénéficieront de facilités logisitques, telles que les camps d'entraînement, et de formations, notamment dans le domaine du renseignement[1145].

Un autre réseau de soutien aux islamistes maghrebins met en jeu une collaboration soudano-koweïtienne, sous la direction de Tourabi et du Koweïtien Jassem Mouhallal al-Yassin, président de l'ONG suisse Mercy International, bras humanitaire de l'organisation internationale des Frères musulmans, et membre éminent, sinon Chef des Frères musulmans koweïtiens[1146]. Cette coopération étroite entre Soudanais et Koweïtiens ne s'applique semble-t-il pas seulement au soutien des mouvements islamistes du Maghreb, mais touche aussi les Balkans.

3.3.4. *Plateforme du terrorisme international*

Ce constat d'un soutien multiforme aux mouvements islamistes d'Afrique du Nord ou des Balkans, vaut au Soudan de Tourabi le titre de Mecque du terrorisme international. En effet, le Soudan, qui fournit en arme les islamistes armés, assure leur entraînement avec la collaboration des Pasdarans iraniens et des Afghans, et leur facilite l'accès au territoire cible, se trouve rapidement impliqué directement et indirectement dans une série d'attentats meurtriers à travers le monde.

Le 24 juin 1993, le premier attentat contre le World Trade Center révèle l'implication directe et indirecte du Soudan. Parmi les personnes arrêtées et inculpées,

[1142] 05. 09. 1995, BBC-SWB-MO, *Iranian radio interviews Turabi on Ethiopian move..., op. cité*
[1143] 05. 07. 1995, *M. Tourabi salue les auteurs de l'attentat contre le président Moubarak*, Khartoum, AFP
[1144] R. Labévière, *op. cité*, p.110
[1145] sources confidentielles

on trouve le cheikh Omar Abd al-Rahman qui sera reconnu coupable en janvier 1995, ainsi que cinq personnes détentrices d'un passeport soudanais[1147].

La tentative d'assassinat contre H. Moubarak, le 26 juin 1995, révèle l'implication des ONG islamiques soudanaises et la complaisance des autorités de Khartoum.

Enfin, le double attentat contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar al-Salam, respectivement au Kenya et en Tanzanie, le 7 août 1998[1148], est le dernier en date des exploits de la mouvance islamiste terroriste qui gravite autour de Khartoum jusqu'à la fin des années 1990. L'enquête qui révèle la responsabilité des activistes réfugiés au Soudan et en Afghanistan vaut à ces deux pays de subir un raid aérien simultané orchestré par l'armée américaine[1149].

L'une des conséquences du raid américain : le Soudan s'enfonce dans une crise humanitaire en partie due à la destruction de la plus importante usine de produits pharmaceutiques d'Al-Chifa[1150]; et dès 1999, c'est à une crise politique majeure que le pays est confrontée lorsque le président Bechir suspend le Parlement soudanais, présidé par Hassan al-Tourabi. Le président Bechir met ainsi un terme à dix ans de coopération entre les deux hommes et tourne une page de l'histoire du Soudan "islamique".

4. L'échec de l'expérience islamiste au Soudan ?

En 1999, la suspension du parlement soudanais par le président Bechir intervient alors que Tourabi tente d'y faire adopter une loi limitant les pouvoirs du chef de l'Etat. Malgré la suspension des activités de l'Assemblée, Tourabi revient à la charge en 2000 et appelle à boycotter la réélection du président Bechir[1151]. Enfin, en février 2001, suite à un accord signé avec l'APLS de John Garang, Bechir fait mettre Tourabi en résidence surveillée. Il n'en ressortira qu'en octobre 2003[1152]. L'accord signé à Genève avec les

---

[1146] R. Labévière, *op. cité*, p.160
[1147] R. Marchal et O. Osman, *op. cité*, p.79
[1148] R. Labévière, *op. cité*, p.13
[1149] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.96
[1150] Noam Chomsky, *11/9, autopsie des terrorismes*, Le Serpent à Plumes, 2001, p.53 ; sur les conséquences humanitaires de cette destruction voir p.53 à 58
[1151] 14. 10. 2003, BBC news web site, UK edition
[1152] 15. 10. 2003, *Le pouvoir soudanais libère l'islamiste Hassan al-Tourabi*, J.P. Rémy, Nairobi, le Monde

rebelles du Sud-Soudan est vivement critiqué par les responsables des Frères jordaniens, Abd al-Majid al-Dhunaybat, exprimant ainsi la position de l'Organisation internationale des Frères sur la question[1153]. Six mois après sa libération, l'activisme et les manoeuvres du leader historique des Frères et chef du Congrès national populaire (CNP), le dernier parti politique qu'il a créé, oblige le gouvernement soudanais à le replacer en détention dans le courant de l'année 2004.

Privée de son mentor et principal idéologue, confrontée à son échec en matière de développement économique et social de type "islamique", et à des catastrophes humanitaires récurrentes, la mouvance islamiste soudanaise au pouvoir n'a pas renoncé à son modèle politique et n'est pas en manque de leaders et de cadres décidés à poursuivre l'expérience. Celui qui exprime le mieux cette détermination est probablement Ali Othman Mohammad Taha, proche des militaires, il est l'actuel Vice-président du Soudan. Considéré comme le chef de file des faucons de la mouvance islamiste, admirateur de l'Iran et franchement anti-occidental, son mot d'ordre est : "(...) se battre jusqu'au bout (...)." Ajoutant que : "(...) Le régime ne fera pas marche arrière même d'un pas"[1154]. Ses partisans, des technocrates loyalistes, qui tiennent la machine étatique et ses liens avec la hiérarchie militaire devraient permettre au régime de Khartoum d'assurer la stabilité de son pouvoir à l'intérieur.

Pourtant, une faiblesse majeure existe : le déficit de soutien populaire. Contrairement à l'ensemble de la mouvance "fériste", les Frères soudanais ont donné la priorité à la prise de contrôle de l'appareil étatique négligeant l'action sociale et humanitaire en direction des plus défavorisés. Ce n'est que dans la deuxième moitié des années 1980 que les ONG soudanaises, IARA et DI, acquièrent une légitimité populaire propre et parviennent à "s'intégrer dans le tissu social soudanais"[1155]. La méthode de réislamisation de la société soudanaise, privilégiée par les islamistes soudanais, procède de l'appareil d'Etat dans un premier temps, c'est à dire qu'elle est autoritaire, avec notamment l'application d'un code de lois s'inspirant/respectueux de la Charia,

---

[1153] voir la déclaration de Abd al-Majid al-Dhunaybat, Contrôleur général des Frères musulmans jordaniens, in le quotidien Akhbar al-Yawm, le 11 mai 2001, Khartoum
[1154] TransState Islam*, Parties and..., op. cité*, p.30
[1155] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.283

laquelle islamisation autoritaire ou "par le haut" est combinée, dans un deuxième temps, avec une réislamisation par le bas, plus caractéristique de la méthode Banna.

De même, la base sociale traditionnelle du mouvement islamiste soudanais est essentiellement élitiste : cadres diplômés, enseignants, étudiants, lycéens. Ce n'est que durant les années 1980 que celle-ci s'élargit pour inclure des sudistes, des femmes et des hommes d'affaires et une partie des classes moyennes. Cette évolution est largement favorisée par la dynamique clientéliste qui se met en place avec l'apparition des banques islamiques. On peut dès lors douter de la sincérité de l'engagement d'une classe qui se définit par son affairisme politico-financier. Einas Ahmed parle d'une bourgeoisie à "visage islamiste" qui accepterait de jouer le jeu des islamistes pour toucher sa part des dividendes de l'économie islamique[1156].

On a bien une démonstration de ce déficit de soutien populaire : l'accueil très mitigé, voire le rejet, du code de loi de septembre 1983, qui aboutit au renversement de Nimeyri en 1985. Tourabi en particulier fait l'objet de la violence populaire. La prise de pouvoir par les militaires associés aux islamistes permet de museler l'opposition et toute velléité de révolte. Mais pour combien de temps, car les échecs sont plus nombreux que les réussites.

La relance de la rébellion au Sud-Soudan depuis 1983, les exactions et massacres dans le Darfour, que certains qualifient de génocide, et la catastrophique situation tant économique, sanitaire, qu'humanitaire, pèsent lourd sur un pays sans cesse en banqueroute aussi bien financière que politique. Dès lors, l'opposition en exil dans les pays voisins de la région pourrait bien trouver un terreau propice à la reconquête de Khartoum.

Au niveau international et régional, bien que le régime de Khartoum soit indésirable pour nombre de pays, aucun n'a les moyens ni la volonté d'intervenir au Soudan par la force. En effet, la destabilisation incontrôlée de ce pays risquerait d'entraîner celle de l'ensemble de la région et reculerait d'autant la possibilité d'exploiter les réserves d'or noir estimées à plus de 20 milliards de barils[1157].

[1156] Einas Ahmed, *op. cité*, p.45-46
[1157] R. Labévière, *op. cité*, p.88

Pour les Occidentaux, il s'agit alors d'affaiblir Khartoum pour l'amener à négocier en position de faiblesse. Une destabilisation contrôlée, orchestrée depuis les pays voisins, alliés des américains, voire l'intervention d'une force internationale sous l'égide de l'UOA ou de l'ONU pourrait servir cet objectif.

Dans cette configuration, le régime soudanais et les démocraties occidentales devraient s'entendre. L'écueil d'un tel compromis réside dans le fait que Khartoum obtiendra licence pour la poursuite de sa stratégie d'exportation de l'islam politique, sectaire et rétrograde, sur un mode discret mais non moins concret, et ne manquera pas d'attiser les tensions latentes, sinon déjà existantes, dans les pays de la région.

Si le Soudan est une base territoriale et symbolique importante pour l'expansion idéologique des Frères musulmans, de l'autre côté du détroit de Bab al-Mandab, le Yémen ne l'est pas moins. Les montagnes du Nord de l'Arabie Heureuse constituent un terreau particulièrement fertile pour l'expansion de l'Idée des Frères et un pôle très stable de développement à la périphérie du coeur moyen-oriental des Frères. A la différence du Soudan, le paysage religieux du Yémen est plus homogène : l'Islam y est l'unique religion quand bien même sous différentes formes. En outre, les Frères font partie intégrante de la société yéménite caractérisée par son tribalisme et sont intégrés au pouvoir depuis les années 1960.

B. Les Frères musulmans au Yémen

Tous les observateurs s'accordent à dire que les islamistes yéménites et soudanais entretiennent des relations étroites. On a vu qu'il existe des relations commerciales entre les deux principales formations islamistes. Ainsi, une partie des filières du trafic d'armes, mises en place par Khartoum, sert à alimenter le marché yéménite. R. Labévière signale en outre que "dans le sillage d'al-Islah les "Afghans" investissent le sud du pays où ils se montrent très actifs dans le commerce de devises en créant de nombreuses sociétés d'import/export avec le soutien des hommes

d'affaires islamistes soudanais"[1158]. Les relations commerciales se doublent donc d'une coopération financière.

L'affirmation de R. Labévière nécessite quelques éclaircissements. A l'instar du Soudan, le Yémen sert de base de repli à d'anciens moujahidin d'Afghanistan dès 1990. Ces anciens combattants arabes sont notamment accueillis par les deux hommes forts du parti al-Islah ou parti du Rassemblement Yéménite pour la Réforme (RYR) : le cheikh Abd al-Majid al-Zandani, l'idéologue du parti et l'un des fondateurs du mouvement des Frères musulmans yéménites, et le cheikh Abd Allah b. Husseïn al-Ahmar, le chef suprême de la confédération tribale des Hachid. Ces combattants arabes-afghans seront utilisés par le régime nord yéménite du président Ali Abd Allah Saleh lors de la guerre civile de mai-juillet 1994, qui oppose le nord et le sud du pays, avant d'être l'objet d'expulsions successives ou, pour être plus précis, avant d'être redéployés vers le Soudan, la Somalie et l'Afghanistan sous l'égide d'Oussama b. Laden, d'al-Islah et de l'Organisation internationale des Frères musulmans[1159].

Au delà de ces relations commerciales, financières et militaires, les deux partis se soutiennent politiquement. Zandani est régulièrement invité à s'exprimer sur la chaîne de télévision soudanaise[1160] et lorsqu'en 1997 le régime de Khartoum est attaqué, Zandani encourage le départ de volontaires yéménites pour le soutenir[1161]. On est donc là en présence d'une relation très forte qu'illustre peut-être l'assertion de R. Labévière selon laquelle les islamistes soudanais et yéménites sont "d'anciens compagnons de route"[1162].

Une telle coopération et un tel soutien sont poussés plus loin encore si l'on en croit R. Detalle. Selon lui, c'est un modèle soudanais de développement que les islamistes yéménites tentent de transposer, à tel point que "la description de la stratégie du FNI convient à résumé celle du RYR", affirme-t-il : "(...) chez les islamistes, le dévouement à l'organisation permet d'acquérir rapidement une promotion ou une aide financière. Le FNI a également une politique de formation de cadres et d'entrisme dans

---

[1158] R. Labévière, *op. cité*, p.93
[1159] *ibid.*, p.96
[1160] R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat : vers l'émancipation,* in Les Etats arabes face..., op. cité, p.296
[1161] *ibid.*, p.295
[1162] R. Labévière, *op. cité,* p.90

tous les secteurs de l'appareil d'Etat et de la société civile : ceci a déjà été évoqué dans le champ économique ou dans l'armée mais il faudrait citer également les organismes para-publics de développement, les organisations humanitaires et, bien évidemment l'enseignement, qu'il soit secondaire ou supérieur"[1163].

Il nous semble que la description sus-citée convient globalement à décrire la stratégie des Frères musulmans telle que Hassan al-Banna l'a mise en oeuvre à son époque, tandis que chacune des branches des Frères contextualise les différents aspects de la stratégie et applique ceux qui peuvent l'être dans le cadre national.

On a vu par exemple qu'en Egypte, les membres des syndicats contrôlés par les Frères peuvent bénéficier d'aides matérielles ou financières ; que des formations sont assurés pour les membres de l'Organisation dans tous les contextes nationaux, que l'éducation, de l'école coranique à l'enseignement supérieur, est un des piliers de la stratégie des Frères, ainsi que l'action sociale et caritative au niveau national et international. Il en va de même de l'entrisme dans les secteurs public et privé. On citera l'exemple égyptien de la Gamiyya Chariyya association salafite et quiétiste, infiltrée par les Frères au grand dam du régime de Moubarak.

En ce qui concerne le secteur de l'armée et des forces de sécurité, deux domaines particulièrement sensibles pour la stabilité des pouvoirs en place, on peut penser que ces derniers ont tiré les leçons de la révolution nassérienne, décrite plus haut. Pourtant, comment empêcher que les idées gagnent les esprits ? C'est ce que Sarah b. Nefissa remarque : "de manière diffuse, son idéologie (celle des Frères musulmans) a pénétré l'ensemble de la société égyptienne et jusque dans les structures administratives de l'appareil d'Etat lui même (justice, armée, etc.)"[1164]. On a vu que la Révolution des "Officiers libres" de 1952 a pu être menée à bien grâce à la pénétration de l'Idée des Frères et la constitution de réseaux d'influences au sein de l'armée et de la police égyptienne. On ne dispose d'aucune information récente précise concernant la reprise/poursuite de cette stratégie à la fin du XXè siècle et au début du XXIè dans les différents contextes nationaux. Au Yémen, toutefois, Faris al-Saqqqaf note que les Frères "intégrés au pouvoir depuis le début de la révolution de 1962 et tout autant au

[1163] R. Detalle, *op. cité*, p.295
[1164] Sarah b. Nefissa, *Les partis politiques égyptiens*, Revue du Monde musulman et de la Méditerranée, n°81-82, 1996/3-4 trim., p.64

sein de la société tribale, de l'institution militaire et des autres composantes de la société (sont) désormais impossible (à) dissocier de la société locale"[1165]. Cette affirmation mérite d'être nuancée si l'on en croit l'édition du 25 septembre 1997 du journal al-Nour, un des organes de presse d'al-Islah, qui dénonce la discrimination politique des candidats à l'admission dans les académies militaires. L'Islah accuse le régime d'écarter systématiquement les proches de l'opposition[1166]. L'intégration des Frères au sein d'une institution aussi stratégique que l'armée a donc trouvé une limite. On peut se demander si l'entrisme des Frères yéménites est le résultat du seul exemple soudanais. En revanche, qu'il y ait identité des stratégies paraît évident et devrait plutôt se rattacher au tronc commun de l'expérience et de l'exemple égyptien.

Ainsi, sans contredire dans l'absolu le diagnostique d'observateurs expérimentés du terrain yéménite et l'exemplarité du parcours des islamistes soudanais, il me semble que, par delà les particularités propres au cadre yéménite, le développement des islamistes du sud de la péninsule arabique obéit à un modèle développé depuis le début du XXè siècle : celui des Frères musulmans égyptiens. On peut citer, à l'appui de cette assertion, l'étude de Malika Zeghal qui signale qu'à partir des années 1960, "de nombreux islamistes égyptiens et soudanais (membres des Frères) viennent travailler dans l'enseignement non religieux et continuent d'être présents, y compris dans l'enseignement supérieur"[1167]. Celle-ci précise en outre que le plus important contingent d'azharis à l'étranger, au début des années 1980, se trouve au Yémen. On peut donc supposer que l'influence égyptienne rivalise dans les faits avec celle du mouvement islamiste soudanais ou plutôt qu'elles agissent de conserve sur le développement des Frères yéménites.

En reprenant le parcours historique des islamistes yéménites, on tentera de comprendre comment le RYR, principal représentant de l'islam politique au Yémen, est devenu l'alter-ego du CPG, le parti du président Ali Abd Allah Saleh. On cherchera à éclairer la relation qui s'établit avec les Frères musulmans égyptiens, la création des

---

[1165] Faris al-Saqqaf, *Les islamistes et le pouvoir*, Centre de prospective, Sanaa, 1997 (langue arabe), cité par F. Burgat, *Le Yémen islamiste entre universalisme et insularité*, in Le Yémen contemporain, R. Leveau, F. Mermier et V. Steinbach, éd. Karthala, 1999, p.236
[1166] F. Burgat, *Le Yémen..., op. cité*, p.243

premières cellules des Frères musulmans yéménites à l'instigation des étudiants yéménites dans les universités égyptiennes, l'alliance des Frères avec les tribus, leur positionnement par rapport au pouvoir en place et le régime de leurs relations avec ces deux dernières entités jusqu'à nos jours. On s'interessera en particulier aux axes de développement social, culturel et économique des Frères yéménites.

1. Les Yéménites et les Frères musulmans égyptiens : une relation ancienne[1168]

Les premiers contacts entre le Yémen et les idées réformistes, qui se développent, au Caire en particulier, à partir de la fin du XIXè siècle sous l'égide d'Al-Afghani, Mohammad Abduh, Chakib Arslan, Rachid Rida et qui seront inexorablement diffusées par les Frères de Hassan al-Banna, datent de 1925. Pour les réformistes musulmans, le Yémen du Nord et ses hauts plateaux montagneux, épargnés pour des raisons aussi bien géographiques que politiques de toute influence corruptrice, qu'elle soit ottomane ou occidentale, est l'ersatz à partir duquel l'Oumma décapitée[1169] peut se régénérer. Mais c'est sans compter sur la personnalité de l'Imam Yahya (1904-1948), dépositaire de dix siècles de domination politique zaydite[1170], et jaloux de son pouvoir. Une première avancée est obtenue par Chakib Arslan, réformiste Druze libanais, qui parvient à convaincre l'Imam d'ouvrir son royaume, le Yémen du Nord, à une vision de l'islam réformé. Arslan fonde, en 1925 à Sanaa, la madrasa ilmiyya[1171] un établissement d'enseignement religieux de type réformiste et moderne.

Dans le sillage de cette expérience pionnière au Yémen, se produit la première rencontre entre l'Idée des Frères et ceux qui deviendront les réformistes yéménites,

---

[1167] Malika Zeghal, *Gardiens de l'Islam : les oulémas d'Al-Azhar dans l'Egypte contemporaine*, Presses de la FNSP, Paris, 1996, cité par R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat : vers l'émancipation,* in Les Etats arabes face..., op. cité, p.278

[1168] Ce chapitre s'appuit sur les contributions de F. Burgat, *Le Yémen islamistes entre..., op. cité*, pp.221 à 245, et de R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat, op. cité*, pp.271 à 298

[1169] Ataturk met fin à l'institution califale, direction politique des mondes arabe et musulman, en 1924

[1170] Le zaydisme est un des courants minoritaires du chiisme fondé par Zayd b. Ali Zayn al-Abidin, un descendant du Prophète par sa fille Fatima épouse de Ali b. Abi Talib, cousin du Prophète. Le zaydisme s'implante dans le nord du Yémen, en 897, à Saada où est fondé le premier imamat zaydite par l'imam Yahya b. al-Husseïn al-Hadi ila-l-Haqq. Le zaydisme, qui présente une certaine originalité doctrinale par rapport au chiisme "orthodoxe", en ce qu'il reconnaît la légitimité des Califes qui ont succédé au Prophète, est souvent considéré comme la cinquième école juridique autorisée du sunnisme. Les efforts d'harmonisation entre l'école juridique zaydite et l'école chaféite, l'une des quatre écoles du sunnisme et fortement représentée au Yémen, entrepris depuis le XVIIIè siècle par Al-Chaoukani, ont contribué à ce rapprochement.

voire les premiers Frères musulmans yéménites, le qadi Mohammad Mahmoud al-Zubayri et Ahmed Nouman. Ici, la chronologie des évènements diffèrent selon les auteurs. D'après F. Burgat[1172], les deux comparses fondent dans les années 1930 le parti des "yéménites libres", opposé au pouvoir autocratique de l'Imam Yahya. Cette opposition les amène à s'exiler au Caire, où ils se trouvent à partir de 1941. Là, ils nouent les premiers contacts avec les réformistes musulmans, Ahmed Nouman officie pendant son séjour en tant que secrétaire de Chakib Arslan[1173], et bien sûr avec les Frères musulmans. Quant à R. Detalle[1174], il affirme que le futur qadi Mohammad Mahmoud al-Zubayri est gagné aux idées des Frères musulmans lors de son séjour au Caire dans les années 1930. De retour au Yémen, il crée, en 1941, une Jeunesse de la commanderie du bien et du pourchas du mal. On se rappelle que c'est là le premier nom que Hassan al-Banna donne à l'Association des Frères musulmans égyptiens. Voilà qui tendrait par ailleurs à accréditer la thèse selon laquelle Zubayri est le premier secrétaire général de l'antenne yéménite des Frères musulmans[1175]. Toujours selon R. Detalle, c'est dans les années 1940 qu'apparaît le parti des Yéménites libres[1176].

1.1. *La "Révolution constitutionnelle" de 1948*

Le deuxième contact entre les Frères musulmans égyptiens et ceux parmi les yéménites qui aspirent à changer l'ordre politique, à savoir les yéménites libres, se produit à la fin des années 1940. Puisque l'Imam campe sur ses positions et ne consent pas à s'ouvrir davantage à la modernité, ce sont les réformistes qui viennent à lui avec le dessein de le renverser. En 1947, au lendemain de la décision d'internationaliser le mouvement des Frères musulmans[1177], Hassan al-Banna envoie au Yémen Fudayl al-Wartilani, un alim algérien disciple du cheikh Ben Badis[1178], pour promouvoir l'Idée. En

---

[1171] R. Detalle, *op. cité*, p.275
[1172] F. Burgat, *op. cité*, p.231
[1173] R. Detalle, *op. cité*, p.275
[1174] *ibid.*
[1175] Cette thèse ou hypothèse, signalée par F. Burgat, (*Le Yémen..., op. cité*, p.231), est celle d'Abd al-Majid al-Zandani, laquelle est contredite par Faris al-Saqqaf dans son ouvrage "Les islamistes et le pouvoir".
[1176] R. Detalle, *Les partis politiques au Yémen : paysage après la bataille*, REMMM, n°81-82, 1996/3-4 trim, p.332
[1177] F. Burgat, *Le Yémen..., op. cité*, p.232
[1178] Le cheikh Ben Badis est le fondateur et le leader de l'Association des oulamas algériens. Celle-ci joue un rôle décisif dans le combat pour l'indépendance de l'Algérie.

fait l'objectif d'Al-Wartilani est tout à fait différent. R. Detalle le qualifie d'ailleurs de "premier révolutionnaire professionnel de l'islam contemporain". Cet Algérien a, semble-t-il, des dispositions pour le militantisme, son parcours en témoigne. En effet, après un bref séjour en France où il milite pour l'indépendance algérienne, ce qui ne plaît guère aux autorités comme on aurait pu s'y attendre, il est contraint de s'exiler et se transporte au Caire où il adhère à l'organisation des Frères musulmans. Fin 1947, il gagne le Yémen et ce fait l'artisan du rassemblement des forces de contestation à l'autorité de l'imam Yahya. Wartilani est au coeur de la "Révolution constitutionnelle" de février 1948. Celle-ci se solde par l'assassinat de l'imam Yahya au cours d'un attentat qui coûte la vie à deux de ses fils et à son Premier ministre. Le 17 février 1948, s'installe de manière fugitive une monarchie constitutionnelle, sous l'égide d'un autre zaydite Abd Allah al-Wazir, que Hassan al-Banna s'empresse de saluer. Le nouveau pouvoir est renversé au bout de quelques semaines par une contre-révolution menée par le troisième fils de l'imam défunt, Ahmad, avec l'aide des tribus. Les principaux protagonistes sont obligés de s'exiler : Zubayri au Pakistan et Wartilani en Arabie Saoudite.

1.2. *La "Révolution républicaine" de 1962 ou l'entrée des Frères yéménites en politique*

Il faut attendre le début des années 1960 pour qu'une nouvelle tentative révolutionnaire voit le jour. Les étudiants yéménites, qui jettent les bases du mouvement yéménite des Frères musulmans dans les universités égyptiennes tout au long des années 1950, rentrent au pays pour prêter main forte à la Révolution de 1962. La première antenne des Frères au Yémen voit le jour de manière formelle en 1964[1179]. Un certain flou entoure sa création. Est-elle le fait de Abd al-Majid al-Zandani ? Ce dernier qui commence des études de pharmacie au Caire, crée à son retour à Aden dans les années 1950, l'institut d'enseignement religieux de type moderne et réformiste, al-Nour[1180]. Zandani dirige le mouvement des Frères jusqu'à la fin des années 1970 avant de partir pour l'Arabie Saoudite animer les filières de recrutement pour le jihad en Afghanistan. De cette époque date sa proximité avec les afghans-arabes, ce qui fait de lui un chef "naturel" de ces combattants lors de la guerre Nord-Sud en 1994 et lui vaut le

[1179] F. Burgat, *op. cité*, p.232
[1180] R. Detalle, *op. cité*, p.272

titre, décerné par R. Labévière, de "chef des milices armées de l'Islah"[1181], ainsi que ses affinités avec la doctrine wahhabite, dont il anime l'importante composante au sein du RYR jusque aujourd'hui[1182]. Ou est-elle le fait de Abduh Mohammad al-Makhlafi dans la région de Taez ou encore de Omar Tarmoum dans le Sud ? Toujours est-il qu'à cette époque prend racine au Yémen la première expression institutionnelle de l'Idée des Frères musulmans dans le sillage de la Révolution républicaine de 1962. Cette même époque marque en outre l'entrée des Frères yéménites en politique dans le prolongement de la ligne de Wartilani par leur adhésion au camp anti-imamite et pro-républicain.

La Révolution de septembre 1962 se déroule à la faveur du processus de succession qui voit l'Imam Badr monter sur le trône, à la mort de son père l'Imam Ahmed. Le jeune Imam n'a pas le temps de prendre les rênes du pouvoir qu'il est déjà chassé par le peuple révolté, un groupe d'officiers yéménites qui se fait appeler les "officiers libres", un contingent de troupes égyptiennes, arrivé vingt-quatre heure avant le coup de force[1183], et les dirigeants révolutionnaires civils dont Zubayri et Nouman. Un jeune officier inconnu, Abd Allah Sallal, se hisse au pouvoir, proclame la République, s'attribue le titre de Mouchir ou Maréchal et devient le premier président du Yémen.

L'Imam Badr quant à lui s'enfuit dans les montagnes du nord, le territoire des tribus zaydites, pour rassembler des troupes autour de sa cause et mener la contre révolution. L'Arabie Saoudite répond positivement à ses appels à l'aide et ne ménage pas ses efforts. Pour l'Arabie du roi Saoud, la Révolution de 1962 est un mauvais coup fomenté par Nasser pour prendre à revers les dirigeants du Nejd. La participation nassérienne au renversement de l'imamat est indéniable et son soutien à la jeune République est conséquent. Dans les mois qui suivent sa proclamation le nombre des troupes égyptiennes passe de 20 à 40 000 pour finalement atteindre 100 000 hommes[1184].

L'Egypte ne se désengagera du Yémen qu'au lendemain de sa défaite contre Israël pendant la guerre des six jours en juin 1967. Nasser est humilié tout comme

[1181] R. Labévière, *op. cité*, p.95
[1182] F. Burgat, *op. cité*, p.232
[1183] Benoist-Méchin, *Fayçal roi d'Arabie*, Albin Michel, Paris, 1975, p.76
[1184] *ibid.*, p.76

l'armée et le peuple égyptien et c'est l'Arabie Saoudite de Fayçal, devenu roi le 4 novembre 1964, qui sauve Nasser et l'Egypte. Au lendemain de la cuisante défaite contre Israël, les Etats Arabes se réunissent en conférence à Khartoum (29 août-2 septembre1967). Fayçal et Nasser se réconcilient, le premier payant pour sauver de la banqueroute le pays du Nil, le second rappelant ses troupes du Yémen et cessant ses attaques contre les monarchies du Golfe, "réactionnaires et rétrogrades"[1185].

1.2.1. *Zubayri, les Frères et les tribus yéménites*

Entre 1962 et 1967, la guerre civile fait rage au Yémen entre imamites et républicains, tandis qu'à l'intérieur du camp des républicains les premières dissensions apparaissent rapidement. En 1964, Zubayri, alors vice-premier ministre du jeune régime, décide de rompre avec le Président Sallal. Il s'exile dans les montagnes autour de Sanaa pour rallier les cheikhs tribaux en partie seulement acquis à la République. Ces derniers ne sont pas d'accord pour établir au Yémen un régime similaire à celui de Nasser. Le génie politique de Zubayri s'illustre par son invention d'une voie alternative entre régime démocratique et républicain, et imamat, qu'il concrétise en créant le parti de Dieu ou Hizb Allah, dont on connaît aujourd'hui le succès à travers les mondes arabe et musulman. Zubayri concilie Islam et démocratie grâce au concept islamique de choura ou consultation et parvient à rallier à la plate-forme de son parti les cheikhs des deux grandes confédérations tribales du nord, le cheikh Abd Allah al-Ahmar, cheikh suprême de la Confédération Hachid, et le cheikh Sinan Abou Louhoum de la Confédération Bakil.

De manière plus précise notons que, selon R. Detalle, le ralliement du cheikh Abd Allah al-Ahmar s'est fait immédiatement, et d'ajouter que son père et son frère ont été décapités par l'Imam Ahmed[1186]. Tandis que F. Burgat signale les relations d'amitié qui lient Zubayri et le cheikh al-Ahmar depuis de nombreuses années[1187]. Les deux auteurs cherchent, semble-t-il, à expliciter cette prompte adhésion. Le fait est que le régime, issu de la Révolution de 1962, doit sa survie au cheikh Abd Allah al-Ahmar, cheikh suprême de la Confédération Hachid : lors de la guerre civile de 1962 à 1970, à la fois face aux

[1185] Pour un récit plus détaillé de cette épisode voir Benoist-Méchin, *op. cité*, p. 74 à 94
[1186] R. Detalle, *les partis politiques yéménites..., op. cité*, p.333
[1187] F. Burgat, *Le Yémen..., op. cité*, p.235

partisans de l'Imam et de la gauche radicale appuyée par l'Egypte ; à nouveau en 1978, le cheikh et ses troupes sauvent le régime du président Ali Abd Allah Saleh d'un coup d'Etat[1188]. Al-Ahmar est à ce titre l'un des piliers jusque aujourd'hui de la République yéménite. Président du Parlement depuis 1993, il est aussi le chef du parti islamo-tribal des Frères, le Rassemblement Yéménite pour la Réforme.

Les Frères quant à eux soutiennent la Révolution de 1962 à ses débuts mais ne tardent pas à condamner ses accents nassériens. Ils se retournent bientôt contre-elle, mais au lieu de prendre partie pour le courant royaliste soutenu par l'Arabie, ils choisissent l'alternative ou troisième voie préconisée par Zubayri. Les chefs historiques des Frères, Abd al-Majid al-Zandani, Abd al-Malik al-Tayyib et Abd Allah al-Fousayyil se trouvent aux côtés du fondateur du Hizb Allah au moment de l'adhésion des tribus. L'assassinat de Zubayri, peu après cet évènement, place les Frères en position de partenaires privilégiés et légitimes des cheikh tribaux. L'Idée des Frères trouvent dans cette alliance le meilleur vecteur de propagation puisque les tribus sont les "forces sociales les plus influentes et les plus pérennes de la nouvelle alliance républicaine" en même temps que le "segment le plus conservateur mais également le plus central de la société politique du Yémen"[1189]. Grâce au talent politique de Zubayri et à l'alliance des Frères avec les tribus yéménites du nord, le triomphe de la choura-démocratie n'est qu'une question de temps.

En effet, au moment même où Zubayri rallie les tribus à son projet, en mars 1964[1190], Abd Allah Sallal internationalise la guerre civile et trouve des appuis à Moscou puis en Chine[1191]. Rien ne peut aiguillonner plus la réaction des tribus et des Frères que le soutien des régimes communistes. De plus, lâché par son protecteur égyptien fin 1967, le régime de Sallal n'a plus les moyens de résister et tombe lors du coup d'Etat du 5 novembre 1967[1192]. Un peu moins d'un an plus tard, en août 1968, les résidus de la gauche républicaine radicale, hostiles à toute réconciliation avec les royalistes, sont

---

[1188] R. Detalle, *Les partis politiques yéménites..., op. cité*, p.335
[1189] F. Burgat, *Le Yémen..., op. cité*, p.234 et 235
[1190] *ibid.*, p.234
[1191] Benoist-Méchin, *op. cité*, p.78
[1192] Franck Mermier, *L'islam politique au Yémen ou la "Tradition" contre les traditions ?*, Maghreb-Machrek n°155, janv-mars 1997, p.9

liquidés avec l'appui des tribus Bakil et Hachid[1193]. Une nouvelle ère s'ouvre alors avec la présidence du qadi Abd al-Rahman al-Iryani (1968-1974). Les Frères impriment leur marque sur le nouveau régime, sans se départir du pragmatisme qui fait leur force, et ménagent les traditions tribales qui par de nombreux aspects contredisent la doctrine ou l'Idée des Frères.

1.2.2. *Victoire des forces de la gauche au sud et mise en échec des religieux*

Au sud du pays, la lutte qui s'engage dès 1963[1194], dans le sillage de la Révolution de 1962, est de tout autre nature puisqu'elle vise à bouter hors du pays les britanniques présents depuis 1839. Les Frères prennent partis à la guerre d'indépendance laquelle est acquise le 30 novembre 1967. Dans ce dernier contexte, le Frères ne seront pas à même d'instaurer un système similaire à celui du nord, ils sont notamment concurrencés par les nationalistes baathistes et nassériens confondus ainsi que par les groupuscules marxistes. Le régime socialiste de type marxiste, la République Démocratique Populaire Yéménite (RDPY), qui se met en place en juin 1969, à la faveur d'un classique "mouvement correctif"[1195], dans les régions du Hadramaout et de Aden, avec l'appui de Moscou[1196], érige en "ennemi de classe" tout pouvoir religieux et réprime sévèrement toute velléité de contestation religieuse. L'organisation des Frères y est bientôt totalement démantelée[1197]. Il leur faudra attendre la fin des années 1980 et surtout l'unification de mai 1990 pour se réimplanter et renouer avec leurs activités de propagande dans les régions du Sud-Yémen.

2. Les Frères nidifient au coeur du régime nord-yéménite

D'emblée placés aux côtés des vainqueurs, les Frères participent à la construction de la République Arabe du Yémen (RAY), qui s'étend sur la partie nord du pays. De l'élaboration du cadre constitutionnel à la mise en place des éléments de son

[1193] R. Detalle, *Les partis politiques au Yémen..., op. cité*, p.336
[1194] R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat..., op. cité*, p.276
[1195] R. Detalle, *Les partis politiques au Yémen..., op. cité*, p.333-334
[1196] " (...) Des navires soviétiques sillonnent la mer Rouge ! (...) " s'exclame Benoist-Méchin, *op. cité*, p.78

appareil, de la participation au gouvernement à la défense de l'Etat, les Frères sont partout présents. A partir de cette position dominante, ils peuvent rayonner sur la société nord-yéménite et diffuser leur vision d'un islam épuré. L'action caritative et sociale, l'éducation pour la réislamisation de la société ou le prêche dans les mosquées, sont les instruments privilégiés de la stratégie des Frères yéménites comme dans tous les autres contextes nationaux étudiés précédemment. Nonobstant, une différence fondamentale distingue les Frères yéménites des autres branches des Frères musulmans : ils ne sont pas en concurrence avec l'Etat, ils bénéficient même d'une garantie institutionnelle étatique. La légitimité politique de la branche yéménite des Fréres et leur développement institutionnel sont comparables à ceux de la branche jordanienne des Frères.

2.1. *Les Frères imposent leur credo à l'Etat*

La stabilisation politique de la RAY à la fin des années 1960 permet de promulguer la Constitution permanente de 1970, sous la présidence d'al-Iryani. Le texte de la Constitution, élaboré par un "Conseil national", reflète, pour nombre d'auteurs yéménites, l'activisme des leaders historiques des Frères au sein du système. La seule indication pemettant d'éclairer cette assertion nous est fournie par F. Burgat : "L'un des dirigeants historiques des frères, Abduh Mohammed al-Makhlafi, participe (...) au "Conseil national" chargé d'élaborer la Constitution"[1198]. Assurément, un seul représentant des Frères est bien peu pour imposer une orientation idéologico-politique à tout un pays.

En revanche, l'hypothèse de nombre d'autres observateurs, selon laquelle le texte de la Constitution est plutôt le résultat du conservatisme de la société nord yéménite, à forte composante tribale, semble plus probable. Ainsi, pour ces derniers c'est plutôt l'action des hommes de religion, qu'ils soient traditionnalistes ou modernistes liés aux Frères, des chefs de tribus et des hommes d'affaires conservateurs qu'il faudrait

---

[1197] voir Paul Monet, *Réislamisation et conflit religieux à Aden. La structuration locale du champ religieux après l'échec de la sécession de 1994,* mémoire de DEA, Paris, Institut d'Etudes Politiques, 1995, p.9, cité par F. Mermier, *op. cité*, p.15

[1198] F. Burgat, *Le Yémen..., op. cité*, p.235

voir derrière le texte de la Constitution. Notons que ce sont ces mêmes catégories sociales qui seront à l'origine du parti islamo-tribale al-Islah, en septembre 1990.

Le texte de la Constitution permanente de 1970 dispose d'emblée que les habitants de la RAY sont "un peuple arabe et musulman". L'article 1 stipule que le Yémen est un Etat arabe et islamique ; l'article 2, que l'Islam est religion d'Etat ; l'article 3, que la charia est source de toutes les lois[1199]. Si l'empreinte des Frères sur la Constitution pemanente se trouve certainement diluée par un conservatisme consubstantiel à la société tribale, l'emprise des Frères sur la société yéménite ne s'en développe pas moins de multiple autres manières.

Ainsi, le président al-Iryani confie-t-il aux Frères le ministère de l'Education. Voilà qui favorise la diffusion de leur idéologie caractérisée par une vision de l'ensemble des activités humaines (sociale, humanitaire, culturelle et politique) à travers le prisme de l'Islam et une critique acerbe, voire haineuse, de l'Occident. Financés par l'Arabie Saoudite, les "instituts scientifiques", qui sont des établissements d'enseignement religieux, commencent à se multiplier. L'emprise des Frères sur la société yéménite est consolidée par leur implantation progressive dans les conseils locaux élus, puis, sous la présidence d'Ibrahim a-Hamdi (1974-1977) par la création en 1975, au sein du ministère des Biens religieux, d'un Bureau de l'orientation religieuse. Grâce à cette nouvelle institution, les Frères complètent les instruments d'assujetissement idéologique de leurs compatriotes et coreligionnaires.

On vient d'évoquer le financement saoudien, disons un mot pour en préciser les motivations. Mohammad al-Saqqaf et F. Burgat conviennent tout deux que la stratégie de l'Arabie Saoudite à l'égard du voisin yéménite vise a suscité les tensions et divisions à l'intérieur du pays. Cette stratégie, qui peut prendre des formes surprenantes, consiste essentiellement à favoriser l'institution tribale au sein de la RAY afin d'en faire l'axe central de la vie politique et empêcher l'apparition d'un Etat central fort[1200]. On comprend ainsi pourquoi les Saoudiens financent massivement les établissements d'enseignement religieux mais aussi et surtout les tribus de la Confédération Hachid par l'entremise du cheikh al-Ahmar. En effet, les Al-Ahmar et les Al-Saoud entretiennent

[1199] R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat..., op. cité*, p.277
[1200] Mohammad al-Saqqaf, *Le contentieux territorial entre le Yémen et l'Arabie Saoudite : vers une solution ?*, Maghreb-Machrek, n°149, juil.-sept. 1995, p.66

d'excellentes relations et les premiers sont inscrits dans le budget des seconds depuis les années 1960[1201]. De cette manière l'Arabie Saoudite favorise une tendance idéologico-politique proche de la sienne, d'où les accusations récurrentes à l'endroit des instituts de diffuser le wahhabisme, et garantit l'indépendance financière des tribus par rapport à l'Etat. La poursuite de cette stratégie explique l'opposition saoudienne à la réunification des deux Yémens du Nord et du Sud, et poussée à l'extrême, le soutien apporté aux "communistes" du Sud lors de la guerre civile de 1994, "démontrant, selon F. Burgat, une nouvelle fois le primat trivialement égoïste et pragmatique de sa diplomatie (saoudienne) en général et sa relation aux forces politiques yéménites en particulier"[1202]. Ainsi, le financement des instituts n'est qu'un des aspects d'une stratégie visant à diviser les forces politiques d'un voisin potentiellement puissant et, à long terme, à favoriser une alliance islamo-tribale susceptible de prendre le pouvoir selon une ligne idéologico-politique soeur de celle du royaume saoudien[1203].

Après la mort du président al-Hamdi, un assassinat déguisé, et le fugitif épisode de la présidence d'al-Ghachmi (1977-1978), le colonel Ali Abd Allah Saleh prend le pouvoir. Ce dernier, membre de la tribu Sanhan de la Confédération tribale Hachid et demi-frère du cheikh Abd Allah al-Ahmar[1204], s'appuit naturellement sur les Frères solidement implantés dans les conseil locaux élus et disposant d'un réseau en plein essor d'instituts d'enseignement religieux. Cette alliance est d'emblée fructueuse pour les Frères puisque la première loi de statut personnel de la RAY, loi n°3 sur la famille, est promulguée dès 1978. Fidèle à la lecture coranique des islamistes, de quelque mouvement qu'ils se revendiquent, elle légalise la polygamie, le divorce par triple répudiation, l'âge minimum du mariage des filles à 15 ans et, en cas de divorce, la garde des enfants au père, passé l'âge fixé par la loi[1205]. Ce nouveau succès dans la codification du credo est bientôt renforcé par la création d'un comité de codification de la charia. Toutefois, celui-ci n'en finit pas de repousser le terme de son travail et en 1997,

[1201] R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat..., op. cité*, p.289
[1202] F. Burgat, *Le Yémen..., op. cité*, p.242
[1203] cf. M. al-Saqqaf, *Le contentieux territorial..., op. cité*, pour plus de détails sur la stratégie saoudienne à l'égard du Yémen
[1204] R. Labévière, *op. cité*, p.91
[1205] R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat..., op. cité*, p.280

le comité est toujours présent au sein de la Chambre des députés[1206]. On remarquera la similitude des stratégies de contre de l'islamisme entre le Yémen et l'Egypte. Dans ce dernier pays l'entreprise de codification de la charia, entamée en 1977, n'en est en 1983 qu'aux prolégomènes et le projet est définitivement abandonnée après un vote à l'Assemblée du peuple, le parlement égyptien, en mai 1985[1207].

Après l'assassinat d'al-Hamdi ses partisans se regroupent au sein d'une organisation clandestine et quatre mois après l'accession du colonel Saleh tentent de le renverser. Rejoints par divers mouvements de gauches clandestins, les partisans nassériens d'al-Hamdi forment le Front National Démocratique et lancent, en février-mars 1979, la lutte armée contre la RAY à partir de ses régions chaféites. Les Frères et les tribus sont mis à contribution dans la lutte contre la sédition armée du FND appuyée par la RDPY. Le président Saleh réussit à trouver une issue négociée et ouvre les pourparlers avec le FND, lesquels aboutissent à la formation du Congrès Populaire Général (CPG) et à la rédaction d'une Charte Nationale.

Le grand gagnant de cette confrontation est encore une fois le mouvement islamiste. En effet, selon de nombreux observateurs, le texte de la Charte "reflète le rôle croissant des islamistes au nord et, en particulier, du mouvement "clandestin" des Frères musulmans"[1208], tandis qu'ils obtiennent, en 1982, la moitié des sièges au comité permanent du nouveau parti unique, le CPG.

L'impact des Frères sur la société yéménite ne peut se mesurer précisément qu'à l'aune des résultats d'un processus électoral. En 1988, les premières élections visant à renouveler le Conseil consultatif du CPG, sans affiliation partisane ni liberté de la presse, donnent un tiers des sièges du conseil aux islamistes. A Sanaa en particulier, ils remportent 6 des 7 sièges au détriment des candidats du Président et Secrétaire général du CPG, Ali Abd Allah Saleh[1209].

Au moment de la proclamation de l'Unité en mai 1990, laquelle fait partie de l'horizon de chacun des deux régimes du Nord et du Sud, depuis 1967[1210], les rapports entre le gouvernement de la RAY et les islamistes sont donc excellents et même

---

[1206] R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat..., op. cité*, p.280
[1207] G. Kepel, *Le Prophète et Pharaon..., op. cité*, p. 136 et 270
[1208] R. Detalle, *Les partis politiques au Yémen..., op. cité*, p.337
[1209] R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat..., op. cité*, p.281

complémentaires. Le parcours des islamistes yéménites n'est d'ailleurs pas sans rappeler celui des Frères musulmans jordaniens qui défendent le trône Hachémite contre les poussées nationalistes arabes nassériennes au cours des années 1950. Toutefois, cette relation change de nature à partir de l'autonomisation des islamistes suite à la création du parti al-Islah en septembre 1990. Le président Saleh qui a toujours besoin de leur soutien les ménage jusqu'au lendemain de la guerre de 1994 qui voit l'élimination du Parti Socialiste Yéménite de l'ex-RDPY, mécaniquement les alliés d'hier se retrouvent adversaires.

On analysera les années 1990 et l'entrée dans les années 2000 après avoir exposé, avec plus de précisions que précédemment, le développement des instrument du contrôle social des islamistes. Le changement qualitatif de la relation Etat-mouvance islamiste nous oblige à le faire pour plus de clareté.

2.2. *Le système éducatif, cheval de Troie de la propagande islamiste*[1211]

C'est sous la présidence du qadi Abd al-Rahman al-Iryani (1968-1974) qu'Abd al-Malik al-Tayyib, l'un de ceux qui accompagne Zubayri en 1964, est nommé ministre de l'Education[1212]. Dès 1968, est fondée au sein du ministère, l'Administration générale de l'éducation scientifique, c'est à dire religieuse, dont la tache est de veiller au développement et à la gestion des instituts scientifiques, établissements d'enseignement religieux de type "moderne" ou réformiste. On compte alors quatre niveaux d'enseignement : l'école coranique qui accueille les enfants en bas âge pour leur inculquer les bases de la religion, commencer l'apprentissage du Coran par coeur et les initier à l'art de la récitation ; les niveaux élémentaires, primaires et secondaires ; l'administration générale de l'éducation scientifique est aussi en charge de l'éducation islamique dans l'enseignement général.

Le président Ibrahim al-Hamdi (1974-1977) qui cherche à réduire la dépendance de la République de la tutelle politique des tribus s'appuit sur les islamistes idéologiques et met l'accent sur l'intégration de l'Islam dans les politiques publiques. Les Frères se

---

[1210] cf. R. Detalle, *Les partis politiques..., op. cité*, pour plus de détails sur cette question
[1211] Ce développement s'appuit sur les contributions de R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat..., op. cité*, pp.271-298 ; et F. Mermier, *L'islam politique au Yémen..., op. cité*, pp.6-19
[1212] F. Mermier, *op. cité*, p.9

voient à ce titre accorder une marge de manoeuvre accrue dans le domaine de l'Education et de la propagande. La création du Comité scientifique pédagogique en témoigne. Organisme indépendant, sa fonction consiste à diffuser l'enseignement islamique et les préceptes religieux au sein de la population. Pourtant, l'activisme des Frères inspire au Président un retour au contrôle des instituts par le ministère de l'Education. Finalement, en 1977 une solution alternative est trouvée avec la création de la Direction des instituts scientifiques. Confiée au qadi Yahya al-Fusayyil, cette nouvelle institution conserve de large prérogatives : élaboration des méthodes éducatives et des livres scolaires, formation des maîtres dans les domaines religieux et général.

Simultanément, al-Hamdi crée par décret en 1975, un Bureau de l'orientation religieuse confié à Abd al-Majid al-Zandani. A la fin des années 1970, ce Bureau, rebaptisé Bureau de l'orientation (religieuse) et de la guidance, fusionne avec le ministère des Waqf ou des Biens religieux. Grâce à cette dernière institution, désormais partie intégrante de l'appareil d'Etat, c'est la propagation des idées islamiques qui est puissamment favorisée par des tournées de daawa ou prêche dans les mosquées, des conférences religieuses, des programmes radiophoniques puis télévisés, ainsi que par le journal al-Irchad, la guidance, créé en 1979.

On constate une évolution qualitative, à partir de la fin des années 1970, de la propagande islamique. Celle-ci relève désormais de l'islamisme et affiche son militantisme. Pour comprendre cette évolution, il faut se replacer dans le cadre des troubles qui agitent les régions chaféites après l'assassinat du président al-Hamdi, troubles qui sont mis à profit par le régime sud-yéménite dans le cadre d'un conflit territorial avec la République arabe yéménite du nord (RAY), février-mars 1979[1213].

Le nouveau président de la RAY, Ali Abd Allah Saleh (depuis 1978), scelle une alliance avec la composante islamo-tribale du régime. Il favorise la diffusion d'une idéologie religieuse aggressive et améliore le statut des instituts. La Direction des instituts scientifiques devient l'Organisation générale des instituts scientifiques et son président, le qadi Yahya al-Fusayyil, jusque l'Unité en mai 1990[1214], est élevé au rang

[1213] F. Burgat, *Le Yémen..., op. cité*, p.235

[1214] Une certaine confusion, peut-être n'est-elle qu'apparente, entoure les nominations à la tête des instituts scientifiques et du Bureau de l'orientation religieuse. F. Mermier (*op. cité*, p.10) et R. Detalle (*Les islamistes yéménites..., op. cité*, p.279) s'accordent pour dire que le Bureau de l'orientation religieuse est

de ministre. Ainsi, l'accusation selon laquelle ces établissements d'enseignement religieux entraînent militairement les jeunes militants islamistes et forment les cadres du mouvement, s'analyse dans ce contexte.

Forte de son nouveau statut, l'Organisation générale, dont l'objectif est de "(...) diffuser l'enseignement islamique (...) afin d'éduquer les générations en accordance avec les préceptes coraniques (...) former les cadres scientifiques susceptibles de répandre la conscience islamique et l'orientation religieuse dans la société, produire des spécialistes dans les différentes sciences, dotés d'une culture islamique, pour servir la patrie dans tous les domaines...", impose son credo et son éthique à tous les niveaux de l'enseignement : la part de l'éducation religieuse augmente "de manière significative" dans l'enseignement général ; à partir de 1983, la tenue "islamique" est imposée aux jeunes filles et aux enseignantes ; en 1988, la prière est rendue obligatoire dans les écoles ; enfin, dans l'enseignement supérieur, l'Université de Sanaa, fondée en 1970, n'échappe pas à l'emprise des islamistes[1215] au cours de cette même période. A partir de 1984, la matière "Culture islamique" est imposée dans toutes les facultés, à tous les étudiants. L'ouvrage de référence, rédigé par un collège de quatre auteurs, dont Abd al-Wahab al-Daylami, un haut responsable du parti al-Islah, affiche son caractère vindicatif et désigne l'adversaire idéologique, si ce n'est l'ennemi, lorsqu'il dénonce "l'invasion militaire et culturelle des croisés de l'Occident contemporain". On retrouve là un thème récurrent de la propagande islamiste anti-occidentale. Ces autorités morales "supérieures" stigmatisent la bassesse de l'Occident décadent qui légifère sur la prostitution "(...) considérée comme une profession et comme une des libertés féminines (...)", légalise l'avortement et autorise le nudisme. Les doctrinaires de référence des islamistes yéménites sont les mêmes que ceux croisés précédemment dans cet exposé : Ibn Hanbal, Ibn Taïmiyya et Mohammad Rachid Rida.

---

confié à Abd al-Majid al-Zandani en 1975, en revanche pour R. Detalle, Yahya al-Fusayyil lui succède sans préciser la date, tandis que pour F. Mermier, Zandani rejoint en 1977 la Direction des instituts scientifiques et que Yahya al-Fusayyil est le président de l'Organisation générale des instituts scientifiques jusqu'en 1990.

[1215] Cette emprise est confirmée dans les années 1990, puisque le secrétaire général du syndicat des étudiants yéménites, l'Union Général des Etudiants Yéménites UGEY, Ahmed al-Tochi se présente sous la bannière d'al-Islah aux élections législatives d'avril 1993. De même, le vice-président de l'Université de Sanaa, Abou Bakr al-Qirbi est un proche des islamistes d'al-Islah ; voir B. Lefresne, *op. cité*, p.32 et 35

L'emprise des Frères yéménites sur la formation intellectuelle des jeunes générations semble augmenter à la faveur de la guerre de 1994 (mai-juillet 1994), guerre de secession du Sud, quatre ans à peine après l'Unité de mai 1990. On retrouve en quelque sorte une séquence événementielle déjà vu à la fin des années 1970. Non seulement 1994 marque la fondation de deux universités privées rattachées au parti al-Islah, la Faculté de technologie et de sciences et l'Université al-Iman, littéralement l'Université de la Foi, mais les ministères de l'Education et des Waqf échoient aux membres d'al-Islah.

L'université al-Iman, présidée par Abd al-Majid al-Zandani, comprend quatre facultés : la faculté de la foi, la faculté de charia, la faculté des sciences humaines et sociales et la faculté de la prédication et de l'information. L'université a pour objectif de former des "oulémas capables de pratiquer l'ijtihad et l'effort de renouveau". La juxtaposition de la Faculté de technologie et de sciences et l'Université al-Iman démontre, si besoin en est, que l'islamisme à la manière des Frères, s'il méprise le libéralisme intellectuel et moral des occidentaux, qui peut être perçu comme une forme de modernité ontologique, n'en rejette pas pour autant la modernité scientifique et technologique purement matérielle. Une démonstration concrète de cette orientation de l'islamisme : grâce au contrôle du ministère de l'Education, les Frères contrôlent les contenus des programmes et le recrutement des enseignants. F. Mermier remarque que l'enseignement de la philosophie dans le secondaire se trouve menacé à court terme, faute d'enseignants. Mais la stratégie s'applique aussi sur le long terme, puisque les inscriptions au Département de Philosophie de l'Université de Sanaa sont suspendues en 1996 et que les Départements de Philosophie et de Sciences sociales des Facultés de sciences pédagogiques sont fermés de manière définitive la même année.

La stratégie des Frères dans le domaine de l'éducation tend donc à supprimer de manière définitive tout enseignement dont l'objectif est la connaissance par l'exercice de la raison et dont l'essence est contestation de quelque tautologie. Il n'est un mystère pour personne que philosophie et croyance religieuse présentent des densités rationnelles incompatibles et que l'existence de l'une menace celle de l'autre. Notons que le diptyque préconisé par les Frères et les islamistes pour arriver à la connaissance, Foi et Science, est l'asymétrique du couple Philosophie et Sciences. A la proposition de

Bergson : "Il n'y aurait pas place pour deux manières de connaître, philosophie et sciences, si l'expérience ne se présentait à nous sous deux aspects différents"[1216], on mesure, entre autre, l'irreductibilité des divergences entre les tenants des deux manières de connaître.

La philosophie, pratiquée avec engouement par les premiers musulmans qui découvrent l'héritage des Grecs, se trouve rapidement en porte à faux avec les ouléma et autres autorités religieuses. Ibn Hanbal (780-856), référence première des islamistes, on se rappelle qu'Ibn Taïmiyya appartient à l'école hanbalite de même que le wahhabisme s'en inspire essentiellement, meurt des suites des mauvais traitements infligés par les tenants d'un islam raisonné, voire philosophique puisque d'inspiration néo-platonicienne, les Moutazilites[1217]. Ces derniers tentent de lui faire nier le caractère increé du Coran et le vieil ascète, fin connaisseur des hadiths, succombe à la bastonnade sans rien lâcher de ses convictions[1218]. Cet évènement fixe un temps zéro de l'affrontement entre tenants de la lecture littérale du texte sacré et partisans de l'ijtihad, c'est à dire de l'effort de réflexion autour du texte, de l'effort d'interprétation et de contextualisation. Cet évènement ajoute une raison concrète à l'incompatibilité essentielle de la philosophie et de la religion.

Si dans le cas d'Ibn Hanbal ce sont les partisans de l'exercice de la raison qui sont intransigeants, il en va autrement du cas d'Ibn Ruchd, l'Averroès des Occidentaux. Né à Cordoue en 1126 d'une famille de qadi malékite, l'école juridique alors en vigueur dans toute l'Espagne musulmane et aujourd'hui encore au Maghreb, il est nommé premier médecin du prince Almohade Commandeur des Croyants en 1182 et à la même époque grand qadi de Cordoue. Fin connaisseur d'Aristote dont il commente l'oeuvre pour le prince, il est considéré comme un philosophe par ses détracteurs, les oulamas malikites qui tiennent "le peuple sous la rigueur de leur orthodoxie". Engagé dans la guerre contre les chrétiens, le pouvoir politique se raidit sous la pression des oulamas et Averroès est banni (1195), ses doctrines anathémisées, les livres de philosophie brûlés

---

[1216] Dictionnaire le Petit Robert, 1973, article *philosophie*

[1217] Les Moutazilites proclament l'indépendance de la volonté de l'homme et son pouvoir de déterminer librement ses actes , en dehors de tout déterminisme. Le Moutazilisme, système de pensée rationaliste,va jusqu'à nier le caractère increé du Coran, hérésie suprême pour les tenants de l'orthodoxie qui nie la capacité de la raison à atteindre la vérité.

[1218] Farid-ud-Din Attar, *Le mémorial des saints*, éd. du Seuil, 1976, p.213

et son étude interdite du fait de sa dangerosité pour la religion. Averroès ne revient en grâce auprès du prince qu'un an avant sa mort en décembre 1198[1219]. Trois siècle après Ibn Hanbal, les tenants de la religion ont imposé leur loi, en fait déjà bien avant, et l'impossibilité de cohabitation entre philosophie et religion est réaffirmée.

Plus proche de nous, S. Qotb fustige "les "philosophes de l'islam", dont Avicenne et Averroès, qu'il considère comme l'ombre de la philosophie grecque détachée de tout lien avec l'islam alors que celui-ci dispose d'une philosophie propre fondée sur le Coran et la Sunna". Enfin, nous avons vu qu'en 1996, le professeur Nasr Abou Zeïd est condamné pour apostasie pour ses tentatives d'introduire une dose de rationalité dans la lecture du Coran, critiquant par là même la lecture trop littérale des salafites[1220]. L'exercice de la raison comme moyen d'atteindre la vérité n'est pas acceptable pour les musulmans les plus orthodoxes et les islamistes qui y voient une menace pour la religion et sa domination sur le monde des hommes.

On a cité Ibn Hanbal, Ibn Taïmiyya et Mohammad Rachid Rida comme doctrinaires référenciels des islamistes yéménites, voilà qui nous renvoit à une forme rigoriste et intransigeante de l'Islam, le wahhabisme, et à ses protecteurs, les Saoud.

2.2.1. *Financement saoudo-wahhabite pour l'édification des jeunes yéménites*

On a vu qu'à l'époque d'al-Hamdi, un effort particulier est fait pour intégrer l'Islam dans les politiques publiques. Cette dynamique renforce la sympathie de l'Arabie Saoudite pour son remuant voisin qui, nous indique R. Detalle, "finance massivement les instituts scientifiques et les salaires des enseignants étrangers, pour la plupart Frères musulmans"[1221]. On a vu que Malika Zeghal identifie notamment les diplômés de l'université d'al-Azhar lesquels officient au sein du ministère des Biens religieux et enseignent dans les instituts scientifiques[1222].

Si en 1977-1978, on dénombre 37 instituts et 30 écoles coranique, en revanche en 1982-1983, on compte 515 instituts et 161 écoles coraniques, tandis que dix ans plus tard, en 1994-1995, on atteint 1381 instituts accueillant 13% de la population scolarisée

---

[1219] Encyclopédie de l'Islam, nouvelle édition, article *Ibn Rushd*, p.934-944
[1220] A. Basbous, *op. cité*, p.227-229
[1221] R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat..., op. cité*, p.278
[1222] Malika Zeghal, *Gardiens de l'Islam..., op. cité* par R. Detalle, *op. cité*, p.278

du Yémen dans le primaire et le secondaire. Par ailleurs, des écoles pour la formation des maîtres font leur apparition, on en compte 129 au lendemain de la guerre de sécession de 1994[1223]. Ce dynamisme s'explique par le financement massif des instituts par l'Etat yéménite entre 1982 et 1986 qui fait de leur développement une de ses priorités[1224], en tant que soutien idéologique, voire militaire, dans le conflit territorial qui l'oppose au régime socialiste du sud du pays. A ce financement étatique s'ajoute celui en provenance d'Arabie Saoudite. Ce dernier financement que l'on pourrait qualifier d'idéologique vise, selon Mohammad al-Saqqaf, un objectif politique : créer un système analogue au sien, soit une alliance entre wahhabisme et pouvoir politique. D'où l'effort, ajoute l'auteur, pour créer dans le Nord des écoles religieuses calquées sur le modèle saoudien. Le nombre d'instituts dans cette région du pays y dépasserait 700[1225]. Il ne faut dès lors s'étonner de trouver dans les manuels d'enseignements des références explicites chères au wahhabisme. Ainsi, "une récente analyse effectuée par un zaydite traditionnaliste, précise R. Detalle, établit l'influence majeure du hanbalisme de type wahhabite. L'auteur soulignant l'absence totale de références aux autres écoles doctrinales de l'islam, ce qui facilite leur condamnation"[1226]. Enfin, dans l'objectif de former les futurs ambassadeurs du wahhabisme, certains étudiants sont envoyés accomplir leurs études supérieures en Arabie Saoudite à l'Université Oum al-Qoura.

On a vu l'action des Frères dans le domaine de l'éducation, reste à examiner celle dans les domaines caritatif et social. On dispose de peu de données à ce sujet et il semble que les Frères yéménites soient moins actifs dans ces domaines que leurs homologues soudanais, égyptiens, jordaniens ou palestiniens. F. Burgat qui qualifie les instituts scientifiques "d'institutions caritatives d'éducation" semble signifier qu'il n'existe pas d'associations ou d'organisations caritatives et sociales à part entière, comme dans les autres contextes nationaux.

[1223] F. Mermier, *op. cité*, p.10
[1224] Mohammad Abd al-Salam précise dans son ouvrage, *La République du Yémen du Nord entre le sultanat et la tribu* (en arabe), cité par F. Mermier, *op. cité*, p.10, "qu'un budget de 300 millions de riyals lui a été imparti durant ces cinq années, ce qui représente près de la moitié des sommes allouées à l'université de Sanaa qui se vit attribuer 736, 1 millions de riyals".
[1225] Mohammad al-Saqqaf, *Le contentieux territorial..., op. cité*, p.67

2.2.2. *La presse et les autres moyens de la propagande islamiste*

Nous avons vu que c'est en 1979, en plein conflit idéologique et territorial avec le Sud socialiste, que les Frères se dotent d'un journal, al-Irchad, publié par le ministère des Biens religieux. En 1985, alors que la réconciliation a succédé au conflit, le président Saleh autorise les Frères a publié un nouveau titre, l'hebdomadaire al-Sahoua, Le Réveil, sous entendu de la nation musulmane. Si en 1979, la propagande des Frères relève désormais de l'islamisme, avec al-Sahoua, journal officiel du RYR, elle prend un tour radical et affiche son affiliation wahhabite. On y évoque les évènements soudanais et afghans, on y rappelle le rôle des Hassan al-Banna, Sayyid Qotb ou Khalid al-Islambouli, l'assassin de Sadate, voire on en fait l'éloge, et le ton devient de plus en plus hostile au zaydisme traditionnel[1227]. Une publication mensuelle, al-Nour, la Lumière, vient compléter la présence du RYR dans la presse.

De son côté, le cheikh Abd al-Majid al-Zandani crée, en tant qu'organes de presse de son Université de la Foi, le journal Sawt al-Iman, La voix de la foi, et le magazine féminin Chaqaîq al-rijal, Les soeurs des hommes[1228].

Dans le secteur de la presse enfantine, un magazine illustrée, Oussama, est publié par l'Association de Bienfaisance pour la Réforme Sociale affiliée au RYR.

Dans un pays comme le Yémen où le taux d'alphabétisation est plus que faible, les islamistes yéménites, à l'instar de leur homologues égyptiens, se servent des enregistrements sonores pour diffuser leur propagande, qu'il s'agisse de prêches ou de conférences. Jusqu'à une date récente les islamistes n'ont pu accèder à la télévision. La multiplication des chaînes satellitaires et des paraboles leur permet désormais de s'y exprimer. Ces moyens de la propagande, s'ils sont importants, n'expliquent pas l'impact et l'influence des islamistes sur la société.

2.3. *L'action sociale et caritative*

A l'instar de la plupart des mouvements islamistes, la branche yéménite des Frères s'est dotée d'un bras humanitaire et social, l'Association de Bienfaisance pour la Réforme sociale (ABRS). On dispose de peu de données factuelles sur ses activités,

---

[1226] R. Detalle, *Les islamistes yéménites..., op. cité*, p.279
[1227] *ibid.*, p.281
[1228] *ibid.*, p.295-296

certainement en raison de sa relative nouveauté puisqu'elle est fondée en mars 1990. Cependant, on peut penser que l'action sociale et caritative fait partie de l'éventail des activités des Frères yéménites bien avant cette date, comme le laisse entendre F. Burgat, notamment en ce qu'elle constitue un des moyens d'action des Frères depuis l'origine ainsi qu'un puissant moyen de mobilisation sociale. En outre, on peut penser que le développement de l'humanitaire islamique dans les années 1980 fait école aussi bien au Yémen que dans les autres contextes nationaux. On a exposé plus haut l'impressionnant essor de l'humanitaire islamique transnational à partir de l'expérience afghane. Les Frères yéménites ne font pas exception qui se dotent de l'Association de Bienfaisance Islamique pour la Victoire d'al-Aqsa (ABIVA), dont la mission, on l'aura compris, est l'aide aux Palestiniens des territoires occupés. L'ABIVA s'intéresse aussi à la situation des musulmans dans les Balkans. Bernard Lefresne signale à ce sujet, l'organisation d'une exposition à l'Université de Sanaa en mai 1993 sur la situation des musulmans en Bosnie-Herzégovine[1229]. L'essentiel de l'action caritative et sociale des Frères yéménites reste pourtant cantonné dans le cadre national et l'on peut même dire, à l'aune des données disponibles, que l'action de l'ABRS remplit essentiellement une mission de resocialisation autour des valeurs islamiques voulues "orthodoxes".

L'ABRS, dirigée par Tariq Abou Louhoum, fils d'un cheikh important de la Confédération Bakil, précise F. Mermier[1230], peut-être le Sinan Abou Louhoum qui s'engage aux côté d'Al-Ahmar dans le hizb Allah de Zubayri, sinon un parent, mis à part un rôle "non négligeable dans l'aide aux sinistrés après les inondations d'Aden"[1231] dans le courant de l'année 1993, semble se concentrer sur l'organisation de mariages collectifs qui permettent aux jeunes désargentés de s'unir. Entre 1993 et 1996 douze mariages collectifs sont organisés qui unissent 718 couples[1232] dans les principales villes du pays, Sanaa, Aden, Taez et Hodeïda. En organisant et finançant ce genre de cérémonies, qui attirent des milliers de personnes et dont la visibilité est importante, l'ABRS répond à une demande sociale et trouve un vecteur de propagande important. L'Association estampille le mariage et en fait un héritage sur la longue durée, elle

[1229] Bernard Lefresne, *Les islamistes yéménites et les élections*, Maghreb-Machrek, n°141, juil.-août 1993, p.32
[1230] F. Mermier, *op. cité*, p.17
[1231] B. Lefresne, *op. cité*, p.32

s'attache une catégorie de population désireuse de changer sa situation sociale et donc un électorat pour demain porteur de l'idéal islamiste. Lorsque pour le douzième mariage collectif organisé à Sanaa, le 18 juillet 1996, l'Association unit une centaine de couple, dont des fils de notables, en particulier ceux du cheikh al-Ahmar et de Tariq Abou Louhoum, elle donne même l'impression aux jeunes défavorisés, qui ont choisi le mariage collectif par défaut, d'avoir déjà changé de statut social et remplit un de ses objectifs, le rassemblement de toutes les classes de la société yéménite autour de valeurs sociales islamiques "orthodoxes". L'une des limites à la diffusion d'une vision islamiquement "orthodoxe" de la société se trouve dans le respect du rite de la partie de qat laquelle est offerte par l'Association. On verra dans ce geste la preuve du pragmatisme des islamistes, l'importance de l'alliance avec les tribus et la garantie d'une croissance continue de leur emprise sur la société yéménite.

2.4. *L'essor des banques islamiques au Yémen*

Dans la stratégie des islamistes d'imposer leur modèle de société à travers des institutions parallèles intégrées au cadre officiel, leur dernier acquis d'importance est certainement la légalisation du secteur bancaire islamique. Les banques islamiques procurent aux islamistes une visibilité accrue, une image de défenseur des valeurs de l'Islam dans tous les secteurs d'activités de la société, un instrument de propagande auprès des petites entreprises et leur assurent les financements dont ils ont besoin pour mener à bien leurs projets de société. Au-delà de cet avancé dans le secteur financier, la création de banques islamiques marque l'intérêt croissant des islamistes yéménites pour le secteur entreprenarial privé.

Dans le cas du Yémen, la création des banques islamiques s'insèrent dans un cadre légal spécifique qui fait référence au Coran et à la charia, laquelle est inscrite dans l'article n°3 de la Constitution comme "la source de toute législation". En vertu de ce principe, la charia, qui a une valeur constitutionnelle supérieure, pourrait être utilisée pour annuler la loi de 1991 sur les banques traditionnelles qui autorisent le riba c'est à dire l'intérêt, puisque cette pratique est contraire à la charia. Comme pour confirmer cette crainte d'une inévitable confrontation entre les tenants de ces deux manières de

[1232] F. Mermier, *op. cité*, p.18

gérer le capital, le projet de loi initial, présenté au Parlement le 31 juillet 1995, prévoit que les banques traditionnelles pourront ouvrir des "guichets islamiques" à condition de modifier leurs statuts, c'est à dire de se transformer en banques islamiques. Cette disposition de la loi rejetée en deuxième lecture, la loi sur les banques islamiques est votée le 29 juillet 1996[1233].

C'est au lendemain de l'Unité, lors des premières élections législatives du pays en avril 1993, que le parti al-Islah présente son projet de création de banques islamiques. On est donc loin des expériences pionnières, des Emirats Arabes Unis, de l'Egypte ou du Soudan qui se dotent de ces établissements dans la deuxième moitié des années 1970.

Le projet se développe dans un contexte de crise économique due à l'unification et à la posture du Yémen, durant la guerre du Golfe (août 1990-février 1991), considérée comme pro-irakienne[1234]. La crise économique est encore aggravée après la guerre fratricide de mai-juillet 1994. Placé face à la nécessité de renflouer les caisses de l'Etat, le gouvernement en appelle aux institutions financières et monétaire internationales pour lancer un programme de réformes. L'enjeu principal est la mobilisation des masses monétaires qui échappent aux établissements bancaires traditionnels, estimées, selon M. al-Saqqaf, à "75% du montant global des émissions de billets de banques"[1235]. C'est dans le contexte des mesures d'encouragement à l'épargne populaire qu'al-Islah intensifie sa campagne en faveur de la création de banques islamiques, appuyé par de grandes familles commerciales et industrielles, le groupe Hayel Saïd et le groupe Abd al-Karim al-Asouadi. L'argument récurrent des islamistes en faveur des établissements bancaires islamiques est celui du souci des musulmans de faire correspondre la gestion de leur capital avec leur foi. Les banques islamiques seraient donc plus à même que les banques traditionnelles d'attirer l'épargne "dormante" des Yéménites ainsi que les économies des expatriés rentrés au pays après la deuxième guerre du Golfe. En terme d'investissement, les banques islamiques se

---

[1233] Mohammad al-Saqqaf, *Banques islamiques : les enjeux politiques*, Maghreb-Machrek, n°155, janv.-mars 1997, p.43-44

[1234] Sur les conséquences politiques et surtout économiques pour le Yémen, de la deuxième guerre du Golfe voir M. al-Saqqaf, *Banques islamiques..., op. cité*, pp.37-44, et l'article de R. Detalle, *Ajuster sans douleur ? La méthode yéménite*, Maghreb-Machrek, n°155, pp.20-36

[1235] M. al-Saqqaf, *Banques islamiques..., op. cité*, p.39

prêteraient mieux au soutien financier des petits commerces et de l'artisanat, lesquels peinent à faire valoir leurs causes auprès des établissements traditionnels, grâce aux différents instruments financiers qu'elles proposent[1236].

La loi spécifique sur les banques islamiques au Yémen, une première dans le monde arabe, a été suivie de la création de trois banques, la Islamic Bank of Yémen for Finance and Investment, la Tadhamoun Islamic Bank et la Saba Islamic Bank. Ces établissements sont adossés aux principales institutions de ce secteur, dont l'incontournable banque Fayçal. Sur ces trois banques au moins deux sont liées au parti al-Islah. En effet, le groupe Hayel Saïd qui a soutenu l'initiative d'al-Islah et qui est un des plus grands groupes commercial et industriel du Yémen, est le principal actionnaire de la Tadhamoun, tandis que le député Hamid al-Ahmar, un des fils du cheikh al-Ahmar, est un des principaux fondateurs de la Saba Islamic Bank[1237]. N'oublions pas le cheikh Abd al-Majid al-Zandani qui n'a pas ménagé ses efforts pour arriver à ce résultat et qui, pour couronner le succès ainsi remporté, organise un grand congrès international sur la banque islamique à Sanaa, en décembre 1996[1238].

2.4.1. *Construction d'un secteur économique "islamique"*

Avec une position quasi monopolistique dans le secteur de la banque islamique, les islamistes yéménites montrent un fort intérêt pour le secteur économique privé et se dotent des moyens de financer leurs entreprises. R. Detalle nous signale d'ailleurs que la construction d'un secteur économique se proclamant islamique est déjà en cours avec la constitution d'une chaîne d'épiceries, Al-Mawouarid, qui fournit notamment des produits d'origine iranienne. Une autre société a vu le jour pour l'exploitation des ressources halieutiques, la "Yemen Company for Fisheries and Marine Life". Cette entreprise, dont le capital est réparti entre des miliers d'actionnaires, est présidée par Abd al-Majid al-Zandani[1239]. On se rappelle que déjà dans les années 1940, au

[1236] Il existe trois types de contrats. La moudaraba est un contrat basé sur le risque ; la banque fournit le capital et le partenaire le travail, tandis que profits et pertes sont partagés. La moucharaka est un contrat de partenariat qui prévoit que la banque touche sa part des profits proportionnellement à sa participation au capital. La mourabaha consiste en l'achat de marchandises par la banque pour un partenaire, marchandise qu'elle revend avec une marge bénéficiaire fixé d'avance.
[1237] M. al-Saqqaf, *Banques islamiques..., op. cité*, p.44
[1238] R. Detalle, *Les islamistes yéménites..., op. cité*, p.294
[1239] R. Detalle, *Ajuster sans douleur..., op. cité*, p.27

lendemain de la seconde guerre mondiale, les Frères musulmans égyptiens de Hassan al-Banna fondent diverses sociétés sur ce modèle.

Les islamistes d'al-Islah sont donc désormais des acteurs de l'économie de marché et multiplient "les études et prospections commerciales afin de trouver les secteurs où pourrait s'épanouir leur esprit d'entreprise"[1240].

3. Le tournant des années 1990

Les années 1990 sont marquées par l'Unité, la tentative d'accomodement de deux régimes politiques au moins idéologiquement opposés et la rupture que constitue la guerre civile de 1994.

La relation des islamistes avec le parti unique au pouvoir dans la RAY ne change pas significativement avant que l'affrontement nord-sud ne consacre la victoire du camp du président Saleh. Les islamistes qui ont participé activement à la victoire du nord touchent les dividendes de leur engagement et entrent en nombre au gouvernement. Dès lors, le face à face RYR-CPG tourne à la rivalité politique dont le CPG sort vainqueur non sans ménager son adversaire. Les élections de 1997 consacre la nouvelle répartition des forces et celles de 2001 l'entérine. Les islamistes sont désormais un parti de l'opposition.

3.1. *De l'Unité à la guerre civile*

L'Unité, proclamée le 22 mai 1990, est globalement bien accueillie en témoigne l'approbation par 98.3% des participants au référendum de mai 1991, de la Constitution unitaire[1241]. Celle-ci marque notamment une révolution dans la vie partisane du pays : la liberté d'association y est reconnue.

Dans un premier temps, les deux ex-partis uniques PSY et CPG se partagent les institutions de l'Etat : un Conseil présidentiel composé de cinq membres avec à sa tête Ali Abd Allah Saleh, assisté d'un vice-président socialiste, Ali Salim al-Bid. Les trois autres membres qui le composent sont deux CPG et un socialiste ; le Parlement, qui

---

[1240] R. Detalle, *Ajuster sans douleur..., op. cité*, p. 27
[1241] R. Detalle, *Les partis politiques..., op. cité*, p.339

résulte de la fusion des instances législatives des deux ex-régimes, Conseil consultatif et Conseil suprême du peuple, auxquels s'ajoutent des membres désignés, est présidé par un socialiste tout comme le gouvernement[1242]. Rapidement, des tensions se font jour entre dirigeants du Nord et du Sud, en particulier concernant un ambitieux programme de réformes élaboré par le chef du gouvernement socialiste et approuvé par la Chambre des députés en décembre 1991[1243]. Le vice-président socialiste du Conseil présidentiel marque sa désapprobation en se retirant dans le sud du pays, suspendant par trois fois sa participation à la direction du pays en 1992. Parallèlement, la situation s'aggrave avec le retour de 700 000 travailleurs yéménites du Koweït et de l'Arabie Saoudite après la deuxième guerre du Golfe. Non seulement les subventions accordées par ces deux pays se tarissent mais aussi celles des pays membres du Conseil de Coopération du Golfe[1244]. Il en résulte une hausse vertigineuse du chômage et une dépréciation excessive du riyal. La tension se libère fin 1992 lors d'émeutes populaires dans les principales villes du pays.

Les élections législatives, prévues par la Constitution unitaire, se déroulent dans un calme relatif et sans fraudes particulières le 27 avril 1993, plaçant à la tête du pays une coalition tripartite CPG-PSY-RYR. Les trois années passées ont révélé l'incompatibilité idéologique des islamistes avec les "athés" du sud. L'année qui s'écoule, entre les élections parlementaires d'avril 1993 et le début de la guerre civile en mai 1994, n'est qu'une préparation à l'affrontement marquée par l'entrée de Zandani dans le conseil présidentiel. Celui-ci entame une tournée dans le pays pour galvaniser la population et les troupes contre le sud impie, tandis que le vice-président al-Bid effectue une ultime retraite, en août 1993, à Aden.

La guerre civile (mai-juillet 1994) signe la victoire des dirigeants de l'ex-RAY, pour le plus grand bénéfice des islamistes. Moins de trois ans après la formation de leur parti politique, ils entrent au gouvernement, et se montrent d'efficace auxiliaires du pouvoir en matière de mobilisation humaine contre le gouvernement ou en faveur de l'Unité.

[1242] R. Detalle, *Yémen, les élections législatives du 27 avril 1993*, Maghreb-Machrek, n°141, juil.-août 1993

[1243] R. Detalle, *Ajuster sans douleur..., op. cité*, p.21

[1244] M. al-Saqqaf, *Le contentieux terrritorial..., op. cité*, p.64

3.1.1. *La formation du RYR et ses premiers combats politiques*

Dans l'ex-RAY, on assiste à une floraison de partis islamistes[1245], dont le RYR, qui se crée en septembre 1990, est le plus important. Celui-ci associe les représentants des tribus Hachid et Bakil, le cheikh Abd Allah al-Ahmar et Sinan Abou Louhoum, ainsi que des Frères, Abd al-Majid al-Zandani, Yahya al-Fousayyil, Yassin Abd al-Aziz al-Qoubbati, Abd al-Wahhab al-Daïlami, Abd al-Wahhab al-Anisi, Abd Allah Saatar, et des hommes d'affaires conservateurs, Hayel Saïd, Thabet, Abd al-Karim al-Asouadi, inquiets de l'avenir de leurs intérêts dans le cadre de la réunification. Les jeunes islamistes du Hizb al-Nahda, le Parti de la Renaissance, proches des leaders islamistes R. Ghannouchi et H. al-Tourabi, se joignent à la mouvance islamo-tribale d'al-Islah. Le RYR, dont la composante tribale est très importante, voire essentielle[1246], est soutenu politiquement et financièrement par l'Arabie Saoudite, selon la logique exposée plus haut. D'ailleurs, sa direction bifide, Zandani l'idéologue, et al-Ahmar le représentant des tribus et le chef du parti, est acquise aux dirigeants saoudiens. Le parti qui se forme est d'emblée potentiellement le challenger des deux poids lourds que sont le CPG et le PSY, les succès électoraux le confirmeront.

Les premières tensions ne tardent pas à se faire jour. La Constitution qui fait de la charia la source principale et non unique de toute législation soulève une vague de protestations des religieux du RYR. "Une immense manifestation est organisée dans les rues de Sanaa", donnant la mesure des capacités de mobilisation d'al-Islah. Toutefois, la coordination entre les directions du CPG et du RYR permet de limiter l'opposition à un appel à "l'abstention et non au vote négatif", tandis que le Conseil présidentiel émet une "déclaration constitutionnelle" stipulant qu'aucune loi "contraire à la charia ne sera tolérée"[1247]. La Constitution est finalement massivement approuvée en mai 1991.

Le second achoppement se produit autour de la loi scolaire. Cette loi, préparée par des fonctionnaires du nord comme du sud, vise à uniformiser les cursus et à

[1245] Pour un panorama détaillé du paysage partisan du Yémen unifié, voir R. Detalle, *Les partis politiques yéménites..., op. cité*, pp.333-345 ; et plus particulièrement concernant les partis islamistes de l'ex-RAY, voir R. Detalle, *Les islamistes yéménites..., op. cité*, pp.284-286

[1246] R. Detalle dans *Les partis politiques yéménites..., op. cité*, p.341, signale exclusivement la présence de milliers d'hommes de tribus lors de la première conférence d'al-Islah en janvier 1991, dans le grand stade de Sanaa.

replacer l'ensemble des établissements scolaires du pays sous le contrôle du ministère de l'Education. Les instituts scientifiques sont directement visés, qui sont accusés de former des esprits sectaires, voire d'organiser des entraînements militaires. La loi est votée sans mal, en août 1992, par l'assemblée législative où députés du CPG et du PSY sont de loin majoritaires et font bloc. Dans la rue pourtant, le RYR démontre une fois de plus, en moins d'un an, son incomparable capacité à mobiliser les foules. Bien que dûment votée cette loi ne connaît aucun début d'application avant fin 1996[1248]. Autre démonstration de l'étroite coordination entre le CPG et le RYR.

C'est dans un climat de tensions manifestes que le pays "unifié" aborde ses premières élections législatives. L'antagonisme idéologique entre le PSY et le RYR est renforcé par les attentats à répétition qui visent les personnalités socialites, nous reviendrons ultérieurement sur ce point, et la mise en cause du cheikh Zandani en connivence avec H. al-Tourabi dans un complot "pour saboter les élections et instaurer un Etat islamique au Yémen"[1249].

3.1.2. *La campagne électorale et les élections législatives d'avril 1993*

Le RYR démontre, lors de sa campagne électorale et par les résultats obtenus lors des élections, son excellente organisation et sa capacité à mobiliser son électorat.

Dans la foulée des contestations relatives à la loi scolaire et en préparation de son programme électoral, le RYR organise du 27 au 30 décembre 1992, à Sanaa, le "Congrès pour l'Unité et la Paix", sous la double présidence des cheikh al-Ahmar et Zandani. Avec une moyenne de 4000 participants comprenant oulama, qadi, cheikh tribaux, professeurs et hommes d'affaires, c'est la composante tribale venue écouter le cheikh al-Ahmar qui émerge comme majoritaire. Dès lors, c'est moins un parti islamiste radical qu'un parti conservateur qui se donne à voir.

En outre, c'est un véritable idéal démocratique dans le cadre de la charia qui est préconisé, si l'on en croit le document de travail distribué lors du Congrès : "Dieu a donné la chura afin de protéger les libertés et les droits de la tyrannie et du despotisme (...). Le droit de l'Umma est de discuter de toutes les choses la concernant, et en

---

[1247] R. Detalle, *Les islamistes yéménites..., op. cité*, p.286
[1248] *ibid.,* p.288
[1249] R. Detalle, *Les élections..., op. cité*, p.4

particulier, du choix de ses dirigeants (...). La chura est au coeur de la religion. Aujourd'hui, le moyen de réaliser la chura, c'est de tenir des élections libres et honnêtes ; c'est le chemin idéal pour appliquer la volonté du peuple (...)"[1250].

On constate que le RYR n'hésite pas à justifier religieusement et le processus électoral et la démocratie, affirmant sa compatibilité avec la charia. La juxtaposition des termes chura-démocratie ou le néologisme arabe churaouiyya viennent renforcer l'engagement du parti islamo-tribal en faveur de la démocratie dans le cadre de la charia. En cohérence avec cette ligne politique, le RYR préconise l'islamisation de l'économie, dont on a vu le représentant emblématique : les banques islamiques. Enfin, autre élément important du programme d'al-Islah : son attachement à l'unité yéménite, à la révolution de 1962 et au régime républicain "qui a fait sortir le Yémen du sous-développement, de l'immobilisme (...), qui a mis fin à un pouvoir despotique et a donné aux citoyens le droit d'élire leurs gouvernants"[1251]. Pour un parti soutenu politiquement et financièrement par l'Arabie Saoudite, cette formulation est audacieuse et peut même être perçue comme une critique indirecte du régime saoudien.

Le 27 avril 1993, jour des élections au suffrage universel ouvert aux citoyens et citoyennes de plus de 18 ans, selon un mode de scrutin uninominal majoritaire à un tour, le RYR arrive en deuxième position en nombre de députés (62), derrière le CPG (125) et devant le PSY (56), et en troisième position en nombre de voix derrière le CPG et le PSY. Bien que l'Islah ne remporte aucun siège dans les ex-gouvernorats du Sud, il y fait de bons scores et manque d'emporter la capitale du Hadramaout, la ville portuaire de Moukalla. Ses meilleurs résultats, l'Islah les obtient dans les régions du centre, Taez, Ibb et Dhammar avec 37 élus sur 62[1252]. Le cheikh al-Ahmar qui se présente dans le bourg de Khamer, capitale des Hachid, au nord de Sanaa, le score est sans appel avec 91% des suffrages. L'un de ses fils, membre lui aussi du RYR, est élu moins glorieusement à Hajja, nord-est de Sanaa. A Sanaa même, les candidats présentés par l'Islah font l'objet d'accords pré-électoraux secrets avec le parti du président Saleh[1253], ceci afin de ne pas voir se reproduire victoire islamiste quasi-total de 1988. Ainsi, Abd

[1250] B. Lefresne, *op. cité*, p.29
[1251] *ibid.*, p.30
[1252] Pour des détails chiffrés et une analyse plus fine des résultats des élections législatives d'avril 1993, voir B. Lefresne, *op. cité*, pp.26-37

Allah Saatar, député sortant est réélu avec près de 40% des voix, tandis que Abd al-Wahhab al-Anisi, secrétaire général d'al-Islah,lui aussi député sortant, n'est pas réélu, malgré 32% des suffrages en sa faveur. Quant à Abd al-Majid al-Zandani, il ne s'est pas porté candidat à l'élection[1254].

Ces élections pérennisent la main mise des grands partis sur les affaires du pays et entérinent le caractère conservateur des yéménites qui votent pour la continuité. Ainsi, note R. Detalle, la nouvelle Chambre des députés consacre le pouvoir des grandes familles de cheikh tribaux : Al-Ahmar en particulier est élu président de la chambre des députés avec 223 voix contre 59 à son adversaire[1255] ; mais aussi les Abou Chaouareb, Abou Ras, les al-Rouweïchan, et les al-Chayef, dont le cheikh Najji al-Chayef, de la Confédération Bakil, participe à la formation d'al-Islah avant de le quitter quelques années après ; on compte aussi de grands entrepreneurs tels que Hayel Saïd et Thabet[1256].

Avec 62 députés élus, le RYR fait naturellement son entrée au sein du grouvernement de coalition tripartite. Quatre membres d'al-Islah se voient attribuer les portefeuilles ministériels des Affaires locales, de la Santé, des Bien religieux et du Commerce. L'Education, bien qu'échappant aux islamistes, est attribuée à Abou Bakr al-Qirbi, membre du CPG et vice-Président de l'Université de Sanaa, réputé proche des islamistes. Le fait que l'Islah s'estimant lésé par rapport au PSY, il obtient qu'Abd al-Wahhab al-Anisi, qui n'a pas été réélu à Sanaa, soit nommé vice-premier ministre, et Abd al-Salam Kerman aux Affaires juridiques et parlementaires. Le PSY se voit attribuer 9 ministères et le CPG, 15[1257].

Le bon déroulement des élections dans leur globalité et l'apparent consensus entre les trois formations gouvernementales ne semblent pas suffire à préserver l'avenir paciifque et démocratique du Yémen. La tension déjà palpable avant les élections, s'accroît avec une ultime "retraite", à Aden, du vice-président socialiste du Conseil présidentiel. C'est à ce moment qu'une place est offerte à Abd al-Majid al-Zandani au sein du Conseil présidentiel, comme un signe avant-coureur de l'inévitable

---

[1253] R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat..., op. cité*, p.281
[1254] B. Lefresne, *op. cité*, p.31
[1255] *ibid.*, p.34
[1256] R. Detalle, *Les élections..., op. cité*, p.21

confrontation. L'idéologue d'al-Islah entame alors une tournée à travers le pays pour préparer les foules à l'affrontement, et en particulier les militaires.

3.1.3. *La guerre de mai-juillet 1994...*

L'implication des Frères yéménites dans la guerre civile de 1994 est de diverses natures : idéologique et militaire. A l'instar des précédents conflits qui menacent le régime nord-yéménite ou opposent le nord au sud du pays, les Frères se mobilisent pour sa défense. Ainsi, Abd al-Majid al-Zandani, en sa qualité de membre du Conseil présidentiel, fait-il la tournée des casernes à travers le pays pour prêcher la lutte contre "les impies du Parti socialiste". Mais, il n'est pas le seul, Abd al-Wahhab al-Daïlami jette aussi l'anathème sur les dirigeants socialistes et leurs partisans, et demande aux troupes loyalistes de les considérer comme des apostats[1258]. On a vu à diverses reprises ce qu'il en coûte.

Une autre personnalité charismatique s'emploie à légitimer l'affrontement, voire le massacre des impies et autre apostats, c'est Oussama b. Laden qui prêche durant ces quatre années dans les mosquées du pays, et dénonce "les communistes hérétiques, principaux ennemis des musulmans et de la réunification du Yémen"[1259].

On peut se demander ce qu'Oussama b. Laden fait au Yémen. R. Labévière, dans son ouvrage "Les dollars de la terreur", nous explique qu'après la défaite de l'armée Rouge en 1989, la stratégie des politiciens américains n'est plus au soutien inconditionnel des moujahidin arabes ; l'heure est au redéploiement. Or, le Yémen est une position géostratégique intéressante et l'Etat islamique semble à portée de main. Ainsi donc, au lendemain de la proclamation de l'Unité, arrivent d'Afghanistan les moujahidin arabes d'Oussama b. Laden. Ce dernier, d'origine yéménite par son père, est l'un des plus proches amis du cheikh al-Ahmar[1260]. Les combattants arabe-afghans sont accueillis en héros par les cheikh al-Ahmar et Zandani et affectés dans des camps spécifiques, selon les mission qui leur seront confiées : technique de la guerilla urbaine ;

[1257] B. Lefresne, *op. cité*, p.35
[1258] F. Mermier, *op. cité*, p.10
[1259] R. Labévière, *op. cité*, p.93
[1260] *ibid.*, p.93

maniement des explosifs ; assassinats individuels et personnalisés[1261]. Ainsi, O. b. Laden explique à un attaché militaire soudanais en mission à Aden, que ses Afghans ont tués 158 dirigeants du PSY de 1990 à 1994[1262]. Au déclenchement des hostilités entre l'armée de l'ex-RDPY et l'armée nordiste, le 5 mai 1994, les Afghans intégrent les milices hachid et la première division mécanisée nordiste. Le 7 juillet 1994, la victoire est acquise aux partisans de Saleh.

3.1.4. *et les lendemains triomphants d'al-Islah*

L'après-guerre est prometteur et triomphal pour al-Islah qui a grandement contribué à la victoire. Les Frères en particulier acquièrent des moyens de contrôle accru sur la société, le Parti et se voient confier des portefeuilles ministériels sensibles.

Ainsi, la Constitution est modifiée. Si le président Saleh, réélu sans surprise, est débarassé du Conseil présidentiel, les islamistes obtiennent la reformulation de l'article 3 de la Constitution qui fait de la charia "la source unique de toute législation". R. Detalle souligne que "le double principe du pluripartisme et de l'alternance pacifique au pouvoir" sont désormais inscrits dans la Constitution, ce qui, selon lui, "oblige à reconnaître que les amendements de 1994 ne peuvent se résumer à une régression quant à la démocratisation du Yémen"[1263].

En septembre 1994, al-Islah se réunit en congrès et se dote de nouvelles institutions. Si al-Ahmar demeure le chef du parti, les Frères renforcent leur contrôle à tous les niveaux. Le cheikh Yassin Abd al-Aziz al-Qoubbati, qui dirige le mouvement "clandestin" des Frères après le départ du cheikh Zandani pour l'Arabie Saoudite dans les années 1980, est nommé vice-président du RYR. Zandani préside le Conseil consultatif du parti, le Majlis al-choura, composé d'une centaine de membres. Abd al-Wahhab al-Daïlami est nommé aux arbitrages au sein du Parti et hérite, dans le nouveau gouvernement qui se forme le mois suivant, du ministère de la Justice.

En octobre 1994, un nouveau gouvernement est formé autour du président Saleh. Des ministères sensibles reviennent aux membres d'al-Islah, dont la Justice sus-mentionnée, l'Education, les Biens religieux, la Santé, l'Administration locale et les

---

[1261] *ibid.*, p.91
[1262] R. Labévière, *op. cité*, p.93
[1263] R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat..., op. cité*, p.290

Ressources halieutiques, autant de secteurs dans lesquels al-Islah tente de mèner sa politique. Le cheikh al-Ahmar quant à lui est reconduit au perchoir de l'Assemblée.

Forts de leur positionnement dans le gouvernement, les ministres d'al-Islah soutiennent les projets du Parti et passent des mesures conformes au programme islamiste : le ministre de l'Education accroît le nombre d'heures d'enseignement religieux et retarde l'apprentissage de l'anglais ; le ministre de la Justice favorise les juges proches de l'Islah ; celui des Ressources halieutiques soutient la "Yemen Company for Fisheries and Marine Life" et le ministre de la Santé les cliniques affiliées au Parti[1264].

Les relations entre le parti du Président et le RYR, se dégradent rapidement. Les nécessaires réformes économiques qui n'ont pas été mises en oeuvre entre 1990 et 1994 sont plus que jamais urgentes, alors que la guerre, dont le coût est estimé à 11 milliars de $[1265], a encore creusé les déficits et aggravé la situation économique du pays. Les islamistes d'al-Islah se retrouvent dans la situation embarassante d'associés à de sévères mesures d'austérité. En outre, le pays est toujours en proie à l'agitation des moujahidin arabes qui prennent position dans le sud du pays, terrorisent la population et détruisent le patrimoine culturel yéménite lié au culte des saints[1266].

C'est dans ce contexte de tensions au sein du gouvernement, entre les alliés d'hier, que s'opère le changement qualitatif des relations entre les deux partis majoritaires.

4. Le passage de l'Islah à l'opposition

Le passage d'al-Islah dans l'opposition, alors même que certains de ses membres sont au gouvernement, n'est pas l'occasion d'une radicalisation outrancière du parti islamo-tribale. On peut même la qualifiée à l'instar de F. Burgat de "bien tempérée". En effet, le lancement par le gouvernement d'un programme de réformes

---

[1264] R. Detalle, *Les islamistes yéémnites et l'Etat..., op. cité*, p.292 et R. Detalle, *Ajuster sans douleur..., op. cité*, p.27

[1265] M. al-Saqqaf, *Banques islamiques..., op. cité*, p.39

[1266] Entre 1995 et 1997, les arabes-afghans sont redéployés vers la Corne de l'Afrique, en particulier la Somalie. Un certain nombre d'entre eux ne quittent toutefois pas le Yémen et sont cantonnés dans des

économiques et structurelles, sur recommandation de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, est l'occasion pour al-Islah de promouvoir son projet de création de banques islamiques. Ainsi, les ministres d'al-Islah acceptent-ils certains aspects des réformes en contrepartie du vote en faveur de la loi sur les banques[1267]. Cet échange de "bons procédés" n'est pourtant pas idéal, comme le montre l'opposition des parlementaires d'al-Islah au régime des réformes, alors que l'année 1996 doit voir leur deuxième volet mis en application. Le parti du Président décide donc de réduire significativement l'influence des islamistes à la veille des élections législatives d'avril 1997.

En juin 1996, la réunion du comité général du CPG, qui se termine par un communiqué en forme de pré-programme électoral, profite de l'occasion pour adresser un avertissement à peine voilé au RYR concernant l'indispensable application de la loi scolaire votée en 1992[1268]. La volonté du CPG de confisquer au RYR les moyens de son influence, au coeur de la société, est manifeste. En septembre 1996, un décret présidentiel ordonne la fermeture des instituts ouverts en lieu et place des écoles gouvernementales, en particulier dans le sud du pays. Le 5 décembre 1996, le Conseil des ministres vote le budget 1997 qui prévoit la fusion du budget des instituts (5 milliards de riyals soit 50 millions de $) avec celui du ministère de l'Education[1269]. Les ministres d'al-Islah quittent la salle du Conseil en protestation[1270].

Al-Islah tente de riposter. Le ministre de l'Education, membre du RYR mais paradoxalement favorable à la loi scolaire, est obligé de démissionner (sept.1996) après une tentative d'assassinat sur sa personne. Son remplaçant, Abd al-Majid al-Mikhlafi, ne peut guère faire mieux qu'appliquer la loi[1271]. En novembre, le Congrès du Parti lance un appel à soutenir le développement des instituts et des écoles coraniques et à interdire toute mesure prise à l'encontre de leurs employés. Comme de fait, début décembre 1996, les membres d'al-Islah ont la possibilité de voler au secours d'un de leurs instituts et de son personnel, lorsque le cheikh d'un district du gouvernorat de Ibb, par ailleurs

---

camps au fond des vallées inaccessibles du Yémen. Selon R. Labévière, *op. cité*, p.123, quelque trois mille combattants sont toujours présents dans le nord du Yémen en 1998.

[1267] M. al-Saqqaf, *Banques islamiques..., op. cité*, p.40

[1268] R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat..., op. cité*, p.292

[1269] F. Mermier, *op. cité*, P.12

[1270] 30.12.1996, *Yemen's Islah party walks out in budget protest*, Sanaa, Reuters world report

membre du CPG, décide de transformer un institut en école. Cette tentative dégénère en affrontement entre partisans d'al-islah et partisans du cheikh bientôt rejoints par les forces gouvernementales[1272].

Dans un deuxième temps, la mise à jour des listes électorales au cours de l'été 1996, est mise à profit pour mettre en place un système de fraude massif, indiquant l'intention du CPG d'écarter toute résistance parlementaire à son programme de réformes en acquérant la majorité absolue à la Chambre[1273]. Comme de fait, les élections de 1997 entérinent une victoire sans appel du CPG avec 220 sièges[1274], tandis qu'al-Islah recule avec 53 sièges. Les islamistes sont totalement absents du gouvernement qui se met en place, seul le cheikh al-Ahmar conserve la présidence du Parlement[1275].

Cet échec électoral impose une révision de la stratégie d'al-Islah. Au sein du parti deux lignes stratégiques se font jour qui opposent les Frères emmenés par Zandani, à la ligne "tribale" du cheikh al-Ahmar. Les premiers préconisent une radicalisation du discours, voire des pratiques du Parti, pour attirer les laisser pour compte nombreux des réformes économiques ; les seconds penchent pour une coopération limitée avec le régime. Lors des émeutes de juin 1998, c'est le cheikh al-Ahmar qui s'adresse au gouvernement pour lui demander de "soulager le peuple de ses souffrances en cessant les réformes et en ramenant les prix (de l'essence et des produits alimentaires de première nécessité) à des niveaux raisonnables"[1276].

Un autre aspect, qui peut sembler inattendue, voire spectaculaire, est le rapprochement amorcé avec les partis de l'opposition, en particulier le PSY. Celui-ci a commencé dès le début du processus de fraude entamé au cours de l'été 1996 et il atteint un niveau inattendu lors des élections de 2003 pour lesquelles al-Islah noue une "alliance tactique avec l'ennemi socialiste d'hier"[1277]. Bien que l'on puisse constater la volonté d'al-Islah de respecter le cadre démocratique, voire de se moderniser en

---

[1271] R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat..., op. cité*, p.293
[1272] F. Mermier, *op. cité*, p.13
[1273] R. Detalle, *Les islamistes yéménites et l'Etat..., op. cité*, p.292
[1274] R. Detalle, *Les partis politiques au Yémen..., op. cité*, p.345
[1275] 20. 05.1997, *L'éclipse des islamistes au Yémen*, Sanaa, C. Ayad, Libération
[1276] 06.10.1998, Sanaa, Reuters world report
[1277] F. Burgat, *Les Salafis au Yémen ou... la modernisation malgré tout*, Chroniques Yéménites 2002, éditées par le Centre Français d'Etudes Yéménites à Sanaa

collaborant avec les socialistes ou en faisant entrer des femmes dans ses instances dirigeantes[1278], il serait hasardeux de présumer de leurs réelles intentions concernant ces évolutions.

S'il ne fait aucun doute que la frange fériste d'al-Islah emmenée par Zandani souhaite à terme l'établissement d'un Etat islamique et travaille à l'acquisition des moyens économiques et financiers, ainsi qu'à la réislamisation des mentalités en vue d'un objectif politique, le cadre de l'association avec les tribus l'oblige à accomoder sa stratégie en fonction de ce partenariat. Les Frères d'al-Islah dépendent trop de l'influence politique et des ressources financières du cheikh al-Ahmar pour envisager faire scission et s'autonomiser. Dès lors, il faut s'attendre à les voir se développer patiemment dans tous les domaines, culturel, social, humanitaire, économique et financier, tout en jouant la carte de la participation politique oppositionnelle.

Essai d'analyse prospective

Le développement de la branche yéménite des Frères s'inscrit globalement dans la ligne classique des Frères musulmans, par le biais de la propagande, de l'éducation et de l'action sociale et caritative. Une certaine originalité toutefois, réside dans son alliance avec la composante la plus représentative de la société yéménite, les tribus. Cette alliance oblige les idéologues à un certain pragmatisme en matière de respect de "l'orthodoxie" qui se traduit par une tolérance des pratiques spécifiques à l'islam de cette région. En retour, la coopération avec le segment tribal de la société yéménite assure à l'idéologie des Frères un vecteur d'expansion interne inégalable. Une autre particularité des Frères yéménite réside dans leur entrée en politique de manière précoce, directement au coeur du système.

Ces trente années passées au pouvoir, l'alliance avec les tribus et leurs principaux représentants, constituent le viatique des Frères à l'heure où leurs activités sociales et humanitaires sont sujettes à caution, et où leur vision politique apparaît partiellement dépassée. Mais, contrairement à leurs homologues soudanais, leur existence n'est pas menacée, les erreurs ne sont pas aussi nombreuses, probablement

[1278] 08.10.1998, Sanaa, Reuteurs world report

grâce au garde-fou tribal, dont l'autorité est incontestable. Deux options sont ouvertes, celle d'une modernisation relative de la pensée des Frères en phase avec l'époque moderne et en accord avec l'Islam ; et celle d'une rupture des Frères avec leurs alliés tribaux, éventualité évoquée par divers observateurs mais démentis dans les faits. En effet, cette rupture ne pourrait intervenir qu'une fois acquis les outils financiers et commerciaux, et les instruments socio-caritatifs et éducatifs propres permettant de prendre l'ascendant dans l'alliance avec les tribus. On peut penser que les leaders tribaux en sont conscients, qui dirigent l'ABRS et sont bien placés dans les banques islamiques.

C. Les Frères musulmans au Koweït

Ce sont des enseignants égyptiens qui fondent la première antenne koweïtienne des Frères la Jamiyyatu al-Rachidoun, l'Association des Guides[1279]. La répression nassérienne de 1954 amène de nouveaux venus, puis la confrontation avec le parti Baath en Syrie, à partir de 1963, auxquels se joignent même des irakiens. O. Carré et M. Seurat nous disent qu'ils sont accueuillis par la fraction koweïtienne de la Fraternité musulmane de Bassorah, association proche des Frères et crééе par Sawwaf en 1951[1280]. Ne disposant pas d'informations complémentaires, on peut penser que ces deux associations n'en forment qu'une seule. L'essentiel de l'activité de propagande des islamistes comme des autres idéologies politiques se fait à travers les clubs sportifs ou culturels. L'avantage des islamistes réside dans leur capacité à toucher le public de la mosquée.

Au lendemain de la ratification de la Constitution, par la première Assemblée nationale koweïtienne en 1963, qui autorise la vie associative et syndicale, les Frères créent l'Association pour la réforme sociale.

[1279] Fatiha Dazi-Heni, *Le rôle des coalitions politiques au Koweït dans une société dominée par les asabiyat locales traditionnelles*, in les Partis politiques dans les partis arabes, op. cité, REMMM, n°81-82, 1996/3-4, p.304

[1280] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.210

La décennie 1981-1991 est marquée par plusieurs évènements qui vont changer la pratique politique au Koweït : le retour d'un flux de jeunes issus des classes moyennes montantes, diplômés des universités occidentales et arabes, principalement égyptiennes. Notons que c'est dans les années 1980 que l'Union des étudiants koweïtiens devient un support politique important pour le courant des Frères ; le réinvestissement par ces jeunes des lieux de sociabilité traditionnels, mi-privés, mi-publics, que sont les diwaniyyat, pour en faire des tribunes politiques[1281] ; la deuxième dissolution du Parlement koweïtien, en juillet 1986, qui lance un mouvement de contestation politique orchestré par la coalition des députés de l'opposition, dont les Frères font partis avec Ismaïl al-Chatti et Abd Allah al-Nafisi. Ce mouvement est à l'origine de la formation de partis politiques avec, pour les Frères, le Mouvement constitutionnel islamique[1282].

La mobilisation politique, qui ne cesse de s'amplifier tout au long de cette décennie, atteint son apogée entre novembre 1989 et juin 1990, et se brise sur l'invasion irakienne du Koweït.

Après la libération, des élections sont organisées en octobre 1992, traduisant la nouvelle pratique politique de la société koweïtienne. Les Frères du MCI remportent 3 sièges. Aux élections de 1996, les trois principaux partis islamiques, chiite, sunnite salafiste et des Frères musulmans, obtiennent 11 sièges, soit deux de plus qu'en 1992[1283]. En 1999, ils en obtiennent 20 et au lendemain des élections du 5 juillet 2003, les islamistes totalisent 21 sièges sur les 50 sièges du Parlement koweïtien[1284].

Notons que seul 15% des Koweïtiens ont le droit de vote, puisqu'il est réservé aux hommes de plus de 21 ans et que les femmes se sont vues refuser le droit de vote, en 1999, notamment par les députés islamistes et conservateurs qui se sont opposés à une loi leur accordant leur droits politiques[1285]. La démocratie aux pays de l'or noir et des islamistes a trouvé ses limites. Du moins pour l'heure.

Le fait est que l'on assiste à une montée en puissance du vote islamiste au sein de la société civile. On peut penser que l'impact des interventions américaines à

[1281] F. Dazi-Heni, *Le rôle des coalitions politiques au Koweït..., op. cité*, p.305
[1282] *ibid.*, p.308
[1283] *ibid.*, p.315
[1284] 06. 07. 2003, *Kuwait liberals suffer poll blow*, BBC world service web site

répétition contre le Soudan et l'Afghanistan en 1998, et la situation qui ne cesse de s'aggraver en Palestine depuis 1996, affectent profondément la société koweïtienne qui voit dans les islamistes des agents efficaces de la lutte contre l'arrogance occidentale. La stagnation relative des islamistes aux élections de 2003 peut en revanche s'analyser comme un contre-coup des attentats de septembre 2001 aux Etats-Unis et comme une conséquence des pressions américaines sur l'Emirat pour contrôler les islamistes. On verra que ce contrôle vise en particulier les ONG des mouvements islamistes.

1. Les canaux de l'influence des Frères au sein de la société civile koweïtienne

C'est au sein des diwaniyyat que le discours politique se déploie avec force au cours des années 1980. La diwaniyya est l'espace traditionnel de sociabilité des grandes familles koweïtiennes. Grâce à la rente pétrolière devient une institution populaire. Les islamistes utilisent efficacement cette institution et rentabilisent le capital relationnel qui en découle. Notons qu'à ce réseau de connexions à la fois intimes et populaires s'ajoute celui de la mosquée, la mosquée du quartier ou la grande mosquée du vendredi. Les islamistes bénéficient donc d'un double temps de parole et une légitimité accrue, inhérente à la fonction religieuse ou simplement la proximité avec le milieux religieux

A ces canaux, il faut ajouter celui non moins puissant des coopératives publiques. Ces dernières sont en fait des supermarchés, voire des hypermarchés, autogérés par les habitants d'une localité qui en élisent les 9 membres du comité administratif. "Cette structure, observe F. Dazi-Heni, est un agent intermédiaire influent de la culture civique des Koweïtiens ; tout citoyen koweïtien de plus de 18 ans à le droit de voter, y compris les femme. Elle ajoute en sus, que certains candidats qui jouissent d'une légitimité locale très forte, grâce à leur efficacité dans la gestion de la coopérative de la localité, la réinvestissent lors des élections nationales"[1286]. Comme on peut s'y attendre, les Frères utilisent très largement ce canal politique primordial, qu'ils contribuent par ailleurs à moderniser et à dynamiser, pour servir leur ambitions politiques au niveau national[1287].

[1285] A. Basbous, *op. cité*, p.269
[1286] F. Dazi-Heni, *Le rôle des coalitions politiques au Koweï..., op. cité*, p.310
[1287] *ibid.*, p.311

Enfin, dernier élément important, l'aide gouvernementale, aux courants islamistes contres les courants laïcisants, qui va de l'aide financière à la facilitation de la prise de contrôle sur les sociétés coopératives par l'action du Ministère des Affaires sociales qui les gère en amont[1288].

2. L'activisme humanitaire transnational des Frères koweïtiens

L'Association pour la réforme sociale, dirigée par Abd Allah al-Ali al-Moutawa, l'un des représentants de la tendance radicale des Frères koweïtiens[1289], et directeur de l'ONG française Fraternité musulmane[1290], est à l'origine de la création, en 1984, de l'ONG Lajnat al-Daawa al-Islamiyya[1291], littéralement, "Comité de l'appel islamique". Cette ONG voit le jour pour porter secours aux Afghans en guerre contre l'armée Rouge et répond au désir des Frères d'intervenir directement dans le conflit par le biais d'une aide qui allie soutiens humanitaire et militaire.

Sur le terrain de l'humanitaire au niveau international, les ONG koweïtiennes sont libres de leurs décisions financières ou politiques. Qu'on en juge : Lajnat reste travailler en Afghanistan dans la première phase de radicalisation du régime des talibans, en 1997, alors que les ONG saoudiennes sont contraintes par Ryad à plier bagage, notamment pour sanctionner les nouveaux protecteurs d'Oussama, nous dit Abdel-Rahman Ghandour. Notons que le porte-parole d'O. b. Laden est un Frère koweïtien : Soulaïman Abou Ghaïth ; Autre exemple, l'ONG koweïtienne International islamic foundation, la plus grande ONG du pays, dont l'Association pour la réforme sociale est le mentor idéologique[1292], attribue 1000 $ à chaque famille de martyr palestinien et 500 $ à chaque famille qui compte un blessé[1293].

Ainsi, les soupçons des Américains et des Egyptiens, qui croient reconnaître la main d'ONG koweïtiennes, telles qu'International Islamic Charity Fondation ou Lajnat, derrière les activités de militants islamistes sur leurs territoires, semblent fondés.

[1288] F. Dazi-Heni, *Le rôle des coalitions politiques au Koweï..., op. cité*, p.311 et 313
[1289] *ibid.*, p.316
[1290] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.260
[1291] *ibid.*, p.129
[1292] *ibid.*, p.257
[1293] *ibid.*, p.209

D'ailleurs Ahmad Bichara, un libéral démocrate affirme "qu'une proportion notable de l'argent du charity business au Koweït, et dans d'autres pays du Golfe, aboutit entre de mauvaises mains et alimente des gpes extrémistes en Afghanistan, en Tchétchénie, au Pakistan, en Palestine, en Bosnie et ailleurs"[1294].

Depuis 1996 et les attentats meurtriers du Hamas en Israël, l'Amérique et l'Egypte font pression sur l'Emirat koweïtien pour qu'il contrôle plus strictement ses islamistes. Une mesure ancienne consiste à rendre l'acquisition d'une licence, autorisant le travail des ONG, plus difficile. L'Emirat, qui compte 52 ONG légalement enregistrés, en 1999 n'a délivré depuis 1985 que trois nouvelles licences[1295]. On retrouve dans cette mesure celles décrites plus haut pour l'Egypte.

En 1999, à l'approche des élections législatives, le gouvernement met sous surveillance cinq des plus grandes ONG du pays, dont la Lajnat, soupçonnées d'avoir détourné plusieurs millions de $ destinés aux réfugiés kosovars pour financer les campagnes des candidats islamistes aux élections législatives de 1999[1296].

Essai d'analyse prospective

On vient de voir comment les Frères étendent en cinq décennies leur emprise sur la société koweïtienne. On a constaté une progression fulgurante des islamistes, toutes confessions et tendances confondues, entre 1996 et 1999. En revanche un relatif tassement se fait jour entre 1999 et 2003. On peut penser que la situation internationale et les pressions qui en résultent jouent un rôle non négligeable pour inciter le gouvernement de la dynastie régnante à contrôler plus étroitement ses islamistes et réduire l'aide qui leur est grassement consentie jusqu'au milieu des années 1990.

On peut supposer en outre, que l'islamisme a atteint un premier seuil de sa croissance au-delà duquel il lui faudra trouver les moyens d'élargir son audience et rivaliser avec les libéraux de l'oligarchie marchande ou le courant plus laïcisant du nationalisme arabe.

[1294] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.261
[1295] *ibid.*, p.258
[1296] *ibid.*, p.260

Au Koweït, les islamistes sont des acteurs cohérents du jeu démocratique et devraient, dans le cadre de l'entente avec le clan des Sabbah régnant, continuer à proliférer. La forme du régime Koweïtien, la monarchie constitutionnelle, correspond de près à cette idée du gouvernement islamique développée par R. Rida puis S. Qotb.

En ce qui concerne, la dimension internationale, on a vu dans le cadre de notre exposé sur le Soudan, qu'entre ce dernier et le Koweït, une coopération se met en place dans les années 1990 pour soutenir les mouvements de contestation islamistes au Maghreb. On vient de voir comment, grâce à ses moyens financiers colossaux et à des outils d'intervention transnationaux très efficaces et indépendants, les Frères sont à la pointe du combat pour la propagation d'une certaine idée de l'islam, celle de H. al-Banna, à l'échelle internationale. On verra par la suite que la contribution des Frères Koweïtens à la propagation de l'Idée de H.al-Banna et des Frères musulmans ne s'arrête pas là.

On peut être sûr que cette dynamique de l'intervention humanitaire, lancée au début des années 1980, va perdurer et que les Frères seront capables de contourner les obstacles : d'une propagande plus discrète et moins aggressive pour endormir la vigilance des autorités internationales, en l'occurence les Etats-Unis et leurs alliés dans la lutte contre le terrorisme islamiste ; à la délocalisation du siège des ONG vers des cieux plus cléments, si d'aventure une rupture devait se faire jour avec les autorités koweïtiennes.

Force est de constater, après ce tour d'horizon des pays du sud du Machreq, que les Frères progressent sur les scènes politiques nationales. Si au Koweït, la progression des islamistes, dans le futur, devrait se faire moins spectaculaire, en revanche au Yémen, il est évident que le potentiel de croissance n'est pas épuisé. Les islamistes sont sous-représentés au Parlement yéménite du fait des entraves du Président à leur progression. On a vu qu'au Soudan, la volonté de continuer l'oeuvre commencée par Hassan al-Tourabi est forte. Le contrôle de l'armée, des appareils de sécurité et des ressources de l'Etat devraient assurer la pérennité du système.

Les exemples koweïtien et yéménite montrent la capacité des islamistes, emmenés par les Frères, à s'intégrer à la scène politique et à jouer le jeu de la démocratie. On peut douter de la sincérité de leur conviction en la démocratie, mais on

ne peut mettre en doute leur pragmatisme. On peut regretter leur instrumentalisation de la religion, les archaïsmes qu'ils lui font endosser, sinon les excès de l'intégrisme, mais on ne peut nier leur capacité à moderniser les activités sociales, économiques ou politiques, en réinvestissant les catégories islamiques qui s'y rapportent, voire en les réinventant.

Nous observerons dans la suite de cet exposé, la capacité des Frères au Maghreb, Maroc et Algérie, à s'intégrer à la scène politique locale et à y développer leur légitimité, notamment aux yeux du pouvoir.

IV. Les Frères musulmans au Maghreb

Au Maghreb, du Maroc à la Tunisie, les Frères ont trouvé des terrains propices d'expansion. Si en Algérie puis au Maroc, les Frères se sont intégrés, au prix d'une action sociale en profondeur et d'un combat politique de longue haleine, à la scène politique, en revanche en Tunisie, le mouvement s'est atomisé sous la pression sécuritaire du régime à la fin des années 1980. On abordera avec quelque détail les cas marocain et algérien, sans s'attarder sur la Tunisie où le mouvement n'existe plus qu'en exil à Londres, sous la direction de Rachid Ghannouchi.

A. Les Frères musulmans en Algérie

L'Algérie connaît, à la même époque que l'Egypte, un mouvement islamique politique, comparable à celui des Frères musulmans. C'est l'Association des Oulama fondée par Ben Badis en 1930[1297]. On se rappelle qu'un des disciples de Ben Badis, Fudayl al-Wartilani, se joint dans les années 1940 aux Frères égyptiens et se fait l'agent de Banna au Yémen pour l'internationalisation de l'organisation des Frères musulmans. Le contact est donc déjà établi, dans les années 1940, entre les deux mouvements égyptiens et algériens. Pourtant, il faut les lendemains de l'indépendance algérienne en 1962 pour y trouver les Frères musulmans égyptiens. Ce sont principalement des enseignants venus enseigner l'Arabe et des prêcheurs. Les islamistes algériens se constituent ainsi de solide fiefs dans l'enseignement[1298], selon une logique déjà décrite.

L'essor des islamistes reste modeste durant la période du président Houari Boumédienne (1965-1978) et du socialisme. Ils sont tolérés et opèrent sous surveillance dans les domaines culturel et éducatif[1299].

A l'inverse, le président Chadli (1979-1992) qui veut tourner la page du boumédiennisme, s'appuit plus nettement sur les islamistes. Le développement qui

[1297] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.208
[1298] A. Basbous, *op. cité*, p.142
[1299] *ibid.*, p.112

s'ensuit est celui déjà constaté en Egypte. Dans les universités, les islamistes, forts du soutien de l'Etat, imposent leur loi et interdisent les manifestations culturelles "contraires à l'Islam". Dans la même logique, l'Etat leur attribue des terrains pour y construire des lieux de culte. Ils les utilisent bientôt comme tribune politique et y développent l'action sociale et caritative. Encore une fois, ils occupent les espaces de l'action sociale laissés vacants par l'Etat. Lors du tremblement de terre de Tipaza en 1989, ils sont les premiers à intervenir[1300]. Le mouvement des Frères en Algérie représente le courant islamiste le plus ancien. Il s'est cristallisé autour de personnalités telles que Mahfoud Nahnah, Mohammad Bouslimani, Mohammad Saïd et Abd Allah Djaballah.

1. Mahfoud Nahnah ou les Frères musulmans en Algérie

Mahfoud Nahnah, né à Blida en 1938, participe au sein du FLN à la lutte pour l'indépendance. Opposé au régime socialiste de Boumédienne, il quitte le FLN et s'illustre en 1977, avec son compagnon le cheikh Mohammad Bouslimani, en sciant les poteaux téléphoniques entre Blida et Alger[1301]. Arrêtés, les deux comparses sont emprisonnés puis grâciés par Chadli en 1981.

Jusqu'à la fondation par Nahnah de l'organisation sociale et caritative, Islah wa Irchad, au lendemain des émeutes du pain en 1988, les versions sur son parcours divergent en apparence. Selon certains, à peine libéré, il se joint au maquis islamiste de Moustafa Bouyali[1302]. Ce dernier est tué en 1987 dans une opération de l'armée. Pour d'autres, il rejoint, dès le début des années 1980, les filières afghanes[1303]. Cette deuxième version a le mérite d'établir une connexion avec l'Organisation internationale des Frères à laquelle il semble très lié puisqu'il y assume un poste de direction. Il en serait le numéro trois d'après R. Labévière[1304].

Nahnah fonde, semble-t-il au lendemain des émeutes d'octobre 1988, l'organisation sociale Islah wa Irchad, Réforme et Guidance, essentiellement dévolue au prêche et à l'action caritative et sociale. De l'avis de Abdel-Rahman Ghandour, Islah wa Irchad accomplit un remarquable travail social, en particulier autour d'Alger et

[1300] A. Basbous, *op. cité*, p.124
[1301] *ibid.*, p.123
[1302] 16. 11. 1995, *Mahfoud Nahnah : l'islam tempéré*, A.H, Le Monde
[1303] 15. 11. 1995, *Nahnah, l'islamiste qui inquiète Zeroual*, J. Strazzula, Alger, Le Figaro

notamment grâce au financement de la banque des Frères, Al-Taqwa[1305]. Un trait caractéristique de la "philosophie" de Nahnah : il préconise la séparation entre action sociale et action politique, afin que l'action politique ne vienne pas entacher le caractère éthique du combat mené par les acteurs sociaux[1306]. Cette crainte qu'il exprime est doublée d'une critique à l'égard du FIS, créé en février 1989, par feu le cheikh Abd al-Baki Sahraoui, Ali b. Hajj et Abbasi Madani. On peut dire que Nahnah est le tenant d'une ligne "apolitique" qui distingue deux types de religieux : ceux qui s'inscrivant dans le courant traditionnel, s'érigent en conscience de la communauté musulmane face au gouvernant, sans privilégier la question du pouvoir politique, et ceux qui réclament l'exercice direct du pouvoir[1307]. Nahnah appartiendrait à la première catégorie tandis que les fondateurs et leaders du FIS, à la deuxième. Nonobstant, cela ne l'empêche pas de créer, à son tour, un parti politique le 6 décembre 1990, le Mouvement pour la Société Islamique (MSI-Hamas). Peut-être son intention est-elle de ne pas laisser le FIS occuper seul le terrain de l'islam politique ; la différence de qualité de l'électorat de chacune des deux formations a pu aussi jouer son rôle. En effet, tandis que le MSI-Hamas recrute dans les classes moyennes, commerçants, enseignants, employés et cadres supérieurs, le FIS cible les classes sociales les plus pauvres. Toujours est-il que les tensions entre les deux partis sont constantes depuis 1989 et se renforcent même lorsque Nahnah refuse d'appuyer le FIS lors des municipales de 1990.

Sur le plan doctrinal, le Hamas est plus sophistiqué que son rival, le FIS, mais son attitude modérée finit par diluer la portée contestataire de son discours et de son action. L'échec aux législatives de 1991 peut illustrer cette dernière assertion de Gema Martin-Munoz[1308].

[1304] R. Labévière, *op. cité*, p.158
[1305] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.71
[1306] *ibid.*, p.117
[1307] Gema Martin-Munoz, *Le régime algérien face aux islamistes*, in travaux et recherches de l'ifri, les Etats Arabes face à la contestation islamiste, *op. cité*, p.55
[1308] *ibid.*, p.55

2. L'aventure électorale des Frères algériens

Les législatives de 1991, dont les résultats seront annulés par la junte militaire et le processus démocratique suspendu en janvier 1992, suite à la victoire écrasante du FIS, n'ont pas été synonimes de succès pour le MSI-Hamas avec seulement 5.3% des voix[1309].

Le pouvoir algérien qui décide de renouer avec le processus démocratique, en 1995, autorise le MSI-Hamas de Nahnah à y participer. Le fait est que ce dernier s'est montré beaucoup plus raisonnable que les partisans du FIS, désavouant la violence et tentant de servir de médiateur entre le pouvoir et les islamistes insurgés. Nahnah est d'ailleurs condamné à mort par le GIA et quarante des cadres du parti sont assassinés en 4 ans.

Ainsi, aux élections présidentielles du 16 novembre 1995, la formation de Nahnah, le MSI-Hamas, occupant la place laissée vacante par le FIS et aidé par le financement massif de l'organisation internationale des Frères, recueille 25,58% des votes. Ce succès leur vaut de se voir confier le ministère de la Petite et moyenne industrie, ainsi que le secrétariat d'Etat à la pêche[1310]. Cette mansuétude du régime à l'égard des islamistes connaîtra bien vite un terme. En effet, lors des élections présidentielles du 15 avril 1999, suite à la démission forcée de Liamine Zeroual, la permission de participer aux élections est refusée à Nahnah et à son nouveau parti le Mouvement pour la Société et la Paix[1311]. Les élections de 1996 seront donc les premières et dernières élections auxquelles il aura participées, puisqu'il meurt en juin 2003[1312].

En avril 2004, pourtant, la permission d'entrer en lice pour les élections présidentielles est accordée à Abd Allah Djaballah, leader du parti islamiste Islah[1313]. Le courant islamiste compte en outre, un de ses membres au gouvernement.

[1309] 15. 11. 1995, Le Figaro
[1310] 05. 01. 1996, *Le Hamas fait une entrée discrète au sein du nouveau gouvernement algérien*, Alger, AFP
[1311] 20. 06. 2003, Islam Online & News Agencies
[1312] 25. 06. 2003, *Dernier hommage à Mahfoud Nahnah/Les Frères musulmans à Blida*, Salima Tlemçani, El-Watan
[1313] 19. 03. 2004, *La rivalité Bouteflika-Benflis au coeur de la campagne pour l'élection présidentielle en Algérie,* Florence Beaugé, Le Monde

Essai d'analyse prospective

Il apparaît donc que le mouvement d'intégration de l'islamisme dans le jeu politique algérien, initié en 1990 pour être aussitôt interrompu, connaît un renouveau chaotique, en 1995 puis en 2004.

Indéniablement, le président Abd al-Aziz Bouteflika s'est engagé à tourner la page sanglante des années 1990 : en affirmant, au lendemain de son élection en 1999, que l'interruption du processus électoral en janvier 1992 constituait une "violence", puis en menant sa politique de réconciliation nationale ; aujourd'hui, après sa re-élection le 8 avril 2004, en poussant le chef d'état-major de l'armée, le général Mohammad Lamari, l'homme de la décennie sanglante des années 1990, à la démission[1314].

Dès lors, la réconciliation avec les islamistes, dont les partisans de l'action politique seront les fers de lance, devrait poursuivre son chemin dans un contexte régional et international où les Frères mènent désormais le combat sur le terrain politique. La violence continuera pourtant d'exister malgré ou à cause de ce processus d'intégration dans des systèmes politiques perçus comme illégitimes par les plus radicaux et extrémistes.

Ainsi, au Maroc, depuis l'accession au pouvoir du roi Mohammad VI, à l'été 1999, les islamistes prennent leur place sur la scène politique locale. Parallèlement, pourtant, les islamistes radicaux marocians portent la destruction sur le territoire, à Casablanca en mai 2003, et même à l'étranger, à Madrid en mars 2004. On peut s'interroger sur la concomitance de ces deux développements et sur l'évolution politique de la mouvance islamiste.

[1314] 05. 08. 2004, *Alger officialise la "démission" du général Lamari*, Alger, correspondance, Le Monde ; et 05. 08. 2004, *Bouteflika, patron de la "grande muette"*, Alger, Arezki Aït-Larbi, Le Figaro

B. Les Frères musulmans au Maroc

Les prémices du mouvement islamiste au Maroc remontent aux années 1970, avec la création du mouvement de la Chabiba al-islamiyya et de l'association Ousrat al-Jamaa, ancêtre de l'association al-Adl wal-Ihsan du cheikh Abd al-Salam Yacine.

1. La Chabiba al-islamiyya[1315]

Cette formation qui s'inspire de l'exemple des Frères musulmans en Egypte, entreprend de former l'homme musulman de demain, à travers la stratégie de réislamisation de la société.

La Chabiba investit donc les institutions de masse et fonde des associations religieuses sous couvert d'action culturelle. Celles-ci servent en fait de couverture légale à une formation clandestine, Al-Mujahidoun al-Maghriba. La Chabiba entretient de bons rapports avec le pouvoir, ce qui pousse ce dernier à l'exploiter pour combattre la gauche. Stratégie déjà observée dans des cadres aussi variés que l'Egypte des années de Sadate, ou l'Algérie de Chadli. Ainsi, l'assassinat de Omar b. Jelloun et l'attentat contre Meniaoui Abdarrahim en 1975, s'inscrivent-ils dans cette dynamique.

La confrontation avec le régime se fait jour au début des années 1980, après la révolution iranienne, avec le début de la guerre en Afghanistan et la condamnation du leader du mouvement, Abd al-Karim Moutii qui vit en exil. Pendant les années 1980, la Chabiba connaît quatre scissions majeurs dont la dernière, à l'instigation d'Abd al-Ilah b. Kirane, Mohammed Yatim et Saâd ad-Din al-Otmani, conduit à la création du groupe al-Jamaa al-Islamiyya qui se transforme en un parti politique réformateur, Al-Islah wal-Tajdid, Réforme et Renouveau[1316].

Bien que le parti opte pour l'action publique et se démarque nettement de la Chabiba, il se heurte au refus du pouvoir de lui accorder un statut légal. Toléré mais non légalisé, le parti, qui s'est rebaptisé al-Tawhid wal-Islah, Unité et Réforme, prend finalement part aux élections locales et législatives de 1997, sous la bannière du parti

---

[1315] Amina Bekkali, *Le pouvoir et les islamistes au Maroc : Dieu à partager*, in travaux et recherches de l'ifri, Les Etats Arabes face..., *op. cité*, p.177

[1316] 28. 05. 1997, *Moroccan islamists to take part in elections*, Rabat, Reuters

légal, Mouvement Populaire Démocratique et Constitutionnel, et remporte 9 sièges[1317]. C'est le début de l'aventure parlementaire pour les islamistes marocains bien que le principal représentant de l'islamisme au Maroc, l'association al-Adl wal-Ihsan, Justice et Bienfaisance, en soit jusqu'à présent écartée.

2. L'association al-Adl wal-Ihsan[1318]

La Jamaat al-Adl wal-Ihsan est considérée comme le groupe islamiste le plus important, à la fois politiquement et du fait de son organisation clandestine. Association créée par le cheikh Abd al-Salam Yacine, elle s'est fait connaître au début des années 1970 sous le nom de Ousrat al-Jamaa. Né en 1927, le cheikh Yacine commence sa vie professionnelle comme enseignant à Marrakech, il est ensuite promu directeur de l'école de formation des enseignants à Rabat et enfin inspecteur de l'enseignement.

Quant à son itinéraire politique, il l'inaugure par son retrait de la zawiya Boutchichiya pour cause de divergences de vues avec le cheikh al-Zawiya, notamment sur la question du rapport entre politique et religion. En 1974, sa lettre intitulée "l'Islam ou le déluge" qu'il adresse au roi lui demandant de recouvrer la raison en abolissant les partis politiques et en instaurant l'économie islamique, lui vaut un séjour de plusieurs mois dans un hôpital psychiatrique et plus de trois ans d'emprisonnement. Sa carrière politique est lancée.

Cette lettre, adressée au roi, constitue les premiers jalons de la pensée politique du mouvement. Quant à l'ouvrage du cheikh, Al-Manhaj an-Nabawi, La Voie du Prophète, il présente ses principales conceptions à la fois idéologiques et en matière d'organisation. Cet ouvrage demeure la référence de base du mouvement.

Al-Adl wal Ihsan se différencie de la Chabiba en ce qu'elle réprouve l'assassinat politique et s'oppose à la violence armée. Elle refuse d'imputer à la société l'accusation d'impiété. Cette dernière souffre de dissensions mais n'est pas païenne d'où la nécessité d'anéantir les divergences, non pas les individus. Le cheikh s'attaque en

[1317] 17. 01. 1998, *Banned Moroccan islamists refuse to take...*, Casablanca, Comtex Newswire
[1318] Amina Bekkali, *op. cité*, p.178

revanche volontier à l'élite politique et dispose qu'elle n'a d'autre choix que de recouvrer la raison en appliquant la charia.

En 1979, à sa sortie de prison, il fonde l'association de bienfaisance, al-Jamiyya al-Kheïriyya al-Islamiyya, et la revue al-Jamaa, interdite au bout de seize numéros. En 1989, après sa deuxième sortie de prison, le cheikh fonde l'association Al-Adl wal-Ihsan qui sera dissoute par les autorités au mois de janvier 1990. Il est lui-même placé en résidence surveillée dans sa maison de Salé, la ville jumelle de Rabat, le 29 décembre 1989, tandis que six de ses lieutenants sont condamnés à deux ans d'emprisonnement[1319]. Le cheikh n'est à nouveau libre de ses mouvements que le 16 mai 2000[1320], un peu moins d'un an après le décès du Roi Hassan II, en juillet 1999.

Concernant les activités de l'Association, on ne dispose que d'informations lacunaires, du fait de son caractère clandestin. A côté de l'action sociale et caritative, l'Association développe une forte présence dans le milieu universitaire.

2.1. *Al-Adl wal-Ihsan, association caritative et sociale*

Le cheikh Abd al-Salam Yacine, malgré son séjour en résidence surveillée, serait toujours à la tête d'un réseau d'environ 700 associations[1321] comptant quelque 500 000 adhérents et intervenants[1322], en particulier dans les milieux étudiants et les universités.

Al-Adl est principalement implantée dans les grandes villes du royaume, Casablanca, Rabat, Sale, Fès et Tanger et touche peu le monde rural. Son action, toutefois, reste discrète et de l'avis d'intervenants des ONG sur place, Al-Adl se contente de faire de la bienfaisance au coup par coup dans les bidonvilles et les quartiers pauvres des grandes villes. Ils interviennent en faveur des familles les plus nécessiteuses en distribuant de la nourriture au moment du jeûne du mois de Ramadan, en finançant un mariage ou des obsèques, en envoyant un "frère" médecin qui ne demandera pas à être payé pour procéder à une circoncision. De même le prosélytisme se fait de manière feutrée, organisé à l'échelle d'un quartier, et les cours de rattrapage

[1319] 18. 01. 1997, *Moroccan islamic group calls for leader's release*, Rabat, Reuters
[1320] 23. 05. 2000, *Le chef des islamistes marocains, Abdessalam Yassine, se pose en recours*, J. P. Tuquoi, Rabat, Le Monde
[1321] 13. 03. 2000, *Maroc, Démonstration de force des islamistes : le débatpolitique sur les droits de la femme descend dans la rue*, P. Maniglier, Rabat, Le Figaro

se déroule le soir dans des locaux privés pour ne pas attirer l'attention. La mosquée constitue sans aucun doute le meilleur terrain pour les disciples de Yacine, mais la surveillance des autorités réduit les possibilités d'exploitation de ce lieu de rassemblement[1323].

On peut penser que l'action sociale menée de manière semi-clandestine handicape le mouvement. Il n'en est rien, sa capacité de mobilisation s'est à plusieurs reprises manifestée, illustrant son enracinement dans la société. A l'été 1999, notamment, les "frères" rassemblent plusieurs centaines de milliers de personnes dans les "camps de vacances" de l'Association, sur la côte marocaine. Le rassemblement se déroule à la perfection selon les observateurs[1324]. Plus important, l'année suivante, au mois de mars, les islamistes d'Al-Adl et du parti Al-Tawhid wal-Islah, présent au Parlement, organisent une manifestation massive à Casablanca, pour protester contre un projet de réforme du code de la famille, la Mudawwana, destiné à octroyer plus de droits aux femmes. Les estimations, concernant le rassemblement, divergent grandement, les organisateurs l'évaluent à plus d'un million, le correspondant du Figaro à Rabat, Paul Maniglier, à 600 000, le correspondant de l'agence Reuters, Rawhi Abeidoh, à 500 000 et celui du Monde, J.P. Tuquoi, entre 100 et 200 000. Le fait est que les islamistes font la preuve de leur capacité de mobilisation et d'un sens de l'organisation tout à fait exceptionnelle, en somme de qualités absolument nécessaires à une force politique crédible. Ainsi, des centaines de bus et de camions transportent les manifestants des quatre coins du Maroc vers Casablanca. La contre-manifestation, organisée à Rabat, en faveur de la réforme est quant à elle un échec comparée à la mobilisation islamiste[1325].

Ce franc succès permet à la figure de proue du mouvement islamiste, Nadia Yacine, la fille du cheikh Abd al-Salam Yacine, d'affirmer sur Radio France

---

[1322] 27. 02. 1997, *L'Université, bastion du fondamentalisme marocain*, Ferran Sales, extraits d'El-Pais (Madrid), Courrier International

[1323] 21. 01. 1998, BBC-SWB-MO, *Islamist movement denounces "repression"*, text of report by Moroccan newspaper Liberation on 10th January

[1324] 14. 03. 2000, *Au Maroc, les islamistes gagnent du terrain face aux partisans de la modernité*, J. P. Tuquoi, Rabat, Le Monde

[1325] 13. 03. 2000, R. Abeido, Rabat, Reuters ; 13. 03. 2000, *Démonstration de force..., op. cité*, Rabat, Le Figaro ; 14. 03. 2000, *Au Maroc, les islamistes gagnent du terrain..., op. cité*, Rabat, Le Monde

Internationale "nous sommes le pays réel"[1326]. Cette démonstration de force nous amène à considérer ce qui la sous-tend : la capacité à former et mobiliser des cadres pour le mouvement. Cela, c'est à leur implantation dans les milieux étudiants et universitaires que les associations islamistes le doivent.

2.2. *Al-Adl dans les milieux étudiants*

Depuis le début des années 1990, les étudiants islamistes affiliés à l'association Al-Adl prennent d'assaut les universités du Maroc. "En 10 ans, constate l'hebdomadaire Tel quel, de Casablanca, le groupe des étudiants d'Al-Adl wal-Ihsan a su s'imposer comme la première force politique dans les universités marocaines"[1327]. Et les signes en sont visibles.

Selon une étude réalisée par un groupe d'étudiants de la faculté des lettres de Rabat : 60% des femmes dans les universités marocaines portent le voile[1328]. Un autre signe, un jour de février 2003, des étudiants arborant une barbe fournie et des étudiantes voilée, s'affairent à accrocher des affiches aux slogans pro-irakiens, pro-palestiniens, anti-américains et anti-israéliens. Ne retrouve-t-on pas là, les symptômes observés dans les années 1970 dans les universités égyptiennes, ainsi qu'au moins deux des quatre signes décrits par Issam al-Aryane pour reconnaître la présence d'un mouvement islamiste, à savoir les filles et femmes voilées, la barbe non taillée et la gallabieh blanche pour les hommes ?

Le fait est qu' "A chaque rentrée, ils sont les seuls à orienter les nouveaux étudiants, à les assister pour trouver un logement ou une bourse. Pendant l'année, ils sont les seuls à constituer des bibliothèques tournantes, à distribuer des résumés de cours, des corrigés d'examens ou à vendre des polycopiés à bas prix." Là encore les mêmes manifestations de l'action des groupes islamistes militants, signes de leur capacité à identifier les problèmes de la jeunesse, et plus largement de la société.

[1326] 23. 03. 2000, *Maroc : Quand les islamistes prennent la rue*, Ali Lmrabet, extraits de Demain, Casablanca, Courrier International
[1327] 20. 02. 2003, *Maroc : Les islamistes à la conquête des campus*, M. Daïf, extrait de Tel quel, Casablanca, Courrier International
[1328] 27. 02. 1997, *L'Université bastion du fondamentalisme marocain*, F. Sales, extraits d'El Pais, Madrid, Courrier International

En 1997, une marche de plusieurs centaines d'étudiants islamistes, en signe de boycott des navettes de bus pour se rendre à l'université Hassan II, est durement réprimée par la police. Une trentaine d'entre-eux sont condamnés à des peines de prison de deux mois à deux ans. Ce phénomène de contestation autour d'un service de bus mixte et insuffisant pour transporter les milliers d'étudiants chaque jour, semble encore une fois nous ramener à l'époque des Jamaa en Egypte. Et, Nadia, une jeune étudiante en premier année de droit, de confirmer le phénomène en expliquant que " la vie quotidienne consiste à partir tôt le matin en s'entassant à 300 dans un bus prévu pour 70... La force des islamistes est d'avancer des revendications syndicales sur lesquelles tout le monde est d'accord"[1329]. En outre, cette manifestation, déguisée en marche, entend faire sortir le mouvement islamiste des étudiants du cadre de l'université. on reconnaît à nouveau la marque des Jamaa égyptiennes des années 1970.

Les islamistes profitent de la force que leur procure la main mise sur le syndicat des étudiants marocains, l'UNEM, pour imposer leur loi sur les campus. Les milices universitaires islamistes, composées de jeunes entraînés aux arts martiaux, fonctionnent comme une police des moeurs sur les campus. Ils aggressent les militants rivaux et empêchent toute cérémonie ou manifestation considérée comme laïque ou contraire à leur vision de l'Islam. Ainsi, les concerts sont interdits. Ils n'hésitent pas à intervenir par la force comme lors du "Carrefour des arts" en février 2002 à l'université Hassan II ; en 1998, à l'université de Ben M'sik, lors du festival d'art vidéo, ils n'hésitent pas à empêcher la projection de "Femmes et femmes" de Saad Chraïbi ; à la faculté d'Al-Jadida, une fresque murale, réalisée par un groupe d'artistes de la faculté de lettres, suscite une manifestation islamiste. Ils interprétent la superposition du blanc et du bleu comme étant une étoile de David ; un animateur culturel français, dans la même ville, est quant à lui menacé de mort. Et la liste pourrait encore s'allonger.

Si la violence des étudiants islamistes est un fait maintes fois constaté : en 1992, des heurts violents impliquent les jeunes d'Al-Adl sur les campus de Oujda et Fès ; en 1997, suite au boycott du service des navettes susmentionné, certains jeunes sont

[1329] 06. 03. 1997, *Maroc : les faux-nez des "barbus". Les intégristes veulent noyauter le principal syndicat étudiant. Le pouvoir reste vigilant*, T. Oberlé, Casablanca, Le Figaro

accusés "d'aggressions sur un fonctionnaire"[1330]; début 1998, des affrontements entre les étudiants de l'Association et la police ont lieu à Casablanca, Mohammadia et Fès[1331], il n'en demeure pas moins qu'une dizaine d'entre eux, encore en 1992, sont condamnés à vingt ans de prison pour leurs activités politiques[1332].

Si la condamnation apparaît démesurée c'est que les islamistes font peur et gagne du terrain. En effet, constate T. Oberlé du journal le Figaro, "Justice et Bienfaisance a formé des centaines de jeunes cadres(...) Leur mission est d'être présent dans l'ensemble des secteurs de la vie marocaine avec une prédilection pour l'enseignement dans les quartiers défavorisés". Car le but d'Al-Adl est bien de travailler la société au corps pour prendre le pouvoir quand celle-ci sera suffisamment islamisée. Il n'est pas question d'user de violences mais de produire patiemment un travail de fond : "nous ne voulons plus de cet islam officiel qui endort les gens. Notre objectif est de réveiller les esprits. Nous voulons faire bouger dans le calme la scène politique. Nous sommes les élites de demain et nous savons que le temps joue en notre faveur", affirme un de ces jeunes cadres d'Al-Adl, étudiant en droit, agé de 24 ans[1333]. On reconnaît là, le mode de l'action préconisée par Banna et le concept de patience, cher aux Frères musulmans.

3. Le Maroc face à la montée de l'islam politique et radical

Pour la première fois en 1997, les islamistes d'Al-Tawhid wal-Islah, émanation de la Chabiba, entrés en lice sous la bannière du MPDC, entrent au Parlement avec un total de neuf sièges[1334]. Ce précédent déclenche une réaction en chaîne.

L'association Al-Adl wal-Ihsan, dont les activités sont tolérées mais qui n'est pas légalisée, se fait plus active, et ses représentants, Nadia Yacine, Fath Allah Arslane, se font plus médiatiques. Dans les universités, les affrontements succèdent aux manifestations et aux revendications étudiantes des islamistes qui tentent de déborder le cadre universitaire. Ces derniers tiennent en main le syndicat des étudiants

---

[1330] 16. 01. 1997, *Morocco deploys forces at islamist students trial*,Casablanca, Reuters
[1331] 21. 01. 1998, BBC-SWB-MO, *Islamist movement denounces "repression", op. cité*
[1332] 18. 01. 1997, *Moroccan islamist group calls for leader's release*,Rabat, Reuters
[1333] 06. 03. 1997, *Maroc : Les faux-nez..., op. cité*, Le Figaro

marocains, l'UNEM. Enfin, dernier maillon de la chaîne, les islamistes radicaux se manifestent violemment, en mai 2003, par un attentat sanglant à Casablanca. Quel rapport entre islam politique et islam radical ?

3.1. *L'entrée des islamistes au Parlement stimule Al-Adl*

L'élection d'islamistes d'Al-Tawhid wal-Islah au Parlement, en novembre 1997, n'est pas faite pour plaire à l'association du cheikh Yacine, au moins dans un premier temps. Après tout, ce dernier a toujours nié la légitimité du Parlement marocain ; le cheikh Yacine allant même jusqu'à contesté le titre de "Amir al-Mouminin", "Commandeur des croyants" au roi Hassan II.

L'engagement pris par Al-Tawhid d'intercéder en faveur de la légalisation d'Al-Adl, n'empêche pas cette dernière de dénoncer le compromis malhonnête, consenti par le groupe de Abd al-Ilah b. Kirane pour concourir dans ces élections, et de stigmatiser "l'Islam domestiqué et officielle", par opposition à l'Islam authentique qu'ils sont censés incarner. Ces critiques, qui sonnent comme la peur de rester sur le bord de la route pendant que d'autres sont en position de traduire politiquement les attentes sociétales, entraînent du même coup un rappel du "programme politique" de l'Association Al-Adl wal-Ihsan : "le livre de Dieu est notre Constitution". Cette revendication, qui nous remémore le slogan des Frères musulmans égyptiens, remet en cause le système du gouvernement et les références de la loi au Maroc. Elle est aussi la clé des problèmes à résoudre, tels que la question des "classes sociales, de l'injustice et du féodalisme" ; "la guerre et la paix" ; "la soumission à et l'alliance avec le colonialisme" ; "la dépendance économique à l'égard des pouvoirs impérialistes" ; "la corruption administrative, politique et morale" ; "l'industrie et les ouvriers agricoles" ; "l'occidentalisation et la perte d'identité" ; enfin, "la permissivité programmée en matière de média, de tourisme, d'administration publique, d'économie, etc."[1335].

On retrouve les mots d'ordre et la formulation propres aux mouvements islamistes populistes. L'Occident impérialiste et corrupteur ainsi que l'occidentalisation soutenue par leurs élites corrompues, loin d'expliquer le pourquoi de leurs maux,

---

[1334] 17. 01. 1998, *Banned Moroccan islamists refuse to take...*, Casablanca, Comtex Newswire
[1335] 21. 01. 1998, *Islamist movement denounces "repression", op. cité*, BBC-SWB-MO

servent d'exutoire à une population sous-éduquée, étouffée par la pauvreté et une démocratie de façade. Les représentants d'Al-Adl comprennent, toutefois, que rester sur ces positions ne peut leur faire que du mal et les marginaliser davantage. En effet, l'avenir est à l'action politique.

En juin 1998, l'Association se lance dans une véritable opération de séduction : location du palais Kablaj de Rabat, écran géant, discours politique en français de Nadia Yacine, présence de nombreux diplomates et large médiatisation. Le but de la manoeuvre est d'engager un dialogue avec l'élite marocaine. Nadia Yacine, la figure montante de l'islam politique marocain, fait une révélation : "(...) Pour faire sortir le pays de la crise et éviter une effusion de sang, nous sommes prêts à accepter la monarchie constitutionnelle à l'image de l'Espagne"[1336].

Si la monarchie constitutionnelle est acceptable, c'est dans le cadre du système de la choura, c'est à dire de la consultation traditionnelle en Islam. Ainsi, Al-Adl se positionne en tant que "garant des véritables droits du peuple", mais surtout affirme sa prétention à assumer le pouvoir et à dicter sa forme. Sa capacité de mobilisation, démontrée à plusieurs reprises, en faveur de l'Iraq et de la Palestine ; lors de l'été 1999, avec le rassemblement de centaines de milliers d'islamistes dans les "camps de vacances" du bord de mer, alors même que le pays pleure le décès de Hassan II survenu en juillet ; enfin, la manifestation massive contre la réforme de la Mudawwana, le Code de la famille, en mars 2000, sont autant de preuves de son influence et de sa force politique que de signes de la montée en puissance d'un Islam politique radical. Le pouvoir peut difficilement l'ignorer. Le roi Mohammad VI, qui accède au trône à la suite de son père, inaugure une double stratégie...

3.2. *Reconnaître les islamistes radicaux*

Au lendemain de la manifestation de mars 2000, véritable démonstration de force des islamistes, le pouvoir semble considérer que maintenir le cheikh Yassine en résidence surveillée ne l'empêche en rien de s'exprimer. Le relâcher permettrait d'en faire un citoyen comme les autres, soumis à la loi qui s'appliquerait avec d'autant plus de force qu'il est libre. Le 16 mai 2000, le "vieux reclus de Salé" comme le cheikh aime

[1336] 04. 03. 1999, S. Lies, El-Watan

à se décrire, est donc à nouveau libre de ses mouvements. C'est en quelque sorte un "piège" comme ne manque pas de le proclamer Fath Allah Arslane, son bras droit, tandis que Nadia Yacine qualifie la libération du cheikh de "liberté provisoire"[1337].

Le fait est que le cheikh Yacine ne manque pas une occasion de faire parler de lui et d'exprimer ses positions. Ainsi, en janvier 2000, la publication d'un "mémorandum" demandant au roi Mohammad VI de restituer au peuple marocain "la fortune colossale" amassée par son père, feu le roi Hassan II. Et de profiter du débat sur la réforme de la Mudawwana pour lancer : "oui au mariage, stop au sida", "vertu + emploi = amour conjugal, misère + alcool = divorce", "Non au plan de l'étranger", "Allah est grand"[1338]. Autant d'équations simplistes qui sonnent comme un simili programme politique alors qu'elles émanent d'un homme qui ne cesse de répéter qu'il ne cherche pas à prendre le pouvoir. Du moins pas tout de suite, car "nous ne sommes pas pressés.

Un jour, quand le pays sera dans l'impasse, nous serons le recours spirituel, moral et politique"[1339], assure le cheikh. Pour le roi Mohammad VI, il faut empêcher à tout prix que les conditions, qui permettraient aux islamistes d'Al-Adl d'accéder au pouvoir, se réalisent.

3.2.1. *Combattre Al-Adl wal-Ihsan sur son terrain pour la neutraliser*

Dès son accession au trône, le roi Mohammad VI s'engage dans des actions concrètes pour limiter l'ascendant des islamistes d'Al-Adl sur les familles dans le besoin. Dans sa thèse publiée à Paris en 1994, le roi n'affirme-t-il pas que "la contestation sociale la plus violente a pour source le chômage et la pauvreté"[1340]. Dès lors, il se fait le parrain des "restaurants du coeur" à la marocaine[1341] et demande au gouvernement Youssoufi d'accélérer les réformes[1342].

A peine arrivé au pouvoir, le roi Mohammad VI est qualifié de "roi des pauvres". Cette appelation traduit une stratégie double : soulager effectivement les plus pauvres

[1337] 24. 05. 2000, *Maroc : Les intégristes bombent le torse. Abdessalam Yacine a été libéré après dix ans de résidence surveillée*, H. Zerrouky, L'Humanité
[1338] 13. 03. 2000, *Maroc : Démonstration de force des islamistes..., op. cité*, Le Figaro
[1339] 23. 05. 2000, *Le chef des islamistes, Abdessalam Yassine, se pose en recours*, J.P. Tuquoi, Rabat, Le Monde
[1340] Amina Bekkali, *op. cité*, p.176
[1341] 14. 03. 2000, *Au Maroc, les islamistes gagnent du terrain..., op. cité*, Le Monde

et couper l'herbe sous le pied des islamistes d'Al-Adl. Dans la continuité de cette stratégie de combat sur le terrain des islamistes, pendant le mois du Ramadan, à cheval sur les années 2000 et 2001, les autorités marocaines suscitent des cours d'alphabétisation dans les mosquées. Cette mesure est surtout destinée à profiter aux femmes qui sont à 70% analphabètes, contre 40% chez les hommes. Cette initiative vient après le constat que des imam enfreignent la loi interdisant les rassemblements après la dernière prière et discutent politique[1343]. A côté de ses mesures politiques et pédagogiques, le recours à la coercicion vise à empêcher les activités de l'association du cheikh de se dérouler normalement.

Comme l'analyse lui-même, Fath Allah Arslane : "la relaxe du cheikh Yacine n'est pas un signe de réconciliation mais le début d'une campagne de répression contre nos membres". Et d'ajouter : "les autorités lancent une guerre à grande échelle contre toutes nos activités et interdisent même les activités religieuses jusque là autorisées par le gouvernement"[1344].

Les deux journaux de l'Association : Risalat al-Futuwwa[1345], Lettres à la jeunesse ; et Al-Adl wal-Ihsan, sont interdits sine die. Les rassemblements de l'été dans les "camps de vacances", sur les plages de Kenitra, font l'objet d'une obstruction musclée de la police. A deux reprises, en juin et en juillet, les forces de police empêchent les membres d'Al-Adl d'accéder aux plages qu'ils ont l'habitude de fréquenter. La deuxième intervention se solde par l'arrestation de 22 personnes, dont 16 déféreés devant les autorités judiciaires de Kenitra[1346]. Début août de nouvelles arrestations ont lieu en bord de mer et à la périphérie de Ifrane, une ville près de Fes qui sert de station de ski pour les marocains aisés. Ainsi, même la montagne est interdite aux militants d'Al-Adl[1347].

[1342] 30. 08. 2001, *Moroccan Islamists eye 20 pct vote in 2002 polls*, Interview by A. Bouzerda, Rabat, Reuters

[1343] 08. 01. 2001, *Politique anti-islamiste au Maroc/Les mosquées "sécurisées"*, C. Berria, Al-Watan

[1344] 05. 07. 2000, R. Abeidoh, Rabat, Reuters

[1345] Le terme futuwwa a plusieurs sens. Dans son utilisation courante, il signifie "jeunesse" tandis que son utilisation coranique renvoie à la noblesse de caractère, au désintéressement qui fait qu'on s'oublie soi-même pour s'occuper des autres, et par extension à la noblesse de race, Dictionnaire arabe/français, A. de B. Kazimirski, Tome second

[1346] 06. 07. 2000, BBC-SWB-MO, *Banned Islamic group protests against arrest of members*, text of report by London-based newspaper Al-Hayat on 4th July

[1347] 16. 08. 2000, BBC-SWB-MO, *Islamist group denies link with arrested Islamist in Algeria*, text of report by London-based newspaper al-Hayat on 14th August

Après la répression, le dénigrement, technique déjà observée en Egypte. Ce sont les forces de sécurité algériennes qui arrêtent à l'été 2000, un membre actif d'Al-Adl en possession d'une grande quantité de résine de cannabis et sept kilos de dynamite. L'information, qui paraît dans le quotidien local algérien, Liberté, et Al-Charq al-Awsat, quotidien en langue arabe basé à Londres, est aussitôt démentie par Fath Allah Arslane au nom de l'Association. Et celui-ci de dénoncer : "un pure manipulation de l'opinion" et " les tentatives de nuire à l'image du mouvement islamique, connu pour sa probité"[1348].

La stratégie d'étouffement entreprise par les autorités semblent conduire aux effets recherchés et les membres de l'Association perdent leur sang froid. Durant le mois de Ramadan de l'année 2000, décembre-janvier 2000-2001, Al-Adl appelle à des manifestations dans les principales villes du Maroc pour demander la légalisation de l'Association et la levée de l'interdiction sur les journaux. Plusieurs personnes sont arrêtées et condamnées, à Casablanca. A Oujda, les heurts entre la police et les manifestants font six morts, dont deux policiers[1349]. A Rabat, la police arrête quatre membres de la famille du cheikh Yacine, dont sa fille. Relâchés peu après leur arrestation, ils sont appelés à comparaître devant la justice pour "participation à une manifestation non autorisée et troubles à l'ordre publique"[1350].

L'autre volet de la stratégie des autorités consiste à renforcer l'intégration des islamistes modérés, c'est à dire ceux représentés au Parlement. En marginalisant les uns et laissant libre les autres de pratiquer le jeu politique dans les règles, on amène l'électeur islamiste à constater les effets de son vote et à en recueillir, le cas échéant, les fruits. Ainsi, l'électeur islamiste est amené à considérer que son adhésion aux seconds est préférable et plus efficace que l'adhésion aux premiers. La condition de la réussite d'une telle stratégie tient à la probité des élections.

3.2.2. *1997-2002, progression spectaculaire des "islamistes du roi"*

Tandis que les autorités font leur travail de sape à l'égard de l'association al-Adl wal-Ihsan, les députés islamistes d'Al-Tawhid wal-Islah s'aguerrissent au jeu de la

[1348] 12. 08. 2000, Rabat, Reuters et 16. 08. 2000, BBC-SWB-MO, *Islamist group denies..., op. cité*
[1349] 21. 12. 2000, *Manifestation d'islamistes interdite au Maroc/Affrontements sanglants à Oujda*, C. Berria, El-Watan
[1350] 01. 02. 2001, Rabat, Reuters

politique. En 1997, avec neuf sièges au Parlement sur 325, al-Tawhid ne peut prétendre former un groupe parlementaire. Il faut douze députés pour cela[1351]. Les membres d'Al-Tawhid, sous la houlette d'Abd al-Ilah b. Kirane, ne tardent pas à remédier au problème et à former, en 1998, un nouveau parti avec l'aile droite du MPDC, parti sous la bannière duquel les candidats d'Al-Tawhid participent aux élections de 1997, le Parti pour la Justice et le Développement (PJD). Notons au passage que c'est aussi le nom du parti turc au pouvoir, l'AKP de Tayyep Erdogan.

Grâce à cette fusion le PJD dispose de 14 sièges au Parlement et peut donc officier comme un groupe parlementaire. Abd al-Ilah b. Kirane, leader du PJD pense que sa formation peut gagner 20% des sièges, si les élections sont justes et libres, et estime que "les législatives de 2002 seront décisives parce qu'elles montreront si oui ou non le Maroc veut se tourner vers la démocratie"[1352]. Cette remarque n'est pas vaine puisqu'il semble que le ministère de l'Intérieur soit intervenu lors des élections de 1997. Un juge, qui a supervisé les résultats, affirme : "Aux dernières législatives, ils (les islamistes) sont arrivés en tête à Rabat, Casablanca, Tanger, mais le ministère de l'intérieur a trafiqué les résultats"[1353].

Pour sa part, Al-Adl n'est pas interressée par les élections, car "elles n'apporteront aucun changement" affirme Nadia Yacine. Elle explique que le pouvoir réel est aux mains du roi en vertu de l'article 19 de la Constitution marocaine qui lui confère de "large pouvoir et une énorme autorité". En outre, elle dénonce le pouvoir tentaculaire du Makhzen que seule une réforme de la Constitution peut annuler. Le Makhzen[1354], terme qui désigne le système de gouvernement, mais aussi, pour la population, l'ensemble de l'appareil étatique et des services et revenus qu'il dispense, comprend les plus proche conseiller du roi et les officiers les plus gradés de l'armée. C'est l'institution du Makhzen qui dirige effectivement le pays, en parallèle du gouvernement. Nadia Yacine conclue donc " Tant que la Constitution ne sera pas réformée... il n'y aura pas de démocratie et notre mouvement continuera de résister au

[1351] 17. 01. 1998, *Banned Moroccan islamists refuse to take..., op. cité*, Casablanca, Comtex Newswire
[1352] 30. 08. 2001, *Moroccan Islamists eye..., op. cité*, Reuters
[1353] 14. 03. 2000, *Au Maroc, les islamistes gagnent du terrain..., op. cité*, Le Monde
[1354] Pierre Vermeren, *Le Maroc en transition*, Paris, La Découverte 2002, p.18

Makhzen et restera en dehors de la scène politique marocaine". Al-Adl décide par conséquent de ne soutenir aucun parti aux élections[1355].

Le PJD, qui inscrit 224 candidats dans 56 des 91 circonsriptions du pays, dit ne pas vouloir provoquer un raz de marée et éviter un scénario à l'algérienne. Cette stratégie, que l'on a observée précédemment en Egypte, lors des élections législatives de 2000, n'empêche pas le Parti de remporter 41 sièges aux élections législatives de fin septembre 2002, triplant le nombre de ses représentants par rapport à 1997.

Les élections, qualifiées de "plus transparentes et honnêtes du royaume depuis 1956", pâtissent des précédents de fraude et du boycott d'al-Adl. Seulement 52% des électeurs votent. L'autre nouveauté est l'entrée de 30 femmes députés, à comparer avec les 2 de la précédente législature.

Le PJD répond à ceux qui veulent affoler l'opinion que "l'application de la charia ne figure pas dans le programme actuel (du parti)" et que "la priorité va à l'éducation et à la lutte contre le chômage". Il n'est pas question de couper les mains (des voleurs) ou de forcer les femmes à porter le voile". En revanche, la touche islamique est claire en ce qui concerne l'interdiction totale de la vente d'alcool, les casinos et les lotteries, la demande de plages séparées pour les hommes et les femmes, et le soutien à l'idée d'établir des banques islamiques[1356].

Le score du PJD, aux législatives de septembre 2002, le place en troisième position derrière le parti socialiste de Youssoufi et le parti Istiqlal, respectivement doté de 49 et 47 sièges. Ce score remarquable est confirmé aux élections municipales de septembre 2003.

Malgré une participation modeste du PJD, due à la position délicate des islamistes au lendemain des attentats de Casablanca en mai 2003, celui-ci réalise un bon score. Ainsi, la formation de b. Kirane ne se présente que dans 18% des circonsriptions et cible les villes moyennes comme Meknès, Kenitra, Tetouan ou Béni Mellal ; délaissant son réservoir naturel des grandes villes, il est par exemple totalement absent dans son fief de Tanger.

[1355] 26. 09. 2002, *Moroccan radical Islamists see no change in polls*, Interview by A. Bouzerda, Sale, Reuters

[1356] 30. 09. 2002, A. Bouzerda, Rabat, Reuters ; 01. 10. 2002, *Les islamistes s'invitent dans le débat marocain*, P. Maniglier, Rabat, Le Figaro

A Casablanca, la formation emporte seize sièges alors qu'elle ne se présente que dans huit des seize circonscriptions de la ville. Ce score est à comparer avec les 17 sièges du parti socialiste et les 19 de l'Istiqlal[1357]. La poussée islamistes est donc soutenue, malgré les attentats de Casablanca le 16 mai 2003. Une nouvelle expérience attend les islamistes du PJD, celle de la gestion des municipalités, autrement dit de la misère ou le meilleur terreau de l'intégrisme.

3.2.3. *Les conséquences des attentats du 16 mai à Casablanca*

On vient de voire la première conséquence. Les attentats qui frappent durement la population marocaine ne constituent pas un handicape pour les islamistes du PJD. Ils remportent une belle victoire aux municipales à Casablanca.

De son côté l'Etat renforce sa politique sécuritaire. Le général Laanigri, considéré comme un des grands spécialistes de la lutte internationale contre le terrorisme, ancien directeur des services de renseignements extérieurs marocains, puis du contre-espionnage, est nommé, en juillet 2003, chef de la Direction générale de la sûreté générale par Mohammad VI[1358].

Dans le secteur religieux : "le nouveau ministre des Habbou (culte) s'attelle à moderniser les conseil des oulama, à définir des critères rigoureux pour choisir les imam et à contrôler les mosquées et leur gestion", ce qui n'empêchera pas les mosquées clandestines des bidonvilles et des quartiers périphériques d'échapper à ce contrôle. Indéniablement, le contrôle des lieux de culte est primordiale, comme l'indique le geste de cette femme en direction de la mosquée, pour expliquer que ses deux fillettes de 14 ans se retrouvent devant une juridiction anti-terroriste en relation avec les attentats de Casablanca[1359]. En effet, à la veille des attentats, un journal publie un tract en vingt-cinq points distribué dans les mosquées de Casablanca : "La société dans laquelle nous vivons, y lit-on, est infidèle", celle-ci est dirigée par des "renégats" et des "apostats". Les mosquées sont "des temples de perdition" aux mains de "collaborateurs" du "sultan

---

[1357] 15. 09. 2003, *Poussée islamiste au Maroc, seul un artiifce électoral a permis de contenir le PJD aux municipales*, J. Garçon, Libération ; 16. 09. 2003, *Au Maroc, l'implantation urbaine des islamistes se confirme*, J.P. Tuquoi, Rabat, Le Monde

[1358] 8 et 9. 05. 2004, *Général Laanigri : "Le Maroc ne sera pas l'Algérie des années 90"*, propos recueillis par T. Oberlé, Rabat, Le Figaro

infidèle". "La lutte est nécessaire pour changer la situation et faire que la loi de Dieu remplace la loi infidèle". "Il est légitime de tuer tous ceux qui protègent un mécréant, fussent-il musulmans (...). Il faut tuer les militaires et les policiers s'ils tentent de défendre les gouvernants mécréants (...). Nulle protection n'est due aux femmes et aux enfants car les enfants des mécréants font partie d'eux (...)"[1360].

On reconnaît là, les thèses développées par les groupes radicaux extrémistes, à partir des écrits de S. Qotb pendant ses années de prison en Egypte de 1954 à 1965. Une radicalisation de la lecture de S. Qotb s'est produite dans les années 1990, avec pour théâtre l'Algérie, et tend aujourd'hui à se généraliser. Les nouveaux islamistes radicaux en ont après tout ceux qui ne sont pas d'accords avec leur idéologie, à commencer par leurs compatriotes, y compris les femmes et les enfants comme on vient de le voir.

Dans ce contexte de montée en puissance du terrorisme islamiste mondiale, la reprise en main sécuritaire, politique et religieuse au Maroc, ne pourra se passer du soutien des oulama et des islamistes du PJD qui devront, chacun dans leur domaine, servir de relais entre le pouvoir et la population. Il n'est donc aucunement question d'exclure le PJD, mais au contraire de renforcer leur intégration sur la scène politique marocaine.

Quelle sera la place du cheikh Yacine et de son Association ? On peut se poser la question tant il vrai qu'Al-Adl bénéficie d'une grande audience et pourrait constituer un atout important dans la lutte contre l'extrémisme religieux. D'ailleurs, n'ont-ils pas mis en garde à maintes reprises contre une dérive à l'algérienne, si le pouvoir ne consentait à engager le dialogue[1361], en particulier avec eux. Le prix à payer pour obtenir la coopération de l'association est certainement trop élevé pour le Makhzen.

[1359] 10. 10. 2003, *Maroc : Les islamistes aux marches du Palais. Mohammed VI tenté d'intégrer davantage les modérés*, J. Garçon, Rabat-Casablanca, Libération

[1360] 13. 06. 2003, *Le radicalisme religieux au Maroc*, J.P. Tuquoi, Le Monde

[1361] 17. 01. 1998, *Banned Moroccan Islamists refuse to take..., op. cité*, Comtex Newswire

Essai d'analyse prospective

Le développement de l'islamisme au Maroc est donc le fruit d'un travail de fond des associations caritatives et sociales, dans les domaines de l'humanitaire, de la culture et de l'éducation. En cela les islamistes marocains suivent les traces des Frères musulmans dans presque tous les contextes étudiés précédemment. De même, leur accession à la sphère du politique apparaît comme le fruit de leur capacité à transformer leur influence sur la société en soutien et conscience politiques. Si à de multiples égards, les islamistes marocains s'apparentent aux Frères jordaniens, koweïtiens ou yéménites, en terme d'enracinement dans la société civile, de légitimité politique et d'inclusion pacifique sur la scène politique, il ne faut pas oublier l'histoire du développement de ces derniers, faite de coopération avec les régimes en place, et celle des premiers faite de luttes et de combats pour gagner finalement leur place au sein du système.

En outre, une différence qui peut avoir son importance distingue le cas marocain des autres situations étudiées : l'existence de deux tendances de l'islamisme inspiré des Frères. L'une se montrant plus intransigeante et radicale dans sa critique du système politique marocain, l'autre cherchant l'accommodement et une stabilité de son existence à l'intérieur du système.

On peut craindre un encerclement à long terme du régime et une jonction des deux tendances. On a vu à plusieurs reprises que l'instrumentalisation des islamistes contre une force politique indésirable tourne en général à l'affrontement avec le régime. Or, celui-ci n'est peut-être pas si loin si l'on considère le discours politique et les revendications récurrentes des islamistes pour un meilleur partage des pouvoirs, plus de démocratie et le respect des libertés fondamentales.

Le roi Mohammad VI a pour l'instant rencontré un succès certain dans sa stratégie d'inclusion des islamistes du PJD. Cela suffira-t-il pour affaiblir al-Adl ? Comment négociera-t-il l'inévitable remise en question des pouvoirs de l'institution royale et du Makhzen par les islamistes ? Il est encore trop tôt pour dire comment la situation évoluera et encore plus pour crier victoire.

Gageons, pour l'heure, qu'aucune remise en question ne viendra du PJD, d'autant que les dirigeants d'al-Adl s'en chargent, et qu'en cas de nouveaux attentats

des islamistes extrémistes, les deux sauront condamner ces actes et se montrer solidaires du peuple marocain et du régime.

On voit donc que l'islamisme des Frères musulmans a encore de l'avenir, d'autant plus qu'il reste des terres vierges où ils commencent tout juste à se développer, notamment en Afrique.

V. Les Frères musulmans en Afrique sub-saharienne

Bien qu'ils y semblent encore peu présents, des informations nous arrivent concernant leurs activités.

A. <u>Les Frères musulmans en Mauritanie</u>

Le 14 octobre 2000, les autorités mauritaniennes relâchent des "Frères musulmans". Ces derniers sont arrêtés quelques jours plus tôt pour "troubles à l'ordre public" lors d'une manifestation de soutien aux Palestiniens, au lendemain de confrontations à Jérusalem-Est. Parmi les personnes arrêtées se trouvent plusieurs imam accusés d'avoir incité à la violence, et Jamil Mansour, partisan des partis panarabes[1362].

B. <u>Les Frères musulmans au Nigéria</u>

Au Nigéria, des informations de la BBC font état de heurts violents entre plusieurs centaines de partisans du cheikh Ibrahim Zak Zaki et la police dans les villes du nord du pays.

Le cheikh Zak Zaki est emprisonné en 1996, par le dirigeant du pays, le Général Sani Abacha, pour avoir imprimer des documents anti-gouvernementaux et mener des activités séditieuses. Le cheikh serait le leader d'un groupe chiite appelé les "Frères musulmans"[1363]. Selon le Comité Zak Zaki qui s'est formé pour obtenir la libération du chef religieux, plus de cent Frères musulmans seraient en prison[1364]. Les épouses de ces derniers, dont la femme du cheikh, Al-Hajja Zina Zak Zaki, et leurs enfants sont aussi arrêtés en avril 1998 pour "réunion illégale causant des blessures physiques et

---

[1362] 14. 10. 2000, *Mauritania-Palestine*, Nouakchott, Comtex Newswire
[1363] 18. 09. 1998, *Muslims killed in Nigeria clash*, H. Andersson, Lagos, BBC World Service web site
[1364] 06. 07. 1998, *Nigerians appeal for relaese of Zak Zaky*, BBC World Service web site

incitant à haïr le gouvernement, et recrutement de jeunes gens"[1365]. La journaliste de la BBC, H. Andersson, constate que l'augmentation des effectifs du groupe est concomitante de la baisse du niveau de vie et de l'augmentation du chômage dans le nord du pays, entamées il y a quelques années.

Dans un cas comme dans l'autre, rien ne dit qu'il existe réellement un mouvement des Frères musulmans, nonobstant on peut noter l'identification qui est faite entre les leaders d'une manifestation de soutien aux Palestiniens et les Frères, et deuxièmement, la tentative délibérée d'instrumentaliser le nom "Frères musulmans" pour donner plus de poids à des revendications sociales et politiques.

L'Organisation des Frères apparaît comme une organisation mondialement connue qui sert de référence aux mouvements politico-religieux musulmans de contestation à travers le monde.

[1365] 04. 05. 1998, *Nigerian authorities try Muslim leader's wife*, BBC World Service web site

TROISIEME PARTIE

L’Organisation internationale des Frères musulmans

Ce que nous appelons aujourd’hui, l’Organisation internationale des Frères musulmans ou la branche internationale de la Confrérie des Frères musulmans est moins une véritable organisation qu'un système en réseau qui dispose de ressources humaines à travers le monde, comprend des structures financières, opérationnelles et des bases territoriales d’entraînement et de repli comme l’Afghanistan, le Soudan ou le Yémen.

La construction de ce système, qui s'apparente à un processus de sédimentation, trouve son origine dans : les interventions des Frères par delà leurs frontières dès la deuxième moitié des années 1930 et à la fin des années 1940 ; l’initiative structurante de Saïd Ramadan depuis l'Europe ; la théorisation des principes de l'intervention transfrontalière ; le développement de la finance islamique et de son pendant humanitaire ; enfin, la guerre afghane des années 1980 qui suscite la mobilisation coordonnée des différents éléments d'un réseau international d'intervention, celui-là même qui sert aujourd'hui à la mouvance islamiste des Frères, de l'Afghanistan à la Bosnie et du Yémen à la Tchétchénie.

1. Première étape de la formation d'un réseau d'intervention islamiste international

Ce que l'on appelle "première étape" ce sont les interventions des Frères musulmans égyptiens à l'extérieur de leurs frontières qui s'échelonnent de la deuxième moitié des années 1930 à la fin des années 1940 et qui dénotent une volonté d'expansion internationale et d'ingérence. C'est aussi le travail de structuration d'un réseau international d'influence entrepris par S. Ramadan, depuis l'Europe, tout au long des années 1960 et jusqu'au milieu des années 1970.

1.1. *L'intervenitonisme transfrontalier des Frères*

La première manifestation de l'interventionnisme international des Frères s'observe lors de la grande grêve de 1936-1939 en Palestine. Le frère de H. al-Banna est dépêché auprès de Hajj Amin al-Husseïni, le mufti de Jérusalem, pour le convaincre

de se joindre au mouvement de révolte populaire. En Egypte, les Frères procèdent à des collectes de fonds et peut-être leurs unités scouts interviennent-elles pour assister, notamment sanitairement et médicalement, les Palestiniens[1366]. La question palestinienne constitue depuis lors un objectif structurant du programme politique et d'action des Frères. Cet état de faits s'accentue au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Les Palestiniens, les Arabes et les musulmans sont les victimes collatérales de la barbarie nazie. La Shoah précipite le processus, déjà en cours, d'expropriation des Palestiniens et, en novembre 1947, l'ONU approuve la partition de la Palestine au mépris du droit des Palestiniens sur leur terre. Là encore les Frères sont présents. Ils mettent en place un réseau de recrutement de volontaires dans l'ensemble du monde arabe[1367] et vont jusqu'à protester au siège de l'ONU, à New York, par la voie de Moustafa Moumin, le responsable des sections étudiantes au sein de l'organisation des Frères musulmans d'Egypte[1368]. A cette occasion, l'action des Frères et celle des Saoud, en la personne de Fayçal, chargé des Affaires étrangères du royaume, convergent significativement. En effet, Fayçal est chargé de plaider la cause des Palestiniens, des Arabes et musulmans devant l'ONU et tente d'empêcher la partition de la Palestine[1369]. Il ne peut rien faire contre le voeux des juifs à retourner sur la terre sainte et encore moins contre la nécessité, qui apparaît impérieuse aux yeux de l'Occident, d'offrir une terre d'asile à un peuple meurtri quand bien même cette terre est déjà celle d'un autre peuple.

Cette décision, prise par l'Organisation des Nations Unies, déclenche l'appel au jihad par les Frères et se trouve à l'origine de la guerre de 1948 en Palestine qui se solde par la défaite Arabe et la proclamation de l'Etat d'Israël. Les unités scouts des Frères égyptiens sont les permières mobilisées. Certaines se sont spécialisées depuis la fin des années 1930 et ont donné naissance au Jihaz al-Khass ou Appareil spécial à vocation militaire, encadré par des officiers de l'armée royale égyptienne. De nombreux

---

[1366] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.28
[1367] R.P. Mitchell, *op. cité*, p.98
[1368] *ibid.*, p.55
[1369] J. Benoist-Méchin, *Fayçal,..., op. cité*, p.61

médecins et infirmiers sont aussi du convoi de sorte que l'intervention des Frères en Palestine est de type humanitaire et militaire.

L'intervention des Frères en Palestine est motivée par la solidarité arabe et musulmane, et la certitude que le Droit se trouve de leur côté. Il en va autrement des motivations qui mènent les Frères au Yémen en 1947. C'est la volonté d'internationalisation du Mouvement et de l'Idée qui est à l'origine de la coopération entre les Frères égyptiens et des éléments révolutionnaires au Yémen du Nord. H.-al-Banna y envoie un émissaire, Fudayl al-Wartilani, afin de profiter de la conjoncture qui peut amener l'Idée des Frères à s'objectiver pour la première fois à l'échelle d'un pays. Fudayl al-Wartilani, alim d'origine algérienne et disciple de b. Badis a grandement contribué à la « Révolution constitutionnelle » de 1948 au Yémen. L'expérience se solde par une contre-révolution qui oblige al-Wartilani à s'enfuir en Arabie Saoudite.

On peut tirer un enseignement de ces deux épisodes : les Frères sont entrés dans une dynamique expansionniste transfrontalière à la fin des années 1940. Ainsi, de la Palestine au Yémen, la solidarité arabe et musulmane et la volonté d'exporter l'Idée aboutissent au même résultat : l'internationalisation.

Pour l'heure, il s'agit au plus d'une influence idéologique, d'un réseau humain encore restreint et lâche, et de capacités financière et logistique modestes. Nonobstant, à la fin des années 1940, les éléments sont là, prêts à être organisés et consolidés sous la houlette des Frères, pour la formalisation plus rigoureuse d'un appareil international d'intervention et d'influence. L'Histoire en décide autrement : la dissolution de l'Organisation, l'assassinat de Banna en 1949 et la féroce répression nassérienne des Frères de 1954 à la fin des années 1960 annihile pratiquement l'appareil des Frères en Egypte.

La persécution nassérienne suscite un redéploiement de l'organisation des Frères. La Syrie, où les Frères égyptiens ont fait des émules depuis les années 1930, devient le nouveau centre névralgique de l'Organisation et S. Ramadan, membre éminent de la Confrérie égyptienne et gendre de H. al-Banna, trouve un nouveau territoire de propagation de la daawa ou prédication : l'Europe.

1.2. *Le double travail de structuration de S. Ramadan en et à partir de l'Europe*

S. Ramadan qui parvient à fuir la répression nassérienne trouve refuge sous l'aile du roi Fayçal. Dès la fin des années 1950, il propose aux Saoudiens de parainner son entreprise de propagation de la daawa en Europe. Cette initiative se concrétise par l'ouverture d'un centre islamique à Munich à la fin des années 1950. Celui-ci devient rapidement important notamment grâce à l'immigration turque. Cette dernière constitue non seulement un auditoire et un vecteur de propagation de l'idée des Frères, mais aussi une source de financement habilement captée par Youssef Nada[1370], membre en fuite de l'Appareil spécial des Frères et futur fondateur de la banque des Frères, la banque islamique Al-Taqwa. Le duo S. Ramadan-Y. Nada est si efficace que les Saoudiens le poussent bientôt à s'installer à Genève où il fonde le Centre islamique des Eaux-Vives. C'est le roi Fayçal lui-même qui le finance et il ouvre ses portes en 1961. Le centre de décision politique et l'outil financier se trouvent ainsi réunis en un même endroit. Dans le même temps la construction d'un réseau de centres islamique à travers l'Europe prend son essor.

Après Munich et Genève, un centre s'ouvre à Londres en 1964, puis un autre à Aix-La-Chapelle à partir de 1968. C'est le Guide spirituel en exil de la branche syrienne des Frères, Issam al-Attar, qui dirige ce dernier[1371]. Le financement des centres doit être en parti assuré par la Ligue islamique mondiale. Cette institution saoudienne a vocation à financer la propagation de l'Islam à travers le monde et S. Ramadan contribue grandement à sa création, il est l'un des rédacteurs de sa charte[1372].

Parallèlement à ce travail de dissémination, S. Ramadan se lance dans un travail de restructuration de l'Organisation depuis l'étranger. Il en a la légitimité en tant que membre actif de l'organisation égyptienne et proche de H. al-Banna, puisqu'il en est le gendre. En outre, la conjoncture historique des années 1960 est propice : en Egypte, les Frères sont inexistants ou presque, et en Syrie, ils sont de plus en plus soumis à la répression baathiste. S. Ramadan bénéficie en outre de l'appui financier et politique des Saoud. L'homme va donc multiplier les contacts à travers l'ensemble des mondes arabe

[1370] R. Labévière, op. cité, p.162
[1371] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.156
[1372] September 1995, Impact international

et musulman. Ce travail de structuration aboutit au rétablissement d'un centre de commandement des Frères et à la mise en place d'un réseau international de connexions. Une fois encore, à l'instar des épisodes palestiniens et yéménites, les conditions et la volonté d'intervenir aux côtés d'Arabes et Musulmans opprimés se font jour.

La Suisse francophone présente, à l'époque de l'ouverture du Centre des Eaux-Vives, un intérêt politique immédiat pour les Frères et S. Ramadan. En effet, c'est le lieu que les indépendantistes algériens choisissent comme tribune politique, tandis que Genève centralise leurs ressources financières. Selon R. Labévière, les Frères entretiennent l'espoir de jouer un rôle dans la guerre de libération en Algérie comme ils l'ont fait par le passé en Palestine[1373]; et au Yémen, lors de la tentative révolutionnaire la même année, faudrait-il ajouter.

Selon toute vraisemblance, S. Ramadan n'atteind pas totalement ses objectifs, néanmoins ils réussissent à s'immiscer dans la vie des algériens comme en atteste André Mandouze dans ses « Mémoires d'outre siècle ». Celui-ci, nous apprend que les Frères musulmans sont présents au sein de l'Université algérienne dès 1963. Ils le contraignent d'ailleurs rapidement à renoncer à sa mission de réorganisation de l'enseignement supérieur en Algérie[1374]. On a vu que des contingents de coopérants égyptiens venus enseigner l'arabe, porteurs de l'idéologie des Frères musulmans, sèment les germes de l'islamisme en Algérie[1375]. En ce qui concerne le degré d'implication des Frères musulmans aux côtés des algériens dans leur guerre de libération contre la colonisation française, aucune information ne vient le préciser.

Cet épisode nous enseigne au moins une chose, concernant les volontés interventionnistes à l'échelle internationale des Frères : elles existent toujours et tentent de se concrétiser. L'envoie de coopérants égyptiens Frères musulmans, qui sont autant de vecteurs de l'Idée des Frères, autrement dit des daï ou propagandistes, en est un exemple.

S. Ramadan acquiert un poids politique important tout au long des années 1960 et sa place centrale n'est pas contestée avant les années 1970 semble-t-il. L'Histoire qui

---

[1373] R. Labévière, *op. cité*, p.162-163
[1374] 29. 05. 2003, *interview d'André Mandouze*, Le Monde
[1375] A. Basbous, *L'islamisme..., op. cité*, p.142

prend un nouveau tour à la fin des années 1960 a de multiples conséquences pour lui, l'avenir de l'organisation égyptienne et le mouvement islamiste. En effet, la défaite des armées arabes de 1967, durant la guerre des six jours, sert de révélateur à l'échec des modèles nationalistes arabes et socialistes, qu'ils soient nassérien ou baathiste. C'est l'occasion pour les islamistes de proposer une alternative sous la direction du roi Fayçal d'Arabie Saoudite. On a vu que c'est au cours du sommet de Khartoum, en septembre 1967, que Fayçal reprend le leadership du monde arabe, en "rachetant" la dette que Nasser vient de contracter auprès des arabes et des musulmans[1376].

La mort de Nasser et son remplacement par Sadate, en octobre 1970, marquent le retour des Frères égyptiens. Le déclin de S. Ramadan est dès lors inéluctable. Toutefois, il surprend par sa rapidité et son ampleur. On dispose de plusieurs versions à cet égard. La première émane d'un des fils de S. Ramadan, Tareq Ramadan. Dans une interview au journal suisse L'Hebdo, il affirme : " Au début des années septante, le gouvernement séoudien a voulu reprendre le Centre islamique (de Genève) mais mon père a refusé toute mainmise gouvernementale et les fonds ont été coupés…"[1377]. Une autre version, qui émane de R. Labévière et s'oppose en apparence à la précédente, fait état de la tentative de S. Ramadan, en 1976, d'imposer sa stratégie de participation au processus d'ouverture politique engagé par le président égyptien Anwar al-Sadate. Depuis son exil suisse, S. Ramadan aurait pris la tête d’un courant opposé à celui du Guide de la Confrérie égyptienne, Omar al-Telmessani. A ce dernier qui préconise une collaboration étroite avec le régime, S. Ramadan oppose la condition de "l’élaboration d’un programme commun d’action islamique". Cette tendance jouit toujours alors de l’appui des Saoudiens, selon R. Labévière[1378]. Le résultat de cette intransigeance en est la mise à l'écart des Frères égyptiens du processus d'ouverture politique initié par Sadate.

Quelque soit la version authentique, il est probable que le retour des Frères en Egypte, la volonté hégémonique de S. Ramadan sur le mouvement, ajoutés à l'assassinat le 25 mars 1975[1379] de son protecteur, le roi Fayçal, contribuent fortement

---

[1376] J. Benoist-Méchin, *Fayçal..., op. cité*, p.94
[1377] 27. 09. 2001, L’Hebdo
[1378] R. Labévière, *op. cité*, p.139
[1379] J. Benoist-Méchin, *op. cité*, p.253

au déclin de son influence. Néanmoins, son travail sera réinvesti, dès la fin des années 1970, lorsqu'éclate la guerre d'Afghanistan, et poursuivi durant les années 1980 par Moustafa Machhour et Mohammad Mehdi Akef, actuel Guide suprême de la Confrérie des Frères musulmans égyptiens.

2. Deuxième étape de la formation d'un réseau d'intervention islamiste international

Depuis la fin des années 1930, on a vu que la volonté des Frères d'intervenir sur des théâtres d'opération divers s'est concrétisée à plusieurs occasions.

Les années 1960 sont propices à la formation d'un réseau d'influence des Frères sous la houlette de S. Ramadan d'autant que l'Idée des Frères parcourt l'ensemble du monde arabo-musulman et s'installe du Soudan au Koweït, en passant par le Yémen, et dans tous le Proche-Orient, Palestine, Liban, Jordanie, Syrie et Irak. L'objectif est de ne pas laisser se perdre l'héritage de Banna et de surtout permettre une mobilisation et une coordination toujours plus efficace face au danger qui menace l'Islam et sa civilisation.

A côté de ce travail concret de formation d'un réseau constitué des branches des Frères, un travail d'actualisation des grands concepts islamiques est entrepris. Il a pour objectif de créer un système de références juridiques parallèle à celui des occidentaux, communément accépté, et de justifier l'interventionnisme militaro-humanitaire, en particulier en Palestine, pour des raisons idéologico-politiques, si l'on considère que la religion n'est qu'une production idéologique particulière.

C'est à partir de la défaite arabe de 1967 que ce travail prend de l'ampleur sous la houlette de Fayçal et se développe tout au long des années 1970. Cette période est aussi celle de l'apparition des premières banques islamiques. On verra que le fonctionnement de ces institutions bancaires, ajouté à la guerre qui commence en Afghanistan, suscite un puissant mouvement de solidarité à travers le monde musulman qui se concrétise sous la forme d'ONG islamiques.

2.1. *Le travail de codification et de théorisation des grands principes islamistes*

Depuis la défaite des armées arabes et l'échec des utopies nationalistes arabes nassériennes ou baathistes, l'Islam comme système de référence politique est l'objet

d'une codification par les instances de l'islam mondial parrainées par le roi Fayçal. Les Frères trouvent leur place dans ce mouvement de réislamisation du monde arabe par le haut et se font les lieutenants de Fayçal, les maîtres d'oeuvre des grandes institutions islamiques internationales. Ce nouveau développement de l'islam politique s'objective dans les Sommets islamiques qui s'échelonnent à partir de 1969, et les Conférences islamiques de la recherche et de la pensée qui se multiplient d'Alger à Jeddah, en passant par le Caire, surtout en 1977 et 1978[1380].

L'unité de la Oumma ou communauté des croyants s'incarne dans le Conseil islamique mondial, créé en 1975. Le Conseil islamique mondial est un véritable rassemblement musulman international et constitue une victoire pour les tenants de l'islam politique. Le 19 septembre 1981, le Conseil rend publique à Paris, au siège de l'UNESCO, "La Déclaration islamique des Droits de l'homme"[1381]. Peu avant, le Congrès mondial des oulama musulmans présente la Constitution islamique modèle, préparée et adoptée au Caire en 1977-1979[1382]. Tandis que la Constitution islamique insiste sur la nécessaire restauration et application de la charia, la Déclaration islamique des Droits de l'homme dispose que "Tout individu et tout peuple... doit être habilité à lutter par tous les moyens disponibles contre toute violation ou abrogation de (son droit inaliénable à la liberté). Tout individu ou peuple opprimé a droit au soutien légitime d'autres individus et/ou peuple dans cette lutte". De même, la Déclaration dispose que "Tout musulman a le droit et le devoir de se protéger et de combattre dans les limites fixées par la Loi (charia) contre l'oppression, même si cela le conduit à contester la plus haute autorité de l'Etat".

La charia est restaurée comme système de référence juridique, au moins dans le texte, et la théorisation juridique de l'intervention en dehors des frontières est désormais établie, il ne reste plus en somme qu'à l'objectiver. Plusieurs autres conséquences découlent de ces textes telles que la légitimation des thèses qotbistes du recours à la violence contre le pouvoir en place et la mise en concurrence d'un référentiel de valeurs islamiques avec celui de la civilisation occidentale.

[1380] O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.206
[1381] *ibid.*, p.216
[1382] *ibid.*, p.215

La théorisation de l'intervention transfrontalière en faveur de musulmans opprimés étant fixée, on ne peut s'empêcher de penser aux Palestiniens en lisant ces lignes, puis au peuple afghan à partir de 1979, il ne manque guère plus que les moyens financiers et logistiques pour qu'elle puisse avoir lieu.

2.2. *Les banques islamiques : instrument financier de l'intervenitonnisme islamiste international*

Les grandes banques islamiques voient le jour dans la péninsule arabique, à partir du milieu des années 1970. Les premiers promoteurs de ces établissments financiers ne sont autres que les Frères musulmans. Le dirigeant des Frères irakiens, Mahmoud al-Sawwaf, propose en 1961, lors d'une commission qui se tient à Jeddah, de créer une banque islamique saoudienne sans intérêt[1383].

Plusieurs phénomènes vont assurer le succès des banques islamiques, fleuron de la finance islamique : le premier choc pétrolier de 1973 qui accroît considérablement le volume des pétrodollars lesquels viennent remplir les caisses de ces banques d'un nouveau type ; et le discours de légitimation des autorités religieuses qui assurent la conformité des transactions de ces établissements avec la loi coranique. A noter en passant que ces ci-devant oulama y ont des intérêts en tant que salariés, voire actionnaires[1384].

Les précurseurs de cette nouvelle manière de gérer son patrimoine financier se trouvent dans les pays du Golfe, en Egypte et au Soudan. La Banque islamique de développement saoudienne (BID), créée en 1974, la Banque islamique de Dubaï, fondée en 1975, et la Banque islamique Fayçal, une banque à capitaux saoudiens, égyptiens et soudanais, créée en 1977, en Egypte et au Soudan[1385] ; et toujours en 1977, la Kuwait Finance et la banque des Frères, al-Taqwa Islamic Bank[1386], présidée par Youssef Nada. Al-Taqwa apparaît au grand jour au lendemain de son interdiction en Egypte en 1988.

[1383] Mahmoud al-Sawwaf, *Le riba selon le point de vue de l'islam (en arabe)*, Le Caire, 3éd., Dar al-Ansar, 1978. Première édition dans la revue saoudite Al-Nadwa, Jeddah, janvier 1961, cité par O. Carré et M. Seurat, *op. cité*, p.90

[1384] R. Labévière, *op. cité*, p.130

[1385] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p160

L'exemple de ces établissements pionniers sera bientôt suivi. Pour ne citer que la plus célèbre dont on a déjà parler ici : la banque privée saoudienne, Dar al-Mal al-Islami, créée en 1981 à l'instigation d'un des fils de feu le roi Fayçal, Mohammad b. Fayçal as-Saoud, par ailleurs président de l'Association des banques islamiques qui voit le jour en 1977.

L'essor des banques islamiques, dans la deuxième moitié des années soixante-dix et surtout dans les années quatre-vingt, va grandement bénéficier aux associations sociales et caritatives des mouvements islamistes. Le fonctionnement même de ces banques, qui puisent leur légitimité dans les sources coraniques, interdit le prêt à intérêt et prescrit la distribution de la zakat, l'aumône légale, c'est à dire le prélèvement d'une partie des bénéfices pour le redistribuer au profit d'œuvres sociales et caritatives ou religieuses, est à la base du phénomène des ONG islamiques.

2.3. *Les ONG islamiques : vecteurs de l'intervenitonnisme islamiste international*

Les banques islamiques, qui sont tenues de verser la zakat, vont littéralement susciter des vocations humanitaires chez leur clients et favoriser l'essor du secteur des organisations non-gouvernementales islamiques. Ces acteurs sociaux, dans un premier temps exclusivement nationaux, vont bientôt investir la scène internationale et se transformer en organisations transnationales. C'est l'Afghanistan qui va fournir le théâtre de ce développement, dès le début des années quatre-vingt, et l'occasion pour ces organisations humanitaires de remplir une fonction toute politique, bien qu'exprimée en terme religieux : redonner vie au concept de umma, la communauté des croyants. A travers elle, c'est la construction d'une solidarité religieuse transnationale qui est visée, la création d'un lien social transfrontalier. Comme le dit si bien Abdel-Rahman Ghandour, "cette immense fraternité qu'est la Oumma passe d'un concept flou à une réalité tangible"[1387], c'est en quelque sorte le réveil du panislamisme. Les ONG islamiques constituent à ce titre un puissant vecteur de l'influence culturelle et un outil de propagande pour les islamistes.

[1386] Mohammad al-Saqqaf, *Banques islamiques : les enjeux politiques*, dans la Revue Maghreb Machrek, n°155, janv.-mars 1997, p.37
[1387] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.121

3. <u>Le Jihad en Afghanistan ou le réveil de la Oumma</u>

La guerre qui s'engage en Afghanistan en 1979 entre l'Armée rouge et les moujahidin afghans constitue sans doute le phénomène cristalisateur qui permet aux Frères en particuliers, aux islamistes en général, de lier et de coordonner les éléments épars d'un réseau international afin d'en faire un appareil efficace de propagande et d'intervention militaire sous couvert d'action humanitaire à travers l'ensemble des mondes arabes et musulmans.

Au début de la guerre seuls les Saoudiens disposent des outils financiers et logistiques capables de servir la cause islamiste. Les Frères quant à eux bénéficient du réseau d'influence. Les deux parties vont donc joindre leurs capacités dans un premier temps, puis un processus d'autonomisation se déroule qui juxtapose progressivement deux appareils humanitaro-militaire au service de credo idéologico-politiques concurrents.

3.1. *<u>Le réseau saoudo-Frères musulmans d'intervention humanitaire et militaire</u>*

L'invasion soviétique de l'Afghanistan déclenche en Egypte l'appel au Jihad. Cela se concrétise par des campagnes de dons et le recrutement de volontaires. L'Etat lui-même, pour des raisons politiques, encourage, notamment des médecins et des infirmiers, à s'engager dans le jihad. La majorité d'entre eux sont issus des rangs des Frères[1388]. Le recrutement s'organise aussi dans les différents pays où la Confrérie a des partisans, en particulier en Jordanie, en Algérie ou au Yémen. Mais le recrutement reste insuffisant pour soutenir le jihad jusque dans la deuxième moitié des années 1980. A côté des Frères, les Saoudiens s'activent.

En Arabie Saoudite, c'est par le biais de l'Organisation de la conférence islamique, l'OCI, une sorte d'ONU du monde musulman, que l'on appelle au jihad. Créée en 1969, l'OCI relaie les positions diplomatiques du royaume. La Banque Islamique de Développement (BID), dont l'Etat détient 25% du capital, en est le bras financier. L'autre élément de l'influence saoudienne au niveau international est la Ligue islamique mondiale (LIM). Créée en 1962 à l'instigation de Fayçal, alors en charge des

---

[1388] A. Basbous, *op. cité*, p.20

affaires extérieures du royaume, et avec l'aide de S. Ramadan, qui participe à l'élaboration de ses statuts[1389], la LIM est financée par l'Aramco, la compagnie pétrolière arabo-américaine, nationalisée progressivement durant la deuxième moitié des années soixante-dix[1390]. La LIM a pour objectif d'associer action humanitaire et prédication islamique et se dote en 1978 d'une agence humanitaire, la International Islamic Relief Organisation. Pionnière parmi les ONG, elle profite de l'expérience afghane pour s'aguerrir[1391]. L'Arabie Saoudite contribue donc grandement au jihad, non seulement financièrement, mais aussi par le biais de ses hommes, prédicateurs de choc chargés du prosélytisme, et contingent de volontaires combattants.

Aujourd'hui, on estime le nombre des volontaires arabes à environ trente mille, dont plus de la moitié affectés aux oeuvres sociales, à l'enseignement, à la prédication et aux services sanitaires[1392]. C'est donc un réseau humanitaro-militaire qui se met en place, soutenu par une rhétorique religieuse à but politique et un affairisme qui associe les Frères et les instruments de la finance saoudienne.

Les principales chevilles ouvrières de ce réseau de solidarité arabo-musulmane sont : les services de renseignements saoudiens, dirigés par l'un des fils de Fayçal, le prince Turki b. Fayçal ; les services secrets de l'armée pakistanaise, l'ISI ; la CIA ; le jeune cheikh palestinien Abd Allah Azzam, membre de l'organisation internationale des Frères, qui développe les justifications théologiques du jihad, ainsi que le cheikh Abd al-Majid al-Zandani, membre fondateur de la branche yéménite des Frères, et Ousama b. Laden.

3.2. *Abd Allah Azzam, stratège du jihad afghan*

Le cheikh Abd Allah Azzam, Jordanien d'origine palestinienne, arrive au Pakistan au début de l'année 1980, officiellement pour enseigner à l'université islamique d'Islamabad. Mais, il reste dans la mémoire des combattants arabe-afghans comme le fondateur du « Bureau des services islamiques » à Pechawar, la première structure chargée de l'enrôlement, de l'accueil et de l'affectation des volontaires arabes, les

[1389] Impact international, September 1995
[1390] R. Labévière, *op. cité*, p.259
[1391] Abdel-Rahman Ghandour, op cité, p.64
[1392] A. Basbous, *op. cité*, p. 20

mujahidin. Abd Allah Azzam travaille pour cela avec les partis afghans dont l'idéologie s'apparente à celle des Frères : le Hizb-i-islami de Gulbuddin Hekmatyar ; le Hizb-i-islami tendance Khales ; la Jamaat-i-islami de Burhanuddin Rabbani et Ittihad-i-islami fondé à l'instigation de l'Arabie Saoudite par Abdul Rasul Sayyaf[1393]. Ces quatre partis, qui associent l'idéologie des Frères musulmans mâtinée de wahhabisme et qui reçoivent volontiers la manne financière en provenance de l'Arabie Saoudite et des pays du Golfe, sont qualifiés par Assem Akram, historien de la guerre d'Afghanistan, d' « Ikhwahabis[1394] ».

A partir de 1984, le cheikh Abd Allah Azzam et Oussama b. Laden multiplient les appels à intensifier le Jihad et exigent une participation plus importante au combat. A l'occasion du Grand pèlerinage à la Mecque la même année, Abd Allah Azzam déclare, lors d'une conférence en présence du Mufti d'Arabie Saoudite, Abd al-Aziz b. Baz : « A l'issue de mon séjour en Afghanistan, je décrète en votre présence qu'ils (les Afghans) ont besoin d'hommes pour combattre à leurs côtés autant qu'ils ont besoin de fonds... ». Il publie également, dans la revue koweïtienne al-Mujtamaa, une fatwa qui fait du jihad une obligation coranique, le sixième pilier de l'Islam. Il recueille le soutien de b. Baz, du cheikh Omar Abd ar-Rahman, le chef du Jihad islamique égyptien, et de Abd al-Majid az-Zandani[1395]. Afin d'inciter les jeunes à s'engager dans le jihad afghan, Abd Allah Azzam et O. b. Laden instituent une indemnité à l'intention des familles des combattants volontaires[1396]. On retrouve cette pratique chez le Hamas palestinien pour ses kamikazes et victimes de l'intifada.

L'idée que le jihad constituerait le sixième pilier de l'Islam, qui en compte canoniquement cinq, est développée par l'Egyptien Abd al-Salam Faraj à la fin des années soixante-dix, dans l'impératif occulté, al-Farida al-Ghaïba. Dans cet ouvrage, on préconise le jihad contre les gouvernants iniques. Partant de là, on justifie l'assassinat de Sadate en 1981. Ce développement s'inscrit dans la lignée de la pensée de Sayyid Qotb surtout, mais aussi de Banna comme on l'a déjà vu.

[1393] R. Labévière, *op. cité*, p.77
[1394] Le nom Frères musulmans est la traduction française de l'arabe Al-Ikhwan al Mouslimoun. L'expression arabe Ikhwahabi signifie l'hybridation de l'idéologie des Frères ou Ikhwans avec celle des Wahhabites saoudiens.
[1395] A. Basbous, *op. cité*, p.19
[1396] *ibid.*, p.20

Abd Allah Azzam, quant à lui, décrète que le jihad est une « obligation originaire pour la défense des pays islamiques ». Cette obligation s'applique à tous les musulmans où qu'ils se trouvent. Il préconise, ce faisant, l'usage de la force comme moyen pour rétablir l'intégrité de la Oumma, la communauté mythique des musulmans. Abd Allah Azzam meurt assassiné en novembre 1989.

Parallèlement au travail de ce réseau d'intervention humanitaro-militaire "ikhwahabi", les Frères se dotent d'outils d'intervention en propre.

3.3. *Préfiguration de l'Organisation internationale des Frères*

Sans jamais se désolidariser des Saoudiens, qui détiennent sans conteste les outils financiers les plus puissants, les premières ONG islamiques des Frères voient le jour : en 1984, la Lajnat al-Daawa al-islamiyya des Frères Koweïtiens ; en 1985, le Comité de secours du syndicat des médecins égyptiens[1397]. Ces ONG demeurent des outils au main des branches locales des Frères, mais patiemment les Frères s'organisent et jettent les bases opérationnelles et financière de l'Organisation internationale. L'ONG koweïtienne est un bel exemple des ces ONG islamiques qui fleurissent au cours des années 1980.

3.3.1. *La Lajnat al-daawa al-islamiyya, parangon de l'humanitaire islamiste*

L'ONG koweïtienne Lajnat ad-Daawa al-Islamiyya est une émanation du parti politique des Frères koweïtiens. On l'a vu sa création, en 1984, répond au désir de diverses factions des Frères d'intervenir en Afghanistan et d'apporter une aide aux Afghans. L'ONG est financée grâce aux dons, qu'ils proviennent d'investisseurs privés, elle dispose de plus de vingt bureaux en Arabie Saoudite, ou d'institutions, telle que la BID.

La Lajnat est l'exemple type de l'ONG islamique, qu'il conviendrait plutôt de qualifier d'islamiste. Cette structure mêle subtilement l'impératif religieux de secours aux musulmans menacés et la volonté hégémonique islamiste à travers la prédication et le travail social et humanitaire. Sa manière de lever des fonds est un modèle de marketing

[1397] 01. 04. 1995, BBC-SWB-MO, *Four Muslim Brotherhood leaders arrested*, text of report by the Egyptian news agency MENA

qui n'a rien à envier aux meilleurs communicants et publicitaires du monde mercantile occidental.

C'est la communication, le point fort de la Lajnat, qui lui assure un financement conséquent. Elle bénéficie d'une excellente réputation qu'elle a soin d'entretenir : premièrement, elle est une émanation du parti des Frères koweïtiens, l'Association pour la réforme sociale.

Deuxièmement, elle mène une activité de prédication reconnue comme très efficace. A cet égard la saisie dans ses bureaux, en 2000, à Moscou, de pamphlets appelant à abattre les régimes en place dans les provinces à majorité musulmane, est de nature à augmenter son prestige auprès des investisseurs sympathisants des islamistes. De même que son bilan entre 1992 et 1996 en Afghanistan. Durant cette période la Lajnat ouvre 33 écoles coraniques, traduit 58 ouvrages pédagogiques de « catéchisme » islamique dans les langues locales, imprime et distribue plus de 150 000 livres religieux auprès des réfugiés. Enfin, son institut de formation à la daawa, le premier en Afghanistan, voit 236 étudiants obtenir leur diplôme de missionnaires en 1996.

Troisièmement, grâce à la qualité de ses contributeurs, dont elle ne se prive pas de publier la liste, elle attire les petits donateurs. Ce sont principalement des personnalités religieuses ou politiques : le martyr palestinien Abd Allah Azzam ; les dirigeants Afghans, Gulbuddin Hekmatyar, Mohammad Younes Khales, Burhanuddin Rabbani ; figurent aussi des personnalités saoudiennes ou koweïtiennes, telles que des membres du Comité des grands clercs de l'Arabie Saoudite, des membres du gouvernement koweïtien ou le président du conseil d'administration de l'Association pour la réforme sociale, Abd Allah al-Ali al-Moutawa.

Enfin, et quatrièmement, le système de marketing, totalement islamisé, est façonné pour solliciter efficacement le donateur. Depuis l'époque de la campagne de collecte, généralement au moment des fêtes religieuses, jusqu'à la banque islamique qui thésaurise les fonds, en passant par l'argumentaire et la symbolique islamiques déployés, tout est profondément enraciné dans l'Islam[1398].

[1398] Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.128

Ainsi, la Lajnat, tout comme le Comité de secours des médecins égyptiens, préfigurent la forme et la nature de l'appareil d'intervention international des Frères. Ils en constituent les premiers éléments, toujours en service, que l'on retrouve par la suite dans les Balkans, au Yémen, en Somalie et au Nigéria[1399].

A côté, de la Lajnat et du Comité se crée à la fin des années 1980, un couple financier et opérationnel, composé de la banque Al-Taqwa et de l'ONG Mercy International, qui va permettre une action coordonnée et concrète de l'Organisation internationale des Frères musulmans.

4. L'Organisation internationale des Frères

Du fait de la nature clandestine de l'organisation des Frères musulmans, il est difficile de procéder à une répartition des rôles ou même d'identifier les membres dirigeants. Il semble que Moustafa Machhour et Mohammad Mehdi Akef soient les architectes de l'Organisation internationale. Ces deux derniers quittent l'Egypte respectivement à la fin des années 1970 et quelques jours avant l'assassinat de Sadate en octobre 1981, pour se retrouver semble-t-il à Munich. Ils rentrent en Egypte au milieu des années 1980.

Aujourd'hui, M. Mehdi Akef, Guide suprême de l'Organisation égyptienne des Frères et proche des dirigeants des branches de l'Organisation, assure probablement la direction de l'Organisation internationale, c'est traditionnellement au Guide égyptien que revient cette tâche. On a vu que feu Mahfoud Nahnah est de son vivant le n°3 de l'Organisation. Toujours selon R. Labévière, Necmettin Erbakan, le chef du parti Refah et le leader du courant islamique depuis les années 1970, en Turquie en serait lui aussi membre, de même que le cheikh Abd Allah al-Ahmar, le chef tribal yéménite d'Al-Islah[1400]. On peut penser que le jordanien Abd al-Majid al-Dhounaybat en fait aussi parti, en tant que leader de sa branche. On ne peut cependant pas l'affirmer.

A la base du travail de structuration de l'Organisation internationale serait la conviction de Moustafa Machhour que la guerre d’Afghanistan est le prélude au

[1399] 01. 04. 1995, *Les Frères musulmans nient entraîner des militants de la Jamaa islamiya*, Le Caire, AFP ; Abdel-Rahman Ghandour, *op. cité*, p.257
[1400] R. Labévière, *op. cité*, p.93

rétablissement du Califat qu'il considère comme la seule structure politique capable d'assurer la cohésion de la communauté musulmane. A partir de cette date, il va se consacrer entièrement à mettre l'organisation internationale des Frères au service des volontaires arabes pour l'Afghanistan[1401] d'où le développement bi-polaire à la fois financier et humanitaire de l'Organisation internationale. Youssef Nada et Ghalib Himmat sont les propriétaires de la banque Al-Taqwa laquelle est une nébuleuse de sociétés financières et commerciales, et d'organisations humanitaires, dont la plus importante est l'ONG Mercy International, association suisse créée en 1989 et directement liée à la banque Al-Taqwa.

4.1. *La banque islamique, Al-Taqwa*

Cette banque, considérée comme l'instrument économique de la branche internationale des Frères et comme le poumon de l'islamisme à l'échelle mondiale est intéressante à plusieurs titres : les Saoudiens sont ses principaux actionnaires, par le biais de la banque privée saoudienne DMI ; elle accorde sans aucun doute des aides financières à ses branches nationales, selon les intérêts stratégiques des Frères. Ainsi en est-il du Hamas palestinien ou de la branche algérienne des Frères[1402] de feu Mahfoud Nahnah[1403] dans la première moitié des années 1990 ; et elle finance de nombreux groupes islamistes, modérés et radicaux, par le truchement de programmes humanitaires, y compris les organisations islamiques en Europe.

Cette banque est désormais célèbre du fait de l'enquête lancée par les autorités suisses, à la demande des Etats-Unis qui l'accusent d'avoir participé au financement des attentats du 11 septembre 2001[1404].

Créée dans la deuxième moitié des années 1970, elle est interdite en Egypte depuis 1988. Quelques mois après, elle installe son siège social aux Bahamas où elle partage ses locaux avec la banque privée saoudienne, Dar al-Mal al-Islami, (DMI), connu pour ses sympathies islamistes. Elle ouvre parallèlement une antenne à Lugano,

[1401] R. Labévière, *op. cité*, p.141
[1402] *ibid.*, p.153
[1403] Mahfoud Nahnah est décédé le 19. 06. 2003, Islam Online & News Agencies
[1404] 14. 02. 2002, L'Hebdo

dans la province du Tessin en Suisse italienne, sous le nom d'Al-Taqwa management organisation S.A.

Le fondateur du groupe A.T, Youssef Nada, est un Egyptien, membre des Frères depuis les années quarante et compagnon de route de S. Ramadan. Il est à la tête de plus de deux mille sociétés commerciales. Le numéro deux de la société tessinoise est un autre Egyptien, Ali Ghalib Himmat. Il est pendant un temps animateur du centre islamique de Munich[1405].

La société tessinoise Al-Taqwa management organisation S.A, rebaptisée Nada management organisation S.A en février 2001, dispose de nombreuses antennes réparties en Europe : la Dar Al-Taqwa Limited à Londres, la Dar Al-Taqwa (Services Ltd) dans le Middlesex (G.B.), une Al-Taqwa Trade au Liechtenstein, et une mystérieuse ATG Investment Holding S.A à Montreux qui n'existe que de mars 1998 à mars 2000.

L'enquête ouverte par les autorités suisses pousse Youssef Nada à liquider sa société Nada management en décembre 2001. Ahmed Huber, l'un des administrateurs de Nada management, se montre confiant dans la reprise des activités de la société, dans un autre pays et sous un autre nom. Quant à La banque A.T, basée aux Bahamas, elle se voit déprimer de sa licence bancaire par le parquet de Nassau en avril 2001[1406]. La banque est une coquille vide sans présence physique réelle, en violation des nouvelles dispositions bancaires[1407].

La banque des Frères et ses antennes, implantées dans des paradis fiscaux comme les Bahamas, le Tessin ou le Lichtenstein peuvent agir à leur guise sans que la nature et la destination des fonds ne soient connues. Ces éléments, alliés à des capacités planétaires d'investissement et de mobilité de fonds[1408], font d'A.T, l'outil financier privilégié de la stratégie d'intervention des Frères au niveau international.

4.1.1. *Fonctionnement et activités déclarées de la banque*

Le capital de la banque, officiellement déclaré au Bahamas, s'élève à 229 millions de dollars en 1997. Son fonctionnement est basé sur la récolte de fonds et de

[1405] 27. 09. 2001, L'Hebdo
[1406] *ibid.*
[1407] 15. 11. 2002, L'Hebdo
[1408] R. Labévière, *op. cité*, p.154

dépôts bancaires effectués auprès et par de petits épargnants et destinés à être investis dans des projets immobiliers ou dans l'import-export. Fonctionnant selon les règles de la finance islamique, une partie des profits est reversée à des organisations islamiques au titre de la zakat. A ces sommes s'ajoutent les fonds versés par les grandes familles saoudiennes qui ont toujours aidées les Frères[1409].

Quant à A.T. management organisation S.A, son capital en 1988 s'éleve à 100 000 francs suisses. Une augmentation de capital, en 1997, le fixe à 225 000 francs suisses. Les activités d'A.T. management sont multiples. Dina Balleygier, qui a participé à l'enquête de la Commission fédérale des banques dans le cadre de la procédure lancée par les autorités judiciaires helvétiques à la demande de l'administration américaine, déclare : « Nous avons juste pu établir que Al-Taqwa Management n'avait pas d'activités bancaires en Suisse. Mais ses activités sont restées floues. Le registre du commerce énonce une longue liste. C'est typique des sociétés qui se couvrent en se donnant la possibilité de changer rapidement d'activité[1410]. » Les activités déclarées d'A.T. management recouvrent « services administratifs, comptabilité et consultations d'entreprises », ce qui inclue aussi bien la gestion de patrimoine immobilier que l'investissement industriel, financier et commercial. Par ailleurs, la société s'engage à promouvoir le développement de relations d'affaires entre partenaires financiers islamiques et occidentaux[1411]. Pour Ahmed Huber, A.T. management s'occupe « …de projets de développement dans des villages de pays musulmans… ».

Le conseil d'administration d'A.T. management est présidé par Y. Nada et parmi les fondateurs de la banque et ses premiers actionnaires, on compte plusieurs éminentes personnalités des Frères tunisiens et syriens et de l'Organisation internationale. Selon Y. Nada, la proportion des membres de la Confrérie parmi les actionnaires ne dépasse pas 8%. Comme toute banque qui se dit islamique, A.T. dispose d'un bureau de contrôle religieux présidé par Youssef al-Qardaoui. Ce dernier, qui vit en exil au Qatar, est considéré comme l'architecte des réseaux bancaires islamiques internationaux. Il jouit d'un grand prestige dans le monde musulman, à tel point qu'il est perçu comme le rival du mufti d'Al-Azhar, la plus haute autorité de l'islam

[1409] R. Labévière, *op. cité*, p.156
[1410] 15. 11. 2001, L'Hebdo
[1411] R. Labévière, *op. cité*, p. 147

sunnite, le cheikh Sayyid al-Tantaoui. Ses prises de positions sans équivoques et radicales, en ce qui concerne les musulmans et leurs droits, notamment sur la question de la Palestine, lui valent l'estime de l'opinion publique musulmane et en ont fait la référence des islamistes. Sur le conflit israélo-arabe ses positions sont en accord avec la stratégie du Hamas en particulier, et des Frères en général.

4.1.2. *Connexions internationales et financements islamistes*

La banque A.T. est donc le principal outil financier de la branche internationale des Frères, désormais dirigée depuis Lugano et Milan. Elle est en outre un partenaire assidu de DMI qui est son principal actionnaire.

On retrouve la banque à la source du financement d'un certain nombre de groupes islamistes, comme le mouvement tunisien An-Nahdha de Rached Ghannouchi, qui vit en exil à Londres, ou la Jamaa islamiyaa libanaise dirigée par Fayçal al-Maoulaoui, référence spirituelle de l'UOIF à ses débuts, comme on l'a déjà vu.

Au titre des activités de financement de la banque qui obéissent à des intérêts stratégiques, on trouve celui de la branche algérienne des Frères, dirigée par feu Mahfoud Nahnah. L'interruption du processus électorale en janvier 1992 et le recours au jihad par certaines composantes du FIS, placent le Hamas algérien de Nahnah en position d'interlocuteur du régime. A charge pour lui d'occuper l'espace politique laissé vacant.

Bien que dirigeant l'influente organisation caritative, sociale et culturelle, Islah wa Irchad, réforme et guidance, qui se distingue tout au long des années quatre-vingt par son travail, les élections législatives de 1991 ne lui sont pas favorables et il ne totalise que 5.3% des votes. L'aide massive apportée par la banque A.T. au lendemain de l'interruption du processus électoral, grâce notamment à la contribution des grandes banques saoudiennes qui veulent sanctionner la position pro-irakienne du FIS durant la deuxième guerre du Golfe, permet d'accroître l'activité de l'association Islah wa Irchad et de financer les campagnes électorales des Frères algériens. Nahnah se présente aux élections présidentielles de 1995 contre Liamine Zéroual et obtient 25.58% des votes.

Certains membres de son parti se voient confier des portefeuilles ministériels[1412]. On sait ce qui se passe en 1999.

L'alliance des Frères avec les Saoudiens est manifeste et sert un objectif stratégique : aider les Frères algériens à récupérer le vote islamiste du FIS et à devenir l'opposition légaliste la plus influente. L'action caritative et sociale d'Islah wa Irchad doit lui attirer la confiance et le vote populaire.

Un autre pôle prioritaire et stratégique à de multiples égards du financement de la banque, est constitué par la cause palestinienne. A.T. sert en l'occurrence de canal de financement pour le Hamas. La cause palestinienne, chère aux musulmans du monde entier, fait l'objet de nombreux dons, notamment au titre de la zakat. Un certain nombre de ces dons sont versés sur des comptes de la banque A.T ou de ses filiales. La banque les redistribue, après passage aux Bahamas, à des organisations, associations et commerces affiliés au Hamas. La banque gère en outre le plus riche portefeuille de l'organisation palestinienne[1413].

Ces activités de financement sont rendues possibles par les investissements auxquels procède la banque. Ceux-ci sont captés par des sociétés financières et commerciales qui, soit appartiennent à la banque, soit à des membres actionnaires, soit à des membres de l'organisation des Frères. Ainsi, en est-il de la Nasreddin international group holding, NIGH, basée aux Bahamas et dirigée par un Frère koweïtien : Nasreddin Ahmed Idris. Ce dernier figure parmi les premiers actionnaires de la banque. A la tête d'une multitude de sociétés financières et commerciales, à l'instar de Youssef Nada, il est en outre consul honoraire du Koweït à Milan. L'une de ses sociétés, la Gulf Office, association pour le développement commercial, industriel et touristique entre les pays du Golfe et la Suisse, a servi à la diffusion de cassette de propagande des GIA dans les mosquées d'Europe. Aujourd'hui, en cessation d'activité, elle est domiciliée à l'époque dans le même bâtiment que la mosquée de Lugano. Le représentant de Nasreddin à la tête de Gulf Office est un autre Frère, de la branche syrienne, Khaldoun Dia Eddin. Il est aujourd'hui en charge de la coordination des

---

[1412] 05. 01. 1996, *op. cité*, AFP
[1413] R. Labévière, *op. cité*, p.154

activités de l'organisation humanitaire islamique, Mercy international, très présente dans les Balkans[1414].

4.2. Mercy International, l'ONG de l'Organisation internationale

L'ONG Mercy international est la structure opérationnelle par excellence de la branche internationale des Frères. Créée, comme on l'a dit plus haut, en Suisse en 1989, elle est directement liée à la banque A.T. Cette ONG se distingue par son action en faveur des populations musulmanes assiégées par les forces Serbes en Bosnie, par le contournement de l'embargo sur les armes à destination de l'armée bosniaque et par le recrutement de volontaires européens et arabes-afghans pour soutenir la résistance des communautés musulmanes et assurer l'aide humanitaire. Elle assure en outre le rapatriement des combattants afghans vers l'Algérie.

Aujourd'hui, Mercy est toujours présente en Bosnie et s'active en Albanie où elle contribue au fonctionnement de plusieurs hôpitaux et orphelinats. Khaldoun Dia Eddin, en charge de la coordination des activités de l'ONG, gère par ailleurs une des principales filières d'approvisionnement en armes pour l'armée de libération du Kosovo avec l'appui financier et logistique de la Ligue Islamique Mondiale saoudienne.

L'organigramme de Mercy international indique que son président est le Koweïtien Jassem Muhallal el-Yassin, chef de la branche koweïtienne des Frères. Il assure la direction de la section politique des Frères, ainsi que des sections sociale et d'action extérieure. Il semble que Jassem coordonne de conserve avec Hassan al-Tourabi, chef des Frères musulmans soudanais et éminent stratège de l'islamisme, le soutien aux mouvements islamistes du Maghreb. Le directeur de Mercy, Majid al-Rifaï, membre des Frères koweïtiens, assure aussi la présidence de l'ONG soudanaise, Ad-Daawa al-Islamiyya[1415].

[1414] R. Labévière, *op. cité*, p. 159
[1415] *ibid.*, p.160

4.3. L'Organisation internationale des Frères dans les années 1990[1416]

L'appareil financier et humanitaro-militaire des Frères, développé pour servir la logique du jihad en Afghanistan, est capable dès 1992 d'intervenir en faveur des musulmans de Bosnie-Herzégovine. On retrouve alors ceux que l'on appelle désormais les arabes-afghans à l'œuvre dans les Balkans. Ces derniers travaillent sous le couvert des organisations humanitaires islamiques, dont le financement et la logistique sont assurés par l'organisation internationale des Frères, avec l'aide des Saoudiens et la complaisance des Américains. On assiste en quelque sorte à la répétition de la campagne de mobilisation pour l'Afghanistan à ceci près que les ONG sont désormais des acteurs à part entière du conflit et servent les combattants. Celles-ci organisent, depuis l'Europe, des filières d'approvisionnement en armes à destination de la Bosnie et assurent le recrutement de volontaires. En France, l'UOIF collecte quelque 900 000 francs, en 1992, avec le concours du Secours islamique pour servir cette logique. De même, en Allemagne les réseaux islamistes turcs, liés au parti Refah de Necmettin Erbakan, membre de l'organisation internationale des Frères, se montrent très actifs. Quant à Mercy international, elle s'illustre aussi bien dans le trafic d'armes que dans le recrutement de volontaires[1417].

On évalue à environ deux mille le nombre d'européens qui participent, aux côtés des arabes-afghans, aux opérations en Bosnie. C'est ainsi que des Français bénéficient de stages d'entraînement au maniement d'armes et d'explosifs. Kelkal, Ben Saïd et Ali Touchent, responsables de la vague d'attentats sur Paris et Lyon à l'été 1995, sont issus de la filière bosniaque[1418]. Beaucoup moins spectaculaire, mais révélateur du redéploiement et de l'extension des réseaux islamistes internationaux des Frères, l'assassinat d'un diplomate égyptien, Ala ad-Din Nazmi, le 13 novembre 1995 à Genève, par les « brigades du martyr Abd Allah Azzam »[1419].

L'Organisation des Frères s'est donc doté d'outils efficaces pour servir ses ambitions internationales de propagation de l'Idée.

[1416] voir l'enquête de R. Labévière, *op. cité*, p.75-76
[1417] *ibid.*, p.75
[1418] *ibid.*, p.76
[1419] *ibid.*, p.68

Conclusion générale

On vient de voir avec quelque détail, comment les Frères prennent leur essor, depuis les années 1930, dans les sociétés arabes et musulmanes pour arriver, à partir des années 1980, à se faire accepter comme acteurs sur les scènes politiques nationales.

La stratégie par étape de réislamisation par le bas, chère à H. al-Banna, s'articule en deux dimensions. L'une horizontale, qui trouve son origine dans les mosquées, s'appuie sur un discours promoteur d'un système de valeurs propres aux sociétés musulmanes et constitutives de leur identité ; sur un dense réseau d'institutions sociales et caritatives qui, non seulement comble les carences de l'Etat dans ces domaines, mais est conçu comme un moyen de la propagande. L'autre, verticale, dont l'activisme dans les milieux étudiants et les syndicats, partie intégrante de la stratégie de propagation horizontale de l'idéologie ou conquête de la société par le bas, constitue le socle sur lequel se construit la stratégie de pénétration des institutions de l'Etat. Ainsi, les étudiants des années soixante-dix, cornaqués par leurs Frères aînés, ont permis de prendre le contrôle d'un certain nombre de syndicats professionnels. L'étape suivante de ce parcours, en vertu du caractère militant et politique de la stratégie de la Confrérie dans les syndicats, est l'accession au statut de parlementaire dans les années 1980 et en 2000.

Cette stratégie d'expansion bi-dimensionnelle dans le contexte national, se retrouve aussi à l'échelle internationale. L'expansion des Frères qui s'étend d'un pays à l'autre, dans une dimension horizontale, trouve sa verticalité dans la branche internationale des Frères. En effet, cette structure déterritorialisée privilégie les intérêts stratégiques des Frères, au niveau international, grâce à ses moyens financiers et opérationnels. Elle peut aussi, le cas échéant, venir en aide à l'une des branches nationales. Que l'arme principale des Frères soit une banque dans un paradis fiscal démontre d'une part, que les Frères musulmans sont des pragmatiques -l'hégémonie idéologique, sociale et politique est plus facilement atteinte grâce à l'instrument de la

finance, ultime source du pouvoir ; d'autre part que, loin d'être des fanatiques arriérés, les Frères musulmans sont des stratèges avisés, de plein pied dans la modernité et, finalement, que leur projet porte sur le long terme et vise bel et bien à s'implanter partout où une "communauté" musulmane prospère. Cette dernière constatation nous ramène naturellement en France où, depuis une quinzaine d'années, les Frères font partis du paysage médiatique et publique, voire politique, de l'Hexagone, grâce à l'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF), et y prospèrent.

BIBLIOGRAPHIE

MONOGRAPHIES

1. X. Ternisien, *La France des mosquées,* éd. Albin Michel, Paris, 2002

2. A. Sfeir, *Les réseaux d'Allah, les filières islamistes en France et en Europe,* éd. Plon, Paris, 2001

3. Olivier Carré et Michel Seurat, *Les Frères musulmans (1928-1982),* Réédition de l'ouvrage paru en 1983 aux Editions Gallimard/Julliard, L'Harmattan, Paris, 2001

4. Richard P. Mitchell, *The Society of the Muslim Brothers*, 1ère édition, 1969, Oxford University Press, 1993

5. R. Labévière, *Les dollars de la terreur, Les Etats-Unis et les islamistes*, éd. Grasset & Fasquelle, Paris, 1999

6. Les Etats arabes face à la contestation islamiste, sous la direction de Bassma Kodmani-Darwish et May Chartouni-Dubarry, éd. IFRI, Armand Colin/Masson, Paris, 1997

7. G. Kepel, *Le Prophète et Pharaon, aux sources des mouvements islamistes*, 1ère édition 1984, La Découverte, éd. Seuil, Paris, 1993, revue et augmentée

8. A. Basbous, *L'islamisme, une révolution avortée ?*, éd. Hachette Littératures, Paris, septembre 2001

9. Abdal-Rahman Ghandour, *Jihad humanitaire, enquête sur les ONG islamiques,* Flammarion, Paris, 2002

10. O. Carré, *Enseignement islamiste et idéal socialiste- Analyse conceptuelle des manuels d'instruction musulmane en Egypte*, Beyrouth, Dar al-Machreq, 1986

11. Shaul Mishal & Avraham Sela, *The Palestinian Hamas, Vision, Violence and Coexistence*, Columbia University Press, New York, 2000

12. J.C. Hurewitz, *The struggle for Palestine,* New York, Norton, 1950

13. Ziad Abu Amr, *Islamic Fundamentalism in the West Bank and Gaza: Muslim Brotherhood and Islamic Jihad,* Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1994

14. M.E. Beverly, *Islamic Politics in Palestine,* Londres-New York, Tannis Academic Studies, 1994

15. A. Yassin, *Hamas (Le mouvement de résistance islamique en Palestine),* Le Caire, Sina, 1990, (en arabe)

16. *Le Yémen contemporain*, sous la direction de R. Leveau, F. Mermier et V. Steinbach, éd. Karthala, 1999

17. Pierre Vermeren, *Le Maroc en transition*, Paris, La Découverte 2002

18. O. Roy, *l'échec de l'islam politique*, Paris, Seuil, 1992

19. F. Burgat, *L'islamisme en face*, éd. La Découverte, Paris , 1995, re-éd. 2002 mise à jour

OUVRAGES CONNEXES

1. Benoist-Méchin, *Fayçal, roi d'Arabie. L'homme, le souverain, sa place dans le monde*, éd. Albin Michel, Paris, 1975

2. Henry Laurens, *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, éd. Armand Colin, Paris, 1993

3. Farhad Daftari, *Les ismaéliens, histoire et traditions d'une communauté musulmane*, éd. Fayard, Paris, 2003

4. A. Maalouf, *Les croisades vues par les Arabes*, Editions J'ai lu, Paris, 1983

5. muhammad saïd al-ashmawy, *L'islamisme contre l'islam*, traduit de l'arabe par richard jacquemond, éd. La Découverte, Paris, éd. Al-Fikr, Le Caire, 1989

6. Abderrahim Lamchichi, *Pour comprendre l'islamisme politique*, éd. L'Harmattan, Paris, 2001

7. Yousouf al-Qardawi, *La notion de la patience dans le Coran*, éd. Tawhid, 2002

8. Maxime Rodinson, *De Pythagore à Lénine. Des activismes idéologiques*, Librairie Arthème Fayard, Paris, 1993

9. Noam Chomsky, *11/9, autopsie des terrorismes*, Le Serpent à Plumes, 2001

10. Farid-ud-Din Attar, *Le mémorial des saints*, éd. du Seuil, 1976

REVUES SPECIALISEES

En français

1. Monde Arabe Maghreb/Machrek

2. Dossiers du CEDEJ

3. Eypte/Monde Arabe

4. Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée

5. Les Cahiers de l’Orient

6. Arabica

7. Revue Tiers Monde

8. Confluence

9. La Pensée

10. Le Moniteur du Moyen-Orient, n°006, Kroll, The Risk Consulting Company

11. Revue d'Etudes Palestiniennes

12. Politique africaine

13. Les Etudes du CERI

14. Chroniques Yéménites

En anglais

1. Carnegie endowment for international peace

2. Echo of Islam

3. TransState Islam

4. Strategic assesment

5. Arab Studies Quaterly

6. International journal of Middle Eastern Studies

PRESSE EN LANGUE FRANCAISE

1. Le Monde
2. Libération
3. Le Figaro
4. Le Figaro magazine
5. Le Canard enchaîné
6. L'Express
7. Le Point
8. Le Journal Du dimanche
9. L'Humanité
10. L'Hebdo (Suisse)
11. Courrier International
12. Le Monde Diplomatique

AGENCES DE PRESSE

1. Agence France Presse

PRESSE EN LANGUE ANGLAISE

1. New York Times Service
2. Washington Post Service
3. Time
4. Middle East Times
5. Dawn
6. The Star
8. Jordan times
9. Turkish Daily News
10. Kayhan
11. Gulf News
12. Sunday Telegraph
13. Sunday Times
14. Newsweek
15. The Quandary
16. Impact International
17. The Muslim Brotherhood Issues
18. Muslimedia
19. Akhbar al-Yawm

AGENCES DE PRESSE

`

1. BBC-SWB-MO World Service
2. Reuters World

3. Comtex newswire
4. Middle East News Agency
5. Associated Press
6. UPI US&World

SITES INTERNET

1. Muslim Brotherhood Information Center, mbic@dial.pipex.com
2. Médi@cité, Lexicorient
3. Infosud
4. Islam online & news agencies
5. Electronic Whip, www.ibmpcug.co.uk
6. iapinfo@iap.org
7. arabia. com web site

DIVERS

1. Dictionnaire arabe-français, A. de Biberstein Kazimirski, Librairie du Liban, Beyrouth, Edition française, Maisonneuve et Cie, Paris, 1860

2. Encyclopédie des symboles, éd. Le Livre de Poche, coll. Encyclopédies d'aujourd'hui, la Pochothèque

3. Encyclopédie de l'Islam, nouvelle édition